

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°166-167

Janvier-Février 1999

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

Sommaire

- **ABDULLAH ÖCALAN A ÉTÉ LIVRÉ À LA TURQUIE OÙ IL RISQUE LA PEINE DE MORT**
- **ANKARA : FORMATION D'UN CABINET ECEVIT MINORITAIRE**
- **LA RUSSIE RÉARME-T-ELLE LE RÉGIME IRAKIEN ?**
- **REPRESSION SANGLANTE DES MANIFESTATIONS POPULAIRES AU KURDISTAN D'IRAN**
- **TÉMOIGNAGE D'UNE AVOCATE KURDE DEVANT LE COMITÉ AMÉRICAIN DES JURISTES POUR LES DROITS DE L'HOMME**
- **AINSI QUE**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

ABDULLAH ÖCALAN A ÉTÉ LIVRÉ À LA TURQUIE OÙ IL RISQUE LA PEINE DE MORT

LA longue errance du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a pris fin le 15 février à Nairobi au Kenya où il s'était réfugié à l'ambassade de Grèce depuis une douzaine de jours. Ocalan qui avait, le 16 janvier, quitté de son gré Rome «*pour ne pas embarrasser davantage le gouvernement italien et éviter l'éclatement de sa fragile coalition*» avait tenté, en vain, de trouver refuge en

Biélorussie, en Russie, en Grèce et au Pays-Bas. Tous les pays européens avaient, d'un commun accord, décidé de lui fermer leur espace aérien et l'accès de leurs territoires. Le 1^{er} février, l'amiral grec Naxakis l'avait ramené de Saint Pétersbourg à Athènes à bord d'un avion privé et essayé de forcer la main du gouvernement grec pour qu'il donne asile au dirigeant kurde objet d'une véritable chasse à l'homme.

Craignant des réactions imprévisibles d'Ankara, voire même un conflit armé, le ministre grec des Affaires étrangères, M. Pangalos avait décidé d'expulser cet hôte indésirable au plus vite.

C'est donc par les soins des autorités grecques qu'Ocalan et sa suite étaient envoyés à Nairobi «*en attendant de trouver un autre pays d'accueil*» selon la version officielle grecque. Pourquoi Nairobi, fief du Mossad israélien et plaque tournante de la CIA qui depuis les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie maintient une centaine d'agents dans la capitale kenyane ? Aucune explication

sérieuse n'a été avancée par Athènes qui dément toutefois qu'il y ait eu un arrangement préalable avec les Américains sur le sort d'Ocalan. Toujours est-il que le jour même de l'arrivée de celui-ci à Nairobi Ankara en a été informé. Par qui ? On a d'abord cité le Mossad qui avait informé les Turcs du départ de Damas du chef du PKK et de son arrivée à Moscou. Les Israéliens ont démenti. Cependant les responsables américains, après un démenti officiel, ont reconnu (voir revue de presse pp 163 et 182) avoir joué un rôle actif tout au long des pérégrinations d'Ocalan et dans son épilogue kenyan. Le 4 février ils ont informé les Turcs qu'Ocalan pouvait leur être remis «bientôt».

Le jour même, le sommet de l'Etat turc se réunissait et arrêtait une série de mesures pratiques pour le rapatriement du chef kurde et son emprisonnement. Le plus difficile, pour le gouvernement turc, aura été de trouver un avion ayant un rayon d'action suffisamment long pour faire le voyage de Nairobi sans escale. Les Américains se sont occupés de tout le reste : forcer la main aux Grecs pour livrer le chef rebelle kurde à la police kenyane et obtenir des autorités kenyanes de mettre celui-ci dans l'avion des services turcs stationnant sur une piste à l'écart de l'aéroport de Nairobi. *«La police kenyane m'a conduit à l'aéroport m'affirmant m'embarquer dans un avion en partance pour les Pays-Bas. L'ambassadeur grec, après une rencontre avec le ministre kenyan des Affaires étrangères, m'avait assuré que tout était désormais réglé, que le gouvernement néerlandais avait accepté de m'accorder l'asile et que je pouvais quitter le Kenya en toute sécurité. Or une fois embarqué dans cet avion que je croyais néerlandais, j'ai été accueilli par un commando cagoulé qui, en turc, m'a souhaité «la bienvenue en Turquie». Ils m'ont ligoté et drogué. Je me suis réveillé en vol. L'avion s'est posé à deux reprises,*

probablement en Israël et en Chypre du Nord. Puis on m'a emmené en hélicoptère à Mudanya et de là à l'île d'Imrali» a raconté Ocalan à son avocat, Me Okçuoglu, lors de leur premier entretien, le 25 février.

Pourquoi Washington a-t-il rendu aux Turcs ce service éminent ? Plusieurs hypothèses sont avancées. Depuis l'accord de paix signé entre les deux partis kurdes irakiens en septembre 1998 et prévoyant l'élection d'un Parlement et d'un gouvernement régional kurdes, Ankara ne cesse d'agiter le spectre d'émergence d'un Etat kurde sous protection américaine et de menacer de normaliser ses relations avec Bagdad. Faisant un pas de plus dans ce chantage, le Premier ministre turc Ecevit, connu pour ses sympathies pro-Saddam, avait d'ailleurs invité à Ankara le vice-président irakien, Tarek Aziz. Les Américains y auraient vu le risque de voir les Turcs leur interdire l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik, qui occupe une place importante dans le dispositif militaire américain d'encercllement et de déstabilisation de l'Irak. En décidant de faire un cadeau à Ankara en lui livrant son ennemi public N°1, Washington aurait cherché à apaiser les craintes turques de création d'un Etat kurde, renforcer l'alliance turco-américaine et du même coup affaiblir sérieusement le PKK qui s'oppose à la normalisation de la situation au Kurdistan irakien et à la politique américaine en Irak.

L'arrestation d'Ocalan annoncée par la chaîne kurde MED-TV quelques heures après son départ de Nairobi a déclenché une vague de manifestations kurdes à travers l'Europe et le Proche-Orient. Un peu partout, des représentations diplomatiques de Grèce, du Kenya, d'Israël et de Turquie ont subi des occupations parfois violentes. A Berlin, la police israélienne a ouvert le feu sur les manifestants kurdes tentant d'entrer

de force dans le consulat d'Israël et tué 4 Kurdes. À Londres, une adolescente kurde a tenté de s'immoler par le feu. En Iran les manifestants kurdes scandant des slogans hostiles à la fois à la Turquie et à la République islamique ont été mitraillés par la police à Ourmiah, Mahabad et Sanaddadj. En Turquie des attentats suicides ont fait plusieurs morts. (Voir p....)

Dans une déclaration lue sur MED-TV, le conseil de présidence du PKK a d'ailleurs annoncé «l'extension de la guerre à toutes les régions, à toutes les cibles militaires, économiques et touristiques de la Turquie et appelé ses partisans en Europe à éviter la violence, à manifester dans le respect des lois des pays d'accueil.

L'affaire Ocalan a provoqué aussi des crises gouvernementales en Grèce, où trois ministres ont dû démissionner, et au Kenya. En Israël, de nombreuses voix se sont élevées pour demander que tout soit fait afin d'éviter à l'Etat hébreux d'apparaître comme l'ennemi des 25 à 30 millions de Kurdes du Proche-Orient.

En Turquie, l'arrestation d'Ocalan a donné lieu à des manifestations ultranationalistes bruyantes et violentes sur le thème de «Grande Turquie», «indivisible Turquie», «Mort au PKK», «Mort à Ocalan», etc. Les media se sont livrés à une débauche de propagande nationaliste et militariste à quelques semaines des élections. Les autorités annoncent un procès rapide auquel les avocats et observateurs étrangers ne pourront pas assister. Plusieurs pays européens, dont la France, ont exprimé le vœu d'un «procès équitable» pour Ocalan, tout en sachant que celui-ci allait comparaître devant une cour de sûreté de l'Etat qui n'est pas considérée comme une juridiction indépendante et impartiale par la Cour européenne des droits de l'homme.

Depuis son rapatriement forcé en Turquie, le 16 février, A. Ocalan est détenu dans l'île prison d'Imrali. Après une garde-à-vue de sept jours il a été présenté devant un juge qui l'a écroué. Toute l'île vidée de ses autres occupants est déclarée zone interdite. Seules les personnes habilitées par l'état-major des armées peuvent utiliser une ferry-boat opérée par des militaires pour se rendre sur l'île. Il s'agit du personnel de sécurité ou des équipes des services de renseignement militaire et civil, des procureurs et des juges chargés de son interrogatoire. Le 24 février, deux de ses avocats ont été autorisés à lui rendre visite en présence de deux officiers cagoulés des forces spéciales turques, d'un juge et d'un greffier. La visite a duré 20 minutes. Les deux avocats n'ont pu interroger leur client que sur son état de santé et les circonstances de son enlèvement. Menacés de mort par des éléments de la police et des groupes d'extrême droite, les avocats ont, le 26 février, tenu une conférence de presse pour dire qu'ils renonceraient à la défense d'Öcalan si le gouvernement n'assure pas leur protection.

Voici le témoignage de Mme. Semsî Kiliç qui a accompagné Abdullah Ocalan tout au long de son périple (transcription par AKIN de son interview du 21 février sur MED-TV).

Le dirigeant du PKK a quitté l'Italie le 16 janvier à la suite de négociations et d'accords conclus avec le gouvernement italien. Pendant des jours, nous avons discuté avec les représentants envoyés directement par d'Alema sur l'avenir de notre dirigeant.

Certaines décisions ont été prises. Elles concernaient l'engagement de l'Italie de trouver un pays tiers où notre leader aurait la chance de pouvoir résider. D'Alema et le gouvernement italien ont fait des promesses. Cependant à ce stade notre direction ne voulait pas exercer

davantage de pression et abuser de la bonne volonté et l'hospitalité du gouvernement italien et de son peuple. Vu la possibilité de dérobade du gouvernement italien notre leader a modifié ses projets. Il a décidé de quitter l'Italie pour un certain temps pour que le processus légal pour l'obtention du droit d'asile puisse suivre son cours dans une atmosphère favorable. Il espérait que l'initiative (Kurde pour trouver une solution politique pacifique du problème Kurde) présentée aux membres de l'union européenne après son arrivée en Europe pourrait recevoir un accueil plus positif.

Notre dirigeant est parti en Russie le 16 janvier. Il avait l'intention de revenir en Europe après un court séjour en Russie. Il voulait aller aux Pays-Bas. Il voulait présenter à la Cour de justice internationale un rapport sur le génocide perpétré par l'état turc au Kurdistan. Il voulait révéler la vraie nature de l'état turc. Il était toujours recherché. Jusqu'au 29 janvier notre leader est resté à Moscou, ensuite il partit pour Athènes avec l'intention de retourner en Europe. A Athènes les négociations avec les autorités ont repris. Comme vous pouvez le penser, des pourparlers ont été menés avec le premier ministre grec Simitis, le ministre des affaires étrangères, Pangalous, le ministre de l'intérieur, Papolopulos, le ministre d'Etat et le chef de la sécurité. Vu les négociations avec ces personnalités et à la suite de notre long travail à Athènes, nous avons estimé que cela pouvait contribuer sur le plan international à promouvoir le droit des Kurdes à l'autodétermination.

Je voudrais souligner que je n'incrimine pas le gouvernement grec dans son ensemble, mais certaines personnalités de participer à la conspiration internationale. Cependant, comme le temps passait et les événements se déroulaient, les détails de la participation directe de ces personnalités grecques dans la conspiration lancée par la Turquie, la

CIA et le MOSSAD et de leur pression sur le gouvernement, nous sont apparues de façon plus claires.

Jusqu'au 30 janvier les autorités ont fait, comme d'habitude, des promesses très nettes pour garantir la sécurité de notre dirigeant. Elles disaient qu'elles pouvaient faire beaucoup, mais avaient besoin de temps. Par exemple, elles assuraient qu'elles mobiliseraient l'opinion publique mondiale et l'union européenne. C'est sur la base de ces assurances des cercles grecs que notre dirigeant a décidé de partir pour résider pendant un certain temps dans un autre pays européen. Ensuite il retournerait de son asile temporaire en Italie, Grèce ou Pays-Bas pour reprendre sa mission européenne. Les autorités de la Grèce, ce pays européen, nous ont assuré que des pourparlers avec les autres pays étaient engagés. Des garanties ont été obtenues et il n'y avait pas de problème, il pouvait partir. Fort de ces garanties notre dirigeant nous a dit que nous pouvions maintenant poursuivre notre voyage. Pour dire la vérité à ce moment là il était difficile de lire dans les sentiments de notre dirigeant. Cependant permettez-moi de dire que d'après nos observations de la situation et connaissant bien notre dirigeant, je pouvais voir qu'il pressentait la tournure des événements. Nous lui avons dit que ce voyage pourrait bien se terminer à Ankara, que ça pouvait être un piège. Il nous a dit lui-même que ce serait la dernière démarche de la conspiration. A notre avis, au moment où nous quittions l'immeuble, le voyage du président pourrait bien se terminer à Ankara et que nous ne devrions pas partir. Notre leader a dit: «Même si nous restons, si les conspirateurs ont préparé un tel plan, comme l'ont dit les kenyans et les grecs, ils nous élimineront dès ce soir, ils le feront». Notre président s'est bien rendu compte du piège préparé par les représentants grecs tels que Simitis et Pangalous et quelques autres, ce que valaient les garanties et pourquoi Simitis et Pangalous cherchaient toujours à nous rassurer par des appels

téléphoniques que tout irait bien. La direction se rendait compte de cette mascarade. C'est pourquoi il cherchait constamment à nous rassurer, nous quatre, qui protestâmes et essayâmes de le dissuader de partir. Il s'est efforcé pendant près d'une heure à nous calmer. Nous sommes restés avec lui pendant des jours et des jours et nous nous sommes demandés si ce serait le dernier coup de la conspiration. Comme le temps passait, les forces impliquées dans le complot devenaient de plus en plus apparentes et visibles. Bien sûr personne ne souhaitait que ce soit vrai. Avant le départ ils nous ont dit que nous aurions une escorte, mais personne d'entre nous n'y croyait vraiment.

Aussitôt que le leader est monté en voiture et avant que nous ayons le temps de monter dans la nôtre, les voitures démarrèrent en vitesse et furent séparées l'une de l'autre. Quand notre voiture est arrivée à l'aéroport, nous avons vu notre dirigeant dans la sienne. Nous l'avons suivie jusqu'à un Stop devant une porte marquée «Police». Tout de suite des policiers sont arrivés en courant de tous les côtés, ont encerclé la voiture du dirigeant du parti et l'ont fait partir hors de vue. Nous ne pouvions ni sortir de notre voiture, ni la faire bouger à cause de la foule de policiers tout autour. Trois policiers ont accompagné le dirigeant dans sa voiture. D'autres nous ont amené à l'aéroport international et nous ont débarqués là. Ils ont laissé la voiture de l'ambassadeur grec quelque part ailleurs pour nous séparer et nous n'avons pu nous retrouver pendant un long moment. Nous avons couru vers l'endroit où nous l'avons vu en dernier; mais c'était trop tard. Il n'était nulle part en vue. Nous sommes retournés avec l'ambassadeur là où nous avions laissé nos amis. L'ambassadeur a essayé de téléphoner partout sans résultat. Une seule fois il a eu Pangalous. Nous nous sommes rapprochés pour écouter et comprendre. Pangalous lui donna l'ordre «de laisser tomber ceux qui étaient autour de lui (c'est-à-dire nous) et de partir».

Mais l'ambassadeur ne nous abandonna pas là! Nous sommes restés un bon moment pour voir. Ensuite nous sommes retournés à l'ambassade. Ceux qui ont participé à ce complot international contre le dirigeant de notre parti en collaboration avec Israël, le MOSSAD, la CIA et le Kenya, voulaient nous éliminer également après avoir ramené notre dirigeant en Turquie pour ne pas laisser de témoins oculaires. Ils voulaient nous livrer, nous quatre, à la police kenyane ou à la Mafia ou à n'importe quelle force pour enterrer cette affaire dans le mystère et le silence. Mais ils n'ont pas réussi. Un des policiers a fait une déclaration publique dès son retour en Grèce. Il a dit qu'il a été envoyé au Kenya par son gouvernement pour droguet Ocalan et le déposer là où la sécurité nationale turque viendrait le chercher. Il a dit qu'il avait honte de prendre part à une telle entreprise, mais n'était pas un traître. Il ne trahirait ni les Kurdes ni son propre peuple. Ce policier grec appartenait au service de la sécurité de la Grèce et avait surveillé Mr Ocalan depuis quelque temps. Personne ne voulait prendre part à ce jeu que j'appelle le secteur GLADIO (?) du gouvernement Pangalous-Simitis. Pangalous et certains membres de son gouvernement sont avec GLADIO qui mène de telles opérations internationales. Notre dirigeant a été kidnappé de cette façon et remis à l'état turc. Il est intéressant de noter que tout au long de cette affaire, Papadopoulous a constamment cherché à éliminer les témoins oculaires et les empêcher de venir en Grèce. D'après nos observations tous les messages et les directives de Pangalous aux autorités d'ambassades étaient orientés vers l'élimination de témoins oculaires tels que nous et non seulement les renvoyer ailleurs. Parce que les témoins oculaires ont beaucoup de choses à dire. L'ambassadeur de Grèce se prépare à partir d'ici, le gouvernement du Kenya la presse à quitter le pays. Ceux qui ont participé à ce complot devraient être condamnés par le peuple grec et l'opinion publique internationale. Notre peuple doit

connaître ces détails. Cependant, la connaissance de ces faits ne devrait jamais mener à la violence. Nous devons en tenir compte. Les dernières prises de position de notre dirigeant avaient pour objectif de transformer le PKK et tout le mouvement pour la libération du Kurdistan en un parti politique. Tous ses efforts allaient dans ce sens. Son dernier voyage était prévu pour La Haye où il devait exposer à la Cour de justice internationale les crimes de l'état turc, sachant bien que cela pourrait être le dernier prétexte pour la conspiration internationale. Il portait des messages pour l'Allemagne. Il voulait que le gouvernement allemand mette fin à sa politique de 15 ans de criminalisation à l'égard de notre peuple. Il voulait que les européens sachent que leurs efforts à présenter et à persécuter le PKK comme un groupe terroriste sont à la base des actes de violence. C'est l'Allemagne qui coordonnait ces efforts et c'est l'Allemagne qui devrait revoir la politique de criminalisation. Il le disait ces derniers jours. Du moment que le gouvernement allemand veut me traduire en jugement, du moment qu'il affirme posséder des documents pour la mise en accusation, nous voulons aller en Allemagne. Nous voudrions voir comment le gouvernement allemand nous traduira en justice, comment se terminera le procès. Nous voudrions prouver notre innocence, l'innocence de notre peuple et de son parti. Notre dirigeant était très sérieux dans son projet d'aller en Allemagne, d'être au centre de ce procès, en tant qu'opportunité éducative. Nous avons étudié ce problème, nous en avons discuté avec nos avocats, nous avons contacté nos avocats aux Pays-Bas. Notre dirigeant était vraiment prêt pour ce procès car il pensait que toute la vérité en ressortirait.

Question de Host Sana Canan: Nous voudrions revenir à cette journée où Mr Ocalan a été kidnappé avec la collaboration de l'état turc. Vous avez dit que vous avez parlé avec un ami qui vous a assuré que tout irait bien et qu'il n'y

avait pas à s'inquiéter. Comment est-ce possible, qui était cet ami?

Bien sûr, nous allons révéler l'identité de tels amis, de tels groupements que nous tenions pour amis. Je ne connais pas son nom de famille, mais son prénom était Adonis. C'était un homme d'affaires qui voyageait avec un passeport diplomatique et faisait des affaires avec ces pays. Il doit répondre pour ce qu'il nous a fait. Il doit dire publiquement comment il a fait partie de cette trahison. D'autres personnes ont refusé de participer à ce complot; ils sont restés avec nous. Même si ça devait leur coûter la vie, ils ont refusé de trahir.

Question de Host Sana Cana: OK, Mr Kiliç Kenya est un pays où le MOSSAD et la CIA sont actives et libres de mouvements. Notamment après les bombardements de 1998 au Kenya encore plus d'unités de la sécurité US y ont été installées. Les USA ont déclaré récemment qu'ils n'ont pas participé directement au rapt de Mr Ocalan par la Turquie. Quel rôle attribuez-vous aux USA dans ce complot? Si je ne me trompe pas les USA et les autorités grecques étaient en pourparlers quelques jours avant le départ du président du PKK pour le Kenya. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

Le gouvernement américain affirme ne pas être concerné directement. Cela pourrait être vrai, mais il y a une participation indirecte au travers de la CIA. Les EU reconnaissent être impliqués du fait de la mobilisation de leurs services de sécurité dans la collaboration avec le gouvernement turc. Les EU sont sûrement au fond de cette affaire; Israël également est fortement impliqué. La Grèce et le Kenya sont sous leur contrôle. Et ce complot a réussi grâce à leur collaboration. Je rappelle la déclaration du secrétaire à la presse et du porte-parole du gouvernement grec. Ils cherchaient tous à éjecter notre dirigeant de l'ambassade. Pangalous renforçait sa pression. Le gouvernement Pangalous a menti en déclarant que Mr

Ocalan a quitté l'ambassade de son propre gré. C'est un mensonge pour se faire absoudre par l'opinion publique. Ce n'était pas vrai. Si nécessaire le contenu des négociations avec Mr Ocalan peut être révélé par ceux qui y ont participé. Il y a des dates, des preuves. Il y a aussi les enregistrements des conversations téléphoniques. Quand ce sera révélé les

gens pourraient voir la vérité. Certains états verraient comment ils ont été abusés. Ils verront comment il était absurde, injuste, de nous trahir, de trahir le peuple kurde. Les autorités grecques disent que notre président est parti de son plein gré, ce n'est pas vrai. Ils cherchent à effacer les traces. C'est notre opinion.

ANKARA : FORMATION D'UN CABINET ECEVIT MINORITAIRE

LE président turc Suleyman Demirel a approuvé le 11 janvier 1999 le nouveau gouvernement, minoritaire, présenté par Bulent Ecevit, composé de son seul parti de la Gauche Démocratique (DSP, gauche nationaliste), qui détient 61 sièges au Parlement sur 550.

Le 5 janvier, demandant à classe politique à se ressaisir et à "former dans les plus brefs délais un gouvernement". Comme cet appel soulignait également le danger islamiste, l'injonction des généraux devenait limpide : formation d'un cabinet excluant le parti islamiste de la Vertu.

Après avoir d'abord invoqué "un complot contre le Parlement" Mme. Çiller a finalement donné l'aval de son parti (DYP) à une coalition minoritaire dirigée par Bulent Ecevit, chef nationaliste du petit Parti de la Gauche Démocratique (DSP) bénéficiant des faveurs de l'armée alors qu'il y a quelques semaines elle rejetait catégoriquement une telle "solution anti-démocratique". Le député Y. Erez, chargé par le président turc de former un cabinet avait, le 6 janvier, aussitôt présenté sa démission afin de permettre au président Demirel de nommer "dans les plus brefs délais" M. Ecevit Premier ministre et exaucer ainsi les vœux de l'armée.

De son côté, Deniz Baykal, chef du Parti Républicain du Peuple (CHP), après avoir raillé le président turc, qui, selon lui, ne remplit plus que le rôle d'un notaire établissant dans les formes les instructions venant d'ailleurs (c'est-à-dire de l'armée), a également obéi à l'ordre des militaires et décidé d'apporter son soutien au cabinet Ecevit.

Fort de ces appuis le nouveau cabinet a, le 11 janvier 1999, obtenu la confiance du Parlement par 306 voix contre 188 (43 absences et une abstention) mettant ainsi provisoirement fin à plus de six semaines de crise politique.

Dans de récentes déclarations, M. Ecevit avait assuré que son gouvernement serait "notoirement laïc" et préserverait avec "vigilance" les réformes du père fondateur de la république, Mustafa Kemal Atatürk.

Dans une interview publiée le 18 janvier par le *Financial Times*, M. Ecevit a annoncé son intention de demander l'aide urgente du Fonds Monétaire International pour faire face aux \$ 24 milliards de service de la dette turque. Il a estimé également que "le temps n'est pas venu" d'accéder aux revendications culturelles des Kurdes modérés et que seule "une réduction du terrorisme du

PKK" aboutirait à "une atmosphère plus détendue, permettant d'envisager d'autres mesures".

Le nouveau gouvernement turc dirigé par Bulent Ecevit ne comprend aucune femme ministre. Pour les féministes qui se battent depuis de nombreuses années contre le monopole mâle du pouvoir en Turquie ; "c'est un état de choses inacceptable".

Bien que les femmes aient obtenu le droit de vote dès 1934, à l'époque du parti unique, elles ne constituent aujourd'hui que 2% au Parlement turc, fort de 550 députés. Pas un seul des 76 gouverneurs de province du pays n'est une femme et elles ne représentent que 0,4% des maires. Le gouvernement précédent de Mesut Yilmaz

(parti de la Mère patrie, ANAP, droite) comptait deux femmes ministres, cependant l'ANAP a réduit le nombre de femmes dans sa direction de cinq à une, lors de son dernier congrès.

Exaspérée, l'Association pour la promotion des femmes (KA-DER) a lancé une campagne pour propulser 55 femmes au Parlement lors des prochaines législatives, espérant porter leur présence à 10% des députés.

Elles ont affaire à forte partie: selon un sondage publié ce mois-ci, 28% des électeurs turcs ne ressentent pas le besoin de voir plus de femmes dans la politique, et 21% assurent même qu'ils ne voteraient pas pour une femme.

• Les 18 et 19 février les populations des villes de Chino, Piranchahir, Makou, Salmas, Baneh, Paveh, Kermanchah, Saquez et de Diwandara sont aussi descendues dans les rues pour protester contre les atrocités commises par les forces de l'ordre contre la population kurde dans les autres villes du Kurdistan iranien. Des dizaines de personnes ont été blessées et des centaines d'autres arrêtées.

• Les 19, 21 et 22 février à Sanandaj (chef-lieu de la province du Kurdistan) : Dans cette ville, dès le premier jour les manifestations se sont transformées en protestation contre le régime de la République islamique. Pendant trois jours, plus de 50.000 manifestants s'opposèrent les mains vides aux forces gouvernementales qui firent intervenir des hélicoptères de l'armée. La répression fut sans merci : plus de 30 personnes tuées, près de 60 autres blessées et plus d'un millier arrêtées.

REPRESSION SANGLANTE DES MANIFESTATIONS POPULAIRES AU KURDISTAN D'IRAN

APRES l'arrestation d'Abdullah Ocalan, la population kurde d'Iran avait organisé des manifestations pacifiques pour exprimer sa solidarité avec ses frères kurdes de Turquie. Les manifestants, ne se sont pas limités à scander seulement des slogans contre le régime turc et ceux d'autres pays impliqués directement ou indirectement dans ce kidnapping. Ils ont également dénoncé la politique répressive du régime islamique menée depuis 20 ans contre la population kurde iranienne et demandé la justice et le respect de ses droits élémentaires. Les forces gouvernementales sont alors intervenues avec brutalité.

Voici le bilan tragique de ces manifestations :

• Les 18 et 19 février à Ourmieh : 3 morts, 17 blessés et arrestation de près de 250 manifestants.

• Le 18 février à Bokan : plusieurs dizaines d'arrestation.

• Les 18 et 19 février à Mahabad : 5 morts, 13 blessés et des dizaines d'arrestation.

• Le 18 février à Marivan : des milliers de personnes descendent dans les rues et scandent des slogans tels que : À bas le régime terroriste ! À bas le régime anti-kurde ! Justice pour le peuple kurde !... et quelques autres slogans contre les Etats impliqués dans l'enlèvement de M. Ocalan.

• Les 18 et 20 février à Sardachte : la police et des commandos des services de renseignements iraniens ont arrêté des dizaines de manifestants.

• Les 19 et 20 février à Kamiaran : 2 personnes ont été tuées, plusieurs autres blessées et près de 150 arrêtées.

Pendant deux semaines l'état de siège avait été décrété dans les villes de Sanandaj, Kamiaran et de Mahabad. L'arrestation des personnes "soupçonnées", suspendue quelque temps en raison des élections municipales (le 25 février) ont repris de plus belle depuis. Les dépouilles mortelles des victimes ne furent rendues aux familles que pendant la nuit et les obsèques interdites.

Il est à préciser qu'en raison d'un black-out total imposé, depuis les années 1980, par le régime iranien sur les informations concernant le Kurdistan Iranien, ces événements tragiques sont restés sans écho. IRNA (l'Agence d'information nationale iranienne) n'y a fait qu'une brève allusion le matin de 22 février en précisant que quelques centaines de personnes qui s'étaient rassemblées dans l'avenue "Ferdoussi" pour manifester, avaient été dispersées par les forces de l'ordre.

LA RUSSIE RÉARME-T-ELLE LE RÉGIME IRAKIEN ?

LA rumeur en courait depuis quelques temps. Le très sérieux *Sunday Telegraph* de Londres a publié, dans son édition du 14 février, une longue enquête signée de son éditeur de politique étrangère, Con Coughlin sur "l'accord secret de la Russie pour réarmer Saddam".

Voici les principaux extraits de cet article qui a fait beaucoup de bruit :
 "La Russie a signé avec Saddam Hussein des accords de vente d'armes d'une valeur de plus de £100 millions (environ 950 millions de francs) pour renforcer la défense aérienne de l'Irak. Cela posera une menace sérieuse aux avions britanniques et américains faisant respecter la zone d'interdiction de vol de l'Irak.

Dans une infraction criante de l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes (à l'Irak), les Russes ont convenu de réviser et d'améliorer les escadrons des jets de combat MIG qui prennent de l'âge et de restaurer la défense aérienne irakienne à être prête au combat, ont déclaré au *Telegraph* des sources diplomatiques à Moscou. (...)

Les forces armées irakiennes n'ont jusqu'ici réussi à abattre aucun avion de guerre allié parce qu'elles doivent compter sur un équipement dépassé et non fiable. Cependant, l'accord russe visant à améliorer les forces aériennes et les batteries de missiles anti-aériens de l'Irak conduira la défense aérienne irakienne à son niveau d'avant la guerre du Golfe.

A part gagner des devises étrangères dont le besoin se fait tant sentir, la décision de la Russie de fournir à l'Irak une assistance militaire a été approuvée par le Premier ministre Evguéni Primakov en représailles à l'opération Desert Fox. La Russie s'est amèrement opposée aux frappes aériennes

contre l'Irak pour punir Saddam de ne pas coopérer avec les inspecteurs de l'ONU.

Le Foreign Office (NdT. Ministère britannique des Affaires étrangères) a dit hier qu'il avait reçu des rapports sur ces accords de vente d'armes qui étaient en cours d'investigation. Des officiels ont, en privé, confirmé que ces accords avaient été approuvés par Moscou. Un haut fonctionnaire du Foreign Office a dit : "C'est presque incroyable qu'un membre permanent du Conseil de sécurité ait pu autoriser une telle infraction flagrante de l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes. Cela indique que les relations russes avec l'Irak sont devenues beaucoup plus étroites depuis que M. Primakov est devenu Premier ministre". (...)

Ahmet Murtada Ahmed Khalil, le ministre irakien des Transports et des Communications a signé ces accords à Moscou, les 13 et 14 janvier, après la visite en Russie de Tareq Aziz, vice-Premier ministre irakien, en décembre, quelques jours avant le lancement de l'Opération Desert Fox (...).

Deux semaines avant que les avions de guerre britanniques et américains aient lancé des frappes aériennes dévastatrices contre l'Irak, en décembre dernier, Tareq Aziz, le vice-Premier ministre irakien, s'est rendu à Moscou en mission d'urgence (...).

À la suite d'une série de discussions préliminaires au ministère russe des Affaires étrangères, Aziz a été conduit chez Evguéni Primakov, le nouveau Premier ministre russe. C'est une occasion où le Premier ministre russe pouvait se dispenser des formalités protocolaires. L'ancien maître-espion soviétique et arabisant, il n'est pas étranger au cercle intime de

Saddam. Comme jeune diplomate dans les années 1970, il était devenu un ami personnel de Saddam Hussein. L'amitié s'est épanouie après que Saddam est devenue président même si Primakov ne se faisait aucune illusion sur le véritable caractère de Saddam.

Il a plus tard écrit : "Je ne peux pas m'empêcher d'être frappé par la rudesse de Saddam, qui a souvent incliné, vers la cruauté, une volonté qui a souvent frôlé l'obstination, une disposition de frayer son chemin vers son but à tout prix combinées avec une dangereuse imprédictibilité".

Pendant cette période Primakov s'est aussi bien lié avec Aziz, de sorte que le vétéran négociateur irakien était assuré d'un accueil chaleureux chez le Premier ministre russe (...).

Selon des diplomates bien informées à Moscou, Primakov a, pendant cette rencontre du 7 décembre, donné à Aziz son feu vert à commencer les négociations sur un accord d'une large ampleur avec les fabricants d'armes les plus prestigieux de Russie (...).

Un mois avant la visite d'Aziz une liste d'achat complète des besoins militaires irakiens avait été soumise au représentant permanent à Bagdad de Rosvooruzheniye, le conglomérat d'exportation d'armes du gouvernement russe, par la Commission militaire industrielle irakienne (MIC). Des hauts dirigeants de la MIC ont voyagé à Moscou comme membres de la délégation d'Aziz et avec l'approbation de Primakov ils ont pu visiter les sièges de la société Mapo-MIG, fabricant des légendaires jets de combat MIG et de Autoexport, un exportateur majeur de véhicules militaires et de pièces détachées.

Cependant, les pourparlers de début décembre étaient davantage exploratoires. C'est seulement lorsque les États-Unis, avec le soutien actif de la Grande Bretagne, ont lancé l'opération Desert Fox

plus tard au cours de ce mois que les Irakiens et les Russes sont rapidement allés vers l'achèvement de l'accord. Officiellement, Primakov a démontré son extrême déplaisir envers l'action anglo-américaine en rappelant ses ambassadeurs à Londres et à Washington. Inofficiellement il a approuvé l'accord de vente d'armes à l'Irak pour plus de £100 millions.

Le 10 janvier de cette année, Ahmed Murtada Ahmed Khalil, le ministre irakien des Transports et des Communications s'est rendu à Moscou avec des représentants de l' MIC irakienne. Pendant les quatre jours suivants la délégation a visité des usines de défense russe, y compris trois usines à Nijni-Novogorod qui fabrique des pièces détachées de MIG, et Fazotron à Moscou qui développe des systèmes de contrôle d'armes. Murtada a alors signé plusieurs contrats d'armes qui ont été personnellement approuvés par le vice-Premier ministre russe, Iouri Masslioukov. Ces contrats, s'ils sont honorés par les Russes, amèneront la capacité de la défense aérienne de Bagdad à un niveau non réalisé depuis la guerre du Golfe. (...).

Les diplomates britanniques et américains sont déjà profondément suspicieux au sujet d'étroites relations de la Russie avec l'Irak, spécialement depuis qu'il a été découvert que des membres russes de l'Unscop ont informé Saddam Hussein au sujet des lieux qui intéressaient particulièrement les inspecteurs d'armements donnant aux Irakiens le temps de déplacer les équipements interdits avant l'arrivée des inspecteurs.

Les Irakiens étaient jusqu'ici incapables de frapper des jets de combat britanniques et américains à cause du manque de pièces

détachées et des moyens d'expertise technique rendant la plupart de leurs MIGs non opérationnelles. Le système des missiles de défense aérienne irakienne a été en grande partie détruite. L'embargo de grande ampleur sur les ventes d'armes à l'Irak a rendu impossible pour Saddam de les remplacer effectivement.

Il n'y a rien qui puisse plaire davantage à Saddam que d'être en mesure d'abattre un avion allié, de capturer ses pilotes et de les faire parader devant les media irakiens (...). Les accords signés à Moscou le mois dernier, qui doivent être exécutés plus tard cette année, donneront aux Irakiens cette capacité.

Le seul obstacle sérieux qui se dresse sur la voie d'une exécution rapide de ces accords de vente d'armes est l'abilité de l'Irak de payer. Alors que la décision de Moscou de rééquiper les forces armées irakiennes a été prise en représailles contre l'opération Desert Fox, l'industrie russe d'armes a un besoin désespéré d'affaires. Actuellement il est estimé que l'Irak doit à la Russie sept milliards de dollars, principalement pour des marchandises civiles fournies depuis l'imposition des sanctions de l'ONU.

Pour assurer que l'Irak remplisse sa part de l'accord, les Russes ont insisté sur un arrangement de paiement à la livraison. Saddam lèvera les devises pour payer la technologie militaire russe en augmentant l'opération de contre-bande du pétrole (...). Depuis les révélations du défecteur irakien Saleh (sur ces trafics) Saddam a changé la route de cette contrebande de l'Iran vers la Syrie, mais le trafic reste hautement lucratif.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, a démenti " les allégations " de Soday Telegarph comme " une provocation " sentant les appareils de

désinformation de la guerre froide " et affirmé que " Moscou respecte entièrement et méticuleusement " les sanctions des Nations unies contre l'Irak mais le journal britannique, est revenu à la charge dans son édition du 21 février. Il cite d'abord un expert militaire russe, Pavel Felgengauer qui écrit que sans le soutien russe, les forces armées irakiennes ressembleraient à celles des pays comme le Congo ou la Somalie " sans pantalons et armés seulement de Kalashnikovs ". Le journal se réfère à des sources au ministère russe de la défense selon lesquelles les transactions avec l'Irak s'effectuent par le biais des banques et des sociétés écran en Turquie, en Jordanie et dans les Balkans.

Pendant ce temps, les Anglo-Américains poursuivent leurs frappes aériennes contre les objectifs militaires irakiens situés dans les zones d'exclusion aérienne du Nord et du Sud. " en réponse aux provocations irakiennes ". Washington parle aussi de sa volonté de renverser Saddam Hussein et cherche le soutien des États de la région à ce projet. Le Congrès a voté un crédit de \$97 millions à cet effet. Il s'agit, pour l'essentiel, des armes à donner aux opposants irakiens acceptant de s'engager dans cette opération militaire. Une liste de cinq groupes d'opposition irakienne a même été établie par l'administration américaine. Parmi eux, le PDK de M. Barzani et l'UPK de J. Talabani, qui ont, tous les deux, refusé une telle assistance militaire tout comme l'opposition chiite basée à Téhéran.

Les opposants irakiens ne jugent pas crédible le plan américain dans la mesure où les Américains refusent tout engagement militaire direct, notamment terrestre.

TÉMOIGNAGE D'UNE AVOCATE KURDE DEVANT LE COMITÉ AMÉRICAIN DES JURISTES POUR LES DROITS DE L'HOMME

MME. Rojbin Tugan, jeune avocate kurde de Hakkari, invitée à New York par une ONG américaine, décrit en ces termes ses impressions sur le Nouveau Monde.

“ Très chers confrères,

Je suis aux États-Unis depuis environ deux mois et je reste toujours aussi étonnée face à ce que je vois ici. Je n'ai pas vu un seul militaire dans vos rues et il n'y a pas beaucoup de policiers non plus. Ceux qui sont là ne pointent pas leurs armes contre vous. Les chars d'assaut et les tanks ne s'avancent pas sur vous. Les hélicoptères n'envahissent pas votre ciel. Vos journées ne se terminent pas à 4 heures de l'après-midi. Vos soirées ne se passent pas sans sommeil, dans la crainte de savoir “ quand est-ce qu'ils vont venir pour m'emmener ”. Les gens ne tremblent pas à la vue de policiers ou de militaires. Il n'y a pas la crainte de l'État dans vos rues. Lorsque vous déplacez d'une ville à une autre, vous n'êtes pas arrêtés ou soumis à des contrôles d'identité et fouillés, à maintes reprises.

Sans doute tout ceci émane de votre conception des droits naturels en tant qu'être humain. Tous les êtres humains devraient bénéficier de ces droits or pour quelqu'un qui comme moi a passé une majeure partie de sa vie sous un régime totalitaire, la liberté se définirait comme les droits que vous possédez. Personnellement je savoure ces droits de façon passagère mais mes clients ne les voient même pas dans leurs rêves car ils ne sont même pas au courant de l'existence de ces droits (...).

Je viens d'un pays qui a été brûlé, démoli et détruit.(...) Moi, j'essaie d'exercer ma profession d'avocate, de faire respecter la justice dans un pays où l'on

interdit ma langue, mon prénom, ma culture et où l'on tente de faire disparaître des gens, un pays où règne l'injustice et le non-droit. (...)

Je voudrais vous raconter ce que j'ai vécu à Hakkari, il y a deux ans, en tant que première femme à exercer la fonction d'avocate, et certains exemples concrets de ce que mes clients ont subi.(...)

Le 14 septembre 1998, vers Bismil, dans le bus qui m'emmenait à Diyarbakir pour assister à un procès, j'ai été frappée par un sergent spécialisé car j'avais demandé la raison du contrôle effectué. Il m'a frappée et insultée devant tous les militaires vers qui il s'est tourné peu après en leur demandant: “ Fils, ai-je frappé cette femme? ”, d'une même voix ils ont répondu: “ Non, mon commandant! ”. Je pense l'avoir froissé car dans un cortège d'environ 40 passagers, j'étais la seule (en tant qu'avocate) à lui poser une question. Pour cette raison j'ai porté plainte contre lui, le dossier est toujours en examen au parquet de Diyarbakir.(...).

Imaginez ce que subit le peuple si une avocate est traitée de la sorte ! (...).

Le village Koprucuk rattaché à Hakkari a été encerclé par les militaires dans la nuit du 5 mai 1998, suite à des opérations de la guérilla aux alentours. Les hommes du village ont été emmenés en garde à vue, les femmes et enfants sortis des maisons afin de vider le village. Les hommes restèrent 8 jours en garde à vue, deux des maisons du village furent brûlées le soir même par les militaires, avec toutes les fournitures à l'intérieur et ils ont interdit l'entrée et la sortie du village. Les hommes placés en garde à vue avaient des traces des tortures infligées sur leurs corps par les militaires. J'ai rendu visite à l'hôpital à l'un d'entre-eux, Yusuf “Çiftci, qui m'a confirmé ne pas vouloir porter plainte pour tortures: “ Non je n'ai pas

porté plainte. Qui pourrai-je accuser et auprès de qui ? L'État leur appartient, le juge et ceux qui m'ont torturé aussi. Finalement je serai le seul coupable et j'aurai encore plus de problèmes par la suite? ” (...).

Le 5 juin 1998 un groupe d'habitants de ce village m'a rendu visite à mon cabinet. Le commandant de garnison de Hakkari, Muzaffer Sen, leur avait ordonné de quitter le village et de rassembler leurs affaires avant la date limite du 9 juin 1998 (...).

Suite à la répression et aux menaces tous mes clients de ce village, évacués de force, à l'exception de M. Hasan Can, ont retiré leurs plaintes. Ce dernier fut mis en garde à vue à deux reprises et menacé par le commandant de garnison. On voulait qu'il renonce à l'affaire, mais M. Can m'a affirmé être plus que décidé à mener cette affaire jusqu'au bout.

Comme cette affaire de village vidée de sa population est la première pour la région de Hakkari à être portée devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme, la pression et les menaces de l'État sur mon client et sur moi-même s'accroissent (...).

AINSI QUE...

• LE BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME POUR L'ANNÉE 1998. L'Association turque des droits de l'homme (IHD) a rendu public son bilan 1998 des violations des droits de l'homme. L'IHD a déploré qu'aucune amélioration soit observée.

- Meurtres non élucidés: 192
- Exécutions extrajudiciaires et morts à la suite des tortures: 128
- Actions à l'encontre des civils: 91 morts, 185 blessés
- Nombre de personnes disparues: 29
- Nombre de personnes torturées: 498
- Nombre de personnes placées en garde à vue: 42 991

- Nombre d'arrestations: 3 659
- Nombre de villages et hameaux évacués ou incendiés: 30
- Nombre d'organes de presse, de syndicats, d'associations et de partis politiques interdits: 152
- Nombre de publications saisies et interdites: 331
- Nombre de prisonniers de conscience: 132

Le 10 février l'IHD a publié un nouveau bilan sur les violations commises en janvier 1999 qui se présente comme suit :

- Nombre de personnes placées en garde à vue: 1381
- Nombre d'arrestations: 46
- Nombre de personnes torturées: 91
- Nombre de meurtres non élucidés: 12
- Nombre de journalistes placés en garde à vue: 13
- Nombre d'organes audiovisuels suspendus par le RTUK (équivalent du CSA français): 3
- Publications judiciairement interdites: 4
- Peines de prison pour délit d'opinion: 30 mois.

• **INTERDICTION DU PARTI PRO-KURDE MODÉRÉ DKP.** La Cour constitutionnelle turque a, le 26 février, décidé d'interdire le Parti Démocratique des Masses (DKP) de M. Serafettin Elçi, ancien ministre des Travaux publics. Dans son arrêt pris par 6 voix contre 5, la Cour estime que ce parti en évoquant l'existence en Turquie d'une langue et d'une identité kurdes porte atteinte à l'unité indivisible de la nation turque et à l'intégrité territoriale du pays. Le DKP regroupe des intellectuels kurdes démocrates notoirement hostiles au PKK qui essaient de faire avancer par des moyens pacifiques la cause de la reconnaissance de l'identité kurde. L'interdiction d'un parti aussi modéré montre, une nouvelle fois, que les autorités turques sont toujours décidées à interdire à leurs citoyens kurdes toute forme d'expression politique et

culturelle. Commentant cette décision inique, l'éditorialiste Sahin Alpay écrit dans le *Milliyet* du 2 mars "L'arrêt d'interdiction du DKP, le principal parti du mouvement politique kurde luttant pour une solution démocratique à la question kurde dans le cadre de l'unité et de l'intégrité de la Turquie, est un coup lourd porté à la cause de la démocratisation de la Turquie et à la recherche d'une solution à son problème numéro un".

• **UNE PROCÉDURE D'INTERDICTION DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE DU PEUPLE (HADEP) A ÉTÉ OUVERTE À TROIS MOIS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES.** Vural Savas, procureur de la Cour de Cassation, a ouvert, le 29 janvier 1999, une procédure auprès de la Cour constitutionnelle turque pour interdire le Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP) qu'il a accusé "d'avoir des liens organiques" avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Le réquisitoire de 56 pages accuse le HADEP "d'être totalement sous le contrôle du PKK et d'organiser des activités selon les instructions données par le comité central" de cette organisation et d'agir "comme des officines de recrutement des militants armés du PKK".

À trois mois des élections législatives et municipales, le HADEP, unique parti politique en lice favorable à une solution pacifique et politique de la question kurde, fait face aux mêmes représailles que son prédécesseur, le Parti de la Démocratie (DEP), interdit en 1994 ou encore le parti de la Prospérité. Plusieurs procès sont d'ores et déjà devant la Cour de Sûreté de l'État contre le HADEP et ses dirigeants dont Murat Bozlak, son président, emprisonné depuis la mi-novembre. Il avait été arrêté avec plus de 700 militants pro-kurdes, qui avaient manifesté leur soutien à Abdullah

Ocalan assigné alors à résidence à Rome.

Le HADEP en recueillant 4,5% de voix lors des législatives de 1995, n'est pas représenté au Parlement turc faute d'avoir franchi la barre des 10% des voix. Mais dans certaines provinces kurdes comme Diyarbakir, Siirt, Mardin, Sirnak et Hakkari, il a recueilli près de 50% de voix alors même qu'il n'était créé que depuis quelques mois (mai 1994). Soucieux de ramasser ces voix aux prochaines élections, les partis politiques qui sont aujourd'hui dans la bonne grâce de l'armée, se frottent bien évidemment les mains. Selon Me Yusuf Alatas, un des avocats du HADEP, la procédure en cours "n'empêche toutefois pas la participation du Hadep aux élections, mais un message clair est donné aux électeurs: ne votez pas pour ce parti car il sera en tout cas interdit (...) Le même message est donné aux partis qui pourraient envisager une alliance électorale avec cette formation". M. Alatas a estimé que c'était "une procédure politique plus que judiciaire".

Par ailleurs, le président turc Suleyman Demirel avait créé une autre polémique en se prononçant pour le changement du système électoral actuel et en proposant le scrutin à deux tours. Le parti de la Juste Voie (DYP) de Mme Tansu Çiller s'étant opposé, ce système ne verra pas le jour pour les prochaines élections. À ceux qui s'interrogeaient sur les raisons de cette manœuvre électorale de dernière minute le président a répondu avec clarté dans le quotidien *Hurriyet* du 3 février: "Si au matin du 19 avril, la Turquie affiche des municipalités de l'ouest remportées par le parti Fazilet avec une faible majorité telle que 20% et les régions critiques comme le Sud-Est raflées par les maires à sensibilité séparatiste, ne venez pas me dire que je ne vous ai pas prévenus".

• **APRÈS DIX SEPT ANS D'EXIL LE FILM "YOL" SORT ENFIN EN TURQUIE.** Le film "Yol", chef d'œuvre de Yilmaz Guney, réalisateur kurde qui a obtenu la Palme d'or au festival de Cannes en 1982 est, le 12 février, sorti en Turquie après 17 ans d'interdiction. Les œuvres du cinéaste- livres, articles et films- avaient été interdites en Turquie en 1982 et les négatifs de plus de 100 films qu'il a dirigés ou dans lesquels il a joué avaient alors été détruits par les autorités turques. Le réalisateur avait fui la Turquie lors d'une permission en 1981, alors qu'une peine de prison à vie avait été prononcée à son encontre. Écrivain, acteur, cinéaste de gauche et cofondateur de l'Institut kurde de Paris, il avait été déchu de sa nationalité en 1983 et est mort en exil en France en 1984. Il repose au cimetière parisien du Père-Lachaise.

"Yol" dépeint le sort de cinq prisonniers en permission d'une semaine et les pressions politique, culturelle et économique qu'ils subissent. Plus largement ce film traite de la question kurde. Le cinéaste a rédigé le scénario derrière les barreaux et dirigé ce film, comme quelques autres, dont l'inoubliable "Troupeau", par l'intermédiaire de ses assistants. Craignant une nouvelle censure pour "propagande séparatiste", la Fondation Guney qui veut réhabiliter et réconcilier le cinéaste avec la Turquie d'aujourd'hui et qui est à l'initiative de cette projection, a dû couper un passage dans lequel le lieu de l'action était localisé par une insertion en grandes lettres rouges, comme le "Kurdistan". Fatos Guney, la veuve du cinéaste, a déclaré: "nous avons dû le sacrifier, sinon le film n'aurait pas été montré pendant encore dix-sept ans" puis elle a ajouté "il aurait adoré voir le film sortir en Turquie".

• **RAGIP DURAN, CORRESPONDANT DE LIBÉRATION, A RETROUVÉ SA LIBERTÉ.** Ragip

Duran, correspondant du quotidien français *Libération*, ancien collaborateur de l'AFP, de la BBC et de plusieurs quotidiens turcs, a été libéré mercredi 27 janvier 1999 après sept mois et demi de détention pour un article sur le problème kurde. La Cour de Sécurité de l'État d'Istanbul avait jugé que le commentaire paru dans le quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem* (interdit depuis) accompagnant un entretien d'Abdullah Ocalan, chef du PKK, violait l'article 7 de la loi antiterroriste interdisant la propagande pour séparatisme.

"En Turquie, il y a deux types de journalistes: les journalistes d'État et les autres, qui courent plusieurs risques, êtres surveillés ou tués, comme Ugur Mumcu et Metin Goktepe. Ce n'est pas moi qui ai brûlé et détruit ces villages (kurdes). Ce n'est pas non plus moi qui ai tué Mumcu, Emeç, Anter, Goktepe" a déclaré M. Duran. Ugur Mumcu, chroniqueur très populaire du quotidien *Cumhuriyet*, avait été auteur de nombreux articles sur l'extrême droite et avaient dénoncé les liens entre la mafia turque et l'État. Victime d'un attentat à la bombe à Ankara, il est mort le 24 janvier 1993. Ses meurtriers courent toujours. Metin Goktepe, journaliste du quotidien de gauche *Evrensel*, a été battu à mort par des policiers alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus tués.

• **LES VERTS CONTRE LA FOURNITURE DE BLINDÉS À LA TURQUIE.** Les Verts, partenaires des sociaux-démocrates au gouvernement allemand, ont affirmé leur hostilité quant à une nouvelle fourniture de plusieurs centaines d'engins de transport blindés à la Turquie, à l'ordre du jour d'une réunion le 11 janvier 1999 du Conseil de Sécurité à Bonn.

Selon le quotidien allemand *Frankfurter Rundschau*, plusieurs firmes allemandes spécialisées dans la production

d'armements ont soumis au Conseil de Sécurité, présidé par le Chancelier social-démocrate Gerhard Schroeder, une demande d'autorisation en vue de l'exportation vers la Turquie de "200 engins de transport blindés, première étape vers la fourniture de 1800 engins supplémentaires".

Angelica Beer, porte-parole pour les questions de défense du groupe parlementaire des Verts, interrogée par le *Frankfurter Rundschau*, a qualifié de "catastrophe politique" une telle éventualité tant que les problèmes liés au respect des Droits de l'homme en Turquie n'auront pas été résolus. Le ministre (Verts) des Affaires Étrangères Joschka Fischer est également opposé à ce projet, il avait d'ailleurs précisé lors de sa nomination à ce poste vouloir suivre une nouvelle politique étrangère.

• **UN RAPPORT SEVÈRE DU CONSEIL DE L'EUROPE À PROPOS DE LA QUESTION KURDE EN TURQUIE.** Un rapport élaboré et discuté le 25 janvier 1999, par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a sévèrement critiqué la Turquie pour la violation des droits des Kurdes. Les rapporteurs ont appelé à ce qu'une réforme constitutionnelle soit engagée et ont demandé aux autorités turques "d'accepter l'idée (...) d'un dialogue sur les droits culturels des Kurdes". Les rapporteurs, Andras Barsony et Walter Schiwimmer ont examiné la condition des droits de l'homme en Turquie, les amendements de la Constitution turque et les droits des "citoyens turcs d'origine kurde".

Selon le rapport, la liberté d'expression des médias kurdes est sévèrement restreinte, de nombreuses publications kurdes ont été interdites et l'accès aux autres publications kurdes est difficile. Les rapporteurs ont également estimé que le terrorisme pourrait sans doute être "progressivement maîtrisé" dans cette

région, si les autorités accordaient aux Kurdes la protection prévue pour les minorités nationales par la Convention européenne des droits de l'Homme. Le rapport se félicite d'un certain nombre de progrès observés depuis trois ans - le droit des détenus de consulter un avocat, accès à un examen médical et restriction des périodes de détention sans charge. Mais ajoute que "la préoccupation devant la persistance de cas de torture et de traitements inhumains ou dégradants paraît justifiée, eu égard aux informations communiquées par l'ordre des avocats de Diyarbakir et par des ONG des droits de l'Homme". D'autre part, les rapporteurs soulignent que le kémalisme a commencé à jouer un rôle ambiguë dans la société turque et de nombreux actes commis au nom du kémalisme, l'idéologie de l'Etat, a éloigné la Turquie des pays d'Europe.

Messieurs Borsony et Schwimmer ont regretté d'avoir été refoulés de la Prison Centrale d'Ankara, en septembre 1998, sans avoir pu rencontrer Leyla Zana et les trois autres députés kurdes du Parti de Démocratie (DEP-dissous) emprisonnés pour 15 ans.

• **DOCUMENT: LES MANIFESTATIONS ANTI-ITALIENNES ÉTAIENT ORCHESTRÉES PAR LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ.** L'hebdomadaire *Hévi*, puis le quotidien *Ozgur Politika* ont de publié une série de "documents confidentiels" du Conseil National de Sécurité turc sur l'organisation par les autorités turques d'une série d'actions en Turquie et à l'étranger contre l'Italie, le PKK et son chef.

Chacun de ces documents indique la nature de l'action à entreprendre, les participants à mobiliser (syndicats, associations, intellectuels, institutions religieuses, industriels ou sportifs), le calendrier et le lieu de l'action et le ministère chargé de l'exécution. Il s'agit

en somme d'un véritable plan de bataille comme les affectionnent les généraux.

Ces documents comportent des dispositions concernant les mesures à suivre par les syndicats, les représentants d'associations de la société civile, les familles de Levantins vivant à Izmir, les personnes ayant reçu des médailles en raison de leur contribution aux relations italo-turques. Le Conseil National de Sécurité (MGK) a fait appliquer ces mesures dans des délais très brefs en Europe. L'exemple le plus percutant de cette application fut les pages entières de publicité signées par les syndicats turcs notamment TURK-IS (Confédération des Syndicats Ouvriers Turcs), DISK (Confédération des Syndicats Révolutionnaires Turcs), TOBB (Union des Chambres de Commerce et de Bourse), TISK (Confédération des Employeurs Turcs), dans les journaux italiens (La Stampa), allemands (Suddeutsche Zeitung) et américains (International Herald Tribune), sur les crimes du PKK, en exécution de l'une des actions décidées par le Conseil National de Sécurité.

Une autre directive demande l'utilisation de la Direction des Affaires Religieuses mais également des représentants de minorités présentes en Turquie (Arméniens, juifs, Grecs) afin qu'ils interviennent auprès du gouvernement italien et du Vatican.

Puis par l'implication dans les actions des mères de martyrs et du monde du football, le but de l'action étant de "s'assurer que les mères de martyrs au moyen de manifestations, déclarations à la presse, protestent contre l'organisation terroriste et son dirigeant".

Toujours dans le même ordre d'idées, "dans les régions à forte sympathie envers l'organisation et ayant donné beaucoup de martyrs (Sirnak, Cizre, Yuksekova, Cukurca, Yozgat, Kirsehir, Kayseri) la planification de meetings et de

manifestations (...) Et dans les lieux propices, mettre en avant les familles de martyrs, spécialement les mères, femmes et enfants (...)". Ces actions décidées par les militaires ont été exécutées par les ministres, les syndicats et les ONGs avec un zèle patriotique et médiatique remarquable.

• **LES KURDES DÉPLACÉS NE CROIENT PAS AUX PROMESSES DE RETOUR DANS LEURS VILLAGES.** Interrogé par un parlementaire islamiste (Parti de la Vertu- FP) à propos de la région kurde en Turquie régie par un régime d'exception où des millions de Kurdes ont été déplacés, le ministre turc de l'intérieur, Kutlu Aktas, a donné quelques chiffres sur la situation. Selon M. Aktas sur 11 préfectures sous le régime d'état d'exception (OHAL) comprenant 55 303 foyers, 830 villages et 2 363 hameaux ont été évacués, 385 262 personnes ont été contraintes à l'exode du fait de la situation régionale [NDLR: selon le rapport établi en 1998 par la commission parlementaire sur la migration en Turquie, le chiffre de villages et hameaux évacués dans l'ensemble du Kurdistan est de 3824 et le nombre de déplacés tourne autour de 3 millions]. Divers projets et actions annoncés à partir de 1995 pour "encourager" le retour de ces familles entassées dans les bidonvilles des métropoles dans des conditions de misère extrême ont eu un effet marginal, puisque seules 24 451 personnes seraient de retour sur leurs terres. Dans cette région où l'armée et la police font la loi et où règnent l'arbitraire et la terreur les paysans kurdes chassés de leurs villages ne croient guère aux déclarations des autorités civiles et attendent la paix pour se risquer à retourner dans leurs foyers détruits.

• **QUE SONT DEVENUS CES DISPARUS ?** À l'instar des Mères de la Place de Mai en Argentine, depuis le

mois de mai 1995, des mères, appelées "les folles de samedi", se réunissent inlassablement chaque samedi devant le lycée français Galatasaray à Istanbul afin d'avoir une réponse à cette question cruelle: "Où sont nos enfants?". Jusqu'aujourd'hui aucune action n'avait pu durer aussi longtemps et marquer l'actualité quotidienne de la Turquie. Selon les sources officielles turques près de 560 personnes sont portées disparues et pourtant le directeur général de la Sûreté continue à affirmer qu'il n'y a aucun disparu.

Nimet Tanrikulu, membre fondateur de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), a contredit ces affirmations en soulignant l'apparition de disparitions depuis le coup d'état militaire de 1980: "Selon nos estimations ce nombre dépasserait les 2000. Le monde entier est d'accord pour dire que les disparitions après garde à vue sont les plus importantes violations des droits de l'Homme. Or dans notre pays il y a encore des centaines de mères qui ne savent pas ce qu'il est advenu de leurs enfants (...) Notre volonté est un éclaircissement sur le sort des disparus et la sanction des coupables" a-t-il dit.

Depuis le début de leur protestation, c'est à dire plus de 190 semaines, "les mères du samedi" n'ont jamais eu d'autorisation pour se rassembler. Ces dernières semaines la police les emmenait en garde à vue avant le début de chacune de leur manifestation. Pour le premier samedi de l'année 1999 la présidente de l'IHD d'Istanbul M. Eren Keskin, avocate de formation, et 5 "mères du samedi" ont été mises à l'écart par les forces de police.

• **LE DESTIN DE QUELQUES JEUNES EN TURQUIE.** Un article paru dans le quotidien turc *Milliyet* du 3 janvier 1999 évoque le sort de quelques jeunes victimes de la police et de la justice turques:

Dans la première affaire il s'agit d'Umit Kanli, étudiant au Conservatoire à l'Université d'Égée. Quelques jours après les émeutes de Gazi en 1995, Umit est arrêté devant son école et mis en garde à vue pour "détention de pancartes et destruction par cocktail Molotov d'un distributeur d'argent" [NDLR: Alors que le responsable de la banque a affirmé lors du procès que le feu avait pris à cause d'un mauvais contact d'électricité dont les pompiers savaient l'existence de longue date]. Suite aux coups et tortures subis, Umit et un de ses amis Baris Yildirim, sont longuement restés dans le coma et leur santé reste aujourd'hui encore très fragile. Et pourtant, la Cour de Sûreté de l'État les condamnera à 12,5 années de prison au motif d'"appartenance à une organisation illégale".

Dans une autre affaire, Ismail Gokce, lycéen de 15 ans de Nazilli, a été emmené en garde à vue puis condamné à 12,5 années de prison pour "adhésion à un parti illégal", (compte-tenu de son jeune âge sa peine a été ramenée plus tard à 7,5 années). Quant à Ibrahim Gullu, étudiant à l'université, âgé de 22 ans, une peine de mort est demandée à son encontre alors qu'à sa charge il n'y a que la déposition d'un policier qui prétend avoir été dépossédé de force de son arme par le jeune Ibrahim [NDLR: L'arme en question était introuvable 5 minutes après son arrestation].

Quant aux jeunes de Manisa, qui avaient ouvert une pancarte au Parlement turc pour protester contre le montant des droits d'inscription à l'Université, ils ont chacun écopé de plus d'une dizaine d'années de prison pour "adhésion à une organisation armée" et cela sans aucune preuve matérielle. Aujourd'hui ils accusent les policiers de les avoir sauvagement torturés.

L'affaire Sinan Demirbas, étudiant à l'université d'Elazig, arrêté et assassiné

par la police à la suite d'une garde à vue, vient enfin d'être élucidée. Le commissariat soutenait dans son procès-verbal qu'il avait été victime d'une chute dans les escaliers. Cinq ans après sa mort un policier a avoué l'avoir tué lors de la garde à vue.

Le procès de Baki Erdogan, mort encore à la suite d'une garde à vue en 1993 à Aydin, a pris fin par les condamnations de l'assistant du directeur de la sûreté de la province, du directeur divisionnaire et de 5 policiers, à 7 ans 6 mois et 20 jours de prison. Mais ces derniers sont libres et assurent toujours leurs fonctions.

Le décès de Serkan Eroglu, trouvé pendu dans les toilettes de son Université, a tout d'abord été présenté comme un suicide, mais le rapport d'autopsie révélant la présence de chloroforme dans son sang a mis en lumière que Serkan avait été endormi puis pendu. Il s'agissait donc d'un assassinat déguisé.

Et enfin plus de trois années se sont écoulées après la mort du jeune journaliste Metin Goktepe, qui a été arrêté, torturé et assassiné à la suite d'une garde à vue. Tous les policiers impliqués dans ce meurtre et identifiés sont libres.

• **WASHINGTON REFUSE DE GARANTIR UN PRÊT DESTINÉ À FINANCER LA VENTE DE BLINDÉS AMÉRICAINS À LA POLICE TURQUE.** La campagne d'opinion menée depuis plusieurs semaines par des ONG américaines de défense des droits de l'homme contre la vente à la police turque de véhicules blindés américains vient de remporter un important succès.

Le gouvernement américain vient de refuser qu'une telle transaction puisse être financée par l'Eximbank, banque

sollicitée pour un prêt de \$38 millions par une filiale de General Dynamics, désireuse de vendre 140 véhicules blindés à la police turque, l'Eximbank, dûment alertée par les ONG, avait demandé au Département d'État si une telle transaction ne constituerait pas une violation de la Loi Leahy dans la mesure où certaines unités de la police turque ont été accusées de torture et d'autres violation des droits de l'homme. Le Département d'État lui a demandé de refuser le prêt demandé. La loi Leahy, adoptée en 1996, interdit l'octroi des fonds publics américains pour des transactions susceptibles d'aider des forces de sécurité étrangères impliquées dans des violations des droits de l'homme.

• À NOUVEAU UN EX-DÉPUTÉ DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE DERRIÈRE LES BARREAUX. Naif

Gunes, ancien député du parti de la Démocratie (DEP- pro-kurde) de Siirt, a été arrêté, le 9 février 1999, par les autorités turques aussitôt qu'il est entré sur le territoire turc. Placé en garde à vue, aucune information n'a été communiquée sur le lieu de sa détention. M. Gunes avait quitté la Turquie pour l'Allemagne, avant la dissolution, le 16 juin 1994, par la Cour constitutionnelle turque du DEP. Il n'était pas membre du "Parlement kurde en exil".

Le dirigeant du PKK a quitté l'Italie le 16 janvier à la suite de négociations et d'accords conclu avec le gouvernement italien. Pendant des jours nous avons discuté avec les représentants envoyés directement par d'Alema sur l'avenir de notre dirigeant.

Certaines décisions ont été prises. Elles concernaient l'engagement de l'Italie

ANKARA PROTESTE CONTRE LA DIFFUSION DE LA CHAÎNE KURDE MED-TV EN SUISSE. (A.F.P., 5 Janvier 1999), p.7.

LES PLANS AMÉRICAINS DE DESTABILISATION DE SADDAM CONNAISSENT DES ENNUIS. (Los Angeles Times, 6 Janvier 1999), p.8.

LE GÉNÉRAL TURC APPELLE À L'UNITÉ EN CETTE "PÉRIODE CRITIQUE". (International Herald Tribune, 6 Janvier 1999), p.9.

MINORITÉS : L'INSOLUBLE PROBLÈME KURDE. (L'Express, 7 Janvier 1999), p.10-11.

L'IRAK MENACE D'EXPULSER LES DÉMINEURS DE L'ONU AU KURDISTAN. (A.P., 7 Janvier 1999), p.12.

EN BREF LA REVUE DE PRESSE

ABDULLAH OCALAN LANCE UN AVERTISSEMENT À ANKARA. (A.P., 1er Janvier 1999), p.1.

SADDAM DEFIANT. (International Herald Tribune, 31 Décembre 1998), p.1.

CHYPRE PENSE À NOUVEAU. (International Herald Tribune, 31 Décembre 1998), p.1.

TENSIONS AVEC LA SYRIE ET L'ITALIE À CAUSE DU KURDISTAN. LA FUITE EN AVANT DES MILITAIRES TURCS. (Le Monde Diplomatique., Décembre 1998), p.2.

ILANA ELIYA ET L'ENSEMBLE JABALIO : chant et musique.

LES VOEUX DE NOUVEL AN D'ABDULLAH OCALAN: GUERRE

ET PAIX. (A.F.P., 31 Décembre 1998), p.4.

4000 MEMBRES D'ORGANISATIONS ISLAMISTES CLANDESTINES EN 10 ANS EN TURQUIE. (A.F.P., 1er Janvier 1999), p.5.

PLUS DE 1.840 REBELLES DU PKK TUÉS PAR L'ARMÉE EN 1998, SELON ANKARA. (A.F.P., 2 Janvier 1999), p.6.

MYSTÉRIEUX SUICIDE D'UN TRAFIQUANT DE DROGUE. (A.F.P., 29 Décembre 1998), p.6.

SADDAM PROMET UNE RÉSISTANCE CONTINUE. (International Herald Tribune, 4 Janvier 1999), p.7.

ANKARA DONNE SON FEU VERT À UN PROJET DE TÉLÉVISION KURDE EN IRAK DU NORD. (A.F.P., 6 Janvier 1999), p.12.

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS IMPLIQUÉS DANS LE MEURTRE D'OPPOSANTS EN IRAN. (Le Monde, 7 Janvier 1999), p.12.

LES IRANIENS ÉTONNÉS DE L'ACCEPTATION DE TUERIES PAR LE MINISTÈRE DU RENSEIGNEMENT. (Turkish Daily News, 7 Janvier 1999), p.13.

MINISTÈRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES: PAS D'OBJECTION À LA STATION DE TÉLÉVISION DU PDK IRAKIEN. (Turkish Daily News, 7 Janvier 1999), p.14.

LA TURQUIE AUTREFOIS TIMIDE FAIT DES VAGUES À L'ÉTRANGER, BRANLANT À L'INTÉRIEUR, ANKARA PLUS QUE

JAMAIS DANS LA RÉGION. (*International Herald Tribune*, 8 Janvier 1999), p.15.

PAS DE BLINDÉS AMÉRICAINS POUR LA POLICE TURQUE. (*Gamk*, 7 Janvier 1999), p.15.

EN IRAK, LES AMÉRICAINS NE SAVENT PAS OÙ ILS VONT. (*Courrier International*, 2 à 13 Janvier 1999), p.16.

TALABANI ET BARZANI SE RENCONTRENT POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS QUATRE ANS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 9 Janvier 1999), p.16.

LES PARTIS KURDES RIVAUX VONT OUVRIR DES REPRÉSENTATIONS MUTUELLES. (*A.F.P.*, 9 Janvier 1999), p.17.

L'UNSCOM A ÉTÉ LE JOUET DES SERVICES D'ESPIONNAGE AMÉRICAINS. (*Le Monde*, 11 Janvier 1999), p.17.

POURQUOI IL FALLAIT FRAPPER SADDAM, par Tony Blair. (*Libération*, 11 Janvier 1999), p.18.

LES LAÏCS FORMENT UN NOUVEAU GOUVERNEMENT EN TURQUIE. L'APPROBATION DU PARLEMENT ATTENDUE POUR LE CABINET MINORITAIRE DE GAUCHE D'ECEVIT. (*International Herald Tribune*, 12 Janvier 1999), p.20.

2 JETS US FONT FEU SUR DES SITES DE MISSILES IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 12 Janvier 1999), p.20.

TURQUIE: PRÉSENTATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT ECEVIT. (*A.F.P.*, 11 Janvier 1999), p.21.

OCALAN: LA TURQUIE A PERDU UNE BONNE OCCASION, SELON M. D'ALEMA. (*A.F.P.*, 11 Janvier 1999), p.21.

LES PROPOSITIONS DE LA FRANCE POUR SORTIR DE LA CRISE EN IRAK. (*Le Monde*, 14 Janvier 1999), p.22.

LA FRANCE PROPOSE LA FIN DE L'EMBARGO SUR LE PÉTROLE IRAKIEN. ROMPANT AVEC LES ETATS-UNIS ET LE ROYAUME UNI, ELLE APPELLE À UNE NOUVELLE FORME DE CONTRÔLE DES ARMEMENTS. (*International Herald Tribune*, 14 Janvier 1999), p.23.

CLINTON BOMBARDE, LES AFFAIRES CONTINUENT. (*Courrier International*, 14 à 20 Janvier 1999), p.23.

ECEVIT AVERTIT LES ETATS-UNIS SUR L'UTILISATION DE LA BASE TURQUE CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 Janvier 1999), p.24.

ECEVIT ENTRE EN FONCTION AVANT LES ÉLECTIONS. (*International Herald Tribune*, 18 Janvier 1999), p.24.

LE DÉPART MYSTÉRIeux D'OCALAN. (*BBCNews*, 17 Janvier 1999), p.25.

LE CHEF KURDE OCALAN SOUTIEN LA REPRISE DE LA LUTTE ARMÉE. (*CNN Interactive*, 18 Janvier 1999), p.25.

LE CHEF DU PKK QUITTE L'ITALIE. (*Libération*, 18 Janvier 1999), p.26.

"LA RÉVOLUTION: UN RÊVE DANS LEQUEL L'INDIVIDU ET SES LIBERTÉS N'AVAIENT PAS DE

PLACE". ORAD SAGHAFI, directeur de la revue iranienne " Goftegu " (dialogue). (*Le Monde*, 17 Janvier 1999), p.27.

LA TURQUIE MARQUE UN POINT AVEC LE DÉPART D'OCALAN. (*A.F.P.*, 17 Janvier 1999), p.28.

LE DÉPART D'OCALAN. OCALAN: " J'ESPÈRE RETOURNER EN ITALIE ". (*La Repubblica*, 19 Janvier 1999), p.29.

ROME A OBTENU LE DÉPART D'ABDULLAH OCALAN POUR UNE DESTINATION INCONNUE. (*Le Monde*, 19 Janvier 1999), p.30.

ANKARA REPROCHE À ROME D'AVOIR LAISSÉ PARTIR ABDULLAH OCALAN. (*A.F.P.*, 17 Janvier 1999), p.30.

AIDE EUROPÉENNE DE 133M ÉCUS POUR DES PROJETS EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 18 Janvier 1999), p.31.

L'IRAN S'AFFIRME COMME POINT DE PASSAGE VERS L'ASIE CENTRALE. (*Le Monde*, 19 Janvier 1999), p.31.

UN EX-CADRE ONU SIEN DÉNONCE L'ATTITUDE " GÉNOCIDAIRE " DES NATIONS UNIES EN IRAK. (*Le Monde*, 20 Janvier 1999), p.32.

L'EX-COLLABORATEUR DE L'ONU CRITIQUE LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 20 Janvier 1999), p.32.

LE LEADER KURDE (OCALAN) EST ALLÉ EN RUSSIE AFFIRME LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 19 Janvier 1999), p.33.

LES EXECUTIONS IRAKIENNES MAINTENANT REMISES EN

CAUSE: LES RESPONSABLES US ONT UTILISÉ DES RAPPORTS DE L'OPPOSITION QUI NE SONT PAS VÉRIFIABLES. (*International Herald Tribune*, 19 Janvier 1999), p.33.

QUELLE EST LA POLITIQUE IRAKIENNE? (*International Herald Tribune*, 20 Janvier 1999), p.34.

AVEC UNE AIDE EXTÉRIEURE INTELLIGENTE, L'OPPOSITION POURRAIT AVOIR UNE CHANCE. (*International Herald Tribune*, 20 Janvier 1999), p.34.

LES ETATS-UNIS RÉAGISSENT CONTRE ROME AU SUJET D'OCALAN, L'ITALIE AFFIRME QUE L'AFFAIRE OCALAN EST CLOSE. (*Turkish Daily News*, 19 Janvier 1999), p.35.

RÉUNION DU PARLEMENT KURDE AU PAYS BASQUE: RÉPONSE DANS UN MOIS. (*A.F.P.*, 19 Janvier 1999), p.37.

CRITIQUES EUROPÉENNES DE LA TURQUIE À PROPOS DE LA QUESTION KURDE. (*A.F.P.*, 19 Janvier 1999), p.37.

PREMIÈRE LIVRAISON D'ÉLÉMENTS DE MISSILES PATRIOT À LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 20 Janvier 1999), p.37.

HUMAN RIGHTS WATCH CRITIQUE L'OPPORTUNITÉ MANQUÉE DE POURSUITES CONTRE LE LEADER DU PKK. (*Human Rights Watch*, 20 Janvier 1999), p.38.

SYRIE: L'ADOUBEMENT DE BACHAR EL-ASSAD PAR SON PÈRE. (*Courrier International*, 20 Janvier 1999), p.39.

LE LIBAN, TERRAIN D'EXERCICE POUR LE FILS ASSAD. (*Courrier*

International, 20 Janvier 1999), p.40.

LA FIDH CONDAMNE L'"ARBITRAIRE" DE LA JUSTICE ANTITERRORISTE FRANÇAISE. (*Le Monde*, 22 Janvier 1999), p.40.

REMIS EN LIBERTÉ AU LENDEMAIN DE SON SUICIDE. (*Le Monde*, 22 Janvier 1999), p.41.

L'IRAK RENOUVELLE SON OFFRE DE DIALOGUE AVEC LES REBELLES KURDES DANS LE NORD. (*CNN Interactive*, 23 Janvier 1999), p.42.

LA TURQUIE CONSIDÈRERA L'ASILE À OCALAN COMME UN ACTE HOSTILE. (*A.F.P.*, 22 Janvier 1999), p.42.

OCALAN AFFIRME AVOIR QUITTÉ LA SYRIE POUR ÉVITER UNE GUERRE RÉGIONALE. (*A.F.P.*, 25 Janvier 1999), p.43.

LA QUESTION KURDE. (*International Herald Tribune*, 26 Janvier 1999), p.44.

RAGIP DURAN: LIBERTÉ EN TURQUIE. (*Libération*, 27 Janvier 1999), p.44.

IRAN: DÉSORMAIS, LE POUVOIR A PEUR DE LA SOCIÉTÉ. (*Courrier International*, 28 Janvier 1999), p.44.

IRAN: CHEZ LES JEUNES, LA FIÈVRE "TITANIC" ENGLOUTIT VINGT ANS DE PRÉCEPTES ISLAMIQUES. (*Courrier International*, 28 Janvier 1999), p.45.

IRAN: L'ANTIAMÉRICANISME N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT. (*Courrier International*, 28 Janvier 1999), p.46.

L'ARMÉNIE REDOUTE DE DEVENIR UNE BASE ARRIÈRE DU

MOUVEMENT KURDE. (*A.F.P.*, 28 Janvier 1999), p.47.

TURQUIE: PROCÉDURE D'INTERDICTION DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE DU PEUPLE. (*A.F.P.*, 29 Janvier 1999), p.48.

OCALAN SE TROUVE À L'AÉROPORT D'ATHÈNES, SELON ANKARA. (*A.F.P.*, 1er Février 1999), p.49.

TURQUIE: "LE FOULARD ISLAMIQUE, C'EST COMME LA CROIX GAMMÉE". (*Courrier International*, 28 Janvier 1999), p.50.

DANS UN ALERTE AUX MISSILES LES JETS AMÉRICAINS FRAPPENT LE SITE IRAKIEN DE LA DÉFENSE AÉRIENNE. (*International Herald Tribune*, 29 Janvier 1999), p.50.

LES ETATS-UNIS RESTREIGNENT LEUR ENGAGEMENT À AIDER LES ADVERSAIRES DE SADDAM. (*Courrier International*, 30-31 Janvier 1999), p.51.

LA SUISSE INTERDIT L'ENTRÉE DE SON TERRITOIRE À ABDULLAH OCALAN. (*A.F.P.*, 1er Février 1999), p.51.

LA TURQUIE FAIT PRESSION SUR LA GRÈCE POUR INTERDIRE L'ACCÈS AU KURDE REBELLE. (*International Herald Tribune*, 4 Février 1999), p.52.

LA TURQUIE MAINTIEN SA PRESSION POUR ÉVITER UN RETOUR D'OCALAN EN EUROPE. (*A.F.P.*, 2 Février 1999), p.52.

OCALAN: UN AVION SE POSE À CORFOU ET ENTRETIENT LE MYSTÈRE. (*A.F.P.*, 2 Février 1999), p.53.

UNE BATAILLE INÉGALE POUR

LES CŒURS ET ESPRITS KURDES. (*Financial Times*, 3 Février 1999), p.54.

L'IRAN FÊTE LE 20^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE. (*Le Monde*, 3 Février 1999), p.58.

LE LEADER KURDE ABDULLAH OCALAN CHERCHE UN PAYS D'EXIL. (*Le Monde*, 3 Février 1999), p.58.

WASHINGTON PEINE À RALLIER LES PAYS DU GOLFE À SON PROJET IRAKIEN. (*Le Monde*, 3 Février 1999), p.58.

UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES FRANÇAIS EN IRAK. (*Le Monde*, 3 Février 1999), p.58.

UNE DÉLÉGATION SYRIENNE À MOSCOU POUR PARLER SUR DES ACHATS D'ARMES. (*A.P.*, 4 Février 1999), p.59.

LE CHEF DU PKK N'EST PAS BIENVENU AU DANEMARK (Ministre des AE). (*A.F.P.*, 4 Février 1999), p.59.

DES F-16 ONT REFOULÉ DE BELGIQUE UN AVION SUSPECTÉ CONTENIR OCALAN. (*A.F.P.*, 5 Février 1999), p.59.

LE PDK AFFIRME AVOIR ARRÊTÉ DEUX "TERRORISTES" DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 6 Février 1999), p.60.

L'ÉTAU SE REFERME AUTOUR D'OCALAN. (*Turkish Daily News*, 6 Février 1999), p.60.

OCALAN CRITIQUE VIOLEMMENT L'EUROPE D'IGNORER LE PROBLÈME KURDE. (*Reuters*, 7 Février 1999), p.61.

ALORS QUE DES IRANIENS MARQUENT LA RÉVOLUTION DE 1979, BEAUCOUP DEMANDENT POURQUOI. (*International Herald Tribune*, 6-7 Février 1999), p.62.

LA PRISON NE PARVIENT PAS À COURBER LA VOLONTÉ DU JOURNALISTE TURC D'ÉCRIRE CE QUE JE VOIS". (*International Herald Tribune*, 8 Février 1999), p.63.

QUELLE STRATÉGIE POUR LE KURDISTAN ? (*Le Monde Diplomatique*, Février 1999), p.64.

LA GAUCHE TURQUE ENTRE MILITAIRES ET ISLAMISTES. (*Le Monde Diplomatique*, Février 1999), p.65.

DE NOUVELLES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'AMÉRIQUE. (*International Herald Tribune*, 9 Février 1999), p.67.

LA TURQUIE AVERTIT LE PARLEMENT EUROPÉEN DE NE PAS ACCUEILLIR LE GROUPE KURDE. (*Reuters*, 9 Février 1999), p.68.

LES KURDES IRAKIENS PRUDENTS AU SUJET DE L'AIDE AMÉRICAINE. (*A.P.*, 10 Février 1999), p.68.

QUESTION KURDE : LE PKK N'EST PAS TOUT. EN TURQUIE LE CONFLIT NE SE LIMITE PAS AU DEVENIR D'OCALAN. POUR ÉVITER QU'IL S'ÉTERNISE, L'U.E. AUSSI DOIT FAIRE PREUVE D'INITIATIVE. (*Libération*, 11 Février 1999), p.69.

LES ETATS-UNIS INQUIÈTENT LES VOISINS DE L'IRAK. (*Le Monde*, 10 Février 1999), p.70.

BAGDAD MARQUE DES POINTS

DIPLOMATIQUES ALORS QUE LA VISITE EN TURQUIE D'AZIZ EST ANNONCÉE. (*International Herald Tribune*, 12 Février 1999), p.71.

UNE VISITE DE TAREK AZIZ SÈME LE TROUBLE ENTRE ANKARA ET WASHINGTON. (*A.F.P.*, 12 Février 1999), p.71.

LE PARLEMENT BASQUE TOUJOURS DÉCIDÉ À ACCUEILLIR LE "PARLEMENT KURDE EN EXIL." (*A.F.P.*, 10 Février 1999), p.72.

LA VISITE DE TARIQ AZIZ DOIT ÊTRE BIENVENUE. (*Turkish Daily News*, 13 Février 1999), p.73.

L'AYATOLLAH MOHAMAD BAQER EL HAKIM, CHEF SUPÉRIEUR DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAQ. "L'ARMÉE, LES RÉSISTANTS ET LES TRIBUS SONT TROIS VECTEURS ESSENTIELS DU CHANGEMENT DE RÉGIME". (*Le Monde*, 13 Février 1999), p.74.

LES KURDES EN CONFLIT CHERCHENT L'ESPOIR DANS L'UNITÉ. (*The Guardian*, 14 Février 1999), p.75.

LES KURDES METTENT EN SCÈNE UNE PROTESTATION DE "TORCHE HUMAINE" À ATHÈNES. (*CNN Interactive*, 15 Février 1999), p.76.

ATHÈNES DÉFEND LES DROITS DES KURDES ET DÉSAVOUE LA VIOLENCE. (*A.F.P.*, 17 Février 1999), p.77.

EN ALLEMAGNE, LE TÉLÉPHONE KURDE A PARFAITEMENT FONCTIONNÉ. (*A.F.P.*, 16 Février 1999), p.77.

OCALAN TOMBE AUX MAINS

DES TURCS. (*Libération*, 17 Février 1999), p.78.

"APO", SA GUERRE MARXISTE ET NATIONALISTE. (*Libération*, 17 Février 1999), p.79.

LE CHOIX D'ANKARA, Editorial. (*Libération*, 17 Février 1999), p.77.

"YOL" ENTRE EN TERRE TURQUE, LE FILM DE GÜNEY EST SORTI APRÈS DIX-SEPT ANS DE CENSURE. (*Libération*, 17 Février 1999), p.80.

LA TRAGÉDIE KURDE, LA RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS RESTE UN TABOU. (*Libération*, 17 Février 1999), p.81.

LES TURCS, SURPRIS ET SATISFAITS, LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME, S'INQUIÈTENT DU PROCÈS. (*Libération*, 17 Février 1999), p.82.

UN PAYS QUI BAFOUE LES DROITS DE L'HOMME. (*Le Monde*, 17 Février 1999), p.83.

L'ŒIL DE WILLEM (caricature), "Voilà, il n'y a plus de Kurdistan !" (*Libération*, 17 Février 1999), p.83.

LES KURDES PRENNENT DES OTAGES À TRAVERS L'EUROPE APRÈS L'ARRESTATION DU CHEF REBELLE. VAGUE D'ÉMEUTES DANS LES PRINCIPALES VILLES. (*International Herald Tribune*, 17 Février 1999), p.84.

LES TURCS PRENNENT OCALAN AU KENYA. (*International Herald Tribune*, 17 Février 1999), p.85.

HEURE PAR HEURE, UNE NOUVELLE ATTAQUE KURDE. (*The Independent*, 17 Février 1999), p.86.

FIN MYSTÉRIEUSE À L'ODYSSÉE DE QUATRE MOIS DU LEADER KURDE. (*Financial Times*, 17 Février 1999), p.87.

LA CAPTURE DU LEADER REBELLE, À LA FIN, OCALAN N'AVAIT PLUS DE PLACE OÙ ALLER. (*Financial Times*, 17 Février 1999), p.88.

FLAMME ET FURIE ALORS QU'OCALAN EST ARRÊTÉ. (*The Guardian*, 17 Février 1999), p.89.

LES MALHEURS DU KURDISTAN CONTINUENT. L'ARRESTATION D'OCALAN NE RESOUD RIEN. (*The Guardian*, 17 Février 1999), p.90.

FIN DE CAVALE POUR LE KURDE ABDULLAH OCALAN. CHEF CHARISMATIQUE OU SANGUINAIRE ? (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.100.

HISTOIRE D'UN PEUPLE TRAHI. (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.101.

SUR L'ARRESTATION DU CHEF DU PKK ABDULLAH OCALAN ET SES IMPLICATIONS POUR LE PEUPLE KURDE. Entretien avec Mendo Balsi, représentant à Madrid du FLN Kurdistan. (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.101.

SUR L'ARRESTATION D'OCALAN ET SES IMPLICATIONS POUR LA TURQUIE. Entretien avec Bülent Akarcali, ancien ministre turc, vice-président du parti de la Mère Patrie (droite). (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.102.

QUELLE JUSTICE POUR OCALAN ? Editorial. (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.103.

"JE L'AI RENCONTRÉ JUSTE AVANT". (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.103.

SCÉNARIO CATASTROPHE POUR LE GOUVERNEMENT GREC. (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.103.

"OCALAN FAISAIT AUSSI PARTIE DES ENNEMIS D'ISRAËL". (*Le Soir*, 17 Février 1999), p.104.

LA TURQUIE A COUPÉ OCALAN DE SES SOUTIENS. (*La Libre Belgique*, 17 Février 1999), p.104.

UN FILS DE PAYSANS KURDES PASSÉ TRÈS TÔT AU MARXISME-LÉNINISME. LE CULTE D'UNE PERSONNALITÉ. (*La Libre Belgique*, 17 Février 1999), p.105.

DES RÉFUGIÉS KURDES OCCUPENT DES AMBASSADES DANS 20 VILLES EUROPÉENNES EN PROTESTATION CONTRE LA DÉTENTION D'OCALAN. (*El País*, 17 Février 1999), p.106.

UN GUERRILLÈRE VÉTÉRAN DANS CES HEURES BASSES. (*El País*, 17 Février 1999), p.107.

LA TURQUIE CÉLÈBRE LA CAPTURE ET ACCUSE LE LEADER KURDE DES DÉLITS DE TERRORISME ET DE TRAHISON. (*El País*, 17 Février 1999), p.108.

UN PEUPLE SANS ÉTAT NI LEADERSHIP. (*El País*, 17 Février 1999), p.109.

LA TRAGÉDIE DE 25 MILLIONS DE KURDES. (*L'Humanité*, 17 Février 1999), p.109.

"OCALAN EST TOMBÉ DANS UN PIÈGE", Entretien avec Kendal Nezan. (*L'Humanité*, 17 Février 1999), p.110.

LA STRATÉGIE DU COUP DE BOUTOIR. UN REBELLE ANACHRONIQUE. (*Le Figaro*, 17 Février 1999), p.111.

LES QUESTIONS KURDES. Editorial. (*L'Humanité*, 17 Février 1999), p.112.

LES KURDES : REJETÉS ET TRAHIS SANS TERRE QU'ILS POUVAIENT APPELER LA LEUR. (*The Daily Telegraph*, 17 Février 1999), p.112.

LE PROBLÈME KURDE NE SE TRADUIT PAS À UNE PERSONNE. (*El Mundo*, 17 Février 1999), p.113.

ABDULLAH OCALAN : "JE VEUX ÊTRE JUGÉ !". (*Le Temps*, 17 Février 1999), p.114.

LES TURCS ONT TRAQUÉ OCALAN PENDANT QUATRE MOIS. (*La Croix*, 17 Février 1999), p.116.

ANGE POUR LES UNS, DÉMON POUR LES AUTRES. (*La Croix*, 17 Février 1999), p.117.

L'EUROPE N'EN SORTIRA PAS INDEMNÉ. PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE KURDES VIVANT EN EUROPE SONT DES SYMPATHISANTS DU PKK, LE MOUVEMENT D'OCALAN. L'ARRESTATION DE LEUR LEADER N'ENTAMERA PAS LEUR DÉTERMINATION. (*La Croix*, 17 Février 1999), p.117.

LA DIASPORA KURDE A TISSÉ DE SOLIDES RÉSEAUX À TRAVERS LE MONDE. (*Le Temps*, 18 Février 1999), p.118.

LES PROTESTATIONS KURDES FRAPPENT MONTRÉAL, VANCOUVER. (*National Post*, 17 Février 1999), p.119.

MA SŒUR ÉTAIT SANS PEUR ET PASSIONNÉE AU SUJET DE NOTRE CAUSE. (*The Times*, 17 Février 1999), p.119.

LES TURCS HÉRITENT LE DILEMME OCALAN. (*The Times*, 17 Février 1999), p.120.

LE TEST OCALAN. LE TERRORISTE KURDE CAPTURÉ DOIT AVOIR UN PROCÈS ÉQUITABLE. (*The Times*, 17 Février 1999), p.121.

LE CANADA APPELÉ À PRENDRE LA CAUSE DES KURDES DEVANT L'ONU. (*The Vancouver Sun*, 17 Février 1999), p.122.

TEMPÊTE DANS LA DIASPORA KURDE. TROIS MILITANTS QUI PROTESTAIENT CONTRE LA CAPTURE D'OCALAN ONT ÉTÉ TUÉS LORS DE L'ATTAQUE DU CONSULAT D'ISRAËL À BERLIN. (*Libération*, 18 Février 1999), p.123

"APO A ÉCHOUÉ, MAIS LA QUESTION KURDE RESTE". (*Libération*, 18 Février 1999), p.124.

L'ERRANCE D'APO, L'INDÉSIRABLE. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.125.

LES TURCS TRIOMPHANTS DÉTIENNENT OCALAN EN PRISON. (*The Independent*, 18 Février 1999), p.127.

LE PEUPLE QUI CHERCHE SA PROPRE NATION. (*The Independent*, 18 Février 1999), p.127.

"NOUS AUSSI AVONS LE DROIT À UNE PATRIE". En grève de la faim, Zilan est prête à promouvoir pour le Kurdistan. (*Libération*, 18 Février 1999), p.128.

LES "COLLECTES" DE DONS DU PKK, UN JUGE FRANÇAIS VOULAIT ARRÊTER OCALAN POUR "EXTORSION DE FONDS". (*Libération*, 18 Février 1999), p.128.

FIASCO EUROPÉEN. Commentaire par Pierre Haski. (*Libération*, 18 Février 1999), p.128.

TURQUIE : LA CAPTURE D'OCALAN LAISSE ENTIÈRE LA QUESTION KURDE. (*Le Monde*, 17 Février 1999), p.129.

LE DROIT DES PETITES NATIONS. Editorial. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.130.

DÉSILLUSION ET LASSITUDE DOMINENT À DIYARBAKIR. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.130.

ISRAËL DÉMENT TOUTE IMPLICATION, MAIS SES LIENS AVEC LE KENYA ET LA TURQUIE SONT TRÈS ÉTROITS. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.131.

UNE AFFAIRE AU CŒUR DU TRIANGLE ANKARA-WASHINGTON-JÉRUSALEM. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.131.

LES SAUDIENS VOIENT LA MENACE IRAKIENNE COMME UN SIGNE DE DÉSESPOIR. (*International Herald Tribune*, 17 Février 1999), p.132.

LES ISRAËLIENS TUENT 3 KURDES À LEUR CONSULAT. LES PROTESTATAIRES ONT ESSAYÉS D'INVESTIR LE BÂTIMENT DE BERLIN À LA SUITE DE LA CAPTURE D'OCALAN. (*International Herald Tribune*, 18 Février 1999), p.133.

LA TURQUIE BLOQUE L'ENTRÉE DES AVOCATS D'OCALAN POUR LE PROCÈS. (*International Herald Tribune*, 18 Février 1999), p.134.

TURQUIE ET LES KURDES : TEMPS POUR LE BON SENS. DU FORUM POUR OCALAN ?

(*International Herald Tribune*, 18 Février 1999), p.135.

ABDULLAH OCALAN : "LE SEUL DIALOGUE AVEC LES TURCS ? LA GUERRE !". Interview réalisée en janvier. (*L'Événement*, 18 au 24 Février 1999), p.136.

ECHEVAU DÉMÊLE DE SECRETS TISSÉS DANS LE COMLOT D'ENLÈVEMENT LES ETATS-UNIS ET ISRAËL DÉNIENT TOUT RÔLE DANS LA MISSION DE CAPTURE DU CHEF TERRORISTE TURC. (*THE OTTAWA CITIZEN*, 18 FÉVRIER 1999), p.137.

LES KURDES ONT UNE HISTOIRE D'ORGANISATION DE PROTESTATION AU CANADA. (*The Ottawa Citizen*, 17 Février 1999), p.137.

LA TURQUIE VIDE L'ÎLE PRISON POUR ENFERMER OCALAN. (*The Globe and Mail*, 18 Février 1999), p.138.

LA DIASPORA ENTEND LE MOT À LA TV KURDE. (*The Independent*, 19 Février 1999), p.139.

TROIS MINISTRES GRECS QUITTENT LEURS POSTES APRÈS LE FIASCO (Dans l'affaire Ocalan). (*The Independent*, 19 Février 1999), p.139.

LA TURQUIE EST ACCUSÉE DE TORTURE PAR ELECTROCHOC. (*The Independent*, 19 Février 1999), p.140.

TURCS, KURDES ET LE MONDE EXTÉRIEUR. (Editorial) (*The New York Times*, 20 Février 1999), p.140.

"LES KURDES SONT UNE AFFAIRE EUROPÉENNE", Interview avec le président de l'Institut Kurde. (*Le Temps*, 19 Février 1999), p.141.

JACQUES CHIRAC CONVAINCU D'UN JUGEMENT ÉQUITABLE. (*Le Monde*, 19 Février 1999), p.141.

UN MILLIER DE MILITANTS PRO-KURDES ARRÊTÉS, LE PKK MENACE D'ÉTENDRE LA GUERRE. (*A.F.P.*, 18 Février 1999), p.142.

CAPTURE D'OCALAN : LA CIA ET LE MOSSAD MONTRÉS DU DOIGT. (*A.F.P.*, 18 Février 1999), p.143.

M. TALABANI APPELLE À UN PROCÈS ÉQUITABLE POUR ABDULLAH OCALAN. (*A.F.P.*, 18 Février 1999), p.144.

PARIS POUR DES "DROITS CULTURELS" AUX KURDES. (*A.F.P.*, 18 Février 1999), p.145.

17 PARTIS KURDES DEMANDENT UNE COUR INTERNATIONALE POUR JUGER M. OCALAN. (*A.F.P.*, 18 Février 1999), p.145.

L'IRAK ATTAQUE L'ACTION TURQUE. (*BBCNews*, 18 Février 1999), p.146.

OCALAN: ANKARA RECONNAÎT AVOIR ÉTÉ INFORMÉ PAR UN PAYS ÉTRANGER. (*A.P.*, 18 Février 1999), p.147.

PLUS DE 4.000 KURDES ONT MANIFESTÉS À PARIS POUR LA LIBÉRATION D'ABDULLAH OCALAN. (*A.P.*, 20 Février 1999), p.148.

OTTO SCHILLY, ministre de l'intérieur d'Allemagne, "NOUS DEVONS AVOIR UNE HARMONISATION EUROPÉENNE DES QUESTIONS D'IMMIGRATION, DE RÉFUGIÉS ET D'ASILE." (*Le Monde*, 19 Février 1999), p.149.

LES PAYS EUROPÉENS REDOUTENT UNE VAGUE DE VIOLENCE KURDE. (*Le Monde*, 19 Février 1999), p.150.

OFFENSIVE TURQUE CONTRE DES BASES DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Le Monde*, 19 Février 1999), p.150.

MESURES DE SÉCURITÉ RENFORCÉE EN FRANCE. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.150.

L'ARRESTATION DU CHEF DE LA GUÉRILLA UNIT LES KURDES EN COLÈRE D'EUROPE. (*International Herald Tribune*, 19 Février 1999), p.151.

L'OBSCURE ÎLE-PRISON PLACÉE SOUS LES PROJECTEURS DU DRAME D'OCALAN. (*International Herald Tribune*, 19 Février 1999), p.153

3 GRECS PERDENT LEUR POSTE DE MINISTRE À CAUSE DE L'AFFAIRE KURDE. (*International Herald Tribune*, 19 Février 1999), p.153.

DANS LA VICTOIRE, LA TURQUIE DOIT SE MONTRER MAGNANIME ENVERS LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 19 Février 1999), p.154.

HAMIT BOZARSLAN, HISTORIEN, EXPLIQUE LES DÉRIVES DU PKK. "ANKARA DOIT ACCEPTER DES RÉFORMES RADICALES". (*Libération*, 19 Février 1999), p.155.

LES KURDES, PROBLÈME EUROPÉEN, Par Gérard CHALLIAND. (*Le Monde*, 19 Février 1999), p.156.

LE PARTI KURDE ET ISRAËL CHERCHENT DES VOIES DE FAIRE MACHINE ARRIÈRE. (*International Herald Tribune*, 19 Février 1999), p.157.

LE CONSEIL DE L'EUROPE VEUT ENVOYER DES OBSERVATEURS. DOUTES SUR UN PROCÈS ÉQUITABLE D'OCALAN. (*Libération*, 19 Février 1999), p.157.

LA LONGUE DAMNATION D'UN PEUPLE SANS ÉTAT. L'HISTOIRE DES KURDES EST FAITE DE TRAGÉDIES, DE DIVISIONS ET D'UN RÊVE JAMAIS ATTEINT. (*Libération*, 19 Février 1999), p.158.

ATHÈNES EN CRISE AU SUJET DU LIEN AVEC LA CIA DANS LA CAPTURE D'OCALAN. (*The Guardian*, 19 Février 1999), p.160.

"L'EUROPE EST COMPLICE D'ANKARA". À PARIS, RÉVOLTE ET INCOMPRÉHENSION DE LA COMMUNAUTÉ KURDE. (*Libération*, 20 Février 1999), p.160.

ANKARA DURCIT LA RÉPRESSION CONTRE LES KURDES, MAIS LANCE UN APPEL À LA "FRATERNITÉ". (*Libération*, 18 Février 1999), p.161.

COMMENT LES TURCS ONT AIDÉ LEURS ENNEMIS. (*The New York Times*, 20 Février 1999), p.162.

LES ETATS-UNIS ONT AIDÉ LA TURQUIE À TROUVER ET À CAPTURER LE REBELLE KURDE. (*The New York Times*, 20 Février 1999), p.163.

LES KURDES ONT LEVÉ LE VOILE: NOUS AVONS ÉTÉ AVEUGLES PENDANT TROP LONGTEMPS AU SORT DU PEUPLE KURDE DIT HAROLD PINTER. (*The Guardian*, 20 Février 1999), p.164.

LES KURDES: UNE TRAGÉDIE ANCIENNE. COMMENT 25 MILLIONS DE KURDES

POURSUIVENT UN BUT QUE PERSONNE D'AUTRE NE VEUT QU'ILS ATTEignent. (*The Economist*, 20 Février 1999), p.165.

LE PETIT ÉTAT KURDE DE L'ONU. (*The Economist*, 18 Février 1999), p.166.

POURQUOI LES AMÉRICAINS DEVRAIENT-ILS SE SOUCIER DES KURDES ? (*International Herald Tribune*, 22 Février 1999), p.170.

PLAIDOYER POUR LES KURDES, "LA MEILLEURE FAÇON DE NE PAS SE TROMPER, C'EST DE SE RANGER DU CÔTÉ DES VICTIMES..." Editorial par Franz-Olivier GIESBERT. (*Le Figaro*, 20 Février 1999), p.171.

AFFAIRE OCALAN: ANKARA TENTE DE DÉMOBILISER LE PKK. (*A.F.P.*, 18 Février 1999), p.172.

UNE IMAGE DIFFÉRENTE : LES TURCS VOIENT À LA TV LE REBELLE KURDE HUMBLE ET MENOTTÉ. (*International Herald Tribune*, 20-21 Février 1999), p.173.

IL EST TEMPS POUR L'AUTONOMIE POUR LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 20-21 Février 1999), p.173.

L'ÉCONOMIE IRANIENNE, DÉJÀ MALADE, ENTRE DANS UNE CRISE AIGUË. (*Le Monde*, 20 Février 1999), p.174.

LE "BASKAN" A ÉTÉ INCARCÉRÉ À IMRALI, "L'ÎLE AUX EXÉCUTIONS". (*Le Monde*, 20 Février 1999), p.175.

LE MOSSAD NIE TOUTE IMPLICATION DANS L'ENLÈVEMENT D'"APO". (*Le*

Monde, 20 Février 1999), p.175.

LE TRIOMPHE DES UNS, LA PEUR DES AUTRES... ET L'INCERTITUDE DE TOUS. (*Le Monde*, 20 Février 1999), p.175.

LES SUPPORTERS D'OCALAN METTENT TOUTE LA PRESSION. (*The Guardian*, 20 Février 1999), p.176.

LA TURQUIE AVERTIT L'UNION EUROPÉENNE AU SUJET DES DROITS DE L'HOMME. (*The Independent*, 22 Février 1999), p.181.

OCALAN: "NOTRE MEILLEUR ESPOIR POUR LA LIBERTÉ". (*The Independent*, 22 Février 1999), p.181.

LA CONFUSION RÈGNE EN IRAK. (*Libération*, 23 Février 1999), p.182.

OCALAN SUR ÉCOUTES ET DANS LES FILETS DE WASHINGTON. LES AMÉRICAINS ONT TÉLÉGUIDÉ SA TRAQUE GRÂCE AUX AGENTS DE LA CIA. (*Libération*, 18 Février 1999), p.182.

LA TURQUIE SURVEILLE DE PRÈS L'OPPOSITION KURDE. LE HADEP SEUL PARTI LÉGAL PROKURDE, RISQUE D'ÊTRE INTERDIT. L'UE RÉCLAME UN PROCÈS ÉQUITABLE. (*Libération*, 23 Février 1999), p.183.

BULENT ECEVIT EXCLUT TOUTE FORME D'AUTONOMIE POUR LES KURDES. (*A.P.* 21 Février 1999), p.184.

LA SITUATION RESTE TENDUE DANS LE KURDISTAN IRANIEN. (*A.F.P.*, 22 Février 1999), p.184.

LE CONSEIL DE L'EUROPE SE MOBILISE AUTOUR DU CAS OCALAN. Par Thérèse JAUFFRET. (*A.F.P.*, 23 Février 1999), p.185.

DÉS PERSONNALITÉS FRANÇAISES, DONT Mme MITTERAND, APPELLENT À MANIFESTER SAMEDI POUR RÉCLAMER LA LIBÉRATION D'OCALAN. (*A.P.*, 24 Février 1999), p.185.

BRÈVE RENCONTRE ENTRE ABDULLAH OCALAN ET DEUX DE SES AVOCATS. (*A.P.*, 25 Février 1999), p.186.

LES JETS US RÉPONDENT À NOUVEAU À "LA PROVOCATION" DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 23 Février 1999), p.187.

LA CAPTURE D'OCALAN ALIMENTE LA TENSION ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 23 Février 1999), p.187.

ÉMEUTES DANS PLUSIEURS VILLES CHIITES IRAKIENNES APRÈS LE MEURTRE D'UN CHEF RELIGIEUX. (*Le Monde*, 18 Février 1999), p.188.

LA RÉPRESSION SE POURSUIT CONTRE LES MILITANTS KURDES EN TURQUIE. LES AUTORITÉS D'ANKARA DISENT VOULOIR ORGANISER DANS LA TRANSPARENCE LE PROCÈS D'ABDULLAH OCALAN, QUI POURRAIT S'OUVRIER EN AVRIL. (*Le Monde*, 23 Février 1999), p.189.

AGITATION AU KURDISTAN IRANIEN. (*Le Monde*, 23 Février 1999), p.189.

LA GRÈCE ACCUSE LA TURQUIE D'ACTES "DIFFAMATOIRES". (*International Herald Tribune*, 24 Février 1999), p.190.

ANKARA ACCUSE OCALAN DE TERRORISME. (*International Herald Tribune*, 24 Février 1999), p.190.

OCALAN ACCUSÉ DE TRAHISON. (*The Independent*, 24 Février 1999), p.191.

JÉRUSALEM AMÈNE LES TURCS À ESPIONNER SES ADVERSAIRES. (*The Independent*, 24 Février 1999), p.191.

LES KURDES SOUS LES PROJECTEURS. (*National Post*, 24 Février 1999), p.193.

PRENDRE AU SÉRIEUX LA TERREUR. (*National Post*, 24 Février 1999), p.193.

L'ODYSÉE D'UNE PATATE CHAUDE KURDE. (*The Globe and Mail*, 24 Février 1999), p.194.

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE REFUSE AU KURDISTAN CE QU'ILLE NÉGOCIE POUR LE KOSOVO. L'OCCIDENT COMPLICE DU CALVAIRE KURDE. Par Kendal Nezan. (*Libération*, 24 Février 1999), p.195.

TURQUIE: POUR L'OTAN, LE KURDE NE VAUT PAS UN KOSOVAR. Les Occidentaux ont leurs têtes. Quand les Serbes massacrent les Kosovars, ils grognent. Mais quand les Turcs lamentent les Kurdes, ils leur livrent Ocalan, chef du PKK, avec un petit mot gentil. (*Charlie Hebdo*, 24 Février 1999), p.196.

EN IRAK, L'OPPOSITION CHIITE ASSURE QUE DES TROUBLES SANGLANTS SE POURSUIVENT. LES AUTORITÉS DÉMENTENT DES INFORMATIONS "INVENTÉES ET FAUSSES". (*Le Monde*, 24 Février 1999), p.197.

IRAN: DIX-HUIT MORTS LORS D'UNE MANIFESTATION KURDE. (*Le Monde*, 24 Février 1999), p.197.

COMMENT LES KURDES ÉBRANLENT L'EUROPE. (*L'Hebdo*, 25 Février 1999), p.198.

KOSOVARS ET KURDES: DEUX PEUPLES, DEUX MESURES. EUROPÉENS ET AMÉRICAINS AGISSENT EN FONCTION D'INTÉRÊTS STRATÉGIQUES. (*Libération*, 24 Février 1999), p.201.

DES DONNÉES SOMBRES SUR LA SITUATION, DE MÉDICAMENTS ET DE LA NOURRITURE DES IRAKIENS SONT PRÉSENTÉES À L'ONU. (*International Herald Tribune*, 25 Février 1999), p.201.

FORTE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES KURDES. (*A.P.*, 23 Février 1999), p.202.

LES HUIT COMPAGNONS D'OCALAN S'APPRÊTENT À QUITTER LE KENYA. (*A.P.* 25 Février 1999), p.202.

POUR UNE SOLUTION POLITIQUE DE LA QUESTION KURDE. (*Faits & Arguments*, Janvier-Février 1999), p.202.

LIBÉRER LEYLA ZANA. (*Faits & Arguments*, Janvier-Février 1999), p.202.

LA TURQUIE, LES KURDES ET ISRAËL. LE DRAME DU CONSULAT DE BERLIN. (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.203.

LES KURDES: UN PEUPLE SANS ÉTATS. (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.204.

ISRAËL-TURQUIE: DES RELATIONS QUI INQUIÈTENT LES KURDES. (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.205.

QUAND ISRAËL AIDAIT LES KURDES D'IRAK... (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.205.

KENDAL NEZAN: "UNE SOLUTION ACCEPTABLE : L'AUTONOMIE". (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.206.

IL ÉTAIT UNE FOIS LES JUIFS KURDES. (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.207.

LE RÔLE DE LA CIA DANS LA CAPTURE D'OCALAN. (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.207.

IL FAUT S'ATTENDRE À D'AUTRES ATTAQUES KURDES. (*Actualité Juive*, 25 Février 1999), p.207.

KURDISTAN, KOSOVO : L'INDÉPENDANCE POUR QUI ? Kosovo, Kurdistan : deux conflits, deux poids, deux mesures mais, pour les Etats-Unis, un même calcul, tenir la planète sous leur domination. (*Politis*, 25 Février 1999), p.208.

PÉTROLE CONTRE KURDES: L'OPÉRATION CONTRE OCALAN NE S'EST PAS FAITE SANS L'AVAIL DES ETATS-UNIS ET DE LEURS ALLIÉS EUROPÉENS. Mais pourquoi a-t-on sacrifié le PKK ? La réponse en trois questions. (*Politis*, 25 Février 1999), p.209.

DEUX QUESTIONS À HASSAN CARADOT, AVOCAT TURC. (*Politis*, 25 Février 1999), p.209

DÉSESPoir KURDE DANS DIYARBAKIR. (*Gamk*, 25 Février 1999), p.210.

OCALAN: LE "PROPHÈTE" ENCHAÎNÉ. Si le gouvernement turc ne profite pas du coup porté à la rébellion pour chercher une solution politique au problème kurde, il risque de perdre les fruits de sa victoire et d'élargir le fossé qui se creuse entre

Ankara et l'Europe. (*Le Nouvel Observateur*, 25 Février 1999), p.211.

KURDES: LES IMPASSES SANGLANTEs. OCALAN, TUEUR PSYCHOPATHE MAIS ESPOIR DE TOUT UN PEUPLE. (*Courrier International d'après The Independent*, 25 Février 1999), p.213.

UN PEUPLE EN TROP DANS UNE RÉGION INACHEVÉE. (*Courrier International d'après Al-Hayat*, 25 Février 1999), p.214.

ATTENTION AUX PROJETS AMÉRICAINS ! (*Courrier International d'après Cumhuriyet*, 25 Février 1999), p.214.

"LIBÉREZ APO, SOLEIL DU PEUPLE KURDE". Manifeste. (*Courrier International d'après Özgür Politika*, 25 Février 1999), p.215.

UNE AFFAIRE QUI RISQUE DE DÉSTABILISER LA GRÈCE. (*Courrier International*, 25 Février 1999), p.215.

MOBILISATION FRANÇAISE EN FAVEUR DES KURDES. (*Gamk*, 26 Février 1999), p.216.

ABDULLAH OCALAN DEVRAIT ENFIN POUVOIR RENCONTRER SES AVOCATS. (*Le Monde*, 25 Février 1999), p.216

ABDULLAH OCALAN : HÉROS ET TERRORISTE. "MYSTÈRE VIVANT, OCALAN APPARTIENT À LA CATÉGORIE DES LEADERS CHARISMATIQUES, DANS SA VERSION "CHEF INCONTESTÉ" ". (*L'Événement*, 25 Février 1999), p.217.

DÈS L'ANNONCE DE L'ARRESTATION D'OCALAN, DES MILLIERS DE SES PARTISANS ONT MULTIPLIÉ LES OPÉRATIONS

COMMANDOS. POURQUOI LA DIASPORA KURDE PEUT ENFLAMMER L'EUROPE. (*L'Événement*, 25 Février 1999), p.218. POURQUOI JE DÉFENDS LES VICTIMES KURDES. Point de vue de Danielle Mitterrand. (*Le Monde*, 27 Février 1999), p.220.

LES ÉLECTEURS IRANIENS SENTENT DU POUVOIR DANS LES ELECTIONS LOCALES. (*International Herald Tribune*, 27 Février 1999), p.221.

À QUOI SERVENT LES KURDES ? Bloc-Notes par Pierre Vidal-Naquet. (*L'Événement*, 25 Février 1999), p.222.

L'IDENTITÉ KURDE NIÉE, entretien avec Kendal NEZAN. (*Hommes & Libertés*, Février/Mars 1999), p.223.

MAINTENANT, LE PLUS GRAND DÉFI POUR LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 26 Février 1999), p.225.

LA TURQUIE CHERCHE À INTERDIRE LE PARTI KURDE. (*International Herald Tribune*, 26 Février 1999), p.225.

HARCELÉS, LES AVOCATS D'OCALAN SUSPENDENT LEUR DÉFENSE. (*Le Monde*, 1^{er} Mars 1999), p.225.

LES KURDES CHERCHENT UNE TERRE, LES TURCS VEULENT DE L'EAU. (*The New York Times*, 25 Février 1999), p.226.

PARLEMENT EUROPÉEN - LE POINT DE LA SESSION : ARRESTATION D'OCALAN. DÉCLARATION DE LA COMMISSION ET DU CONSEIL. DÉBAT. (Février 1999), p.227.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

Abdullah Ocalan lance un avertissement à Ankara

vendredi 1 janvier 1999, 23h46

ROME (AP) -- Le chef des rebelles kurdes de Turquie, Abdullah Ocalan, a lancé vendredi un avertissement à Ankara: son mouvement s'engagera dans une véritable guerre si les autorités turques continuent d'ignorer ses appels à un règlement pacifique et politique de la question kurde.

Il y a deux semaines, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait appelé les membres de son mouvement à déposer les armes après 14 ans de guérilla et à transformer en combat politique leur lutte armée pour l'autonomie kurde.

Dans une interview diffusée vendredi par la chaîne kurde MED-TV, Abdullah Ocalan demande à Ankara de ne pas laisser cet appel sans réponse. "Si rien n'est fait, les Kurdes feront tout ce qu'ils peuvent pour obtenir la liberté", souligne-t-il. "Si nous ne pouvons pas avoir la paix, nous aurons alors besoin d'une grande guerre."

"Jusqu'à présent nous n'avons rien dit, mais désormais nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour poursuivre notre lutte", prévient-il. "Si besoin, nous ferons de bien plus grandes préparations à la guerre."

Le chef du PKK était interrogé depuis une villa des environs de Rome où il demeure, sous haute protection, en attendant la réponse à sa demande d'asile politique en Italie.

Abdullah Ocalan a été interpellé le 12 novembre à son arrivée à Rome en provenance de Moscou. Une semaine plus tard, il était autorisé à quitter l'hôpital où il était maintenu en détention et à s'installer dans cette villa. Les autorités italiennes ont souligné que sa renonciation à la violence devait s'avérer authentique si sa demande d'asile devait être prise en considération.

Defiant Saddam

Military action by Iraq seems mostly a gesture by Saddam Hussein to show that he is still capable of at least a symbolic defense of Iraqi sovereignty after four days of American and British bombing in mid-December.

His armed forces, unprovoked according to an American report, engaged in a rare firing of surface-to-air missiles at American and British planes conducting a routine patrol on Monday to deny Iraqi planes use of airspace over large swaths of northern and southern Iraq. The Iraqi missiles missed their apparent targets, and the NATO planes, according to Iraqi as well as allied reports, destroyed a missile site in return. [Further incidents occurred on Wednesday.]

Saddam Hussein appears to be in a

particularly defiant mood. He is not only taking larger risks with those of his military forces which rode out the allied air strikes of Dec. 16 to 19. He is stiffening his repudiation of United Nations disarmament inspectors, excluding UN relief workers and warning that he may cut off the program that allows Iraq to sell \$4 billion worth of oil a year for food and medicine for his struggling civilian population.

He is inflicting this damage, moreover, at the expense of his standing with countries otherwise inclined to feel that Iraq has suffered enough since the 1990-1991 Gulf War. These countries include Security Council members Russia and France, and Arab countries as well. Egypt's president, Hosni Mubarak, spoke for them all on Tues-

day when he expressed his helplessness to aid the Iraqi people: "The regime in power is the root of all problems."

President Bill Clinton treated Monday's military incident as "an important part of our containment policy." It is the same basic rationale he used to explain the far more extensive bombings of Iraq earlier in the month. Containment has been successful so far in keeping Saddam Hussein from posing a military threat to neighboring countries. But of course the policy has been successful only to an uncertain degree in denying him the means to build weapons of mass destruction, and it has not been successful at all in accomplishing the one policy goal that counts the most: his departure from power and his replacement by a government that owes its authority to the Iraqi people.

— THE WASHINGTON POST

Cyprus Thinks Again

For no good reason, the president of Cyprus — that is, the president of the Greek part of the divided island — decided to acquire anti-aircraft missiles from Russia and deploy them against a claimed threat from Turkish Cyprus and its patrons in Turkey. It was mischievous of the Russians, an unfriendly act to the West, to insert themselves into a dispute between two NATO members in the eastern Mediterranean. It was excessive of the Turks to threaten armed retaliation in the event the missiles were deployed. But plainly the original provocation was that of President Glavkos Klerides. He is the single figure most responsible for the possibility that a diplomatic confrontation might yet become a war.

Not for the first time, the Cypriots — the 80 percent (of 750,000) who are Greek and the 20 percent who are

Turkish — created a dangerous situation but were unable to resolve it by themselves and then forced it on the attention of foreign powers and the United Nations. The outsiders have sought to delay, divert and reverse the Greek Cypriot decision to buy the Russian S-300 surface-to-air missiles. In this instance, the outsiders have had the assistance of Greece, which accurately perceived the crisis as unnecessary, as a likely loser for the Greek Cypriots and overall as a perilous diversion

from what the region most needs now — a calm atmosphere in which to concentrate on building Europe.

To outsiders of all stripes, it has long been evident that Cypriots should put aside their feud and create a federation that would amount to double self-rule and single formal sovereignty. With each passing year, however, acquies-

cence in the existing forcible separation seems harder and less urgent to reverse. At one point it was thought that the bids by (Greek) Cyprus and Turkey to join the European Union would provide a context for an overall easing of tensions. But it turned out that advocates of this sensible approach had underestimated the prevailing corrosive distrust.

Greek and Turkish Cypriots appear fundamentally ambivalent about finding a formula for coexistence. They are accustomed to the tensions and conveniences of living apart. But at the least both sets of Cypriots, if they are not going to work seriously to resolve differences, should keep them below the threshold of disturbance to others. It is tiresome for outsiders to keep being called upon to put a lid on Cyprus. In any event, Russia had no justification for what it did in intervening for gratuitous, pseudo-historical nationalist purposes, in playing with fire.

— THE WASHINGTON POST

TENSIONS AVEC LA SYRIE ET L'ITALIE À CAUSE La fuite en avant DU KURDISTAN des militaires turcs



DANILO DE MARCO

CAMP DE KURDES « DÉPLACÉS » PRÈS DE YENISEHIR
Une « sale guerre » contre tout un peuple

* L'auteur est un intellectuel turc, qui souhaite garder l'anonymat, compte tenu du climat répressif qui règne dans son pays.

ARRIVÉ à Rome au mois de novembre, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), M. Abdullah Öcalan, a réitéré sa volonté de trouver une solution pacifique au problème kurde, dans le cadre de la Turquie. Sourd à ces appels, le pouvoir d'Ankara réclame son extradition et menace l'Italie de sanctions. Le refus des militaires turcs de reconnaître l'identité kurde – interdiction de l'enseignement de la langue, des activités politiques légales, etc. – les amène à toujours chercher à l'étranger des solutions à une guerre qui dure depuis quinze ans. Cette stratégie les a entraînés, durant l'été dernier, dans une longue crise avec la Syrie.

Par XXX *

Fermelement soutenu par la Grande Assemblée nationale et par la majorité de l'opinion publique, le gouvernement turc a multiplié durant les mois de septembre et d'octobre 1998 les attaques contre la Syrie, accusée par le président Süleyman Demirel de « soutenir le terrorisme séparatiste (...) en fournissant une logistique aux brigands [et] en accueillant le chef des brigands à Damas (1) ». Le premier ministre, M. Mesut Yilmaz, a proféré, de son côté, des mises en garde d'une rare violence : « La Syrie doit satisfaire nos demandes. Sinon la Terre tout entière s'écroulera sur sa tête. La Syrie doit être intelligente, sinon nous lui crèverons les yeux (2) ! »

Les dirigeants de Damas ont toujours nié un quelconque soutien militaire au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et la présence dans le pays de son président, M. Abdullah Öcalan.

Pourtant, celle-ci était avérée, et plusieurs responsables politiques allemands, grecs, arméniens et des journalistes turcs, kurdes et surtout étrangers l'avaient rencontré à Damas ou dans la vallée de la Bekaa, sous contrôle syrien.

Les raisons avancées par le régime d'Ankara, largement propagées et soutenues par les médias turcs (3), sur l'origine et la nature de la tension turco-syrienne sont toutefois singulièrement insuffisantes. En fait, le pouvoir croit pouvoir résoudre militairement le problème kurde, alors même qu'il a fermé toutes les voies pacifiques. Deux partis politiques – le Parti travailliste du peuple (HEP) et le Parti de la démocratie (DEP) –, qui revendiquaient la reconnaissance de l'identité kurde, ont été interdits par le Conseil constitutionnel depuis 1989. Quatre députés kurdes, dont M^{me} Leyla Zena, qui s'étaient contentés d'exprimer publiquement

leurs points de vue sur le problème, ont été condamnés à de lourdes peines. Plusieurs fondations et associations politiques ou culturelles kurdes ont été interdites par la police ou par les tribunaux. Les médias kurdes sont soumis à de multiples harcèlements.

Depuis 1925, les gouvernements turcs successifs ont toujours nié l'existence même des Kurdes : « Il n'y a pas de problème kurde, puisque les Kurdes n'existent pas. » Prononcer ou écrire le mot « Kurdistan » signifie, selon les lois en vigueur (article 312 du code pénal ou articles 6, 7 et 8 de la loi anti-terroriste), « faire de la propagande séparatiste-terroriste ».

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la crise récente avec la Syrie, qui a au moins trois dimensions : une première bilatérale, une deuxième qui concerne les relations entre Kurdes et Turcs ; enfin, la dernière englobe les difficultés internes du régime d'Ankara.

« Les Arabes nous ont poignardés dans le dos durant la première guerre mondiale et lors de la guerre d'indépendance [1919-1923] », « Les Arabes sont sales », « La Syrie n'était qu'un petit département à l'époque ottomane », « Les Arabes provoquent et encouragent les courants islamistes en Turquie » : tels sont quelques-uns des dogmes colportés par les dirigeants kémalistes, et qui restent très ancrés dans la mémoire collective. La Turquie

a du mal à reconnaître l'indépendance de la Syrie ; elle est persuadée que Damas cherche à saboter son économie et à l'empêcher de jouer son rôle de puissance régionale.

L'alliance entre la Turquie et Israël ne facilite pas les choses. L'ambassadeur d'Israël à Ankara, M. Uri Bar-Ner, expliquait que « la Turquie et Israël avaient formé, avec le soutien des Etats-Unis d'Amérique, une importante alliance de force (4) ».

La vingt-septième rébellion

A ces tensions s'ajoutent deux autres contentieux. La Turquie accuse la Syrie de visées sur le département d'Antioche (Antakya, chef-lieu du département de Hatay) -, cédé par la France à Ankara en 1939. Cette région, l'ancienne Alexandrette, peuplée majoritairement d'Arabes, paraît sur les cartes diffusées à Damas comme partie intégrante de la Syrie. D'autre part, le régime baassiste, soutenu par l'Irak, estime que la gestion et l'utilisation des eaux de l'Euphrate et du Tigre devrait être aussi de son ressort. La convention internationale sur les rivières transnationales, adoptée par les Nations unies le 21 mai 1997, donne raison à Damas (et à Bagdad) (5).

L'« obsession kurde » est une autre dimension de la crise actuelle. Président de la République, M. Demirel a déclaré que la Turquie a réprimé vingt-six rébellions séparatistes et qu'elle était capable de réprimer la vingt-septième, celle dirigée par le PKK depuis août 1984. Or la Syrie fut, dès 1925 (date de la première révolte importante des Kurdes, dirigée par cheikh Saïd), un pays d'accueil pour les réfugiés kurdes, pour les intellectuels et les opposants vaincus (6).

Ce que les Kurdes appellent le « petit Sud », c'est-à-dire le Kurdistan de Syrie (le Sud étant l'Irak du Nord), est formé d'une bande d'environ 600 kilomètres de long sur 30 à 40 kilomètres de large, qui abrite une population kurde d'environ un million d'âmes. La majorité d'entre eux n'ont pas de carte d'identité et ils ne sont pas reconnus par Damas comme minorité ethnique ou nationale. En revanche, ils sont représentés au Parlement - qui n'est qu'une chambre d'enregistrement -, la langue kurde n'est pas interdite et la population coexiste pacifiquement avec les Arabes (7).

Dirigé par M. Massoud Barzani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui contrôle une grande partie de l'Irak du Nord, a signé, le 18 septembre 1998, un accord de paix avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Cette dernière, présidée par M. Jalal Talabani, contrôle une petite partie du sud de l'Irak du Nord et s'est alliée à l'Iran. Ankara s'est opposé à cet accord signé sous l'égide de Washington (qui prévoit pourtant l'expulsion du PKK de l'Irak du Nord), par crainte de voir se créer un Etat indépendant kurde en Irak du Nord.

Fondé par douze étudiants en 1978, le PKK a fait de la lutte armée - lancée en 1984 avec deux cents militants formés dans les camps palestiniens de MM. Georges Habache et Nayef

Hawatmeh - l'axe de sa lutte contre « l'Etat colonisateur turc ». Il revendique une Fédération kurdo-turque, sans modification des frontières nationales. Sans expérience de lutte anti-guérilla, la « deuxième armée de l'OTAN » s'est trouvée incapable de combattre ceux qu'elle appelait, jusqu'en 1992, « une poignée de bandits ». Les méthodes adoptées par le pouvoir central (villages et hameaux vidés de leur population, assassinats, tortures, interdiction de toute manifestation pacifique, etc.) ont renforcé le PKK : en 1992, le ministre turc de l'intérieur admettait que le PKK avait 15 000 militants et plus de 100 000 miliciens.

Le coût de la guerre est lourd. Les économistes ne peuvent pas calculer exactement les dépenses (car il y a des « fonds » non enregistrés et qui ne sont pas soumis au contrôle du Parlement), mais plus des trois cinquièmes du budget y sont consacrés (8). D'où une inflation annuelle qui dépasse les 80 % depuis 1991 et qui a aggravé une crise économique et sociale.

C'est essentiellement à partir de 1992 que le PKK a commencé à perdre du terrain. D'un côté, l'armée affinait sa tactique ; de l'autre, le PKK, organisation qui mobilisait la petite paysannerie mais se voulait marxisante et nationaliste, était incapable de traduire ses succès militaires sur le plan social, politique et populaire. Ses méthodes violentes (attaques contre les villages des milices progouvernementales, tueries de femmes et d'enfants, attentats à la bombe dans les grandes villes), courantes jusqu'à la fin de 1992, ont affaibli son soutien populaire. En revanche, ses initiatives diplomatiques, ses nombreux appels au cessez-le-feu et au débat ont créé de vrais casse-tête pour les dirigeants militaires et politiques d'Ankara.

C'est sous l'influence du PKK que le président Mandela a refusé le Grand Prix de la paix Atatürk en mai 1992. Il a de plus protesté contre l'octroi de ce prix, l'année précédente, au général Kenan Evren, l'auteur du coup d'Etat du 12 septembre 1980, chef de la junte militaire (1980-1983) et ancien président de la République (1980-1989). Dans plus de quarante pays et sur cinq continents (de Washington à Sydney, d'Ottawa à Johannesburg, de La Havane à Almaty, de Paris à Erevan...), des bureaux d'information du PKK se montrent actifs auprès des Parlements et des gouvernements. Le Parlement en exil du Kurdistan, basé à Bruxelles, a organisé des réunions, depuis 1995, dans les locaux officiels de plusieurs pays (Belgique, Autriche, Pays-Bas, Russie, Italie). Ces campagnes ont accentué l'isolement, déjà grand, de la Turquie, dont la demande d'adhésion à l'Union européenne n'a pas été prise en compte lors du sommet européen de Luxembourg, en décembre 1997.

Le PKK, s'inspirant des exemples d'Irlande du Nord, de Palestine et plus récemment de Colombie, a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu, pour la seconde fois, le 1^{er} septembre 1998, mais Ankara a refusé catégoriquement cette offre. Une partie importante de l'armée s'oppose à toute solution politique, car elle trouve un intérêt dans la

poursuite d'un conflit qui renforce son emprise sur la société. La guerre est devenue la raison d'être de certaines catégories sociales : dirigeants de l'armée et marchands de canons, gendarmes et policiers en fonctions dans l'Est et le Sud-Est, trafiquants publics et privés de drogue, miliciens progouvernementaux et bureaucrates en fonctions dans les régions sous état d'urgence, etc. Les ultranationalistes voient leurs positions se renforcer avec le nombre croissant de cercueils de soldats ou de policiers en provenance des régions kurdes.

Progression de l'islamisme

Le renforcement de l'islam politique pose un autre problème à l'armée. Malgré les multiples pressions du pouvoir (interdiction du Parti de la prospérité - Refah - par le Conseil constitutionnel, jugement de ses dirigeants, condamnation des maires d'Istanbul et de Kayseri, censure des émissions des chaînes de télévision islamistes, ouverture d'informations contre des hommes d'affaires, etc.), la plus grande force politique du pays, avec 21,7 % des suffrages aux dernières élections, poursuit sa progression.

Menée avec des méthodes policières, la lutte de l'armée contre l'islamisme se révèle d'autant plus inefficace que les scandales impliquant la classe politique et l'armée se multiplient, dont celui dit de Susurluk (9), révélé à la suite d'un accident de la route, qui a démontré l'existence de complicités entre les hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris des ministres et des responsables de la police, la mafia et les tueurs à gages recrutés par l'Etat pour liquider les militants arméniens ou kurdes.

Le gouvernement du Refah de M. Necmettin Erbakan avait été renversé, en juin 1997, par une sorte de coup d'Etat militaire déguisé. La coalition minoritaire gouvernementale (deux partis de la droite traditionnelle et un petit parti de la gauche nationaliste) qui l'a remplacé n'a ni cohésion interne ni stratégie cohérente pour diriger le pays. Devant l'impasse politique, la Grande Assemblée nationale avait décidé d'organiser des élections législatives anticipées le 18 avril 1999. Mais le nouveau Parti de la vertu, copie conforme de l'ex-Parti de la prospérité, est sûr de sa victoire. Malgré l'opposition de l'armée et de la majorité de la grande presse, il a réussi, le 11 octobre 1998, à mobiliser plus de deux millions de personnes dans vingt-cinq villes et organiser une « chaîne de la liberté » pour protester contre l'interdiction du foulard islamique. En ameutant l'opinion contre la Syrie, l'armée espère éviter sa victoire annoncée.

Même si la crise avec la Syrie semble provisoirement réglée, après l'accord signé par les deux pays au mois d'octobre, et même si Damas paraît avoir accepté d'arrêter son soutien au PKK, il est peu probable que cela contribue à résoudre les contradictions qui agitent la Turquie. La crise qui oppose Ankara à l'Italie à propos de l'extradition de M. Abdullah Öcalan confirme que l'armée ne comprend toujours pas que les racines du drame kurde se trouvent au cœur même du régime turc.

(1) Discours du président Demirel lors de la cérémonie d'inauguration de la session du Parlement turc, le 1^{er} octobre 1998, à Ankara.

(2) *Hürriyet*, Istanbul, les 7 et 8 octobre 1998.
(3) Les médias turcs ont perdu toute mesure dans leur couverture de la naissance de la crise syrienne. Ci-dessous les manchettes à la « une » de six quotidiens nationaux publiés entre le 2 et le 6 octobre : *Sabah* (populaire, droite libérale) : « La tête de vipère » (avec une photo du président Assad) ; *Aksam* (droite nationaliste) : « Nous pouvons vous battre tous ! » (contre la Syrie, le monde arabe et la Grèce) ; *Milliyet* (populaire, centre) : « L'armée attend les ordres » ; *Radikal* (gauche

modérée) : « Vents de guerre » ; *Yeni Yüzyil* (libéral) : « Rends-nous Apo ! » (appel lancé à Damas : Apo est le surnom de M. Abdullah Öcalan) ; *Hürriyet* (populaire, nationaliste) : « Nous entrerons par le Nord et sortirons par le Sud » (menace militaire contre Damas) ; *Sabah* (populaire, droite libérale) : « Nous arriverons à Damas dans l'après-midi ».

(4) *Cumhuriyet*, Istanbul, 29 juin 1998.

(5) Lire Alain Gresh, « Souffles guerriers sur le Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.

(6) On peut trouver plus de détails sur ce sujet dans les livres de mémoires d'intellectuels kurdes

comme Musa Anter, Celalet Bedirhan, Nurettin Zaza et Cigerhun.

(7) L'auteur de cet article a passé dix jours en Syrie en mars 1994 pour faire un reportage sur le problème kurde.

(8) Taylan Dogan, *Savas Ekonomisi* (« L'Economie de guerre »), Avesta, Istanbul, 1988.

(9) Lire Martin A. Lee, « Les liaisons dangereuses de la police turque », *Le Monde diplomatique*, mars 1997 et Kendal Nezan, « La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.

Ilana Eliya et l'ensemble Jabalio

chant: Ilana Eliya – direction musicale et claviers: Ittai Rosenbaum – oud: Armond Sabbah – violon: Rali Margalit – flûte: Hagit Rosemarine – percussions: Oren Fried

Ilana Eliya

Ilana Eliya est née dans un quartier populaire de Jérusalem où sa famille venue du Kurdistan s'était établie en 1952. Son père était chantre de synagogue et a systématiquement préservé sur cassettes et pratiqué les chants liturgiques judéo-kurdes, créant dans sa maison même une sorte de réserve naturelle inviolable de traditions musicales. Grâce à la radio, la précieuse collection s'amplifiait régulièrement d'un riche répertoire de chants kurdes. Les chants kurdes ont une mélodie riche, plus proche de la mélodie occidentale, fermée et symétrique, que de l'allure rhapsodique de la musique arabe. Ilana Eliya, dès l'enfance, a été initiée par son père à l'art du chant. Sa mère a tenu, malgré la situation matérielle de la famille, à assurer à sa fille des cours de guitare classique et de chant. Sa voix exceptionnelle, très tôt remarquée, gagna en puissance et en souplesse. Mais

elle ne pouvait toutefois pas chanter du vivant de son père, pour des raisons liées aux mœurs du milieu kurde.

Après s'être produite dans quelques petits centres culturels, elle a gagné sa vie en travaillant dans une banque, et bien peu de gens étaient au courant du potentiel de son talent musical. Ce n'est qu'après la mort de son père, il y a huit ans, qu'Eliya a commencé à chanter en public. Elle réalise un disque, en son hommage, de chants traditionnels kurdes, issus de sa collection personnelle. La voix d'Eliya recèle en elle le grand silence qu'elle s'est imposée du vivant de son père, sorte de sacrifice librement consenti, qui s'exprime, dès lors, dans sa voix comme une souffrance métamorphosée en acquis esthétique. Cette voix n'est ni aigüe, ni transparente. Elle est véritablement forte, présente, ronde et chaude... Une entité en soi possédant volume et profondeur. L'enregistrement reçoit un accueil enthousiaste des médias et du public et, invitée dans les principales émissions de la télévi-

sion israélienne, Ilana Eliya devient célèbre dès 1993.

Trois ans plus tard, avec des musiciens de talent, elle crée l'Ensemble Jabalio et sort un second album intitulé simplement, *Ilana Eliya*. Jabalio est une formation mixte et comprend des instruments traditionnels kurdes et des instruments occidentaux. Eliya chante des chants kurdes, les uns issus de son patrimoine, les autres rassemblés par elle-même ces dernières années: chants d'amour, chants qui évoquent l'univers des montagnes et des bergers, chants épiques étonnants, enfin, composés suite à l'écrasement de la résistance kurde par les forces de Saddam Hussein.

Spectacles présentés dans le cadre de la saison culturelle "Israël au miroir des artistes", coordonnée par l'AFAA, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères, du Département des Affaires internationales du ministère de la Culture et de l'ONDA.

Les vœux de nouvel an d'Abdullah Öcalan: guerre et paix

DIYARBAKIR (Turquie), 31 déc (AFP) - Le leader séparatiste kurde Abdullah Öcalan a assuré qu'il travaillerait "pour la paix en 1999" et souhaitait que les Européens le soutiennent, dans un message pour le nouvel an diffusé jeudi soir depuis Rome en direct sur la télévision kurde Med-Tv et reçu à Diyarbakir (sud-est).

Mais il a souligné que "s'il n'y a pas de paix, nous nous préparons à une grande guerre d'un nouveau style avec de nouveaux moyens", contre le régime turc, ajoutant que "s'il n'y a pas de solution au problème (kurde en Turquie) l'Europe aura des problèmes".

Vêtu d'une veste verte, d'une chemise bleue et d'une cravate jaune, rasé de près, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'exprimait depuis la villa où il réside à Rome après son arrestation dans la capitale italienne le 12 novembre.

"Le travail de paix que nous avons entamé depuis Rome continuera en 1999 et aura une fin, et

j'espère que les Européens nous soutiendront (...). Ce soutien doit être pratique, c'était mon but en venant à Rome", a déclaré le chef kurde.

"La Turquie doit être forcée à faire la paix sinon la guerre s'élargira et une vague d'immigration arrivera en Europe, encore plus que maintenant", a-t-il prédit.

"Cet hiver, la Turquie lance beaucoup d'opérations contre nous, et ils pensent qu'ils vont en finir avec nous. Nous devons être prêts pour la paix et la guerre à la fois", a-t-il dit.

"Nous lancerons des attaques diplomatiques en Europe en 1999", a-t-il ajouté. Il a conclu son message en disant à l'adresse des Kurdes: "Avec votre soutien, je continuerai à travailler jusqu'à la victoire".

Le leader kurde n'a donné aucune précision sur son propre sort. L'Italie qui refuse de l'extrader vers la Turquie où existe la peine de mort, tente actuellement de lui trouver un pays d'accueil.

Le PKK mène depuis 1984 une rébellion armée contre le régime turc pour l'établissement d'un Kurdistan indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont jusqu'ici fait quelque 30.000 morts.

La présence d'Abdullah Ocalan à Rome a créé une crise diplomatique entre la Turquie et l'Italie.

.....

4.000 membres d'organisations islamistes clandestines en 10 ans en Turquie

Ven 01 Jan 99 - 12h46 GMT

ANKARA, 1er jan (AFP) - Près de 4.000 personnes, membres présumées d'organisations islamistes clandestines, ont été capturées en 10 ans en Turquie, a annoncé vendredi un responsable de la police antiterroriste turque.

Ces organisations sont le "Hezbollah", le "Mouvement islamiste", le "Front islamique des Combattants du Grand Orient" (IBDA-C) et "l'Etat fédéré islamique d'Anatolie" (AFID), a indiqué M. Kemal Donmez, responsable du département de lutte contre le terrorisme.

"Leur objectif est de renverser l'ordre constitutionnel établi pour mettre en place un régime islamiste en Turquie à l'exemple de l'Iran", a-t-il dit, cité par l'agence Anatolie.

Toutes ces organisations procèdent parfois à une collaboration avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, selon lui.

L'organisation la plus visée par la police est le Hezbollah, créée en 1991. Elle est active notamment dans le sud-est de la Turquie et près de 3.000 membres présumés du Hezbollah ont été capturés lors d'opérations policières, selon la même source.

Quatre personnes ont été tuées et 22 autres blessées lors d'attentats à l'explosif perpétrés par IBDA-C, notamment à Istanbul, une métropole de plus de 10 millions d'habitants, a indiqué ce responsable.

Créé en 1985 et active à Istanbul depuis 1993, cette organisation s'est faite connaître par des attentats à la bombe, notamment contre des bars et discothèques vendant de l'alcool, et contre des églises. 520 de ces membres ont été arrêtés par la police.

Le Mouvement islamiste, créé en 1987 à Batman (Sud-est), est connue depuis 1993 par la police qui a capturé quelque 250 de ses militants lors d'opérations notamment à Istanbul.

L'AFID, dont l'ancien nom est la "Fédération des associations et des communautés islamiques" (ICCB), créée en 1984, est une organisation illégale basée à Cologne.

L'AFID prône l'instauration de la charia (loi islamique) en Turquie et est dirigé par Metin Kaplan, dont la Turquie réclame l'extradition.

Plus de 1.840 rebelles du PKK tués par l'armée en 1998, selon Ankara

Sam 02 Jan 99 - 08h57 GMT

ANKARA, 2 jan (AFP) - L'armée turque a tué 1.843 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) lors d'opérations menées dans le courant de l'année 1998 dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, selon un bilan officiel.

Trois cent onze membres des forces de sécurité ont été tués dans les combats, selon ce bilan.

Vingt-neuf maquisards ont été blessés lors d'accrochages avec les forces de l'ordre et 118 autres rebelles se sont rendus.

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le PKK a annoncé une trêve unilatérale et inconditionnelle à compter du 1er septembre, immédiatement rejetée par les autorités turques.

Le PKK avait décrété à deux reprises par le passé un cessez-le-feu unilatéral qui a duré quelques mois, en mars 1993 et décembre 1995. Ils n'avaient pas non plus été reconnus par les forces de l'ordre turques.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a été arrêté le 12 novembre à Rome et remis ensuite en liberté le 16 décembre. L'Italie qui refuse de l'extrader vers la Turquie où existe la peine de mort, tente actuellement de lui trouver un pays d'accueil.

.....

Mystérieux suicide en prison d'un trafiquant de drogue

Mar 29 Déc 98 - 09h59 GMT

ISTANBUL, 29 déc (AFP) - Le mystérieux suicide en prison d'un trafiquant de drogue qui venait de faire des révélations sur les liens entre police et mafia à Istanbul provoquait mardi trouble et interrogations dans la presse turque.

L'enquête officielle ouverte sur les circonstances du décès de Huseyin Uzun, retrouvé pendu samedi dans les toilettes du Bureau du crime organisé à Istanbul, a conclu lundi au suicide.

Huseyin Uzun s'était rendu quelques jours auparavant à la police. Selon la presse, il a fait une longue confession où il accusait nommément de hauts responsables policiers à Istanbul d'avoir reçu des pots-de-vin des barons de la drogue turcs, notamment l'ex-chef du département anti-stupéfiant d'Istanbul Ferruh Tankus, limogé mi-décembre.

Le même Tankus accuse des dirigeants de la police d'Istanbul d'avoir reçu de l'argent de la mafia de la drogue en échange de son limogeage, en raison de ses succès dans la lutte anti-stupéfiants, selon lui.

L'avocat de Huseyin Uzun, Zekai Sems, a contesté la version du suicide en s'étonnant qu'une personne pesant 100 kilo et mesurant 1,80 mètre puisse se pendre à un endroit où la hauteur de plafond atteignait 1,50 mètre. "Comment quelqu'un qui se pend à un endroit moins élevé que sa taille peut-il être mortellement blessé? Un suicide devrait ressembler à un suicide", a souligné l'avocat dans un communiqué.

Les journaux ont agité toutes les hypothèses: Uzun s'est-il vraiment suicidé, a-t-il été supprimé par les hommes de main des policiers qu'il a accusés, ou par les policiers qui l'ont interrogé de peur qu'il se rétracte en affirmant avoir avoué sous la torture, ou encore, a-t-il été tué par la mafia?

"Les scandales qui pourraient renverser un gouvernement dans un pays civilisé sont accueillis dans notre pays comme une série d'événements ordinaires", soulignait avec amertume le quotidien populaire Sabah.

* * *

Saddam Vows Continued Resistance

Reuters

BAGHDAD — President Saddam Hussein denounced Western-imposed no-flight zones over northern and southern Iraq as illegal and said his people would resist them with "bravery and courage," the official Iraqi press agency, INA, said Sunday.

It said Mr. Saddam, maintaining Iraq's recent strong challenge to the no-flight zones, told a cabinet meeting they were "flagrant and clear-cut violations of international laws, accords and norms, particularly the United Nations charter."

The news agency did not say when the cabinet meeting took place.

Senior Iraqi officials have said Baghdad will continue to defy the exclusion zones and an Iraqi government newspaper predicted Sunday that confrontation with Washington and London would escalate after a pause for the New Year.

It was Mr. Saddam's first public comment on clashes between Iraqi air defense units and warplanes patrolling the exclusion zones, which were set up by Western forces after the 1991 Gulf War to limit his military power in northern Kurdish and southern Shiite regions.

The southern zone now covers the southern third of Iraq, reaching the 33d parallel, and extends to the outskirts of Baghdad. The northern zone covers the area of Iraq above the 36th parallel.

Iraq has repeatedly challenged the no-flight zones since the end of a four-day campaign of air strikes carried out by U.S. and British forces two weeks ago.

The strikes were launched after UN inspectors charged with monitoring Iraq's elimination of weapons of mass destruction reported that Baghdad was not cooperating fully with their work.

Mr. Saddam also criticized Arab nations for delaying until Jan. 24 a proposed summit meeting to discuss the U.S.-British attacks on Iraq, saying the delay was aimed at reducing the sense of urgency in dealing with the air strikes.

The agency quoted Mr. Saddam as saying that the purpose of delaying the meeting was to drown the issue of the U.S.-British attacks in a long list of other issues "so it would no longer be the single issue as it would have been if the summit were held while the enemy rockets were falling on the Iraqi people."



Reinhard Krause/Reuters

An Iraqi teacher, left, coaching a boy during an anti-American rally by about 5,000 schoolchildren in central Baghdad. Iraq vowed Sunday to continue challenging U.S. and British patrols of in the no-flight zones.

■ U.S. Seeks Credible Alternative

Barbara Crossette of *The New York Times* reported earlier from the *United Nations*:

U.S. officials are casting their nets wide to find a credible opposition leader or perhaps a figurehead who might lead Iraq after Mr. Saddam, meeting even with a man who would be king.

During the recent U.S. and British bombing of Iraq, State Department and Pentagon officials met with Sharif Ali ibn Hussein, the 42-year-old heir to the throne of a modern Iraqi monarchy that ended 40 years ago.

Mr. Ali, who leads the Constitutional Monarchy Movement, survived a revolution in 1958 that toppled his cousin, the last king, Faisal II.

The king was killed, along with the crown prince, Abdullah. Mr. Ali, then only 2, was taken out of Iraq by his parents.

Mr. Ali's grandfather, the emir of Mecca, was the uncle of Iraq's first modern king, Faisal I, who had been

handed the throne of Iraq by the British in 1921.

Mr. Ali, whose family went to Lebanon from Iraq and who now lives in London, commands only a small movement, other Iraqi exiles say. But he thinks nonetheless that the idea of a constitutional monarchy still has resonance in Iraq.

"The Iraqi monarchy would be a symbol around which all parts of Iraq would be able to rally because we're not based on any single constituency, nor are we a political party," Mr. Ali said in an interview. "What we look forward to is establishing democratic institutions that would guarantee that all players in politics would be able to participate as they wish."

Mr. Ali has produced a plan for a future Iraq that he calls a National Covenant. It would restore an Islamic monarchy pledged to protect the human rights of followers of all religions and create a free-market economic system, a multiparty democracy and an independent judiciary.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 4, 1999

Ankara proteste contre la diffusion de la chaîne kurde Med-TV en Suisse

ANKARA, 5 jan (AFP) - La Turquie a exprimé sa "gêne" après l'apparition sur le câble en Suisse de la télévision kurde Med-TV, en remplacement de la chaîne turque TRT-INT, a indiqué mardi l'ambassadeur de Turquie à Berne, joint par téléphone depuis Ankara.

La TRT-INT a disparu samedi du câble desservant une partie du canton de Bâle et a été remplacée par les émissions par satellite de la chaîne Med-TV, télévision privée financée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a précisé à l'AFP Erdal Tumer.

L'ambassade de Turquie en Suisse a remis une note diplomatique au ministère helvétique des Affaires étrangères, a ajouté M. Tumer.

L'ambassadeur suisse à Ankara devait être convoqué dans l'après-midi au ministère turc des Affaires étrangères sur cette affaire, a-t-on appris auprès de ce ministère.

Les Kurdes vivant en Suisse avaient par le passé manifesté devant l'ambassade de Turquie à Berne pour protester contre le brouillage des émissions de Med-TV, accusant la Turquie d'en être à l'origine.

Med-TV a connu par deux fois des problèmes similaires, en décembre 1995 et juillet 1997. Elle jouit de l'appui d'une vingtaine de députés européens inscrits dans un "Conseil de protection de Med-TV".

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

En juin dernier, une polémique avait surgi entre Ankara et Berne à la suite du refus de la Suisse de mettre à disposition de la Turquie, aux fins de célébration, le Palais de Rumine à Lausanne, où avait été signé en 1923 le traité de Lausanne marquant la naissance de la Turquie moderne.

.....

American plans to destabilize Saddam run into trouble

By Robin Wright
Los Angeles Times
January 6, 1999

WASHINGTON: An escalating dispute between the Senate and White House over US strategy in Iraq has blocked a major covert operation designed to destabilize the regime of President Saddam Hussein, according to congressional and administration officials.

The clandestine plan, which has been on hold since mid-1998, has undermined America's ability to cultivate members of the regime and other Iraqis inside the country to challenge Saddam, and potentially even oust him, according to sources familiar with the proposal.

Administration, congressional and intelligence community officials all declined to discuss details of the covert plan, but it was described as an ambitious effort involving CIA operations inside the country.

The dispute between the Clinton administration and Congress boils down to an argument over whether the most effective strategy to unseat Saddam is to work within Iraq, or to aid opposition groups headquartered mainly outside the country.

Since the Persian Gulf War's end in 1991, both the Bush and Clinton administrations have based most US intelligence operations on the belief that Saddam ultimately could be replaced by people with a major presence inside Iraq - either dissidents or, more likely, disillusioned officials close to the Iraqi leader. But after a 1996 debacle in northern Iraq, when Hussein's military intervention closed down the CIA-backed opposition headquarters, Senate Republicans have increasingly questioned and refused to fund new internal operations.

Key senators instead want greater US support for opposition groups whose leaders are largely outside the country - including, ironically, the very group that was forced out of northern Iraq and is now headquartered in London.

In a recent letter to President Clinton, Senate Majority Leader Trent Lott, and the chairmen of the Senate intelligence and foreign relations committees warned of a "perceived drift in US policy on Iraq". They called on the administration to end its "foot-dragging" on US aid to opposition groups such as the Iraqi National Congress, a coalition of Shia, Sunni and Kurdish groups that operated in Iraq's northern Kurdistan and now proposes setting up an enclave to launch military operations in the south.

Leading Senate Republicans are also pressuring the White House to develop a more comprehensive policy to overthrow Saddam. In the meantime, the Senate Select Committee on Intelligence, chaired by Senator Richard C. Shelby, is blocking funding for the clandestine programme inside Iraq.

Frustrated US officials say the dispute has paralysed a major intelligence operation, and allowed Congress to commandeer strategy on Iraq.

Increasing congressional involvement was reflected in passage of the Iraq Liberation Act, which allocates \$95 million for efforts to destabilize Saddam, basically in military materiel drawn from Pentagon surpluses.

Both the administration and the intelligence community believe the congressionally mandated programme is an empty gesture and waste of tax dollars. Because the opposition does not have a front line within Iraq or along any of Iraq's six borders, there is no viable site for deployment of the military equipment, US officials contend.

"Where are we supposed to deliver the military equipment - Bayswater?" a senior US official asked ruefully, referring to the London suburb where key Iraqi opposition officials live.

Although initial resistance within the Senate intelligence committee included both Democrats and Republicans, Shelby has been the most outspoken in challenging the CIA plan, congressional and administration officials say.

Clinton has personally intervened in the dispute in an effort to convince committee members of the proposal's merits, noting that it would cost significantly less than the \$95 million mandated by the Iraq Liberation Act. Clinton met with Shelby at one point to discuss the issue. But the president has had limited success so far, and his pending impeachment trial in the Senate may have hurt his ability to influence Republicans on the intelligence panel, congressional and US officials say.

"Without Shelby, the chances of getting the required funding are small," said one well-placed US official.

In the letter signed by Lott, Shelby, Senate foreign relations committee chairman Jesse Helms and two other senators, the Republicans accuse the State Department and Pentagon of refusing to implement the new Iraq Liberation Act. "Neither the office of the secretary of defence nor the joint staff have even begun work on plans for draw-down, equipping or training the opposition," the letter complains. "Your commitment to support the political opposition to Saddam Hussein has not trickled down through the administration."

When he aborted the planned air-strike on Iraq in mid-November, Clinton pledged to work with Congress to implement the new law and "to make the opposition a more effective voice for the aspirations of the Iraqi people". That language was part of a White House effort to appease Senate concerns, despite its serious ongoing reservations about the Iraq Liberation Act, US officials say.

The administration thought its commitment to engage in a dual-track approach would convince Shelby and other Republican holdouts to approve funding for the CIA programme. But it has not been forthcoming, heightening frustration within the administration and the intelligence community.

.....

Turkish General Appeals for Unity In 'Critical Period'

Reuters

ANKARA — One of Turkey's top army officers urged secularist politicians Tuesday to put aside factional quarrels and unite against Islamist and Kurdish activism.

Civilian power has weakened in the last month with the collapse of a secularist government, which squabbling party leaders have failed to replace.

The plea for national unity was made by General Atilla Ates, the

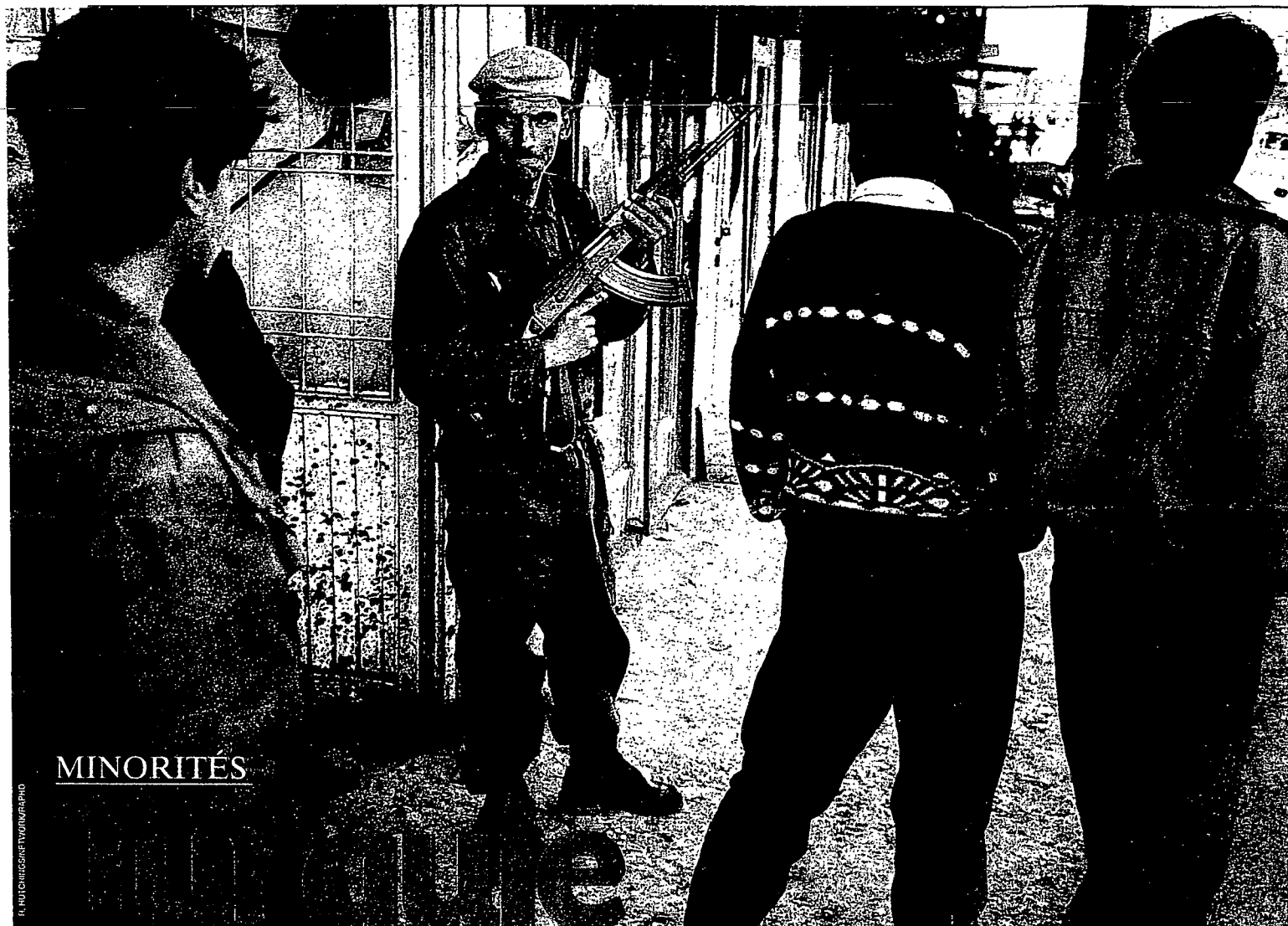
land forces' commander.

"The country needs domestic stability more than ever," the Anatolian News Agency quoted him as having said in the town of Kayseri in a speech to troops newly returned from fighting Kurdish separatist rebels.

"Everyone should put the country's interests first in such a critical period," he said. "No opinion or consideration should be more important than the national interest."

Turkey has been without an established government for 40 days but, familiar with such uncertainty, it shows no signs of major disruption apart from disquiet among some military leaders.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
WEDNESDAY, JANUARY 6, 1999



MINORITÉS

© F. HUTCHINGS/STYVINGRAPHIC

L'insoluble probl

Ankara n'entend pas transiger sur le dogme de l'unité de l'Etat. Et voit dans l'affaire Ocalan, en Italie, une nouvelle tentative des Européens pour diviser le pays

De notre envoyée spéciale

Si, pour la plupart des Français, la ville de Sèvres évoque la porcelaine et les arts de la table, pour les Turcs elle symbolise le démembrement, par les puissances occidentales, de l'Empire ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale. C'est là que fut signé, le

10 août 1920, un traité qui prévoyait, notamment, « l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde ». La victoire de Mustafa Kemal obligera finalement les Alliés à revenir sur leur décision et à entériner, trois ans plus tard, la naissance de la République de Turquie. Cet épisode, éditorialistes et politiciens se sont chargés ces dernières se-

maines de le rappeler à ceux qui l'avaient oublié. Car, pour l'establishment politique turc comme pour une large partie de l'opinion, la sympathie affichée par les Européens à l'égard des Kurdes et l'indulgence de l'Italie vis-à-vis d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK, sont une nouvelle manifestation de l'esprit de Sèvres : un « complot » qui vi-

serait, depuis soixante-quinze ans, à affaiblir la Turquie. « Les puissances occidentales n'ont eu de cesse, depuis le XIX^e siècle, de se partager le gâteau ottoman. Pour que la République puisse naître, il a fallu une guerre contre ces puissances. Cela fait partie de notre mémoire collective. L'opinion turque continue de croire que ces pays, même s'ils

Une patrouille dans les rues de Cizre, au sud-est du pays, en 1995. La région, défavorisée, est à majorité kurde.

sont aujourd'hui nos alliés, ont des visées sur la région », affirme Bülent Akarcali, député et vice-président du Parti de la mère patrie (Anap, centre droit).

L'Etat kémaliste est unitaire, ne connaît que les citoyens et ignore les communautés. Les Turcs sont aujourd'hui encore très attachés à cette conception jacobine de la république. « Nous n'acceptons pas que l'ethnie ou la race soit un critère de discrimination ou de différenciation, souligne le ministre des Affaires étrangères, İsmail Cem. Le droit en vigueur en Turquie, ajoute-t-il, ne permet pas de diviser le pays ni même d'en faire la proposition. Nous ne pouvons pas plus accepter la notion de "peuple kurde" que vous n'acceptez celle de "peuple corse". » « Il n'y a pas de problème kurde, renchérit Bülent Akarcali. Il y a, dans la société kurde, des problèmes qui sont exploités par le PKK. »

Comme beaucoup d'autres politiciens de l'establishment, le député met en avant le caractère « clanique » de la so-

L'Etat kémaliste est unitaire, ne connaît que les citoyens et ignore les communautés

dications politiques des Kurdes », rétorque Veli Hadıyar Gülec, l'un des dirigeants du Hadep (Parti populaire démocratique), le seul parti légal qui affirme combattre « pour le droit à l'identité kurde ». L'Etat, en effet, ne se contente pas de faire la guerre au PKK. Il interdit aussi toute prise de position « séparatiste ». L'article 8 de la loi antiterroriste réprime « la propagande écrite et orale, les réunions et les manifestations ayant pour but de porter atteinte à l'unité indivisible de l'Etat ». « En fait, souligne Selim Okçuoglu, avocat et militant des droits de l'homme, il est interdit de critiquer la politique officielle sur la question kurde. » Le 16 décembre dernier, le président de l'Association turque des droits de l'homme, Akin

y a quelques mois, des poursuites ont même été engagées contre Ibrahim Tatlıses, un chanteur kurde qui produit l'une des émissions de télévision les plus populaires. A cause d'une affiche placardée sur les murs du studio sur laquelle on pouvait lire « Non à la guerre, oui à la paix ».

Ils sont pourtant quelques-uns à tenter de défendre une approche différente. Le sociologue Dogu Ergil avait choqué l'establishment turc, il y a trois ans, en publiant un rapport sur la question kurde qui concluait à l'échec de la politique d'assimilation et prônait un changement radical. Il préside aujourd'hui la fondation Tosav, qui essaie de faire réfléchir ensemble des Turcs et des Kurdes, décideurs, élus locaux ou représentants du

formation la plus proche de ce courant est sans doute le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate). L'un de ses députés, Algan Hacaloglu, avait été, en 1997, à l'origine de l'envoi au Kurdistan d'une commission parlementaire dont le rapport avait fait quelques vagues...

« C'est, dit-il, en instaurant une démocratie réellement pluraliste, capable de prendre en compte le multiculturalisme de notre société, qu'on résoudra le problème kurde. L'identité kurde pourrait se voir reconnue comme une "identité secondaire". Mais une fois admis le "primat de l'identité turque". » « Le raisonnement de la mouvance libérale est fondé sur les droits de l'individu, non sur ceux qui pourraient être attribués à une communauté ou à une minorité », souligne Kemal Kirisci, politologue, professeur associé à l'université du Bosphore et coauteur (avec le Britannique Gareth M. Winrow) d'un ouvrage sur *La Question kurde et la Turquie*.

Les événements de ces dernières semaines sont susceptibles de modifier la donne. L'arrivée d'Ocalan en Italie a mis en évidence l'importance de la diaspora kurde en Europe et pourrait aussi amorcer une évolution du PKK. « On entre dans une phase politique, souligne Mehmet Ali Birand. Pour l'Etat, c'est une étape beaucoup plus risquée parce qu'il va devoir faire des choix. »

La question kurde est aussi le principal obstacle à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. « Les Européens ne font aucun effort pour comprendre la Turquie, déplore Bülent Akarcali. Si celle-ci ne se sentait pas écartée, isolée, il y aurait certainement plus d'avancées sur le chapitre des droits de l'homme. » S'il est permis d'en douter, il n'en reste pas moins vrai que les relations entre l'Europe et la Turquie sont loin d'être à la hauteur de l'importance géopolitique de ce pays. ●

Dominique Lagarde, avec Nükte V. Ortaç

ème kurde

ciété traditionnelle kurde et le retard économique des « régions du Sud-Est ». Une analyse partagée par Mehmet Ali Kislali, un éditeur très introduit dans les milieux militaires. « Le PKK, dit-il, bénéficie d'un terrain particulièrement fertile à cause du chômage, de la pauvreté, de l'absence de services publics dans ces régions. Il faut donc aussi traiter ce terrain en construisant des routes et des dispensaires, en amenant l'eau... C'est pourquoi l'armée plaide pour un véritable plan de développement. »

« L'Etat prétend apporter des réponses économiques pour mieux nier les reven-

Birdal, était condamné à un an de prison pour « propagande séparatiste », à la suite de propos tenus en 1995 appelant à une solution pacifique du problème kurde. Murat Bozlak, président du Hadep, a été arrêté en novembre et accusé d'appartenance à une organisation armée pour avoir qualifié l'arrivée d'Ocalan en Italie d'« événement important allant dans le sens d'une solution démocratique et pacifique de la question kurde ». Dans les jours suivants, plusieurs centaines de militants de ce parti, qui protestaient contre l'arrestation de leur leader, ont été interpellés. Il

secteur associatif. « La solution du problème kurde passe, affirme-t-il, par la démocratisation du système politique turc. » Les partisans de cette approche libérale se recrutent essentiellement parmi les intellectuels et dans le monde associatif. Ils sont minoritaires et leur influence reste limitée. « Le moindre article suggérant qu'il faut peut-être essayer de comprendre les préoccupations des Kurdes déclenche une vague de protestations », dit Mehmet Ali Birand, qui fut le premier journaliste turc à avoir interviewé en Syrie le chef du PKK.

Sur l'échiquier politique, la

L'Irak menace d'expulser les démineurs de l'ONU au Kurdistan

jeudi 7 janvier 1999, 13h27

BAGDAD (AP) -- Après avoir renvoyé les inspecteurs en désarmement de l'ONU et contesté les zones d'exclusion aérienne, l'Irak lance un nouveau défi à la communauté internationale. Bagdad demande maintenant le départ des démineurs travaillant dans la région du Kurdistan, rapporté jeudi la presse irakienne.

Le ministre des Affaires étrangères Mohammed Saïd al-Sahhaf a écrit au Conseil de sécurité pour expliquer que ces experts internationaux n'avaient pas l'autorisation du gouvernement irakien pour mener leur travail.

Selon lui, ces démineurs sont des "espions et des saboteurs" qui violent la souveraineté de l'Irak.

Plus de 10 millions de mines antipersonnel sont enfouies dans le Kurdistan irakien depuis la guerre Iran-Irak et la répression contre les Kurdes, selon une estimation des Nations unies.

L'ONU forme des techniciens kurdes pour les enlever. Plusieurs organisations non gouvernementales effectuent le même travail.

Pour le ministre irakien des Affaires étrangères, dont la lettre est publiée par "Al Thawra", le quotidien du parti Baas, "de telles méthodes font partie d'un plan de conspiration hostile des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour menacer la sécurité et l'intégrité territoriale de l'Irak".

.....

Ankara donne son feu vert à un projet de télévision kurde en Irak du nord

ANKARA, 6 jan (AFP) - La Turquie a donné mercredi un feu vert implicite à un projet de télévision kurde dans le nord de l'Irak du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), allié d'Ankara, qui sera également captée dans le Sud-est anatolien à majorité kurde.

"C'est une initiative du secteur privé, nous la considérons dans ce contexte", a dit le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Necati Utkan, sans manifester d'opposition.

Plusieurs journalistes turcs, dont le propriétaire du Turkish Daily News, un quotidien d'expression anglaise, sont impliqués dans ce projet de plusieurs millions de dollars, indique-t-on de source proche de cette initiative.

"Il n'existe aucune contribution officielle turque à ce projet. Il n'en est pas question", a ajouté M. Utkan, interrogé lors d'un point de presse.

Le siège de cette future télévision serait à Salaheddine, dans les régions irakiennes à majorité kurde qui échappent au contrôle du pouvoir central à Bagdad depuis 1991.

Elle pourrait constituer une alternative à la chaîne de télévision Med-Tv, financée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est anatolien.

Med-Tv émet depuis Londres et elle est captée dans le Sud-est anatolien.

"Med-Tv est une télévision qui agit comme l'organe du PKK. Elle fait la propagande du terrorisme et nuit aux intérêts de la Turquie", a dit M. Utkan, faisant une comparaison entre med-TV et la future chaîne de télévision kurde.

Les autorités excluent actuellement la création d'une télévision en langue kurde en Turquie en raison des activités du PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara et Washington.

.....

Les services de renseignements impliqués dans les meurtres d'opposants en Iran

C'EST UNE PREMIÈRE en Iran : le gouvernement a admis, mardi 5 janvier, la responsabilité de certains « collaborateurs irresponsables » du ministère des renseignements dans les récents meurtres de plusieurs opposants et intellectuels iraniens. Jamais, ces dernières années, la lumière n'avait été officiellement faite sur

des crimes du même genre. C'est un progrès à inscrire à l'actif du président réformateur Mohamad Khatami. Le gouvernement n'a toutefois pris qu'une distance relative, par rapport aux premières réactions officielles consécutives à ces meurtres qui en rejetaient la responsabilité sur des parties « étrangères ». Dans son commu-

niqué, le ministère des renseignements indique en effet que les « éléments irresponsables » agissaient « pour des intérêts étrangers ».

Dariush Forouhar, chef du Parti de la nation iranienne, et son

épouse Parvaneh, ont été retrouvés assassinés le 22 novembre 1998 à leur domicile, où aucune effraction n'a été commise. Les enquêteurs ont retrouvé chez les victimes un bouquet de fleurs et une boîte de gâteaux, signes, se-

lon les premières conclusions, que les Forouhar connaissaient leur(s) meurtrier(s) et ne s'en étaient pas méfié(s). En décembre, à quelques jours d'intervalle, les écrivains Mohamad Mokhtari et Mohamad Djafar Pouyandeh étaient portés disparus à Téhéran, avant d'être retrouvés morts. Un troisième écrivain, Majid Charif, a été trouvé sans vie après une absence de plusieurs jours, mais la cause du décès retenue jusqu'à maintenant est celle d'une crise cardiaque. Pour l'ensemble des intellectuels iraniens, ces meurtres visaient à terroriser les partisans d'une libéralisation du système politique et culturel et d'adresser une mise en garde au président Khatami.

ALI KHAMENEI ACCUSÉ

Une partie de l'opposition en exil n'admet pas la thèse officielle selon laquelle des « brebis galeuses » seraient les auteurs des meurtres. D'après l'ancien président de la république Abolhasan Banisadr et le Comité iranien contre la répression et le terro-

risme d'Etat, l'aile droite du régime serait directement impliquée, par l'intermédiaire d'un comité composé de hauts responsables des Gardiens de la révolution et des services de renseignements, sous la coordination de l'ancien ministre des renseignements, Ali Fallahian. Les conditions dans lesquelles les écrivains ont été enlevés, en plein jour, dans des rues très passantes de Téhéran, attestent de l'existence d'une logistique extrêmement efficace, a indiqué au *Monde* un membre du Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat. Selon lui, « un intense va-et-vient a eu lieu ces derniers jours entre les partisans du président Khatami et d'autres du Guide (conservateur) de la République, Ali Khamenei ; les premiers insistant pour que toute la vérité soit dite et les seconds menaçant de proclamer l'état d'urgence si cela était fait ».

L'ancien président Banisadr, dans un communiqué publié mardi, affirme, sur la base de déclarations d'un religieux dénommé Parvazi, récemment « entré en

clandestinité », que le Guide lui-même serait « à la tête de l'organisation qui a commis les récents assassinats ». Cette organisation comprendrait quatre réseaux : le premier serait responsable des assassinats, sous la direction du vice-commandant des Gardiens de la révolution, le général Zolghadr, un autre est chargé de réprimer les rassemblements, un troisième responsable de la propagande. Le quatrième regroupe les « politiques ».

LISTE NOIRE

D'après le communiqué de M. Banisadr, Parvazi serait l'un des « créateurs et membres de l'organisation des Ansar Hezbollah », nébuleuse intégrée responsable de la totalité des actes de vandalisme et de terrorisme dirigés contre l'intelligentsia. Parvazi aurait fait ses révélations aux partisans du président Khatami. Une autre personnalité, Mohamad Djafar Amerian, conseiller politique du « Comité de crise du Parlement », aurait révélé, toujours selon le communiqué du président Banisadr, l'existence d'une

liste de 179 opposants qui « font l'objet d'une enquête de la part de ce Comité de crise ».

Le nom de M. Fallahian avait été cité lors du procès dit du Mykonos, du nom du restaurant de Berlin où quatre oppositionnels kurdes avaient été assassinés en 1992. Dans son verdict, en avril 1997, la justice berlinoise avait accusé « le plus haut sommet de l'Etat iranien » d'être le commanditaire du meurtre des dirigeants kurdes. Cette accusation avait été à l'origine d'une grave crise entre l'Iran d'une part, l'Allemagne et l'Union européenne de l'autre. Téhéran s'était indigné du fait que le Guide de la république, le plus haut personnage de l'Etat, eût été indirectement désigné comme responsable.

Mouna Naim

■ **Le chef du pouvoir judiciaire de Téhéran, Ali Razini, proche de la fraction « dure » du régime, a été victime d'un attentat, mardi 5 janvier, dans la capitale. Il n'a été que légèrement blessé à la jambe, mais un passant a été tué.**

Iranians amazed by Intelligence Ministry's admission of killings

● Senior Iranian judge in intensive care after assassination attempt
Tehran- The Associated Press

The government's admission that several of its intelligence agents were involved in the slayings of dissidents drew praise - and wonder - in Tehran on Wednesday.

People meeting at newspaper kiosks and in bus lines on Wednesday chatted about little else. They expressed amazement that the dreaded Intelligence Ministry had admitted that its own officials had committed such acts. "With regret," the ministry said Tuesday night, "a few of our colleagues - irresponsible, devious and obstinate persons - were among those arrested" in connection with a spate of killings. The killings began Nov. 22 when Dariush Foruhar, the leader of a minor opposition party, and his wife were found stabbed to death in their Tehran. After the bodies of two opposition writers, Mohammad Jafar Pouyandeh and Mohammad Mokhtari, were found separately dumped by the side of the road, President Mohammad Khatami ordered an investigation into the killings. The moderate newspaper Khordad commended the president Wednesday. "This event, including confronting and reviewing ... their staff, is a result of the favorable developments since Khatami's election" in May 1997, the newspaper said in an editorial.

Political analyst Saeed Leilaz said the authorities's ability to own up to the killings was "a great step forward." He also paid tribute to Khatami, who has promised that the "rule of law" would prevail in Iran. The Intelligence Ministry did not give the number of detained officials, nor their names or titles. Instead it called them "traitors" whose deeds were "quite contrary to the holy mission of the Intelligence Ministry, and we condemn it." The embarrassing confession has raised the question whether other government opponents have been killed by state operatives through the years. Foreign governments have often accused Tehran of killing Iranian dissidents on their soil. More than 60 Iranians have been slain in exile since the Islamic Republic was founded in 1979. But Iran has always denied involvement. At home, at least nine political activists have been killed during the past decade. These include a Tehran University professor, a magazine editor, a publisher, three Christian priests and two Sunni Muslim preachers who spoke out against Iran's Shiite Muslim leaders. None of the killers has been arrested, leading to suspicion of possible government involvement or, at least, a government cover-up.

Among the more-prominent killings:

Mohammad Hussein Naghdi, a representative of the Iranian opposition group Mujahedeen Khalq, was shot to death in March 1993 in Italy by gunmen on a motorcycle. An Iranian and two Algerians were charged with murder, but the charges are dropped for lack of evidence.

Iranian Kurdish leader Sadiq Sharafkindi and three colleagues were shot dead in September 1992 in a Berlin restaurant. In April 1997, a German court ruled that the killing was ordered at the highest level in Iran and implicated the outgoing Intelligence Minister Ali Fallahiyan. The court convicted an Iranian, allegedly an intelligence agent, and a Lebanese accomplice of murder and two other Lebanese as accessories.

Shapour Bakhtiar, the last prime minister under the Shah and a leader of Iranian exiles, was stabbed to death in August 1991 in his Paris home. In December 1994, a French court convicted an Iranian of the murder and a former official of the Iranian broadcasting network of being an accomplice.

Kasem Rajavi, the brother of the leader of the Mujahedeen Khalq, was killed in Switzerland in April 1990. Two years later France arrested two Iranian suspects but declined to extradite them to Switzerland.

The Iranian Kurdish leader Abdul-Rahman Ghassemloou and two colleagues were shot to death in July 1989 in Vienna while attending secret peace talks with the Iranian government.

Kazem Sami, a leader of a liberal Islamic movement, was stabbed to death in November 1988 in his Tehran office.

Assassination attempt

Meanwhile, a senior Iranian judge who survived an assassination attempt has undergone surgery and was in intensive care Wednesday, the official news agency reported. Hojatolislam Ali Razini, the head of the Tehran judiciary, was wounded in the leg, chest and abdomen Tuesday after a man on a motorcycle fastened explosives to his car, the Islamic Republic News Agency said. Earlier reports said Razini, a political hard-liner, was wounded only in the leg. They also said the assailant had thrown a hand grenade at his car. A 30-year old man was killed in the attack and four others, including a 14-year old boy were injured, the agency quoted an Interior Ministry official as saying. The dead man was a judiciary official, Iranian television said Tuesday.

The attack occurred when two men on a motorbike passed by Razini's car as it was leaving the Imam Khomeini Judicial complex in central Tehran. The Interior Ministry official blamed the banned opposition group Mujahedeen Khalq Organization for the attack. In a statement faxed to The Associated Press in Cairo on Wednesday, the MKO congratulated "the Iranian people on the heroic operation to bring to justice Ali Razini." But the MKO did not claim responsibility for the attack, nor has any other group. The Tehran Times newspaper urged the authorities Wednesday not to blame foreigners for the attack. "It is not very proper to blame foreign hands as this only makes the situation worse," the paper said in an editorial. Razini, who heads the Special Court for the Clergy, is a key supporter of Iran's supreme leader Ayatollah Ali Khamenei. He was the main figure behind last year's trial of Tehran's popular mayor, Gholamhossein Karbaschi, who was sentenced to jail for corruption. The Special Court for the Clergy, which only tries clerics, sentenced a moderate cleric to one year in jail last month for forgery and fraud. The court was recently accused by former members of Parliament of using its powers to stem dissent.

Foreign Ministry: No objection to KDP's television station

Ankara - Turkish Daily News

7 January, 1999,

Foreign Ministry spokesman Necati Utkan said Turkey did not object to attempts by the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani to establish a television station in northern Iraq as long as the station did not support separatist terrorism.

Speaking at his weekly press conference, Utkan said Turkey was not supporting the KDP's efforts to establish a TV station and considered the venture to be a "private investment."

Utkan stated that although Turkey's official support for the KDP's television station was out of the question, Ankara would not object to attempts by the Barzani group to establish a TV station as long as that station did not support separatist terrorism.

Once-Bashful Turkey Makes Waves Abroad

Shaky at Home, Ankara Ever Bolder in Region

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey may soon have a functioning government — led by former Prime Minister Bulent Ecevit — after six weeks without one, but its newfound assertiveness in foreign policy is likely to continue no matter who emerges as the next prime minister.

Once a bashful actor on the world stage, Turkey has begun flexing its muscle whenever it feels the need. In a series of blunt warnings of economic pressure and even military strikes, Turkish leaders are using their growing power to achieve what they consider vital policy goals. Thus far they have achieved surprisingly good results.

This success is all the more remarkable in light of deep political problems that afflict the country. Prime Minister Mesut Yilmaz, faced with allegations of corruption, lost a confidence vote Nov. 25 in Parliament. He has been serving as a caretaker since then.

Weeks of political maneuvering may finally be producing a new government. Mr. Ecevit said Thursday that he believed he had finally put together a cabinet that could win parliamentary approval. He hopes to complete the task by Friday and win a confidence vote next week.

Turkey has not had a stable government since the 1995 election. But despite this domestic uncertainty, Turkish foreign policy has become tougher and more forceful than ever.

Its most recent success came on the tense island of Cyprus, which is divided between Turkish and Greek sectors. The Greek-backed government there had planned to deploy Russian anti-aircraft

missiles. Turkey responded by promising to bomb them. Last week, the Cypriots backed down.

Turkey cannot claim full credit for staring down the Cypriots, because the United States and some European countries had also urged cancellation of the deployment. But Turkish leaders have won other important battles on their own.

In October, Turkish generals and political leaders demanded that neighboring Syria expel the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, who has directed a 14-year guerrilla war in southeastern Turkey. They strongly hinted that Turkey would attack Syria if it did not comply. To reinforce their message, they sent soldiers to the Syrian border.

With an alacrity that some in the region found astonishing, Syria quickly knuckled under and expelled Mr. Ocalan.

From Syria, Mr. Ocalan flew to Russia. Turkish officials warned the Russians that if they allowed Mr. Ocalan to stay, Turkey would demand instant repayment of Russian debts and force the scores of Turkish companies operating in Russia to cease operations immediately. Within days, Mr. Ocalan was on the road again.

His next stop was Italy, and immediately after he landed there, Turkish leaders demanded that Italy send him home to face trial. But Italy, which is governed by a left-leaning coalition that includes some who sympathize with Kurdish rebels, proved less pliant and refused to extradite Mr. Ocalan.

Outraged Turks have threatened to ban Italian imports, which are worth many millions of dollars to Italian companies, and to reject Italian bids for

huge Turkish military contracts. Newspapers here are full of predictions that Italy will soon see the error of its ways and send Mr. Ocalan away.

Turkey also is using high-pressure tactics to persuade foreign oil companies that they should build their main export pipeline for Caspian crude through Turkey rather than choosing another route.

The oil companies want to build a shorter and cheaper pipeline to Georgia, and then send their crude in tankers across the Black Sea and through the Bosphorus, the narrow strait that bisects Istanbul. But Foreign Minister Ismail Cem asserted that the Bosphorus is already full and that Turkey will no longer "grant any priority to oil tankers."

Later the Turks went further. They told Amoco Corp. and British Petroleum Co., the two main partners in the Caspian oil consortium that are now combined as BP Amoco PLC, that if they continued to support a non-Turkish pipeline route, Ankara would revoke their permits to explore for oil in Turkish waters. In addition, officials said they would disqualify Amoco's bid to build a new \$500 million liquid natural gas terminal here.

By some standards, Turkey is well positioned to use such tough tactics. Despite its debilitated political system, it has a strong economy, a population of 65 million and 370,000 soldiers under arms, more than any other NATO country except the United States.

At the same time, Turkey's regional rivals are extraordinarily weak. Iraq is suffering under crushing United Nations sanctions, Iran is torn by internal conflict and Russia is in political, military and economic disarray.

"Even as recently as 1990, the Turkish state was largely Third World militarily and economically," said Alan Makovsky of the Washington Institute for Near East Policy. "It had no modern weaponry, it faced countries that were well-armed and backed by the Soviets, and it was basically inward-looking. Now all of that has changed."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 8, 1999

Pas de blindés américains pour la police turque

Le Département d'État américain vient de refuser la garantie d'un crédit à une compagnie américaine désireuse de vendre pour un montant de 45 millions de dollars des véhicules blindés à la police turque, en raison des violations des droits de l'homme en Turquie. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une loi adoptée en 1996 qui interdit l'octroi de fonds américains susceptibles d'aider des forces de sécurité de pays étrangers qui ont été impliqués dans des violations des droits de l'homme. Cette loi avait été une première fois appliquée dans le cas de la Colombie. Une compagnie du Michigan, filiale de General Dynamics, avait cherché à obtenir pour 38 millions de dollars de prêts garantis de la Banque d'import-export des États-Unis en vue d'assurer cette transaction portant sur la vente de quelque 140 véhicules à la Turquie. La banque avait alors demandé au Département d'État si une telle transaction ne constituait pas une violation de la loi, certaines unités de police turque ayant été accusées de perpétrer des tortures et d'autres violations des droits de l'homme.



7 JANVIER
1999

En Irak, les Américains ne savent pas où ils vont

Washington a-t-il la solution pour l'après-Saddam ? Au Moyen-Orient, beaucoup d'observateurs en doutent.

THE NEW YORK TIMES (extraits)

Je viens de passer deux mois à voyager dans cinq pays du Moyen-Orient. Aussi bien les Arabes que les Israéliens avec lesquels j'ai pu m'entretenir s'inquiètent de ce que les vagues déclarations de l'administration Clinton sur la démocratisation éventuelle de l'Irak ne soient en réalité la preuve que Washington n'a aucune idée claire sur les suites à donner à une action militaire. L'écrivain libanais Elias Khoury m'a déclaré que les régimes comme celui de Bagdad "ont non seulement détruit leurs sociétés, mais aussi toute alternative à leur pouvoir, si bien que l'on ne peut choisir qu'entre le contrôle total et le chaos total". L'Irak est un carapace de tyrannie qui dissimule un vide

absolu. L'opposition, où factions sunnites, chiites et kurdes s'affrontent, est le reflet du morcellement ethnique et régional qui fut la plaie de ce pays hétéroclite depuis sa création (à l'issue de la Première Guerre mondiale) à partir de trois provinces de l'Empire ottoman : celle de Mossoul, kurde, au nord ; celle de Bagdad, sunnite, au centre ; et celle de Bassora, chiite, au sud. "Saddam a tout détruit", m'a dit un journaliste arabe qui se rend fréquemment à Bagdad. "Il ne reste plus que la fidélité au clan, et une population exaspérée et désorientée." Kamal Salibi, directeur de l'Institut royal des études interconfessionnelles à Amman, en Jordanie, m'a expliqué que "le monde des affaires est peut-être le seul à pouvoir favoriser l'avènement de la société civile" dans des pays comme l'Irak et la Syrie. Toujours selon lui, compte tenu des circonstances, cela ne pourrait se produire que sous la férule d'un régime militaire bienveillant représentant les intérêts de la bourgeoisie, qui maintiendrait la cohésion de l'Etat tout en lançant sur la voie des réformes. Même si l'administration Clinton disposait d'un plan pour per-

mettre à un tel régime de prendre le pouvoir après la chute de Saddam Hussein, ses chances de succès seraient modestes. Mais, sans plan, les Etats-Unis risquent de brusquer les choses et d'amener le pays à un tournant périlleux.

La destruction de l'Irak aurait des conséquences aussi considérables qu'imprévisibles dans toute la région. L'implosion du pays ressusciterait le spectre d'un Kurdistan indépendant, riche en pétrole au nord, un territoire cédé par le fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk. Nombreux sont les Turcs qui veulent le récupérer, ce qui pourrait être le signal d'une nouvelle guerre entre l'Etat turc et les Kurdes. Le consensus politique à ce sujet étant pratiquement inexistant à Ankara, l'affaiblissement de l'Irak entraînerait un renforcement de la militarisation de la Turquie, où le Parlement est d'ores et déjà en train de devenir l'antichambre de l'état-major.

Le bombardement de l'Irak est un jeu nettement plus risqué que l'approbation du récent accord de Wye Plantation. Le processus de paix israélo-palestinien est simplement à la recherche d'un cadre juridique pour les deux sociétés distinctes qui existent déjà. Mais, en essayant de renverser Saddam Hussein, la Maison-Blanche, qu'elle l'admette ou non, mise sur le fait qu'elle a la compréhension historique et l'appétit de puissance requis pour guider l'ensemble du Moyen-Orient vers un nouvel ordre politique.

Robert Kaplan

Talabani, Barzani meet for first time in four years in N.Iraq

Ankara - Turkish Daily News

For the first time in four years, leaders of rival Iraqi Kurdish factions, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), came together to hold a meeting in northern Iraq. PUK leader Jalal Talabani and KDP leader Massoud Barzani convened at the KDP headquarters in Selahattin.

Talabani travelled to Selahattin with leading PUK officials Kemal Fuad, Arselam Daiz and Muhammad Tofiq, carrying a number of documents, including the Washington agreement signed by the two Kurdish factions.

"Talabani's main aim is to adhere to and expedite the implementation of the Washington agreement," a PUK official in Europe told the Turkish Daily News.

Foremost among the two Kurdish leaders' topics of discussion for the meeting are the issues of forming a joint government, sharing revenues, organizing elections and normalizing the situation in northern Iraq.

Diplomatic sources in Ankara said that the meeting would facilitate the implementation of the Washington deal and would encourage reconciliation among the Iraqi Kurds.



9 January, 1999, Copyright © Turkish Daily News

Les partis kurdes rivaux vont ouvrir des représentations mutuelles

samedi 9 janvier 1999, 21h49

DUBAI, 9 jan (AFP) - Les deux formations kurdes rivales qui se partagent le contrôle du nord de l'Irak ont décidé d'ouvrir chacune une représentation dans le territoire de l'autre, a annoncé l'une d'elles samedi.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué qu'il allait ouvrir une représentation à Souleimanieh, ville sous contrôle de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) qui ouvrira à son tour une représentation à Erbil.

L'annonce a été faite par le PDK dans un communiqué reçu à Dubaï au terme de pourparlers qui ont eu lieu vendredi et samedi à Salaheddine, dans les régions kurdes qui échappent au contrôle du gouvernement irakien, entre son chef, M. Massoud Barzani, et M. Jalal Talabani, dirigeant de l'UPK.

Le PDK s'est dit disposé à partager avec l'UPK les recettes du commerce frontalier entre les régions kurdes de l'Irak et la Turquie, conformément à un accord conclu en septembre à Washington entre les deux parties.

Le PDK, qui contrôle le passage entre la Turquie et l'Irak, "a affirmé son engagement à respecter la clause concernant les finances" qui figure dans l'accord de Washington, a indiqué le communiqué.

L'UPK a de son côté réaffirmé qu'elle ne permettrait pas aux militants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), de prendre refuge sur son territoire, conformément à une clause contenue dans l'accord de Washington, selon le PDK.

"L'UPK a annoncé son engagement à respecter cette clause, qu'elle a pris des mesures à cet effet et qu'elle en prendrait d'autres pour totalement appliquer la clause", a affirmé le communiqué.

Le PDK s'est allié à la Turquie dans le combat contre le PKK qui dispose de bases dans le nord de l'Irak.

L'UPK et le PDK ont en outre convenu de relâcher leurs prisonniers respectifs, dont le nombre n'est pas connu et de faciliter le retour des réfugiés, selon le communiqué.

Les deux formations ont également décidé "d'unifier leur attitude au sujet de la situation dans le Kurdistan et en Irak", et de "renforcer les relations d'amitié avec les pays voisins", a poursuivi le texte.

L'UPK et le PDK s'étaient alliés pour chasser les forces de Bagdad du nord kurde de l'Irak en 1991, après la défaite irakienne dans la guerre du Golfe, mais un conflit endémique les oppose depuis 1994, faisant quelque 3.000 morts.

Le dernier cessez-le-feu entre les deux parties remonte à novembre 1997.

Le processus de paix entre les deux factions est parrainé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dont les avions protègent les zones kurdes, ainsi que la Turquie, qui abrite l'aviation alliée et qui effectue des incursions fréquentes dans le nord de l'Irak afin de pourchasser les membres du PKK.

L'Unscm a été le jouet des services d'espionnage américains

— LE MONDE /
11 JANVIER 1999 —

Tous les pays ayant fourni des inspecteurs à la Commission des Nations unies chargée de désarmer l'Irak auraient aussi bénéficié d'informations. Israël aurait contribué aux écoutes depuis trois ans

NEW YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

« Gateway » est un mot connu de tous les inspecteurs de la Commission spéciale des Nations unies (Unscm) chargée du désarmement de l'Irak. C'est le nom d'un bâtiment anodin, à Bahrein, qui abrite en fait le centre régional des écoutes américaines. Peuplé d'agents de renseignements, « Gateway » a permis aux Américains de transmettre aux inspecteurs de

l'ONU des communications interceptées par les moyens techniques de l'Agence de sécurité nationale des Etats-Unis (la NSA, plus particulièrement chargée des écoutes à travers le monde) et de la CIA.

Depuis sa création, la Commission de l'ONU s'est servie de « Gateway » comme d'un endroit « sûr, pour parler ou pour préparer les inspections en Irak ». Ainsi, pour les inspecteurs, la participation « active » des services de renseignements américains aux travaux

de leur commission (qui suscite aujourd'hui tant de remous) est un fait « connu de tous les membres du Conseil de sécurité ». Ils assurent aussi que l'entrée au bâtiment américain à Bahrein n'était pas réservée aux inspecteurs américains, « on ne nous demandait pas notre passeport à l'entrée, la carte d'identité de l'Unscm suffisait ». Ainsi, les inspecteurs de l'Unscm affirment que des représentants de tous les pays, « surtout les Russes, les Français et les Britanniques »,

ont profité non seulement de la présence de l'Unscm en Irak mais aussi des moyens techniques américains pour parfaire leurs connaissances du dossier irakien.

Ce qui gêne en revanche certains inspecteurs est le fait, désormais admis par les Américains, que les renseignements recueillis à « Gateway » grâce à l'Unscm aient été utilisés par les Etats-Unis pour orchestrer le renversement du régime irakien. L'aide américaine à l'Unscm est pourtant

confirmée non seulement par les responsables à Washington, mais aussi par l'ancien président de la commission, Rolf Ekeus. « Je dois insister sur le fait que nous avons demandé de l'aide à Washington et non pas l'inverse », précise-t-il. Selon le diplomate suédois, avant le programme « Pétrole contre nourriture », en 1997, qui a permis à l'Irak de vendre du pétrole pour acheter des vivres, mais aussi pour financer le désarmement, la commission « n'avait aucun moyen » et comptait donc « pour l'essentiel sur Washington ».

Interrogés sur cette affaire, les diplomates de différents pays analysent la situation de la même manière que le personnel de l'Unscoc. « Les journalistes semblent être les seuls à ne pas avoir été au courant du fait que l'Unscoc était engagé dans les activités d'espion-

nage », a ainsi expliqué, vendredi 8 janvier, l'ambassadeur du Yémen, Abdallah Al-Ashtal. Doyen du corps diplomatique à l'ONU et observateur avisé des affaires onusiennes, M. Al-Ashtal relève « une évidence » : « Le Conseil de sécurité est dominé par les Etats-Unis, l'Unscoc est un organe subsidiaire du Conseil de sécurité, donc l'Unscoc est dominée par les Etats-Unis et ils en font ce qu'ils veulent, c'est aussi simple que cela. » Il aurait pourtant préféré, dit-il, « que cette affaire ne soit pas devenue publique, car le coup porté à la crédibilité de l'ONU est énorme ».

LE CAS BUTLER

L'autre victime de cette affaire est Richard Butler, le président de la commission. A New York, tout le monde en est convaincu : Washington a décidé de le sacrifier.

Défendu avec acharnement par la presse américaine, le diplomate australien se sent, dit son entourage, « trahi par tout le monde ». Et pour cause ! Citant des « responsables de rang élevé » à Washington, le *New York Times* de vendredi affirme que Washington a « pris le contrôle » en mars 1998 d'une opération d'écoute en Irak, non pas de façon unilatérale mais avec la « bénédiction » de Richard Butler. « Outragé » par de telles accusations, le diplomate australien s'est rendu, vendredi matin, à la mission américaine auprès de l'ONU pour « demander des éclaircissements ». Il continue de proclamer son innocence. Les Américains quant à eux préfèrent ne plus parler de M. Butler, qui, dit on, « est devenu un handicap ». Au Conseil de sécurité, selon des sources, le sujet n'est pas évoqué, car les

Américains prient leurs collègues de ne pas l'attaquer... pour ne pas avoir à le défendre.

Qu'il soit limogé ou pas, M. Butler « ne compte plus », nous a affirmé l'ambassadeur irakien à l'ONU. Ce qui compte, estime Nizar Hamdoon, c'est la réaction du Conseil. Lors d'une réception d'adieu donnée en son honneur, vendredi 8 janvier, M. Hamdoon, qui quittera les Nations unies le 17 janvier pour rentrer dans son pays, a ironisé : « Bagdad attend de voir quelle solution miraculeuse nous réserve cet auguste organe des Nations unies », ajoutant cependant avec gravité : « Mais je crains que les bombes américaines ne reviennent avant la solution du Conseil, à la fin du mois de ramadan. »

Afsané Bassir Pour

Pourquoi il fallait frapper Saddam

Avec les Etats-Unis, nous ne cherchons pas à jouer les gendarmes du monde. Mais j'ai considéré que le prix à payer pour notre immobilisme serait exorbitant.

par TONY BLAIR

Je suis très conscient de l'opposition qu'ont suscitée en France les frappes aériennes anglo-américaines sur l'Irak, mais je reste absolument convaincu que nous avons eu raison. Nous sommes intervenus pour éviter un double écueil : c'était soit voir Saddam Hussein recourir à nouveau à la force pour déstabiliser la région, soit nous trouver dans l'obligation plus tard de mettre en œuvre des moyens beaucoup plus lourds pour le faire plier. Il ne faut pas oublier le parcours de l'homme de Bagdad. Il arrive au pouvoir en 1979. Dès 1980, il se lance dans une guerre de huit ans contre l'Iran. Le conflit est à peine terminé qu'il envahit le Koweït. Délogé de là, il utilise ses armes chimiques contre les Kurdes. Il chasse ensuite 150 000 Arabes du sud du pays, faisant des milliers de morts. Ce n'est pas un diplomate né, mais en reniements il s'y connaît. S'il a jamais honoré une promesse, c'est seulement sous la menace. Nos objectifs militaires étaient clairs, et nous les avons atteints : réduire le risque de le voir utiliser ses armes de destruction massive et réduire la menace qu'il représentait pour ses voisins. Les cibles militaires que nous avons retenues – le système nerveux central de son régime militaire – étaient précises, et le taux de succès a été élevé. Selon nos sources, l'opération a fait spécialement peu de dommages et de victimes parmi les civils – c'était le but recherché. L'Irak prétend le contraire, mais quand il qualifie de négligeables les dégâts militaires qui lui ont été infligés il ment. Nous sommes intervenus parce qu'il était devenu manifeste que Saddam Hussein n'était pas



Londres, le 18 décembre. Tony Blair et l'état-major britannique réunis au ministère de la Défense.

disposé à coopérer avec les inspecteurs du désarmement des Nations unies, et que ceux-ci n'étaient donc plus en mesure d'accomplir la mission que leur avait confiée le Conseil de sécurité. Nous avons bien pesé les risques de l'intervention, et ce qu'il nous en aurait coûté de le laisser braver ouvertement la communauté internationale, connaissant la dissimulation, la brut-

lité et le caractère belliqueux du personnage. Si nous l'avions laissé obtenir impunément ce qu'il voulait – ne plus être contraint par l'Unscoc, et s'en tirer à si bon compte –, qui peut douter des conséquences auxquelles nous nous serions exposés ? A lui laisser ainsi les mains libres pour reconstituer son arsenal d'armes de destruction massive et en menacer ses voisins, nous nous serions tôt ou tard trouvés dans

l'obligation de l'affronter – dans des circonstances beaucoup plus dangereuses pour les pays voisins et pour nous-mêmes.

Tout le monde aurait préféré éviter ces frappes. Mais personne n'a su proposer de solution de rechange qui ait une chance de marcher. La voie du dialogue et de la diplomatie avait déjà été empruntée. Quant à prétendre, comme certains, que l'on amènera Saddam Hussein à plutôt plus de coopération au sein de la communauté internationale en levant les sanctions, c'est se voiler la face. La vérité est qu'il a cru qu'il parviendrait à diviser la communauté internationale, à prolonger son petit jeu, à exploiter l'émotion autour des sanctions et à en tirer quelque chose de bon, pour son propre profit. Non seulement les frappes militaires l'en ont empêché, mais nous nous tenons prêts à frapper encore s'il redevient une menace pour ses voisins en poursuivant sa quête d'armes chimiques et biologiques. Si c'est le cas, nous le saurons par différentes méthodes, dont un dispositif de surveillance accru. Dans l'intervalle, nous continuerons à riposter durement à ses tentatives d'attaque contre nos avions de patrouille, dans les zones d'exclusion aérienne créées au lendemain de la guerre du Golfe pour protéger ses voisins et son propre peuple, à commencer par les Kurdes.

Nous ne sommes pas enfermés pour autant dans un cercle infernal de frappes militaires. Les dommages que nous avons infligés aux installations de Saddam Hussein rendent son appareil militaire inutilisable. Il faudra du temps pour les réparer. Il existe en outre une autre porte de sortie que l'Irak a tout le loisir d'emprunter s'il le veut. Nous allons soumettre des propositions destinées à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire en améliorant le mécanisme du programme «pétrole contre nourriture», ainsi que le dispositif relatif à l'envoi de médicaments. Nous sommes en pourparlers avec la France et avec d'autres membres éminents du Conseil de sécurité pour trouver une formule qui permette la reprise du régime de surveillance et de vérification en Irak, mais selon des modalités qui évitent désormais que la seule présence des inspecteurs déclenche de nouvelle crise tous les trois mois. Le retour des inspecteurs suppose que l'Irak fasse preuve au préalable d'une bonne volonté nouvelle – pour ce qui est notamment de retrouver la trace des armes chimiques et biologiques qui ont disparu de la comptabilité, volatilisées. Le secrétaire au Foreign Office est venu à Paris vendredi consulter Hubert Védrine sur la sortie de crise. Nous maintiendrons d'étroites concertations avec la France sur ce dossier très important.

Tout le monde aurait préféré éviter ces frappes. Mais personne n'a su proposer de solution de rechange. Prétendre qu'on amènera Saddam à plus de coopération en levant les sanctions, c'est se voiler la face.

ment de l'aide humanitaire en améliorant le mécanisme du programme «pétrole contre nourriture», ainsi que le dispositif relatif à l'envoi de médicaments. Nous sommes en pourparlers avec la France et avec d'autres membres éminents du Conseil de sécurité pour trouver une formule qui permette la reprise du régime de surveillance et de vérification en Irak, mais selon des modalités qui évitent désormais que la seule présence des inspecteurs déclenche de nouvelle crise tous les trois mois. Le retour des inspecteurs suppose que l'Irak fasse

preuve au préalable d'une bonne volonté nouvelle – pour ce qui est notamment de retrouver la trace des armes chimiques et biologiques qui ont disparu de la comptabilité, volatilisées. Le secrétaire au Foreign Office est venu à Paris vendredi consulter Hubert Védrine sur la sortie de crise. Nous maintiendrons d'étroites concertations avec la France sur ce dossier très important.

Pour les Irakiens, il y a un double enjeu à la clef: éviter de futures frappes militaires et avancer sur la voie de la levée des sanctions, subordonnée à l'accomplissement par l'Irak des obligations qui lui sont faites. Nous ne demandons pas mieux que de préférer cette solution à la simple stratégie de l'endiguement. Mais ce sont les Irakiens les maîtres du jeu. Si nous sommes acculés à l'autre solution, eh bien! nous nous y ferons.

Les gens se demandent en France pourquoi nous avons agi seuls avec les Américains, à la veille de Noël et de quel droit. C'est pour des raisons strictement militaires que l'intervention a été menée en tandem entre nos deux pays. Il ne s'agissait pas de refaire la guerre du Golfe ni de mobiliser une grande coalition, mais de procéder à des frappes chirurgicales, dont le meilleur gage de succès tactiquement est l'effet de surprise. Il était facile de monter rapidement une opération de ce type entre les États-Unis et la Grande-Bretagne du fait des liens étroits qui unissent nos deux pays depuis longtemps, de la présence de nos forces sur place et de la nature de notre potentiel militaire. Nombre de nos alliés, d'Europe notamment, nous avaient proposé leur concours à un stade antérieur de la crise: simplement, il n'était pas facile techniquement de les associer au type d'intervention que nous savions devoir mener.

C'est pour faire droit aux exigences onusiennes de démantèlement de l'arsenal d'armes de destruction massive de Saddam Hussein que nous sommes intervenus, puisque le précédent mécanisme arrêté à cet effet, en l'occurrence l'Uncom, se voyait empêché d'opérer. Le Conseil de sécurité avait prévenu l'Irak en février des plus graves conséquences auxquelles il s'exposerait s'il dérogeait au protocole d'accord que Kofi Annan avait eu si grand mal à négocier, avec le concours de la Grande-Bretagne et de la France – accord dont les Irakiens n'ont pas fait le moindre cas, après l'avoir signé en grande pompe. Au mois de novembre, les États-Unis et nous avions averti l'Irak dans les termes les plus clairs que tout nouveau manquement aux résolutions du Conseil de sécurité se traduirait par une frappe militaire, sans plus d'atermoiements.

Je n'ai pas peur de dire que nous sommes aussi particulièrement au fait des responsabilités qui sont les nôtres dans le monde. Bien sûr, nous devons, chaque fois que possible, agir sous mandat des Nations unies et avec le plein aval du Conseil de sécurité. Mais il faut bien reconnaître, pour être honnête, qu'il y a des moments et des circonstances où, les ressorts complexes de la diplomatie étant ce qu'ils sont, s'il faut attendre cet unanimité, on peut attendre indéfiniment et ne rien faire pour mettre un terme à l'inacceptable, tout en sachant ce qu'est reculer pour mieux sauter. Ce fut exactement le cas à propos de l'Irak en décembre, et c'est de surcroît pour défendre les objectifs déclarés du Conseil de sécurité, et après avoir adressé à Saddam Hussein les mises en garde les plus claires contre ce qui arriverait s'il poursuivait de la sorte, que nous sommes intervenus.

Ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis ne cherchent à jouer les gendarmes du monde. Mais s'abstenir d'agir quand il y va de la paix et

de la sécurité dans le monde, et que la volonté de la communauté internationale est bafouée, tient de l'incurie. On n'engage pas d'action militaire à la légère, ni sans en peser toutes les conséquences, mais j'ai considéré en la circonstance que le prix à payer pour notre immobilisme serait tout simplement exorbitant.

Je n'accepte pas une seconde l'idée qu'en intervenant aux côtés des Américains mon gouvernement ait choisi les États-Unis, de préférence à d'autres amis et alliés, d'Europe ou d'ailleurs. Il est fallacieux de prétendre – je l'ai dit et redit – que nous serons toujours, d'une manière ou d'une autre, condamnés à faire ce choix. Car nous avons plus d'influence auprès des Américains s'ils nous savent constructivement engagés dans l'aventure européenne et prêts quand les circonstances s'y prêtent à agir seuls avec l'Europe. Et s'ils nous voient œuvrer main dans la main avec nos amis et alliés à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité du monde de demain. De même, nous sommes plus aptes à jouer un rôle de premier plan, en Europe et ailleurs, si nos partenaires nous savent influents à Washington – or on sait bien, quand on connaît un tant soit peu la relation anglo-américaine, qu'elle n'est pas à sens unique.

Je ne suivrai pas les Américains si je crois qu'ils ont tort. Je ne leur ferai pas défaut si je leur donne raison. Dans le cas présent, s'ils n'avaient pas voulu agir, j'aurais cherché à les persuader de s'engager – et ce au moment précis où nous sommes intervenus pour faire jouer l'effet de surprise sur le plan militaire et ménager le plus possible la période sainte du ramadan.

Je suis fier de ce que nos hommes ont fait en Irak pour affaiblir Saddam Hussein. Je ne veux pas qu'il puisse à nouveau faire peser de menace sur la sécurité de la région. Je pense que c'est possible par la voie diplomatique, à condition que les Irakiens soient prêts à y mettre du leur et veuillent vraiment obtenir la levée des sanctions. Dans le cas contraire, je suis prêt à opter pour la stratégie de l'endiguement et ouvert à l'idée de frapper à nouveau, si besoin est. Saddam Hussein a le choix. Ce n'est pas après le peuple irakien que nous en avons – il n'a que trop souffert –, mais c'est pour lui que j'espère voir Saddam Hussein choisir la voie diplomatique ●

Tony Blair, Premier ministre du Royaume-Uni.

Libération

1 1 JANVIER

1 9 9 9

Secularist In Turkey Forms New Government

Parliament's Approval Expected for Ecevit's Minority Leftist Cabinet

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey's six-week-old political crisis appeared to end Monday when a strongly secular politician, Bulent Ecevit, announced that he had assembled a minority government. It is expected to win parliamentary approval by Sunday.

The country has been without a functioning government since Nov. 25, when Prime Minister Mesut Yilmaz, who was implicated in a corruption scandal, lost a confidence vote in Parliament. He has remained in office as a caretaker.

It is uncertain how long Mr. Ecevit will remain in power. An election is scheduled for April, but President Suleyman Demirel and powerful military commanders want to postpone it. They fear that a quick election will produce new gains for the Islamic political movement.

Mr. Ecevit's government will be the sixth since the last election, in Decem-

ber 1995. That election led to a government headed by the Islamic leader Necmettin Erbakan. His policies angered the country's military commanders, who are committed to secularism, and they orchestrated a campaign that led to his resignation after one year in office.

In the political bickering that has split the country since then, Mr. Ecevit has solidified his position as one of Turkey's most steadfast secularists. He is also strong nationalist, and is remembered as the prime minister who ordered troops to Cyprus in 1974 in what he described as a "peace operation" to protect the Turkish minority there. These convictions make him acceptable to the military despite the fact that he is a lifelong leftist.

The cabinet that Mr. Ecevit presented Monday is made up almost entirely of members of his own Democratic Left Party. Although the party is a minority in Parliament, other power brokers have signaled that they will support it.

Key figures from the outgoing government will keep their jobs, among them Foreign Minister Ismail Cem, who is considered pro-Western; Finance Minister Zekeriya Temizel, whose immediate task will be to help negotiate a new loan agreement with the International Monetary Fund; and Education Minister Hikmet Ulugbay, who has angered some Muslims with his campaign against religious influence in schools and universities.

Mr. Ecevit has been a political figure in Turkey for more than 40 years, beginning with his first election to Parliament in 1957. In the 1970s he served three terms as prime minister.

He is one of a handful of elderly politicians who have, depending on one's point of view, given Turkey political continuity or kept it in the grip of an unresponsive elite.

Among the most fateful of Mr. Ecevit's policies was his work in the

1970s to prevent Turkey from joining the European Union, then called the European Community. He believed it represented capitalist forces seeking to dominate Turkey and pull it away from its allies in the Middle East. Turkey is now committed to joining the Union, but no longer finds the climate as welcoming as it was then.

Mr. Ecevit is the godfather of Turkey's political left. He has maintained his convictions even in the face of trials, assassination attempts and prison terms. Critics say he clings to outdated views.

They cite his beliefs in anti-imperialism, protectionist economics and heavy state involvement in the economy.

A policy statement distributed by his party, however, says the party has reformed and now favors "a market economy that should operate within a democratic leftist framework in which workers' participation and joint people's enterprises will play a dominant role."

Virtually alone among senior politicians here, Mr. Ecevit lives modestly and has avoided the taint of scandal. His insistence on driving to work in an aging Turkish sedan rather than using the chauffeur-driven Mercedes to which he is entitled has given him a reputation as something of an eccentric.

Mr. Ecevit's education also sets him apart from many of his colleagues. He studied English literature at Ankara University, and later Sanskrit and Bengali at London University. In 1957 he spent eight months at Harvard.

Before entering politics, Mr. Ecevit worked as a journalist, including as a columnist for the Winston-Salem Journal in North Carolina. He is an accomplished translator and has produced Turkish versions of works ranging from "The Cocktail Party" by T.S. Eliot to the Indian classic "Bhagavadgita."

2 U.S. Jets Fire on Iraqi Missile Sites

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Iraq continued to challenge U.S. jets patrolling its no-flight zones Monday, drawing new missile fire from American aircraft.

Two U.S. F15s on routine missions over the northern no-flight zone fired on a ground-based missile launch site near Mosul.

An F16C/J fired a high-speed anti-radiation missile (HARM) at a second site at virtually the same time, Lieutenant Colonel Steve Campbell said.

The two incidents took place after the U.S. planes were illuminated by Iraqi radar.

There was no damage to U.S. aircraft, and damage to the Iraqi sites was being assessed, the Pentagon said.

Secretary of State Madeleine Albright, meanwhile, announced that she

would travel to Riyadh and Cairo later this month for talks on Iraq and the Middle East peace process.

The two-day visit to the Saudi and Egyptian capitals will come after Mrs. Albright's talks in Moscow from Jan. 25 to 27, said James Rubin, the State Department spokesman.

In Saudi Arabia, foreign ministers of six Arab Gulf nations gave cautious support to a Saudi proposal that seeks to press the United Nations to lift its trade embargo on Iraq while maintaining the ban on military equipment or material that could be used for military purposes.

Deputy Prime Minister Tariq Aziz of Iraq was quoted by the official Iraqi News Agency as saying that Iraq "categorically rejects the so-called Saudi initiative."

Iraq will accept only "a total lifting of sanctions," he said.

The Saudi proposal was discussed Sunday but no formal announcement on the outcome was made.

The incident Monday over Iraq comes three weeks after the U.S.-British air strikes against the country. Since the strikes, U.S. warplanes have been targeted repeatedly by Iraqi missile radar in the no-flight zones.

Iraq on Sunday described Kuwait and Saudi Arabia, which both allow their territory to be used as bases for U.S. and British aircraft patrolling the southern no-flight zone, as "thieves and outlaws."

Mr. Aziz also said Baghdad refused to apologize for its 1990 invasion of Kuwait and called for the scrapping of a UN resolution that demarcated the border in the emirate's favor. (AFP, AP)

Turquie: présentation du nouveau gouvernement Ecevit

Lundi 11 Janvier 1999 - 13h20 heure de Paris

ANKARA (AFP) - Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a présenté lundi la liste de son cabinet minoritaire au président Suleyman Demirel, mettant ainsi fin à une crise gouvernementale de 47 jours.

Ce gouvernement, formé par son seul parti de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationaliste), ne doit diriger le pays que jusqu'aux législatives anticipées du 18 avril. Il ne compte que 24 ministres, contre 37 dans la coalition gouvernementale du Premier ministre sortant Mesut Yilmaz, dont M. Ecevit était vice-Premier ministre, destitué le 25 novembre au parlement pour "liens avec la mafia".

M. Ecevit a reconduit Ismail Cem aux Affaires étrangères, ainsi que Sukru Sina Gurel aux Affaires européennes et aux questions concernant Chypre.

M. Ecevit, 73 ans, avait été nommé une première fois Premier ministre le 2 décembre mais il avait remis sa démission 19 jours plus tard, après avoir tenté en vain de former un cabinet minoritaire avec son seul parti.

Cette fois, il a le soutien tardif de Mme Tansu Ciller, chef du Parti de la Juste Voie (DYP, droite) et du chef du Parti de la Mère Patrie (Anap, droite) M. Yilmaz. A eux trois, ils réunissent une confortable majorité de plus de 290 voix sur 550 au parlement où la majorité absolue est de 276 sièges.

Ocalan : la Turquie a perdu une bonne occasion, selon M. D'Alema

ROME, 11 jan (AFP) - Le président du Conseil italien Massimo D'Alema s'est dit lundi "amer" à propos de l'affaire du kurde Abdullah Ocalan, estimant que la Turquie avait "perdu une bonne occasion pour collaborer avec l'Europe".

"Les autorités turques ont perdu une bonne occasion pour collaborer avec l'Europe alors qu'il était possible de faire un procès devant un tribunal international et de donner une réponse politique à la question kurde" a déclaré le chef du gouvernement italien au cours d'un briefing de presse à Rome.

M. D'Alema s'est dit "amer" devant la position de la Turquie. "Quand j'entends la Turquie dire que la question kurde n'existe pas, je l'invite à venir avec moi à Salento (sud) où toutes les nuits, des centaines de réfugiés débarquent sur nos côtes", a-t-il lancé.

"Les actes terroristes" dont est accusé Ocalan font partie d'un "conflit", d'une "guerre", a souligné le dirigeant italien, évoquant les "30.000 morts" dont la Turquie accuse Ocalan d'être responsable. "L'origine de ce conflit n'est pas seulement le terrorisme kurde mais aussi la négation des droits des Kurdes", a affirmé le dirigeant italien.

M. D'Alema a cependant réaffirmé que l'octroi de l'asile politique au chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) n'était pas possible car il est accusé de faits de terrorisme. "La convention de Genève l'interdit", a-t-il affirmé.

Il a indiqué que la possibilité de juger Ocalan en Italie existait à partir du moment où la magistrature italienne refusera son extradition en Turquie, mais que ce serait une opération "complexe".

Il a de nouveau souhaité le départ de M. Ocalan déclarant : "il peut partir, nous ne le regretterions pas". Des tractations ont lieu pour lui trouver un pays d'accueil mais n'ont

toujours pas abouti.

L'Italie a "été impliquée dans un conflit dont elle n'est pas responsable" a conclu M. D'Alema.

Le chef de la rébellion kurde se trouve toujours en Italie, dans une villa à Infernetto, près de Rome. Arrêté dans la capitale italienne le 12 novembre, il a été assigné à résidence le 20 novembre puis libéré le 16 décembre. La Cour d'Appel de Rome doit statuer prochainement sur la demande d'extradition de la Turquie, mais la constitution italienne interdit l'extradition d'un homme vers un pays où il risque la peine de mort.

Les propositions de la France pour sortir de la crise en Irak

Un contrôle continu de l'armement de Bagdad, la levée de l'embargo pétrolier et une surveillance des flux financiers : Paris a soumis ses « idées » aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Selon les diplomates français, les sanctions actuelles ne pénalisent plus que la population irakienne

LA FRANCE a présenté, mardi 12 janvier, au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, aux quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité et à l'Allemagne - en sa qualité de président en exercice de l'Union européenne (UE) -, sa « contribution » en trois « idées », à la recherche d'une solution au problème irakien. La démarche, qui a été faite aux Nations unies, à New York, devait être suivie mercredi d'une autre, similaire, dans les capitales des Quatre, ainsi qu'auprès des dix membres non permanents du Conseil, des treize autres membres de l'UE, et des pays amis, alliés ou concernés.

Près d'un mois après les dernières frappes américano-britanniques en Irak, et alors que la tension ne cesse de croître entre Bagdad et les Etats-Unis, Paris a jugé utile de soumettre à ses partena-

naires des suggestions pour une sortie de crise, sur lesquelles le ministère des affaires étrangères, en coopération avec la présidence de la République, planchent depuis plusieurs semaines.

Pour les autorités françaises, le mot « contribution » implique qu'elles entendent discuter et enrichir le contenu de ces propositions avec les autres membres du Conseil de sécurité, lequel demeure, à leurs yeux, le seul forum habilité à gérer l'affaire irakienne. Leur objectif est de dégager des « perspectives d'avenir », à partir de la « situation nouvelle » créée en Irak.

CONTREBANDE DE BRUT

L'audace de la démarche tient surtout au fait qu'elle prévoit la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad - idée quasi sacrilège aux yeux des Etats-Unis -, à deux conditions : en amont, la mise en

place d'un dispositif de « surveillance et de prévention durables » de l'armement irakien ; et en aval, l'instauration de « mesures de surveillance économique et financière », qui empêcheraient l'Irak de détourner ses revenus pour reconstruire ses programmes d'armement.

A l'appui de sa suggestion de levée de l'embargo pétrolier, Paris invoque les souffrances de la population irakienne, seule pénalisée par les sanctions, alors que les autorités et quelques privilégiés profitent de la contrebande de brut qui se fait à des degrés divers via la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'émirat de Dubaï. Une libéralisation du commerce du brut, associée à un contrôle des flux financiers permettrait précisément à l'Irak d'« assurer son développement », de remplir ses obligations internationales, tout en privant ses dirigeants des revenus

de la contrebande et en réduisant à néant toute possibilité de réarmement. Lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté il y a un peu plus de sept ans les résolutions qui ont placé l'Irak en quarantaine, l'objectif était d'éliminer ses armes de destruction massive. Après « sept années de contrôle et de désarmement » extrêmement efficaces - conduites par une commission spéciale de l'ONU (Unscorm) et par l'Agence internationale de l'énergie atomique - et des frappes qui ont contribué à affaiblir le potentiel militaire de l'Irak, il est évident, estiment les autorités françaises, que la capacité de nuire de l'Irak n'est plus la même. C'est en cela que la situation est « nouvelle ».

Le désarmement de Bagdad est pratiquement achevé, hormis les zones d'ombre qui perdurent dans les domaines chimique et biolo-

gique, que les inspecteurs s'échinent sans succès, depuis des mois, à éclairer. En conséquence, le Conseil de sécurité devrait, estime Paris, accepter cette marge minimale d'incertitude et « considérer qu'aucun progrès supplémentaire dans le désarmement ne pourra être atteint par une reprise - illusoire - des méthodes antérieures inchangées ».

« PROFESSIONNALISME »

D'où la nécessité de passer du contrôle des programmes passés d'armement à la surveillance « préventive ». Ce passage, à lui seul, justifie une « commission de contrôle renouvelée », sans oublier que l'Irak refuse désormais l'accès de son territoire à l'Unscorm. Se gardant bien d'entrer dans le détail de la composition et des attributions de cette « commission de contrôle renouvelée » - qui restent à discuter avec les

membres du Conseil de sécurité -, Paris se borne à indiquer les principes qui devraient la guider - « indépendance » et « professionnalisme » - et les grandes lignes de ses méthodes de travail. Les moyens de contrôle des flux financiers ne sont pas non plus précisés.

L'Irak n'est guère consulté ni associé à la discussion de ces suggestions. Pour être bien clair, Paris précise que si Bagdad ne respecte pas ses « engagements et obligations », il pourrait « faire l'objet de nouvelles sanctions décidées par le Conseil de sécurité ». En revanche, s'il remplit ses autres obligations internationales, « en particulier en ce qui concerne les personnes disparues (notamment des Koweïtiens) pendant la guerre du Golfe », les sanctions seraient progressivement levées.

Mouna Naïm

France Proposes End to Oil Ban on Iraq

Breaking With U.S. and U.K., It Urges a New Form of Arms Monitoring

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Formally breaking with the United States and Britain, France proposed Wednesday that the oil embargo on Iraq be lifted and that a new kind of arms monitoring be created to prevent President Saddam Hussein from rearming.

"The embargo has become the wrong tool to achieve the goals of the Security Council," said the French proposal, which was circulated to all council members. "It needs to be lifted."

Most of the major points in the French proposal were rejected in advance by the United States. Keeping Mr. Saddam under tight sanctions, including forbidding him to sell oil freely, has been central to American policy.

On Wednesday, the State Department spokesman, James Rubin, said there were "some positive elements" in the French proposals. But he reiterated the American position that sanctions could not be lifted until Iraqi arms programs were rendered harmless.

[American warplanes patrolling the no-flight zone over northern Iraq attacked several surface-to-air missile installations Wednesday after being targeted by Iraqi radar, U.S. officials said. The Associated Press reported from Washington. Initial reports said at least one Iraqi missile was fired but missed the planes.

[The U.S. F-15s and F-16s encountered Iraqi radar at five or more air-defense sites at about the same time. They fired missiles and precision-guided munitions in response, and early indications were that there were two direct hits, U.S. officials said.

[The incidents underscored an increasingly aggressive Iraqi challenge to the no-flight zones enforced by American and British planes in northern and southern Iraq. Mr. Saddam has nearly

doubled the number of surface-to-air missile batteries in the zones and has been using them with increasing frequency to threaten allied pilots.]

The French said that the embargo, which the council linked nearly eight years ago to a rigorous arms-inspection system, could no longer be defended because "it hurts the people of Iraq and keeps them hostages of their authorities."

France would lift only the embargo initially, leaving other sanctions such as a ban on international air travel in and out of Iraq in place, to be lifted only if the Iraqis demonstrate cooperation and compliance with new rules. New sanctions could be imposed if Iraq is found to be in violation.

The French proposed to replace the current arms-inspection commission with a "renewed control commission" that would have a preventive rather than investigative role, watching for signs of illegal arms use from existing stocks or production of prohibited weapons. Many tons of Iraqi weapons and ammunition have been destroyed, but questions remain about unaccounted-for biological and chemical stocks and the missiles to deliver them.

Using language heard frequently in the past from Iraq and Russia, the proposal said that this commission would have "its independence ensured and its professionalism strengthened." These have been code words for shielding the arms-inspection system from American influence or pressure.

Under the French proposal, which was first outlined on Tuesday to other permanent Security Council members — Britain, China, Russia and the United States — a surveillance system would be devised to watch Iraqi expenditures. The proposal was presented to the full council Wednesday.

"Each oil contract should be notified to the UN Secretariat by buyers and Ir-

aq," the proposal says. "Oil movements should be controlled on the field."

The aim of these controls would be to compel Iraq to meet its obligations to pay outstanding war claims and support a new monitoring system without "distracting these resources for the reconstitution of weapons of mass destruction."

The French are suggesting that imports to Iraq would be separated into arms and other materials that could be used in weapons development, which would be either prohibited as now or restricted, and all other purchases, which could be made freely without surveillance.

The United States has said repeatedly that the oil embargo, the most important of numerous economic sanctions imposed on Iraq after its 1990 invasion of Kuwait, cannot be lifted until the Iraqis have been judged to have met all disarmament requirements set out in a 1991 cease-fire resolution after the Gulf war.

Those requirements have not yet been met, and existing resolutions governing them would have to be annulled, a step that could paralyze the Security Council.

While offering no proposals of its own on how to salvage the current arms-inspection system carried out by the UN Special Commission, the American delegation is expected to oppose monitoring methods that do not allow surprise inspections, even though the Clinton administration did not press for them for much of last year.

The French emphasize that their proposals are meant to generate debate and some action in the Security Council, which has been largely inert on the subject of Iraq since American and British bombing raids in December effectively killed the existing arms-inspection system.

Mr. Saddam has made it clear that the Special Commission will never be allowed to return.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 14, 1999

Clinton bombarde, les affaires continuent

AL WATAN AL-ARABI
Le Caire

Les exportations de pétrole irakien prévues par l'accord "pétrole contre nourriture" contracté sous l'égide des Nations unies n'ont pas été affectées par la dernière frappe militaire contre l'Irak. Un rapport des Nations unies estime que l'Irak a exporté 1,6 million de barils par jour au cours de la semaine des bombardements, contre 1,7 million durant la semaine qui les a immédiatement précédés.

Le pétrole irakien s'est vendu à un prix moyen de 7,90 dollars le baril, selon des analystes qui assurent que les compagnies russes se sont arrogé la part du lion dans ce marché.

L'ONU a donné son accord dans le cadre du programme "pétrole contre nourriture" pour 14 nouveaux contrats d'exportation, élevant à 50 le nombre de ces contrats depuis la mise en application de ce programme. D'autre part, la contrebande de pétrole irakien vers la Turquie, via le Kurdistan, s'est fortement intensifiée, poussant l'Union des distribu-

■ Pétrole

Pour l'or noir, ce fut une année noire.

L'Irak a vendu le baril

à 7,90 dollars.

Sur les marchés officiels,

le prix du baril

a dégringolé

de 18,7 dollars

début 1998

à 12 dollars.

teurs de pétrole de Turquie à se mettre indéfiniment en grève dans les stations-service, tant que le gouvernement ne mettra pas fin à ce qu'elle décrit comme "une concurrence illégale".

Dans le cadre de ce trafic, les Kurdes transportent chaque année d'Irak vers la Turquie 3 millions de tonnes de pétrole brut ou raffiné. Le prix de revient des produits raffinés est cinq fois inférieur au prix des produits sortant des raffineries turques ou achetés dans le cadre légal. ■

Ecevit Warns U.S. on Use Of Turkish Base for Iraq

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

ANKARA — Prime Minister Bulent Ecevit of Turkey has sharply criticized U.S. policy toward Iraq and warned that escalation of the U.S. confrontation with Baghdad could undermine support here for American use of a Turkish air base central to enforcement of the "no-fly" zone over northern Iraq.

Mr. Ecevit said he favored lifting some economic sanctions against Iraq, the first such statement by a Turkish leader since the sanctions were imposed following Iraq's 1990 invasion of Kuwait. Even so, Mr. Ecevit acknowledged that President Saddam Hussein had become increasingly provocative since the United States and Britain launched four days of air strikes against Iraq last month.

Mr. Ecevit, 73, took office on Monday, ending a six-week political crisis, and faces a vote of confidence in Parliament for his cabinet on Sunday. He will lead a largely caretaker government until new parliamentary elections scheduled for April 18.

Speaking in an interview on Thursday, Mr. Ecevit expressed concern that recent U.S. efforts to forge an alliance between the two principal Kurdish groups in northern Iraq may lead to a partition of Iraq and the creation of an independent Kurdish state on Turkey's border. Turkey has been fighting a 14-year battle against Kurdish rebels in southeastern Turkey.

In a sign of the growing distance between Turkish and U.S. policy, a senior State Department official traveled to northern Iraq this week for a meeting with Kurdish leaders to encourage their efforts against Mr. Saddam. The visit was part of a congressionally mandated U.S. effort to determine whether the opposition groups pose a viable threat to the Iraqi leader and are thus eligible to receive a portion of a \$97 million fund created by Congress last year to help undermine the Iraqi government.

Although Mr. Ecevit's grip on power is weak, his hard-line views on the Kurdish issue reflect a broad consensus among politicians in Ankara.

Turkey has been complaining for years that the trade sanctions against

Iraq have cost it billions of dollars, but Mr. Ecevit's call for letting more trade resume comes when many other countries have grown weary of maintaining the embargo.

Somewhat more problematic for the Clinton administration is Mr. Ecevit's expression of concern about what he called an escalation of the confrontation between U.S. and Iraqi military forces, which he said both sides had provoked.

Since last summer, U.S. policy in northern Iraq has been to encourage the longtime rival Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan to form a loose alliance that will "deprive Saddam of the chance to reassert control" in northern Iraq, according to a senior U.S. official here.

The United States helped foster the cooperation by promising to come to their aid if Iraqi forces try to regain control of the area they now hold, a promise that it may have difficulty carrying out without access to the Incirlik base.

Mr. Ecevit, speaking of the recent clashes between U.S. warplanes and Iraqi air-defense systems and the continued U.S. use of Incirlik, said, "Thus far, the clashes have not created any serious problem, but they may create problems if the escalation continues."

JANUARY 16-17, 1999

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Ecevit Takes Office Ahead of Elections

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — After easily winning a confidence vote in Parliament, Bulent Ecevit took office as prime minister Sunday and pledged "to take Turkey smoothly to elections on April 18."

It is still considered possible, however, that powerful military commanders will pressure Parliament to postpone the elections. Public-opinion surveys suggest that the Islamic-oriented Virtue Party remains the country's strongest party, and the commanders want to prevent it from gaining more power.

Throughout the monthlong Ramadan holiday that began in late December, campaign workers from Virtue canvassed poor neighborhoods across the country, seeking support and distributing food and clothing.

In boroughs of Ankara and Istanbul that are governed by Virtue mayors, throngs of people assembled each day at sundown, when Muslims break their Ramadan fasts, for free meals provided by their boroughs.

No other party has made comparable efforts to win support in the upcoming election, intensifying speculation that

Virtue's popularity may be growing.

The military, which opposes any increase in the role of religion in public life, orchestrated a campaign that led to the collapse of the last Islamic-led government in 1997. Commanders have made it clear that they will oppose Virtue's participation in the next government even if it emerges from the election as the country's strongest party.

The military issued two statements last week underlining its opposition to Islamic political power. One of them, contained in a text prepared for cadets, asserted that "a new war of national liberation must be undertaken with determination against Islamic activism that threatens the Republic."

The other statement, a 14-page position paper distributed to the press, said: "Our democracy will be strengthened if political formations that will destroy democracy by abolishing secularism are banned. No democracy should be obliged to allow a political formation that uses democratic means to destroy it."

These statements stirred a ripple of reaction in some circles. Strong criticism of the military can be punished by fines and prison terms, but Tansu Ciller, a conservative political leader who is

bidding for Islamic votes, said it was not necessary for commanders "to be issuing statements every two days."

Mrs. Ciller and her bitter rival on the center-right, the departing prime minister, Mesut Yilmaz, whose government collapsed Nov. 25 in a corruption scandal, lent their support Sunday to Mr. Ecevit. With votes from their supporters, he won the confidence vote by a margin of 306 to 188.

Both Mrs. Ciller and Mr. Yilmaz hoped to win political advantage from helping Mr. Ecevit become prime minister, although he is a lifelong leftist. Mr. Ecevit, 73, is also one of the patriarchs of Turkish politics. He won his first election to Parliament in 1957 and headed three governments in the 1970s.

One of his immediate challenges will be to find enough hard currency to make large foreign debt repayments in the first quarter of this year. He must also confront eroding public confidence in the banking system.

In foreign affairs, Mr. Ecevit, under whose leadership Turkey sent troops to Cyprus in 1974, is likely to maintain tough Turkish stands toward Cyprus and the Kurdish insurgency in southeastern provinces.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 18, 1999

World: Europe

Ocalan's mysterious departure



Turkey wants Mr Ocalan to face trial on treason charges

The Kurdish separatist leader, Abudullah Ocalan, who has been seeking political asylum in Italy, has unexpectedly left the country for an unknown destination

A statement from the Italian Government read: "Kurdish leader Abdullah Ocalan, having decided to leave Italy, has been accompanied to the border."

Simon Harrison reports Italy made it clear Ocalan was less than welcome

Reports in the Italian press said Mr Ocalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is outlawed in Turkey, was heading for Moscow.

However, an Italian Government spokesman expressed some doubt about this.

News of his departure follows several weeks of negotiations between Italy and several European and African countries with a view to finding a new home for Mr Ocalan.

The Kurdish leader arrived in Italy from Moscow on 12 November and was arrested on a German warrant Italy rejected a request to

extradite him to Turkey on treason charges because its laws ban sending back suspects to countries which have the death penalty.

Destination unknown

A spokesman for the Italian Government said: "He's already left. He should have even arrived"

David Willey reports: Ocalan caused a diplomatic storm between Italy and Turkey

However he declined to say where Mr Ocalan was heading, stating only that he had "some doubts" that he was bound for Russia.

One of Mr Ocalan's lawyers also refused to say where he had gone. "It's a destination that only the interested party knows," attorney Luigi Saraceni told Italian state radio.

Mr Saraceni said the leader of the PKK left of his own accord at midday.

PKK officials in Rome and Brussels, home of the Kurdish parliament-in-exile, refused to comment, saying they would issue a statement on Sunday.

A spokesman for the German-based DEM news agency which is close to the PKK rebels said Mr Ocalan was in a "safe place".

Branded a terrorist

The Kurdish leader was freed last month by a Rome appeals court. He had sought political asylum in Italy, but Prime Minister Massimo D'Alema had publicly branded him a terrorist and favoured an international trial.

Turkey holds Mr Ocalan responsible for the deaths of 29,000 people in a 14-year battle for self-rule in the south-east.

The Italian Government spokesman said: "The conditions for asylum did not exist. Ocalan was in effect a free man. He was free to leave the country."

He added that Italy had pushed for an international trial but Turkish opposition had prevented a decision on how the trial could be brought from being made.

Kurdish chief Ocalan supports resumption of armed struggle

ROME, Jan 18 (Reuters) - Kurdish leader Abdullah Ocalan, who left Rome at the weekend, said in letters published on Monday that he was disillusioned by his treatment in Italy and that there was no alternative but to resume an armed struggle.

Ocalan, wanted by Turkey to face charges of treason, also said he wanted his lawyers to carry on with their work to win him political asylum in Italy.

"I came here to take an important political step. I was willing to put my life, myself and my freedom on the line for this program of peace," he said in a letter to Kurds printed in Italian newspapers.

Ocalan, whose whereabouts are not known, said he had hoped that his presence in Italy would have led to "an international peace conference" on the rights of the Kurdish people.

He said Italian parliamentarians had at first taken "an extremely positive" stand on the possibility of such a conference but later took "steps backwards."

Ocalan, who the Italian media said was most likely to have gone to a country of the former Soviet Union, said he now feared there was no alternative to resuming an armed struggle for Kurdish rights.

Last month Ocalan said he was renouncing guerrilla warfare and cutting himself off from the armed conflict between his Kurdistan Workers Party (PKK) and Turkish security forces.

Turkey, which brands Ocalan a "terrorist" and holds him personally responsible for more than 29,000 deaths, dismissed the renunciation as a political maneuver.

January 18, 1999

CNN interactive CNN.com

"I was convinced the unilateral cease-fire could have become definitive but I now strongly fear that after this lack of courage, above all by the European Union, there are no alternatives but to take up the war again," he said in one of the letters.

Ocalan was arrested on a German warrant on arrival from Moscow on November 12 but freed after Bonn withdrew its extradition bid for fear of inflaming its big Turk and Kurd communities.

Italy had incensed Turkey by refusing its requests to send Ocalan home to face trial for treason because its constitution bans returning suspects who could face the death penalty.

In a separate letter to his lawyers, Ocalan asked them to proceed with his political asylum bid which they filed with parliament's refugee commission and the Constitutional Court.

Ocalan said he wanted his "judicial process" in Italy to continue but one of his lawyers, Luigi Saraceni, told Reuters he believed this did not refer to an eventual trial in Italy but only to the request for political asylum.

Turkey condemned Italy's decision to allow Ocalan to leave the country.

Turkey's new Prime Minister Bulent Ecevit, confirmed in office on Sunday, declared Ankara would not give up efforts to try Ocalan.

"It has become clear that the head of the bloody terrorist organisation will not be able to be sheltered anywhere," he told reporters. "Turkey will continue its determined stance. The head of the terrorists will not be able to escape justice."

Ocalan has fought a ruthless separatist campaign in Turkey's southeast for 14 years. He has lived in secretive exile since 1980, building up a support network of militant sympathisers around Western Europe.

At home, Ocalan is reviled by the popular press across the political spectrum as a mass-murderer. He founded the PKK in 1978 as an extreme-left nationalist faction that later earned a reputation for ruthlessness by killing members of rival groups, Kurdish landlords and pro-government tribesmen.

Le chef du PKK quitte l'Italie

Ocalan a gagné une destination tenue secrète, au soulagement de D'Alema.

Rome de notre correspondant

Deux mois après son arrivée en Italie, le fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Ocalan, a finalement quitté, samedi dans l'après-midi, sa résidence romaine. Au grand soulagement des autorités italiennes qui, depuis plusieurs semaines, cherchaient à éloigner élégamment le leader kurde de la péninsule. «Ayant décidé d'abandonner l'Italie, Abdullah Ocalan a été accompagné à la

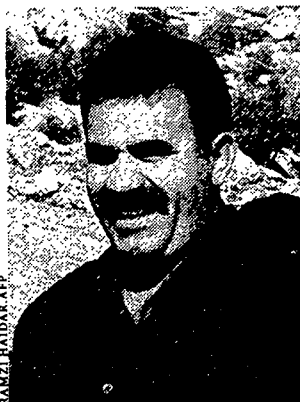
frontière», a laconiquement indiqué, samedi soir, la présidence du Conseil dans un bref communiqué. Selon certaines sources, Abdullah Ocalan serait retourné en Russie, d'où il était parti le 12 novembre. Mais Moscou pourrait n'être qu'une étape pour le leader kurde ayant été une première fois contraint de quitter la capitale russe à la suite des pressions du Premier ministre, Evgueni Primakov. «Ocalan n'est pas arrivé en Russie et il n'y viendra pas», aurait

néanmoins assuré, hier, l'ambassadeur russe en Turquie.

«Pour des motifs de sécurité, il est encore trop tôt pour dire où se trouve Ocalan», faisait de son côté savoir, hier après-midi, de Bruxelles, le porte-parole du Front de libération nationale kurde, indiquant uniquement: «Ocalan aurait voulu rester en Europe pour continuer sa lutte

en faveur de la question kurde mais cela n'a pas été possible parce que l'Italie a été laissée seule et qu'il n'y a pas eu de position commune de la part des Européens sur le sujet.»

Le départ d'Ocalan d'Italie retire une douloureuse épine du pied du gouvernement D'Alema et met un terme à plusieurs semaines d'atermoiements. Apparemment pris au dépourvu par l'arrivée d'Ocalan en Italie (accompagné d'un député de Refondation communiste), le cabinet D'Alema a en effet semblé disposé, dans un premier temps, à lui concéder l'asile politique. Des milliers de militants du PKK, venus de toute l'Europe, seront même autorisés à occuper pendant plusieurs jours une place centrale de Rome. Appréhendé à son débarquement à l'aéroport de Fiumicino sur la base d'un mandat d'arrêt international émis par la magistrature allemande pour actes de terroris-



Abdullah Ocalan (en 1992).



18 JANVIER 1999

me», Ocalan recouvre la liberté dès le 16 décembre. Mais, au fil des semaines, sa présence devient toujours plus encombrante. Victime des rétorsions économiques de la Turquie, qui exige l'extradition, et objet, en coulisses, de la pression des Etats-Unis soucieux de ne pas contrarier leur allié turc, Rome tente de placer l'affaire au niveau européen. Mais l'Allemagne et les autres partenaires de l'UE font rapidement défaut, laissant à l'Italie le soin de démêler seule l'écheveau Oca-

lan. Ainsi les autorités de Bonn renoncent-elles officiellement à demander l'extradition du chef kurde. Progressivement, l'attitude du chef de gouvernement italien se durcit. Si l'expulsion vers la Turquie demeure écartée, Abdullah Ocalan y étant passible de la peine capitale, Massimo D'Alema se convainc dès le mois de décembre que «l'éloignement consensuel» du leader kurde constitue l'unique solution. Après avoir affirmé devant le

Parlement que l'asile politique ne serait pas accordé, le président du Conseil indique au début de l'année qu'«Ocalan est un homme libre, il peut prendre un avion et partir. S'il reste en Italie, il court le risque d'être jugé et condamné» pour terrorisme. Un avertissement à peine voilé pour contraindre le leader kurde à accepter l'une des destinations suggérées par l'Italie. Pendant plusieurs jours, le projet achoppera sur des aspects techniques. Disposé à quitter l'Italie, Abdullah Ocalan exi-

geait au préalable d'obtenir des garanties quant à sa sécurité et la certitude de pouvoir poursuivre dans son nouveau pays d'accueil son combat pour la cause kurde. Diverses destinations seront alors envisagées, à commencer par la Libye, la Corée du Nord ou encore les anciennes républiques soviétiques. Hier soir, le PKK a annoncé que le nouveau refuge d'Abdullah Ocalan ne serait révé-
lé que mardi.

ERIC JOZSEF

Morad Saghafi, directeur de la revue iranienne « Goftegou » (Dialogue)

« La révolution : un rêve dans lequel l'individu et ses libertés n'avaient pas de place »

« La révolution a-t-elle tenu ses promesses ?

- La révolution était porteuse de trois promesses : la liberté, l'indépendance et la République islamique. Vingt ans après, je pense que ce qui paraissait le plus accessible et le plus facile, c'est-à-dire l'instauration de la République islamique, est en fait le plus difficile à réaliser. Les règles du jeu et le fonctionnement des institutions sont de plus en plus perturbées parce qu'elles ne peuvent pas répondre en même temps aux exigences républicaines - c'est-à-dire l'égalité des citoyens et l'instauration d'un Etat de droit - et aux exigences islamiques avec leurs propres critères de choix et d'action. C'est cette difficulté qui a perturbé les deux autres promesses de la révolution.

- Où en sont les objectifs de liberté et d'indépendance ?

- La liberté n'a malheureusement pas de base politique solide et pas suffisamment de défenseurs en Iran, parce qu'il n'existe pas, dans la société iranienne, d'espace politique autonome. Dès le départ du chah, cet espace nouvellement créé a été envahi par la religion, bien sûr, mais aussi par des idéologies laïques. Quant à l'indépendance, elle était et reste très floue comme objectif. Elle a surtout servi de base à des actions en dehors de la légalité, aussi bien envers les entrepreneurs à l'intérieur du pays que pour ce qui est des obligations internationales.

» Après la fin de la guerre contre l'Irak, on assiste à un essai de définition de ce concept dans la légalité. Mais la société civile et l'espace politique restent très limités et très faibles, aussi bien pour défendre les libertés que pour exiger une cla-

rification du concept de l'indépendance. L'élection de M. Khatami a, bien sûr, apporté une aide magistrale à cet espace et à la société civile. Mais lorsqu'un gouvernement vient à l'aide d'une société pour lui donner ses libertés, cela reste très vulnérable.

» Mais ne prédisons pas l'échec de cette expérience parce qu'elle est un peu trop étatique, parce qu'elle ne correspond pas à un modèle universel dans lequel l'Etat est beaucoup plus absent et les réformes beaucoup plus radicales. Cela va dépendre de l'action des acteurs sociaux, aussi bien culturels que politiques.

- Y a-t-il incompatibilité entre « République » et « islamique » ?

- Si les islamistes tiennent absolument à donner une base ontologique à toute action du gouvernement, ou de l'islam politique, on risque d'être confronté à cette incompatibilité. En revanche, si l'on se base davantage sur des réalités, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas définir une sorte d'islam démocratique, comme on parle de la démocratie chrétienne.

» En Iran, au sein des mouvements religieux, tout le spectre existe. Pour certains, islam et démocratie ne sont pas incompatibles, l'égalité des citoyens est une donnée de l'islam, et c'est aux citoyens de choisir leur destin. Pour d'autres, l'exégèse sacrée des textes fonde la légitimité, et les personnes qui y ont accès ont un droit supérieur aux autres.

- Les difficultés économiques de l'Iran tiennent-elles au modèle islamique, ou sont-elles structurelles ?

- Votre question est double : d'abord, existe-t-il un modèle ou

« Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas définir une sorte d'islam démocratique, comme on parle de la démocratie chrétienne »

une conception islamique de l'économie ? Ensuite, la recherche d'un tel modèle affaiblit-elle l'Iran ? Je doute qu'il existe vraiment une économie islamique ; dans des cas locaux, dans de petites relations marchandes peut-être, mais pas au niveau d'un Etat moderne. Mais ce n'est pas tant la recherche de ce modèle qui affaiblit l'Iran. C'est surtout l'absence de bases légales qui permettraient aux entrepreneurs d'investir et d'enrichir le pays par la production.

- L'Iran aujourd'hui est-il celui dont les participants à la révolution rêvaient ?

- Non, et c'est peut-être tant mieux. Le rêve en question, qui a pu évidemment mobiliser la population iranienne contre la dictature, était en fait trop communaliste. C'était un rêve dans lequel l'individu et ses libertés n'avaient pas de place, où il n'existait pas de liberté individuelle, pas de société civile et pas de démocratie. »

Propos recueillis par
Mouna Naïm

La Turquie marque un point avec le départ d'Ocalan d'Italie

17 janvier 1999

ANKARA, 17 jan (AFP) - La Turquie a marqué un point en obtenant le départ d'Italie du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, devenu persona non grata sous sa pression, et a relancé dimanche sa chasse à l'ennemi public numéro un, parti de Rome la veille pour une destination inconnue.

Le ministère turc des Affaires étrangères a marqué le coup en reprochant à l'Italie d'avoir laissé filer le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont Ankara réclamait l'extradition, déclarant que Rome "n'a pas agi conformément au droit et à la justice" dans cette affaire.

Mais le ministère a aussi relevé dans un communiqué l'échec des tentatives d'Ocalan pour "rechercher un soutien en Europe", estimant que "l'opinion publique d'Europe de l'Ouest a enfin commencé à comprendre le vrai visage de l'organisation terroriste".

Ankara avait mis la pression maximum sur l'Italie pour obtenir l'extradition d'Ocalan, qui mène depuis 1984 un rébellion armée dans le sud-est du pays pour l'indépendance de cette région à majorité kurde.

La Turquie n'a pas obtenu qu'Ocalan lui soit livré pour qu'elle le juge, l'Italie arguant de l'existence de la peine de mort dans ce pays.

Mais Ankara a réussi à enterrer l'idée, proposée par Bonn et Rome, d'une conférence européenne pour régler la question kurde ou d'un procès d'Abdullah Ocalan devant un tribunal international, dont la Turquie ne voulait à aucun prix.

Et le chef du gouvernement italien Massimo d'Alema, qui caressait au départ l'idée d'accorder l'asile politique à M. Ocalan, a fini en bout de course par le traiter de "terroriste", se rapprochant des vues de la Turquie et des Etats-Unis notamment.

La Turquie se remet à présent en chasse pour retrouver son ennemi public numéro un, qu'elle rend responsables des quelque 30.000 morts dans les violences liées à la rébellion kurde.

Ankara tentait dimanche de localiser Abdullah Ocalan et a convoqué pour ce faire l'ambassadeur italien en Turquie, qui a assuré ignorer où il se trouvait, une réponse jugée "insatisfaisante" par le ministère turc des Affaires étrangères.

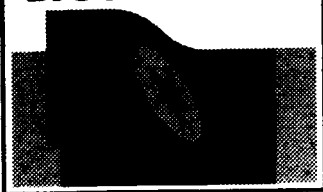
De son côté, l'ambassadeur russe à Ankara a assuré que le chef kurde ne se trouvait pas en Russie, alors que Moscou était évoqué comme une possible destination. Il a affirmé que son pays respecterait ses engagements de ne pas lui donner asile, selon le ministère des Affaires étrangères.

"Il est évident maintenant que le chef de cette organisation sanguinaire, ne pourra plus trouver refuge dans aucune partie du monde", a dit le Premier ministre turc Bulent Ecevit, vétéran de la gauche nationaliste, peu avant que son gouvernement obtienne la confiance au parlement dimanche.

Il a rappelé à la Russie ses engagements de ne pas donner asile au chef du PKK. "Même s'il est parti à Moscou ou dans une autre région de la Russie, nous avons déjà des assurances données par le gouvernement russe et nous espérons que la Russie respectera ses engagements", a-t-il dit. Ankara, qui a déjà obtenu le départ d'Ocalan de Syrie, à la mi-octobre, puis son départ de Moscou, mi-novembre, et enfin d'Italie, mi-janvier, ne lâchera pas prise.

Fin novembre, en pleine crise italo-turque, le Premier ministre sortant Mesut Yilmaz avait proclamé que la Turquie poursuivrait Ocalan aux quatre coins du monde, en lançant: "Je déclare au monde entier que quel que soit le pays où le chef de gang tentera de se cacher, nous lui rendrons la situation très inconfortable".

LA PARTENZA
DI OCALAN



Ocalan: "Spero di tornare in Italia"

La Repubblica

MARTEDI 19 GENNAIO 1999

Giallo sul nuovo rifugio di "Apo". La Turchia: "E' a Mosca"

di MARCO ANSALDO
e RENATO CAPRILE

ROMA — Per partire, è partito. Sabato scorso. E non all'alba, come in ogni "fuga" degna di questo nome, ma in pieno giorno. Eccole qui le uniche tre cose su cui non ci piove. Perché su tutto il resto diluviano interrogativi, sospetti e smentite. A cominciare dal fatto se sia salito su un aereo noleggiato dai curdi o su un Falcon dei servizi segreti italiani che non vedevano l'ora di sbarazzarsi della sgradita presenza. Insomma, volente o nolente, Abdullah Ocalan ha lasciato l'Italia. Ma a dare credito alle fonti ufficiali, lo zio Apo non sarebbe poi arrivato da nessuna parte. Sparito nel nulla. Volatilizzato. Non sarebbe in Russia, a sentire i russi. Non in Bielorussia, a sentire i bielorussi. Meno che meno in Armenia, Estonia, Grecia, Sudan o Sudafrica. E allora, dov'è finito il leader dei curdi del Pkk che tanti problemi nei suoi sessantasei giorni di permanenza nel nostro paese ha creato all'Italia e a D'Alema? Mistero fitto.

D'Alema che forse sa — i turchi ne sono più che sicuri — dice che non solo non ne ha idea, ma che la cosa nemmeno gli interessa: «Non so dove sia e, sinceramente, non mi riguarda. Io faccio un altro mestiere. Posso solo dire che la Turchia ha perso una buona occasione opponendosi alla possibilità di processarlo in un Paese terzo».

Ma se D'Alema sembra all'oscuro di tutto, il suo collega turco Belent Ecevit non ha dubbi: il nemico pubblico numero uno del suo paese è in Russia. Tanto che ieri il premier turco è comparso improvvisamente — intorno alle diciotto — in tv e con l'aria più grave di questo mondo ha annunciato: «Siamo certi al cento per cento che il terrorista Ocalan è atterrato in un piccolo aeroporto fuori Mosca». In mattinata

Ecevit si era a lungo incontrato con l'ambasciatore russo ad Ankara, Aleksandr Lebenev. E Lebenev gli aveva dato le più ampie garanzie che se i russi avessero trovato Ocalan, lo avrebbero



buttato fuori senza tanti complimenti.

Ad avvalorare le parole di Lebenev il Cremlino nel pomeriggio di ieri diramava una nota per rassicurare ulteriormente i turchi: nessuno a nome Abdullah Ocalan è finora arrivato nel nostro paese. La qual cosa se non è una bugia, è

quanto meno una mezza verità dal momento che lo zio Apo ha lasciato la villa all'Infernetto con in tasca il passaporto falso, intestato ad Abdullah Sarikurt, proprio quello esibito alle autorità italiane nell'ottobre scorso. Il caso — ha tagliato corto Mosca — è comunque nelle mani dell'ex Kgb, ora si chiama Fsb, che ha confermato tutto con un secco: stiamo indagando. Alle fonti ufficiali di Mosca hanno fatto eco quelle delle altre repubbliche ex sovietiche

e dei rappresentanti ufficiali del Pkk nella capitale russa. In un comunicato, questi ultimi hanno spiegato che «per motivi di sicurezza» il nome del paese rifugio del loro leader «è destinato a rimanere segreto». Ai «non ci risulta la presenza di Ocalan» già venuti ieri l'altro da Ucraina e Armenia, si sono aggiunte ieri dichiarazioni dello stesso tenore da parte di Estonia («per entrare avrebbe bisogno di un visto e finora non l'ha chiesto») e Bielorussia («siamo contro l'idea di un suo arrivo» e «non abbiamo informazioni circa la sua presenza nel nostro paese»).

Insomma, il mistero si infittisce. E nemmeno le due videocassette-testamento che Ocalan ha lasciato nelle mani dei suoi avvocati, Pisapia e Saraceni e che ieri

Pinocchio ha mostrato in tv hanno fatto chiarezza. In giacca e cravatta, Ocalan ha salutato l'Italia promettendo che ritornerà. «Ero venuto qui di mia volontà — ha detto — senza un chiaro invito del vostro governo, ma con l'aiuto di alcuni compagni parlamentari.

Ora me ne vado, di mia iniziativa e sempre con l'aiuto di alcuni parlamentari italiani. La mia missione è riuscita solo a metà. Ma spero di tornare per concluderla. La scelta di abbandonare la lotta armata è comunque irreversibile». Un pensiero finale l'ha dedicato a D'Alema: «Mi ha personalmente amareggiato che pur senza accusarmi direttamente di essere un terrorista, abbia associato il mio nome a quell'accusa. Dimenticando, forse, che le vere vittime del terrorismo siamo noi».

Rome a obtenu le départ d'Abdullah Öcalan pour une destination inconnue

ROME

de notre correspondant

Abdullah Öcalan, le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), a quitté l'Italie samedi 16 janvier. Le départ a été discret, à bord d'un avion privé, et vers une destination qui n'a été révélée ni par les autorités italiennes, ni par le PKK. Cependant, certains affirment que le dirigeant du mouvement armé de libération du Kurdistan est parti pour un pays de l'ex-Union soviétique, peut-être vers Minsk, la capitale de la Biélorussie. S'agit-il d'une étape ou d'un nouveau refuge ? La Russie a démenti à plusieurs reprises que celui que ses partisans surnomment « Apo » (l'oncle), qui avait quitté la capitale russe le 12 novembre pour se rendre à Rome, soit retourné à Moscou. L'ambassade d'Italie en Russie a apporté le même démenti.

Tout ce que l'on sait, de source kurde, est qu'Abdullah Öcalan est bien arrivé à destination. Avant de partir en catimini, il a laissé deux lettres. La première est adressée à Massimo D'Alema, dans laquelle le président du conseil est « remercié » pour « l'équilibre » avec lequel son cas a été traité. Dans la seconde, il demande à ses avocats de continuer la bataille judiciaire pour l'obtention du droit d'asile. Enfin, dans une déclaration, il dé-

ploie « le manque de courage de l'Union européenne » et indique « qu'il n'y a pas d'autre alternative que la reprise de la guerre [en Turquie] ».

Côté italien, un communiqué officiel signale qu'il n'y a eu aucun « subterfuge », que tout s'est déroulé dans « le respect de la légalité ». Ce départ est « la conclusion logique d'une délicate affaire que le gouvernement italien a affronté, avec droiture, fidélité à la Constitution et à la législation nationale, attentif aux droits de l'Homme et dans l'intérêt du pays et de la sécurité nationale ». Lamberto Dini, le ministre des affaires étrangères, a fait part de sa satisfaction : « C'est la fin d'une sale histoire. C'était la seule solution si on ne voulait pas arriver à l'extradition ou au procès ».

HÔTE ENCOMBRANT

Les tractations ont été menées directement par la présidence du conseil afin de convaincre cet hôte encombrant de partir. Afin, aussi, de lui trouver une destination suffisamment sûre pour qu'il consente à accepter. Depuis le 16 décembre, date à laquelle la Cour d'appel avait révoqué l'assignation à résidence d'Abdullah Öcalan, ce dernier était juridiquement libre de ses mouvements, mais sous bonne garde dans une

villa de la périphérie d'Ostie – autant pour le surveiller que pour éviter toute tentative d'attentat contre lui.

Il aura donc fallu un mois pour persuader Abdullah Öcalan de quitter le territoire italien. Le gouvernement lui a clairement fait savoir qu'il risquait un procès. Massimo D'Alema, qui l'avait qualifié de « terroriste », souhaitait se débarrasser de ce colis gênant. D'autant que l'Allemagne – qui avait lancé un mandat d'arrêt international à son encontre – a refusé de demander l'extradition, et que les autres pays européens n'ont guère manifesté de solidarité avec leur voisin transalpin dans cette affaire, que ce soit à l'occasion des représailles turques dont a été victime l'Italie, ou lorsque la question s'est posée de se saisir du dossier kurde. L'affaire Öcalan laisse un goût amer aux Italiens, dont l'objectif unique, contrairement à leur attitude initiale, était depuis longtemps devenu : comment s'en débarrasser ? C'est désormais chose faite.

La Turquie ne se faisait guère d'illusion sur le succès d'une demande d'extradition. Les faits reprochés à Abdullah Öcalan pouvant aboutir à une condamnation à mort, l'Italie ne pouvait pas remettre « Apo » à Ankara. De toute façon, il aurait été difficile pour les autorités turques de gérer un tel

procès sans provoquer d'énormes remous. C'est pourquoi les protestations d'Ankara ont été purement formelles. L'ambassadeur italien a été convoqué afin de savoir où était parti Abdullah Öcalan et le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, a déploré qu'il « ne puisse être soumis à la justice ».

Michel Bôle-Richard

Le Monde

19 JANVIER 1999

Ankara reproche à Rome d'avoir laissé partir Abdullah Öcalan

ANKARA. 17 jan (AFP) - La Turquie a reproché dimanche à l'Italie d'avoir laissé partir le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, estimant que le gouvernement italien "n'a pas agi conformément au droit et à la justice", dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"En dépit de l'insistance des autorités turques pour l'application de la justice, les autorités italiennes, en prenant une décision unilatérale, ont permis le départ du chef des terroristes", a indiqué le communiqué dans une première réaction officielle à cette affaire.

"Les autorités italiennes n'ont pas agi conformément aux exigences du droit et de la justice" dans cette affaire, selon le communiqué.

Abdullah Öcalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, sépariste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, a quitté Rome samedi pour une destination inconnue. Il était arrivé dans la capitale italienne le 12 novembre, en provenance de Moscou.

Ankara considère le PKK, dont la rébellion vise à créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est de la Turquie à majorité kurde, comme une organisation terroriste.

"Le chef des terroristes a tenté de faire de Rome le centre du terrorisme et a entrepris la recherche d'un soutien en Europe (...) L'opinion publique d'Europe de l'Ouest a enfin commencé à comprendre le vrai visage de l'organisation terroriste", affirme le communiqué.

"La Turquie poursuivra son attitude déterminée et le chef des terroristes ne pourra pas échapper à la justice", ajoute le texte.

Arrêté à son arrivée à Rome, Abdullah Öcalan, alias "Apo", avait été assigné à résidence du 20 novembre au 16 décembre sous protection de la police italienne dans une villa proche de Rome où il a séjourné jusqu'à son départ, avant de retrouver sa liberté de mouvement.

Rome avait refusé de le livrer à Ankara, la Constitution italienne interdisant une extradition vers un pays où existe la peine de mort.

Aide européenne de 133 M écus pour des projets en Turquie

BRUXELLES, 18 dec (AFP) - La Commission européenne a approuvé des aides d'un montant total de 133 millions d'écus (160 M USD) pour financer cinq projets économiques et sociaux en Turquie, a indiqué vendredi un porte-parole.

Cette aide a été octroyée dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen MEDA pour la modernisation des structures économiques et sociales.

Elle concernera trois centres d'assistance aux petites et moyennes entreprises, un centre de haute technologie en électro-mécanique ainsi que l'amélioration des soins de santé génésique (concernant la fonction sexuelle reproductrice).

Ces programmes seront assurés conjointement par le gouvernement turc et des organisations non-gouvernementales.

L'UE a déjà alloué 236 millions d'écus (280 M USD) à la Turquie depuis 1996 dans le cadre du programme MEDA.

L'Iran s'affirme comme point de passage vers l'Asie centrale

L'intégration économique de la région turco-persane est un problème important. A long terme, elle peut être facteur de rapprochements politiques entre ces pays. A court terme, le développement des échanges dans cette zone peut être un des éléments déterminants d'un décollage économique.

En ce qui concerne les nouvelles républiques d'Asie centrale, cela peut représenter une opportunité pour accélérer la transition vers une économie de marché, compte tenu du rôle moteur joué par le développement des exportations dans les politiques de libéralisation. Il offre également la possibilité pour l'Iran et le Kazakhstan de développer les exportations non pétrolières et donc d'échapper à une trop forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures.

DÉPENDANCE

Cet objectif apparaît pourtant bien lointain. L'intégration économique dans la région reste très limitée. Ainsi, les échanges de biens du Kazakhstan, de l'Iran et de la Turquie dans la région ne représentaient respectivement que 15,1 %, 6,5 % et 4,3 % de leur commerce total en 1997. Il est intéressant à ce propos de constater que l'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Iran et de la Turquie.

Ce faible niveau d'intégration économique régionale est d'abord lié au fait que ces économies, à l'exception de la Turquie, sont encore des économies sous-développées dont les performances restent trop dépendantes des résultats du secteur agricole ou de l'exploitation des ressources énergétiques. Au Kirghizstan et en Ouzbékistan, le taux de croissance est extrêmement volatil car

Le développement des échanges, déterminant pour le décollage économique, reste limité dans le monde turco-persan

fortement corrélé aux conditions climatiques du fait du poids économique de l'agriculture. La croissance de l'économie turkmène est très dépendante de l'évolution de ses exportations de gaz et de coton.

L'économie kazakhe dépend, elle, des variations des cours du pétrole et des minerais non ferreux. Et l'Iran est toujours marqué par sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Les secteurs privés dans ces économies sont sous-compétitifs et faiblement développés ; ils ne sont pas à même d'accroître les échanges inter-industriels. Seuls les entrepreneurs turcs, connus pour leur dynamisme, se distinguent de leurs homologues régionaux. La période actuelle est d'ailleurs une illustration du poids de ces dépendances : la chute des cours du pétrole et des métaux non ferreux depuis l'automne 1997 a conduit à un très net tassement de l'activité au Kazakhstan et en Iran.

INSTABILITÉ

De plus, cette zone ne bénéficie pas d'une économie qui pourrait jouer le rôle de catalyseur des échanges régionaux comme le Japon en Asie. L'intégration économique reste également contrainte par la persistance de l'instabilité des condi-

tions macroéconomiques dans la région, l'Iran et la Turquie étant notamment en situation d'hyperinflation, alors que l'économie pakistanaise traverse une grave crise de paiements.

Enfin, et surtout, l'instabilité politique dans cette zone ne peut que freiner son intégration économique. Aux conflits locaux s'ajoute l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'Iran, qui s'est traduit notamment par le veto américain vis-à-vis d'oléoducs ou de gazoducs reliant l'Iran et l'Asie centrale.

Pourtant, il reste des raisons de croire au devenir économique de cet ensemble. Tout d'abord, cette zone dispose, avec l'Iran et les pays d'Asie centrale, d'économies qui bénéficient - ou bénéficieraient - de rentes pétrolières et gazières. En dépit de leurs effets pervers, celles-ci contribueront au moins à solvabiliser les demandes internes.

Un autre facteur concerne, paradoxalement, la chute du prix du pétrole, puisqu'elle a fait prendre conscience à plusieurs gouvernements de la nécessité de diminuer leur dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. En Iran, par exemple, la crise actuelle pourrait conduire à une libéralisation économique et à un développement des investissements étrangers, éléments propres à favoriser une montée des échanges avec les pays limitrophes.

Cette remarque s'applique d'ailleurs également aux voisins sudistes de cette zone, les pays du Golfe, qui pourraient accélérer la privatisation de leur économie. Il existe de nombreuses possibilités d'intensification des échanges économiques entre les pays du Golfe et l'Iran, notamment

dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services (transport, finance, tourisme). L'Iran peut, de ce point de vue, bénéficier d'une situation de point de passage entre le Golfe et l'Asie centrale. En effet, les Emirats arabes unis (notamment Dubaï) sont une importante base de réexportation de biens de consommation et d'équipement vers l'Asie centrale.

Dans le cas de l'Iran, une politique de libéralisation économique pourrait permettre de profiter de l'amélioration récente des infrastructures de transport le reliant à ses voisins : une liaison ferroviaire existe maintenant, depuis 1996, entre Bandar Abbas (le port iranien par où transite tout le commerce avec Dubaï) et le Turkménistan ; des liaisons routières ont été établies entre l'Iran et l'Arménie. On parle même d'un projet de liaison ferroviaire entre Ilam (en Iran) et Bagdad.

EFFET « TALIBAN »

Le rôle de l'Iran comme point de passage principal pour les importations et exportations par route et par voie ferrée vers l'Asie centrale s'affirme d'ailleurs de manière croissante avec un transit d'un million de tonnes par rail et 2,5 millions de tonnes par camions en 1996. La Perse serait d'autant plus à même d'intensifier ses relations économiques avec ses voisins qu'elle dispose de plusieurs villes susceptibles de jouer le rôle de centres économiques régionaux. Machad (près de 2 millions d'habitants), par exemple, devrait devenir le pôle économique pour l'Asie centrale, cette ville disposant des infrastructures nécessaires. D'ailleurs, les décideurs

économiques locaux sont extrêmement favorables à ce cercle régional. La puissante fondation religieuse Astan Qods a ainsi participé au financement de la liaison ferroviaire avec le Turkménistan.

Enfin, la politique de normalisation des relations extérieures du nouveau président iranien Khatami pourrait créer un socle propice à une telle intensification des échanges. La politique de rapprochement avec les nouvelles répu-

bliques d'Asie centrale, entamée sous le gouvernement précédent, se poursuit. L'Iran bénéficie dans ce domaine d'un effet « taliban », qui a conduit à un rapprochement avec la République islamique de pays comme l'Ouzbékistan ou le Turkménistan, qui se sentent directement menacés. Cette politique d'ouverture est également dirigée vers les pays du Golfe.

Toutefois, le devenir économique de la région sera également le fruit

de l'évolution de la politique américaine dans cette zone. Les Etats-Unis semblent admettre de manière implicite que la politique de sanctions économiques à l'égard de l'Iran a échoué. Pourtant, une telle situation ne veut pas dire que la politique d'opposition du département d'Etat au développement des liens économiques entre l'Iran et l'Asie centrale touche à sa fin. Il se dessine en effet une volonté américaine de dissocier ces deux dossiers. Une po-

litique moins agressive vis-à-vis de l'Iran pourrait être mise en place. En revanche, l'Asie centrale constituant une zone d'influence américaine prioritaire, l'opposition à son rapprochement avec l'Iran restera d'actualité.

Thierry Coville

Economiste au Centre d'observation économique (COE) de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Un ex-cadre onusien dénonce l'attitude « génocidaire » des Nations unies en Irak

Denis Halliday réclame la levée de l'embargo

IL NE FAUT PAS croire qu'ayant démissionné, en octobre 1998, de ses fonctions de coordinateur humanitaire des Nations unies en Irak - pour protester contre le sort fait à la population de ce pays -, Denis Halliday a décidé de se taire. Invité à Paris par cinq associations françaises qui réclament la réintégration de Bagdad dans la communauté internationale, M. Halliday tient au contraire des propos plus sévères que jamais envers les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Nations unies, qu'il accuse d'avoir eu un comportement « génocidaire », en « permettant que l'embargo imposé à ce pays dure huit ans, commettant ainsi une violation majeure des lois et pratiques internationales », voire de la charte des Nations unies. Il apporte également un appui très enthousiaste aux « idées » françaises pour résoudre la crise entre l'ONU et Bagdad (*Le Monde* du 14 janvier).

En privant les populations du mi-

nimum vital, l'embargo, a déclaré M. Halliday lors d'un déjeuner organisé lundi 18 janvier par le Mouvement chrétien V^e République, « tue des milliers de personnes. 30 % d'Irakiens souffrent de malnutrition - dont 25 % de malnutrition chronique -, ce qui entraîne des dommages physiques et mentaux. Nous sommes en train de handicaper la prochaine génération », insiste-t-il. « Depuis 1991, 500 000 à 600 000 enfants sont morts. Même si l'exagération est de 10 % ou 20 %, c'est inacceptable ! Les Nations unies punissent le peuple irakien parce qu'elles ne sont pas capables de traiter [le problème de] Saddam Hussein ».

« C'est une situation épouvantable », s'indigne M. Halliday, qui n'est pas à court d'arguments pour exprimer son écœurement : paupérisation jusqu'à l'indigence, effondrement de la structure familiale, déscolarisation des enfants, mendicité, prostitution forcée des

femmes pour subvenir aux besoins des familles, émigration des élites éduquées, radicalisation politique d'une jeunesse pour qui les dirigeants actuels « sont trop modérés », et qui prône la rupture avec les Nations unies et la violence.

Il n'y a rien à espérer du côté des deux pays « bornés » que sont, à ses yeux, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En revanche, M. Halliday ne tarit pas d'éloges sur les propositions françaises. « Un embargo qui tue des milliers de personnes est totalement incompatible avec la formule "pétrole contre nourriture" », martèle-t-il. L'embargo doit être levé, pour que l'Irak puisse « gérer ses revenus pétroliers, investir dans ses infrastructures civiles », relancer son économie, créer des emplois et assurer le bien-être de ses populations.

L'ex-responsable de l'ONU estime toutefois que la seule levée de l'embargo ne suffit pas. Il invite la France à prendre la tête d'un groupe de pays qui, par le biais d'aides, de prêts, d'investissements ou par d'autres moyens, contribueraient à la reconstruction de ce pays. Reconstruction qui requiert « immédiatement, affirme-t-il, entre 50 et 60 milliards de dollars [43 à 51 milliards d'euros] ».

CONTRÔLER LES VENTES D'ARMES

Dans le même ordre d'idées, M. Halliday souhaite que soit différé le versement par Bagdad de compensations aux pays, per-

sonnes morales ou individus lésés par l'invasion du Koweït (ces compensations représentent 30 % des revenus générés par la formule « pétrole contre nourriture »). Il juge inique une telle décision, alors que les Irakiens manquent des produits les plus élémentaires pour vivre.

Dans le double objectif de réhabiliter les Nations unies et de contrôler les décisions du Conseil de sécurité, il invite la France à prendre aussi la tête d'une campagne pour la constitution d'un comité de juristes qui dirait « ce qui peut être fait et ce qui ne doit pas l'être ».

Le contrôle de l'armement irakien est indispensable, estime-t-il, à trois conditions : il doit être fait par des personnels « des Nations unies qui répondent [de leurs activités] devant le secrétaire général », et non par la commission chargée de désarmer Bagdad (Unscm), « qui est morte », ou encore par des hommes tels que Richard Butler, le chef de cette commission, qui font acte de « loyauté à leurs employeurs, qu'il s'agisse de la CIA ou de différents gouvernements ». Bagdad doit faire preuve de transparence budgétaire totale. Enfin les pays producteurs et fournisseurs d'armement doivent balayer devant leur porte et contrôler eux aussi les ventes d'armement, non seulement à l'Irak, mais à tous les pays de la région.

Mouna Naim

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

JANUARY 20, 1999

Ex-UN Aide Hits Iraq Sanctions

Reuters

PARIS — The former coordinator of the United Nations oil-for-food program in Iraq said Tuesday that UN sanctions amounted to genocide and that ending them would do more to weaken the Iraqi leadership than maintaining them.

Denis Halliday, a self-described pacifist who resigned in protest over UN policies in Iraq last September after more than 30 years at the agency, praised a French plan to ease international sanctions on Baghdad.

But, in an appearance before the French National Assembly's Franco-Iraq Study Group, he said that UN members must do even more to assist Baghdad and urged them to help finance Iraq's reconstruction, which he said would cost \$50 billion to \$60 billion.

He also urged the United Nations to postpone Iraq's reparation payments, imposed after its 1990 invasion of Kuwait, "until the death of Iraqi children ceases."

"I don't like the word genocide," he

said after his remarks to the study group. "I think it's perhaps too dramatic. But the fact is, can you find a better word to describe this sort of catastrophe?"

Mr. Halliday is touring Europe to lobby for an end to the UN sanctions, which he blames for the deaths of 5,000 to 6,000 Iraqis a month and as many as 600,000 children since 1990.

France has proposed phasing out the UN ban on Iraqi oil sales, replacing obstructive weapons inspections with a looser system of arms monitoring and continuing supervision of how Iraq spends the money it earns from oil exports.

Kurd Leader Went to Russia, Turkey Says

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Bulent Ecevit said Monday that the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan had traveled to Russia after leaving Italy late last week.

"News has come from extremely reliable sources that the head of the separatist organization, Abdullah Ocalan, went to Russia and landed at an airport outside Moscow," the state-run Anatolian news agency quoted Mr. Ecevit as saying.

Mr. Ocalan has been the focus of a diplomatic dispute between Turkey and Italy for nearly two months since being arrested on arriving in Rome from Moscow on a false passport.

Italy incensed Turkey by refusing its requests to send Mr. Ocalan home

to face trial for treason because its constitution bans extraditing suspects who could face the death penalty.

Turkey holds the rebel leader responsible for the deaths of 29,000 people in the conflict between Turkey's security forces and Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party, which is fighting for self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast.

In Rome on Monday, Prime Minister Massimo D'Alema said he had no idea where the guerrilla chieftain had gone. "I don't know where Ocalan is, and I don't care," Mr. D'Alema. "The case is closed."

Mr. Ocalan came to Italy on Nov. 12 hoping to muster Europe-wide support for a negotiated settlement to the Kurdish conflict. But he failed, in part

because Turkey said it would never negotiate with him.

In a letter to Mr. D'Alema, Mr. Ocalan said he hoped to return to Europe someday, "at a time when the conditions are mature enough to end this struggle with a just and lasting peace."

Mr. D'Alema released the letter at a briefing Monday.

"Leaving Rome is not a step backward," it said.

"On the contrary, it is taken to create the opportunity for a future initiative on the political solution to the Kurdish issue."

The Ocalan affair badly soured relations between Italy and Turkey, where an unofficial boycott on Italian goods has been in place. (Reuters, AP)

Iraqi Executions Now Under Question U.S. Officials Used Opposition Accounts That Are Unverifiable

By Vernon Loeb
Washington Post Service

WASHINGTON — In their campaign to portray President Saddam Hussein of Iraq as weakened after the American-led air strikes last month, senior U.S. officials have relied on opposition accounts of executions in the Iraqi military that U.S. intelligence officials say they have been unable to confirm.

As recounted by officials at the Pentagon and State Department, the opposition accounts suggest that Operation Desert Fox triggered uprisings in Iraqi military units in Basra and Baghdad.

Assessing the overall effectiveness of the four-day bombing campaign, General Anthony Zinni, commander of U.S. forces in the Gulf, said that executions had been carried out in the 3d Corps in southern Iraq after a division commander and other officers refused an order to move against the local Shiite population.

Expanding on General Zinni's remarks, the State Department spokesman, James Rubin, discussed last week the executions in the south and three other incidents between Dec. 13 and Dec. 19 in which 25 Iraqi officers were reportedly executed,

including two generals in Baghdad on Dec. 18. The bombings by U.S. and British forces lasted from Dec. 16 to Dec. 19.

While General Zinni did not specify the source of his information, the incident he described was first reported Dec. 21 in almost identical detail by an opposition group supported by Iran, the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq.

In his account, Mr. Rubin cited "opposition sources."

Each of the four incidents he referred to was first reported by either the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq or another opposition group not normally cited by U.S. policymakers, the Iraqi Communist Party.

Mr. Rubin later explained that State Department officials consider the reports credible "because they fit a pattern of similar past practices by the regime" of heinous human rights crimes and military executions to maintain order during a crisis.

But senior U.S. officials said they had no independent intelligence to confirm the opposition accounts.

A source with access to classified U.S. intelligence called the opposition reports outlined by General Zinni and Mr.

Rubin "good ol' Shakespearean sound and fury signifying nothing."

"I have seen no available intelligence to support the scope of these things," he said. "The intelligence community would laugh them out of a room trying to cite this as evidence of anything. All you have is fragmentary and suspect sources."

To some extent, officials said, the paucity of hard U.S. intelligence coming out of Iraq is understandable. President Saddam relies on clan members for security and his regime is efficient at executing suspected or presumed spies.

"There are only a few people who count — 10, 20, 25, no more than that," the intelligence source said. "These are the people who know what's going on. Frankly, breaking into that is very difficult. You can have a corps commander on your payroll — and he wouldn't know what's going on in Baghdad."

Given the virtually impenetrable inner circle, Iraq experts inside and outside the U.S. government say that, even if the opposition reports are true, it would be next to impossible to understand why Mr. Saddam was executing officers during the bombing campaign.

"We don't know if there was a coup attempt in the 3d Corps," said Kenneth Pollack, a senior fellow at the National Defense University. "We don't know at all what happened down there. Saddam is so good at internal security. If there was a coup, he knew about it, and he rolled it up."

Amatzia Baram, an Iraq expert at Haifa University in Israel and author of a recent book about Mr. Saddam, said the executions could have been a pre-emptive move to keep suspected opponents off-balance. "It does mean that he has a problem," Mr. Baram said. "It doesn't mean Saddam is losing control."

The most detailed opposition account cited by Mr. Rubin came from the Iraqi Communist Party,

which issued a report Jan. 7 that 81 individuals, including 18 military officers, had been executed at Abu Ghraib prison in Baghdad on Dec. 13, three days before the start of Desert Fox.

The party, which operates out of Kurdish-controlled northern Iraq and London, included in its report a list of names, home towns, birthdates and offenses of each of the 81 people reportedly killed.

Joe Stork, advocacy director for Human Rights Watch in Washington, said he found it "fairly unusual" for Mr. Rubin to be citing reports from the opposition to highlight human rights abuses in Iraq.

But while it is impossible to verify such opposition reports, Mr. Stork said, "We have to take them all seriously."

What's the Iraq Policy?

In the past few days, Iraq has been shooting at U.S. warplanes. Iraqi officials have challenged Kuwait's right to exist as a country. They have demanded compensation for United Nations "crimes" against Iraq, labeled the United States and Britain as "thieves and outlaws," demanded an end to sanctions and no-fly zones and reiterated that UN "spies" — meaning weapons inspectors — will never be allowed to return.

Vice President Al Gore's tough response to all this was to offer to eliminate the ceiling on how much oil Iraq is permitted to sell. The administration also proposed allowing Iraq to import more spare parts to get its oil industry up and running. Maybe those parts can be used to repair the oil refinery that, only a few weeks ago, U.S. warplanes were bombing.

Not so long ago, Washington had several goals in its policy toward Iraq. One was to accomplish, through UN weapons inspectors, the destruction of

Saddam Hussein's biological, chemical and nuclear weapons capabilities as promised after the Gulf War. Another was to maintain an international consensus in favor of strict economic sanctions on Iraq until that disarmament was accomplished. The Clinton administration also aimed to keep pressure on Saddam's regime by supporting Kurdish insurgents in northern Iraq.

Over time, and in large part due to U.S. inattention and inconstancy, Saddam has gone a long way toward frustrating those goals. He moved militarily against his opponents in the north and drew only a token U.S. response. He successfully hid much of his weaponry from UN inspectors and now has barred them from the country. He has unraveled the consensus on sanctions; last week France formally proposed lifting them, although Iraq clearly has not complied with UN Security Council resolutions. Some UN officials have advanced Saddam's cause by anonymously vilifying their

own inspectors. And now Iraq is challenging a remaining fragment of U.S. containment policy, the no-fly zones; comments from Turkey's new prime minister suggest that Saddam has reason to hope for success there, too.

The United States last month bombed some of Iraq's weapons-making and weapons-hiding capabilities, and U.S. officials say they stand ready to do so again. This is the right policy. But it should not be mistaken for a complete policy. Bombing is one thing that the United States can do by itself; casting a veto in the Security Council is another. Both have about them the forlorn air of holding actions. Neither is likely to ensure Saddam Hussein's isolation, hasten his downfall or eradicate his weapons of mass destruction.

Mr. Gore's proposal is not all that different, in practice, from France's proposal to lift sanctions but continue monitoring imports. The administration proclaims itself satisfied with its Iraq policy, but the reasons for such satisfaction are not clear.

—THE WASHINGTON POST.

With Smart Outside Help, the Opposition Could Have a Chance

WASHINGTON — The UN weapons inspection team in Iraq was at best a serious nuisance to Saddam Hussein. Now it in effect no longer exists, there are only two other options. One is to try to contain Saddam through sanctions and sporadic bombing raids while waiting for him to fall. The other is to help the opposition bring him down.

There is no denying that Saddam's enemies are disorganized. Sunnis and Shiites, as well as Kurds, Turkomans, monarchists, democrats, former military officers, Marxists, and pro-Iranian Islamic fundamentalists, have groups and subgroups representing their interests. Much of the opposition is in exile in Europe, Iran and the United States.

The only group that can plausibly claim to represent most factions is the Iraqi National Congress, an umbrella organization based in London that received the bulk of U.S. aid from 1992 to 1996.

In 1996, after it became clear that Washington would not of-

fer the rebels air support, Saddam crushed the congress's operations in northern Iraq. Now the group is financially strapped and has no paramilitary forces inside Iraq.

Still, dilapidated as it may be, the Iraqi opposition possesses several trump cards. First and foremost, ethnicity and religion are on its side.

Saddam is completely dependent on Sunni Arabs, only 20 percent of Iraq's population. He has ruled through dividing,

bribing and murdering Sunni Kurds and Arab Shiites, who are the vast majority of the population. Even among Sunni Arabs, he has been savage, killing when he smells dissent.

For 40 years the United States has followed British habits in Iraq, seeing Sunnis as the proper rulers. Since the Gulf War, the CIA and the Pentagon have felt that only a Sunni military coup could eliminate Saddam. But his tyranny has done

much to replace age-old religious and ethnic animosities. And throughout the eight-year Iran-Iraq war in the 1980s, the Iraqi Shiites never betrayed their Sunni countrymen.

The Iraqi National Congress could help bridge the religious divide. Its leader, Ahmed Chalabi, is a Shiite who has brought many Sunnis under the congress's banner.

It might also bring Kurds back into the fold. Some Kurds have cut deals with the Iraqi government to survive, but their loathing of Saddam is undiminished. If the Kurds were to see that Washington was finally serious about helping, they and the congress could start to harass him again in northern Iraq.

But the key to cracking Saddam's strength will be the national congress's appeal to Shiites, who may well constitute half of Iraq's army.

To help bring all the factions together, the Clinton adminis-

tration should spend the \$97 million it pledged in October. Then it must drop its objections to playing favorites. By not clearly designating the national congress as the leader of the front against Saddam, Washington will sow dissension among the factions and betray American resolve.

Most important would be a White House statement guaranteeing air support, meaning attacks against any concentrations of Saddam's military that threaten opposition forces.

And Iraq's oil must be turned off. Current UN guidelines allow Iraq to export nearly as much oil as it did before the invasion of Kuwait.

The writer, a Mideast specialist for the CIA from 1985 to 1994, is author, under the pseudonym Edward Shirley, of "Know Thine Enemy," about revolutionary Iran. He contributed this comment to The New York Times.

US reacts to Rome over Ocalan, Italy says case is closed

TDN with wire dispatches

Italian Prime Minister Massimo D'Alema said Monday as far as Italy is concerned the case about Kurdish separatist terrorist leader Abdullah Ocalan is closed. Turkey and the United States were not impressed and Washington criticized Rome for allowing Ocalan to depart from Rome.

The U.S. State Department declared that the path taken by Italy regarding the Ocalan case is disappointing, the Anatolia news agency reported.

James Foley, the acting spokesman of the U.S. State Department, made the following statement: "We are aware of Abdullah Ocalan's departure from Italy. It is obvious that the road taken by Italy does not serve in the goal of Ocalan's being tried. We feel sorrow over this. Ocalan should be brought to justice on charges of terrorism," he said.

Ever since Ocalan's arrest in Italy, the U.S. has repeatedly denounced the PKK as a brutally violent organization and has stressed the importance of bringing Ocalan to justice and making him account for his crimes.

In a press conference in Rome D'Alema accused Ankara of pressing for Ocalan's extradition instead of considering the possibility of trying him in a third country.

In a letter to D'Alema, Ocalan said he hopes to return to Europe someday, "at a time when the conditions are matured enough to end this struggle with a just and lasting peace."

"Leaving Rome is not a step backwards," it said. "On the contrary, it is taken to create the opportunity for a future initiative on the political solution to the Kurdish issue." D'Alema distributed this letter to the press during the press conference.

Stating that he neither knows nor cares where Ocalan is, D'Alema said that Turkey had adopted an unrealistic attitude by demanding Ocalan's extradition. The Italian prime minister said as far as Italy is concerned "the Ocalan case is closed."

But Turkey, where Ocalan is wanted as a terrorist, refused to believe it and sharply criticized Italy for letting him slip away. "It is not possible for the Italians not to know where he went," Turkish Foreign Minister Ismail Cem told NTV television.

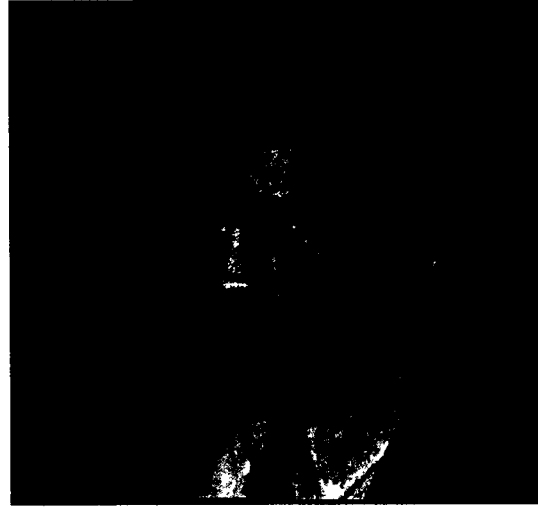
Uncertainty over Ocalan's whereabouts

On the second day following Ocalan's departure from Rome, the PKK leader's whereabouts were still unknown to most observers and officials, and the Rome government remained tight-lipped on his destination.

Contrary to the belief in some circles within the Turkish capital that Ocalan had fled to Russia again, there was no confirmation from the Russian government that he had arrived in Moscow.

PKK sources said Ocalan had already "arrived at his country of destination" and that it was being kept secret for security reasons.

Italian police reportedly whisked Ocalan to Rome's Ciampino airport early on Saturday from his home in the suburb of Ostia. Some reports said the PKK leader departed on a military plane, while others spoke of him leaving on a private aircraft. The Italian News Agency (ANSA) reported that only one and a half hours elapsed from the time Ocalan left his villa to his departure from Rome.



Cem noted that some western European nations may want to hold the PKK card in their hands in order to use it against Turkey at some point in the future.

He commented that the PKK has already become politicized, but that the politicization did not begin until Ocalan's arrival in Rome.

"The so-called parliament of the PKK had already held meetings. There was already a campaign. These will go on," Cem said.

Belarus, Ukraine: Ocalan will not be accepted

In addition, Belarus and Ukraine officially declared that they will not grant sanctuary to Ocalan. The Baltic states have reportedly given written assurances to Turkey that the PKK leader will not be permitted entry to their countries.

On Sunday, Turkey's representatives abroad were ordered to contact the officials of the countries in which they are present to inform the officials that Ocalan is wanted by Interpol. State-run Italian television reported that Ocalan flew out of Rome at midday, saying that the plane might have landed in Nishni Novgorod, 500 kilometers east of Moscow, to keep his whereabouts secret.

Turkish and Italian media reports speculated that Ocalan might intend to go to Armenia, North Korea or Sudan, saying Moscow was only the first leg of his trip.

Italian Foreign Minister Lamberto Dini spoke of the end of "an ugly story." He stressed that Ocalan had neither been expelled nor extradited, saying "Ocalan himself opted for this solution."

Dini lambasted the German government for refusing to request the extradition of the unwelcome guest despite the fact that a German warrant had served as the basis for arresting Ocalan when he first arrived in Rome on Nov. 12.

The affair also led to angry reactions from Turkey after Rome steadfastly refused to comply with an extradition request from Ankara, citing Turkey's death penalty as the reason for refusing extradition.

"Europe has been impaired by this affair as a result of the delicate issue of the battle against terrorism. But that's not Italy's fault," Dini said on Sunday.

In Moscow, Russia's domestic secret service, the FSB, said it was searching for Ocalan but that so far its efforts had produced no results.

Observers noted that last year Russian authorities had repeatedly denied Ocalan's presence in their country. The PKK leader had fled to Russia from Damascus after pressure mounted for him to leave his refuge in Syria due to the escalation of tensions between Damascus and Ankara.

Russian Ambassador to Ankara Alexander Lebedev assured the Turkish government that Ocalan had not entered his country.

Cem: PKK's politicization limited

Meanwhile, speaking on a television program broadcast Sunday night on TRT, Foreign Minister Ismail Cem said that the presence of Ocalan in Rome had a negative and restrictive effect on the efficiency and politicization of the PKK.

Cem viewed the period of Ocalan's presence in Rome as a time during which the real face of the PKK began to be seen. In reference to the PKK's drug smuggling operations being the key to its politicization mission, Cem stated that the PKK "bought" many politicians with the help of revenue from its illicit drug trade.

Réunion du parlement kurde au Pays basque: réponse dans un mois

VITORIA (Espagne), 19 jan (AFP) - Le parlement basque décidera dans environ un mois s'il accepte d'accueillir une réunion de son homologue kurde en exil, a indiqué mardi le président de la chambre régionale basque Juan Maria Atutxa.

M. Atutxa a reçu lundi l'ambassadeur de Turquie en Espagne qui lui a exposé les raisons pour lesquelles Ankara s'oppose à l'organisation en Espagne d'une telle réunion.

Peu avant cette rencontre, M. Atutxa avait souligné que le parlement basque était "souverain" pour accepter ou refuser l'accueillir le parlement kurde en exil, et que Madrid, qui a exprimé au parlement basque sa "préoccupation" à ce sujet, ne pouvait pas s'y opposer.

M. Atutxa a indiqué avoir distribué aux 75 membres du parlement basque, dominé par les nationalistes modérés et les indépendantistes proches de l'organisation armée ETA, la documentation remise par l'ambassadeur turc.

Le parlement kurde en exil, créé le 12 avril 1995 à La Haye, est considéré par Ankara comme l'émanation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée depuis 1984 contre le pouvoir central et considéré par la Turquie comme une organisation terroriste.

Sa dernière réunion s'est tenue en 1998 à Rome, au parlement italien, et a provoqué une crise diplomatique entre l'Italie et la Turquie.



Critiques européennes de la Turquie à propos de la question kurde

STRASBOURG, 19 jan (AFP) - Les autorités turques sont sévèrement critiquées pour un manque de respect des droits des citoyens kurdes dans un rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui sera examiné lundi 25 janvier à Strasbourg.

Selon les rapporteurs Andras Barsony (Hongrie, Socialiste) et Walter Schimmer (Autriche, Parti populaire européen), la liberté d'expression des médias kurdes est sévèrement restreinte, de nombreuses publications kurdes ont été interdites et l'accès aux autres publications kurdes est difficile, malgré les dénégations des autorités turques.

Les rapporteurs estiment aussi que le terrorisme pourrait sans doute être "progressivement maîtrisé" dans cette région, si les autorités accordaient aux Kurdes la protection prévue pour les minorités nationales par la Convention européenne des droits de l'Homme.

Le rapport se félicite d'un certain nombre de progrès observés depuis trois ans mais ajoute que "la préoccupation devant la persistance de cas de torture et de traitements inhumains ou dégradants paraît justifiée, eu égard aux informations communiquées par l'ordre des avocats de Diyarbakir et par des ONG des droits de l'Homme".

Les rapporteurs ont regretté d'avoir été refoulés de la prison centrale d'Ankara, en septembre, sans avoir pu rencontrer quatre anciens parlementaires du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous), notamment l'ex-députée Leyla Zana, qui y purgent des peines de quinze ans de prison.



Première livraison d'éléments de missiles Patriot à la Turquie

ANKARA, 20 jan (AFP) - La Turquie a pris livraison mercredi d'un premier envoi d'éléments de missiles Patriot destinés à être installés sur la base aérienne d'Incirlik pour la protéger contre une éventuelle attaque aérienne irakienne, a annoncé l'agence Anatolie.

Un avion militaire américain transportant ces éléments et du personnel américain a atterri sur cette base dans le sud du pays.

Les autres éléments doivent arriver dans les jours prochains, ce qui devrait permettre à ces missiles d'être opérationnels dans une semaine, selon des sources diplomatiques citées par l'agence.

Les Etats-Unis avaient annoncé le 15 janvier dernier avoir donné leur accord pour l'envoi en Turquie de ces missiles réclamés par Ankara.

La base d'Incirlik est utilisée par les Etats-Unis pour assurer des patrouilles dans la zone d'exclusion aérienne au nord de l'Irak.

Ces missiles seront mis à la disposition de la Turquie "pendant la durée de la crise actuelle avec l'Irak", avait alors précisé le porte-parole du département d'Etat James Rubin.

HUMAN RIGHTS WATCH

350 Fifth Avenue, 34th Floor
NY, NY 10118-3299
Telephone: (212)-290-4700
Facsimile: (212)-736-1300
E-mail: hrwnyc@hrw.org

Website: <http://www.hrw.org>

EUROPE AND CENTRAL ASIA

DIVISION

Holly Cartner
Executive Director
Rachel Denber
Deputy Director
Elizabeth Andersen
Advocacy Director
Diederik Lohmann
Moscow Office Director
Pamela Gomez
Caucasus Office Director
Fred Abrahams
Julia Hall
Malcolm Hawkes
Andreas Lommen
Christopher Panico
Diane Paul
Marie Struthers
Research Associates
Alexander Petrov
Assistant Moscow Office Director
Acacia Shields
Coordinator
Caucasus/Central Asia
Liudmila Belova
Alex Frangos
Joshua Sherwin
Associates

STEERING COMMITTEE

Peter Osnos, *Chair*
Alice H. Henkin, *Vice Chair*
Morton Abramowitz
Darbara Fimberg
Frederica Friedman
Felice Gaer
Michael Gellert
Paul Goble
Bill Green
Stanley Hoffmann
Robert James
Kati Marton
Prema Mathai-Davis
Jack Matlock
Karl Meyer
Joel Motley
Herbert Okun
Jane Olson
Barnett Rubin
Leon Sigal
Malcolm Smith
George Soros
Donald J. Sutherland
Ruti Teitel
Mark Walton
William D. Zabel
Warren Zimmermann

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth
Executive Director
Michele Alexander
Development Director
Carroll Bogert
Communications Director
Reed Brody
Advocacy Director
Cynthia Brown
Program Director
Barbara Guglielmo
Finance & Administration
Director
Susan Osnos
Associate Director
Wilder Taylor
General Counsel
Lotte Leicht
Brussels Office Director
Joanna Weschler
United Nations
Representative
Jonathan Fanton
Chair

For immediate release:
January 20, 1999

For further information, contact:
Holly Cartner (NYC) 1-212-216-1277
Elizabeth Andersen (NYC) 1-212-216-1265
Lotte Leicht (Brussels) 32-2-732-2009



Rights Group Decries Missed Opportunity to Prosecute PKK Leader Urgent Need for an International Criminal Court Cited

(New York, January 20, 1999)--Human Rights Watch today condemned the failure of the Italian government to prosecute Abdullah Ocalan, the leader of the Workers' Party of Kurdistan (PKK), for crimes against humanity, such as extrajudicial executions and massacres of civilians. The Kurdish leader, who has been in Italy since mid-November, was allowed to flee the country this past weekend on the eve of a court decision on whether Italy would prosecute him. His whereabouts are currently unknown.

"The Italian government in particular, but also the international community as a whole, has in this case missed an important opportunity to signal that those who commit atrocities will be held accountable," stated Holly Cartner, executive director of Human Rights Watch's Europe and Central Asia Division. "The case underscores the need to operationalize the commitments made by Italy and other countries to a system of international criminal justice: they need to enact legislation enabling them to prosecute crimes of universal jurisdiction, such as crimes against humanity. And, though it could not have been a forum for adjudication of this case, they need to ratify the treaty creating an international criminal court, so that future gross violations can be adjudicated outside of the political realm where this case was resolved."

Ocalan is wanted in Turkey on terrorism charges related to the fourteen-year conflict that his PKK has waged against Turkish government forces. Italy declined to extradite Ocalan to Turkey on the grounds that he might face the death penalty there. Upon Ocalan's departure from Italy, decisions by the Italian authorities were still pending on both his request for political asylum in Italy and a possible Italian charge of terrorism against him. In repeated recent public statements, apparently concerned that an Ocalan trial would be politically unpopular, particularly with western Europe's large Kurdish population, Italian Prime Minister Massimo D'Alema encouraged Ocalan to leave the country. Italian authorities expressed relief upon Ocalan's departure.

In a November letter to Prime Minister D'Alema, Human Rights Watch praised the decision not to send Ocalan to Turkey to stand trial, where the rights group warned against a substantial risk he would face torture, as well as the possibility of the death penalty. At the same time, Human Rights Watch pressed Italy to hold Ocalan accountable for crimes against humanity committed under his command, or to send him to another country that would undertake the prosecution in accordance with international law.

Human Rights Watch's letter to D'Alema recounted that between 1992 and 1995, the height of the conflict, Ocalan's PKK is believed to have been responsible for at least 768 extrajudicial

executions, mostly of civil servants and teachers, political opponents, off-duty police officers and soldiers, and those deemed by the PKK to be "state supporters." In addition, the PKK committed numerous large-scale massacres of civilians, usually against villagers or villages that were believed to be connected with the state civil defense "village guard system." In twenty-five such massacres committed between 1992 and 1995, 360 people were killed, including thirty-nine women and seventy-six children. These actions were not committed by rogue units or commanders, but were PKK official policy.

Human Rights Watch has often reported and condemned abuses committed by Turkish government forces, as well as the PKK. "We have repeatedly demanded that the Turkish government investigate and hold accountable those members of its security forces responsible for serious violations of international human rights and humanitarian law committed against the Kurds, including torture, extrajudicial killings, and indiscriminate fire," Cartner explained. "Had Turkey done so, it might have found greater international sympathy for its case against Ocalan. But in either case, under international law, abuses committed by one side cannot under any circumstances be seen to justify or excuse those committed by the other."

HA'ARETZ
Tel-Aviv

On raconte l'histoire suivante : l'heure du président syrien a sonné. Allah envoie l'ange de la mort à Damas et lui demande de lui rapporter au plus vite l'âme de Hafez el-Assad. Mais, à son arrivée dans la capitale syrienne, l'ange de la mort est arrêté par les forces de sécurité syriennes qui le chassent et lui interdisent de remettre les pieds en Syrie. A son retour chez Allah, il raconte ce qui lui est arrivé. Allah pâlit et, voyant que l'ange a été roué de coups, demande d'une voix tremblante : "Tu ne leur as pas dit qui t'envoyait, n'est-ce pas ?"

BACHAR EST MOINS POPULAIRE ET MOINS DOUÉ QUE SON FRÈRE

En Syrie, on ne parle pas de l'éventualité de la mort du Président et on évite de parler en public de son éventuel successeur. Assad qui a eu 68 ans le 6 octobre dernier, dont on dit depuis quinze ans qu'il est en très mauvaise santé et dont on ne cesse de prédire la mort prochaine, n'aborde jamais en public la question de sa succession. Il semble pourtant aujourd'hui que le président syrien a décidé de transmettre le pouvoir à son fils Bachar, qui, en ce début d'année, vient d'être nommé au grade de colonel.

Bachar el-Assad, le second fils du président syrien, a aujourd'hui 34 ans. Son frère aîné, Bassel, s'est tué en voiture en 1994. Il avait été formé pour succéder à son père, et sa mort a profondément affecté Hafez el-Assad et le pays tout entier. Il ne manquait alors plus que trois mois à Bachar pour achever ses études à Londres, mais son père l'avait immédiatement rappelé en Syrie et fait entrer à l'Académie militaire. Bachar est moins doué et moins populaire que son frère aîné, et Assad lui-même ne semble pas l'apprécier autant.

Au cours d'un récent entretien, Assad n'avait pas voulu dévoiler qui serait son successeur, déclarant qu'il n'avait pas encore pris sa décision. Mais, en réalité, il ne fait aucun

SYRIE

L'adoubement de Bachar el-Assad par son père

A 34 ans, le fils du Président est le nouvel homme fort de la Syrie. Promu au grade de colonel, il devrait accéder bientôt à un poste de responsabilité dans le parti Baas. Avant de succéder dans six ans à Hafez el-Assad ?



Nicolas Nilsson

doute qu'il prépare Bachar à prendre la relève. Il ne faut pas pour autant l'enterrer trop vite. Malgré ses fréquentes maladies, il remplit normalement ses fonctions. Dans deux mois, il va entamer son cinquième mandat de président. Au cours des quatre précédents, il a réussi à faire d'un pays désorganisé et sujet aux coups d'Etat militaires une puissance régionale stable. Bien évidemment, Assad souhaite léguer cette stabilité

▲ Une affiche dans les rues de Damas montrant Assad et ses deux fils.

■ **Succession**
Pays réputé pour ses nombreux coups d'Etat, la Syrie a connu avec Assad souhaite léguer cette stabilité

(1970) une stabilité sans précédent dans son histoire. L'avenir pourrait réserver des surprises. Bassel, le fils aîné du Président, formé pour succéder

à son père, est mort dans un accident de voiture. Bachar, le cadet, saura-t-il être le digne héritier de son père ?

à son fils et, en homme prudent et sage, il préfère le former le plus longtemps possible et lui donner une position solide, parfois au détriment de son entourage.

Il existe au Liban une effervescence sous-jacente et une opposition sourde à la présence syrienne. Il ne fait aucun doute que la population libanaise préférerait voir les milliers d'ouvriers syriens quitter le pays. C'est pourquoi il ne serait pas impossible, lors du changement de pouvoir à Damas, que les hommes au pouvoir au Liban profitent de cette période de transition, qui risque de s'accompagner d'une certaine instabilité, pour se libérer de l'emprise syrienne.

NE PAS FROISSER LES MEMBRES DE LA FAMILLE, NI L'ENTOURAGE
Assad aurait pu déjà nommer Bachar

général ou le placer à la tête de l'armée syrienne, mais, comme on l'a vu, il préfère lui donner d'abord une formation approfondie tout en préparant l'opinion publique syrienne afin que le dauphin bénéficie d'une légitimité parfaite. Assad veut également éviter de froisser des membres de sa famille et de son entourage. Selon la Constitution syrienne, le président du pays doit avoir au moins 40 ans.

Autrement dit, si Assad ne fait rien pour modifier la loi, Bachar devra attendre encore au moins six ans. Cette condition légale peut s'entendre également comme une indication implicite sur le moment où Assad pourrait passer la main.

La maîtrise absolue du Hezbollah dont dispose aujourd'hui Hafez el-Assad et son pouvoir sur l'opinion

publique syrienne seront très utiles le moment venu, quand Israël signera la paix avec la Syrie. Eyal Zisser, spécialiste de la Syrie à l'Université de Tel-Aviv, laisse entendre qu'Israël pourrait regretter de trop espérer sur la succession à venir. "Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que, dans la période qui suivra immédiatement le changement de pouvoir, le successeur d'Hafez el-Assad sera plus faible. Ce sera une phase pendant laquelle le processus de paix perdra de son importance, le nouveau président consacrant toute son énergie à des soucis internes. On peut se demander si le successeur d'Hafez el-Assad sera comme lui, capable de décisions difficiles et courageuses."

Daniel Sobelman

Le Liban, terrain d'exercice pour le fils Assad

■ Ce n'est plus un secret que le fils du président syrien, Bachar el-Assad, s'intéresse beaucoup à la chose publique. Il s'est donné l'image d'un homme transparent, en lutte contre la corruption qui ronge l'administration syrienne. L'image d'un homme porté sur la technologie (introduisant à titre expérimental le réseau Internet à Damas). Cela fait un an que l'on parle de changement en Syrie.

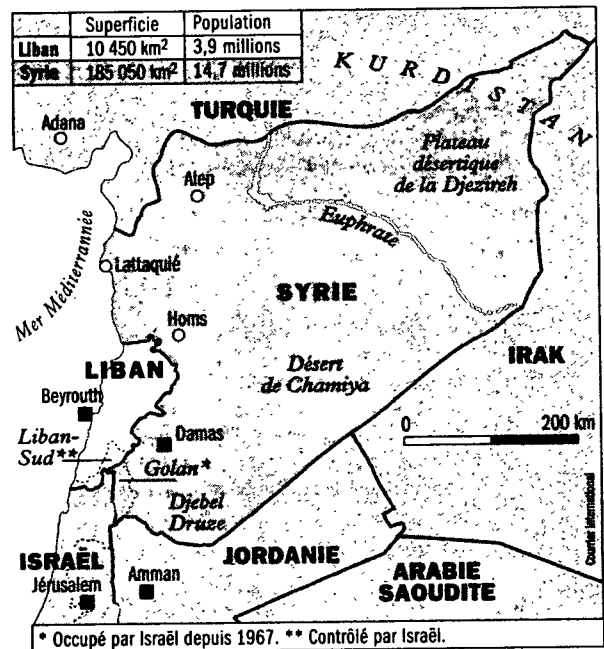
Le chef d'état-major, Hikmat Chehabi, a été remplacé par le général Ali Aslan, plus jeune et très proche de Bachar. La volonté de rajeunir l'élite politique et les cadres dirigeants est apparue aussi lors des dernières élections législatives, en novembre 1998.

Ce changement en douceur s'est surtout traduit par un basculement du centre de gravité du dossier libanais au sein du régime syrien. Le vice-président Abdel-Halim Khaddam, qui exer-

çait un quasi-monopole sur les affaires libanaises, s'est vu supplanter par Bachar el-Assad. Celui-ci a monté ses propres réseaux au Liban, choisissant ses amis parmi la génération des jeunes politiciens et entretenant d'excellents rapports avec ceux qui sont réputés pour leur intégrité.

A travers le soutien qu'il apporte aux nouveaux dirigeants libanais, c'est aussi le programme qu'ils se proposent de mettre en œuvre que Bachar veut appuyer. Transparence et lutte contre la corruption sont en effet aussi les slogans brandis par le fils du président syrien dans son pays. Si ce programme réussit au Liban, il aura alors de grandes chances de réussir en Syrie. Le Liban a-t-il donc retrouvé son rôle de laboratoire du monde arabe ?

Paul Khalifeh, l'Orient-le Jour, Beyrouth



La FIDH condamne l'« arbitraire » de la justice antiterroriste française

des droits de l'homme critique la longueur excessive des détentions provisoires et l'utilisation abusive de l'incrimination d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste »

« LES PRATIQUES "antiterroristes" qui prévalent en France ouvrent la voie à une justice arbitraire. » Telle est la conclusion du sévère rapport d'enquête de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), consacré à l'application de la législation antiterroriste. Chargés d'étudier la question de la détention provisoire et les conditions

d'exercice des droits de la défense, un avocat anglais, Michael Mc Colgan, et son confrère italien, Alessandro Attanasio, constatent « l'existence d'un large spectre de violations des obligations de la France au regard de la Convention européenne des droits de l'homme ». Ces violations sont jugées « très préoccupantes » et « contribuent à vider de leur substance certains droits de l'homme fondamentaux pourtant formellement garantis par la Constitution ».

Le rapport de la FIDH dénonce les « effets pervers » de la « centralisation des organes responsables de la lutte antiterroriste » inscrite dans la loi du 9 septembre 1986 et le « pouvoir accru donné à ces nouveaux départements centralisés » : la quatorzième section du parquet de

Paris et le pool des juges d'instruction spécialisés, qui concentre l'essentiel des critiques. Il qualifie en outre de « dangereuse » l'incrimination, largement utilisée par les magistrats instructeurs d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». « Elle offre une trop grande possibilité d'interprétation et d'application

arbitraires. (...) N'importe quelle type de "preuve", même insignifiante, se voit accorder une certaine importance. »

A titre d'exemple, les rapporteurs évoquent longuement le « dossier Chalabi », au terme duquel 138 prévenus soupçonnés d'avoir participé à un réseau de soutien logistique aux maquis islamistes algériens ont comparu, à l'automne 1998, dans un gymnase de l'administration pénitentiaire à Fleury-Mérogis. Les pièces à conviction retrouvées lors des perquisitions – des armes et des explosifs. « ne sont pas suffisantes », affirme le rapport. « C'est le lien étroit, en fait et en intention, entre les accusés, ces armes et l'utilisation présumée qui devait en être faite, qui doit conduire à la conclusion de responsabilité pénale », ajoute-t-il.

Les rapporteurs critiquent également la longueur des instructions, en « violation manifeste de l'article 5 de la Convention, qui exige que toute personne soit jugée "dans un délai raisonnable" », et les abus en matière de détention provisoire. Selon leurs calculs, les prévenus du « dossier Chalabi » ont fait en moyenne quatorze mois de prison avant de comparaître devant leurs juges, alors que la moyenne nationale s'établit à 4,4 mois. « Ces chiffres qui n'ont rien d'exceptionnel, écrivent-ils, dénotent un manque de célérité de la part des autorités compétentes. » La déten-

tion provisoire est, selon la FIDH, un « moyen de pression » utilisée pour obtenir des mis en examen « des confessions qui ne sont pas sincères » ou pour « incriminer leurs coaccusés ».

« PREUVES FRAGILES »

Dénonçant des instructions qui se déroulent souvent « uniquement à charge », la FIDH accuse les juges de « tirer, dans la plupart des cas, les pires conclusions de preuves fragiles et indirectes » et de répugner à « prendre en compte des explications qui contredisent leur point de vue tiré des premiers éléments apparents ». En fait de débats contradictoires, les interrogatoires des prévenus, « menés de façon irrégulière et très fréquemment décausue, sur de longues périodes » font, selon le rapport, « penser tout au plus à une inquisition dans le sens étroit et médiéval du terme ».

Les rapporteurs craignent que de telles méthodes ne dessinent « un scénario inquiétant où les interrogatoires sont structurés de telle sorte qu'ils ne peuvent aboutir qu'à la conclusion de la culpabilité », au mépris du respect de la présomption d'innocence évoquée à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme sur le « droit à un procès équitable ». Au passage, ils égratignent les médias coupables d'avoir « suivi la ligne de la moindre résistance par

rapport à la propagande officielle en reproduisant fidèlement, pour ainsi dire, la vérité établie ».

La FIDH s'inquiète également des « relations étroites qui lient le parquet, les juges du siège et les juges d'instruction » et qui ne permettent pas de « dissiper le sentiment que chacune de ces instances ne peut agir de manière totalement indépendante ». L'instauration d'une cour d'assises spéciale, uni-

tement improbable » que ces questions puissent jamais « être résolues par des moyens purement juridiques », ils suggèrent aux pouvoirs publics d'aborder, « à un moment donné, la question politique ». Le rapport revient enfin sur la « rafle préventive » réalisée le 26 mai 1998 dans les milieux islamistes, à quelques jours du Mondial de football, qualifiée de « gadget publicitaire » et d'« exploitation

Une enquête de sept mois

L'enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a eu lieu d'avril à novembre 1998 à Paris, Ajaccio et Bayonne. Dans un premier temps, la FIDH a mené des entretiens avec le conseiller du premier ministre chargé de la justice, le procureur général près la cour d'appel de Paris, le procureur de Paris, les juges d'instruction de la cellule antiterroriste, le directeur de la police judiciaire et le chef de la 6^e division centrale de la police judiciaire. Une trentaine d'avocats ont également été entendus.

Dans un second temps, trois questionnaires ont été envoyés aux personnes entendues lors des entretiens, ainsi qu'à des prisonniers et à une centaine d'avocats. Seuls les prisonniers et les avocats y ont répondu. Les rapporteurs ont également eu accès à un certain nombre de pièces de procédure : réquisitoires définitifs, ordonnances ou extraits d'interrogatoires. Enfin, en septembre 1998, Michael Mc Colgan a assisté à la première semaine du procès du « réseau Chalabi ».

quement composée de magistrats professionnels, « l'abolition des jurés et l'introduction de verdicts adoptés à une majorité simple » est perçue comme une « évolution rétrograde ». Dans un chapitre entièrement consacré aux questions basque et corse, la FIDH affirme en outre qu'« une répression légale continue crée plus de problèmes qu'elle n'en résout ». Jugeant « hau-

cyrique de la crainte de l'immigré ».

Au terme de leur enquête, le rapport de la FIDH dénonce une « justice spectacle (...) qui vise autant, sinon plus, à impressionner les opinions publiques qu'à réprimer les auteurs effectifs d'actes terroristes ». Dans ses recommandations, elle suggère d'« en finir avec les lois d'exception », de supprimer la spécialisation de la quatorzième section et d'augmenter le nombre de magistrats instructeurs, « car il existe un risque que ces juges, lorsqu'ils exercent depuis trop longtemps, ne soient gagnés par une logique purement répressive ». Elle souhaite cependant que leur soit « retiré le pouvoir d'ordonner la détention d'une personne mise en examen ». Ils plaident enfin pour la suppression de l'incrimination « fourre-tout » d'« association de malfaiteurs » et de l'allongement « systématique » de la garde à vue et recommandent d'« assurer des conditions décentes de mise en œuvre des droits de la défense ».

Réagissant au rapport, Irène Stoller, chef de la quatorzième section, a déclaré qu'il s'agissait d'une « campagne initiée par les avocats des terroristes ». « Il n'y a pas une ligne sur les victimes des attentats, regrette-t-elle. Ce document est une apologie du terrorisme. » Selon la magistrate, la spécificité de la section antiterroriste n'est qu'un « fantasme ».

Acacio Pereira

Remis en liberté au lendemain de son suicide

MIS EN EXAMEN pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et incarcéré le 6 décembre 1996 par le juge Jean-François Ricard, Ramazan Alpaslan était un réfugié politique kurde de vingt-huit ans. De sa cellule de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, il avait demandé à cinq reprises sa remise en liberté mais le magistrat instructeur s'y était à chaque fois opposé. Le 28 octobre 1997, la cour d'appel de Paris avait fini par le remettre en liberté sous contrôle judiciaire au terme de onze mois de détention provisoire, mais il était trop tard. La veille, Ramazan Alpaslan s'était pendu dans sa cellule.

Lors de son interpellation, Ramazan Alpaslan était en possession d'un pistolet, d'une liste de noms et d'adresses de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de faux documents émanant d'une société qui, selon le juge d'instruction, servait de couverture à ce mouvement.

C'est sur cette base que Jean-François Ricard avait décidé le maintien en détention du jeune Kurde, affirmant qu'il entretenait des liens avec des activistes du PKK et qu'il jouait un rôle actif au sein de l'organisation. Selon la FIDH, « ce genre d'éléments peut éveiller les soupçons mais ne permet pas de placer

M. Alpaslan au cœur d'une organisation terroriste ».

Les rapporteurs s'étonnent notamment que le magistrat instructeur fasse « une confiance absolue » aux informations fournies par les services de sécurité turcs, « un pays où le respect des droits de l'homme est pour le moins discutable ». Ils regrettent aussi qu'il « n'existe pas, dans la procédure, un mécanisme permettant de remettre en question le caractère objectif et fiable des informations données par le juge ». « Comment parler de procès équitable si une partie, aussi infime soit-elle, des preuves contre l'accusé est d'office considérée comme irréfutable ? », demande-t-elle. Ramazan Alpaslan avait toujours nié faire partie du mouvement indépendantiste kurde. Son avocate, Anne-Carine Jacoby, avait réclamé une confrontation entre son client et deux autres membres présumés du PKK mais le juge Ricard avait refusé, le 15 mai 1997, d'accéder à sa demande. « Sachant la gravité des faits reprochés et des peines encourues (...), il aurait été souhaitable que le juge d'instruction, dont la mission est de rechercher les preuves à charge et à décharge, accède à la requête de M^e Jacoby », estime la FIDH.

A. Pe.

Iraq renews offer of dialogue with Kurdish rebels in north

BAGHDAD, Iraq (AP) -- Iraq is ready to hold talks with Kurdish rebel leaders who are demanding greater autonomy in three northern provinces, Deputy Prime Minister Tariq Aziz said Saturday.

Iraq has made similar offers in the past, but Kurdish leaders have turned them down, wary that President Saddam Hussein's government will not keep its promises. The latest offer comes in the wake of a stepped-up U.S. campaign to mobilize Iraqi opposition groups against Saddam.

On Tuesday, the Clinton administration chose seven Iraqi opposition groups as eligible for \$97 million in aid, mostly in the form of military material from Pentagon surpluses.

Three of the groups are from the Kurdish region -- the Kurdistan Democratic Party, the Patriotic Union of Kurdistan and the Islamic Kurdish Party.

The Democratic Party and the Patriotic Union share control of the Kurdish autonomous zone, a region in northern Iraq that has been under U.S. and British protection since the Baghdad government crushed a rebellion there shortly after the 1991 Gulf War.

Iraq is "ready for a dialogue with the Kurdish leadership to achieve a peaceful and democratic settlement," Aziz told a meeting with 129 Spanish leftist activists who are visiting Iraq to express solidarity Iraqis hit hard by U.N. sanctions.

"Iraq recognizes the autonomous rule for the Kurds within the framework of Republic of Iraq," Aziz said. The deputy prime minister did not say how the Baghdad government would conduct talks with the Kurds or how it would guarantee their autonomy.

On Saturday, the Al-Iraq newspaper published by pro-government Kurdish groups urged Kurdish leaders not to be part of American attempts to topple Saddam.

"Let us adopt a responsible attitude on the threshold of history ... It is not in Iraqi Kurd interest to follow the United States, which does not care for anything but its own interests," he said.

Iraq has been under wide-ranging U.N. sanctions since its forces invaded Kuwait in 1990. The sanctions, which have devastated a once-prosperous economy and caused widespread malnutrition among children, cannot be lifted until Iraq proves it has eliminated its weapons of mass destruction.

La Turquie considérera l'asile à Ocalan comme un acte hostile

ANKARA, 22 jan (AFP) - La Turquie a mis en garde vendredi ses voisins en indiquant qu'elle considérerait comme "un acte ouvertement hostile" le fait d'accorder l'asile au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, qui a récemment quitté l'Italie.

Le Premier ministre Bulent Ecevit a déclaré à la presse, à la suite d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem, que pour l'instant "rien n'est certain" sur la localisation de M. Ocalan, et qu'il y a "seulement plusieurs rumeurs".

M. Ecevit avait auparavant affirmé, jeudi à l'issue d'une réunion avec les services secrets turcs (MIT), qu'Abdullah Ocalan se trouvait "presque certainement" en Russie.

Cependant, le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov a répété vendredi que le chef kurde n'était pas en Russie, a rapporté l'agence Interfax.

Ocalan avait dû quitter la Syrie, pays où il a longtemps résidé, en octobre sous la pression d'Ankara qui menaçait Damas d'une opération militaire. Il était arrivé en Italie le 12 novembre en provenance de Russie. Les autorités italiennes avaient refusé de l'extrader vers la Turquie en raison de la peine de mort qui y est toujours en vigueur. Ocalan a quitté Rome samedi dernier pour une destination inconnue.



January 23, 1999
Web posted at: 9:41

Ocalan affirme avoir quitté la Syrie pour éviter une guerre régionale

25 janvier 1999,

BEYROUTH, 25 jan (AFP) - Le leader indépendantiste kurde de Turquie Abdullah Ocalan a affirmé qu'Ankara aurait déclenché une guerre au Proche-Orient, contre Damas d'abord puis contre Bagdad, s'il était resté en Syrie.

"Si j'étais resté en Syrie, une guerre régionale aurait éclaté et mis ce pays en danger", a-t-il déclaré, dans une interview accordée avant son départ d'Italie le 16 janvier à l'hebdomadaire saoudien Al Wassat, distribué lundi à Beyrouth.

"La Turquie avait décidé de mener une opération terrible, qui aurait commencé en Syrie et se serait terminée en Irak, afin d'imposer sa domination sur toute la région", a-t-il ajouté.

"Je suis parti de mon plein gré, à la demande de mes amis grecs, mais je n'ai pas pu entrer en Grèce (...) alors je me suis rendu en Russie à l'invitation de la commission des relations étrangères de la Douma", a-t-il indiqué.

Il a toutefois reconnu avoir échappé en Syrie à un attentat. "Lors de la crise syro-turque, les Turcs ont tenté (de m'assassiner) à l'aide de missiles, tout comme l'ont fait les Américains en Irak", a-t-il dit sans autre précision.

Abdullah Ocalan a indiqué que son départ de Russie avait eu lieu à la demande du Premier ministre russe Evgueni Primakov "après que la Turquie eut fait des concessions et promis certaines choses concernant les tchetchènes et les musulmans de Russie, outre les pressions exercées par les Etats-Unis".

Le leader kurde a par ailleurs prédit "l'anarchie" si une solution politique du problème kurde n'était pas trouvée, avec ou sans lui, dans un proche avenir.

"Je peux laisser les combattants du parti libres de leurs actions et à ce moment, nous assisterons à un développement à la manière palestinienne, c'est à dire qu'il y aura des explosions barbares. Nous avons jusqu'à présent interdit cela à nos combattants qui voulaient se sacrifier", a-t-il ajouté, en allusion aux opérations des commandos-suicide contre les forces d'occupation israéliennes.

Il a estimé que l'Europe devait entamer un dialogue avec la Turquie afin de parvenir à une solution du problème Kurde et de la convaincre qu'il ne s'agit pas de "terrorisme".

"L'Europe est responsable du Traité de Lausanne (1923), qui a éliminé de la carte (turque) les peuples grec, arménien, assyrien et kurde, et il est de notre droit de lui réclamer une réévaluation de ce traité", a-t-il dit.

Ocalan a estimé que les Américains devaient lui accorder "un Etat fédéral ou une autonomie" à l'instar de leur politique à l'égard des Kurdes d'Irak.

Le leader kurde a fait état de contacts indirects avec des généraux turcs, avec des échanges "sans signature, mais il est clair que les propositions venaient de l'état-major".

"C'est peut-être une tactique, un complot, ou encore une tentative sincère (de recherche d'une solution), mais rien n'a abouti", a-t-il ajouté, en évoquant la possibilité de l'existence de "contradictions" au sein de l'armée.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a par ailleurs reconnu la nécessité de développer les structures de son parti, dont les problèmes sont, selon lui, essentiellement dus "à la personnalité kurde, individualiste et inapte au travail social".

Il a ainsi critiqué deux chefs militaires de son parti: Jamil Bayik, pour avoir notamment "exécuté sommairement des responsables ayant commis des crimes de guerre", et Chemdyn Saqiq, qui, "selon les services de renseignements français, recevait régulièrement des sommes d'argent", a-t-il indiqué sans divulguer la nationalité des donateurs.

The Kurdish Question

Two vistas loomed when Abdullah Ocalan, the Kurdish separatist leader, was caught in Rome on Nov. 12. One was that in his undeniable role as a terrorist responsible for the loss of thousands of Turkish lives, he would be tried or somehow held accountable. The other was that in his equally undeniable role as a Kurdish nationalist, he would be drawn into a broad negotiation on a Kurdish population that is spread among Iraq, Iran and Syria as well as Turkey. But neither Italy nor the other likely country, Germany, would organize a trial, and Turkey's NATO allies made no real effort to organize a negotiation. A relieved Italian government saw him off re-

cently to a hideout that, one guesses, will not stay secret for long.

Over the years, the Turks have been unable to convince others of their definition of the Kurdish cause as strictly terrorist. Many others regard Mr. Ocalan as a likely Yasser Arafat or Gerry Adams — the single potential interlocutor. Europeans have sometimes seemed readier to welcome Kurds than Turks to a table. There was a moment early in Mr. Ocalan's Rome tenure when the issue might have been moved from the level of visas and extradition to the level of a large permanent settlement or at least a large permanent conference. But the moment passed.

The result is another sharp blow to the concept of a new Europe — a further demonstration that the Continent is still a captive of some of its more fractious minorities, especially those in its southeastern quarter.

A second result of Europe's inability to integrate its approach to the Kurds is to leave the field open for further armed struggle. Mr. Ocalan is not wrong to detect a "lack of courage" in the European Union. But it is early and unacceptable to conclude with him that there are now "no alternatives but to take up the war again." Turkey has an opening to show that there is a political alternative. This is how the new nationalist Turkish prime minister, Bulent Ecevit, should be judged.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

TUESDAY, JANUARY 26, 1999



Après sept mois et demi de prison pour délit d'opinion, cet écrivain et journaliste turc — correspondant de *Liberation* sous le pseudonyme de Musa Akdemir — va retrouver la liberté aujourd'hui. Il sera attendu à la sortie de la prison de Saray (100 km à l'ouest d'Istanbul) par des dizaines d'amis et de journalistes. Ancien de l'AFP, collaborateur de la BBC et de plusieurs

quotidiens turcs, il avait été condamné, en décembre 1994, pour un article paru dans le journal *Ozgur Gundem* (prokurde) accompagnant un entretien avec Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes) qu'il comparait à un « Garibaldi kurde ». La Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul l'a condamné au titre de l'article 7 de

la loi antiterroriste interdisant la « propagande séparatiste ». Professeur d'éthique journalistique à l'université de Galatasaray à Istanbul, il fut désigné, en 1991, « journaliste de l'année » par l'Association des droits de l'homme de Turquie et reçut, en 1997, le prix de la liberté d'expression de l'organisation Human Rights Watch.

LIBERATION

27 JANVIER 1999

Désormais, le pouvoir a peur de la société

Les meurtres en série d'intellectuels et d'opposants politiques iraniens n'ont fait qu'accentuer le rejet des dirigeants conservateurs par la population.

KAYHAN
Londres

J e n'ai jamais aimé utiliser l'expression "tentative désespérée". Mais j'ai du mal à trouver un autre terme pour décrire les actes [les assassinats d'opposants et d'intellectuels] du courant qui a perdu les élections au printemps 1997 [élection présidentielle remportée par le réformateur Mohamad Khatami face au candidat conservateur], que ce soit à travers les discours de ces personnalités connues ou dans les propos qui



■ La victoire de Mohamad Khatami à la présidentielle avait surpris tout le monde, à commencer

par les responsables du régime. Avant le retour de Khomeyni en Iran, il a vécu en Allemagne. Ministre, il avait déjà protégé les intellectuels. Réformiste, modéré, il n'entend pas cependant liquider le régime. Ce sera peut-être le Gorbatchev iranien.

apparaissent dans des journaux comme *Resalat*, *Chalamtché* [qui vient d'être interdit] et d'autres. Des actes désespérés, comme ceux d'un animal égorgé qui se débat et se vide de son sang.

Face à ces actes se trouve la société civile iranienne, qui se sent plus sûre d'elle-même de jour en jour. Les mauvais esprits qui croyaient, en assassinant Darius et Parvaneh Forouhar, Mohamad Mokhtari, Mohamad Pouyandeh et les autres [voir article de *The Economist* p. 30], se débarrasser de la société civile se rendent compte lentement que leurs crimes ont eu le résultat opposé, comme s'ils s'étaient tiré dans le pied. La population, surtout les jeunes et les étudiants, filles et garçons, ont oublié leur peur du régime. Un ami m'a raconté que, même dans les bus, les gens ne mâchent plus leurs

mots et insultent ouvertement les plus hauts dirigeants du pays. J'ai été témoin d'une conversation dans un taxi collectif à propos de Faezè Rafsandjani [fille de l'ex-président iranien, directrice du quotidien modéré et polémique *Zan* ("Femme")]. Ils parlaient du conflit qui oppose les commandants des forces militaires à Faezè. L'un des passagers disait : "N'oublie pas qu'elle est la fille de l'Imberbe [le surnom donné à Hachemi Rafsandjani]." Et l'autre lui répondait : "Elle est foncièrement différente de son père, on dirait que c'est elle qui possède le vrai courage." Certains croient encore que la lutte entre les deux courants, modéré et conservateur, n'est qu'une affaire interne au régime. Mais, à moins de considérer que les dirigeants sont de très bons acteurs, force est de constater que c'est une vraie guerre qui a bel et bien éclaté sous nos yeux.

Vous devez être curieux de connaître l'opinion des gens sur Khatami depuis qu'il a été élu à la présidence, en 1997 ? Il n'est peut-être pas nécessaire que je vous rappelle que le

climat dans lequel s'est présenté Khatami, avec ses manières simples et sans prétentions qui plaisaient tant au peuple, était une atmosphère purement sentimentale. Il est vrai qu'à cette époque-là les gens étaient prêts à se sacrifier pour lui. Comme le dit un ami : ce n'est pas lui qui a dérobé le cœur des gens, mais eux qui étaient à la recherche de quelqu'un digne de leur amour.

Entre-temps, cette relation affective a été remplacée par une relation plus rationnelle. Les Iraniens commencent à penser que les élections du printemps 1997 ne sont qu'une étape vers le chemin qui mène la société vers les libertés civiles. Même si Khatami s'écartere de cette voie, cela ne signifiera pas que ce processus sera dévié ou arrêté en cours de route.

Le mouvement des jeunes, composé de divers groupes, cause beaucoup de souci aux hommes du pouvoir dans la République islamique. Certains d'entre eux souhaitent une confrontation de front avec ces groupes lors des manifestations afin de les écraser, ce qui s'est

effectivement produit. Mais le pouvoir a eu peur que cela se retourne contre lui. Car les divergences au sein du gouvernement se propagent à des institutions telles que l'armée des pasdars [Gardiens de la révolution] et le ministère des Renseignements. Le pouvoir a peur, c'est pour cette raison qu'il n'a pas eu recours aux moyens extrêmes, même si les forces de l'ordre ont attaqué les manifestants lors de certains rassemblements.

Le pouvoir a opté pour la méthode désastreuse qui s'est traduite par les récents assassinats en série. Malgré la profonde tristesse qui règne au sein de la société civile iranienne, les cadavres de ces hommes et de ces femmes n'en coûtent pas moins cher au régime. Il y a très longtemps que la société iranienne n'a pas été aussi avertie et aussi vigilante. La population sait qu'il faut retirer le pouvoir des mains d'une poignée de personnes incapables et inaptes à gouverner. Elle a trouvé les moyens de le faire. Et elle est en train de réfléchir sur celui qui aurait la compétence et le mérite de diriger ce pays. ■

COURRIER INTERNATIONAL N° 430 31 DU 28 JANVIER AU 3 FÉVRIER 1999

Chez les jeunes, la fièvre "Titanic" engloutit vingt ans de préceptes islamiques

Leonardo DiCaprio est devenu l'idole de la jeunesse iranienne. *Iran-e-Farda* s'interroge sur cette victoire d'un symbole américain et sur le rejet de la société islamique qu'il traduit.

IRAN-E-FARDA
Téhéran

Depuis plusieurs mois, il est bien rare que, lors d'une rencontre avec des parents ou des amis (surtout des jeunes), quelqu'un ne me demande si j'ai déjà vu *Titanic* et ce que j'en pense ou ne s'enquière de mon avis sur Leonardo DiCaprio. Très vite, j'ai compris que *Titanic* n'était pas simplement un film, mais qu'il vaudrait mieux parler d'un phénomène *Titanic*. A tel point que certains jeunes sont allés voir le film plusieurs fois avec délices et que beaucoup de jeunes filles et de garçons sont devenus de véritables collectionneurs des affiches et des photos de DiCaprio. Très rapidement, des tee-shirts ornés de photos de l'acteur ont envahi le marché, et les jeunes se font concurrence pour collecter les dernières informations ou les photos de la vedette.

Nos médias ont-ils joué un rôle dans ce phénomène ? Pas vraiment. Mais ils ont accéléré le processus. Avant que l'on ne publie des tas de photos du film, des extraits de la presse mon-



▲ Dans les parcs, à la périphérie de Téhéran, les jeunes défient ouvertement l'ordre moral des Gardiens de la révolution.

diale et des copies du film étaient déjà arrivés [clandestinement] dans le pays et s'échangeaient entre les jeunes comme des petits pains. Chaque soir, des familles entières venaient grossir la liste de ceux qui cherchaient désespérément la cassette vidéo du film. Le "phénomène", pour ainsi dire, était déjà bel et bien là avant l'arrivée des tee-shirts et avant les articles et les photos dans notre presse.

Durant la fièvre du *Titanic*, j'ai eu l'occasion de faire un court voyage de quinze jours à Paris. En parlant avec mes amis français de choses et d'autres, j'ai posé quelques questions concernant ce film. Ce qui est intéressant, c'est que la plupart d'entre eux, même ceux qui étaient spécialement attirés par l'art et le cinéma, m'en ont parlé comme d'un bon film parmi des milliers d'autres. Très intrigué, j'ai eu aussi l'occasion de

poser la même question à quelques jeunes que j'ai rencontrés. Même résultat. Plus intéressant encore, en feuilletant quelques grands journaux de ce pays, je n'ai pas trouvé trace sur les pages de une de critiques ou de publicités concernant ce film. Alors qu'en Iran il est impossible d'aller à un kiosque à journaux sans que votre regard ne soit accroché par une photo de Leonardo sur la couverture d'une ou de plusieurs revues.

La question qui se pose est alors la suivante : le fait de collectionner les photos, les tee-shirts et les interviews de Leonardo peut-il être considéré comme le symptôme d'une culture "underground" chez un grand nombre des jeunes ? Si oui, pourquoi les responsables de cette société, qui utilisent tous leurs moyens, qui dépensent des milliards de rials [1 FF vaut environ 1 700 rials] et qui mobilisent énormément de temps pour arrêter le développement de cette culture cachée n'ont-ils pas réussi à l'appivoiser ? Il faut rappeler en particulier que ces jeunes, depuis leur entrée à l'école primaire jusqu'à la dernière année du lycée, traversent le tamis de cette machine idéologique. Diverses institutions, ainsi que la radio et la télévision, avec tous les programmes pour les enfants et les jeunes, ont fait beaucoup d'efforts pour islamiser cette génération. Pourquoi donc, après tous ces efforts, le symbole des préoccupations de ces jeunes est-il incarné par ce Leonardo américain ?

En posant cette question, nous aimerions plutôt comprendre quelles sont les raisons de cette perméabilité au modèle américain, qui

L'IRAN EN BREF

Population (est. INED, mi-98) : 64,1 millions (en 1975 : 33,3 millions).
Population urbaine (1996) : 59,4 % (en 1956 : 30 %).
PNB par habitant (1997) : 1 780 dollars
Capitale : Téhéran (aggl. 8 millions d'habitants en 1996).
Composition ethnique : Persans 50 %, Azéris 20 %, Lors et Bakhtiars 10 %, Kurdes 8 %, Arabes 2 %, autres 10 %.
Principales langues : groupe persan (farsi - officielle -, kurde, lor, baloutche ; groupe turc (azéri) arabe, arménien).

Religions : musulmans chiites 85 % (religion-off.), musulmans sunnites 14 %.
Espérance de vie (1995) : 68,4 ans (en 1975 : 58,6 ans).
Analphabétisme (1995) : 31,4 % (en 1975 : 63,4 %).
Chef de l'Etat et Guide de la révolution : Ali Khamenei (depuis juin 1989).
Président de la République, chef du gouvernement : Mohamad Khatami (depuis mai 1997). **Chef de l'Assemblée pour la défense de la raison d'Etat** : Ali Akhbar Hachemi Rafsandjani.

représente un échec pour le pouvoir ? Pourquoi, malgré toute cette propagande, un film étranger d'une très mauvaise qualité d'image (il paraît que la cassette vidéo d'origine a été filmée dans une salle de cinéma) a-t-il fait aussi rapidement son entrée dans les foyers et son nid dans le cœur des jeunes ? Le temps n'est-il pas venu pour qu'un débat s'ouvre sur ce grand malaise social, sur la crise d'identité de la jeunesse du pays, loin des slogans et de la propagande, sans parti pris ? Et sans qu'il ne devienne un débat partisan (pour consolider les conservateurs anti-Occidentaux) ? Combien de temps allons-nous encore rester muets à ne rien faire ? Ces jeunes admirateurs de Leonardo seront les constructeurs de l'avenir de ce pays. Avec de telles préoccupations, que sera l'Iran de demain ? **Morteza Manadi**

GRAND SATAN

L'antiaméricanisme n'est plus ce qu'il était

Une manifestation devant l'ex-ambassade des Etats-Unis à Téhéran à l'appel des conservateurs n'a réuni que quelques centaines de personnes.

SOBH-E-EMRUZ
Téhéran

Récemment, quelques centaines d'habitants de Téhéran se sont regroupés devant le nid d'espions [l'ex-ambassade des Etats-Unis] et ont manifesté jusqu'à la place des Chahidan [des Martyrs] contre les attaques sauvages des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne [contre l'Irak]. Cette manifestation répondait à l'appel d'un courant politique particulier [l'aile conservatrice du régime]. Les journaux qui dépendent de ce courant, ainsi que la télévision et la radio nationales [contrôlées par la même tendance], se sont livrés à une propagande active pour attirer la population à ce rassemblement. Mais le résultat fut un signe évident de l'échec de l'instrumentalisation des slogans de notre grandiose révolution. Nous avons émis des doutes à propos de cette manifestation : non coordonnée avec le pouvoir, elle devait être un signe d'opposition au gouvernement [du président Mohamad Kha-

tami]. Il est clair que le courant politique en question n'a pu tirer aucun profit de ce test social, et il devrait désormais remettre en cause ses autres projets.

Il y a vingt ans, l'ambassade des Etats-Unis était occupée, des milliers de personnes étaient présentes jour et nuit, des milliers d'autres venaient de tout le pays jusqu'à Téhéran en faisant des centaines de kilomètres en signe de soutien actif. Aujourd'hui, pourquoi n'y a-t-il qu'une poignée de manifestants alors que l'endroit est situé en plein centre de la ville ? L'événement fut tellement insignifiant qu'il n'a même pas fait la une des quotidiens du soir. L'opinion des gens à l'égard des Etats-Unis a-t-elle changé à ce point ? Faut-il en déduire que le ressentiment du peuple à l'égard des Etats-Unis se limite désormais à ces quelques centaines de personnes ?

L'antiaméricanisme du peuple iranien n'a pas diminué au point que l'agression américaine apparaisse si bénigne qu'elle ne puisse plus éveiller la haine de la population. Les slogans de la révolution se sont vidés de leur contenu en étant détournés au profit de certains groupes. Ce n'est pas en formulant des mots d'ordre à consonance révolutionnaire que l'on peut se présenter comme les héritiers des martyrs, des valeurs de l'islam et de la révolution. ■

L'Arménie redoute de devenir une base arrière du mouvement kurde

EREVAN, 28 jan (AFP) - L'Arménie, où la communauté kurde s'est montrée particulièrement active lors de "l'affaire Ocalan", redoute de devenir une base arrière du mouvement nationaliste kurde, ce qui la placerait dans une situation diplomatique délicate, notamment vis-à-vis de la Turquie.

Le nationalisme kurde n'est pas un problème aujourd'hui en Arménie, "mais le facteur kurde, s'il est exaspéré, peut causer de sérieux problèmes au pays", affirme Ara Papian, porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères.

"Pour cette raison, il est exclu que le pays puisse devenir un quartier général pour les Kurdes", ajoute-t-il, témoignant de l'inquiétude des autorités face à ce qu'elles considèrent comme une menace réelle.

"L'Arménie peut devenir un quartier général des forces kurdes", confirme d'ailleurs Akop Tchaorian, expert des questions orientales de l'Académie des Sciences d'Erevan.

"La communauté kurde d'Arménie, grâce à son potentiel intellectuel, peut donner une nouvelle impulsion à la diffusion de l'idéologie de la libération nationale", renchérit Sabri Tache, responsable du Front national de libération des Kurdes dans le Caucase, établi à Erevan.

En effet, depuis que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a perdu le soutien de la Syrie qui s'est engagée auprès d'Ankara à cesser son assistance au PKK et à son chef Abdullah Ocalan, les Kurdes cherchent une base de repli. Depuis son départ le 16 janvier d'Italie, Ocalan est introuvable, personne ne lui ayant officiellement accordé l'asile politique qu'il réclame.

Le PKK, considéré par Ankara comme un mouvement terroriste, pourrait donc être tenté par une implantation en Arménie.

L'arrestation en Italie le 12 novembre puis la libération un mois plus tard de celui qu'ils surnomment "Apo" a eu un fort retentissement sur la petite communauté kurde d'Arménie qui a organisé de nombreuses actions de soutien à leur leader.

"Si l'activité de tous les Kurdes du monde a été ravivée par la lutte pour la libération d'Ocalan", explique Sabri Tache, "ils ont été plus d'un millier en Arménie à prendre part aux mouvements d'action du mois de novembre".

Fuyant la Turquie au 19e siècle ou expulsés par les autorités turques au début du 20e siècle, les Kurdes ont trouvé un asile bienveillant dans cette république frontalière de la Turquie. Ils y représentent une petite minorité ethnique de 60.000 personnes sur une population composée à 97% d'Arméniens. Là, ils ont comme nulle part ailleurs accès à l'éducation, possèdent un journal ("Pia Taza") et des émissions quotidiennes en kurde à la radio.

Les politologues locaux le reconnaissent: une activité intense des Kurdes d'Arménie freinerait le rapprochement avec la Turquie, qui paraît de nouveau possible malgré les cicatrices de l'histoire, et le refus d'Ankara de reconnaître comme un "génocide" le massacre de milliers d'Arméniens en 1915.

Par chance, selon Akop Tchaorian, "les puissances qui auraient pu être tentées d'utiliser la question kurde comme un levier d'influence sur la Turquie, les Etats-Unis et l'OTAN qui se trouvent derrière Ankara", n'ont pour l'instant pas eu l'air intéressées.

Cet analyste fait notamment allusion à la Russie qui craint "une activité politique intense" de la Turquie dans l'ex-URSS, et s'oppose à un projet d'oléoduc reliant la Caspienne à la Turquie au détriment des intérêts russes.

Selón M. Tchaorian, "le refus de Moscou d'accorder l'asile politique à Ocalan laisse penser que la Russie n'a pas l'intention de profiter du facteur kurde pour le moment".

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mène depuis 1984 une rébellion armée dans le sud-est de la Turquie pour l'indépendance de cette région à majorité kurde.

Procédure d'interdiction du Parti de la Démocratie du Peuple

Ven 29 Jan 99 - 08h40 GMT

ANKARA, 29 jan (AFP) - La Cour de Cassation turque a ouvert vendredi une procédure auprès de la Cour constitutionnelle pour interdire le Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep, pro-kurde), a-t-on annoncé de source officielle.

Le procureur général de la Cour de Cassation, Vural Savas, qui a ouvert cette procédure, a accusé le Hadep "d'avoir des liens organiques" avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui mène depuis 1984 une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie, a majorité kurde.

L'ouverture de la procédure de dissolution du Hadep est intervenue à moins de trois mois des élections législatives et municipales prévues le 18 avril.

"Elle n'empêche toutefois pas la participation du Hadep aux élections", a déclaré à l'AFP l'un des avocats du Hadep, Me Yusuf Alatas.

"Mais un message clair est donné aux électeurs: ne votez pas pour ce parti car il sera en tout cas interdit", a-t-il ajouté. "Le même message est donné aux partis qui pourraient envisager une coopération électorale avec cette formation", selon lui.

"C'est une procédure politique plus que judiciaire", a-t-il estimé.

Un acte d'accusation de 56 pages, élaboré par M. Savas, accuse le Hadep "d'être totalement sous le contrôle du PKK et d'organiser des activités selon les instructions données par le comité central" de cette organisation séparatiste, qui est considérée comme terroriste par les autorités turques.

Selon l'acte d'accusation, les congrès du Hadep "sont devenus le théâtre de manifestations en faveur du PKK et de son chef Abdullah Ocalan". Le Hadep "tente, lors de séminaires organisés dans ses locaux provinciaux, d'imposer aux citoyens d'origine kurde une hostilité à l'ordre établi et à la structure unitaire de l'Etat turc".

Selon l'acte d'accusation, les organisations provinciales du Hadep agissent "comme des officines de recrutement des militants armés du PKK".

M. Savas demande la dissolution du Hadep conformément aux articles 68 et 69 de la Constitution ainsi qu'aux dispositions concernées de la loi sur les partis politiques qui stipulent que "les programmes et les activités des partis politiques ne doivent pas être incompatibles avec l'indivisibilité du pays".

M. Savas avait ouvert en mai 1997 la procédure d'interdiction du parti islamiste de la Prospérité (Refah) alors qu'il était au pouvoir, entraînant sa dissolution en janvier 1998.

Depuis longtemps, le Hadep était dans le collimateur de la justice turque. Plusieurs procès sont en cours devant la Cour de Sûreté de l'Etat contre le Hadep et ses dirigeants. Son chef, Murat Bozlak, est emprisonné depuis la mi-novembre, lorsque qu'il avait été arrêté avec plus de 700 militants pro-kurdes, dans toute la Turquie, qui avaient manifesté leur

soutien à Abdullah Ocalan, alors assigné à résidence près de Rome.
La plupart d'entre eux ont par la suite été libérés.

Plusieurs membres du Hadep avaient déjà été condamnés par des tribunaux turcs pour liens présumés avec le PKK, dont la rébellion armée a fait près de 31.000 morts.

Le Hadep, créé en mai 1994, avait succédé à un autre Parti pro-kurde, celui de la Démocratie (Dep) qui avait été interdit un mois plus tard.

Le Hadep avait obtenu quelque 4,5% des voix lors des législatives de 1995. Il n'est pas représenté au Parlement faute d'avoir franchi la barre des 10% des voix.

Mais dans le sud-est à majorité kurde, il avait obtenu dans certains endroits jusqu'à 54% des voix (à Hakkari).

Ocalan se trouve à l'aéroport d'Athènes, selon Ankara

ANKARA, 1er fév (AFP) - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan se trouve actuellement à l'aéroport d'Athènes, où il attend une décision des autorités grecques sur son sort, a annoncé lundi le sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères Korkmaz Haktanir.

"Nous savons qu'il (Ocalan) se trouve dans un avion à l'aéroport d'Athènes", a dit M. Haktanir. "Il n'est pas autorisé à quitter l'avion et il attend la décision des autorités grecques", a ajouté le numéro deux du ministère turc des Affaires étrangères devant la presse.

De son côté, le chef de l'aéroport international d'Athènes, Yannis Haralambakis, a catégoriquement démenti la présence d'Abdullah Ocalan.

"Il n'y a pas d'avion avec Ocalan à bord sur l'aéroport d'Athènes", a affirmé à l'AFP M. Haralambakis, interrogé sur des rumeurs dans ce sens diffusées par une chaîne privée grecque, avant l'annonce d'Ankara.

Le ministre de la Défense grec, Akis Tsohatzopoulos, réagissant aussi avant l'annonce turque, a également démenti la présence sur le sol athénien de Abdullah Ocalan. "Il n'y a rien de pareil, si cela existait, nous le saurions", a-t-il affirmé.

L'ambassadeur de Grèce à Ankara Dimitris Nezeritis a immédiatement été convoqué au ministère des Affaires étrangères turc, pour la deuxième fois de la journée.

M. Nezeritis avait assuré peu avant que la Grèce n'autoriserait pas une venue éventuelle d'Ocalan.

"Nous avons déjà indiqué qu'Abdullah Ocalan ne sera pas autorisé à arriver en Grèce", avait-il dit devant la presse, à l'issue d'un premier entretien au ministère, où il avait été convoqué dans le cadre de l'affaire Ocalan.

M. Nezeritis avait alors assuré que son pays "respecterait" son engagement de ne pas autoriser le chef rebelle kurde à se rendre en Grèce.

Dans la nuit de dimanche à lundi, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait essayé en vain d'obtenir l'autorisation d'atterrir à l'aéroport de Rotterdam, selon son avocate néerlandaise Britta Bohler. Mais les autorités lui avaient refusé cette autorisation.

Selon l'avocate, son avion avait ensuite pris la direction d'Athènes.

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit avait annoncé dimanche qu'Ocalan se trouvait en Italie, mais les autorités italiennes avaient démenti.

Le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde. Dans les violences liées à cette rébellion, près de 31.000 personnes ont été tuées.

Ankara tient Ocalan pour principal responsable de la mort de ces victimes et le recherche pour le juger.

"Le foulard islamique, c'est comme la croix gammée"

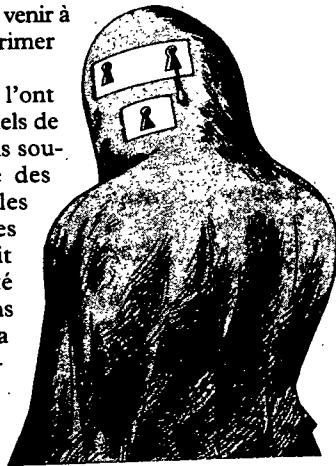
Ce violent réquisitoire contre le foulard, publié dans le quotidien turc *Cumhuriyet*, est révélateur de l'état d'esprit des militants turcs de la laïcité.

CUMHURIYET
Istanbul

Le "turban" [appellation du foulard islamique en Turquie] au nom de la démocratie... L'islam politique au nom de la démocratie... L'Etat islamique au nom de la démocratie... Oui, nous pouvons rallonger sans fin la liste de ces revendications qui se réclament de la démocratie. Et, au nom de la démocratie, nous pouvons les qualifier d'"innocentes" et les justifier en nous disant que, dans les pays démocratiques, tout le monde peut s'habiller comme il le veut, venir à l'école en turban, exprimer sa pensée librement.

Et même, comme l'ont fait certains intellectuels de gauche, nous pouvons soutenir, dans le cadre des droits de l'homme, les actions des militantes qui réclament le droit de venir à l'université en turban. Admettons un moment tout cela au nom de la démocratie, mais gardons bien en tête que le turban n'est qu'un instrument dans les mains de l'islam politique, qui sert de la démocratie pour reprendre du poil de la bête et pour avancer vers cet Etat islamique qu'il vise.

A leurs yeux, le turban n'est plus désormais un tissu "innocent" couvrant la tête des femmes qui le dési-



▲ Dessin d'Ajebel paru dans *El Mundo*, Madrid

rent, mais c'est déjà bel et bien un symbole de résistance politique. Devenu synonyme de l'intégrisme islamiste, le turban représente en Turquie ce que représente aujourd'hui la croix gammée en Allemagne comme symbole de l'action nazie. Il est vrai qu'en Allemagne ou dans n'importe quel autre pays démocratique on autorise la fréquentation de l'école en turban. Mais aucune de ces enturbannées ne songerait à entreprendre des actions destinées à renverser l'Etat. Une telle chose ne leur effleurait même pas l'esprit.

Les islamistes radicaux d'Allemagne, que l'on nomme les Kaplanci, sont organisés, mais ils n'en sont pas à un point où ils nuiraient à la structure de l'Etat allemand. Ils sont pourtant suffisamment fanatisés pour organiser des attentats-suicides en Turquie ! Quant aux islamistes d'ici, ils se servent largement de leur principe sacré de *takiyyé* (qui consiste à dissimuler ses véritables intentions) pour gagner du terrain dans tous les domaines de la vie publique, en utilisant la démocratie comme tremplin. S'ils se trouvent en difficulté vis-à-vis de la législation existante, après avoir prononcé des discours incendiaires, ils n'ont qu'à aller s'installer dans un pays européen pour y vivre comme des rois.

C'est le cas de l'instigateur et acteur principal des massacres de Sivas*, Cafer Erçakmak, membre du conseil municipal d'une mairie qui était aux mains du Refah [le parti islamiste dissous]. Ou encore du député Sevki Yilmaz, qui, dans son exil saoudien, fait prêter à ses fidèles le

serment de détruire l'Etat kémaliste. Après avoir traité l'Assemblée nationale de Turquie de "Parlement de maquereaux", il n'a pas eu honte de se faire élire à ce même Parlement, de percevoir un salaire pour cela et de revendiquer avec fierté son appartenance à l'organisation terroriste islamiste, le Hezbollah, par des paroles on ne peut plus éloquentes : "Que ça vous gonfle ou que ça vous fasse chier, je fais partie du Hezbollah." Ce monsieur coule aujourd'hui des jours paisibles à l'étranger avec sa retraite de député ! Son fils a déclaré : "Ce n'est qu'un exil (comme celui du Prophète). Il reviendra un jour, et son retour sera spectaculaire."

Prenons encore le cas du député du même parti Halil Ibrahim Celik, élu de la ville d'Urfa. En annonçant l'avènement d'un Etat fondé sur la charia, il annonce : "Ce sera du gâteau... Beaucoup de sang va couler." On peut continuer la liste. Pourquoi évoquons-nous ces cas ? Pour rappeler la menace intégriste, pour montrer jusqu'où on en arriverait avec l'islam politique, qui s'affirme avec des actions présentées comme de simples revendications acceptables au nom de la démocratie. Jusqu'en 1986, aucune étudiante ne portait le turban dans les universités, ni même à la faculté de théologie. C'est avec l'action déclenchée cette année-là par deux étudiantes que le mouvement pour le turban s'est développé sur un fond de tolérance au nom de la démocratie ; il a grandi grâce aux compromis acceptés par les politiciens et menace les fondements mêmes de la République laïque aujourd'hui. **Litfi Kaleli**

* En 1993, des musulmans intégristes ont attaqué cette ville turque où se déroulait un festival culturel. Plusieurs personnes furent tuées.

In Missile Alert, U.S. Jets Hit Iraqi Air Defense Site

Reuters

INCIRLIK, Turkey — U.S. warplanes flying from a base in southern Turkey attacked an Iraqi anti-aircraft missile emplacement in northern Iraq on Thursday, the U.S. Air Force said.

The incident came shortly after the base, at Incirlik, was put on a state of alert amid fear of a missile attack from Iraq.

Allied sources in Ankara said a U.S. tracking station had picked up a possible

launch from northern Iraq in the direction of the Turkish border. But the "target" disappeared from screens, and the alarm was canceled.

A spokeswoman at Incirlik, a complex of red-brick buildings behind wire on the Anatolian plain, said two F-15 fighter-bombers on a routine patrol of the no-flight zone in northern Iraq had been targeted by anti-aircraft radar north of Mosul.

The U.S. aircraft responded with three precision-guided bombs before returning to Incirlik.

"Damage to the Iraqi missile site is currently being assessed," she said.

American and British warplanes have enforced a no-flight zone north of the 36th parallel since the 1991 Gulf War to try to protect the Kurdish population from attack by President Saddam Hussein's forces.

The alert at Incirlik highlighted the growing tensions in the area this week after a series of similar strikes against Iraqi targets by U.S. planes.

A statement by the Turkish general staff said there was an explosion northeast of Mosul at the time Incirlik was put on alert and that this may have been

interpreted as a missile launch. It did not say what had caused the blast.

"Turkish air defense systems are ready to answer every kind of threat," the general staff's statement said.

A statement by the U.S. European Command in Stuttgart said troops at Incirlik, about 50 kilometers (30 miles) from the Mediterranean Sea, had donned protective gear. Gates were closed and traffic was halted.

U.S. Restricts Pledge to Aid Saddam's Foes

By Vernon Loeb
Washington Post Service

WASHINGTON — The senior American diplomat coordinating affairs with the Iraqi opposition told 13 opposition leaders on Friday that he would promote the goals of the Iraq Liberation Act with Gulf states. But he stopped well short of committing U.S. military aid to opposition forces, American officials and opposition members said.

The diplomat, Frank Ricciardone, a senior Foreign Service officer recently named to fill a new post working with opposition forces to bring about a new regime in Baghdad, also told the leaders at a meeting in London that he would soon be joined by a planning staff that includes a retired U.S. general.

But key opposition leaders expressed disappointment after the session at Mr. Ricciardone's reticence toward military aid and at remarks critical of the opposition made Thursday before the Senate Armed Services Committee in Washington by the chief of the U.S. Central Command and leader of all U.S. forces in the Gulf.

Ahmed Chalabi, leader of the Iraqi National Congress, a coalition group under the act could backfire and create a "rogue state" in Iraq even more destabilizing than the current regime of

■ General Questions U.S. Policy

The general who commands U.S. forces in the Gulf area questioned Thursday the policy that has become the centerpiece of U.S. policy toward Iraq — support for opposition groups in hope of toppling Mr. Saddam — The Associated Press reported from Washington.

"I will be honest: I don't see an opposition group that has the viability to

President Saddam Hussein.

Echoing concerns over arming the opposition voiced this week by key U.S. allies in the Gulf, General Zinni told the Senate Armed Services Committee that none of 91 Iraqi opposition groups had "the viability to overthrow Saddam at this point."

Arming them, he warned, "could be very dangerous."

"I've seen the effect of regime changes that didn't quite come about the way we would have liked," General Zinni said. "And the last thing we need is another rogue state. The last thing we need is a disintegrated, fragmented Iraq because the effects on the region would be far greater, in my mind, than a contained Saddam."

A State Department spokesman, James Foley, later said that he endorsed General Zinni's conclusion that opposition groups were not an immediate threat to the Iraqi regime and should not receive U.S. arms in the short term.

But Mr. Foley continued to embrace the Iraq Liberation Act and said the administration's Iraq policy "reached a turning point" after Congress passed the measure in September.

The act makes toppling Mr. Saddam's regime an explicit goal of U.S. foreign policy and authorizes \$97 million in military support to the Iraqi opposition. But it leaves any decision to arm the opposition to the administration. "No decisions have been made yet in that regard," Mr. Foley said.

As the administration shifts from containing Mr. Saddam to a more active strategy of trying to topple his regime, it designated seven opposition groups last week as eligible for military assistance and named Mr. Ricciardone to coordinate U.S. activities with opposition groups.

overthrow Saddam at this point," General Anthony Zinni of the Marine Corps told the Senate Armed Services Committee.

The policy of supporting opposition groups, "if not done properly, could be very dangerous," General Zinni said.

He raised the prospect of dozens of splinter groups competing for power. "The last thing we need is another rogue regime," he said.

But those efforts have spurred opposition. The Iranian-backed Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, the most potent armed force within the opposition, announced last week that it wanted no part of the U.S. plan.

Two armed Kurdish militias occupying parts of northern Iraq, the only other major opposition groups with armed soldiers, quickly followed suit, despite extensive efforts by State Department officials last fall to unify the groups and enlist their support in opposing the Iraqi regime.

Fearing heavily armed Kurdish forces on its border, the Turkish government, a key U.S. ally in the region, expressed reservations this week about the Iraq Liberation Act.

Turkish concerns were echoed by Saudi officials meeting in Riyadh with Secretary of State Madeleine Albright. The Saudis said the kingdom "does not believe and does not support any foreign side to interfere in changing the ruling regime in Iraq because any such change should take place from within Iraq and by the people themselves," The Associated Press reported.

One administration official in Washington acknowledged Turkey's concerns about arming the Kurds, but cautioned that there was a difference between the Saudis' public and private positions on U.S. efforts to help topple Mr. Saddam.

"Most Arab leaders would be overjoyed if they woke up one morning and Saddam was gone," the official said. "They would like us to topple the Iraqi leader, and they would like us to do it quietly and efficiently. What they say publicly — they have to cater to the street."

La Suisse interdit l'entrée de son territoire à Abdullah Ocalan

BERNE, 1er fév (AFP) - Le chef des rebelles kurdes de Turquie Abdullah Ocalan a peut-être voulu se rendre en Suisse lundi, mais les autorités ont averti que l'entrée du territoire lui était interdit, a déclaré un porte-parole gouvernemental.

"On a appris aujourd'hui qu'un Falcon 20 avec M. Ocalan peut-être à bord avait l'intention d'atterrir en Suisse", a dit le porte-parole du ministère de la Justice et de la Police, Viktor Schlumpf.

Les autorités suisses ignoraient où l'appareil devait se poser et l'Office fédéral de l'aviation civile a lancé une interdiction d'atterrissage à tous les aéroports du pays, a-t-il ajouté.

Sur la base de cette interdiction, l'aéroport d'Agno, près de Lugano dans le Tessin, un canton du sud de la Suisse frontalier de l'Italie, a refusé l'autorisation de se poser à un petit avion de type Falcon.

L'avion a continué sur Malpensa, près de Milan. Les autorités italiennes ont inspecté l'appareil où se trouvaient cinq Américains et un Canadien mais pas le chef kurde, a dit le porte-parole.

"On ne sait pas où il se trouve. Mais il existe une interdiction d'entrée en Suisse depuis quelque temps qui a été communiquée à M. Ocalan", a dit M. Schlumpf.

Une autre fausse alerte a été déclenchée lundi en Suisse à l'aéroport de Bâle où un Falcon devait atterrir en provenance d'Athènes via Malpensa.

L'avion est destiné à la maintenance et "Ocalan n'est pas à bord", a dit une porte-parole de l'aéroport, Anne Laszlo.

Le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est à la recherche d'un lieu d'asile depuis son départ d'Italie le mois dernier.

La Turquie avait annoncé lundi qu'Abdullah Ocalan se trouvait à l'aéroport d'Athènes, ce que la Grèce a officiellement démenti.

Turkey Presses Greece to Bar Kurdish Rebel

The Associated Press

ANKARA — Keeping up its crusade against asylum for a Kurdish rebel leader, Turkey warned Greece on Monday not to give refuge to Abdullah Ocalan, who Ankara said had landed at the Athens airport after being rebuffed by the Netherlands.

The authorities in Athens immediately denied the Turkish claim.

Earlier Monday, Mr. Ocalan was turned back by the Dutch authorities as

he headed for the Rotterdam airport where 200 Kurds were waiting to welcome him. There was no indication where he had come from.

A Dutch attorney, Britta Bohler, said Mr. Ocalan had wanted to ask the International Court of Arbitration in The Hague to mediate between the Turkish government and Turkey's rebel Kurds.

Later, the undersecretary of the Turkish Foreign Ministry, Korkmaz Haktanir, said that Mr. Ocalan was in his private plane in Athens, awaiting permission to disembark.

Mr. Ocalan's quest for a base to lead the Kurdish Workers Party began last year after Turkey successfully pressured Syria into ending years of refuge for him. He left Italy on Jan. 16 after trying for two months to win asylum.

"We expect Greece to be loyal to its assurances that it would not accept the

terrorist leader," Mr. Haktanir said.

In Athens, a Foreign Ministry spokesman, Theodoros Theodorou, insisted that no request had been made for Mr. Ocalan to come there. Asked whether the Kurdish leader was anywhere in Greece, he replied, "No."

Because of the often hostile relationship between Greece and Turkey, it seemed doubtful that Athens would grant refuge to Mr. Ocalan.

The Greek ambassador to Ankara, Dimitrios Nezeritis, was summoned twice Monday by the Turkish Foreign Ministry. Mr. Nezeritis repeated that Mr. Ocalan was not in Greece and that Athens would not let him in.

Turkey has issued an international warrant for Mr. Ocalan on numerous charges.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
TUESDAY, FEBRUARY 2, 1999

La Turquie maintient sa pression pour éviter un retour d'Ocalan en Europe

mardi 2 février 1999, 11h05

ANKARA, 2 fév (AFP) - La Turquie se réjouit de voir traiter comme un pestiféré le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, lancé dans un périple aérien au-dessus de l'Europe à la recherche d'un pays d'accueil, et maintient la pression pour éviter qu'il y reprenne pied.

"Les pays européens passent un bon examen à propos du terrorisme", a noté lundi soir le Premier ministre turc Bulent Ecevit. "Il (Ocalan) ne peut pas trouver de pays pour se réfugier. Il doit aller d'une porte à l'autre", a-t-il dit.

Le ministère turc des Affaires étrangères a appelé tous les pays européens à "localiser et arrêter Abdullah Ocalan en vue de le traduire en justice", soutenu dans ses efforts par Washington.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), 49 ans, a été refoulé successivement des Pays-Bas, dans la nuit de dimanche à lundi, puis de Grèce et de Suisse, selon Ankara.

La Grèce a démenti que le chef kurde se soit posé à l'aéroport d'Athènes lundi. D'après le porte-parole du département d'Etat américain James Rubin, Abdullah Ocalan "a cherché à atterrir en Grèce, il y a peut-être atterri".

M. Ecevit affirmait ensuite qu'Ocalan s'était posé à Milan pour faire le plein après avoir été refoulé par la Suisse. Les autorités aéroportuaires à Milan-Malpensa démentaient. La Suisse soulignait que le leader kurde

avait peut-être voulu se rendre sur son territoire, mais que les autorités avaient averti que l'entrée lui était interdite.

"Je pense que son avion privé tourne en rond sans trouver d'endroit où se poser", résumait James Rubin lundi soir (heure européenne).

La Turquie et les Etats-Unis considèrent comme un terroriste le chef du PKK, qui mène une rébellion armée dans le sud-est de la Turquie depuis 1984 pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant.

Washington, qui n'a pas ménagé son soutien à la Turquie depuis qu'Apo (diminutif d'Abdullah Ocalan) a quitté la Syrie mi-octobre, sous la pression d'Ankara, a également appelé l'Europe à contribuer à l'arrestation du chef kurde.

"En plus de refuser d'offrir un havre de paix, un refuge ou l'asile à des terroristes tels qu'Ocalan, les pays devraient prendre des mesures, en accord avec leur justice nationale, visant à aider la Turquie dans ses efforts pour traduire Ocalan en justice", a estimé James Rubin.

Le chef du PKK fait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt international, sur la base duquel Ankara avait en vain tenté d'obtenir son extradition lorsqu'il s'était réfugié à Rome, du 12 novembre au 16 janvier, avant de s'envoler pour une destination inconnue.

Son séjour en Italie avait ouvert une grave crise entre les deux pays. Ankara avait du moins réussi à empêcher une installation durable à Rome du chef kurde, sa hantise étant une politisation de son mouvement qui serait reconnue par les pays de l'Union européenne.

Mardi matin, Ankara n'avait pas encore lancé de nouvelle annonce localisant Abdullah Ocalan dans les cieux européens.

La presse turque se réjouissait de constater qu'Ocalan n'avait trouvé asile nulle part.

"Le fait de savoir où se trouve Apo n'est plus important", estimait l'éditorialiste du quotidien libéral Radikal. "L'important, c'est la confirmation de la situation désespérée dans laquelle il se trouve".

Rome a ajouté une touche amère au tableau, après que M. Ecevit se soit excusé d'avoir affirmé à tort, dimanche, qu'Ocalan était de retour en Italie.

"Le gouvernement turc, au lieu de s'occuper de savoir où se trouve Ocalan et d'alimenter des polémiques sur des informations fausses, pourrait chercher une solution pacifique au drame des Kurdes comme le demande l'Union européenne", a déclaré le président du Conseil italien Massimo d'Alema.

Ocalan - Un avion se pose à Corfou et entretient le mystère

ATHENES, 2 février - Un avion mystère stationné sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Corfou a relancé les rumeurs de présence du leader séparatiste kurde Abdullah Ocalan en Grèce. Le gouvernement a cependant répété lundi que le chef du Parti des travailleurs kurdes (PKK) ne se trouvait pas sur le sol grec. Ocalan s'est vu refusée la permission d'atterrir aux Pays-bas lundi matin et personne ne sait depuis où il se trouve.

Selon des journalistes de Corfou, un appareil de type Falcon, en provenance de Suisse, a atterri lundi soir sur l'île, située en mer Ionienne, près de la frontière entre l'Albanie et la Grèce.

Après trois heures d'attente sur le tarmac, deux ou trois de ses passagers se sont engouffrés dans une grosse voiture qui a quitté l'aéroport sous escorte de police.

Les journalistes sur place n'ont pas eu l'autorisation de s'approcher de l'avion, enregistré sous la nationalité malaisienne, ni de suivre le convoi.

Les autorités locales ont argué que l'avion transportait un homme d'affaires grec. Interrogé plus avant, un haut responsable de la police de Corfou a avoué que l'atterrissage était une "affaire nationale" mais a refusé d'en dire plus.

A Athènes, le porte-parole du gouvernement a insisté sur le fait qu'Ocalan, à qui la Turquie impute la responsabilité de la mort de milliers de personnes depuis le début du conflit kurde, ne se trouvait pas en Grèce.

Interrogé sur l'avion de Corfou, Dimitris Reppas a déclaré qu'il ne savait pas qui en étaient les passagers. Un haut responsable de l'administration turc avait annoncé lundi qu'Ocalan, également appelé Apo, s'était rendu à Athènes après son atterrissage interdit à Rotterdam. La Grèce avait déjà démenti.

Ocalan a été arrêté en novembre dernier en Italie, venant de Russie. Il en était reparti en homme libre à la mi-janvier après l'échec de la demande d'extradition turque auprès des autorités italiennes et celui de sa demande d'asile politique à Rome. Depuis, personne ne sait où se trouve le chef séparatiste. /LBR

An uneven battle for Kurdish hearts and minds

The Turkish authorities appear to be refusing to make a distinction between 'terrorists' and Kurdish representatives ready to find a political solution, writes **Leyla Boulton**

While the exiled Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan continues his search for a country that will accept him, Kurds within Turkey are beginning to feel under more pressure than ever.

The Turkish authorities, having vowed to track down Mr Ocalan and proclaim the end of the "world's bloodiest terrorist organisation", is at the same time trying to ban the party many Kurds are expected to vote for in elections in April.

The country's chief prosecutor on Friday accused the non-violent pro-Kurdish People's Democracy party (Hadep) of being "organically linked" to Mr Ocalan's Kurdistan Workers party, or PKK, which has waged a 15-year guerrilla war in which 29,000 people have died.

The constitutional court will today decide whether to accept the prosecutor's application for proceedings to begin against Hadep, which rejects the charges.

The prosecutor's action was nevertheless interpreted by some analysts as another sign of the Turkish government's refusal to make any distinction between PKK

"terrorists" and a wide spectrum of Kurdish representatives who could help find a political route to addressing Kurdish grievances. Turkey's minority Kurd population wants so-called cultural rights, such as Kurdish-language television, limited self-rule and more jobs in the south east, where they are in a majority and which is one of Turkey's poorest regions.

If, as expected, the slow-moving judiciary fails to outlaw Hadep before the April 18 poll, the south east will provide the stage for an elec-

toral contest with the other group the Turkish establishment loves to hate - the Islamist party Virtue, which is able to draw on both the Kurds' sense of alienation

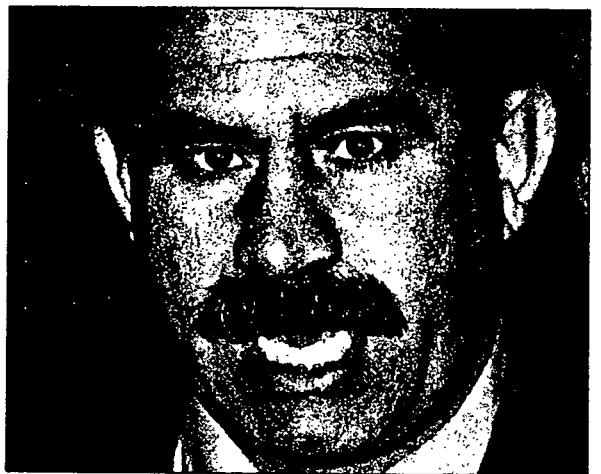
and their strong religious feelings.

That these two parties, which in 1995 between them won 64 per cent of the vote in the south east, are expected to top the polls again is the clearest sign that the mainstream political parties have long lost the battle for the hearts and minds of most Kurds.

"Of course we will vote for Hadep," said one of thousands of refugees who moved to the slums of Diyarbakir, the biggest city in the south east, after their villages were destroyed by the army in a campaign to flush out the PKK. "We don't think there's a link between the two but if they have links with the PKK, then we are all PKK."

The irony is that neither party plans to spell out its policies for tackling Kurdish grievances before the election.

In a cold unlit office in Diyarbakir, Sitki Zilan, Virtue's local deputy party chief, says that "the party could be closed down just because of one sentence" that might be misconstrued as "separatist" by the



Hunting for a home: Kurdish leader Abdullah Ocalan

AP

authorities. Disregarding the new-found moderation of Virtue leaders in Ankara, who are trying to persuade a suspicious military they are fit to govern, he describes the army as "the biggest obstacle to democracy" in Turkey. Two years ago the armed forces removed from office a coalition led by Virtue's predecessor party, Welfare. Its response to the Kurdish question has been to wage a military campaign, costing the state \$7bn a year.

In an attempt precisely to avoid the sort of legal action launched against it last week, Hadep had always planned to avoid mention of the Kurds during the election campaign. "Our campaign slogans will be democracy, peace, and human rights," says Osman Ozelik,

Kurdish leader stays elusive

Bülent Ecevit, Turkey's prime minister, met the head of Turkey's intelligence service yesterday to discuss the whereabouts of Abdullah Ocalan, the wanted Kurdish guerrilla leader, local television said, **Reuters reports from Ankara.**

Separately, the Russian foreign ministry denied reports in the Turkish press that Mr Ocalan had recently spent two weeks stranded at a Russian military airfield.

The Greek government repeated denials that Mr Ocalan was on its territory.

Hadep's deputy chairman in Ankara, complaining that "every time we say one word [about Kurds] a new court case is opened against us".

By contrast, local representatives of mainstream parties have little to lose by demanding more constructive policies from Ankara. Mesut Deger, local chief of the centre-left Republican People's party (CHP) argues that a failure to respond to moderate demands such as the right of Kurds to some official use of their own language will only encourage more extreme demands in future. "If they don't recognise Kurds' identity today, in five years' time people will ask for independence or a federation."

Bülent Ecevit, the caretaker prime minister, responds by saying that as long as "terrorism" continues, "public opinion" at large will not agree to extend even cultural rights to Kurds.

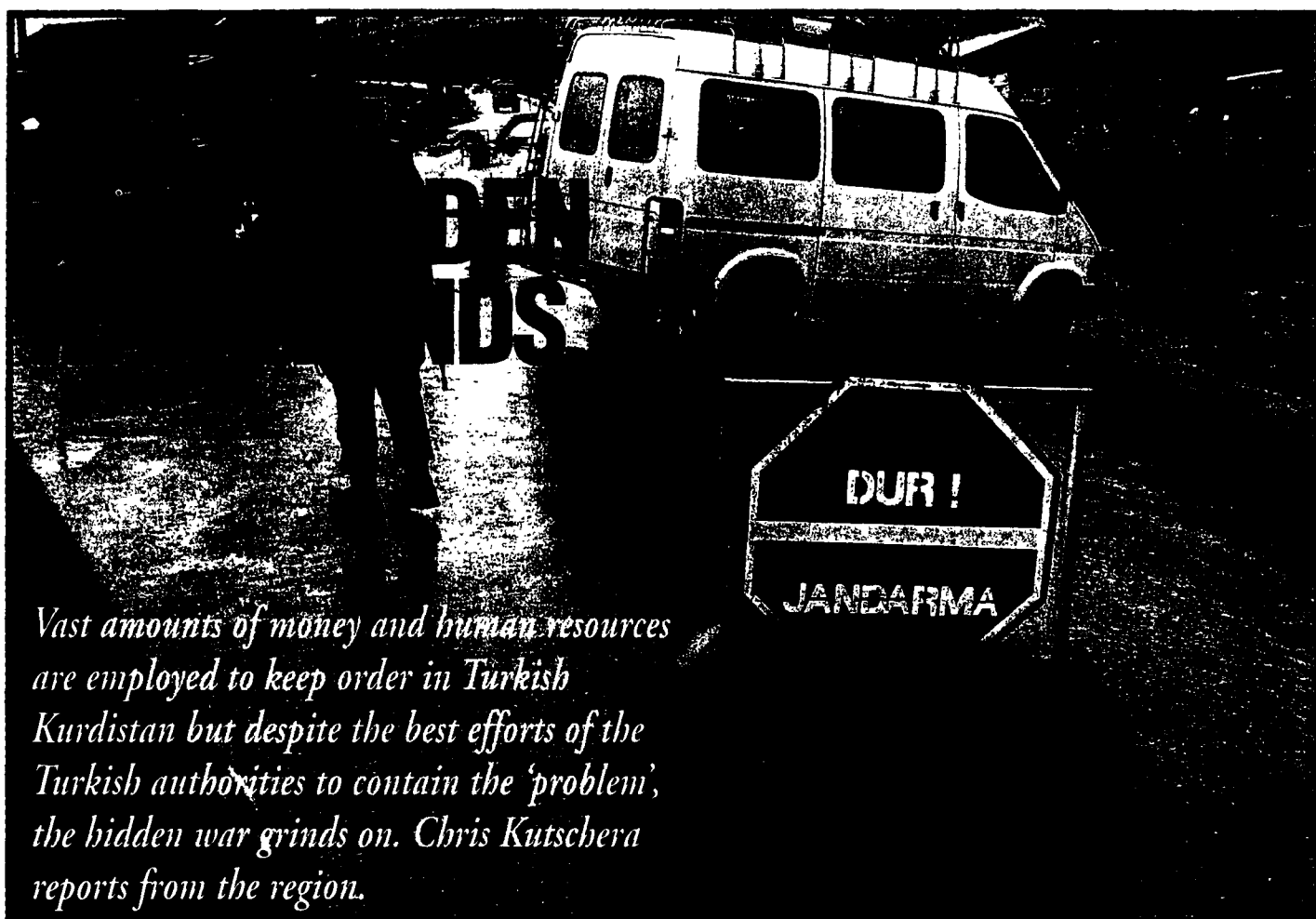
Meanwhile, the fact that people can now walk the streets of Diyarbakir at night without fear of attack

suggests the armed forces have gained ground in their battle against the PKK guerrillas.

But signs of an economic revival vaunted by officials are more difficult to detect. Turkey's grandiose \$32bn South East Anatolia project to generate electricity and irrigation by damming the Taurus and Euphrates rivers has so far failed to bring visible benefits to the areas with the heaviest Kurdish population.

However, at the Akyil textile plant, which employs 2,000 people and is the most frequently cited example of new investment in Diyarbakir, Adalet Siyahli, a 23-year-old worker, is grateful to have a job and says the biggest luxury in her life is being "able to live like a normal person".

But as one local businessman puts it, PKK propaganda that "this is our land and our resources and the Turks are exploiting everything" will continue to resonate among ordinary people unless economic opportunity becomes more widespread.



Vast amounts of money and human resources are employed to keep order in Turkish Kurdistan but despite the best efforts of the Turkish authorities to contain the 'problem', the hidden war grinds on. Chris Kutschera reports from the region.

Hakkari (above), one of the most strategic points and constantly patrolled

Chris Kutschera

More than 300,000 troops, out of Turkey's 800,000 armed forces — NATO's second most numerous army — are stationed in Kurdistan, in the eastern part of Turkey.

It is at an annual cost of some \$8 billion that some kind of order prevails in Kurdistan. PKK fighters can no longer simply walk into villages to get food and clothes and organise political meetings. But contrary to what the army claims, the "terrorist" or "separatist" organisation, the words officially used to qualify the PKK, is far from being decimated.

Recent serious incidents, which have included the ambush of a military patrol near Yuksekova, where 15 soldiers and two officers died, have proved that the PKK is still active throughout the region. With mines killing soldiers and village guards across the length and breadth of the region, a mayor kidnapped near Van, a bus burned near Erzurum, clashes in the Dersim, it is

clear that the guerilla force remains active if elusive, in spite of the extraordinary deployment of military forces.

A small town of 15,000 inhabitants south east of Van, Hakkari is one of the forward positions of the fight against the PKK and the headquarters of the Turkish forces that regularly penetrate Iraqi Kurdistan from Tchoucourdja in hot pursuit of the PKK.

Hakkari serves as a launching pad for regular operations in the sector of the "three borders" (Iran, Iraq, and Turkey). Kurdish guerillas have always been able to infiltrate the neighbouring country in this sector, taking advantage of borders impossible to demarcate in mountains as high as 4,000 metres.

From Hakkari, Turkish army and intelligence services also watch the Iranian border, and particularly the small town of Yuksekova, nicknamed "Heroin-City", the gateway for drug trafficking with Iran. During recent months, the Iranian military have anxiously noted that this border, traditionally porous to all kinds of drug dealing, also

lets through a trickle of PKK fighters, who now enjoy some recreational facilities in Iran, particularly in Ourmieh.

Getting into Hakkari is not easy for a tourist: stopped at a checkpoint at the city's gate by plain clothes security services agents, one is treated courteously but definitely as an unwelcome intruder. Visitors must be determined if they are to gain access to this semi-forbidden city.

They are warned that "for your own protection against the terrorists" they will be escorted day and night by security service agents. "You will not take one step, either at your hotel, in the streets, or inside a restaurant, without being followed by a cop in civilian attire, equipped with a walkie-talkie," I was warned.

A city under siege — there are between two and three soldiers for every civilian Kurd — Hakkari is constantly patrolled by small armoured cars (British made Land-Rovers) and by armoured troop transport vehicles (Soviet made BTRs).

Hakkari has no resources of its own, and paradoxically its merchants can only survive, thanks to the presence of this important garrison. No prosperity is possible for those who do not benefit from the administration's and the army's favour.

Security forces can launch their operations without independent witnesses

There are few cities in Kurdistan where the separation between the Turkish and the Kurdish populations is so flagrant. The two worlds live side by side, without any contact. It is total apartheid.

Every afternoon, at 4pm, the city and surrounding region are isolated from Turkey at large. The road is blocked off and all traffic forbidden entry for "security reasons". From that moment, security forces can launch their operations, without independent witnesses.

One of the most mountainous regions of Kurdistan, Dersim is a natural stronghold. Its rare roads follow deep and narrow valleys, spectacularly wild gorges of breathtaking beauty which have inspired a dozen or more guerrilla leaders. It was in Dersim in the late 1930s that a Kurdish revolt took place which shook Mustafa Kemal Ataturk's power. The Turkish army systematically continues its population deportation policy from the area with the aim of "drying up the swamp" of seemingly indefatigable resistance.

Pertek is a small new city built on the mountainside, on the bank of the Murat River; the authorities transplanted and rebuilt, stone by stone, three ancient mosques from the old city of Pertek, which today lies beneath the waters of the Keban Dam, built in 1974.

The small road that links Pertek with Tunceli (the city formerly called Dersim) winds up a mountainous plateau, one of Kurdistan's most fertile areas. Today it is deserted; not a soul, not even a donkey, is to be seen along the roadside. The fields lie fallow, and the few villages which were not destroyed are almost empty.

Determination is needed to drive through Dersim, from Tunceli to the main highway that links Erzurum and Erzinjan — a distance of not even 100 kilometres. Tourists are firmly asked to get down from the bus leaving Tunceli — "for their well being", since the area is "full of terrorists", and "very dangerous". Merchants living in

the occasional villages along the road and a few truck drivers still using the road must wait patiently for hours — sometimes three or four hours — before a convoy is formed. A BTR leads each convoy consisting of 10 or so cars and lorries, followed by two armoured cars. After 30 kilometres, the convoy stops without any explanation, probably because it is lunch time, and also time for the military to take a long nap.

After a wait of four hours, the convoy takes off, only to stop again 20 kilometres further down the road near Kirmizikopru. This village where more than 500 people lived five years ago has only 150 inhabitants today.

Some of the houses have been gutted and have lost their roofs. It is hard to believe that in 1992 there were five hotels in what used to be a very touristic village. Very nervous soldiers — two of their friends were blown up on a mine 48 hours earlier — decide the convoy will stay here overnight. It is up to everyone to find a place to sleep, in his truck or in his car, even though some Kurdish merchants in the convoy live in Pulumur, only ten kilometres away.

The convoy is finally allowed to proceed at 8am the next morning. Slowly the valley widens — and suddenly one reaches the Erzurum-Erzinjan highway.

How many tourists driving through at high speed on this highway linking Ankara to the big cities of northern Anatolia would suspect that behind these snowcapped

mountains lies one of Turkish Kurdistan's most forbidden areas, where the army exerts absolute power hidden away from inquisitive eyes?

A big village of some 5,000 inhabitants, Dicle lies seven kilometres from a dam recently built on the Tigris River. However, the authorities have told the town council that all the dam's water must be used to produce electricity, and that they cannot afford to divert a few cubic metres to irrigate the peasants' fields. The villagers continue to collect water from the village's old derelict fountain, and the mayor spends his time receiving peasants who blame him for not doing anything to improve the situation. But the municipality of Dicle, which theoretically gets its revenues from the central government, has not received any funds for some time. Public sector employees have not been paid for 16 months.

On the sidewalk of its main street, dozens of men sit on small stools drinking tea, waiting for the time of day when the sun forces them to look for shade on the opposite sidewalk. Some of them are from Dicle, but most come from neighbouring villages which were purged of their inhabitants. "The soldiers come and say: 'Get out of your houses', and they destroy everything," explains one man. Why? "Because we refuse to take up weapons and become village guards. They tell us that they cannot build *karakols* (gendarmes' forts) everywhere, and

It seems nothing is done to improve the situation



Chris Kutschera



Chris Kutschera

Unemployed men expelled from their villagers

they burn down our houses.”

It is true that this region has a tradition of resistance. It was in Dicle, then called Piran, that the first shot was fired, starting Sheikh Said's revolt in 1925. Apparently the military have no illusions: recently during a conversation with the elders of the village, one of the commanders from the gendarmerie told them: “You are all terrorists, all of you, the men the women, everybody”.

Villagers explain why they crossed over to the camp of PKK sympathisers: “The soldiers harass us constantly. When we drive a tractor loaded with bags of wheat through one of their check points, they empty the bags on the road, saying: ‘we are just checking that you aren't hiding weapons’.” The young unemployed men spend their time playing cards and dominos in cafes, and being called in to the police station for questioning. Exasperated by these interrogations, they end up joining the guerrillas' camps in the mountains north of Dicle. People say several dozen graves were recently dug in the cemetery for young fighters who were killed and buried like dogs, their families not allowed to organise a proper religious ceremony. People in the village whisper that these young men are often mutilated, and

village guards bring back ears, noses, and other body parts as proof of their exploits. “But we will not move from here,” says one elder.” Our life has always been like this: it was already like this for our grand fathers; it was the same for our parents and it will be the same for our children.”

Deportation of the Kurdish population is part of a long history

Castigated for supporting Ihsan Nuri's revolt in 1930, Bayazit's inhabitants had to abandon their city on a mountain side, near Ishak Pasha's palace, and settle in the new city of Dogu Bayazit in the plain. Still visible today, the ruins of the old city of Bayazit are a reminder that the policy of deportation of the Kurdish population is part of a long history.

In Dogu Bayazit, a city located 30 kilometres from the Iranian border, the army occupies large areas as it does in all the cities in Kurdistan. A whole block of the centre of the city, surrounded by walls and barbed wire and protected by armoured cars, is occupied by housing for military personnel and their families. At the northern end of the city, a huge base spreads over several dozen acres: scores of tanks and hundreds of trucks parked there are visible from the road. But according to local Kurds, all these weapons remain idle.

Unlike his predecessor who was a real “fascist”, the new general commanding the garrison is said to be an enlightened officer who spent some time in western Europe with NATO. He is reported to have reached a more or less tacit agreement with the PKK guerillas: “If you don't come and look for me, I won't come and look for you.” So the army continues to occupy its positions on Mount Tendurek but has pulled back from the slopes of the Ararat. So now everyone can get on with an extremely lucrative activity: importing petrol, tea and other goods from Iran.

“It is simple,” says a Kurd who does not attempt to disguise his satisfaction at the way business is flourishing. “We use only dollars here, I import petrol from Azerbaijan and Uzbekistan which is transported in trucks driven by Iranians. I bribe everyone: police, customs, the political police (the intelligence service in charge of dealing with the PKK), 500 dollars here, 500 dollars there, and everyone is happy”. Other businessmen

import tea and other products from Dubai. The operation is similar: everyone, the armed forces as well as the PKK, benefits.

Inexorably, the road brings us back to Diyarbekir. All those who have been expelled from their villages by the army arrive here in time. Among them is Sabahat, a 33-year-old woman whose husband was killed in April 1994, near Sasson; two months later they burned down her house, throwing Sabahat and her six children (she was expecting a seventh child) out on the road. Helped by her family, Sabahat is relatively privileged. She now lives in Diyarbekir in a flat lacking everything — but, unlike thousands of families of villagers deported from their homes, she has a real roof.

Her life is crushed by grief and it is extremely difficult for her to send her children to school. All testimonies concur: most villages were destroyed between 1992 and 1994. As one Kurd remarks: “They have destroyed everything, so they were forced to stop.” Many witnesses indicate that the policy of deportation continues, albeit at a slower pace.

One of Sabahat's neighbours tells how her 22-year-old sister was arrested in her village, two hours from Kulp, south of Bingol, accused of having encouraged a villager to support the guerillas in the mountains. She is now in jail. Two months following her arrest the gendarmes told her family: “If you don't leave, we will burn your house.” Terrorised, the family wonders what to do. Abandon everything, and live in misery? Or stay, at the risk of being massacred?

An official report published by a Turkish parliament investigating committee formed in 1997 has established that 900 villages and 3,000 hamlets have been “evacuated” by the security forces. The mayor of Tunceli disclosed that between 70 and 80 per cent of the 374 villages in his district had been evacuated. While the subsistence level in Turkey is estimated at \$400 a year, this level is reduced by half for Kurdistan, to \$200 per year, although many families are forced to survive with an annual income of \$70 to \$80.

The statistics are chilling, yet the poverty and deprivation continues unabated. Since 1990 the Turkish armed forces have carried out the largest wave of deportations Turkey has known since the end of the 1930s — with one aim: to uproot the Kurdish people from its soil and to obliterate its identity. ■

L'Iran fête le 20^e anniversaire de la révolution islamique

TÉHÉRAN. L'Iran célèbre, à partir du 1^{er} février, le 20^e anniversaire de la révolution islamique, alors qu'il traverse une phase difficile avec la guerre ouverte entre les héritiers de Khomeiny et le désir de changement de la population. Plus de 2 000 manifestations sont prévues. Premier temps fort : des cérémonies au mausolée de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny (décédé en juin 1989) et dans la ville sainte de Meched (nord-est), pour marquer le retour triomphal de l'imam de quinze ans d'exil en Irak puis en France. Les rues de Téhéran et de toutes les villes du pays ont été décorées de guirlandes et de portraits de Khomeiny et de l'ayatollah Ali Khameneï, qui lui a succédé comme Guide de la République islamique. Cette « *Décade de l'Aurore* », selon la terminologie officielle, se termine le 11 février, date anniversaire de la chute du dernier gouvernement impérial, dirigé par Chapour Bakhtiar, par une grande manifestation populaire. - (AFP)

Le leader kurde Abdullah Öcalan cherche un pays d'exil

ISTANBUL. Mais où est donc passé Abdullah Öcalan ? Depuis son départ de Rome, le 16 janvier, où il avait passé près de deux mois, le dirigeant des rebelles kurdes du PKK avait mystérieusement disparu de la circulation. La presse turque spéculait son lieu d'exil. Samedi 30 janvier, le premier ministre Bülent Ecevit a annoncé qu'Abdullah Öcalan se trouvait... en Italie. En était-il parti, y était-il revenu ? Le gouvernement turc réclame toujours l'extradition de l'homme qu'il considère comme l'ennemi public N°1 et qu'il veut voir traduit en justice, si possible en Turquie même.

Abdullah Öcalan se trouverait toujours à bord d'un avion privé, immatriculé en Estonie, selon la presse turque. Il serait allé à Minsk, en Biélorussie, avant de revenir en Italie à la recherche d'un pays susceptible de l'accueillir. Les Pays-Bas ont refusé. Durant la nuit, il s'était rendu à Athènes avant de repartir pour la Suisse. Aux dernières nouvelles, son avion aurait été aperçu sur la piste d'un aéroport proche de Milan. - (Corresp.)

Washington peine à rallier les pays du Golfe à son projet irakien

Le Qatar, Oman et les Emirats arabes unis s'opposent « à toute ingérence dans les affaires intérieures d'autrui » et n'ont pas fait bon accueil à la diplomatie américaine

LA TOURNÉE dans le Golfe que le sous-secrétaire d'Etat américain Martin Indyk a achevée, mardi 2 février, ajoutée au déplacement de Madeleine Albright en Arabie saoudite, devait être l'occasion, pour Washington, de convaincre ses interlocuteurs de la pertinence de sa nouvelle politique vis-à-vis du régime irakien : l'offensive tous azimuts. Elle a cependant surtout mis en évidence les réticences arabes, pour ne pas dire plus, à s'y impliquer.

Les imprécations lancées régulièrement par Bagdad à l'encontre du Koweït et de l'Arabie saoudite, accusés de faire le jeu des Américains et des Britanniques, auraient pu inciter les monarchies du Golfe à faire bon accueil à la diplomatie américaine : il n'en a rien été.

Tour à tour, le Qatar, Oman, et les Emirats arabes unis se sont opposés, à l'instar du sultan omanais Qabous, « à toute ingérence dans les affaires intérieures d'autrui ». La presse officielle du Qatar a estimé que « aucun pays arabe ne peut exprimer son soutien à l'objectif déclaré de la mission de M. Indyk, qui est de renverser le régime irakien ». « Cela créerait un précédent qui permettrait aux Etats-Unis d'isoler et de désigner les gouvernements sans aucun embaras », a souligné le journal *Al-Raya*.

Les Emirats arabes unis, toujours par le biais de la presse officielle, a estimé que « le danger réside en outre dans les conséquences d'un changement du régime irakien au niveau arabe et dans le Golfe ». L'Arabie saoudite et l'Egypte,

pourtant régulièrement prises à partie par la presse irakienne, ainsi que la Syrie, se sont également prononcées contre toute solution extérieure.

UN SOUHAIT ET UNE CRAINTE

Le problème est que de hauts responsables américains viennent, à quelques jours d'intervalle, d'exprimer les plus grandes réserves sur l'état de l'opposition irakienne et sur l'affaiblissement supposé du pouvoir en place à Bagdad après les frappes militaires de l'opération « Renard du désert », en décembre. Le responsable du théâtre d'opération du Golfe, le général Anthony Zinni, a assuré la semaine dernière devant le Congrès qu'« aucun groupe d'opposition n'a « la viabilité pour renverser Saddam ». « La dernière

chose que nous voulons est un Irak fragmenté et en voie de désintégration car les effets sur la région seraient plus graves selon moi que ceux occasionnés par un Saddam dont la liberté de mouvement serait limitée », a-t-il ajouté.

Devant le Sénat, mardi, le directeur de la CIA, George Tenet, a ajouté que le président Saddam Hussein dispose toujours d'une « formidable structure de sécurité » et que son régime « n'est pas un château de cartes ».

Alors que les Américains s'en sont pris pour la première fois, mardi, à une batterie de missiles antinavires près de Bassorah, dans le sud de l'Irak, M. Indyk a lui-même convenu que « pour réussir », à savoir obtenir le départ ou le renversement du président irakien, les Etats-Unis doivent « obtenir le soutien des pays voisins de l'Irak ». Ces voisins n'ont certainement aucun attachement particulier pour le régime de Bagdad, mais ils sont coincés entre un souhait et une crainte. Le souhait est de conserver le bouclier américain et de préserver de bonnes relations avec Washington. La crainte est de se voir dresser une opinion publique imprévisible, alors que leurs pays traversent une période délicate du fait, notamment, de l'effondrement des cours du pétrole.

Une délégation de parlementaires français en Irak

Des députés français, en visite en Irak, se sont rendus mardi 2 février à Bassorah et à Mossoul pour s'informer sur les conséquences des frappes américano-britanniques de décembre contre l'Irak, a rapporté l'agence de presse officielle Iraqi News Agency (INA). Une partie du groupe de députés a visité Bassorah avec M^{me} Roselyne Bachelot, députée RPR de Maine-et-Loire, qui conduit la délégation française.

Les élus ont notamment visité deux quartiers résidentiels ayant été la cible, le 26 janvier, de bombardements de l'aviation américaine qui avaient fait, selon Bagdad, vingt-quatre tués, a indiqué l'INA. La délégation, composée de six membres de divers partis politiques ainsi que de deux responsables administratifs, effectue une mission de près d'une semaine. - (AFP)

Syrian delegation in Moscow for talks on weapons purchases

Moscow- The Associated Press

A delegation of Syrian military officials arrived in Moscow on Wednesday to discuss buying material to maintain and upgrade aging Soviet-era weapons and inspect new planes and tanks, a news report said.

Syria now has about 4,000 tanks and 500 aircraft that were manufactured by Soviet-era and Russian enterprises, and most of the equipment is now out-of-date or in need of repair, according to the Interfax news agency. The Syrian delegation was to meet with officials from Russia's Defense Ministry to discuss modernizing equipment and buying spare parts. Quoting unidentified sources, Interfax said Syria also wants to re-equip its forces with new Russian Su-27 jet fighters, T-80 tanks and S-300 missile complexes. According to the sources, Syria is prepared to allocate "several hundred million dollars" to new contracts. Russia earns much-needed cash from the sale of weapons abroad. Western governments have accused Moscow of putting its financial interests ahead of international safety, and the United States recently sanctioned three Russian research centers for alleged sales of nuclear technology to Iran.

Le chef du PKK n'est pas le bienvenu au Danemark (ministre des AE)

COPENHAGUE, 4 fév (AFP) - Le chef des rebelles kurdes de Turquie, Abdullah Ocalan, n'est pas le bienvenu au Danemark, en raison des activités terroristes exercées par son parti, le PKK, en Turquie et à l'étranger, a affirmé jeudi le ministre des Affaires étrangères, Niels Helveg Petersen.

Le ministre danois, qui se trouve actuellement en visite de travail aux Philippines, a souligné, dans un communiqué publié par son ministère, "que le Danemark condamnait fermement et sans équivoque toute forme de terrorisme. Cela concerne aussi le terrorisme du Parti des travailleurs du Kurdistan sur le territoire turc et en dehors".

Le chef de la diplomatie de Copenhague a rappelé "que la Turquie avait aussi une responsabilité pour résoudre le conflit kurde", notant "que le Danemark oeuvrait d'une manière conséquente pour que le gouvernement d'Ankara respecte les droits de l'Homme et cherche une solution pacifique et démocratique pour la population kurde de ce pays".

Quelque 40.000 Turcs vivent au Danemark, dont environ 20.000 à 25.000 sont des Kurdes.

Le chef du PKK a quitté le 16 janvier l'Italie, où il n'a pas obtenu l'asile politique après un séjour de deux mois, pour une destination inconnue. Ocalan cherche toujours un pays d'accueil.

Des F-16 ont refoulé de Belgique un avion suspecté contenir Ocalan

BRUXELLES, 5 fév (AFP) - La Force aérienne belge a fait intervenir mercredi deux de ses chasseurs F-16 pour interdire l'accès de l'espace aérien belge à un avion de tourisme en provenance des Pays-Bas qui transportait probablement le leader kurde Abdullah Ocalan, a rapporté vendredi l'agence Belga.

La personne à bord de l'avion était "indésirable", précise l'agence belge qui cite une très bonne source.

Dans son édition de vendredi, le journal flamand De Standaard précise que la Force aérienne a agi "à la demande du ministère des Affaires étrangères" qui voulait éviter que l'avion "n'atterrisse en Belgique". Le ministère s'est refusé à tout commentaire.

L'appareil, un Piper PA-42, a rebroussé chemin mercredi vers 16h45 locales (15h45 GMT) en direction de Rotterdam (Pays-Bas) après l'intervention des deux F-16 belges. Le Piper a ensuite à nouveau gagné Bruxelles en début de soirée, mais sans passager, a précisé Belga.

Avant d'être refoulé mercredi après-midi de Belgique en provenance des Pays-Bas, l'avion venait de Brindisi (sud de l'Italie), selon la même source.

Mardi, le ministère belge des Affaires étrangères avait averti que le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) "ne serait pas le bienvenu" en Belgique s'il lui prenait l'envie de demander asile dans ce pays.

"Il n'y a pas eu de demande d'entrée en Belgique d'Abdullah Ocalan", avait-on alors précisé de même source, après que l'ambassadeur belge à Ankara eut été convoqué au ministère turc des Affaires étrangères.

Un "parlement kurde en exil", créé le 12 avril 1995 à La Haye, a son siège à Bruxelles. Ce "parlement" est considéré par Ankara comme une émanation du PKK, en rébellion armée depuis 1984 contre le pouvoir central et considéré comme une organisation terroriste par la Turquie.

Les Kurdes émettent en outre régulièrement des programmes à destination de l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, via des studios de la chaîne privée Med-TV basés près de Bruxelles.

Le PDK affirme avoir arrêté deux "terroristes" du PKK dans le nord de l'Irak

DUBAI, 6 fév (AFP) - Le Parti Démocratique du Kurdistan a annoncé samedi avoir arrêté deux "terroristes" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatiste kurde-turque), dans une ville du nord de l'Irak qu'il contrôle.

Dans un communiqué reçu à Dubai, le PDK, dirigé par Massoud Barzani, a ajouté que les deux "terroristes" ont été arrêtés le 15 janvier à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, en possession de dix kilogrammes de TNT.

Yildiz Ahmet Sumz, 19 ans, et Bakhtyar Kani Hama Amin, 27 ans, "ont été recrutés et entraînés par le chef de l'organisation du PKK à Souleimaniya, leur mission était de placer des explosifs dans des parties encombrées de la ville d'Erbil à la veille de l'Aïd al-Fitr", fête célébrée le 20 janvier en Irak.

La ville de Souleimaniya, dans le nord de l'Irak, est contrôlée par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), formation kurde-irakienne rivale du PDK dirigée par Jalal Talabani.

Le PDK s'est allié à la Turquie dans le combat contre le PKK qui dispose de bases dans le nord de l'Irak.

Ces arrestations, si elles se confirment, auraient été effectuées quelques jours après une réunion entre MM. Barzani et Talabani dans le nord de l'Irak.

D'après le PDK, l'UPK avait réitéré son engagement au cours de cette réunion à ne pas permettre au PKK de prendre refuge sur son territoire.

Circle around Ocalan closes

- US Secretary of State Madeleine Albright calls on all countries that host Ocalan to try the PKK leader

Ankara - Turkish Daily News

The search for the renegade leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Ocalan, continues as he fails to find himself a safe haven from which to reorganize his terrorist campaign against Turkey.

The U.S. government has been supportive of Turkey in urging other countries to help bring Ocalan to justice.

U.S. Secretary of State Madeleine Albright called on all countries that host Ocalan to try him. Albright made this appeal at a special committee meeting of the Senate late Thursday.

The U.S. secretary of state said that no one knows where Ocalan went after he left Italy. She was critical of Germany for missing the opportunity to try the PKK leader and added that she has been disappointed by Turkey and Italy for failing to find another way to try Ocalan.

Bonn bristled at Albright's remarks as German government spokesman Uwe Karsten Heye said that he wouldn't want to make comments that don't contain any new substance. He added that such remarks had already been made by Washington several times in the past. "There will be no change in our attitude," Heye said.

Foreign Minister Ismail Cem received Italian Ambassador Massimiliano Bandini in Ankara on Friday, and the two officials engaged in talks for about half an hour. Cem told reporters that they had discussed bilateral relations and stated that he had urged Italy to show more sensitivity toward Turkey's fight against terrorism.

Bandini, speaking to reporters after the talks, said that Turkey had asked for an explanation from Italy regarding how Ocalan had left that country on Jan. 16. "I have already conveyed that request to Rome. I can't say any more than that. But I can say that Ocalan left the country on a private plane," Bandini added.

Ocalan had an adventurous trip on a small-engine plane earlier in the week. His plane was refused permission to land by the Netherlands, Belgium and Switzerland and could only stay at Athens and Milan to take on extra fuel. His whereabouts remain unknown at the present time.

The Belgian government stated on Friday that some of its air force F-16 fighter planes had been used earlier in the week to prevent a private plane, suspected of carrying Ocalan, from landing in Belgium.

A Defense Ministry spokesman said the F-16s were on a routine training mission on Wednesday when suspicions developed that a small plane was ferrying Ocalan to Rotterdam, in "The F-16s were used to escort that plane out of the country," said a Defense Ministry official who could not confirm Ocalan was actually aboard the private jet.

But later reports said the Belgian F-16s had intercepted a Piper PA-42 Novajo, which did not include Ocalan among its passengers. Ocalan's plane was earlier reported to be a Lear Jet 55 belonging to Estonian Airlines.

In the meantime, Kurdish supporters of Ocalan who live in Europe have blamed several European governments, including Italy, for the PKK leader's fate. An Ocalan supporter earlier told the Italian L'Unita newspaper that chaos may break out if something happens to the PKK leader and that the European governments deemed responsible would suffer the consequences.

Öcalan slams Europe for ignoring Kurdish problem

By Jeremy Gaunt

ATHENS, Feb 7 (Reuters) - Fugitive Kurdish separatist leader Abdullah Ocalan lashed out on Sunday at European countries which he said were afraid of accepting him and had turned their backs on what he called the "genocide" of his people.

Ocalan, sought by Turkey for leading a separatist campaign in which 29,000 people have died, has been on the run since he left Rome on January 16 after failing to gain political asylum and his present whereabouts are unknown. Rome's refusal to extradite him to Ankara shook Turkish-Italian relations.

In a statement published by the Greek Sunday newspaper To Vima, Ocalan also called for an international peace conference to be set up on the Kurdish issue, suggesting one along the lines of the current Rambouillet meeting called to force a peace settlement in the southern Serbian province of Kosovo.

Ocalan, Turkey's most wanted man, said his Kurdistan Workers Party's (PKK) 14-year struggle against Ankara would continue and would be waged on the political as well as military level.

But he roundly condemned European countries for refusing him shelter for

fear of a diplomatic backlash from Turkey, a country he said was a "giant with feet of clay."

"Europe should be ashamed of violating its own principles and culture through its behaviour," Ocalan was quoted as saying.

"The fact that there is no civilized state in the world that does not fear offering hospitality to the leader of a nation experiencing genocide constitutes an offence to human culture," he said.

Ocalan has been seeking asylum or temporary residence in Europe since Turkish threats forced him out of Syria last year. Turkey considers him a terrorist who is responsible for some 29,000 deaths stemming from the separatist campaign.

His arrival in Rome in November triggered a row between Italy and Turkey, particularly after Italy refused to extradite him because of Turkey's death penalty.

Last week, the Netherlands turned away a plane carrying Ocalan, who was reported to have been trying to appear before the International Court of Arbitration in The Hague.

In an accompanying article, *To Vima* said Ocalan has entered Greece twice since the beginning of the year, both times being moved on at the orders of Greek Prime Minister Costas Simitis who does not want to trigger a political and possibly military clash with long-time rival Turkey.

Some members of Simitis's ruling socialist party are keen to have Greece be more openly supportive of the Kurdish cause.

The newspaper said Ocalan landed in Crete in January, but was expelled by Simitis, who reportedly asked an Ocalan backer "not to do this to me" because he had enough political problems on his plate.

It also said the Kurdish leader spent as many as two days in Athens last week guarded by Greek secret service officials. Simitis "almost fainted" when he heard that Ocalan was in Athens, *To Vima* said.

Greek officials last week repeatedly denied that Ocalan was in the country or that he had asked for asylum.

As Iranians Mark 1979 Revolution, Many Ask Why

By Douglas Jehl
New York Times Service

TEHRAN — These are the "days of dawn," the 10 heady days that brought Ayatollah Ruhollah Khomeini back from exile, saw the collapse of Shah Mohammed Reza Pahlavi's regime and are celebrated this week across Iran in observance of the 20th anniversary of the Islamic revolution.

Again and again, state television has replayed grainy footage of Ayatollah Khomeini's arrival from France, as he is escorted step by step down the stairs of an Air France jet. Again and again, reverent tales are retold, like a children's story in which the ayatollah is introduced as "the good imam who rid Iran of the evil shah."

Despite the ingrained lessons of the revolution, a teenage girl asked Ayatollah Khomeini's successor in a televised meeting the other day, "Why did the Islamic revolution take place?"

The question reflects a widening gap between Iranians and the defining event of their country's recent past. More than half of Iran's 68 million people have been born since the events that toppled a king and stunned the world; millions more are barely old enough to remember them.

And the young are not the only ones asking questions. The revolution that put power into the hands of Shiite Muslim clerics enjoyed broad popular support at the time. But today, disillusioned by a generation of experience and emboldened by new political ferment, millions of

Iranians from all walks of life feel adrift, regarding the revolution as no longer relevant to today's problems.

In scores of interviews around Iran in the last two months, those were sentiments voiced by clerks, cleaners, farmers, professionals and others in big cities like Tehran and rural areas in the farmland around the northwestern city of Tabriz.

"We were like sheep, following others," one of them, Abil, a 60-year-old farmer wearing striped trousers, a plaid jacket and a shabby black felt hat, said as he recalled the revolution, which he once backed with enthusiasm. "Wherever the shepherd led, we followed."

Sadiq Zibakallam, a political scientist who frequently lectures around the country, said he was encountering a similar sense of confusion. "One of the most common questions that I come across is, 'Where are we going?'" Mr. Zibakallam said. "That reflects the anxiety and helplessness that many Iranians are going through."

Much Iranian discontent was channeled into the election of Mohammed Khatami, the president who won a landslide victory two years ago over a candidate supported by the ruling clerical establishment. Mr. Khatami, who has pressed for greater social and political openness, is seen by some Iranians as someone who might lead the country into what might be truly called a post-revolutionary era.

But Mr. Khatami remains part of that establishment, as signified by his black clerical turban, without which he almost certainly would not have been elected. And even he has expressed concern that Iranians might be tempted to turn away from the past and to discard cornerstones just 20 years old.

"Poisonous winds are blowing

inside and outside the country," Mr. Khatami warned in an anniversary address the other day, "and enemies are attempting to separate you from the Islamic revolution and the system."

The president did not elaborate. But in recent months, Iran has appeared increasingly troubled as the murders of dissident writers were revealed to have been carried out by rogue intelligence agents, prompting public protests that in turn met with violence from unpoliced thugs.

Even though two decades have passed, it is images of the revolution that still dominate Tehran, where the picture of Ayatollah Khomeini, who died in 1989, glowers down from countless buildings and office walls.

And the very structure of the government, headed by a supreme religious leader, now Ayatollah Ali Khamenei, who is regarded as God's representative on earth, is a product of the revolution that cre-

ated the world's first Islamic theocracy.

Still, Iranian officials readily concede that young Iranians in particular appear to have little idea of what the revolution was about and that keeping memories alive is much of what the anniversary celebration is about.

The shah's regime finally fell on Feb. 11, 1979, after days of street battles, and the celebration is to reach its peak that day in a mass rally and military parade. In the meantime, film, music and theater festivals are under way, as is an exhibition showcasing the country's achievements since 1979, under banners like one that read: "The 10 days of dawn gave our nation the sweet fruit of victory."

To questions about why the revolution took place, Ayatollah Khamenei and others have pointed to corruption under the shah and to what they have suggested was Iran's old place as an outpost of the United States.

Yet no mention is being made of the darker side of a revolution that others remember with horror. More than 10,000 people, including some of Ayatollah Khomeini's own aides, were executed in a wave of terror that followed his return.

Nor has mention been made of the economy's downward turn in the years that followed the revolution, in a country where high oil prices and a much smaller population created prosperity under the shah.

For years, Iranians seemed willing to forgive hardships, on the grounds that the revolution was not about economics. But in the conversations around Iran this year, the state of the economy was a constant theme of the many people who said that on the anniversary of the revolution, they saw little to celebrate.

"It's not only me," said Ali, a 37-year-old cleaner, who was interviewed as he swept the stairs of an apartment complex on a chilly night in Tehran. "Everybody gets

angry. These clerics don't know what kind of problems we have.

They don't care, so how can they think of solving it? They don't even know what's going on."

Mohammed, 39, a carpet weaver in northwest Iran, said, "We haven't had a good meal in 20 years."

I don't care about the revolution," he said. "The problem is we can't live."

Many spoke with a boldness that is new to Iran in expressing not only resentment toward the clerics, widely described as aloof and indifferent, but sometimes even vague nostalgia for the days of the shah.

Residents who defended the revolution said they believed its critics were holding it to the wrong standard. "I think the most important change was independence, not being a colony," said Nasser Sarkhan, 29, a member of Iran's volunteer paramilitary force.

Prison Fails to Bend Turkish Journalist's Will to 'Write What I See'

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Sitting in a student cafeteria overlooking the Bosphorus, Ragip Duran said the food in prison was better.

"We did our own cooking, and our rules were to eat a lot of vegetables, very little fried food and nothing fattening like rice or macaroni," said Mr. Duran, who was released from the Saray prison near Istanbul last week after serving seven and a half months. "You have to watch your weight in jail, because there isn't much to do, and you have the tendency to eat all the time."

Mr. Duran, a journalist, is among dozens of Turkish intellectuals who have become familiar with prison routines. Laws against terrorism here outlaw statements that are judged to support violence or separatism, and special "state security courts" regularly sentence politicians and writers for violating them.

Foreign governments and human-rights groups have condemned those tribunals. The European Human Rights Court, an arm of the European Union, has concluded they "are not impartial and are not independent tribunals." But many politicians and military officers say they are a vital part of the country's effort to fight terrorism.

Mr. Duran has been writing about the Kurdish minority in Turkey for more than 20 years, and it was an article about the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan that resulted in his conviction. He suggested that Mr. Ocalan, whom the Turkish authorities blame for tens of thousands of deaths, could emerge as a Turkish version of the Italian unifier Giuseppe Garibaldi. That statement was judged to be an incitement to separatist terror.

"I have made a great investment in the Kurdish issue, and in the next few months I'll be going back to the southeast to see what's going on," he said, referring to the southeastern provinces of Turkey, where government forces have been fighting Kurdish guerrillas since 1984. "I'll try to be more cautious than before, but I have to write

what I see. Otherwise it means I surrendered.

"The government doesn't want anyone to speak about the Kurdish problem, but it's a very important problem, not only for the Kurds but for all the 60 million people of Turkey. Independent journalism can make a contribution to peace. Well-informed people are much more open to a peaceful solution."

Mr. Duran said he made good use of his prison time. He read more than 100 books, he said, wrote two and translated one from French into Turkish. He also contributed dozens of columns and book reviews to newspapers and magazines.

All the other men in his cell, which he said had been built for 14 people but never held more than 12 during his stay, had been convicted of political offenses, either advocating separatism or joining subversive organizations, he said.

"I think we had the highest books-per-square-meter density of any place in Turkey," he said. "The conditions were quite good, probably better than most jails in America. There's a big difference between jails in this part of Turkey and the ones out in the Kurdish area."

Human-rights advocates regularly criticize conditions in Turkish detention centers and assert that jailers often apply torture. Most of the alleged cases of torture, though, are said to have occurred in police stations during the first days of detention, when officers often seek to extract "confessions."

Mr. Duran has returned to his post at Galatasaray University in Istanbul, where he teaches journalism. He appeared to be in good health and spirits.

"I was angry in jail because I didn't think I had committed any crime," he said. "It is impossible to commit a crime by speaking or writing. No speech or article or book has ever killed anyone."

"My concept of law is that although I'm against these anti-terrorism laws, I have to respect their content but their consequences. That's why I went to jail instead of leaving the country. I know I have to fight with legal and legitimate means against laws which violate the spirit and essence of democracy. If that means I have to go to jail, I go."

Quelle stratégie pour le Kurdistan ?

Par
MICHEL
VERRIER *

A la différence de leurs frères d'Irak ou d'Iran, les Kurdes de Turquie disposent d'un atout fort dans la lutte pour leurs droits : Ankara souhaite rejoindre l'Union européenne. Or cet objectif est impossible à atteindre tant que la Turquie demeure incapable de respecter les droits humains et de résoudre la question kurde, explique M. Piyer Schori, un ministre suédois. La « sale guerre » a fait plus de 30 000 morts depuis 1984 dans l'est du pays, déplacé plusieurs millions de personnes et détruit plus de 3 000 villages accusés de sympathiser avec les rebelles. L'armée est bien coupable de « terrorisme d'Etat ».

Condamnant toute « culture de guerre », le ministre suédois précise néanmoins : « Nous ne soutiendrons jamais le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), mais nous serons toujours aux côtés du peuple kurde. Nous soutenons son droit à l'autonomie et à l'expression de sa culture. » De son

côté, le dirigeant kurde Abdüllah Öcalan a déjà mainte fois affirmé - depuis 1993 tout au moins - que la simple reconnaissance du fait kurde par Ankara permettrait l'ouverture d'un dialogue avec les autorités, dans un cadre à définir. Un pays tiers, la Suède, l'Allemagne, ou un membre de l'Union européenne, pourrait servir d'intermédiaire. Dans ce cas, poursuit le dirigeant kurde, le PKK serait prêt à déposer les armes. Pour prouver sa bonne foi, et avant même son expulsion de Syrie, le leader kurde Abdüllah Öcalan avait proclamé unilatéralement, à partir du 1^{er} septembre 1998, un nouveau cessez-le feu unilatéral.

Mais pour que ces initiatives débouchent sur des négociations, il faudrait d'abord que soient remplies deux conditions : que les Quinze affichent fermement leur volonté de contribuer à la solution du problème, ce qui est loin d'être le cas ; que M. Abdüllah Öcalan se débarrasse de l'étiquette de « terroriste le plus sanguinaire de la planète » que lui a accolée l'Etat turc et devienne capable de représenter, non seulement son propre courant politique, mais d'autres courants du mouvement autonomiste kurde.

Condamnation du terrorisme

La condamnation, par M. Abdüllah Öcalan, le 13 décembre 1998 à la télévision pro-kurde Med TV, des actes terroristes commis par les commandants militaires du PKK - réitérée dans un entretien avec le quotidien *Miliyet* - va dans ce sens. Mais ses déclarations fermes - voire outrancières - sont-elles crédibles ? Le chef kurde n'expliquait-il pas, quelques jours plus tard, le 1^{er} janvier 1999, que, si Ankara ne donnait pas une chance à la paix, « nous aurons alors besoin d'une grande guerre » ?

A plusieurs reprises déjà, M. Abdüllah Öcalan avait condamné le terrorisme. Il avait fustigé les assassinats d'instituteurs turcs, de femmes et d'enfants commis par ses troupes, lors d'attaques des villages tenus par les milices kurdes anti-PKK, auxiliaires de l'armée d'Ankara. Il punira plusieurs de ses chefs militaires à la fin des années 80, officiellement pour ces motifs précis. Lors d'une conférence de presse tenue à Genève le 24 janvier 1995, le PKK annonçait qu'il s'engageait à respecter les conventions de Genève de 1949 et le protocole de 1977 sur la conduite de la guerre et la protection des populations civiles. Il établissait une distinction précise entre les militaires, les gendarmes, les milices anti-PKK - qui restaient des cibles - et les civils.

* Journaliste, Berlin.

Ces dernières années, M. Abdüllah Öcalan s'évertua, depuis son refuge de Damas, à tenter d'isoler M. Semdin Sakik, l'un des principaux commandants militaires du PKK, réputé dur et impitoyable, que l'on présentait comme son bras droit. L'homme rompit de sa propre initiative le premier cessez-le feu proclamé par le chef du PKK le 17 mars 1993, en organisant une embuscade qui coûta la vie à trente jeunes permissionnaires désarmés. Finalement démis de toutes ses fonctions, M. Semdin Sakik quittera le PKK début 1998, pour rejoindre le Parti démocratique kurde (PDK d'Irak) de M. Massoud Barzani, sans entraîner avec lui aucun de ses compagnons d'armes.

Pour élargir sa représentativité, le chef du PKK est partie prenante du projet de Congrès national kurde, dont une première réunion s'est tenue à Bruxelles les 19 et 20 décembre 1998 et a rassemblé une vingtaine d'organisations représentant les Kurdes d'Irak, d'Irak, de Syrie et de Turquie et une centaine de personnalités. Cet organisme pourrait être pour les Kurdes ce que fut l'OLP pour les Palestiniens. Le Parlement kurde en exil, qui siège à Bruxelles, et dont les membres proviennent des quatre principales régions du Kurdistan et de la communauté kurde en Europe, soutient ce plan. En revanche, le PDK de M. Massoud Bar-

zani, qui contrôle une partie du nord de l'Irak et s'est allié à Ankara contre le PKK, refuse d'y participer.

Dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur italien, M. Barzani réclame même la traduction devant la justice de M. Abdüllah Öcalan, accusé d'actes terroristes, perpétrés dans le nord de l'Irak, contre des villages et des populations civiles. « Nous ne sommes pas un mouvement qui veut la guerre, nous voulons trouver une solution politique au conflit », affirmait M. Keni Yilmaz, bras droit de M. Öcalan et dirigeant du PKK en Europe, devant la conférence de solidarité avec les Kurdes organisée à l'Université de Louvain, en présence de M^{me} Danielle Mitterrand, le 10 octobre 1998. L'évolution récente du PKK européen semble confirmer cette affirmation.

C'est en Allemagne que la communauté kurde originaire de Turquie est la plus forte, elle regroupe 500 000 à 600 000 personnes sur 2 millions de citoyens turcs. Jusqu'en 1993, le PKK considérait l'Allemagne comme l'un des champs de bataille annexes du combat qu'il mène contre le gouvernement turc, dont Bonn est, depuis des décennies, l'allié « privilégié » en Europe. Les attentats contre des bâtiments turcs en Allemagne, les manifestations violentes, organisées par les partisans de M. Abdüllah Öcalan conduiront le gouvernement du chancelier Helmut Kohl à interdire le PKK, le 26 novembre 1993. Une vague de rassemblements de protestation se brisera sur les barrages policiers.

Puis, progressivement, au cours des deux années suivantes, le PKK va abandonner la violence sur le sol allemand et chercher à élargir la solidarité politique et diplomatique avec le combat des Kurdes. Ce changement sera influencé par les négociations semi-officielles menées, en novembre 1995 notamment, avec M. Öcalan lui-même par des émissaires du chancelier Kohl à Damas - un épisode que la Turquie n'a jamais pardonné à Bonn.

Le PKK a participé depuis à des initiatives et des campagnes pacifiques, telles que « le train pour la paix », soutenu par de multiples associations humanitaires, qui devait se rendre en mars 1997 de Cologne à Diyarbakir, « capitale du Kurdistan de Turquie » et fut stoppé brutalement par les autorités turques. Cette évolution a préparé la récente offensive diplomatique de M. Öcalan, dont l'échec pourrait déboucher sur une reprise de la guérilla au printemps.

Le congrès du PKK qui s'est réuni au début du mois de janvier a modifié le programme du parti. Il a réaffirmé la légitimité de la lutte armée, mais non

du terrorisme. Il a abandonné la revendication d'un Kurdistan unifié et indépendant au profit d'une région kurde autonome au sein d'une fédération turque. Il devait également adopter des structures plus transparentes permettant un débat interne plus démocratique

Car les discussions ont été multiples au sein de l'organisation et elles se poursuivent, que ce soit sur l'extension de la guérilla dans les villes ou sur le rôle actuel de M. Öcalan : doit-il être le « Mandela de la cause kurde » et rester en Europe ? N'est-ce pas là un moyen

de le mettre à l'écart ? Pourtant, malgré les espoirs d'Ankara, le chef rebelle a su fortifier son ascendant politique et idéologique sur ses troupes, formées dans l'« académie militaire » qu'il animait, au Liban ou en Syrie. L'impasse militaire dans laquelle se trouve le PKK n'est pas ignorée par ses commandants. Mais ceux-ci sont convaincus qu'ils demeurent une force incontournable et que l'armée ne peut les écraser militairement. Le but de M. Öcalan reste de contraindre Ankara à accepter une solution politique, et il ne semble pas y avoir de contestation

au sein du PKK sur ce point. Le départ du chef rebelle de Syrie et ses suites n'ont pas surpris ses partisans, qui y étaient préparés. Que des divergences tactiques opposent le dirigeant kurde – qui a quitté l'Italie à la mi-janvier –, à ses commandants sur le terrain est possible, qu'il rompe avec eux – ou l'inverse – est tout autre chose. Ils demeurent son atout principal pour prendre la Turquie en tenaille entre l'Union européenne, l'opinion et la guérilla, et arracher une solution politique au conflit.

FÉVRIER 1999 – LE MONDE DIPLOMATIQUE

La gauche turque entre militaires et islamistes

Après des semaines de crise politique provoquée par des scandales financiers, un nouveau gouvernement turc a été formé, qui devrait préparer les élections législatives du mois d'avril prochain. Pourtant, malgré le grand dynamisme économique, malgré les initiatives des citoyens, l'ombre des militaires – qui poursuivent leur « sale guerre » au Kurdistan – continue de planer sur le pays. La gauche laïque modérée partage les craintes de l'état-major – celle du « séparatisme » comme celle des islamistes – et est incapable d'ouvrir une voie vers la démocratisation véritable.

Par notre envoyée spéciale WENDY KRISTIANASEN *

« **L**E MGK devient de plus en plus comme un gouvernement de l'ombre de la Turquie. Ces dernières années, il a commencé à produire des rapports sur tous les sujets possibles. » Analyste et journaliste à la télévision, Ferhat Boratav parle du tout-puissant Milli Güvenlik Kurulu (MGK), le Conseil national de sécurité. « Désormais, il définit des politiques et ne se contente plus, comme dans le passé, de formuler des critiques. Il décide quelle chaîne de télévision sera autorisée. Il est à l'origine de la loi sur l'éducation qui a été mise en œuvre en septembre 1998 et qu'il considère comme la meilleure garantie contre les islamistes. » Cette réforme, adoptée par le gouvernement de M. Mesut Yılmaz, a étendu l'éducation obligatoire d'Etat de cinq ans à huit ans, permettant ainsi aux jeunes de rester dans l'école publique jusqu'à l'âge de quinze ans, âge moins propice à l'« endoctrinement » des Imam Hatép, les écoles religieuses.

Ce Conseil, dont les pouvoirs sont définis par la Constitution, se considère comme le gardien de la République, chargé d'écarter les deux menaces jumelles que sont les islamistes et les Kurdes. Il est composé en nombre égal de militaires et de ministres. Le général Hüseyin Kirikoglu, chef d'état-major, et les chefs des trois armes ont comme collègues le premier ministre et les ministres de la défense, de l'intérieur et des affaires étrangères. L'ensemble est sous la présidence de M. Süleyman Demirel, le président de la République, qui a une voix prépondérante en cas de blocage. « Cela change du « bon vieux temps », quand le président était un chef d'état-major à la retraite », explique Ferhat Boratav.

Le MGK a ses propres objectifs. Il discute le passage à un système présidentiel, une réforme des municipalités et un système électoral à deux tours, un des moyens de remédier à la fragmentation des

partis politiques et à la montée du mouvement islamiste, qui n'a jamais regroupé plus de 21 % des voix.

Centre stratégique de l'Eurasie

MOINS connu, créé seulement en 1997, abrité dans les mêmes locaux que le MGK, le Centre national de gestion des crises est une sorte de « cabinet parallèle », placé sous l'autorité du premier ministre mais dont le secrétariat est assuré par un général de division. Sans personnel permanent, il peut remplacer le pouvoir civil si le gouvernement ou le Parlement déclarent un état de crise. Jusqu'à présent, il n'a été utilisé que pour des problèmes non politiques : inondations de la mer Noire ou tremblement de terre autour d'Ankara.

Si le MGK devient une instance de plus en plus puissante, où militaires et politiques discutent et décident, il n'empêche pas l'armée de s'exprimer plus ou moins ouvertement et publiquement. Cela est apparu encore, le 8 janvier 1999, quand l'armée affirma qu'elle ne tolérerait pas la formation d'un autre gouvernement islamiste. C'était aussi un message aux partis séculaires : trois jours plus tard, M. Bülent Ecevit, un laïque convaincu, réussissait, après un premier échec, à constituer un nouveau cabinet minoritaire, le sixième depuis les élections de 1995, constitué principalement de membres de son propre parti – qui n'est pourtant que le quatrième du pays en terme d'influence. La crise remontait au 25 novembre 1998, date à laquelle le gouvernement de M. Mesut Yılmaz, accusé de corruption, avait été renversé.

C'étaient déjà les décisions fameuses du MGK du 28 février 1997 qui avaient décidé du sort du gouvernement de M. Necmettin Erbakan, contraint de démissionner en juin 1997. Sa formation, le Parti de la prospérité (Refah Partisi), se réclamant de l'islam, était interdite en janvier 1998, mais aussitôt rempla-

cée par le Parti de la vertu (Fazilet Partisi).

La politique étrangère n'a souffert en aucune manière de ces crises à répétition, on pourrait presque dire qu'elle en a profité. La Turquie s'est affirmée comme un acteur dur et puissant sur la scène régionale, aidée par une économie d'entreprise dynamique – malgré un fort chômage et une inflation qui a finalement été ramenée en 1998 à 54 %. Elle a renforcé son alliance avec Israël, obtenue de la Syrie l'expulsion de M. Abdüllah Öcalan, dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et amené Chypre à renoncer à l'installation de fusées achetées à la Russie sur son territoire.

Longtemps, la Turquie a été définie par ses dirigeants comme un « pont » entre l'Europe et l'Asie. Mais, récemment, M. Ismail Cem, ministre des affaires étrangères, écrivait que son pays « se positionnait fermement pour devenir le centre stratégique de l'Eurasie ». En effet, il dispose d'atouts importants : « L'économie la plus dynamique, les forces armées les plus avancées et la démocratie la plus ancienne » de la région, auxquels il faut ajouter « les vertus de ses caractéristiques historiques et culturelles et les privilèges de sa double identité (1) ».

Pourtant, cette « double identité » est « à double tranchant ». D'un côté, l'on trouve une élite laïque, dont le centre est Istanbul, de l'autre, les Turcs d'Anatolie dont un grand nombre ont migré vers les grandes villes de la Turquie occidentale. Parmi eux, nombre de Kurdes et une grande partie de ceux qui ont permis aux islamistes d'emporter, lors des élections de 1995, 158 sièges sur 550 (2).

Laiques et militaires sont d'accord : les islamistes et les Kurdes sont les deux principales menaces pour la sécurité du pays. Ils discutent pourtant parfois pour savoir lequel est « l'ennemi principal ». Toutes les personnes raisonnables font aussi la différence entre le danger que représente le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le « problème

* Journaliste, Londres.

kurde ». M. Emin Ergin, prospère homme d'affaires de trente-sept ans, est kurde lui-même. Il se souvient d'avoir connu M. Abdüllah Öcalan, le dirigeant du PKK, plus connu sous le nom d'Apo. « Il y a encore trois ans, la définition officielle d'un Kurde, c'était quelqu'un qui avait émigré des montagnes ou qui y vivait encore et qui portait des chaussures de neige en hiver. » Cette vision primaire et méprisante amène le Conseil national de sécurité à penser que toute réforme en faveur des Kurdes équivaut à accepter la partition du pays.

La plupart des responsables politiques admettent que le problème kurde mérite une solution rapide, notamment dans le domaine culturel. C'est ce qu'explique un autre homme d'affaires, M. Fuat Süren : « Bien sûr, le gouvernement devrait payer pour que le kurde puisse être enseigné dans les écoles. Où est le problème ? Au bout du compte, les Kurdes seront plus désireux de voir leurs enfants apprendre l'anglais et le français. Il faut que la Turquie se débarrasse de manière urgente du vieux mythe d'Atatürk d'une citoyenneté unique turque, résumé dans le slogan que l'on voit partout, notamment dans le Sud-Est : "Heureux est celui qui se considère comme turc". » Le Sud-Est demande aussi des investissements massifs, comme le projet de barrages du GAP sur l'Euphrate, mais à une échelle bien plus grande.

De nombreux Kurdes cherchent aussi une solution, bien que toutes leurs tentatives de trouver une place politique légale aient été sabotées. Leur premier parti, le Parti travailliste du peuple (HEP), a été interdit par la Cour constitutionnelle en 1993. Son successeur, le Parti de la démocratie (DEP), a connu à son tour des problèmes et ses députés ont rejoint le Parti démocratique du peuple (Hadep), mais sept d'entre eux ont été arrêtés en décembre 1994. Le Hadep a obtenu 4,2 % des voix aux élections de 1995 - il fallait 10 % des voix nationales pour obtenir des sièges. En décembre 1997, le Dr Kemal Parlak, un membre du Hadep, a participé à la création d'une organisation appelée Demos (Organisation pour l'entente démocratique et la recherche d'une solution du problème kurde). « Nous ne sommes ni avec le PKK ni avec l'Etat. Nous voulons commencer un dialogue pour trouver une solution au problème kurde, à l'intérieur des frontières nationales de la Turquie. C'est un problème intérieur qui doit être résolu par les Kurdes et les Turcs ensemble, sans ingérence extérieure. »

Mais un autre membre de Demos, M. Faik Bulut, craint que « les autorités n'utilisent la vague hostile à Apo et au PKK pour affirmer que le problème kurde est résolu ». Des centaines de membres du Hadep avaient été arrêtés au pic de la vague d'hystérie nationaliste qui avait balayé le pays après l'arrivée de M. Abdüllah Öcalan à Rome, le 13 novembre 1998.

Les islamistes eux-mêmes ont participé à ce consensus national. Cengiz Çandar, de *Sabah*, remarque : « Les islamistes ont été élevés dans une

tradition anti-occidentale, donc ils sont naturellement anti-Italiens. D'autre part, de manière consciente ou non, le Fazilet profite de son alignement sur les positions nationalistes. Il se veut le plus loyal de tous. » Même si les deux dossiers de la « terreur séparatiste » et de la « réaction religieuse » sont différents, de nombreux observateurs font remarquer que les Kurdes sont aussi souvent religieux et qu'ils ont voté pour les islamistes aux dernières élections municipales et nationales.

Ayant réglé militairement le défi posé par le PKK, l'armée voit en l'islam l'ennemi principal (3). Les islamistes le savent et ils ont opéré une retraite idéologique et politique. Ancien vice-président du Refah, M. Abdüllah Gül est vice-président du Fazilet, en charge des affaires internationales. Il tire les leçons de l'expérience gouvernementale de son parti : « Il existe des centres de pouvoir dans ce pays qui sont au-delà du système légal, et je ne parle pas seulement de l'armée. Il ne suffit pas d'avoir les gens avec vous. La Turquie n'est pas vraiment démocratique si on la compare au reste de l'Europe. Nous devenons donc plus réalistes et nous faisons moins de promesses. »

Pour cultiver cette nouvelle image, M. Recai Kutan, le dirigeant très modéré de Fazilet, a nommé le professeur Nevzat Yağcintas, une personnalité de la droite nationaliste, comme chargé des relations avec les médias. Professeur d'économie à l'université d'Istanbul, proche de l'ancien président Turgüt Özal, le professeur est un idéologue de la synthèse turco-islamique (4). « De nombreuses personnes comme moi, qui n'ont jamais été membres du Refah, ont rejoint le Fazilet », insiste-t-il. Pour lui, le Refah « n'a pas fait assez pour les droits humains et n'a pas été assez clair pour dénoncer les institutions non démocratiques de la Turquie ». Il récite les nobles buts du Fazilet : démocratie, libertés et développement social. Et l'islam ? « Nous ne mettons pas l'accent sur la religion, pour qu'on ne nous accuse pas de l'utiliser à mauvais escient. Nous ne voulons provoquer personne en agitant ce sujet si sensible. »

« Nous ne sommes pas des musulmans ! »

MALGRÉ cette modération, les milieux laïques ne sont pas impressionnés. Ils l'attribuent à l'opportunisme des islamistes, qui prônent, en réalité, une « politique par étape ». S'ils revenaient au pouvoir, les islamistes n'imposeraient-ils pas des lois religieuses « étrangères » ? Pour les laïques, l'islam est une survivance médiévale. Lors d'un dîner dans le quartier de Gumussuyu, à Istanbul, très à la mode parmi les intellectuels, on discute avec acharnement. De l'asile accordé par l'Italie à Apo, qui soulève pourtant tout le pays ; de la chute du gouvernement de M. Yılmaz ; et aussi du bas örtüsü, ce foulard unicolore avec lequel les femmes islamistes se couvrent la tête. Enfin, un vrai sujet politique !

Quelqu'un suggère de voir comment la France s'y prend. Un autre évoque Israël, où la haine des laïques pour les religieux est au moins aussi grande qu'en Turquie. Mais, lorsqu'on ose suggérer que l'on regarde l'expérience égyptienne ou jordanienne, les cris de protestation sont unanimes : « Nous ne sommes pas des musulmans ! Comment peut-on nous comparer à des pays musulmans ? Ce n'est pas seulement une question d'identité, mais aussi légale. Selon la Constitution, la Turquie est un pays laïque. »

La priorité des élites est et reste l'adhésion à l'Union européenne, malgré les nombreuses rebuffades. L'année dernière, le pays a célébré les soixante-quinze ans de la république créée par Atatürk. On l'a célébré comme un événement extraordinaire, un phénix renaissant des cendres des sombres desseins de l'Europe, qui a abouti à la création d'un Etat moderne, nationaliste, laïque, qui a créé ses propres racines et traditions. Mais peut-on oublier les traditions plus anciennes ? L'existence d'une autre Turquie, celle de l'Anatolie profonde, plus religieuse, peut-elle être effacée, alors même que le système politique est en pleine crise ?

En dehors des islamistes, les forces politiques

sont sans cohésion, sans idéologie, marquées par l'opportunisme. Elles n'ont pas été capables de créer de forts liens avec la société. Environ 20 % des électeurs ne savent toujours pas pour qui ils vont voter. Tout le monde est d'accord pour une réforme en profondeur de l'Etat et du système politique, notamment depuis deux ans et les révélations qui ont suivi l'accident de Susurluk, le 3 novembre 1996, qui a confirmé les liens entre l'Etat, le crime organisé et l'extrême droite.

Malgré son aspiration démocratique, la gauche laïque modérée partage la même perception que les militaires des « dangers » que sont l'islamisme et le PKK. En 1998, lors d'une de ses réunions mensuelles, le MGK avait ouvertement inscrit à son ordre du jour « la mafia et ses connexions politiques ». En 1992-1993, c'était pourtant cette même mafia que le pouvoir avait utilisée dans sa lutte contre les Kurdes. Mais le monstre est devenu trop puissant et le MGK veut lui rogner les ailes.

La corruption a été stimulée par les privatisations, qui ont créé une nouvelle classe de spéculateurs. Pour Ismet Berkan, intellectuel de gauche et éditeur du quotidien *Radikal*, « la corruption n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau, c'est son ampleur. Quinze hommes d'affaires de la construction des années 80 ont pu acheter leur propre banque. Nous sommes devenus un peu comme le Japon, comme le confirme le cas Korkmaz Yigit - qui a abouti à la chute du gouvernement de M. Yılmaz (5). Il ne possédait que 150 millions de dollars, mais il a pu acheter une banque - la Banque turque qui a été depuis mise sous séquestre -, trois journaux, Milliyet, Yeni Yuzyl et Ates, deux canaux de télévision, le 6 et E, et de nombreux biens immobiliers, le tout pour une valeur de 1,6 milliard de dollars. »

Ironiquement, c'est le gouvernement de M. Mesut Yılmaz qui a été le plus efficace dans la chasse à la mafia. Il a mené à bien les privatisations et a réformé le système fiscal. Le 29 septembre 1998, une loi a été adoptée, qui oblige les personnes à déclarer leur argent et leurs biens, dont le but est de réduire la part de l'économie souterraine - estimée officiellement à 30 % du PNB, mais qui atteint probablement 40 % à 50 %.

Esprit d'entreprise et flexibilité

OUTRE la corruption, deux domaines sont décisifs pour l'avenir de toute réforme, le judiciaire et le système des partis politiques. Tant que le gouvernement gardera ces deux atouts dans sa poche - il peut muter les juges et protéger les dirigeants des partis contre toute poursuite, tandis que les chefs de parti peuvent se maintenir à vie en choisissant eux-mêmes ceux qui seront les candidats sur leur liste, etc. -, il n'y aura pas de démocratie en Turquie. Et seule une réforme constitutionnelle permettra d'établir un nouvel équilibre entre le gouvernement, le Parlement et la justice. Mais l'armée l'acceptera-t-elle ?

Cela est peu probable. Mais les Turcs ont pris l'habitude de vivre de crise en crise. Ce qui n'a pas diminué leur dynamisme, dont témoignent en particulier l'esprit d'entreprise et la flexibilité des entreprises, grandes ou petites. Tüsiad, l'association qui regroupe les quatre cents plus importants industriels et hommes d'affaires, et qui « pèse » 50 % du PNB du pays, cherche à faire entendre sa voix. Elle est, selon M. Fuat Süren, « opposée au Conseil national de sécurité, même si elle n'a pas encore réussi à faire sentir son influence ». En dépit de la rivalité avec son concurrent islamiste Müsiad, Tüsiad cherche à devenir, de manière encore peu convaincante, le porte-parole de toute la société. Durant l'hiver 1996, il a lancé un somptueux trimes-triel en anglais, *Private View*, qui n'hésite pas à critiquer la fragilité du système politique ou à donner la parole à des intellectuels islamistes, certes « sélectionnés » parmi ceux qui ne sont pas trop critiques.

Le dynamisme de la société se reflète aussi au

Qui est qui ?

Conseil national de sécurité (MGK) : Le Milli Güvenlik Kurulu est composé en nombre égal de militaires et de ministres, sous la présidence du président de la République.

Parti travailliste du peuple (HEP) : Pro-kurde, le HEP a été interdit par la Cour constitutionnelle en 1993.

Parti de la démocratie (DEP) : Pro-kurde, a succédé au Parti travailliste du peuple (interdit), avant de disparaître.

Parti démocratique du peuple (Hadep) : Dernier en date des partis pro-kurdes, le Hadep n'est pas représenté au Parlement.

Parti de la prospérité (RP) : Se réclamant de l'islam, le Refah Partisi de M. Necmettin Erbakan, a été interdit en janvier 1998.

Parti de la vertu (FP) : Le Fazilet Partisi, islamiste, a remplacé le Parti de la prospérité après son interdiction.

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : Accusé de séparatisme, combat l'armée turque dans le sud-est du pays.

Tüsiad : Association regroupant les 400 plus importants industriels et hommes d'affaires de Turquie.

niveau politique. Aux élections nationales et municipales, le taux de participation est d'environ 85 %.

Des comités de surveillance ont été créés pour la première fois en 1997 dans la région de Mula pour suivre les activités des députés. A Istanbul, des comités similaires se sont créés.

M. Sadettin Tantan est le maire du quartier pauvre et très peuplé de Fatih - quatre cent cinquante mille habitants -, et il multiplie aussi les activités avec la population. Originaire des couches moyennes, ancien responsable de la police avec une réputation d'incorruptible, c'est un conservateur convaincu qui a réussi à arracher le secteur à l'influence dominante du Refah. On parle maintenant de lui comme un sérieux prétendant au poste de maire. Il a reçu aussi l'appui de l'Unesco et de l'Union européenne pour réhabiliter les quartiers historiques menacés de Fener et Balat. Un projet similaire est en cours à Zeyrek. Des bâtiments historiques byzantins et ottomans ont aussi été réhabilités. « *Leurs anciens habitants ont tous pu s'y reloger, explique le maire. Nous avons utilisé tout le savoir-faire extérieur pour commencer une école de restauration. Et maintenant nous sommes capables de la poursuivre seuls.* » Aussi ambitieuse a été la réhabilitation de deux énormes réservoirs byzantins - ils s'étendent sur plus de 2 acres -, qui ont pu être transformés en aires de sport et de détente. Dans leur périmètre s'élèvent des bâtiments modernes avec de nombreuses facilités éducatives - ordinateurs, laboratoires de langues, ate-

liers d'artisanat, etc. - à des prix abordables pour les jeunes et pour les vieux.

A la porte de l'Union européenne

DANS le secteur privé, M. Sarik Tara, président de la holding Enka, est aussi très actif. Il affirme que sa société est l'une des six plus importantes de Turquie - et aussi la plus internationale ; elle investit dans tout, des ponts aux usines électriques, en passant par les meubles et les moulins à blé. M. Tara s'enorgueillit de la construction d'un centre sportif et d'une école luxueux - pour l'instant limitée au jardin d'enfants et au primaire -, pour lesquels il n'a lésiné sur aucune dépense. Bien que ces activités soient payantes, Enka les subventionne à hauteur de 1,7 million de dollars tous les ans.

Ce dynamisme multiforme est aussi une réponse aux activités nombreuses des islamistes parmi la population. Et il reflète aussi un nationalisme fier, dont on a pu mesurer l'ampleur à l'automne 1998, durant la crise liée à l'arrivée de M. Abdüllah Öcalan à Rome. Avant même que le gouvernement ait réagi, les hommes d'affaires ont annoncé qu'ils boycotteraient les produits italiens. Nombreux sont ceux qui ont peur à la fois du PKK et des islamistes. Et même les critiques les plus féroces du système se retrouvent pour s'indigner du traitement que l'Union européenne inflige à la Turquie. Comme le remarque Ismet Berkan, « *le manque d'aide accordé*

à la démocratisation de la Turquie sent le racisme culturel à plein nez. »

Sans doute n'a-t-il pas tort, même si le bilan de la Turquie en matière de droits humains atténue ces propos. Les intellectuels et les cadres laïques sont cependant dans une impasse. D'un côté, ils veulent des réformes et une démocratie propre. De l'autre, ils partagent les craintes de l'armée et du Conseil national de sécurité (MGK) à l'égard du PKK et de l'islamisme. La Turquie est encore très loin de s'être réconciliée avec sa « *double identité* ».

WENDY KRISTIANASEN.

(1) *Turkey and the World : 2010-2020. Emergence of a Global Actor*, Divak Publications, Istanbul, 1998.

(2) De récents sondages indiquent que le Fazilet n'obtiendrait que 16 % à 20 % des voix.

(3) Lire « La fuite en avant des militaires turcs » et « Ces visages multiples de l'islamisme », *Le Monde diplomatique*, respectivement décembre 1998 et juillet 1997.

(4) Dans les années 80, l'armée, dans sa lutte contre la gauche, avait gommé certains aspects du kémalisme et coopté des éléments de l'extrême droite qui voulaient réconcilier islamisme et néofascisme. Parmi les représentants de ce courant, le Parti d'action nationale d'Alparslan Türkeş.

(5) Un mois avant le vote de censure, M. Korkmaz Yigit donna un long entretien à sa propre chaîne de télévision Canal 6, affirmant que M. Yilmaz l'avait encouragé dans ces transactions.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 9, 1999

New Relations for Iran and America

WASHINGTON — Cyrus R. Vance, the former U.S. secretary of state, dropped a diplomatic bombshell last month when he called for the re-establishment of diplomatic ties between Iran and the United States. Coming from a man who as secretary of state was directly involved in the rupture of those relations during the 1979 hostage crisis, Mr. Vance's call should be heeded.

Speaking to the Asia Society in New York on Jan. 13 in a lecture co-hosted by the American-Iranian Council, Mr. Vance set no conditions on renewing ties, simply calling on the leadership in both countries to put the past behind them and look to the future.

Aside from an account in *The Washington Post*, Mr. Vance's surprising comments were essentially ignored by the media and seem to have gotten only passing notice by the Clinton administration.

The Iranian regime appears to have brushed his speech aside as well, perhaps not surprisingly given the ongoing contest among leadership elements in Tehran and the rigidity about any contact with Washington.

All of which is regrettable at a time when American interests in the broader Central Asian-Gulf region are very much at stake.

Mr. Vance was giving a kind of wake-up call, noting that the two countries shared important com-

By L. Bruce Laingen

mon interests in the fight against drugs, instability in Afghanistan and concerns about Iraq, security in the Gulf and the future of the states of Central Asia.

Mr. Vance wisely observed that diplomatic relations at the outset need not be at the ambassadorial level, nor necessarily friendly. But once relations were re-established, the legitimate concerns of the United States concerning terrorism, weapons of mass destruction and the Middle East peace process could begin to be seriously discussed. Iran has its own concerns, not least about U.S. economic sanctions.

Mr. Vance is right. Both governments surely know that the issues dividing them cannot possibly be dealt with except by dialogue.

That Iran and the United States continue, after 20 long years, to hold each other at arm's length while publicly reciting respective grievances makes no sense for either country.

For the United States, the result is to complicate its strategic interests throughout the region.

American business interests are frozen out of what will become one of the region's larger emerging markets.

And two decades of confrontation have deprived the United States of contact with an entire

generation, Iran's young people, who — as Mr. Vance pointed out — clearly want to be integrated into the world community.

All of which, of course, is easily said. Action is something else. Two decades of accumulated public emotions, encrusted official pronouncements and legislated prohibitions of one kind or another burden the record; they cannot easily be set aside.

As Mr. Vance put it, his proposal "requires political will and a leap of faith" by leadership in both countries.

Let the United States be the first to show that spirit.

Secretary of State Madeleine Albright said last month, without apparent reference to Mr. Vance's speech, that Iran should not be in isolation forever and reiterated that the United States was prepared for a dialogue. The Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi, responded that concrete steps were needed.

An opportunity currently presents itself in an American company that wants to respond to an Iranian opening for imports of agricultural commodities, where a special license would be needed because of the U.S. embargo on trade with Iran.

Granting that license would be a step of material interest to both countries.

Follow that up, for example,

with an offer to assign an American vice consul to the U.S. interests section of the Swiss Embassy in Tehran, to facilitate the handling of the people-to-people contacts of which President Mohammed Khatami speaks.

Then the United States should make concrete its stated readiness for dialogue by a specific, even public, offer to do so, possibly at the United Nations in New York.

And if that is too much for Tehran to bear, the United States can suggest behind-the-scenes conversations between trusted emissaries in a place like Geneva or Oslo. It is well past time for both Iran and the United States to recognize reality. The two countries need to talk.

The writer, president of the American Academy of Diplomacy in Washington, was the senior diplomat in the U.S. Embassy in Tehran when it was seized by Iranian militants in 1979. He contributed this comment to The Los Angeles Times.

Turkey warns Europarlament not to host Kurd group

ANKARA, Feb. 9 (Reuters) - Turkey on Tuesday warned the European Parliament against hosting a meeting of a Kurdish "parliament in exile," a body it says is a front for the guerrillas of fugitive rebel leader Abdullah Ocalan.

A statement issued in Ankara said the Foreign Ministry had learned of attempts by the group to gather in the Strasbourg parliament building. It gave no date for the meeting.

Previous meetings of the Kurdish "parliament" in other Western European countries have caused tension between Turkey and the host country.

Kurdistan Workers Party (PKK) guerrilla leader Ocalan, Turkey's most wanted man, has been refused entry to a number of European countries in the last month after unsuccessfully seeking political asylum in Italy.

"At a time when the European public has come to see the terrorist organisation and its ringleader with increasing clarity, this possible initiative can have no other aim than to again deceive the public and encourage terrorism," the statement said.

More than 29,000 people have been killed in 14 years of conflict between Turkish security forces and the PKK, fighting for self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeastern provinces.

KURDS CAUTIOUS ABOUT U.S. HELP

By VIJAY JOSHI

FEB. 10, 1999

Associated Press Writer

SULAIMANIYA, Iraq (AP) -- A top Kurdish leader says he will accept U.S. military aid for toppling President Saddam Hussein, but insists the job must be done by Iraqis with no "outside conspiracy."

An official of a rival Kurdish faction, however, said his group is not immediately concerned with removing the Iraqi leader from power.

The different views, revealed in separate interviews last week, demonstrate the headaches facing the United States in its campaign to encourage Iraqi dissidents to overthrow Saddam.

President Clinton decided last month to give \$97 million worth of military supplies to seven Iraqi opposition groups, including the Kurdistan Democratic Party and its rival Patriotic Union of Kurdistan.

While both groups say their ultimate goal is to bring about multiparty democracy in Iraq and secure full autonomy for the Kurdish minority, their immediate strategies are unlikely to converge soon.

"We want to end the Iraqi dictatorship. This is our main goal," Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, told The Associated Press in the PUK government headquarters in Sulaimaniya, 235 miles north of Baghdad.

"The dictatorship of one party, one leadership must be ended," he said.

But he rejected any plan that calls for ousting Saddam without also installing democracy.

Asked if he would accept part of the U.S. aid, Talabani said: "If they are providing arms and training unconditionally, yes. If they put conditions, one, two and three, no, we will not take."

Asked the same question, Rosch Noori Schaweess, the "prime minister" of the Kurdistan Democratic Party administration, was more circumspect.

"We need all the support ... which will enable us to reach the goals of the Kurdish people," he said in Irbil, 90 miles west of Sulaimaniya. Then he added: "It is not one of our goals to go and topple Saddam."

Schaweess and Talabani spoke in their strongholds in the Kurdish-dominated northern Iraq, which has been out of Saddam's control since a 1991 uprising. A subsequent internecine war ended last year with the Kurdish region split into KDP- and PUK-governed areas.

A U.S.-mediated agreement between the two groups called for establishing a joint regional government, an interim assembly and holding elections in July,

but its implementation has been delayed.

The KDP's caution is understandable given its close links with Saddam's government. The Iraqi army backed the KDP in its war with PUK in 1996.

The KDP participates in the smuggling of Iraqi oil to Turkey in violation of U.N. sanctions imposed after Iraq's 1990 invasion of Kuwait. The smuggling is a source of income for both Saddam's government and the KDP.

Talabani and Schaweess, however, stressed that they would not accept direct American intervention in Iraq.

"We are not participating in outside conspiracy. I would be ashamed if America did it (oust Saddam). ... This is the task of the Iraqi opposition," Talabani said.

"We believe that the present and the future of the Iraqi nation should be in its own hands," Schaweess said.

Talabani also dismissed a recent assessment by Gen. Anthony Zinni, the U.S. military commander in the Persian Gulf, that Iraqi opposition groups were too weak to overthrow Saddam.

He said the Kurds have "tens of thousands" of fighters who are building links with an equally potent Shiite rebel force in southern Iraq. He acknowledged that they still need to get the support of the Sunni Muslims in the government-controlled part of Iraq.

Saddam, together with almost all members of his inner circle and top army officers belong to the Sunni sect, a minority in Shiite-dominated Iraq.

"The day we achieve unity, the second day there will be a change in Iraq," Talabani said.

Question kurde: le PKK n'est pas

En Turquie, le conflit kurde ne se limite pas au devenir tout d'Ocalan. Pour éviter qu'il s'éternise, l'Union européenne aussi doit faire preuve d'initiative.

Les pérégrinations du chef du PKK, Abdullah Ocalan, ont replacé dans l'actualité ce qu'il est convenu d'appeler la question kurde et placé à nouveau la Turquie sur le banc des accusés. Le procédé est récurrent. Ainsi, par exemple, en 1988 alors que la Turquie acceptait d'accueillir plus de 120000 Kurdes fuyant l'Irak après les bombardements chimiques par l'armée de Saddam Hussein dans les régions d'Halabja et de Zalkho, les critiques furent vives à son encontre parce que les conditions sanitaires d'accueil n'étaient pas suffisantes. Pour sa part, Gérard Chaliand, dans une tribune publiée par *Libération* le 2 décembre intitulée «Refuser le chantage turc» explique qu'il faut attendre 1991 pour que Turgut Ozal, président de la République turque à l'époque, reconnaisse enfin qu'il y avait douze millions de Kurdes en Turquie, pour aussitôt préciser que c'était avec l'arrière-pensée de récupérer la province irakienne de Mossoul... On pourrait multiplier à l'infini ce type d'exemple où le parti pris idéologique le dispute à la mauvaise foi.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui exaltent la lutte armée initiée par le PKK en août 1984 en la replaçant dans la lignée de ce qu'ils considèrent a

Les Etats de la région, caractérisés par leur esprit unitaire et uniformisant, se sont révélés incapables

par **DIDIER BILLION**

priori comme les justes révoltes kurdes de 1925, 1927-1930, 1936-1938. Les amalgames historiques sont souvent fort dangereux: toutes ces révoltes étaient en réalité menées par des chefs de tribus, de clans et de confréries réactionnaires considérant leurs intérêts

féodaux menacés par les premières mesures de la jeune république de Turquie instaurée en 1923 par Mustafa Kemal, qui venait pour sa part de sauver son pays de la tentative de dépeçage organisée par les puissances européennes. Contrairement à ce que certains prétendent, les Kurdes - et nous nous limitons au seul cas de Kurdes en Turquie - ne constituent par une catégorie homogène qui serait unie dans sa lutte contre l'Etat central. Nous savons aujourd'hui que le PKK s'est lui aussi appuyé sur certains clans et tribus contre d'autres qui ont fait allégeance à l'Etat. L'analyse des résultats des élections législatives de décembre 1995 est particulièrement édifiante: le Hadep, qui se présentait comme un parti nationaliste kurde, recueille des résultats qui oscillent entre 22% des suffrages à Mardin, presque 28% à Van, voire près de 47% à Diyarbakir mais seule-

de laïciser la citoyenneté et de la séparer de l'appartenance à la nation dominante.

ment 7% à Bingöl, 6,7% à Kars et 4% à Elazig pour ne prendre que quelques exemples tous situés dans la région à majorité kurde. Ces quelques données montrent que le discours nationaliste kurde n'est guère mobilisateur et que les populations vivant dans le sud-est de l'Anatolie ne sont pas politiquement homogènes. Non seulement le même phénomène s'observe au sein des populations originaires du Sud-Est qui se regroupent massivement dans les principales conurbations du centre et surtout de l'Ouest du pays, mais encore ces «immigrés de l'intérieur», n'ont jamais été attirés par la lutte armée. Cela confirme la fonction intégratrice importante des grandes villes où les scores du Hadep ont rarement dépassé 3% des suffrages.

Toutefois, contrairement à ce qu'affirme l'actuel président de la République, Süleyman Demirel, il existe bien un problème kurde en Turquie. Même si l'Etat parvient à reprendre la situation en main, essentiellement d'un point de vue répressif, la persistance de la lutte armée est l'expression d'un échec politique, et finalement de l'incapacité à instaurer un espace reconnaissant l'existence de la différence ethnique. Comme l'explique excellentment Hamit Bozarslan, spécialiste de la question kurde, les Etats de la région, caractérisés par leur esprit unitaire et uniformisant, se sont révélés incapables de laïciser la citoyenneté et de la séparer de l'appartenance à la nation dominante en concevant une pluralité ethnique, religieuse

1999
11 FÉVRIER

et politique. Dans le cas turc, cette difficulté conceptuelle n'a toutefois jamais empêché des citoyens turcs d'origine kurde d'accéder aux plus hautes fonctions administratives, industrielles, militaires ou politiques. Ainsi par exemple Hikmet Cetin, actuel président de l'Assemblée nationale, qui pourrait avoir à l'avenir un grand rôle dans les tentatives de résolution du problème.

Il est aujourd'hui grand temps que des avancées politiques soient réalisées en Turquie. Le coût du conflit, malgré son aspect financier probablement supérieur à 8 milliards de dollars par an, est avant tout politique. Comme de nombreux scandales l'ont prouvé récemment, les secteurs ultranationalistes, bien implantés dans les rouages de l'appareil d'Etat et bénéficiant d'efficaces protections souvent liées à l'économie internationale du crime organisé, ont bénéficié de la poursuite de la guerre et représentent sûrement la principale menace pour la démocratie turque.

Pourquoi ne pas imaginer, comme certains intervenants turcs l'ont évoqué lors des Secones Rencontres stratégiques turco-française qui se sont tenues à Ankara le 27 novembre dernier, des mesures de décentralisations administratives comme celles réalisées en 1982 en France, pourtant elle aussi Etat ja-

cobin et unitaire? Pourquoi ne pas promouvoir la mise en place d'un cadre organisationnel permettant une véritable réflexion et un réel dialogue sur la question kurde et plus généralement sur la conception de la citoyenneté qu'un grand pays comme la Turquie se doit d'avoir? Des initiatives ont déjà été prises à ce propos: *Points de vue du parti populaire social-démocrate concernant les problèmes de l'Est et du Sud-Est et ses propositions de solution* adopté en juillet 1990, déclarations de feu le président Ozal au début des années 90, rapport commandité par l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie en 1995. Malheureusement, elles n'ont pas pu ou pas su concrétiser plus avant.

Enfin, la question kurde ne peut se réduire au seul PKK. Au-delà du débat sur sa caractérisation comme organisation terroriste, il apparaît que cette organisation, essentiellement militarisée, est peu susceptible de connaître des évolutions positives significatives. Son régime intérieur est marqué par le sceau d'un autoritarisme implacable et par des épurations répétées. De la même façon, des règlements de comptes ont souvent eu lieu à l'encontre d'autres organisations nationalistes kurdes. La véritable idolâtrie à l'égard d'un prétendu chef charismatique et les toutes récentes tentatives d'immolation par le feu comme moyen d'action «politique» ne manquent pas d'inquiéter. Et les références à un marxisme-léninisme mal

digéré ne semblent pas lui permettre de percevoir et d'analyser les évolutions sociales et politiques avec la plus grande des acuités... Enfin, les buts même des PKK sont difficiles à comprendre et oscillent régulièrement en fonction des rapports de force: indépendance ou autonomie d'un Kurdistan mythique, fédération turco-kurde?

De ces éléments – loin d'être exhaustifs – les Européens se doivent d'être conscients. La question n'est pas de refuser le chantage turc, mais au contraire de se mobiliser pour aider à la résolution d'un problème qui a fait trop de morts et qui laissera de nombreuses cicatrices. La pire des erreurs serait de confondre l'avenir individuel d'Ocalan et la nécessaire solution politique d'un conflit qui sans cela risque de s'éterniser. Si l'Union européenne peut-être utile, ce n'est probablement pas en se contentant de stigmatiser la république de Turquie mais au contraire en faisant tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser et aider les solutions politiques à mettre en œuvre, tout en respectant bien sûr la souveraineté de cet Etat. L'Union européenne possède, avec ce pays, un précieux partenaire, un allié irremplaçable dans la région qu'elle serait bien avisée de considérer avec plus de réalisme sinon de respect. La Turquie, pour sa part, se doit de prouver qu'elle possède la volonté et les ressources pour surmonter ce conflit qui n'a que trop duré ●

Didier Billion est directeur des études de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

Les Etats-Unis inquiètent les voisins de l'Irak

LE CONTRASTE est saisissant. D'un côté, un ton guerrier, des actions militaires aériennes quasi quotidiennes, et un objectif clamé sur tous les tons: la chute de Saddam Hussein. De l'autre, la méfiance ou la prudence, quand ce n'est pas l'hostilité aux projets de Washington. Les voisins arabes et persans examinent avec précaution les efforts américains, du vote de l'Iraq Liberation Act par le Congrès à la nomination d'un « M. Transition démocratique », Franck Ricciardone, ancien ambassadeur américain à Bagdad.

Les voisins de l'Irak ne se posent en fait qu'une seule question: les Américains sont-ils sérieux? Ce à quoi ils assistent pour l'instant les conduit plutôt à une réponse négative. L'administration américaine a arrêté le 19 janvier une liste de sept formations de l'opposition pouvant bénéficier d'une aide américaine, notamment financière. Ces partis ont été choisis selon des critères particuliers: respect des droits de l'homme, attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak, volonté d'établir de bonnes relations avec ses voisins.

Une rapide radioscopie de ces mouvements permet de comprendre les réticences provoquées dans la région à l'égard du comportement américain. Parmi ces partis, les plus connues sont les formations kurdes: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Ces deux formations ont conclu en septembre 1998 un accord de coexistence à Washington, sous l'égide, donc, des Etats-Unis, pour mettre un terme à des années de luttes fratricides. Installées au nord de l'Irak, dans une zone devenue autonome de

fait, ces formations soutenues par les Nations unies dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture », tirent pour l'instant le plus grand bénéfice du *statu quo*. Soucieux de relations minimales avec Bagdad, le PDK comme l'UPK continuent discrètement d'avoir leurs entrées dans la capitale irakienne.

L'autre formation poids lourd « sélectionnée » par l'administration américaine est l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), chiite, comme la majorité de la population irakienne et fondée en 1982 en Iran sous la présidence de l'un des fils de l'ayatollah Muhsin al-Hakim. Selon certaines sources, l'Asrii dispose en Iran de forces militaires non négligeables (le bataillon Badr rassemblerait plus de 20 000 hommes). Cette formation constituant surtout le bras politique iranien en Irak.

Même si les relations entre Washington et Téhéran ne sont plus aussi épouvantables que par le passé, coopérer avec l'ancien « Grand Satan » reste officiellement « une ligne rouge » pour les Iraniens, comme l'a rappelé le 3 février le ministère des affaires étrangères. Compte tenu de la guerre tous azimuts engagée entre conservateurs et modérés, l'Irak pourrait devenir une énième pomme de discorde. Nul n'est donc empressé à s'avancer sur un terrain aussi sensible. Sans surprise, le chef de l'Asrii, Baker al-Hakim, s'est d'ailleurs démarqué du projet américain. Egalement proche de Téhéran, le Mouvement islamique du Kurdistan recensé par l'administration américaine se trouve dans le même cas de figure. Ce mouvement religieux sunnite, mais proche

de l'opposition chiite, est dirigé par Outhman Abd al-Aziz.

CIRCONSPCTION

S'ajoutent à ces partis trois formations de moindre importance: le Mouvement de l'entente national de Ayad Allaoui, ouvertement pro-américain, le Congrès national irakien d'Ahmad Chalabi, lui-aussi pro-occidental, et le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle fondé en 1993 à Londres par Ali bin al-Hussein, un cousin de Fayçal II.

En revanche, manquent à l'appel les forces vives de l'opposition irakienne en Irak: le parti ad-Da'wa al Islami (l'Appel à l'Islam), islamiste chiite dirigé par Mohammad Al-Asafi, qui réside en Iran, et le Parti communiste irakien, dont le secrétaire général est Hamid Majid Mousa al-Bayati. Si on grossit parfois exagérément leur importance, notamment pour le parti Da'wa dans le sud de l'Irak, en lui attribuant des actions de guérilla menées par déserteurs ou par des petits groupes incontrôlés, voire des actes de vendetta, ces deux formations continuent de disposer de réseaux sur le terrain malgré trente années de répression féroce menée par le parti Baas.

Compte tenu de cet état des forces, on comprend que les voisins de l'Irak examinent avec la plus grande circonspection les efforts américains. L'affaiblissement manifeste du régime de Saddam Hussein n'a toujours pas entraîné de dynamique au sein de l'opposition et faute d'éléments intérieurs solides (l'intervention extérieure étant bannie par toutes les capitales), il est donc toujours aussi urgent d'attendre.

Gill's Paris

Baghdad Scores Diplomatic Point as Aziz Visit to Turkey Is Announced

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The government of Saddam Hussein scored at least a symbolic diplomatic coup when it was announced that the Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, would visit Turkey next week.

A statement from the Foreign Ministry said Mr. Aziz would arrive in Ankara on Monday for "high-level discussions regarding Iraq and the Turkey-Iraq relationship."

The announcement Wednesday came when Iraq appeared to be increasingly isolated.

In recent weeks, Baghdad has bitterly accused many countries in the Middle East of abandoning the Iraqi cause.

At the same time, the United States has stepped up its efforts to overthrow the Iraqi government. U.S. planes were bombing Iraq at almost the same moment that Mr. Aziz's visit to Ankara was being announced.

Although Turkey and the United States are NATO allies and close political partners, differences between their policies toward Iraq have broken into the open since Bulent Ecevit became prime minister last month. The U.S. Embassy in Ankara, where diplomats are anxious to prevent Iraq from driving a wedge between the United States and Turkey, issued a restrained statement in response. It said only that Turkey "has its own foreign policy" and that Turkish leaders should "stress to Aziz the need for Iraq to comply with UN Security Council resolutions."

A U.S. official speaking on condition of anonymity, however, was more explicit. "We don't like it," the diplomat said of Mr. Aziz's planned

visit. "Why would they give him sanction and access when we're trying to isolate him? It runs counter to what we want to do."

[Mr. Aziz said Thursday he would ask Ankara to end a mandate allowing the United States and Britain to use a Turkish air base to enforce a no-flight zone over northern Iraq, Reuters reported from Baghdad. "Of course," Mr. Aziz said when asked if he would urge Turkey to terminate the mandate. "Certainly I will raise the issue."

Mr. Aziz also said that his government would continue to challenge the no-flight zones in northern and southern Iraq.]

Mr. Ecevit, a lifelong leftist and self-proclaimed anti-imperialist, has for years expressed sympathy with Iraq and Mr. Saddam. This month, as U.S. war planes flying from Incirlik Air Base in southern Turkey have repeatedly bombed Iraqi targets, Mr. Ecevit has begun to question their mission.

"The Iraqis are zealous supporters of their independence," Mr. Ecevit said in a television interview last week. "It is unclear how the American government will reach its goals to overthrow Saddam Hussein."

It doesn't seem to have formed a policy on Iraq. It needs to plan carefully what to do about that issue, and Turkey should contribute to those plans."

Foreign Minister Ismail Cem said Turkey remains willing to allow U.S. planes to use the Incirlik base and wants Iraq to comply with UN resolutions that require it to allow monitoring of its weapons programs.

"We're very strongly asking for full compliance," Mr. Cem said. "The Americans have their policies, but Iraq is a state and a neighbor of

ours. When the leadership of a neighboring state asks to create the groundwork for coming over and having bilateral talks, I think it is normal to proceed with that."

Turkey and Iraq enjoyed good relations before the Gulf War. Since the war, Turkey has lost billions of dollars as a result of trade sanctions imposed on Iraq by the United Nations.

A national election is scheduled here on April 18, and by inviting Iraq's second-ranking leader to Ankara, Mr. Ecevit may be seeking to shore up his support among leftist voters and the thousands of families along the Iraqi border who have lost their livelihoods as a result of the UN sanctions.

"Ecevit is under intense criticism for sitting on the lap of the United States and letting the Americans use the Incirlik base for bombing Iraq," said Cengiz Candar, an author and commentator who is a specialist on Middle East politics.

"It runs against the image he cultivated over the years as having a distance from the United States and sympathizing with the plight of the Iraqi people and with Saddam."

■ New U.S. Strikes in the North

The Pentagon said U.S. jets attacked several Iraqi air defense sites Thursday after being targeted by radar in the northern no-flight zone, The Associated Press reported from Washington.

It was the second clash in two days. On Wednesday allied jets retaliated against violations of the no-flight zone in southern Iraq.

Iraq claimed that two civilians were killed and several injured. The U.S. European Command, which oversees the northern zone, said a damage assessment was under way.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.
FRIDAY, FEBRUARY 12, 1999

Une visite de Tarek Aziz sème le trouble entre Ankara et Washington

Ven 12 Fév 99 - 13h43 GMT

ANKARA, 12 fév (AFP) - Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz effectue lundi en Turquie une visite qui sème le trouble entre Washington et Ankara, au moment même où se multiplient les incidents dans le nord de l'Irak entre avions américains décollant de Turquie et forces irakiennes.

Le département d'Etat a exprimé son malaise en déclarant "ne pas comprendre la décision du Premier ministre (turc Bulent) Ecevit d'inviter en ce moment" Tarek Aziz, par la voix de son porte-parole adjoint James Foley jeudi.

Bulent Ecevit a répliqué vendredi que "la Turquie détermine seule sa politique étrangère". Mais il s'est voulu rassurant en affirmant devant la presse que "ceux qui expriment un malaise concernant cette visite verront que leurs craintes ne sont pas fondées".

Le chef de la diplomatie turque Ismail Cem est lui aussi intervenu pour répondre aux préoccupations américaines, assurant que la Turquie demandera à l'Irak de respecter les résolutions de l'ONU à l'occasion de cette visite.

"Nous avons toujours demandé à l'Irak de respecter les résolutions de l'ONU et nous continuerons à le faire", a dit M. Cem à la presse.

Tarek Aziz en a, quant à lui, profité pour appeler Ankara à se ranger "aux côtés de l'Irak" et à empêcher l'utilisation de sa base d'Incirlik (sud) par les aviations britannique et américaine pour des frappes dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak, dans une déclaration vendredi au quotidien *Turkiye*.

Bulent Ecevit, qui multiplie les critiques à l'encontre de la politique américaine envers l'Irak depuis son accession au pouvoir mi-janvier, avait indiqué jeudi qu'il allait à l'occasion de la visite de M. Aziz présenter des "propositions concrètes" pour régler la crise irakienne qui "satisferaient tout le monde".

La Turquie est placée dans une situation inconfortable, coincée entre son voisin du sud et son allié américain.

Bulent Ecevit demande aux Etats-Unis de trouver un moyen plus pacifique de régler la crise, alors que les incidents dans les zones d'exclusion aériennes dans le nord et le sud de l'Irak sont quasi quotidiens, et leur reproche d'avoir comme but affiché le renversement du président Saddam Hussein.

Outre les pertes économiques subies par la Turquie en raison de l'embargo imposé en 1990 par l'ONU à Bagdad, ces critiques sont liées à une hantise turque : que la politique américaine aboutisse à la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak.

La Turquie craint un précédent encourageant pour la guérilla séparatiste kurde de Turquie menée par le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis 1984 dans le sud-est, frontalier avec l'Irak. Elle n'en défend qu'avec plus de conviction le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak.

Ainsi, pendant que M. Ecevit prône le dialogue entre Bagdad et les factions kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991 (Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, proche d'Ankara, et Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani), Washington les inclut dans un front de l'opposition chargé de renverser Saddam Hussein.

Malgré ces dissonances, M. Ecevit ne remet pas en cause l'utilisation d'Incirlik par les Américains, l'alliance avec Washington restant primordiale pour la Turquie.

La prochaine visite de Tarek Aziz a été précédée, vendredi, par l'entrée en fonctions officielle de l'ambassadeur irakien en Turquie, Farouk Hijazi, qui attendait depuis décembre de remettre ses lettres de créance au président Suleyman Demirel.

La presse turque a critiqué ce geste, affirmant que M. Hijazi était un haut responsable des services de renseignements irakiens et, à ce titre, en relation avec le PKK.

Le parlement basque toujours décidé à accueillir le "parlement kurde en exil"

MADRID, 13 fév (AFP) - Le président du parlement régional du Pays basque (nord), le nationaliste modéré Juan Maria Atutxa, a réaffirmé samedi que son assemblée accueillerait en juillet le "parlement kurde en exil", malgré l'opposition du gouvernement espagnol qui craint une crise avec la Turquie.

"Ce parlement est souverain" pour recevoir qui bon lui semble et "il n'a à demander l'autorisation de personne", a assuré M. Atutxa dans une interview publiée par le quotidien madrilène *El Pais*.

Interrogé par le journal sur l'intention de Madrid de mettre en oeuvre tous les moyens juridiques possibles pour éviter la réunion du "parlement kurde" au Pays basque espagnol, M. Atutxa a lancé: "est-ce que quelqu'un croit qu'il va nous en empêcher?"

"Nous avons pris cette décision (d'accueillir le "parlement kurde") en pensant à humaniser l'histoire d'un peuple persécuté qui, tout en tenant compte des différences, nous rappelle ce par quoi nous avons dû passer après la guerre", a expliqué M. Atutxa, qui se référait à l'oppression des Basques par le régime du dictateur Francisco Franco après la guerre civile espagnole (1936-1939).

Madrid s'oppose catégoriquement à la tenue en territoire espagnol de cette réunion du "parlement kurde en exil", assemblée non élue proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Depuis sa création à La Haye en avril 1995, ce "parlement" s'est réuni à Moscou, Vienne, Copenhague et Rome. Ces réunions ont chaque fois provoqué de vives protestations d'Ankara auprès des pays concernés.

Tariq Aziz' visit should be welcomed

- As Iraq's neighbor and a regional power, we must once again tell the Iraqis how they can reintegrate into the international community

Editorial by Ilnur Cevik



In a recent interview we drew attention to the growing tensions in our area because of the conflict between Baghdad on one side and the Americans and the British on the other side. We said at the time that Turkey should use its good offices to defuse these tensions.

We had said that high-level Turkish officials could travel to Baghdad and talk to the Iraqi leadership on ways and means to lift the international sanctions against Iraq while this country proves it is no longer a threat to its neighbors and it is no longer a regional villain.

The fact that Iraq's leading official, Tariq Aziz, will be coming to Turkey offers a golden opportunity for Ankara to be the peacemaker. Turks feel that the international sanctions against Baghdad, which have hurt our country as well as Iraq itself, should be lifted. But Ankara also knows that there are certain conditions that Iraq must fulfill, like giving up weapons of mass destruction, before it can begin reintegrating into the international community.

Turkish officials can tell Aziz openly what is needed and get his response. We should not act like Iraq's big brother or like a bully, but we should be forceful as a friend of the suffering people of Iraq.

Iraq must realize that we cannot forsake the security of the people living in northern Iraq, who happen to be the relatives of the people of the Turkish Republic. Iraq should also realize that we cannot pay them lip service just to secure more trade with them, even if they refuse to adhere to the U.N. Security Council resolutions...

Turkey must harmonize its policies regarding Iraq. We should not send out confusing signals to Washington and to Baghdad by making contradicting statements.

We should not ask the United States not to strike Iraq from air bases in Turkey while we ask the them to deploy Patriot missiles against a possible Iraqi missile attack, knowing that such a threat does not exist. We should not talk about the Americans trying to set up a separate Kurdish state in northern Iraq while we know well that we are very active in the area against PKK separatist terrorists and have the United States' blessing in our struggle.

There are claims that people in high places in Turkey do not see eye to eye on the Iraqi issue. Some even feel Iraq is our key to preventing the "establishment of a separate Kurdish state." Others openly dispute this and say we should not antagonize the United States.

If we give out the wrong signals and alienate everyone led by the Americans, we will definitely pay a high political price that may even have economic repercussions. If we do not want this, then we have to get our act together before it is too late. Aziz' visit could give us this opportunity, provided we send the right messages.

«Yol» entre en terre turque

Le film de Güney est sorti après dix-sept ans de censure.

Istanbul correspondance

Après dix-sept ans de silence et d'aveuglement, le «roi laid» est de retour. Le cinéaste Yilmaz Güney, mythe révolutionnaire des années 70, mort à Paris en 1984 à 47 ans, rentre en Turquie grâce à son film *Yol* (la Voie) après dix-sept ans de censure. Mardi dernier à Istanbul, la projection d'une nouvelle version rénovée dans une salle archicomble du quartier de Péra a été accueillie dans un climat de nostalgie mêlée d'espoir et d'un certain sentiment de revanche. La presse turque raconte depuis une semaine l'aventure de ce chef-d'œuvre de la cinématographie turco-kurde. Cinq personnes, dont Yilmaz Güney (ce pseudonyme désigne en turc «le Sud qui ne se décourage pas»), qui faisaient partie du groupe des créateurs de ce film, sont mortes aujourd'hui. Les spectateurs les ont applaudis très longtemps.

«Le plus grand film turc». Depuis vendredi, *Yol* est visible

dans 27 salles de dix villes du pays, toutes à l'Ouest. Les habitants du Sud-Est, à majorité kurde, n'auront pas l'occasion de le voir. Un festival de films international avait été récemment interdit dans cette région, qui vit sous l'état d'urgence depuis plus de vingt ans, sous prétexte de risques de trouble.

Les acteurs et actrices de *Yol*, les meilleurs de l'époque et d'aujourd'hui, déclarent «comprendre mieux aujourd'hui la valeur du film». Halil Ergun croit que «c'est encore aujourd'hui le plus grand film tourné chez nous» et raconte en détail les difficultés du tournage. Güney, qui avait écrit le scénario, était en prison d'où il dirigeait son équipe par courrier, dictant ses directives au réalisateur Serif Goren, lors de ses visites à la prison. Zulfu Livaneli, le compositeur de la musique du film, est également heureux «de la levée de cette interdiction» imposée en 1982 par le régime militaire. Güney, à l'époque en exil

et recherché par Interpol, avait pu venir clandestinement à Cannes pour recevoir la palme d'or, ce qui avait provoqué l'ire des autorités turques qui l'avaient déchu de sa nationalité. Mardi dernier, cette palme fut remise à Tarik Akan, principal acteur du film, par Fatos Güney, la veuve du cinéaste. C'est elle qui, pendant dix-sept ans, a beaucoup lutté contre la censure et dépensé plusieurs centaines de milliers de dollars pour renouveler techniquement la bande originale.

Les 27 salles sont pleines de spectateurs, généralement âgés de plus de 30 ans. Car ceux qui sont nés quand *Yol* fut couronné à Cannes n'ont aujourd'hui que 17 ans, et ils s'intéressent plus aux jeux informatiques qu'aux films de Güney. «*Ce cri de révolte, film exemplaire de la réalité sociopolitique vue à travers la caméra d'un révolutionnaire*», raconte l'histoire de cinq prisonniers en permission spéciale qui rendent visite à leurs parents aux quatre

coins de la Turquie. Dans son film, Güney, cinéaste kurde, n'avait pas omis de revendiquer son identité nationale quand il montrait à l'entrée d'une ville un panneau sur lequel le mot «Kurdistan» était inscrit. «Nous avons dû enlever cette scène pour échapper à la censure», dit aujourd'hui madame Güney.

Yol réapparaît en Turquie alors qu'après un imbroglio judiciaire avec l'Italie et une courte traque, Ankara vient de faire enlever au Kenya Abdullah Öcalan (lire en page événement), le chef fugitif des rebelles kurdes et président du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

«Situation inchangée». Dimanche, un grand quotidien national, *Hurriyet* (populaire, droite), a condamné en une le chanteur populaire Ahmet Kaya, qui avait publiquement revendiqué son identité; il est

Yilmaz Güney, cinéaste kurde avait dirigé le tournage du film de sa prison, il avait pu venir clandestinement à Cannes

pour recevoir la palme d'or avant d'être déchu de sa nationalité turque et d'être contraint à l'exil en France où il est mort en 1984.

accusé de donner son récital devant une carte du Kurdistan avec un portrait d'Öcalan. «La situation et la région n'ont pas beaucoup changé depuis dix-sept ans», remarquait un journaliste turc. Comme lui, les spectateurs sortent généralement des salles bouleversés par

les scènes de misère et de répression toujours présentes dans le pays. Et les critiques sont en majorité favorables, car les intellectuels turcs et les amateurs de cinéma découvrent aussi les qualités esthétiques de Güney, qui disait s'inspirer beaucoup du cinéma italien des années 50 et de la «nouvelle vague» française. Mais si tout le monde

s'accorde à reconnaître que Güney a réalisé un pur produit local, il reste quelques détracteurs pour l'accuser encore de faire de la politique gauchiste. Une question demeure pourtant: pourquoi donc ce film a-t-il été interdit? La réponse est en fait toujours actuelle: la censure continue de frapper beaucoup de produits culturels (quotidiens, livres et disques), notamment dans la région kurde ●

RAGIP DURAN



«Yol», palme d'or en 1982. Un plan qui montrait un panneau indiquant «Kurdistan» a dû être enlevé pour permettre la sortie du film.

LIBÉRATION
17 FÉVRIER 1999



LEFTERIS PITAKIS AP

Hier à Athènes, un manifestant kurde s'immole par le feu devant le Parlement. Il a été grièvement brûlé, ainsi qu'un autre militant.

La tragédie kurde

La reconnaissance de leurs droits reste un tabou.

Le rêve kurde, vieux de presque un siècle, est d'avoir un territoire propre pour échapper au sort de peuple écartelé entre Turquie, Iran, Irak ou Syrie. Jamais il n'a pu devenir réalité, bien que 25 à 30 millions de Kurdes vivent sur une zone géographique homogène. Ils ont une identité bien définie, une civilisation remontant aux

Mèdes et une langue aussi différente du turc ou de l'arabe que le français peut l'être du hongrois. Les Kurdes représentent le seul peuple d'une telle importance qui n'ait jamais obtenu son droit à l'autodétermination, à l'indépendance ou à l'autonomie, ni la reconnaissance de son identité culturelle, sinon pour de brèves périodes. Là réside la spécificité de la tra-

gédie kurde, qui ne revient sur le devant de la scène que lors des grands exodes comme après la guerre du Golfe en 1991. Cette réalité désespérante explique pourquoi certains militants kurdes choisissent, comme en Turquie, de combattre au sein d'une organisation armée monolithique et sanguinaire comme le PKK d'Abdullah Öcalan.

Sous l'empire ottoman, mosaïque de peuples et de religions, les Kurdes parlaient librement leur langue mais, musulmans avant tout, ils restaient fidèle au Sultan, commandeur des croyants, alors que s'affirmaient les nationalismes grec, serbe, bulgare et arménien. Après la Première Guerre mondiale, les alliés vainqueurs, décidés à démanteler les territoires ottomans,

songèrent par le traité de Sèvres en 1920 à instaurer un Etat kurde. Trois ans plus tard, le traité de Lausanne enterra l'idée, prenant acte des victoires de Mustafa Kemal Atatürk, qui avait tracé par les armes les actuelles frontières de la République de Turquie. Actuellement y vivent entre 12 et 15 millions de Kurdes, soit près du quart de la population. Quelque 4 millions de Kurdes résident en Irak (27 % de la population) et 800 000 en Syrie (9 % de la population). En Iran, pays qui n'a jamais été ottoman, les Kurdes représentent, avec 7 millions

de personnes environ, 6 % de la population. Dans tous ces Etats, les Kurdes ont fait l'objet de tentatives constantes d'assimilation et ont été soumis à la répression. Ils ont été aussi systématiquement manipulés par les Etats

voisins qui attisaient les rivalités tribales de la société kurde. En Iran, aussi bien à l'époque du shah que sous la République islamique, toute affirmation du fait kurde est interdite. En Irak, après une série de soulèvements, les Kurdes obtinrent en 1970 un statut d'autonomie, resté lettre morte. Après l'exode, en 1991, de millions de civils fuyant la reconquête des troupes de Saddam, la communauté internationale instaura une «zone de protection kurde» au nord de l'Irak. Cette entité kurde survit tant bien que mal, étouffée par un double blocus, ravagée par la guerre entre les chefs kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani, qui viennent de se réconcilier sous l'égide de Washington. En Turquie, les révoltes kurdes, menées d'abord au nom de la foi contre la République laïque, furent nom-

breuses dans les années 30 et impitoyablement réprimées. Dans cet Etat turc inspiré du modèle jacobin, les Kurdes ont en apparence tous les droits des citoyens turcs. Ils peuvent devenir généraux, ministres ou même président de la République, comme le défunt Turgut Özal qui ne cachait pas que sa mère était kurde. Mais ils ne peuvent pas se revendiquer collectivement comme Kurdes et leurs droits culturels (des télévisions ou un enseignement dans leur langue) leur sont refusés. Ils ne peuvent bénéficier d'aucune forme d'autonomie régionale.

Ce modèle d'intégration au nom de la République «une et indivisible» est aujourd'hui en crise. Le parti d'Öcalan, qui a commencé la lutte armée en 1984, a cristallisé cette revendication de l'identité kurde même si nombre des Kurdes du

pays ont refusé les méthodes violentes des «apocular» (les partisans d'Apo). Le parti kurde Hadepe, en voie d'interdiction comme son prédécesseur Dep trois ans plus tôt, représente moins de 5 % des voix au niveau national mais remporte de bons scores dans le «pays kurde». La guerre entre forces de l'ordre et combattants kurdes (31 000 morts) a bloqué toute évolution démocratique du fait kurde mais a montré l'urgence de résoudre cette question. Elle reste un tabou dans la classe politique mais les intellectuels comme une bonne partie des élites de la société civile affirment qu'il n'y aura pas de véritable démocratisation de la Turquie sans une solution politique du problème kurde au travers de la reconnaissance de leurs droits culturels et politiques ●

MARC SEMO

Les Turcs, surpris et satisfaits

Les défenseurs des droits de l'homme s'inquiètent du procès.

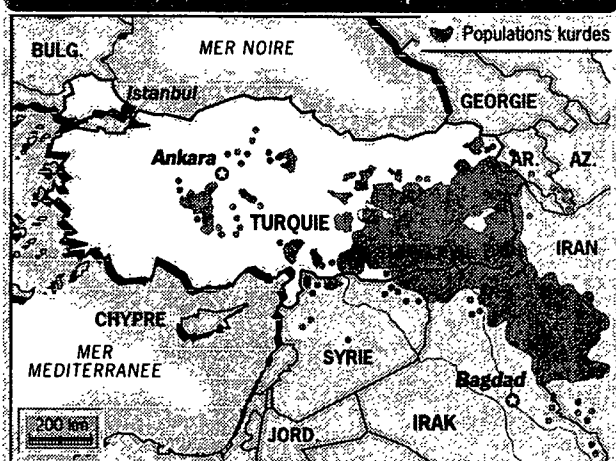
Istanbul de notre correspondant

L'arrestation d'Abdullah Öcalan a été une surprise pour l'opinion comme pour la classe politique turques. Ni les partis ni les médias n'étaient préparés au scénario de l'incarcération et du procès du chef du PKK. Sitôt la nouvelle rendue publique, les commentaires des télévisions privées et publiques mettent l'accent sur «la grandeur de l'Etat turc». Les radios font des micros-trottoirs où, sur un ton haineux, un passant juge qu'il faut «le tuer lentement». Des émissions sont diffusées en direct des cimetières où reposent des soldats tués lors de combats avec les combattants du PKK. Les parents des «martyrs turcs» remercient les autorités. Aucune personnalité politique ou médiatique connue pour ses sympathies prokurdes n'a pu s'exprimer depuis hier matin.

Le gouvernement et les partis politiques semblent unanimes à proclamer que «le PKK est fi-

ni», sinon le problème kurde. Seul l'ancien Premier ministre Mesut Yilmaz (Anap, droite libérale) a pris un peu de distance, insistant sur la nécessité «de réformes économiques et démocratiques dans le Sud-Est anatolien», peuplé en majorité de Kurdes. Les autorités d'Ankara tablent à moyen terme sur la reddition de l'ensemble des militants armés kurdes toujours actifs en Turquie mais aussi en Irak, en Iran et en Syrie. Le président de l'Assemblée nationale, Hikmet Cetin, d'origine kurde, a annoncé que les militants du PKK pourraient bénéficier de la loi sur les repentis qui devrait être prochainement actualisée. Abdullah Öcalan sera jugé en Turquie par la Cour de sûreté de l'Etat qui a lancé en 1997 une procédure contre lui. En tant que «chef d'une organisation subversive visant à diviser le territoire turc», il est passible, selon l'article 125 du code pénal, de la peine capitale. La dernière exécution remonte à

Les Kurdes, écartelés entre cinq Etats



1982 et une centaine de cas restent actuellement en suspens. Mais beaucoup en Turquie s'interrogent sur la crédibilité d'un procès qui s'annonce très politique. Le professeur Aslan Gunduz, ancien représentant du gouvernement turc à la Cour européenne des droits de l'homme, a averti: «L'ensemble du monde nous observe. La Turquie est un Etat de droit. Nous

devons tout faire pour qu'Öcalan bénéficie d'un procès juste et équitable.» Les défenseurs des droits de l'homme sont pour leur part pessimistes, d'autant que la situation continue de s'aggraver. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, qui a tenu la veille son bureau international à Istanbul dans un climat d'intimidation policière, a souligné

que « l'interpellation extrajudiciaire » du chef kurde au Kenya « ne peut que susciter l'inquiétude sur le sort qui lui sera réservé ».

Le bon score de la Bourse d'Istanbul est, selon les spécialistes, en rapport avec l'arresta-

tion du chef du PKK. Certains économistes ont déjà commencé à dresser le bilan des années de terreur (1984-1999): plus du tiers du budget national était consacré à la lutte contre le PKK, avec un coût quotidien d'environ 60 mil-

lions de francs (39 millions d'euros). En dehors des investissements militaires, l'économie de l'Est et du Sud-Est est pratiquement paralysée à cause de la guerre qui, depuis quinze ans, oppose les forces de sécurité au PKK.

Dé nouvelles perspectives pourraient maintenant s'ouvrir aux investisseurs publics et privés pour le développement de ces régions, les plus pauvres du pays ●

R. D.

Un pays qui bafoue les droits de l'homme

ALARMÉE par la persistance d'une piètre situation en matière de droits de l'homme en Turquie, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a exceptionnellement décidé de tenir la réunion triennale de son bureau dans un hôtel d'Istanbul, les 13 et 14 février. Arguant du caractère « semi-public » de cette réunion, soumise à autorisation dès lors qu'y prenaient part des représentants turcs d'organisations locales - notamment le président de la Fondation turque des droits de l'homme, Yavuz Onen, et le président de l'IHD, Akin Birdal -, les autorités ont dépêché sur place deux policiers chargés d'enregistrer les propos des intervenants.

Le lendemain, 14 février, le président de la FIDH, Patrick Beaudoin, recevait une notification d'interdiction de se rendre à Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, où des rencontres avec des associations étaient prévues. La note émanait du

préfet de la région de Diyarbakir, une des six régions majoritairement peuplées de Kurdes et soumises à l'état d'urgence depuis 1987. Mais s'il n'est pas nouveau que des militants des droits de l'homme ne soient pas les bienvenus en Turquie, où leurs critiques sont jugées « infondées », les atteintes aux droits fondamentaux n'y ont jamais été aussi nombreuses.

ELECTIONS « SOUS CONTRÔLE »

La cour d'assises de Manisa (centre du pays) a ainsi de nouveau acquitté, le 27 janvier 1997, dix policiers accusés de tortures et d'abus sexuels sur seize adolescents (entre quatorze et dix-huit ans) arrêtés en 1995 pour avoir collé des affiches politiques sur les murs de la ville et condamnés à ce titre à des peines allant de neuf mois à douze ans de prison.

Aucune peine n'a été prononcée contre les policiers qui ont battu à

mort, en 1995, Metin Göktepe, photographe au journal *Evrensel*. Selon l'IHD, en janvier, quatre-vingt-onze

personnes ont été torturées, douze ont disparu dans des circonstances « non élucidées ». Cent trente-deux prisonniers d'opinion peuplent les geôles turques, dont le sociologue Ismail Besikci, condamné à plus d'une centaine d'années de prison pour ses écrits « séparatistes », l'écrivain Esber Yagmurdereli (condamné à vingt-trois ans d'emprisonnement), les quatre députés (Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak) du Parti kurde de la démocratie (DEP, dissous en 1994), condamnés à quinze ans, enfin Murat Bozlak, président du parti Hadep, le quatrième parti kurde soumis à une procédure d'interdiction en dix ans.

Le président de l'IHD, Akin Birdal, réchappé miraculeusement d'un attentat en mai 1998 au cours duquel il eut le corps criblé de huit balles, s'apprête à purger deux années de prison pour ses discours, après une récente confirmation de sa peine en appel.

Les missions du Conseil de l'Europe sont entravées. Ainsi, en septembre 1998, les rapporteurs Andras Barsony et Walter Schrimmer s'étaient vu refouler de la prison centrale d'Ankara, sans avoir pu rencontrer les quatre députés kurdes du DEP emprisonnés pour « incitation au séparatisme ». Dans leur rapport, les deux parlementaires relèvent « la faiblesse des forces politiques en Turquie par rapport à l'institution militaire », une allusion au Conseil national de sécurité (MGK), organe théoriquement consultatif mais qui, dominé par les militaires, décide, de fait, des grandes orientations du pays. Celui-ci vient de placer la campagne électorale en vue des législatives anticipées du 18 avril « sous contrôle ». Chaque discours, chaque affiche de campagne sera étudiée de près afin de stigmatiser « les atteintes à la laïcité » et les tentatives de « propagande séparatiste ».

Marie Jégo

L'œil de Willem

LIBÉRATION
17 FÉVRIER 1999



Kurds Take Captives Across Europe After Rebel Chief's Arrest

Wave of Rioting In Major Cities

By Alessandra Stanley
New York Times Service

ROME — Enraged by Turkey's capture of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, Kurdish protesters stormed Greek and Kenyan diplomatic posts throughout Europe on Tuesday, taking hostages, burning embassies and, in some cities, even setting themselves on fire.

With what seemed like extraordinary coordination, Kurds in Paris, Moscow, London, Frankfurt, Milan, Berne and a dozen other cities went on rampages of rage and protest, holding rallies, seizing consulates, battling policemen and threatening mass suicides. At least three Kurds tried to self-immolate, including a 17-year-old girl in Germany, who was seriously injured.

Mr. Ocalan, who had been hiding in the Greek Embassy in Nairobi after he was forced to leave Italy last month, ended up in the custody of Turkish security forces on Monday.

[Greece blamed Kenya on Tuesday over Mr. Ocalan's arrest and recalled its ambassador in Nairobi, Reuters reported from Athens: The Greek foreign minister, Theodoros Pangalos, said Mr. Ocalan had made the mistake of trusting Kenyan authorities, who promised to take him to the Netherlands.]

Even as government officials in Athens and Nairobi nervously denied being the ones actually responsible for Mr. Ocalan's ending up in the hands of Turkish security forces, thousands of Mr. Ocalan's supporters in Europe angrily and violently demonstrated their disbelief and sense of betrayal.

The streets of Athens were quiet, perhaps because Greek policemen rounded up more than 350 Kurds preemptively and held them in an abandoned army camp. On Tuesday evening, under tight security, a rally of Greeks and Turks took place in Athens without incident. Europe had no such early warning. Countries which had sought to avoid getting drawn into the dispute between Kurdish separatists and the Turkish government, fearing a backlash of violence in their countries, were engulfed by the crisis anyway.

In Austria, Kurdish protesters took the Greek ambassador and his wife hostage at their embassy in Vienna, while others set fire to the Kenyan Embassy there.

In the Netherlands, where Mr. Ocalan had reportedly hoped to go after leaving Kenya, about 150 Kurds stormed the Greek ambas-

sador's residence in The Hague at around 5 A.M., and took three hostages, including the ambassador's wife and their 8-year-old son.

Riot policemen charged into a crowd of sympathizers who had gathered outside the residence, but were unable to force their way into the building. The three hostages were still being held late Tuesday.

In Bonn, Kurds who had taken two hostages at the Kenyan Embassy and another at the Greek Embassy ended their occupation of the facilities Tuesday, police and witnesses said.

Meanwhile, the police stormed consulates in Stuttgart, Cologne and Leipzig to remove protesters, freeing one Leipzig consular employee and two civilians.

A Greens party member, Daniel Cohn-Bendit, said he had persuaded 49 Kurds occupying the Greek Consulate in Frankfurt to give up their protest.

"These attacks weren't really organized," said Mehmet Atac, a Kurd who protested at the Greek consulate in Frankfurt. "We heard news

reports that Ocalan had been arrested, and we all started calling each other to see what we should do. It was one person talking to another and to another."

There were also less violent, but equally fervent marches by chanting demonstrators outside United Nations buildings and at the gates of the Council of Europe headquarters in Strasbourg.

By late Tuesday morning, a spokesman for the Kurdish Parliament in exile issued a statement asking demonstrators in Europe to desist. Some did.

Protesters in Moscow walked out of the Greek Embassy midday Tuesday and surrendered to Russian policemen. Fourteen men and two women who occupied the Kenyan Embassy in Paris for more than three hours, threatening to immolate themselves and their hostages surrendered quietly to the Paris police. And by Tuesday evening, French policemen had liberated all occupied consulates and embassies. But in other places, many others said they would not give up.

"We will stay here until we get some answers from the Greek authorities," one of the Kurds occupying the Greek Embassy in London told a British radio station. "We are not representing anyone but I can tell you that we have support from the PKK."

Policemen ringed that embassy after an estimated 50 Kurdish protesters broke into the building at around 2:30 A.M. and held a custodian hostage.

Outside, as many as 600 demonstrators, held back by steel barricades,

fought briefly with the police, who used dogs and riot sticks to quell the violence. One Kurdish woman set herself on fire and was badly injured before a police officer could douse the flames with a fire extinguisher.

Another of the Kurds inside the embassy, who gave his name as Ofter, told reporters by telephone: "We are completely committed. We will do anything if we are made to leave. The protesters inside are ready to burn themselves or throw themselves out of the windows if the police try to break in. We will stay here for as long as it takes."

Germany, which had refused to issue an extradition order for Mr. Ocalan last November because government officials feared that would provoke the kind of violence that sprung up Tuesday, was not spared. More than 400,000 Kurds live in Germany, including 10,000 in Frankfurt. Policemen and demonstrators battled in nine different cities, from Leipzig to Stuttgart.

Otto Schily, the German interior minister, pleaded with the Kurds to leave the various consulates peacefully. Policemen in Frankfurt used riot sticks and water cannon to subdue Kurds who were turning over cars. From 100 to 200 demonstrators were arrested after clashes with the police on Tuesday morning, and hundreds more were arrested in Stuttgart.

Policemen had cordoned off the street, surrounded the Greek Consulate with trucks, video cameras and even a few water cannon. But they also allowed more than 100 Kurdish demonstrators to remain in front of the occupied building and sing protest songs.

In the state of Baden-Wuerttemberg, a 17-year-old Kurdish girl set herself on fire and was taken to the hospital with severe burns.

Chancellor Gerhard Schroeder again sought on Tuesday to distance Germany from the Ocalan affair. "This is a matter which only affects the countries involved," he said. "Those that extradited him and Turkey. The German government is not dealing with this matter."

For months, Mr. Ocalan had appealed to European countries for political asylum or an international trial that would allow him to avoid being deported to Turkey, where he could face the death penalty. Under intense pressure from Turkey, Syria, Russia and, finally, Italy expelled him. Mr. Ocalan was unable to find harbor elsewhere in Europe and ended up in Kenya.

On Tuesday, as 30 protesters surrendered four hours after storming the Greek Consulate in Milan and holding six people hostage, including the consul, the Italian government implored Turkey to give Mr. Ocalan a fair trial. Italy had refused to extradite Mr. Ocalan to Turkey in November, citing a law that bans Italy from extraditing prisoners to countries that use capital punishment.

Turks Pick Up Ocalan in Kenya

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Abdullah Ocalan, leader of an army that has been fighting for a Kurdish homeland in southeastern Turkey for 14 years, was captured in Kenya and flown back to Turkey on Tuesday.

Mr. Ocalan, whose war has cost the lives of some 30,000 rebels, soldiers and civilians, has for more than a decade been Turkey's most wanted fugitive. He is likely to be tried for treason and mass murder and could face execution.

It was uncertain what effect Mr. Ocalan's arrest would have on his guerrilla force, the Kurdish Workers Party, or on the civil conflict that has cost Turkey billions of dollars and severely damaged its image in the world. The conflict has come to dominate Turkish life and has been used to justify a host of measures ranging from limitations on freedom of expression to the burning of villages in combat zones.

Turkish leaders gave no details of how Mr. Ocalan was captured, but officials within and close to the government said a team of Turkish commandos had snatched him away from Greek diplomats who had been sheltering him for two weeks in Kenya.

"He was being escorted to the airport in Nairobi," said an official close to the Turkish intelligence service. "His Greek escorts lost the car in traffic, and he never made the flight.

Some special operations guys figured out where he was and intercepted him."

"Grabbing a car that's being watched by a couple of Greek diplomats is a piece of cake for a special operations team in a country like Kenya," the official said. "Turkey has very good special operations people, state of the art. This is one of the biggest things they've ever done."

News of Mr. Ocalan's capture set off waves of violent protest in European capitals, where Kurds invaded Greek and Kenyan diplomatic missions to protest what they believed to be those countries' roles in turning him over to Turkey. But it became clear later Tuesday that in all probability, neither country had cooperated in the operation.

A Kurdish prisoner in a Turkish jail burned himself to death to protest the capture, and military units in southeastern provinces were placed on alert.

Mr. Ocalan's arrest was announced by Prime Minister Bulent Ecevit at a news conference in Ankara. "The head of the separatist organization has been in Turkey since 3 o'clock this morning," Mr. Ecevit said, beaming and apparently struggling to control his emotions. "He will account for his activities before the Turkish justice system."

In the eyes of some Turks, the capture of Mr. Ocalan may be Turkey's most spectacular success since it landed troops on Cyprus in 1974 in what it described as an effort to protect the Turkish minority there. Mr. Ecevit was prime minister then, too, and he could reap considerable political benefit from a new image as a two-time conqueror.

Turks will vote on April 18 in a national election. Mr. Ecevit, who has been in office for barely a month and had been seen as only an

interim figure, suddenly seems in a much stronger position.

Foreign ambassadors were summoned to the Turkish Foreign Ministry for an official brief-

ing after Mr. Ocalan's capture was announced. They were told that Ankara intended to use his trial to show its respect for legal formalities.

"They know they're going to be under scrutiny, and they want to do their utmost to be scrupulously fair," said an ambassador who attended the briefing. "People around Ecevit are going even further. They see this as a way to break the stalemate on human rights altogether, to push through reforms that the system has been resisting."

Several European leaders encouraged their Turkish counterparts to seize this opportunity to improve their image and make substantial improvements in their human rights practices.

"We expect the trial to respect all the guarantees of the rule of law," Foreign Minister Lamberto Dini of Italy said, "and particularly to respect European standards of fundamental rights. We be-

lieve that if Turkey behaves in accordance with European standards, that will help it get closer to the European Union."

Mr. Ocalan lived semi-clandestinely in Syria from about 1980 until October. Turkish military commanders made a series of statements threatening to attack Syria if it did not expel him, and in late October he fled. He turned up first in Russia and then in Italy.

Turkish leaders demanded his extra-



Claudio Bresciani/Reuters

Police in Stockholm using a dog against Kurdish protesters Tuesday after they occupied the Greek consulate.

dition, but Italy refused on the grounds that its constitution forbids sending suspects to countries where the death penalty is in force. Furious Turks launched protests that ranged from economic boycotts of Italian goods to the burning of Italian flags.

In January, Mr. Ocalan was reported to have left Italy, and his whereabouts until Tuesday were uncertain. He spent several days this month flying around Western Europe seeking a haven, but

found none.

After that episode, he disappeared again.

According to information provided Tuesday by Foreign Minister Bonaya Godana of Kenya, he landed secretly in Nairobi and was sheltered by Greek diplomats.

■ U.S. Denies Involvement

The White House said Tuesday that it was "very pleased" by the capture of

Mr. Ocalan but denied any direct U.S. involvement in his handover to Turkey, Reuters reported from Washington.

"We're obviously very pleased with the apprehension of this terrorist leader," the White House spokesman, Joe Lockhart, said.

"We have consistently urged all governments to help bring this person to justice consistent with international law."

Hour by hour, a new Kurd attack

THE CALLS began within hours of the news that Abdullah Ocalan had been arrested. They started after a meeting of the Kurdish Workers' Party (PKK) in its mountain stronghold in the borderlands of Iraq and Iran and fanned out through Madrid, Rome, Paris, London, Bonn and Moscow.

At 4.30pm yesterday, outside the Greek embassy in Holland Park, London, Necla Kanpeper, 15, doused herself in petrol and set herself alight while shouting slogans of Kurdish freedom. As she was taken away on a stretcher, badly burnt, she gave a victory sign. The crowd cheered.

The hours between the call to mobilise and Necla's self-immolation was a demonstration of the power of the Kurds' network. Across Europe buildings were stormed and occupied, demonstrators set themselves on fire and there were battles with police. The raids had the precision of military operations. On Monday night men, women and children gathered at PKK offices to coordinate action. Then the raids began. Mainly the targets were Greek embassies, Greece being the country the Kurds blamed for denying Mr Ocalan asylum and delivering him to the Turks.

At 1.30am in The Hague the wife of the Greek ambassador to the Netherlands was asleep at home with the couple's eight-year-old son and a Filipina maid when they were awoken by glass and breaking doors as protesters burst in.

As police went to the house the Kurdish flag, bearing a portrait of Mr Ocalan, was hung out of the window. In the next few hours hundreds more Kurds

BY KIM SENGUPTA

gathered, trying to force their way in and being beaten back by riot police.

At 2.50am, at the Greek embassy in Park Road, Holland Park, the caretaker, Babis Patsouris, was awoken by the front door being smashed. Scotland

Yard's Royalty and Diplomatic Protection Group officers arrived with other colleagues and set in motion a plan honed over previous sieges.

Over the next few hours similar scenes were played out in more than 20 cities across Europe. In Geneva, at 4.30am, 50 Kurds slipped through a side-door at the Palais des Nations, the UN's European headquarters, and overpowered the only guard. A UN spokeswoman said the protesters "were probably armed" and demands had been issued for the freeing of Mr Ocalan. She said no such assurance could be given and the Kurds were being asked to leave.

But instead of leaving, other Kurds smashed their way into the Greek embassy in the Swiss capital, Berne, and the consulate in Zurich, where they took hostage the consulate building's owner and a policeman who tried to negotiate.

From then on every hour brought a fresh assault on a diplomatic building. They were not always Greek. Kenya is also seen by the Kurds as culpable in Mr Ocalan's arrest, and in Paris police ejected protesters who had taken over the Kenyan embassy. The nonsense approach of the French was also in evidence in Strasbourg, where they fired teargas into the occupied

Greek consulate and retook it, holding 30 Kurds. They used the same tactics to recapture the Greek consulate in Marseilles.

The Kenyan embassy in Vienna was stormed at 8.30am. Three hours earlier a group broke into the Greek legation, taking hostage the ambassador, Ioannis Yennimatas, his wife, and three embassy staff.

In Germany, which has the largest Kurdish population in Europe, the Kenyan embassy in Bonn was occupied and two staff held. Another staffer at the Greek embassy was held hostage. Kurds occupied consulates or held protests in Leipzig, Stuttgart, Frankfurt,

Hamburg, Berlin, Cologne, Düsseldorf and Hanover.

The reaction of the governments on the receiving end of the raids was mostly bewilderment. They were caught on the hop. Greece said it was furious and threatened "merciless" retribution. Dozens of Kurds were rounded up and jailed in Greek cities.

Through its political wing, ERNK, PKK leaders said the occupations were a spontaneous act of popular anger

over which they had no control. But the plans were laid before Mr Ocalan arrived in Turkey yesterday morning, and when it was still believed he was in Kenya. The protests were organised on Monday night, in what turned out to be a failed last-ditch attempt to press Greece not to hand him to the Ankara government.

In London, as the siege continued, the Foreign Office said the matter was "essentially between Turkish and Kenyan authorities". Although "Ocalan

has apparently renounced violence, there is still substantial evidence of recent violent terrorist activities by the PKK".

The Kurds in the embassy retorted that, if necessary, they would kill themselves in trying to free their leader. During the day it became clear this was no empty threat.

In Stuttgart a 17-year-old Kurd received serious burns after dousing herself in petrol. In Copenhagen another woman

was critically ill, also after self-immolation.

News of events around Europe filtered back to the crowd at the London embassy. Bottles were thrown and barriers kicked down. Negotiations were going on with those inside the embassy. It was then that Necla Kanpeper poured petrol over herself and set herself on fire. Her mother said: "She did it in protest at the totally unjustified British and world stance on the Kurdish issue."



THE INDEPENDENT
Wednesday 17 February 1999

Mysterious end to Kurdish leader's four-month odyssey

Kerin Hope, James Blitz and Mark Turner chart the desperate search for asylum by Turkey's most wanted man

The extraordinary four-month odyssey of Abdullah Ocalan, the Kurdish leader wanted on charges of murder and terrorism in his homeland of Turkey, and in Germany, came to an end at 3am yesterday morning.

Exactly how Turkey's most wanted man was delivered into Ankara's hands remains, however, unclear.

According to the Greek government, Mr Ocalan left his shelter at the home of the Greek ambassador in Nairobi on Monday afternoon, in an attempt to seek asylum in Europe. He planned to fly to the Netherlands, but his car disappeared from view while being escorted to the airport. At this point Mr Ocalan was, said a Greek government spokesman, "the responsibility of the Kenyan government."

The Kenyan government

was yesterday hotly denying this version of events, accusing the Greek ambassador of lying.

Bonaya Godana, Kenya's foreign minister, said the Greek ambassador was asked to get Mr Ocalan out of the country as soon as his government realised the Kurdish leader was being hidden at the Greek embassy. Kenya, said Mr Godana, had "no role in the affair", while the Greeks "knew exactly where Mr Ocalan was being sent".

Whatever the truth, Mr Ocalan's arrival in Turkey ended a fruitless search for asylum which took him across the length and breadth of Europe.

Over the previous four months, the leader of the Marxist Kurdish Workers' party (PKK) had been expelled from Syria, failed to

gain refuge in Russia, and found a temporary home in Italy, where his presence caused a dramatic deterioration in diplomatic relations with Turkey. He was then deported, and wandered for a fortnight.

The odyssey began when Ocalan was expelled from Syria, the base of his guerrilla warfare against Turkey, on October 19.

The next day it was confirmed he had arrived in Moscow. On November 5, the Russian government announced that it had rejected his asylum request

despite an appeal from Russia's parliament.

Western Europe became involved in the saga when he appeared at Rome's Fiumicino airport carrying a false passport and was promptly arrested.

Massimo D'Alema's Italian government was only days old at the moment of his arrival and quickly became divided over what action to take. At the end of November, Mr D'Alema flew to Bonn, hoping to get the German authorities, who had issued two arrest warrants for Ocalan on terrorism charges, to file for his extradition. But Gerhard Schröder, the German chancellor, refused.

Italy's attempts to bring the PKK leader to trial at an international court also failed and on January 16 he left his heavily armed bunker in the Rome suburbs, which had been stocked with food for a lengthy stay, and was flown to an unknown destination.

Over the next few weeks, Turkish and US security services had difficulty establishing his whereabouts. There were reports that he

had tried, and failed, to return to Russia, then aiming for the Caucasus and Lebanon.

On February 1, his location again became known when an aircraft tried to land in the Netherlands and was refused permission. Yesterday it became clear that he had landed on the island of Corfu to refuel, and then flown to Nairobi. But even there, Mr Ocalan could find no safe haven.

The flight of Abdullah Ocalan

1 DAMASCUS:
Oct 19, 1998

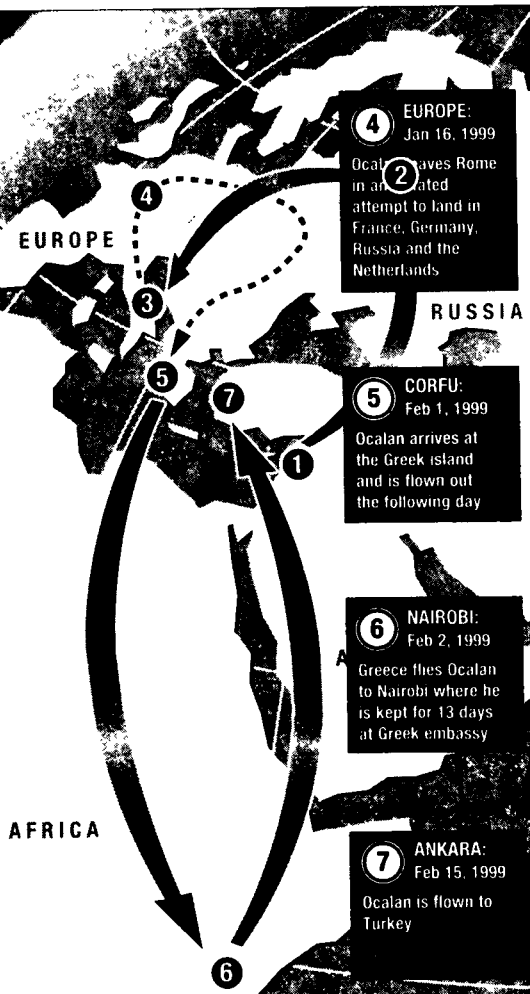
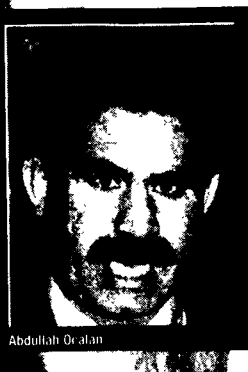
Ocalan confirms reports that he has left Syria

2 MOSCOW:
Nov 5, 1998

Ocalan is denied asylum in Russia despite appeal

3 ROME:
Nov 12, 1998

Ocalan arrested at Fiumicino airport



4 EUROPE:
Jan 16, 1999

Ocalan gives Rome in an attempt to land in France, Germany, Russia and the Netherlands

5 CORFU:
Feb 1, 1999

Ocalan arrives at the Greek island and is flown out the following day

6 NAIROBI:
Feb 2, 1999

Greece flies Ocalan to Nairobi where he is kept for 13 days at Greek embassy

7 ANKARA:
Feb 15, 1999

Ocalan is flown to Turkey

FINANCIAL TIMES

FEBRUARY 17 1999

In the end, Ocalan had no place to run

By Harvey Morris

Even as Turkey was springing the trap on Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader, this week, it was also reassuring the Kurds of neighbouring Iraq of its continuing role in helping to protect them from the regime of Saddam Hussein.

It was a recognition that, in a region that lives by the maxim "my enemy's enemy is my friend", Turkey and the Kurds of northern Iraq are prepared to help each other when it comes to Mr Ocalan.

The reassurance came on Monday in the form of Ankara's rejection of an Iraqi appeal to prevent the US and Britain using the US airbase at Incirlik in Turkey for attacks on targets in Iraq's northern no-fly zone.

A halt to such flights out of Incirlik would seriously disrupt the ability of the western allies to dominate the skies over Iraqi Kurdistan and might even tempt Saddam Hussein, the Iraqi president, to risk reasserting his control over the *de facto* autonomous north.

The rebuff to Baghdad reflected Ankara's acknowledgement of the role being played by the Iraqi Kurds over recent months in denying a safe haven to the Turkish Kurd guerrillas of Mr Ocalan's Kurdish Workers party (PKK).

The Iraqi Kurds are keenly aware that the border with Turkey is their main lifeline to the outside world

This co-operation stems from a peace accord, sponsored by the US and signed in Washington last September, between two previously warring Iraqi Kurdish parties - Masoud Barzani's Kurdistan Democratic party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talebani.

As part of the accord, the two parties pledged to drive the remnants of the PKK from areas under their control. According to Iraqi Kurds, the last remaining PKK bases and political offices that had survived in PUK-controlled territory have since been closed.

A PKK presence that may once have included as many as 4,000 armed guerrillas has been reduced to at most a few hundred, constantly on the move near the Iran-Iraq-Turkey border zone.

Although they had granted safe havens to the PKK in the past - and continue to give refuge to civilian Kurds from Turkey - the

Iraqi Kurds became concerned that Mr Ocalan was using his calls for pan-Kurdish independent statehood to win converts in Iraqi Kurdistan.

The policy of the Iraqi Kurdish parties is to limit their demands to autonomy for Kurds within the borders of their home states of Turkey, Iraq and Syria. Latif Rashid, London spokesman of the Iraqi PUK, said yesterday that Kurds were ready for a political solution "within the borders of those countries".

The Iraqi Kurds are keenly aware that the border with Turkey is their main lifeline to the outside world, as well as a source of revenue from unofficial customs dues on goods that flood into northern Iraq, many of them destined for the contraband market in Iran.

It is also the conduit for a lucrative trade in Iraqi diesel fuel illicitly shipped in the opposite direction in violation of UN sanctions. Reve-

nues from this two-way traffic have been unofficially valued at up to \$2m a day. Hence the need to maintain good relations with Ankara.

The US accord was part of

a process of squeezing Mr Ocalan's PKK that began with his expulsion from Syria last October after Turkey threatened military action if Damascus did not end its support for the PKK.

The PKK leader found himself with no place to run at a time when his movement's 14-year war against the Turkish central government was already faltering under the onslaught of heavy Turkish offensives, often accompanied by land incursions and air attacks on alleged PKK bases in Iraqi Kurdistan.

Iraqi Kurds said yesterday they hoped their clampdown, on the PKK presence in northern Iraq, followed now by the capture of Mr Ocalan, would put an end to such "hot pursuit" raids from Turkey.

The PKK vowed yesterday to continue its armed struggle, but its room for military manoeuvre is now severely constrained.

Since his expulsion from Syria, Mr Ocalan has shown

signs he was feeling the pressure. A number of statements recently issued in his name have referred to his support for a negotiated settlement of the Kurdish question.

Ironically a trial might now grant him the platform so far denied him by Ankara from which to expound his views on solving the Kurdish question.

Iraqi Kurdish officials were reluctant yesterday to welcome the capture of a fellow Kurd, even an enemy such as Mr Ocalan. But they expressed hope that his arrest might open the way for a peaceful settlement of the Kurdish question in Turkey, where Kurds constitute up to a fifth of the 60m population.

"Ocalan's policies have given a very negative image to the Kurdish issue," said Dilshad Miran, London representative of the KDP. "If this influence is eliminated, it may open a new page for a more civilised discussion than has so far existed."

FINANCIAL TIMES

FEBRUARY 17 1999

Quiet man who led 'cruellest' war

John Hooper was the last foreign journalist to speak to the Kurdish rebel chief before he disappeared from Italy last month

TO THE Turks, Abdullah Ocalan is a Marxist fanatic who sparked off a war in which 30,000 people have lost their lives. To Mr Ocalan and his supporters, things are more complex: They were reacting to the violence of a state which refused to recognise the Kurds' identity, and which, until quite recently, insisted on the fiction that they were "Mountain

Turks". "In Turkey", Mr Ocalan insisted, "the only avenue open to the Kurds was to take up arms."

In an interview with the *Guardian* last December, he stressed that the Kurdistan Workers' Party (PKK) wanted to move from warring to law-abiding. His arrest may make it impossible to establish whether he had undergone a genuine change of heart or was merely responding to the PKK's recent losses on the ground with a diversion.

Mr Ocalan was born 49 years ago in a village near the south-eastern Turkish city of Urfa. His parents were "very poor, illiterate and backward". "They had very little power to realise their dreams," he said. "That is what I saw most in my parents - their powerlessness". His

family had little awareness of being Kurds. "Until my teens, I was not conscious of my national identity."

He became involved in Turkish politics in the 1970s. Some 5,000 people died in street fighting between left and right before the army staged the coup in 1980 that prompted Mr Ocalan, a dropout from Ankara University's political science faculty, to flee into exile.

Two years earlier, he had founded the PKK as an ultra-left group bent not only on securing the independence of Kurdistan, but on a revolution that would demolish the power of the Kurds' often tyrannical *agas*, or landlords. Its rhetoric, which became tinged with anti-Zionist overtones as Turkey grew closer to Israel, was beginning to look dated even before the collapse of communism in the late

1980s and early 1990s.

Whether out of conviction or expediency, Mr Ocalan gradually toned down the revolutionary slogans. He also dropped his demands for outright independence, hinting that the PKK could settle for autonomy with a guarantee of cultural and linguistic rights.

As he changed tack, though, a rift opened up between his exiled leadership in Syria and some of the PKK's guerrillas on the ground. Last March, his former deputy, Semdin Sakik, defected to an Iraqi Kurdish group and was later captured by Turkish forces.

Mr Sakik complained that Mr Ocalan, who once called the struggle between the Turkish armed forces and the PKK the "dirtiest and 'cruellest in the world'", had taken no personal role in the fighting for more than a decade.

Years of exile have given

him a paunch and an unexpectedly easy-going manner. Only an ability to raise his voice suddenly and dramatically gives any hint that Mr Ocalan is the leader of a guerrilla movement with a fearsome reputation.

Not the least of the unresolved questions raised by his capture is how he will stand up to the rigours of detention in a state with a grisly human rights record.

The Guardian

February 17 1999

John Hooper in Rome,
Stephen Bates in Brussels,
Helena Smith in Athens and
Chris Morris in Ankara

Flame and fury as Ocalan seized

EUROPEAN cities were left reeling last night by the force of the protests which erupted across the continent after the Kurdish guerrilla chief, Abdullah Ocalan, was intercepted in a secret operation in Kenya and whisked to Turkey to face trial and possible execution.

The ripple of Kurdish reaction to Mr Ocalan's arrest spread rapidly from the early hours of yesterday morning. A PKK prisoner at a jail in south-eastern Turkey died when he set himself on fire, and another was severely injured in a similar protest. In Germany and Denmark, two women were rushed to hospital with serious burns after setting themselves ablaze.

Across Europe, Kurdish demonstrations were directed largely against the Greek authorities, following allegations that Greece had handed over Mr Ocalan. Greek embassies and consulates were occupied or attacked in more than a dozen cities.

Mr Ocalan's supporters took hostages at missions in the Netherlands and Switzerland and threatened mass suicides at embassies in Brussels, Bonn and London. Kenya's missions in Bonn and Vienna and United Nations' premises in Geneva and Armenia were also targeted.

The Greek ambassador in Vienna and some of his staff were taken hostage. In The Hague, the ambassador's wife, his eight year-old son and a Filipino servant were held. In Dusseldorf, Kurds who occupied the Greek consulate appeared briefly to be threatening to throw a man out of a window. In Frankfurt, vehicles were overturned and shop windows smashed. In Bonn and Leipzig, diplomatic officials were seized.

Theodoros Pangalos, Greece's foreign minister, threatened reprisals against Kurds, including expulsion to Turkey, unless the demonstrators withdrew. He said Greece's reaction would be "merciless".

Some Kurdish leaders pleaded with the demonstrators to end their protests, but in several cities demonstrators soaked their clothes in petrol and threatened to set

themselves aight — 150 claimed they would do so in Bonn.

Mr Ocalan, the man known to eight million Turkish Kurds as Apo or "uncle", is held responsible by the Turks for thousands of killings. He was flown back yesterday morning to Turkey, the country against which his guerrillas have fought a 14-year war, having apparently being snatched on his way to Nairobi airport from the Greek embassy in Kenya.

As the Greeks and Kenyans each tried to disclaim responsibility for his capture, the government in Nairobi demanded that Athens withdraw its ambassador, saying he could not be trusted.

The Kurdistan Workers' Party (PKK), which Mr Ocalan founded, vowed to press ahead with its struggle for self-rule in the mountainous south-east of Turkey. But the imprisonment of its charismatic leader has dealt it a crippling blow.

Mr Ocalan touched down at Istanbul at 3am local time yesterday, and was then flown to an air base in western Turkey.

His voice trembling with emotion, Turkey's prime minister, Bulent Ecevit, told a press conference: "We vowed



A woman sets herself on fire among Kurdish demonstrators outside the Greek embassy in London yesterday. They are demanding the release of their exiled leader, Abdullah Ocalan

we would get him wherever he was. We have carried out our promise." The PKK leader would "account for his actions to the Turkish courts".

Greece's suspected implication in the clandestine extradition could have dire implications for Costas Simitis's Socialist government. For many Greeks the Kurdish leader is seen as a folk hero, much like their own predecessors who fought for independence against the Turks. While the government denied collusion, a member of Mr Simitis's party called it "the most humiliating moment in Greece's modern history".

Mr Pangalos yesterday admitted what Athens had previously denied — that earlier this month the PKK chief's plane had been allowed to refuel on the island of Corfu before flying on to Nairobi where Mr Ocalan was then hidden on Greek embassy premises. Mr Pangalos said Greece had been negotiating with three African countries to secure political

asylum for the Kurdish leader when Mr Ocalan decided "against our advice" to seek refuge in the Netherlands.

Greek officials said Mr Ocalan's car had "disappeared mysteriously" as he was being driven to Nairobi airport.

Kenya's foreign minister, Bonaya Godana, said his government had been duped by Greece's ambassador in Nairobi, George Costorlas, who had flown the PKK chief and a group of followers into Kenya without clearing them with the authorities. Mr Godana said the ambassador had "vehemently denied" that Mr Ocalan was at his residence, and had only "owned up" when presented with conclusive evidence on Monday.

However, the guerrilla leader's lawyer in Germany appeared to lay much of the blame on Kenya. "My client was yesterday, based on a misrepresentation of the situation by the Kenyan authorities, effectively dragged out of the Greek embassy," Eberhard Schultz said.

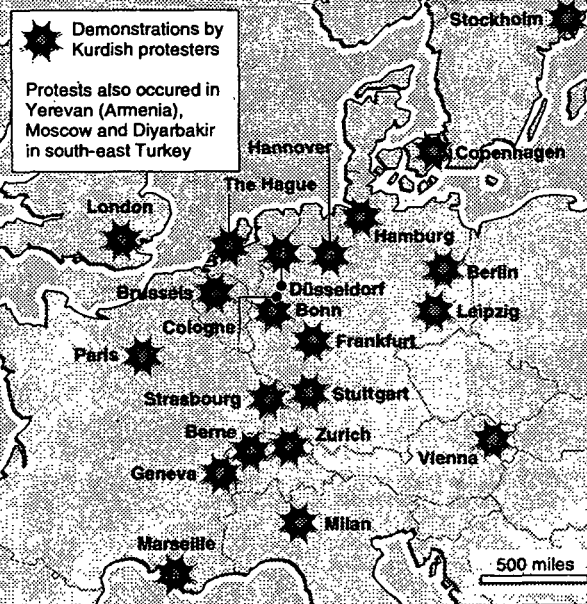
The PKK accused the United States and Israel of involvement. In Ankara, Mr Ecevit refused to explain how Mr Ocalan had been seized, but said that Turkish military and security personnel had taken part in the operation.

The PKK chief has been roaming the world since Turkey succeeded in getting him expelled from Syria last October. After a spell in Russia, he turned up in Italy in November.

Despite a threats from Turkey of a trade embargo, the Italian courts refused to extradite him. But under heavy pressure from the Italian authorities, Mr Ocalan left Italy in January.

In a statement to pro-Kurdish media, the PKK central committee said: "The Kurdish guerrillas and people must mobilise to carry out every kind of action against Turkey and other enemies." In the wake of yesterday's dramatic and violent events, what remains to be seen is who the Kurdish separatists now view as their other enemies.

Kurdish anger



The Guardian

February 17 1999

Kurdistan's woes go on

Ocalan arrest solves nothing

THE Turkish state's greatest enemy has been delivered into Ankara's hands, but the capture of Abdullah Ocalan will also draw unprecedented attention to the same state's greatest unsolved problem. Over the 75 years of its existence Kemalist Turkey has failed to achieve a stable or fair relationship with its Kurdish minority. It is true that the Turkish army has now more or less mastered the Kurdish insurgency. Ocalan's flight and capture will be seen by the establishment in Turkey as a triumph capping their military victories over the fighters of the Kurdish Workers Party and demonstrating diplomatic strength, in that they were able to ensure Ocalan was denied sanctuary.

If it is a triumph, it is one which conceals weakness. Military dominance has been achieved mainly by a cruel process of relocation which has depopulated the villages of Turkish Kurdistan almost as completely as Saddam Hussein destroyed those of Iraqi Kurdistan, as well as by vicious covert operations. The diplomatic success is also less than it seems. Ocalan's difficulties on the run probably owe more to American than to Turkish pressure, for the United States needs Turkish friendship and accepts the Turkish definition of the PKK as a terrorist phenomenon.

Ocalan has been an egomaniacal and

bloody leader, responsible for many atrocities. Yet the PKK emerged in the first place precisely because the Turkish state gave little political space to more moderate expressions of Kurdish national feeling. After the first attacks in 1984, the PKK insurgency gathered support because the response of army and state was so heavy handed. Ruthlessness fed on ruthlessness in a familiar manner. But the Turks would learn no lessons from other countries and other times except that which they took up from their own experience at the foundation of modern Turkey, which was that the unitary nature of the state could not be compromised in any way. The evidence suggests the majority of Turkish Kurds want only equal treatment, not independence. Yet the army and the politicians refused to explore peaceful solutions, either with the PKK, which again and again offered ceasefires, or with moderate Kurdish politicians.

Turkish generals may have seen the Kurdish conflict as justifying the army's extraordinary share of national resources after the Russian threat fell away. Turkish secular politicians, with the possible exception of Turgut Özal, whose untimely death may have lost the country the chance of a peaceful settlement, have lacked the imagination or the courage to take a different path. Bulent Ecevit, the prime minister of the weak government that rules Turkey at the moment, is the head of a party that has never diverged from the strict Kemalist line. The Islamist rivals of the secular politicians have Kurdish support and more flexible ideas, but unrealistically see a solution in religious terms.

The future of Turkish Kurdistan is an issue of European dimensions, as yesterday's protests showed, powerfully touching the lives of the many Kurds in Western Turkey and those of the large diaspora community in Europe, particularly Germany. PKK actions, both violent and non-violent, inside and outside Turkey, have to be expected. The Turks are likely to find their Kurdish policies subject to international scrutiny in a way they have never experienced in the past. Whether they are capable of it is not clear, but the Turkish political and military establishment should engage in some necessary and even revolutionary self-examination rather than assuming that the problem Abdullah Ocalan and the PKK represent has been settled by his capture.

Öcalan-Festnahme empört Kurden

PKK-Chef aus Kenia in die Türkei gebracht / Protest-Aktionen in ganz Europa

Die Türkei hat den als Staatsfeind Nummer eins verfolgten kurdischen PKK-Chef Abdullah Öcalan in einer Geheimaktion in ihre Gewalt gebracht. In elf europäischen Staaten stürmten daraufhin aufgebrachte Kurden diplomatische Vertretungen Griechenlands. In der Türkei tötete sich ein Kurde aus Protest gegen die Festnahme Öcalans.

FRANKFURT A. M., 16. Februar (rtr/ap/dpa/stg/ug). Der türkische Premier Bülent Ecevit teilte am Dienstag in Ankara mit, daß Öcalan, der Anführer der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK), in der Türkei inhaftiert sei und vor Gericht gestellt werden solle. Dem PKK-Chef droht dort die Todesstrafe. Regierungssprecher Sükrü Sina kündigte an, die Türkei wolle ein „rechtsstaatliches Beispiel“ geben.

Öcalan hatte zuletzt in der griechischen Botschaft in Nairobi (Kenia) Zuflucht gefunden. In die Geheimdienst-Operation zu seiner Ergreifung waren nach Angaben Ecevits nur zehn Personen eingeweiht. Nach Angaben der griechischen Regierung hatte Öcalan die Botschaft in Nairobi am Montag abend freiwillig verlassen. Der deutsche Anwalt Öcalans, Eberhard Schultz, sagte dagegen, der Kurdenführer sei „unter Vorspiegelung falscher Tatsachen“ verschleppt worden, nachdem ihm eine „positive Lösung“ seines Falles in Aussicht gestellt worden sei.

Aus Protest gegen Öcalans Festnahme verbrannte sich ein inhaftierter kurdischer Rebell im Gefängnis von Diyarbakir im kurdischen Teil der Türkei. Ein weiterer Insasse der Haftanstalt sei nach einem Selbstmordversuch mit schweren Verletzungen ins Krankenhaus gebracht worden, hieß es.

Im baden-württembergischen Hechingen übergab sich eine 17jährige Kurdin laut Polizei mit einer brennbaren Flüssigkeit, vermutlich Parfüm. Anschließend zündete sie sich an. Anwohner konnten die Flammen löschen. Mit erheblichen Verbrennungen wurde die 17jährige in die Klinik gebracht. Auch in Berlin versuchte eine Kurdin, sich selbst zu verbrennen.

Sie erlitt schwere Brandverletzungen an Gesicht und Händen. Auch in Kopenhagen zündete sich eine Kurdin an; sie wurde lebensgefährlich verletzt.

In ganz Europa besetzten Tausende Kurden in einer abgestimmten Aktion am Dienstag Botschaften und Konsulate Griechenlands und Kenias. In Deutschland waren daran offiziellen Angaben zufolge rund 2000 Kurden beteiligt. In mehreren Städten gab es heftige Ausschreitungen. Nach Polizeiangaben wurden mehrere Polizisten und Protestierende verletzt. In Köln zog sich ein Kurde schwere Verletzungen zu, als er aus einem Fenster im ersten Stock sprang. In Frankfurt am Main und Hamburg wurden von Kurden Autos umgeworfen. Die Polizei setzte Wasserwerfer und Schlagstöcke ein.



Unter Öcalans Blicken: Ein maskierter Kurde schaut vom Balkon der griechischen Botschaft in Den Haag hinunter. Sie war am Dienstag früh von rund 200 Anhängern von PKK-Chef Öcalan gestürmt worden, die drei Geiseln nahmen. In zahlreichen anderen Städten in Europa drangen Kurden in Botschaften Griechenlands und Kenias sowie in Konsulate ein. Sie protestierten dagegen, daß Öcalan aus der griechischen Botschaft in Kenia in die Türkei gebracht worden war. (Bild: Jasper Juinen/dpa)

In Stuttgart und Leipzig stürmte die Polizei am Nachmittag besetzte Konsulate. Sie befreite in Leipzig drei Geiseln.

Auch in der griechischen und der kenianischen Botschaft in Bonn hatten Besetzer insgesamt drei Geiseln genommen. In Bremen versuchten einige von über 100 Demonstranten, in den Landtag einzudringen. Sie wurden von der Polizei zurückgedrängt. In Düsseldorf begannen 120 Kurden einen Hungerstreik.

In vielen europäischen Großstädten stürmten Kurden griechische Botschaften und Konsulate, so in Zürich, Bern, Moskau und Stockholm. In Den Haag drangen 200 Kurden in die griechische Botschaft ein und nahmen Geiseln. Nach Angaben des griechischen Außenministers Pangalos bedrohten sie Frau und Kind des Botschafters mit einer Handgranate. In London und Brüssel drohten kurdische Besetzer der griechischen Botschaften mit Selbstverbrennungen.

In Wien hielten etwa 20 Kurden den griechischen Botschafter, seine Frau und drei weitere Diplomaten fest, während Griechenlands Staatspräsident Kostas Stephanopoulos in Österreich zu Besuch war. Demonstrativ nahm Österreichs Staatsoberhaupt Thomas Klestil am gesamten Programm des Gastes teil. Stephanopoulos will am heutigen Mittwoch vorzeitig nach Athen zurückkehren.

In Paris wurden 20 Kurden festgenommen, weil sie in die griechische Botschaft eindringen wollten. 30 Kurden drangen in Kenias Botschaft ein und nahmen mehrere Geiseln. In Genf besetzten nach Polizeiangaben rund 40 Kurden das Hauptgebäude der Vereinten Nationen.

Die Athener Regierung ordnete aus Furcht vor Übergriffen die Festnahme aller Kurden an, die sich auf offener Straße in Griechenland zeigen. Das verlautete aus griechischen Polizeikreisen.

Am Handy vorbereitet für den Tag X

Schon kurze Zeit nach der Festnahme von PKK-Chef Öcalan waren seine Anhänger europaweit auf der Straße

Von Edgar Auth, Ute Diefenbach
Ullrich Fichtner und Helmut Lölhöfel

In der Polizeikette rings um das griechische Konsulat am Wittenbergplatz steht ein gutes Dutzend Beamter, rote Feuerlöcher wie Taucherflaschen auf den Rücken geschnallt. Seit dem frühen Morgen, als 30 Männer und Frauen gegen fünf Uhr das Berliner Büro der Griechen besetzten, geht das Gerücht um, eine Kurdin habe sich mit Benzin übergossen und angezündet. Die Meldung, eilig von Stadtradios und Agenturen verbreitet, bleibt unbestätigt am Dienstag, am großen Protest- und Trauertag der europäischen Exilkurden, am Tag X für Abdullah „Apo“ Öcalan.

„Sie werden einen Kadaver aus ihm machen.“ Giyasettin Sayan, Kurde und Berliner PDS-Abgeordneter, zittert im eiskalten Schneeregen am rot-weißen Sperrband zum Konsulat. Sie, das sind die Türken, „die Folterer“, wie Sayan sagt. Sie, damit ist der Staat gemeint, den der PKK-Führer Öcalan nach langer Irrfahrt durch Europa sicher am meisten fürchten mußte. „Schluß mit dem Massaker in Kurdistan“ skandieren gegen Mittag gut 150 Aktivisten auf dem Platz vis-à-vis der Front des KaDeWe. Und oben stehen die Besetzer an offenen Fenstern im dritten Stock, zwei PKK-Fahnen flappen im Wind. In der Menge der Kurden pfeifen die Handys ihre Melodien.

Am Nachmittag macht sich auch Ismail Kosan auf den Weg. Auch er aus Kurdistan — und bündnisgrüner Abgeordneter. Einfach einreihen will er sich nicht. Mahnen will er seine Landsleute. „Wenn sie friedlich bleiben, können sie die Hilfe der Bundesrepublik erwarten.“ Wenn sie friedlich bleiben. Können sie wirklich? Kosan scheint skeptisch. Im schlimmsten Fall fürchtet er „eine unkontrollierbare Aktionskette“. Was immer er damit gemeint hat: Im baden-württembergischen Hechingen hat sich zu dieser Zeit bereits eine Kurdin mit einer brennbaren Flüssigkeit übergossen und angezündet. Das Mädchen, gerade mal 17 Jahre alt, wird mit erheblichen Verletzungen in eine Klinik nach Tübingen gebracht. Ist das schon der schlimmste Fall? Es sind viele Benzinkanister, die an diesem Tag an die Orte des Protestes geschleppt werden.

Werden die Strippenzieher der Proteste mäßigend wirken? Wer zieht die Fäden? Die PKK? Wer ruft die Handys an? Die kurdische Exilregierung? Wie ist es geschafter worden, daß nur eine knappe Stunde nachdem in Deutschland die Nachrichtenagenturen die Festnahme Öcalans meldeten, die ersten Krawalle losgingen — mitten in der Nacht? Tatsächlich so, wie es das Kölner Kurdistan Informationszentrum (KIZ) schildert? Da-



Von Düsseldorf bis Berlin, von München bis Hamburg kam es zu gewalttätigen Auseinandersetzungen, als PKK-Anhänger Konsulate besetzten. (Bilder: ap)

nach hatten Öcalans Gefolgsleute seit Montag abend, 18 Uhr, in Kenia keinen Kontakt mehr zum PKK-Chef. Das meldeten sie weiter. Gegen 23 Uhr verbreitete der Sender Med-TV, in Deutschland via Satellit zu empfangen, die Nachricht. Was folgte, lief nach Darstellung der Kölner „vollkommen spontan“ ab. Von einer zentralen Steuerung, von Telefonketten, wie sie die Polizei hinter den fast zeitgleich begonnenen Besetzungsaktionen sieht, will der KIZ-Sprecher nichts wissen. An die Kraft von Appellen aber glaubt man offenbar. Am Dienstag, gegen 14 Uhr, ruft Nizamettin Tas vom Zentralkomitee der PKK zur Besonnenheit auf. Das KIZ gibt die Erklärung von Tas weiter: „Die Wut muß mit kühlem Kopf in Protestaktionen umgesetzt werden. Die Menschen sollten sich nicht selbst verbrennen.“

Auch der Bündnisgrüne Ismail Kosan bezweifelt nicht, daß die Exilkurden schwer kontrollierbare Kommunikationsstrukturen aufgebaut haben. „Illegale Organisationen haben es da leichter.“

Kurden haben es schwer. Siamend Hajo vom kurdischen Elternverein in Berlin fragt resigniert, wer sich für ihr Schicksal überhaupt interessiere. „Egal, ob sie sich in ihrer Verzweiflung selbst verbrennen oder Hungers sterben, für die Öffentlichkeit sind sie doch immer nur böse Terroristen.“ Die Bilder dazu liefert an diesem Dienstag das Fernsehen — und irgendwie gleichen sie sich, ob in Frankfurt, in Hamburg, in Düsseldorf oder Leipzig. Nachrichtenagenturen melden „Spuren der Verwüstung“, mehrere hundert richten sie an — daß mehrere hunderttausend Kurden in Deutschland leben, meldet in diesem Zusammenhang niemand.

In Frankfurt wird das griechische Kon-

sulat gegen 5 Uhr morgens gestürmt. Vor dem Gebäude rufen rund 400 Sympathisanten Parolen wie: „Zahn um Zahn, Blut um Blut, wir sind mit dir, Öcalan.“ Wie schnell die Stimmung kippen kann, das zeigt sich, als sich einer der Botschaftsbesetzer um viertel nach zehn aus dem Fenster lehnt und Öcalans Auslieferung in die Türkei bekanntgibt. Steine fliegen, parkende Autos werden demoliert und umgeschmissen. Die Hundertschaften der Polizei greifen sofort ein. Ein Wasserwerfer hält die wütenden Kurden in Schach, Beamte setzen Schlagstöcke ein. Nach kurzer Zeit beruhigt sich die Lage wieder, entspannt hat sie sich nicht. „Jeder Kurde ist eine Atombombe“, fabuliert einer kämpferisch. Andere formulieren pathetische Forderungen in einer Mischung von Hilflosigkeit, Wut und Entschlossenheit: „Wir wollen, daß sich die Bundesregierung und die Vereinten Nationen einschalten. Sie sollen uns garantieren, daß Öcalans Leben nicht in Gefahr ist.“

Doch die sind an diesem Tag weit davon entfernt, solche Garantien an protestierende Kurden zu geben. In Bonn droht am Nachmittag Innenminister Otto Schily (SPD) den militanten Kurden, die Straftaten begehen, mit Abschiebung — außer, wenn ein Abschiebeschutz besteht: „Wir werden niemanden in den Tod schicken.“

Unbeantwortet bleibt zunächst die Frage, warum die Bundesregierung als EU-Vorsitzstaat erst am Dienstag morgen erfuhr, daß sich Öcalan in der griechischen Botschaft in Nairobi aufgehalten hat und er schon auf dem Weg in die Türkei war, als in Deutschland die PKK aktiv wurde. „Das Vorgehen spricht für eine zentrale Steuerung“, sagt Schily, ohne Genaueres preiszugeben. Offenbar wußten die deut-

schen Geheimdienste auch nichts.

Auch nach dem am 22. November 1993 verhängten Verbot der als „sicherheitsgefährdend“ eingestuften Kurden-Partei setzte sie in Deutschland ihre Arbeit bruchlos fort. Tatenlos sahen die Sicherheitsbehörden zu. Unter dem Stichwort „Deeskalation“ verhielt sich die Polizei bisher überwiegend passiv. So wurde allgemein geduldet, daß bei Kundgebungen und Protestaktionen verbotene PKK-Symbole und Öcalan-Portraits gezeigt wurden. „Wir können nicht tun, was wir müßten“, sagte ein leitender Bonner Polizeibeamter bei den Öcalan-Sympathieaktionen im November entmutigt, „denn da spielt die hohe Politik eine übergeordnete Rolle.“

Enttäuscht von der Wirkungslosigkeit des PKK-Verbots sind auch die Verfassungsschützer. „Die Tätigkeit der PKK und ihrer Nebenorganisationen läuft Strafgesetzen zuwider, gefährdet die innere Sicherheit und öffentliche Ordnung sowie die außenpolitischen Belange Deutschlands“, heißt es trocken in einem Bericht des baden-württembergischen Landesamts. „Die PKK verfügt über Mitglieder (Kader) und eine Vielzahl von Sympathisanten“, bilanziert der Verfassungsschutz in Mecklenburg-Vorpommern kühl. Und auch das rheinland-pfäl-

zische Landesamt beschreibt eine Tatsache: „Die PKK nutzt Deutschland und Mitteleuropa als Ruheraum.“ Daß die Öcalan-Anhänger in der Nacht zum Dienstag sofort mobilisiert werden konnten und schon eine Stunde nach der ersten Agenturmeldung von 3.27 Uhr die Bonner Botschaft erstürmt wurde, wundert Kenner der Szene nicht: „Die wissen, was sie zu tun haben, sind mit modernen Kommunikationsmitteln ausgerüstet und verfügen über viel Geld.“ Leitstelle der PKK ist die „Europäische Frontzentrale“ (Avrupa Cephe Merkezi), deren schätzungsweise 20 Mitglieder Decknamen tragen, nach Erkenntnissen der Sicherheitsbehörden „hochkonspirativ“ arbeiten und „ständig ihre Aufenthaltsorte wechseln“.

Als „straff zentralistisch durchorganisiert“ beschreiben Fachleute für Ausländerextremismus des Bundesamts für Verfassungsschutz die Binnenstruktur der PKK. Die Mitgliedschaft sei in zehn Regionen und etwa 30 Gebiete mit zahlreichen Untergebieten und Stadtteilgruppen aufgeteilt — gelenkt von „professionellen Kadern“, so ermittelten die Späher. Bei diesen Kenntnissen liegt der Schluß nahe: „Es war damit zu rechnen, daß Öcalans Irrfahrt zu Ende geht. Die waren auf den Tag X vorbereitet.“

Und die Kurden, die nicht in der PKK organisiert sind? Eine „bittere Situation“ ist nach Ansicht von Bayram Ayaz von der gemäßigten Kurdischen Demokratischen Partei (KDP-Bakur) nun entstanden. Die Festnahme Öcalans werde sehr negative Wirkungen auf die Kurden in der Türkei haben. Deren politische Organisationen werden nach seiner Meinung nun einige Zeit brauchen, bis sie wieder Massen mobilisieren können. Den PKK-Anhängern in Europa rät Ayaz, nicht neue Bilder von Autobahnblockaden zu produzieren, sondern „im Rahmen der Sicherheitsordnung“ ihrer Exilländer zu bleiben.

„Die Kurden werden Freunde brauchen“, sagt auch Mehmet Tanriverdi, der Vorsitzende der kurdischen Gemeinde in Deutschland. Er distanziert sich von Gewalt, kann aber die Verzweiflung seiner Landsleute verstehen. Den Einfluß der PKK in Deutschland mag er nicht beziffern, sagt aber: „Realität ist, die PKK bewegt einen wichtigen Teil der politisch aktiven Kurden in Deutschland.“ Der Kurdenkonflikt sei keineswegs von der Tagesordnung. Empört ist Tanriverdi über die Art, wie Öcalan in türkische Hände fiel: „Wir verurteilen diese Tat.“ Vor allem Griechenland hätte klar sein müssen, daß Öcalan in ein Land kommt, „wo ihm die Todesstrafe droht“.

Ende einer Irrfahrt

VON EVANGELOS ANTONAROS

Die Fluglotsen im Kontrollturm des Internationalen Atatürk-Flughafens von Istanbul stellten sich stur. Dem Privatjet ohne Kennzeichen wollten sie unter keinen Umständen die beantragte Landeurlaubnis erteilen. Eine Viertelstunde mußte die Maschine vom Typ Falcon-9 über der Metropole am Bosphorus kreisen. Erst als ein Anruf aus Ankara bei ihnen einging, erlaubten die Fluglotsen dem Piloten um drei Uhr in der Nacht die Landung.

Sofort wurde die Maschine zu einem abgelegenen Platz geleitet. Schnell mußten die geheimnisvollen Passagiere in ein anderes Flugzeug umsteigen, das sie dann zum größten Luftstützpunkt Bandirma auf der asiatischen Istanbul-Seite flog. Dann ging es weiter zum Militärflughafen bei Ankara. Ein Flugzeug wurde in einem gepanzerten Fahrzeug abgeholt.

Erst knapp sechs Stunden später gab Ankaras sozialdemokratischer Ministerpräsident Bülent Ecevit die Identität des geheimnisvollen Passagiers mit unüberhörbarer Genugtuung preis: „Abdullah Öcalan befindet sich in der Türkei. Wir haben immer gesagt, daß wir ihn holen würden. Nun haben wir ihn. Die Ju-

stiz hat jetzt das Wort.“ Die seit Mitte Oktober anhaltende Odyssee des Chefs der separatistischen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) endete am Dienstag morgen im Hauptquartier des türkischen Geheimdiensts in Ankara.

Der Dauer-Irrflug des militanten Kurden beginnt vor genau einem Monat: Am 16. Januar geben die italienischen Behörden bekannt, er habe als freier Mann das Land verlassen — eine seltsame Freiheit. Denn niemand außer Ankara will ihn haben, kein europäisches Land gewährt ihm Asyl. Zwei Wochen bleibt sein Aufenthaltsort unbekannt, vermutet wird er auf einem Flughafen in Rußland. Moskau, von der Türkei unter Druck gesetzt, will sich des unbequemen Gasts wieder entledigen. Am 1. Februar meldet der niederländische Rundfunk: „Öcalan ist die Landung in Amsterdam, wo er den Internationalen Schiedsgerichtshof einschalten wollte, verweigert worden.“

Tagelang fliegt er kreuz und quer durch Europa. Seine Maschine darf in Zürich und Mailand auftanken, dann muß er weiterfliegen. Treibstoffnot zwingt Öcalan auch zu einem Appell an die Griechen. Athen erlaubt ihm ausnahmsweise die Zwischenlandung, wie Außenminister Theodoros Pangalos bestätigt. Öcalans Gastspiel bleibt geheim, um un-

nötige Belastungen des ohnehin schlechten Verhältnisses zu Ankara zu vermeiden. „Wir haben von Anfang an klargemacht, daß er in Griechenland nicht bleiben könne“, sagt Pangalos.

Die nächste Station heißt Minsk, wissen griechische Medien. Aber auch in der weißrussischen Hauptstadt ist der mit internationalem Haftbefehl gesuchte Kurde nicht willkommen. Öcalan verläßt Europa in Richtung Afrika. Seit gut zwölf Tagen, soviel scheint festzustehen, durfte sich der PKK-Chef in der Residenz des griechischen Botschafters in Kenia aufhalten. Pangalos bestätigt das: „Aus humanitären Gründen haben wir ihm ein provisorisches Refugium angeboten.“ Der Außenminister beauftragt griechische Diplomaten, mit den Regierungen „von drei afrikanischen Ländern“ zu verhandeln. Öcalan wird ungeduldig. Er will nach Europa zurück.

Seine tollkühne Idee: Er stellt sich den Behörden in Deutschland, wo ein Strafverfahren gegen ihn läuft. Sein Ziel: das Kurdenproblem und seinen speziellen Fall zu einem Politikum zu machen. Pangalos stellt dazu fest: „Wir haben ihn von seinen Reiseplänen abzubringen versucht.“ Aber Öcalan läßt sich nicht umstimmen. Am Montag abend verabschiedet er sich in Nairobi und läßt sich, von griechischen Diplomatenautos

17. Februar 1999

DIE WELT

begleitet, zum Flughafen fahren. Darüber, was dann passiert ist, gibt es bisher keine Gewißheit. Die Version des griechischen Außenministers Pangalos hört sich so an: „Auf dem Weg zum Flughafen scherte Öcalans Auto aus dem Konvoi aus und raste davon.“ Die Griechen hätten keine Möglichkeit gehabt, ihm nachzufahren.

PKK-Freunde in Athen verbreiten eine andere Version: „Öcalan ist von den griechischen Behörden zur Verzweiflung getrieben worden.“ Angeblich habe man ihm gesagt, er dürfe die griechische Gastfreundschaft in Nairobi nicht mißbrauchen.

Man habe ihm nahegelegt, aus der Botschaft auszuziehen und in einer Kirche Zuflucht zu suchen.

„Wir können nicht zulassen, daß das Kurdenproblem zu einem griechisch-türkischen Konflikt wird“, sagt Pangalos derweil in Athen und läßt am Montag mittag, als noch nichts über Öcalan der Öffentlichkeit bekannt ist, schwerbewaffnete Polizisten den zentralen Athener Komoundourou-Platz von Hunderten von irakischen Kurden räumen, die seit Monaten dort kampieren.

Doch es bleiben Fragen: Ist Öcalan von korrupten kenianischen Polizisten verschleppt worden? Ging er

Agenten des türkischen Geheimdiensts in die Falle? Haben CIA und der Mossad mitgeholfen? Oder ist er in das Flugzeug gestiegen, wo er Gesinnungsgenossen vermutete und türkische Geheimdienstler vorfand?

Ecevit hat nur wenig zum Ablauf der Nacht-und-Nebel-Aktion beizutragen: Nur gut zehn Geheimdienstmitarbeiter hätten von der Aktion gewußt. Auch Athens Regierung hält sich mit Details zurück. Pangalos: „Was außerhalb des Botschaftsgebietes passiert ist, interessiert uns nicht mehr.“

Größtes Volk ohne eigenen Staat

24 Millionen Kurden leben in sechs Ländern

VON DIETRICH ALEXANDER

Berlin - Die Kurden gehören zu den alteingesessenen Völkern des Nahen Ostens. Mit etwa 24 Millionen Menschen ist es das größte Volk der Welt ohne einen eigenen Staat. In der Türkei leben etwa die Hälfte aller Kurden, die übrigen verteilen sich auf den Irak, den Iran, Syrien, Armenien und Aserbeidschan.

Obwohl sie in allen diesen Ländern eine Minorität darstellen und mit weniger Rechten als das jeweilige Staatsvolk ausgestattet sind, hat sich bei den Kurden eine „eigene Identität“ erhalten. Diese macht sich vor allem fest an der kurdischen Sprache, der Religion (die meisten Kurden sind Moslems, es gibt aber auch Christen) und das Siedlungsgebiet.

Der Name „Kurde“ findet erstmals im 7. Jahrhundert Erwähnung. Damit wurden die Angehörigen unterworfenen Stämme in den Bergen des heutigen türkisch-irakisch-iranischen Grenzgebietes bezeichnet.

Durch Diplomatie und militärischer Gewalt gelang es dem Osmanischen Reich im 16. Jahrhundert, die meisten der kurdischen Dynastien und Clans in das Großreich einzugliedern. Nach den Balkankriegen (1910-1913), dem Ersten Weltkrieg und dem Zerfall des Osmanischen Reiches erhofften sich die Kurden mit dem Friedensschluß von Sèvres 1920 die Errichtung eines eigenen Staates.

Doch dieser Vertrag, der den Rahmen für Autonomieverhandlungen absteckte, wurde nie umgesetzt. Im Folgevertrag von Lausan-

ne (1923) fand Kurdistan keine Erwähnung mehr. Es wurden dort zwar Rechte nicht-moslemsischer Minderheiten angesprochen, nicht jedoch jene der Kurden. Republikgründer Kemal Mustafa, genannt „Atatürk“, lehnte eine Vollintegration der Kurden oder gar eine Teilautonomie strikt ab. Das ist bis heute türkische Staatspolitik.

Heute gibt es etwa 50 verschiedene kurdische Parteien und Gruppen, die zu einem einheitlichen Auftreten nicht in der Lage sind. Abdullah Öcalan ist sicherlich der wichtigste Kurdenführer. Doch im Nordirak etwa streiten Massud Barsani und Dschalal Talabani um die Vorherrschaft. Barsani, der Führer der Demokratischen Partei Kurdistans (DPK), entstammt einer alten Adelsfamilie, die sich seit Jahrzehnten am Kampf für die Unabhängigkeit der Kurden beteiligte. Talabani kämpfte lange an seiner Seite, ehe er 1975 seine eigene Patriotische Union Kurdistans (PUK) gründete. Die DPK wird von Irak, die PUK von Iran unterstützt.

Schily fordert harte Reaktion

Bonn rechnet mit weiteren Gewalttaten der PKK-Anhänger und erhöht die Sicherheitsvorkehrungen im ganzen Land. Der Bundesinnenminister droht militanten Kurden mit der sofortigen Abschiebung

VON MARTIN S. LAMBECK

Bonn - Die in Deutschland wegen der Festnahme von PKK-Chef Öcalan gewaltsam protestierenden Kurden „werden die Konsequenzen ihres Handelns zu tragen haben“, sagt Bundesinnenminister Otto Schily (SPD). Wie diese Konsequenzen aussehen, fügt Schily gleich hinzu. Kurdische Straftäter würden abgeschoben - „soweit dies gesetzlich möglich ist“. Jede weitere Gewalt „dient der Sache der Kurden nicht“. Mit energischem

Blick schaut Schily in die Runde.

Der Innenminister tritt an diesem Veilchendienstag des Bonner Karnevals als Mann für Recht und Ordnung auf. Hartes Vorgehen gegen die Kurden ist das Gebot der Stunde. Alles steht in der Bundesregierung im Zeichen der Kurden-Krise. Schily wird neben seinen Personenschützern zur Pressekonferenz durch Bereitschaftspolizei gesichert. Angesichts der Gewalttaten und der Geiselnahmen durch Öcalan-Anhänger der kurdischen Terrororganisation PKK sind Kri-

senstäbe im Auswärtigen Amt und im Bundesinnenministerium gebildet worden. Schily fordert alle Kurden auf, sich sofort aus den besetzten Konsulaten und Botschaften zurückzuziehen. Im Hintergrund ertönen die Martinshörner einer weiteren Polizeikolonne, die zur kenianischen Botschaft in Bad Godesberg rast, wo die Kurden schon am Morgen drei Kenianer als Geiseln genommen haben.

Die Abschiebungsdrohung ist greifbar. Bei den Festnahmen randalierender Kurden in Bonn filmt und fotografiert die Polizei sorgfältig

17. Februar 1999

DIE WELT

tig jeden Widerstand gegen die Staatsgewalt. Hinter den Kulissen ist in der Bundesregierung die Parole „Durchgreifen“ ausgegeben worden. Nach dem Wahldebakel in Hessen wegen der von Bonn geplanten doppelten Staatsbürgerschaft sind für die Regierung Zusammenhänge in den Köpfen der Bürger greifbar. In Bad Godesberg sagt bereits einer der Umstehenden angesichts des Kampfs von Polizeibeamten mit Kurden: „Und die kriegen bald alle die doppelte Staatsbürgerschaft.“

Schily sieht die europaweiten Besetzungs- und Protestaktionen als „zentral“ gesteuert an. Sie zeigen das „unkalkulierbare Gefährdungspotential“ der PKK „für die innere Sicherheit“. Im Innenministerium rechnet man mit weiteren

gewalttätigen Aktionen. Über Polizeiaktionen für etwaige Geiselfreiungen will Schily nichts sagen. Er gesteht ein, daß die kurdischen Straftaten „immer geeignet“ seien, Vorurteile gegen die doppelte Staatsbürgerschaft zu nähren. Und dann betont Schily, was als erster Gerhard Schröder in Berlin gesagt hat: Eigentlich wolle man ja gar keine doppelte Staatsbürgerschaft. Es gehe „um die Modernisierung des Staatsbürgerschaftsrechts, nicht um die Herbeiführung von doppelten Staatsbürgerschaften“.

Ähnlich wie zuvor der Kanzler, weist auch Schily jede deutsche Kenntnisnahme oder gar Beteiligung an der Aktion zur Ergreifung Ocalans weit von sich. Nicht einmal vom Aufenthalt des PKK-Chefs in Kenia habe er gewußt:

„Mir war das nicht bekannt.“ Deutschland trage „keine Verantwortung für die jetzige Lage“.

Mit seinem harten Kurs nimmt Schily an diesem Tag der Union gleichsam den Wind aus den Segeln. CSU-Landesgruppenchef Michael Glos fordert: „Wer das Gastrecht mißbraucht und Einrichtungen befreundeter Staaten besetzt, mutwillig zerstört und Geiseln nimmt, muß festgenommen und gegebenenfalls abgeschoben werden.“ Unionsfraktionsvize Jürgen Rüttgers fordert: „Gegen die Botenschaftsbesetzer muß entschlossen und konsequent vorgegangen werden – bis hin zur Ausweisung und Abschiebung. Wir dürfen nicht dulden, daß innertürkische Konflikte gewaltsam auf deutschem Boden ausgetragen werden.“



In Frankfurt am Main hatten sich Hunderte von kurdischen Demonstranten versammelt. Die Polizei mußte Wasserwerfer einsetzen, umgestürzte Autos zeugen noch von den Auseinandersetzungen

FOTO: DPA

«Lo abbiamo preso, Pkk arrenditi»

DA UNO DEI NOSTRI INVIATI

ISTANBUL — Sui teleschermi delle case di Istanbul e della sterminata Anatolia l'annuncio è arrivato di prima mattina con la voce fioca del primo ministro Bulent Ecevit: «Ho una buona notizia per il popolo turco: il capo del Pkk è qui, dalle tre di questa notte (le due ore italiane, ndr). Pagherà i suoi crimini davanti ai tribunali indipendenti del Paese». Ma la data, il luogo e le modalità del processo (alto tradimento e attentato alla Costituzione) contro Ocalan — il presidente del Partito dei lavoratori curdi accusato da Ankara di essere responsabile della morte di circa 29

mila persone — sono particolari che il premier ha lasciato in secondo piano. L'importante è averlo preso.

Per ora l'impegno di Ecevit davanti alla comunità internazionale è un processo equo: «Ocalan sarà interrogato da esponenti della magistratura civile e non da ufficiali delle forze di sicurezza». Ma in strada, e ieri era la tv di Stato «Trt» a rilanciare quelle urla, in molti hanno invocato l'impeccazione per il nemico numero uno, che in effetti rischia la morte, sebbene la pe-

na capitale non venga applicata in Turchia dall'84.

Questo urlano uomini e donne che brandiscono le bandiere con la mezzaluna e la stella. Ma la linea annunciata dal premier turco, l'«uomo della provvidenza» che si gioca tutto alle prossime elezioni anticipate di aprile, è un'altra: «Chiedo ai guerriglieri curdi di deporre le armi e di abbandonare la lotta per l'indipendenza del Kurdistan. Siete in un vicolo cieco». Lo stesso appello lan-

ciato dal presidente Demirel. E per non lasciare nulla di intentato dopo la rocambolesca cattura di Ocalan, il presidente del Parlamento, İsmet Çetin, ha detto che in tempi rapidissimi potrebbe essere convocata una sessione straordinaria per approvare una legge sui pentiti: un provvedimento per invogliare chi vive in clandestinità ad autodenunciarsi in modo da smantellare la struttura militare del Pkk. Ma il comandante Nissamet Tas, responsabile

delle operazioni militari del Pkk, attraverso le parabole della «Med Tv» ha chiamato a raccolta tutti i curdi che vivono in Turchia per «una nuova intifada». A Diyarbakir tre militanti si sono dati fuoco per protesta, lo stesso hanno fatto altri uomini di «Apo» nella prigione di Batman. Ci sono stati feriti di avvocati e simpatizzanti del partito filo-curdo Hadep.

Ocalan avrebbe toccato il suolo turco all'aeroporto militare Bandirma. Da Nairobi a Istanbul ha volato a

bordo di un «Falcon 900» che, secondo i quotidiani *Hurriyet* e *Milliyet* sarebbe di proprietà dell'uomo d'affari Cavit Caglar, ex azionista della rete televisiva «Ntv» ed ex ministro. Tra le mille indiscrezioni rimbalzate tra Istanbul e Ankara, la rete «Atv» ha fornito questa ricostruzione: «Apo» è stato fatto scendere dall'aereo e subito imbarcato su un gommone militare che a tutta velocità ha solcato le acque del mar di Marmara e depositato il prigioniero a bordo della fregata «Zafer». A quel punto la nave militare ha fatto rotta sull'isola di Imrali che si trova tra il Bosforo e i Dardanelli. E' qui che sarebbe stato rin-

chiuso Ocalan: in occasione del golpe del 1960, in questa stessa caserma fu portato e poi impiccato il premier Adnan Menderes. Una volta messo al sicuro Ocalan — anche se altre fonti giornalistiche turche lo segnalano ad Ankara o a Diyarbakir dove attualmente è sotto processo Semdin Sakik, già numero due di «Apo» che poi disertò in Nord

Iraq — le autorità turche non hanno voluto assolutamente fornire particolari. Necati Bilican, capo della polizia: «Si temono tensioni, quindi ci vuole

conoscenza soltanto dieci altissimi dirigenti turchi... Non rivelerò mai i dettagli dell'operazione condotta grazie al coordinamento del capo di stato maggiore e dei servizi di sicurezza. Negli ultimi 12 giorni lo ab-

biamo seguito in vari continenti. E ora il luogo dove è detenuto non è ancora definitivo».

Ankara teme però che i disordini scoppiati in mezza Europa possano degenerare fino al punto di mettere in pericolo la sicurezza dei turchi all'estero: per questo sono stati convocati gli ambasciatori di 21 Paesi per prevenire attacchi terroristici contro obiettivi turchi. Ma è anche il fronte interno a preoccupare Ecevit: «Dopo essere stato cacciato da tutti ora Ocalan è in mani turche. Tutti devono capire che nessuno può sfidare il nostro Stato e nessuno potrà andare da nessuna parte col separatismo».

riflettori di tutto il mondo sono accesi sul processo Ocalan. Che, secondo il giurista Ugur Alacakaptan, dovrebbe tenersi davanti a una corte della sicurezza dello Stato che giudica il «tradimento» finalizzato a dividere il Paese e l'attentato alla Costituzione.

Dino Martirano

Corriere della Sera

MERCOLEDÌ 17 FEBBRAIO 1999

E la Grecia «traditrice» si scopre in prima linea nella crisi

DAL NOSTRO INVIATO

ATENE — Una maledizione ha accompagnato, dall'inizio alla fine, la disperata fuga di Abdullah «Apo» Ocalan, che ora è in prigione in un'isoletta turca e rischia la condanna a morte. L'odissea del leader del Pkk ha infatti colpito due Paesi particolarmente vicini al popolo curdo. All'inizio ha pagato l'Italia, duramente penalizzata dalla Turchia, per aver ospitato, a Roma, il fuggiasco. Alla fine ha pagato la Grecia, che nella lotta dei curdi contro Ankara aveva specchiato la propria contro l'impero ottomano.

Ora, nei confronti di Atene, accusata di tradimento, si è scatenata la furia dei guerriglieri e dei loro sostenitori, che hanno assaltato ambasciate e consolati greci in tutta Europa, facendo tremare un governo amico, quello di Costas Simitis, che per primo aveva sostenuto il diritto di Ocalan all'asilo politico in uno dei Paesi dell'Unione Europea.

Dopo l'ultimo e inglorioso capitolo che ha avuto come scenario il Kenia, i curdi sospetta-

no d'essere stati venduti. Sacrificati sull'altare del cinismo e della realpolitik. Ieri sera, con un tagliente annuncio, il Pkk ha indicato i nuovi obiettivi: «La Grecia ci è nemica. Invece di darvi fuoco, colpitemela!». Non era mai accaduto.

Il governo di Atene, e in particolare il ministro degli Esteri Theodoros Pangalos, si difende sostenendo d'aver trovato, per ragioni umanitarie, «uno spazio di rifugio» a Ocalan in Kenia, e d'aver cercato di impedire, fino all'ultimo, l'uscita del leader dalla residenza (la villa dell'ambasciatore greco a Nairobi, George Kostoulas), nella quale «Apo» si trovava da 12 giorni.

La versione ufficiale è che il guerrigliero ha condotto personalmente le trattative con le autorità del Kenia, finendo nella trappola. C'è persino chi sostiene (ma c'è da dubitarne seriamente) che Ocalan si sarebbe deliberatamente consegnato al nemico. In tutti i casi, Atene non avrebbe spinto Abdullah Ocalan tra le braccia dei turchi, però non avrebbe fatto nulla

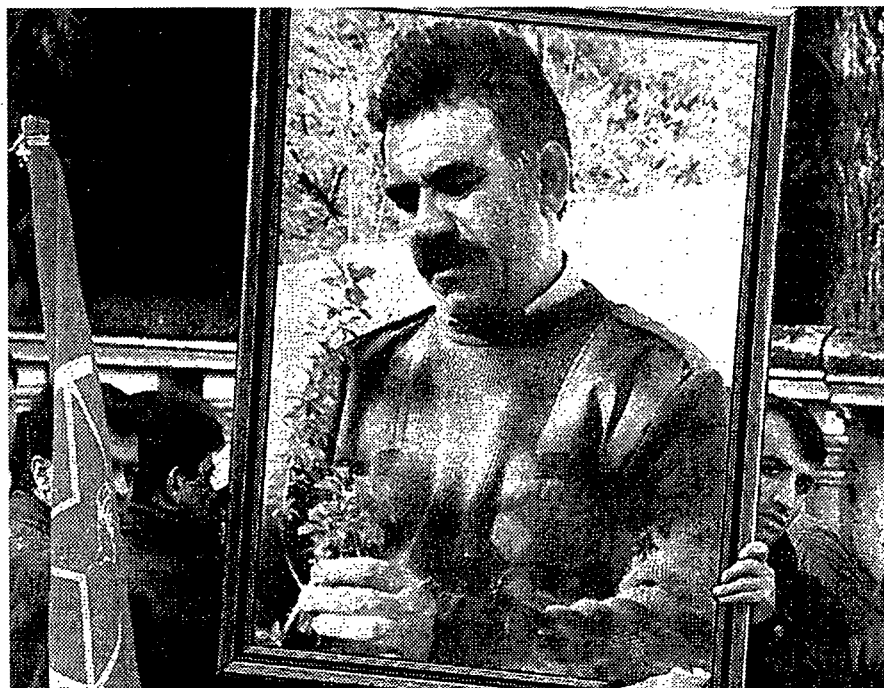
per impedire che ci finisse.

Fainos Kranidjotis, avvocato greco dell'Ernk (Fronte nazionale per la liberazione del Kurdistan), il braccio politico del Pkk, racconta: «Ho incontrato Ocalan sabato scorso, a Nairobi. Mi ha detto d'aver rifiutato l'offerta dell'ambasciata e dei servizi segreti greci

di nascondersi in una chiesa ortodossa della capitale africana, oppure in una villa della periferia, coperta da immunità. A un certo punto una delle sue guardie del corpo, una donna, ha estratto la pistola e ha minacciato di uccidersi se il suo capo fosse stato costretto ad uscire. So che ad Apo era stato da-

to un ultimatum: poteva restare nella residenza fino a lunedì».

Lunedì è uscito, ed è sparito. Gli hanno detto: «Andiamo all'aeroporto. Si parte per l'Olanda». Era una delle destinazioni preferite dal leader curdo. Ma, chiuso il portellone, il Falcon ha fatto rotta verso Istanbul. Dice la Grecia: «Se l'è cer-



LONDRA Parte della comunità curda è sfilata in silenzio, poi gli scontri con gli agenti

cata». Risponde Nairobi: «Non sapevamo niente. Ci hanno nascosto la presenza di Ocalan, ed ora Atene richiami il suo ambasciatore. Non ci fidiamo di lui».

Il paradosso è che, mentre la Grecia cerca di salvare una versione colabrodo, è la Turchia a raddoppiare, in sostanza ringraziando i «nemici» ellenici per il loro realismo. Certo, la ricostruzione dell'ultimo capitolo di questa storia dram-

matica è impastata di ambiguità.

L'ex capitano di vascello Andonis Naxakis, simpatizzante del Pkk, sostiene di essere andato personalmente a prelevare Abdullah Ocalan a San Pietroburgo, e di averlo accompagnato ad Atene. «Qui è rimasto 24 ore, poi lo hanno preso i servizi segreti. Mi vergogno perché mi sento moralmente complice di quanto ha fatto il mio Paese».

Che Ocalan si sia fermato ad Atene per 24 ore è certo. Lo ha ammesso la donna che lo ha ospitato, in una villetta di Nea Makri, un paese a metà strada tra la capitale e Maratona. L'anziana signora, la scrittri-

ce Vula Damianaku, simpatizzante comunista, ha rivelato: «Hanno bussato alla porta. Un amico mi ha detto: fuori c'è Ocalan. Trovagli un letto. Mi sono sentita mancare».

Il giorno dopo Ocalan era in volo per Minsk, poi di nuovo in Grecia, a Corfù, e infine a Nairobi, meta fatale. Ora Atene, sconvolta per gli attacchi alle sue ambasciate, lancia inascoltati ultimatum contro gli autori di questi «atti barbari». Yasser Kaya, presidente del parlamento curdo in esilio, cerca di dare una mano, invitando ad interrompere tutte le manifestazioni violente.

In Grecia sono almeno

cento i militanti curdi arrestati negli ultimi due giorni. Ma una parte dell'opinione pubblica non ce l'ha con loro, bensì con il governo socialista. In serata vi sono state due imponenti manifestazioni davanti al parlamento. E scontri velenosi sono esplosi all'interno del Pasok, partito di maggioranza. L'opposizione tuona. A Salonico venti curdi hanno cominciato lo sciopero della fame.

Antonio Ferrari

La rabbia curda esplode in tutta Europa

Da Vienna a Mosca, da Londra e Erevan, assalto alle ambasciate, diplomatici in ostaggio, scontri con la polizia

La rivolta scoppia all'alba. È un tam tam che corre sulle linee telefoniche di tutta Europa, un passaparola rapido, sincronizzato, infallibile, che nel giro di poche ore si propaga di città in città, di Paese in Paese, tra le comunità curde dell'intero continente. Vienna, Milano, Berlino, Bonn, L'Aja, Londra, Parigi, Stoccolma, Copenaghen. Fino a Mosca. Fino a Erevan. Assalto alle ambasciate, cattura di ostaggi, scontri con la polizia. Taniche di benzina, roghi e tentati suicidi sulle piazze d'Occidente. Ocalan, padre e simbolo della lotta curda, è in mano ai turchi. Il Popolo senza Stato e senza Amici avrà la conferma alle dieci del mattino, quando un comunicato del primo ministro turco in persona, Bulent Ecevit, annuncia l'arresto. Ma la notte, con il suo via vai di voci, indiscrezioni e sospetti sulle trame segrete che hanno portato «Apo», lo «zio» dei curdi, dalla Grecia al Kenia e da lì alla nemica Ankara, è sufficiente a far temere il peggio. E lunga abbastanza per preparare la rivolta. Contro la Grecia, Paese amico che forse ha tradito. Contro il Kenia che l'ha consegnato. Uomini, donne, bambini, martiri e combattenti di nuovo per strada. Come fecero a ottobre, quando marciarono su Roma in massa per chiedere l'asilo politico a Ocalan. Ma stavolta quella dei curdi rischia di non essere una protesta pacifica. «Se Ocalan sarà condannato a morte — avverte Cemal Deniz, portavoce del movimento a Helsinki — sarà la fine del mondo».

Austria. È Vienna la capitale simbolo della rivolta. Alle 5 del mattino, 15 curdi occupano l'ambasciata greca. Prendono in ostaggio l'ambasciatore Ioannis Yennimatas, la moglie e tre collaboratori. Contemporaneamente, militanti del Partito dei Lavoratori del Kurdistan occupano la sede della legazione keniana. In città si teme di peggio. È in visita il presidente greco Costis Stephanopoulos. L'uomo del «voltafaccia». Corre voce che comandi del Pkk abbiano minacciato di rapirlo e ucciderlo. Le misure di sicurezza vengono rafforzate, ma il presidente decide comunque di tornare ad Atene. Dall'ambasciata greca, il Fronte di liberazione nazionale del Kurdistan (l'Ernk, braccio politico del Pkk) detta le sue condizioni all'Europa. Chiede che la Turchia garantisca piena sicurezza a Ocalan, che un tribunale internazionale vegli sulle condizioni di detenzione del leader curdo, che si crei una delegazione di rappresentanti europei incaricata di dialogare con Ankara. «Se non avremo una risposta, resteremo tutta la notte e domani e domani ancora» dichiara un portavoce curdo. La polizia si limita a circondare l'edificio, ma l'ambasciatore dall'interno chiede che non si intervenga con la forza. «Temo — dice per telefono il diplomatico — che questa situazione pos-

sa andare avanti per giorni».

Germania. Tornano i roghi, come nel Vietnam degli anni Sessanta. I curdi come i monaci buddisti, a Berlino e a Hechingen, nel Baden-Württemberg. Nella prima città è una donna a cospargersi di benzina e darsi fuoco, sfigurandosi. Gli altri 150 dimostranti, che sono con lei davanti al consolato greco, minacciano di fare lo stesso. A Hechingen, si immola una ragazza di 17 anni. Con una boccetta di profumo e un fiammifero. La soccorrono i vicini di casa, trasportandola all'ospedale di Tubinga.

La comunità curda tedesca, 400 mila immigrati, esplose in tutte le maggiori città. Assalto all'ambasciata greca di Bonn. Urta e pianti di donne che invocano il nome di «Apo». Cortei, macchine rovesciate, vetrine rotte ad Amburgo e Francoforte. A Dusseldorf, i dimostranti occupano il consolato e minacciano di scaraventare un impiegato dalla finestra. A Lipsia interviene la polizia per liberare tre ostaggi. A Colonia anche: 32 curdi vengono arrestati.

Olanda. Ostaggi pure all'Aja. Nella città, considerata la capitale della giustizia internazionale, decine di curdi invadono nella notte la residenza dell'ambasciatore greco sequestrando la moglie, il figlio del diplomatico e una domestica filippina. Bandiere e striscioni con la foto di «Apo» vengono appesi alla balconata. Una cinquantina di altri manifestanti vengono arrestati.

Gran Bretagna. A Londra si ripete il martirio. Una donna curda si dà fuoco nel pomeriggio davanti all'ambasciata greca.

Da Helsinki, il portavoce del Pkk avverte: «Sarà la fine del mondo»
Dall'Austria, minacce di morte al presidente greco Stephanopoulos

Corriere della Sera

MERCOLEDÌ 17 FEBBRAIO 1999

mentre altri manifestanti appiccano le fiamme al giardino. A frenare

l'assalto, un contingente antisommossa. Tafferugli e minacce: «Siamo più di cento — gridano i rivoltosi dall'interno — abbiamo benzina e siamo pronti a darci fuoco». Un'altra torcia umana in Danimarca, a Copenaghen: è una donna, ricoverata con gravi ustioni.

Svizzera. Attacco al cuore dell'Europa «umanitaria». I curdi presidiano il Palazzo dell'Onu di Ginevra: un gruppetto riesce a

saltare su un camion ed entrare negli uffici. La polizia cantonale sarà costretta a bloccare l'accesso a funzionari e giornalisti. La rabbia del popolo di «Apo» esplose anche a Zurigo e Berna.

Francia. A Parigi sei dipendenti dell'ambasciata keniota finiscono in ostaggio dei curdi. Anche qui il ministero dell'Interno dispiega contingenti antisommossa. A Marsiglia due curdi rimangono feriti negli scontri con gli agenti che tentano di impedire l'occupazione del consolato greco.

Russia e Armenia. In Armenia 30 attivisti si cospargono di benzina nella sede

dell'Onu. Due impiegati vengono presi in ostaggio. A Mosca decine di curdi occupano l'ambasciata greca. «Una reazione spontanea — dice un portavoce — non vogliamo mettere a repentaglio vite umane. Solo denunciare la persecuzione del nostro popolo». Parole rassicuranti. Peccato si rivolgano ad un ex Paese fratello. Il primo ad aver scaricato Ocalan.

Maria Grazia Cutuli

Dini: Ankara faccia un processo «europeo»

Maggioranza e opposizione insieme: salvare Ocalan dalla pena di morte. «Ma resta un terrorista»

ROMA — La tempesta Ocalan continua ad investire l'Italia anche ora che il leader curdo è stato trasferito nelle prigioni turche. Perché continuano a pesare sul nostro Paese il lungo soggiorno romano di «Apo» e le estenuanti trattative sul suo destino. Tutti i partiti chiedono che l'Italia si batta per evitare la condanna a morte di Ocalan. E molti esponenti politici, sia della maggioranza sia dell'opposizione, esigono che il nostro Paese intervenga per garantire lo svolgimento di un processo equo per il leader curdo. Ma accanto alle richieste comuni riemergono anche i contrasti. Rifondazione comunista accusa il governo di «responsabilità morale» per le violenze che scatenerà l'arresto di Ocalan. Critiche di segno opposto all'operato del governo giungono dal Polo. Ma manifestano la loro delusione anche esponenti della maggioranza come il diessino Achille Occhetto che accusa l'esecutivo di «avere esautorato» la commissione Esteri della Camera nelle ultime fasi della vicenda.

La posizione ufficiale dell'Italia la esprime ieri mattina, a caldo, Lamberto Dini. Il ministro degli Esteri auspica che il pro-

cesso al quale sarà sottoposto Ocalan «si svolga con le garanzie di uno Stato di diritto». Cioè «all'europea». Fatto che contribuirebbe all'avvicinamento della Turchia all'Unione. «In ogni caso — precisa Dini — quali che siano le conclusioni del giudizio, non devono contemplare una sentenza capitale». E ricorda che, per questo (la pena di morte ancora in vigore in Turchia), il nostro governo aveva negato ad Ankara l'estradizione. Ma aggiunge che l'Italia «condanna ogni metodo di lotta che si avvalga del terrorismo e ritiene che i responsabili curdi debbano prendere le distanze da metodi violenti». Perché «non giovano all'azione in favore del riconoscimento dell'identità etnica e culturale curda».

A chiedere garanzie per la vita di Ocalan è anche il segretario dei Democratici di sinistra, Walter Veltroni. Richiesta accompagnata da un preciso avvertimento alle autorità turche: «La condanna a morte sarebbe una violazione gravissima dei diritti umani e civili che metterebbe la Turchia, in modo irreparabile, fuori dall'Europa». E, comunque, secondo il leader della Quercia, l'arresto di Apo «ripropone drammatica-

DEFINIZIONI

■ I SEGUACI

Lo chiamano «Apo» (zio), «la luce delle tenebre», «il «profeta», «il sole»

■ I TURCHI

Un terrorista, un assassino

■ D'ALEMA

«Sappiamo che è un terrorista»

■ COSSUTTA

«Un combattente coraggioso»

■ MANTOVANI

«Il presidente»

■ FINI

«Una persona accusata di un bel po' di reati»

■ BOSSI

«Non è un criminale, ma un perseguitato»

■ BERLUSCONI

«Un pericolo»

mente la questione curda alla comunità internazionale».

A Rifondazione Comunista non piacciono né le dichiarazioni di Dini, né quelle di Veltroni. Secondo la segreteria del partito, oltre alla «grave responsabilità» del governo turco, esiste una «responsabilità morale» del governo italiano. Perché ha rifiutato al presidente del Pkk l'asilo politico, «ri-

nunciando di dare un contributo importante ad una soluzione di pace e determinando di fatto la situazione nella quale si è potuto attuare il blitz turco». La segreteria del Prc chiede anche «di interrompere immediatamente qualsiasi commercio di armi con la Turchia. E il leader del partito, Fausto Bertinotti, parla della cattura di Ocalan come di «un atto di guerra nei confronti del popolo curdo».

Ma anche Achille Occhetto se la prende con il governo colpevole di «avere esautorato» la commissione Esteri di cui è presidente alla Camera: «Nessuno dei suoi componenti conosce l'intricato e complesso itinerario politico e diplomatico che sta conducendo Ocalan alla soglia della prova capitale». L'ex segretario del Pds parla di «vergognosa sconfitta» determinata da «furbizie» varie e da «una buona dose di opportunismo». Sconfitta dell'Europa, ma anche dell'Italia. E gli dà ragione Antonio Di Pietro.

Nessun commento del ministro di Grazia e Giustizia Oliviero Diliberto: «Per un giudizio politico rivolgetevi al presidente del mio partito». Cioè ad Armando Cossutta. Mobilitazione invece dei ds che hanno presentato

un'interrogazione al Presidente del Consiglio per conoscere quali iniziative il governo deciderà di prendere sulla vicenda. Il portavoce dei Verdi, Luigi Manconi, rivendica «quanto fosse giusta» la richiesta del suo partito di concedere l'asilo politico ad Ocalan. Ma assolve l'Italia: «È stata lasciata sola dall'Europa».

Diversa la reazione del Polo. Carlo Giovanardi del Ccd ricorda le responsabilità di Rifondazione Comunista, «protagonista del meccanismo che ha messo in moto una trafila di avvenimenti che ha travolto il nostro Paese». Forza Italia parla di «grande fallimento dell'Unione europea, in cui si sono distinti in particolare la Germania e l'Italia». E Antonio Martino definisce la vicenda «grottesca». I deputati di An denunciano i «troppi silenzi» del governo sul caso Ocalan: «Si dica una volta per tutte al Paese la verità sulla permanenza del leader curdo in Italia». E domani del caso Ocalan se ne riparlerà alla Camera durante un dibattito straordinario.

R. Zuc.

Ocalan rinchiuso sull'isola dei dannati

Si nascondeva a Nairobi da due settimane. Catturato dalle squadre speciali e subito trasferito in Turchia

Tante versioni, una sola certezza. Abdullah Ocalan, 50 anni, detto Apo, capo del Pkk, Partito dei lavoratori curdi, è nelle mani dei turchi. Probabilmente detenuto sull'isola di Imrali, nel Mar di Marmara. Vi è arrivato direttamente dal Kenia dove è stato catturato lunedì pomeriggio dopo una lunga caccia.

L'annuncio. Mancano dieci minuti all'una di notte (ora italiana) e il portavoce del governo greco Dimitri Repas annuncia che Ocalan si è consegnato alle autorità keniate a Nairobi. L'avvocato Luigi Saraceni, uno dei legali del leader, conferma la notizia e lancia l'allarme: «Non conosciamo la sua sorte. L'Italia intervenga».

La cattura. Le ricostruzioni divergono. Le autorità keniate sostengono che Ocalan si trovava da una dozzina di giorni a Nairobi, ospitato nella re-

sidenza dell'ambasciatore greco, al numero 12 di Muthaiga Road. Vi sarebbe giunto da Milano, sostengono i funzionari locali, a bordo di un piccolo jet. Circostanza smentita da Palazzo Chigi. Con lui 4 persone: tutti hanno esibito documenti falsi. In gran segreto i greci cercano un nuovo nascondiglio. Sondaggi discreti vengono fatti nelle Seychelles, il paradiso dei turisti. Viene chiesto l'aiuto della Chiesa ortodossa.

Quando le autorità di Nairobi scoprono la presenza di Ocalan vanno su tutte le furie e intimano ai greci: «Fatele partire».

La situazione precipita. Lunedì il capo curdo, secondo Atene, abbandona di sua volontà la residenza dell'ambasciatore con l'intenzione di raggiungere l'aeroporto. La sua prossima meta, sostiene la medesima fonte, è l'Olanda o la Danimarca. A questo punto, come altre volte,

Apo «svanisce». Per i kenioti è salito «su un aereo preparato dai greci ed è partito per destinazione ignota».

Più drammatica la versione fornita da un guardiano: «Alcuni agenti kenioti sono entrati nella residenza greca e hanno portato via a forza Oca-

lan». Identica la ricostruzione di un avvocato tedesco vicino al Pkk.

Il blitz. Attorno alle 10 di ieri, un trionfante Bulent Ecevit, il primo ministro turco, annuncia che con un'operazione segreta le forze speciali di Ankara hanno catturato a Nairobi il leader separatista: «Dalle 3 di questa notte si trova in Turchia e renderà conto alla giustizia per ciò che ha fatto». La stampa di Ankara sostiene che il corteo di Apo, diretto all'aeroporto, è stato intercettato da teste di cuoio turche e quindi caricato sull'aereo privato di Cavit

Caglar, ex ministro e uomo d'affari. Il jet ha raggiunto Istanbul dove il prigioniero è stato trasferito, a bordo di un motoscafo, sull'isola di Imrali. Per un funzionario dell'Onu, sir Nigel Rodley, «Ocalan si trova nella regione di Izmir e potrebbe essere

vittima di torture».

L'incidente. Giuliano Pisapia e Failos Kranidiotis, entrambi legali di Apo, raccontano due episodi illuminanti sulla permanenza di Ocalan in Kenia. «Ho incontrato domenica scorsa il leader del Pkk a Nairobi, dove mi ero recato su sua richiesta — ha raccontato Pisapia —. A un certo punto ha ricevuto una telefonata che gli preannunciava l'arrivo di 5 agenti. Volevo portarlo via. Dopo 30 minuti mi ha detto che la mia presenza aveva impedito l'operazione».

Scena ancora più drammatica quella verificatasi

il 5 febbraio. «I diplomatici greci comunicano a Ocalan che deve andarsene — ha sostenuto Kranidiotis —, in quanto nessuno lo vuole. Uno degli accompagnatori curdi minaccia di spararsi alla tempia e nella residenza dell'ambasciatore scoppia il finimondo».

Mossad e Cia — Un ruolo determinante nella caccia a Ocalan lo hanno avuto i servizi segreti israeliani e americani. Con una continua sorveglianza elettronica e agenti infiltrati, le due intelligence hanno scoperto il nascondiglio del curdo e hanno avvertito l'alleato. Scontate le smentite.

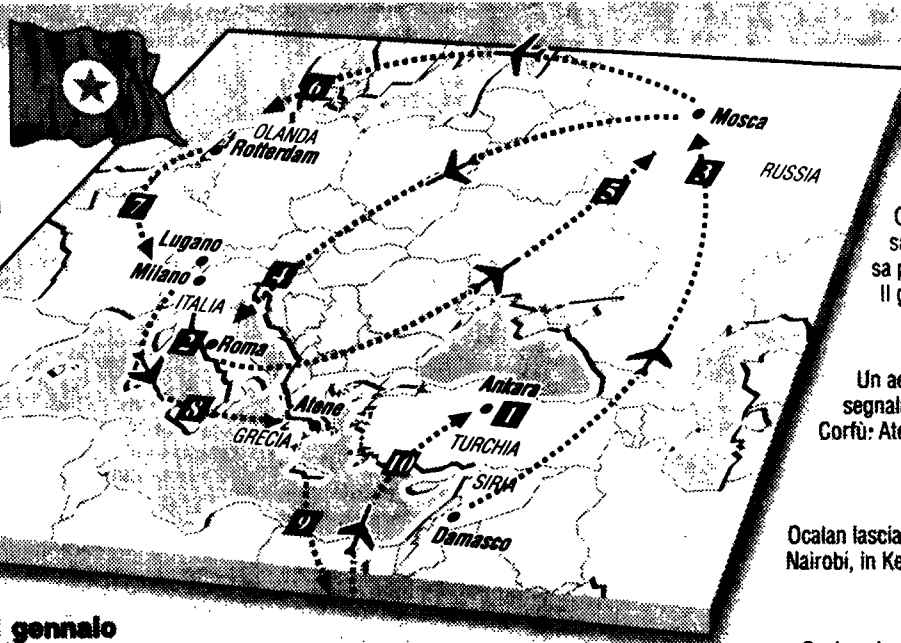
G.O.

Corriere della Sera

17 FEBBRAIO 1999

I viaggi di Ocalan

- 1 20 ottobre**
Ad Ankara accordo Siria-Turchia sulla sorte di Ocalan
- 2 28 ottobre**
Un gruppo di deputati italiani invita Ocalan
- 3 9 novembre**
Ocalan lascia la Siria e raggiunge Mosca
- 4 12 novembre**
Ocalan in arresto a Roma
- 5 16 gennaio**
Ocalan lascia Roma su un aereo privato diretto a Mosca. Quindi scompare nel nulla
- 6 31 gennaio**
Ricomparsa all'aeroporto di Rotterdam su un aereo privato. Il permesso di scendere gli viene negato



- 7 1 febbraio**
Dopo che la Svizzera nega il permesso di atterraggio a Lugano, l'aereo di Ocalan si sarebbe posato a Milano Malpensa per fare rifornimento. Il governo italiano nega
- 8 2 febbraio**
Un aereo misterioso viene segnalato nell'isola greca di Corfù: Atene nega che a bordo ci sia Ocalan
- 9 15 febbraio**
Ocalan lascia l'ambasciata greca a Nairobi, in Kenia, e viene catturato
- 10 16 febbraio**
Ocalan viene condotto in Turchia dove è incarcerato

Fin de cavale pour le Kurde Abdullah Oçalan

RÉTROACTES

L'arrestation d'Oçalan hier à Nairobi a été précédée d'une suite invraisemblable de péripéties qui l'ont conduit aux quatre coins de l'Europe. Un mois de « cavale » dont voici les principales dates.

16 janvier. Oçalan est raccompagné à la frontière italienne. L'Italie ne lui a pas accordé l'asile politique.

21 janvier. Ankara affirme qu'Oçalan est *presque certainement* en Russie.

22 janvier. La Turquie met ses voisins en garde en indiquant qu'elle considérerait comme *un acte ouvertement hostile* le fait d'accorder l'asile à Oçalan.

1^{er} février. « Apo » aurait échoué, au cours de la nuit, dans une tentative de se rendre aux Pays-Bas pour se présenter

à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Ankara affirme que le chef rebelle kurde se trouve sur l'aéroport d'Athènes. La Grèce dément.

2 février. Le ministre belge des Affaires étrangères indique

qu'Abdullah Oçalan *ne serait pas le bienvenu en Belgique*. L'agence turque Anatolie annonce l'arrivée d'Oçalan en Russie.

3 février. Moscou affirme ne pas avoir d'informations sur le lieu où se trouve le chef rebelle kurde. Athènes déclare qu'il n'a pas demandé l'asile politique en Grèce. Deux chasseurs de

l'aviation belge refusent l'entrée du territoire à un avion de tourisme soupçonné de transporter le chef rebelle kurde.

5 février. Une avocate allemande du chef rebelle kurde affirme qu'il se trouve hors d'Europe.

7 février. Oçalan demande l'intervention d'Athènes pour la convocation d'une conférence internationale sur le problème des Kurdes de Turquie.

9 février. Six députés grecs réclament l'asile politique pour le chef rebelle. Plusieurs centaines de Kurdes manifestent à Athènes et remettent au Parlement une pétition signée par 50.000 Grecs demandant l'asile politique du leader kurde ainsi que l'organisation d'une conférence internationale.

14 février. Oçalan réclame l'asile politique à la Grèce et

réitère cette demande auprès de Moscou.

15 février. Quelque 1.500 immigrants kurdes quittent le centre ville d'Athènes, où les mesures de sécurité ont été renforcées de crainte d'une opération kurde en faveur d'Abdullah Oçalan.

16 février. L'agence de presse italienne Ansa annonce qu'Oçalan a été remis le 15 aux autorités du Kenya par des fonctionnaires de l'ambassade de Grèce à Nairobi. Les autorités kényanes refusent de confirmer la présence d'Oçalan sur leur territoire. La section turque d'Interpol demande au Kenya l'arrestation d'Oçalan en vue d'obtenir son extradition, indique l'agence Anatolie. (AFP.)

Chef charismatique ou sanguinaire ?

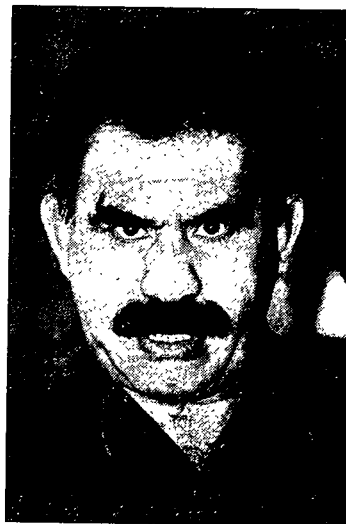
Au lendemain du 12 novembre, date à laquelle Abdullah Oçalan a débarqué à Rome, les télévisions du monde entier ont diffusé les mêmes images montrant le chef du PKK passant ses troupes en revue. Son regard exalté, sa masse, le mélange de détermination et de brutalité qui émane de chacun de ses gestes ont frappé les esprits ce jour-là aussi vrai que ses moustaches rappelaient celles de Joseph Staline. La visibilité n'a jamais été le fort d'Oçalan, plus habitué à l'exil et à la lutte armée qu'à la diplomatie.

Depuis vingt ans, Abdullah Oçalan dit « Apo » (« l'oncle ») dirige d'une main de fer le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'il a lui-même créé sous l'étiquette marxiste-léniniste. En fait, le PKK est sa chose. La soumission, la vénération de ses hommes est légendaire. Idolâtré des siens, le « Jésus-Christ » kurde passe logiquement à Ankara pour le diable. Les Turcs en ont fait un terroriste sanguinaire, rappelant les moments peu glorieux de la guerre sans merci qu'il a entamée en 1984.

Au début des années 90, la lutte armée menée par le PKK a pris l'allure d'opérations de ratissage contre des villages kurdes soupçonnés de pactiser avec

Ankara. Une centaine d'instituteurs auraient par ailleurs été assassinés et leurs écoles détruites, accusées d'être un instrument d'assimilation de la minorité kurde. Ankara estime le bilan de quinze années de guerre à plus de 30.000 morts, en s'abstenant de préciser que 15.000 sympathisants kurdes croupissent dans ses geôles. Sans oublier les 3.000 assassinats « non élucidés » perpétrés par des gangs encagoulés liés à la mafia et à la classe politique turque. Et les deux millions de villageois suspects chassés de chez eux... Mais si des milliers d'hommes et de femmes se disent prêts à mourir pour Oçalan, Oçalan est-il prêt à mourir pour eux ? A ceux qui objectent qu'il ne combat pas lui-même, il répond qu'il *s'y est refusé plusieurs fois. Autrement, j'aurais été détruit.*

A 49 ans, ce fils d'une famille pauvre de sept enfants fait figure de jusqu'au-boutiste. Depuis son entrée à l'université d'Ankara en 1972, Oçalan n'a cessé de combattre le régime turc. A cette époque, il est déjà emprisonné pour *activités pro-kurdes*. En 1978, c'est avec quelques amis étudiants qu'il crée le PKK *pour ne pas faire perdre de temps à la cause des Kurdes avec des débats politiques*. En 1980, il fuit la Turquie.



Abdullah Oçalan: Jésus-Christ des Kurdes, diable des Turcs. Une personnalité, en tout cas. Photo EPA.

C'est le début d'un long exil qu'il alterne entre la Syrie et la plaine libanaise de la Bekaa où il a installé son quartier général et créé un camp d'entraînement pour ses militants. Dès 1984, il est paré pour mener la vie dure à la Turquie. Neuf ans plus tard, face aux nombreux revers militaires rencontrés par son mouvement, Oçalan décrètera un cessez-le-feu unilatéral dont Ankara n'aura cure.

Sur le plan interne, le PKK traîne une réputation à l'odeur de soufre. Les règlements de compte sanglants n'y seraient pas rares et l'organisation ne se serait pas privée d'éliminer d'autres mouvements nationalistes kurdes.

Lorsqu'en octobre dernier, il est délogé de Syrie par l'armée turque qui menace de traverser la frontière, Oçalan ne contrôle plus guère que des troupes affaiblies. Il prend alors le chemin de la Russie qu'il quittera pour Rome le 12 novembre 1998 où il sera arrêté. La quête de l'asile politique qui s'ensuivra cadre mal avec sa réputation de stalnien issu de la guerre froide.

Oçalan peut paraître intraitable dans son combat acharné pour la cause kurde. En décembre dernier, au lendemain de son arrivée à Rome, il n'a pourtant pas hésité à renier certains de ses compagnons d'armes, les qualifiant de *meurtriers*. Comme une fissure dans une carapace.

PASCAL MARTIN

Le Soir

mercredi 17 février 1999

Avant le XVI^e siècle. Pour retrouver une sorte d'« époque dorée » dans leur histoire, les Kurdes doivent remonter bien loin. Avant que les empires perse et ottoman ne se forment, ne s'affrontent. Et n'utilisent, chacun à son profit, ces tribus d'éleveurs nomades, qui vivaient dans une réelle indépendance depuis plusieurs siècles avant l'ère chrétienne.

Dans leur lutte, les Perses et les Ottomans achètent des chefs kurdes pour se gêner mutuellement. Les Kurdes sont aussi utilisés à des fins stratégiques : la Perse déplace des milliers de familles dans le Khorassan pour faire face aux Ouzbeks et aux Turkmènes, l'empire ottoman se sert de ces populations contre « ses » Arméniens et leur protecteur russe.

Les Kurdes entrevoient enfin un espoir après la Première Guerre mondiale. Les Ottomans ont perdu, le traité de Sévres, en 1920, prévoit que les Kurdes pourront obtenir un Etat indépendant dans un délai d'un an après la ratification du traité. Il ne sera jamais ratifié. Et le traité de Lausanne, signé avec la nouvelle Turquie trois ans plus tard, renvoie aux oubliettes l'idée d'un Kurdistan indépendant. Trop

d'intérêts sont en jeu — le Kurdistan est riche en pétrole et en minerais — pour qu'on le laisse à n'importe qui...

Désormais, les Kurdes sont partagés entre cinq pays : la Turquie et la Perse, bien sûr, mais aussi la Syrie (mandat français), l'Irak (mandat britannique) et l'URSS. Partout, les révoltes kurdes se succèdent. Réprimées dans le sang à chaque fois.

Les indépendances de l'Irak et de la Syrie et la Seconde Guerre mondiale ne changent rien au sort des Kurdes. Il y a bien, pendant neuf mois, en 1946, la république de Mahabad, en Iran. Vite éliminée. Ensuite, ici ou là, provisoirement, des concessions leur sont faites, parfois sur le plan politique, parfois dans le domaine linguistique et culturel, surtout en Irak. Mais au gré des pouvoirs qui s'installent à la tête de chacun des Etats concernés, en fonction d'intérêts changeants, les Kurdes continuent à être déplacés, utilisés. Et oubliés du monde.

COMBIEN SONT-ILS ?

Tellement oubliés qu'on ne sait pas avec certitude, aujourd'hui, combien ils sont. Douze à seize millions en Turquie, six à sept en

Iran, quatre ou cinq en Irak, aux alentours d'un million en Syrie et de 300.000 à 500.000 dans l'ex-URSS (en Arménie et dans l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan). Plus une diaspora de 600.000 personnes environ en Occident. Au total, entre vingt et trente millions d'âmes.

Les Kurdes ne se sont structurés que dans deux pays. En Irak, deux grands partis ont vu le jour : le PDK, de Massoud Barzani, et l'UPK, de Jalal Talabani. Bénéficiant *de facto* d'une autonomie protégée par la coalition anti-Saddam depuis la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien — pourtant marqué par des atrocités comme le bombardement à l'arme chimique, par Bagdad, en 1987-88, du village d'Halabja — n'a même pas mis cette occasion à profit. Il est devenu un champ de bataille entre ces deux factions, qui se disputent le pouvoir et les rares ressources financières d'un territoire amputé de ses régions pétrolifères (restées sous contrôle irakien). Une manière de rappeler que les Kurdes ont souvent été leurs pires ennemis, les tribus étant incapables de s'entendre.

C'est en Turquie que les Kurdes ont eu à subir, avec le plus de

constance, brimades et violences. En vertu de la doctrine ultracentralisatrice du fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal, les Kurdes se sont vu dès les années 20 priver de leur identité, de leur culture, de leur langue — l'usage du kurde n'a été autorisé en privé qu'en 1991, il reste interdit dans l'enseignement ou à la radio. Longtemps, ils n'ont été que des « Turcs des montagnes ». L'Anatolie, où ils vivent en majorité, est délaissée sur le plan économique. La question kurde étant taboue, aucun parti politique kurde modéré n'a pu voir le jour.

Sans espoir, en butte aux violences d'un Etat qui a tout misé sur la répression, la destruction de villages, les déplacements de populations, les Kurdes de Turquie se sont jetés en nombre dans les bras du PKK, créé en 1978 et entré dans une guérilla séparatiste en 1984. Les civils ont payé une lourde addition, coincés entre les exactions du PKK et la répression de l'armée. Malgré tout, Oçalan, le chef du PKK, restait un héros pour beaucoup, le seul à incarner leur existence et leur résistance. Comment réagiront-ils demain ?

AGNÈS GORISSEN

Sur l'arrestation du chef du PKK Abdullah Oçalan et ses implications pour le peuple kurde.

■ Que savez-vous de la manière dont Abdullah Oçalan a été arrêté à Nairobi ?

□ Lundi soir, vers 18 heures, l'ambassade de Grèce à Nairobi, où se trouvait Abdullah Oçalan, a exigé qu'il quitte les lieux. En fait, les Grecs faisaient pression depuis deux jours. Les Turcs l'attendaient à la sortie avec les autorités kényanes. Il a donc dû quitter l'ambassade contre son gré et s'est rendu sans opposer de résistance. Quatre camarades étaient avec lui, ils n'ont pas été emmenés. Oçalan se trouvait au Kenya depuis une quinzaine de jours. Les Grecs l'y avaient emmené dans leur ambassade, avec l'autorisation des Kényans, le temps de

trouver un pays qui serait prêt à lui donner l'asile politique.

■ Selon vous, les autorités grecques ont donc lâché le dirigeant kurde ?

□ Les Américains, les Israéliens et les Turcs sont évidemment derrière cette arrestation. Mais les Grecs ont joué un sale jeu dans cette affaire. Il y a une véritable conspiration internationale contre les Kurdes. Historiquement, c'est sans précédent. De son côté, l'Europe a foulé au pied ses grands principes démocratiques en lui refusant l'asile politique pendant trois mois.

■ Quel sort les autorités turques risquent-elles de réserver à Abdullah Oçalan ?

□ Oçalan risque la peine de mort. Tous les leaders kurdes qui sont tombés par le passé

entre les mains des Turcs ont été assassinés. Mais nous vivons d'autres temps : la vie d'Oçalan est en fait suspendue aux pressions intérieures et internationales, aux rapports de force. Ce qui est certain, c'est que les Turcs vont s'en servir pour faire de la propagande, démoraliser les Kurdes et criminaliser Oçalan en lui faisant porter tous les maux de la terre.

■ Quel est le sentiment de la communauté kurde après cette arrestation ?

□ Ils se sentent de nouveau oubliés, frustrés, à cause du silence qui pèse sur la question kurde. Oçalan est resté en Europe pendant plus de trois mois pour obtenir l'asile politique et rien n'a été fait pour le lui accorder. En fait, il n'a jamais atterri. Aujourd'hui, la communauté kurde

se sent trahie et est très préoccupée par le sort que les Turcs vont réserver à leur chef.

■ Des Kurdes ont occupé hier des ambassades dans plusieurs pays européens, pris des otages. Et l'on a assisté aussi à plusieurs immolations par le feu au cours des manifestations. Y a-t-il un risque de voir des gestes parfois désespérés aboutir à des actions violentes un peu partout en Europe ?

□ Si la communauté internationale n'agit pas, il est évident que les Kurdes ne resteront pas les bras croisés. Nous monterons la garde. Des débordements restent possibles. Je vous rappelle qu'Oçalan est la force motrice du mouvement kurde, qu'il contrôlait tout, qu'il a tout fait pour maintenir l'ordre. Mais lui parti, la situation est difficile pour des milliers de Kurdes qui vivent en Turquie. Tout est possible, mais j'espère que l'on pourra éviter des heurts entre les communautés turque et kurde, qui constituent une part de la population immigrée des Etats européens.

■ Qu'avez-vous envie de dire au-

Mendo Balsi

Représentant à Madrid du Front de libération nationale du Kurdistan

jour d'hui à la communauté internationale?

□ Que lorsqu'il s'agit des Kurdes, les intérêts économiques de l'Europe prennent le pas sur toutes les considérations liées aux droits de l'homme. Les Européens pensent d'abord aux affaires qu'ils font avec les Turcs. Quand on pense que la France est capable d'accueillir l'ancien dictateur de Haïti Jean-Claude Duvalier, alors qu'aucun

pays d'Europe n'a voulu accorder l'asile politique à un homme qui se bat pour les droits culturels et politiques de son peuple!

Même en pays démocratique, il existe une politique du « deux poids deux mesures ».

■ **Comment apporter un règlement à la question kurde?**

□ Nous demandons la tenue d'une conférence internationale qui réglerait le problème kurde.

Les difficultés rencontrées par notre peuple sont dix fois plus importantes que celles des Kosovars. Alors, pourquoi n'aurions-nous pas nous aussi notre Rambouillet? Pour nous, le problème kosovar doit servir d'exemple.

■ **Y a-t-il un Etat, une institution supranationale vers laquelle vous comptez vous tourner pour aboutir à un tel règlement?**

□ Nous espérons beaucoup d'aide de l'Union européenne et exigeons que la Turquie respecte au préalable les conditions qui lui sont imposées avant d'être admise dans l'ensemble européen. Je rappelle enfin le Conseil de l'Europe a exigé que la Turquie respecte les principes qu'il a édictés.

Propos recueillis par
PASCAL MARTIN

Le Soir du mercredi 17 février 1999

Sur l'arrestation d'Ocalan et ses implications pour la Turquie.

■ **Pour Ankara, l'arrestation d'Abdullah Ocalan est un véritable triomphe. Est-ce aussi la fin de la revendication kurde?**

□ Tous les vrais démocrates seront contents de l'arrestation de cet homme qui est le chef d'un groupe terroriste et non un leader politique. Son action a desservi la cause des Kurdes. Il a tué et fait tuer des Kurdes... Et il ne faut surtout pas penser qu'Abdullah Ocalan représente le peuple kurde dans son entier. En Turquie, la différence entre Kurdes et Turcs, Lazes ou Circassiens (Georgiens et Caucasiens de Turquie) n'est qu'une différence culturelle. Mais chacun jouit des mêmes droits, quelle que soit son origine, et la société kurde est parfaitement intégrée dans la population. Un chauffard kurde ivre mort et qui se fait arrêter par la police accusera les forces de l'ordre de l'avoir arrêté parce qu'il est kurde. L'association des droits de l'homme tombe dans le même piège. Ce qu'il faudrait défendre, c'est la liberté d'expression pour tous, pas seulement celle des Kurdes.

■ **Vous dites que les Kurdes ont les mêmes**

droits que les autres, c'est peut-être vrai sur le papier. Reste qu'il y a quelques jours, un chanteur s'est fait lapider et la police a intenté une action contre lui auprès d'une Cour de sûreté de l'Etat, parce qu'il avait annoncé qu'il voulait

Bülent Akarcali

Ancien ministre turc de la Santé et du Tourisme, vice-président du parti de la Mère patrie (droite)

chanter en kurde...

□ C'est vrai qu'il y a en Turquie un problème général de mentalité et un problème général de démocratie. Mais s'il n'y a pas de démocratie, c'est aussi à cause du terrorisme. Lorsque je travaillais avec le président Turgüt Özal, nous essayions à l'époque de démocratiser le régime. Peut-être n'en avons nous pas fait assez. Toujours est-il que quand Suleyman Demirel est arrivé au pouvoir, j'espérais qu'il poursuivrait cette œuvre de démocratisation. Cela a été la plus grande déception de ma vie politique. Demirel n'a pas compris le paradoxe qui veut que pour combattre le terrorisme, il faut renforcer la démocratie. En arrêtant Ocalan, en allant le chercher en Afrique et en le ramenant ici, la Turquie a montré sa force: il lui reste maintenant à montrer qu'elle est vraiment une démocratie.

■ **Peut-être la Turquie, qui est aujourd'hui dans une indéniable position de force, pourrait-elle commencer à négocier avec le PKK. A plusieurs reprises, les rebelles kurdes ont fait offre de négociation. Toujours rejetée par Ankara.**

□ On ne peut pas négocier avec des terroristes! Aucun Etat occidental ne négocie avec des terroristes...

■ **Officiellement non, bien sûr. Mais sous le manteau, il y a toujours des tractations... Il faut bien arriver à la paix des armes.**

□ **Négocier**

quoi que ce soit est impossible dans cette partie du monde. Accepter des pourparlers au Moyen-Orient, ce n'est pas comme en Europe où le con-

texte est démocratique. Ici, nous vivons dans un environnement entièrement autoritaire. Si nous avons entamé une quelconque négociation avec le PKK, le Hezbollah s'y serait mis aussi... Tout comme certaines régions du monde sont exposées aux risques naturels, la Turquie se trouve dans une zone propice aux catastrophes politiques.

■ **Vous suggérez que l'arrestation d'Ocalan pouvait être l'occasion de démocratiser le régime. Concrètement, qu'attendez vous?**

□ J'espère que cet événement sera le catalyseur d'autre chose. Vous connaissez la Bourse? Parfois un événement donné entraîne un optimisme généralisé et les gens se mettent à investir... Eh bien! je crois qu'il pourrait en être de même pour la vie politique: c'est l'heure de la démocratisation. Concrètement, nous devrions pouvoir lever les mesures d'Etat d'urgence dans le sud-est (les provinces kurdes où les libertés sont restreintes et les forces de sécurité omnipotentes, NDLR). A plus long terme, il faudrait autoriser les médias privés en kurde, notamment les télévisions ainsi que l'enseignement de cette langue — dans des institutions privées également. Mais à l'école publique, le turc doit rester la seule langue enseignée... C'est la base de l'Etat-nation.

Propos recueillis à Istanbul par
ÉRIC BIEGALA

EDITORIAL

QUELLE JUSTICE POUR OÇALAN ?



BAUDOÛN LOOS

L'épilogue provisoire de l'« affaire Oçalan » renvoie brutalement l'Europe à ses lâchetés. Le chef du PKK se retrouve là où aucun Etat européen n'aurait voulu l'expulser, dans cette Turquie qu'il combattait par tous les moyens depuis quinze années. Cette Europe, si prompt à brandir son modèle d'Etat de droit, n'a pas eu le courage de le mettre en œuvre lorsqu'Abdullah Oçalan avait abouti à Rome, le 12 novembre dernier. Le droit eût recommandé l'extradition vers l'Allemagne dont la justice avait

émis un mandat d'arrêt international pour complicité de meurtre et extorsion de fonds. Mais non, Oçalan fut renvoyé à son improbable destin, une errance qui s'est donc terminée lundi par un mystérieux enlèvement et un transfert vers la Turquie.

L'opération, digne des romans d'espionnage, fait d'ailleurs fureusement penser à celle qu'avait réussie le Mossad israélien en Argentine avec Adolf Eichmann en 1960. Mais la comparaison s'arrête là. Le criminel de guerre nazi avait été le maître d'œuvre de la « solution fina-

le » et ses millions de morts programmés. Abdullah Oçalan, lui, n'est pas coupable de crimes contre l'humanité, mais son mouvement recourt bien à une violence totalement inacceptable visant souvent des civils.

Il avait fondé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 1978 pour promouvoir l'indépendance du Grand Kurdistan, cette terre maudite divisée par des frontières d'Etats seulement unis par la négation de l'identité kurde. Passé à la lutte armée en 1984, le PKK versa vite dans les pires méthodes : meurtres de quelque 100 instituteurs enseignant la langue turque (et, parfois, leurs familles), liquidation des gardiens de villages, ces miliciens engagés par Ankara pour forcer la population kurde à choisir le « bon » camp, rackets divers en Turquie ou en Europe, trafics de drogue, etc.

Les militants du PKK ne sont pas nés avec un couteau entre les

dents. Leurs méthodes inspirent l'abjection, mais celles de l'Etat turc ne leur cèdent en rien. Les deux millions de Kurdes expulsés de leurs 3.000 villages, ensuite détruits, en attestent. On frémit ainsi à la déclaration d'un porte-parole du gouvernement turc assurant hier qu'Oçalan sera jugé « conformément aux règles d'un Etat de droit ».

Mais de quel droit s'agit-il ? Celui qui vit en 1997 un militant kurde condamné à 22 ans de prison pour avoir décroché un drapeau turc pour le remplacer par le portrait d'« Abo ». Abdullah Oca-

lan ? Celui qui met en prison toute personne, fût-elle député, prônant l'autonomie du Kurdistan ? Celui qui laisse impuni le meurtre de milliers, 3.000 dit-on, d'intellectuels kurdes par des escadrons de la mort ? Celui qui inflige la torture à des centaines de prisonniers, comme en attestent les rapports des organisations de défense des droits de l'homme ?

Les autorités d'Ankara répètent à tous vents, comme le fit encore le président Suleiman Demirel en octobre dernier, que la Turquie n'a pas de problème kurde mais seulement un problème de terrorisme. Dans ce cas, les Kurdes n'ont pas un problème turc mais seulement un problème de terrorisme d'Etat. Un Etat clairement dominé par les militaires, qui y font la pluie et le beau temps pendant que de larges pans de la classe politique turque s'enlisent dans des scandales à relents mafieux. Des militaires, encore, qui ont autoritairement figé les structures kémalistes depuis 70 ans dans un carcan politique imperméable aux droits des minorités. Au vrai, hélas ! les deux camps se sont engagés dans une infernale spirale de violence qui a pris la population kurde dans un étau mortel.

Personne ne jugera Ankara. Et Oçalan ne sera pas jugé par une Cour pénale internationale sur le terrorisme qui n'existe pas. Il est plus que temps de pourvoir à sa rapide création.

« Je l'ai rencontré juste avant »

ROME

De notre correspondante particulière

J'ai rencontré Abdullah Oçalan dimanche, avant son arrestation, illégale. Giuliano Pisapia, l'un des deux avocats italiens du chef du PKK, commençait ainsi hier à Rome, le récit de sa visite au Kenya.

La demande d'asile politique d'Oçalan devant être examinée par le Tribunal civil de Rome, à partir du 24 février, Pisapia a

précisé que le leader kurde l'avait convoqué pour lui demander d'accélérer les procédures. Il lui avait remis une lettre pour le Tribunal dans laquelle il écrit vouloir être présent à la première

audience et rappelle sa « totale disponibilité » à un procès faisant toute la lumière sur la réalité historique et le soi-disant terrorisme kurde.

Oçalan était extrêmement préoccupé, terrorisé même par les réactions que son éventuelle arrestation et un retour forcé en Turquie aurait déchaîné dans le

peuple kurde. Mais il aurait été assuré que rien ne lui serait arrivé tant qu'il n'aurait pas les réponses à ses requêtes d'asile faites à l'Italie et à la Grèce. Pisapia exclut donc que son client ait quitté de sa propre volonté son refuge. D'autant qu'au cours de ma visite, Oçalan avait été averti par téléphone que cinq agents, j'ignore de quel pays, allaient venir le chercher dans la demi-heure. Oçalan m'a expliqué que ma présence avait fait reporter l'opération.

VANJA LUKSIC

Scénario catastrophe pour le gouvernement grec

L'arrestation, par « l'ennemi » turc, d'Abdullah Oçalan peu après son départ d'une enceinte diplomatique grecque et les réactions violentes à l'égard d'Athènes qu'elle a suscitées dans la communauté kurde en Europe constituent un scénario catastrophe pour le gouvernement grec. Sur les ondes, les commentateurs parlaient d'un fiasco monstre ou du pire scénario possible,

soulignant les risques politiques de cette affaire pour le gouvernement de Costas Simitis. Ce n'est pas glorieux. Si vous protégez quelqu'un, il faut le protéger jusqu'au bout. Quelles que soient les circonstances de l'interpellation d'Oçalan, la Grèce a une responsabilité indirecte, a commenté un diplomate occidental.

Les autorités ont nié toute fausse manœuvre. Depuis le moment où Oçalan a

quitté la résidence de l'ambassadeur grec à Nairobi lundi après-midi, le gouvernement n'a aucune responsabilité, a affirmé son porte-parole.

Partout en Europe occidentale, des ambassades et consulats grecs étaient occupés mardi après-midi par des sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ainsi que des bâtiments de l'ONU à Genève. Des diplomates ou membres de leurs familles et des employés des représentations grecques étaient retenus en otages à La Haye, Milan, Londres et Vienne où le président Costis Stephanopoulos était en visite.

Sympathisant de longue date de la cause kurde, pour laquelle il faut trouver une

solution européenne selon lui, le gouvernement Simitis se trouve désormais placé sur le banc des accusés par le PKK. S'il a accusé les Etats-Unis, Israël et la Turquie pour l'action des services secrets que constitue l'enlèvement de son chef, le comité central du PKK a reproché aux autorités kényanes et grecques d'être également responsables du « complot » contre le chef kurde.

Le PKK a quasiment pignon sur rue à Athènes, par l'intermédiaire de sa branche politique, l'ERNK (Front de libération nationale kurde), sans toutefois avoir la même faveur que du temps d'Andréas Papandréou. En dépit de pressions croissantes, M. Simitis s'est constamment refusé à accorder l'asile politique à Abdullah Öcalan. Hier, en guise de ligne de défense, le porte-parole du gouvernement a aussi tenté de dédramatiser la capture d'Öcalan. *Nous croyons que la Turquie va lui donner toutes les garanties comme à toute personne poursuivie, a-t-il affirmé.* (AFP.)

Le Soir du mercredi 17 février 1999

« Öcalan faisait aussi partie des ennemis d'Israël »

TEL-AVIV

Correspondance particulière

Nous démentons formellement toute implication dans cette affaire! Au ministère israélien des Affaires étrangères, on qualifie d'allégations sans fondements les informations selon lesquelles le Mossad, le service de renseignement extérieur de l'Etat hébreu, aurait transmis à ses homologues turcs et kényans des informations ayant permis d'arrêter Abdullah Öcalan. Pourtant, Öcalan est un client de longue date du Mossad et des autres services de sécurité de l'Etat hébreu.

Nous suivons les activités d'Öcalan depuis de nombreuses années, affirme un ancien officier de l'Aman, le renseignement militaire israélien. D'abord parce que le PKK était jusqu'à ces derniers mois basé à Damas, où il a toujours opéré avec l'aval des services syriens. Ensuite parce que des commandos du PKK opèrent toujours dans la plaine de la Bekaa au Liban, où ils s'entraînent avec des organisations extrémistes palestiniennes hostiles au processus de paix.

Profitant de sa présence dans la plaine de la Bekaa, le PKK aurait financé son

effort de guerre contre Ankara grâce au trafic de stupéfiants. Des preuves? Nous en avons dans nos dossiers, déclare notre interlocuteur. Tout comme nous savons que certains membres du PKK ont mené des opérations contre l'armée israélienne au Sud-Liban, en se mêlant à des commandos envoyés par d'autres mouvements.

Le Mossad, qui possède une antenne importante en Turquie et une autre en Jordanie, collabore régulièrement avec ses homologues turcs. Les a-t-il « tuyautés » sur Öcalan? *Il est encore trop tôt pour l'affirmer car ce genre d'opération est toujours réalisée dans le plus grand secret, et si elle a effectivement eu lieu, seuls quelques hauts responsables le savent, explique notre spécialiste. En revanche, il est certain que des échanges de renseignements avec les Turcs concernant les activités des mouvements palestiniens anti-Oslo et des groupes d'islamistes se poursuivent à un rythme régulier entre Jérusalem et Ankara. Et d'ajouter: Vous savez, Öcalan fait partie des ennemis d'Israël. Je ne vois donc pas pourquoi nous nous serions privés de lui mettre des bâtons dans les roues.*

SERGE DUMONT

La Turquie a coupé Öcalan de ses soutiens

La Libre Belgique - Mercredi 17 février 1999

L'Histoire retiendra peut-être de la cavale (é)perdue d'Abdullah Öcalan qu'elle a été favorisée par une progressive recomposition de l'échiquier géostratégique au Proche-Orient.

Premier facteur : l'accord entre Damas et Ankara en octobre 1998 visant à porter un coup d'arrêt au soutien des Syriens aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à leur chef. Pourquoi la Syrie cède-t-elle alors à quasi toutes les exigences turques (fermeture des camps, « éviction » des dirigeants du PKK, contrôle des entrées à la frontière avec l'Irak)? Jusqu'à aujourd'hui, aucune explication probante n'est venue éclaircir cette volte-face syrienne. La menace militaire turque n'est susceptible de fournir qu'une partie de l'explication. Politiquement, « le président Hafez el-Assad est l'homme le plus intelligent au monde », commente un diplomate turc. Mais les visées du

dirigeant syrien restent, pour une bonne part, impénétrables.

Deuxième facteur : l'accord entre les deux factions kurdes d'Irak, en septembre, porte aussi un coup au PKK dans la mesure où un de ses articles stipule que l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani s'engagent à combattre la présence de tout autre groupe armé sur le territoire qu'ils contrôlent.

Preuve de l'attention que lui porte la Turquie, cet avertissement, le Premier ministre Bulent Ecevit l'a encore répété au vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz, en visite lundi à Ankara, même si Bagdad a perdu de facto la tutelle du Nord irakien depuis la fin de la Guerre du Golfe.

Ces deux premiers paramètres ont été à l'origine de la fuite d'Abdullah Öcalan. D'abord vers Moscou avant l'Italie où l'arrivée du chef

kurde, le 12 novembre, va vite susciter l'embarras italien, provoquer une cacophonie européenne, l'Allemagne renonçant à réclamer son extradition, et grandement irriter la Turquie qui se voit refuser la remise du « terroriste ». Le 16 janvier, Rome se débarrasse de son hôte encombrant en l'autorisant à quitter la Péninsule. Öcalan erre en quête d'un asile qui devient de plus en plus improbable à mesure que croissent les pressions turques sur les pays européens susceptibles de l'accueillir. C'est ainsi que la présence d'Öcalan est observée ou imaginée au Nagorny-Karabakh, au-dessus des aéroports de Rotterdam et de Bruxelles, sur des îles grecques... avant d'être confirmée au Kenya.

C'est là qu'intervient, peut-être, un troisième facteur, susceptible d'expliquer la « chute » d'Öcalan : la nouvelle entente entre la Turquie et Israël, qui s'est notamment traduite par des accords militaires, a-t-elle favorisé l'exfiltration du chef

du PKK du Kenya, présentée comme une opération des services turcs mais tellement familière aux services de renseignements israéliens? Qui plus est, avec un probable coup de pouce américain.

Gérald PAPY.

Un fils de paysans kurdes passé très tôt au marxisme-léninisme

Qui est donc cet homme au regard exalté, qui a réussi à entraîner dans son sillage des milliers de jeunes Kurdes et se retrouve aujourd'hui, après une piteuse cavale, dans les geôles turques ?

Un "héros", répondront tous les militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), un "criminel", dit-on à Ankara, où le PKK est considéré comme une organisation terroriste.

Abdullah Ocalan, 49 ans, est en tout cas le fondateur d'un mouvement marxiste-léniniste qui fait la guerre à la Turquie depuis 1984 et qui, jusqu'ici, voulait réunir, par les armes, les quelque 20 millions de Kurdes dispersés entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Irak.

Ocalan est né en 1949 à Urfa, une petite ville turque proche de la frontière syrienne, dans une famille paysanne de six enfants. Ocalan fut très vite conquis aux théories marxistes alors qu'il étudiait les sciences politiques à l'université d'Ankara. Le jeune Ocalan voulait libérer le Kurdistan. C'est au contraire, les autorités turques qui vont l'enfermer pendant sept mois en 1972 pour activités pro-kurdes.

Le PKK a été fondé officiellement en 1978, et Ocalan en devient immédiatement son secrétaire-général. "Apo" mène la rébellion, ses brigades s'attaquent aux postes de police. Ocalan quitte la Turquie juste avant le coup d'Etat militaire de 1980; on le retrouve plus tard à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous contrôle syrien. Le PKK s'engage définitivement dans la lutte armée, le 15 août 1984. Il s'attaquera notamment aux villages inclus dans le réseau de défense civile mis sur pied par Ankara et accusés par le PKK de collaboration.

De l'homme, les détails manquent sinon qu'il est charismatique, dur et qu'il a divorcé de



Abdullah Ocalan dans un camp d'entraînement de la plaine de la Bekaa au Liban en 1992. (Photo EPA)

son épouse Kesire, qui a rejoint un mouvement d'opposition dans les années 90. Dans un passé récent, Ocalan avait décrété plusieurs trêves unilatérales, chaque fois refusées par Ankara, et proposé une solution à l'irlandaise pour le Kurdistan.

Ses appels devenaient de plus en plus désespérés alors que sa cavale le menait à l'im-

passé. Dans son dernier message, diffusé le 13 février, il appelait l'Europe à l'aider à "une solution négociée de la question kurde". "Je conjure toutes les personnes concernées d'agir contre le danger imminent qui pèse sur ma personne et pour m'accorder un statut politique".

Ch. Ly.

EPINGLE

Le culte d'une personnalité

Un étonnant combat mené depuis quelques années, par communiqués et par médias interposés, a la perception occidentale de la personnalité d'Abdullah Ocalan pour enjeu. Une manière de prolonger, en Europe, le véritable culte de la personne dont il bénéficie auprès de ses "troupes". Au PKK, c'est clair, le chef, traité en héros permanent, dépasse son statut dirigeant, personifie la lutte et devient motif de "légitimité".

Ainsi, lors de visites de locaux belges du PKK, nous avons remarqué, au-dessus des photos de dix ou vingt "libérateurs" ayant mérité une reconnaissance particulière, que trônait partout celle d'"Apo" (son diminutif, dans la communauté kurde).

En revanche, si les Turcs vouent un "culte" aussi important à la personnalité d'Ocalan, c'est dans un sens bien différent. Ses détracteurs veillent à rappeler sans cesse leur point de vue : "Il est un terroriste", titrait ainsi dans un français approximatif l'éditeur de la dernière brochure en date éditée à Ankara et consacrée à la propagande à l'étranger. Les reproches ? Un "tueur sanguinaire et cupide" qui prône même la déforestation (!), exerce le trafic de stupéfiants et est "ensorcelé par Satan", rien de moins. Bref, leader charismatique de la lutte pour la liberté, d'un côté, ignoble terroriste, de l'autre, Ocalan est bien davantage que le simple chef du PKK. C'est aussi son symbole.

R.P.

Refugiados kurdos ocupan embajadas en 20 ciudades europeas en protesta por la detención de Ocalan

Los seguidores del líder guerrillero amenazan con suicidios colectivos si

Europa no interviene ante el Gobierno turco

La mecha fue prendida en la madrugada de ayer, cuando la noticia de la detención de Ocalan era confirmada por Grecia. Los militantes del PKK que residen en Europa comenzaron a ocupar las sedes diplomáticas griegas y kenianas bajo la amenaza de prenderse fuego. Durante todo el día de ayer, policía y manifestantes mantuvieron un pulso que, en la mayoría de los casos, fue resuelto por los kurdos al abandonar pacíficamente los edificios ocupados.

Los objetivos elegidos por el PKK se situaban en unas 20 ciudades europeas, varios manifestantes se prendieron fuego y se repitieron las amenazas de suicidios colectivos. Al cierre de esta edición, se mantenían al menos diez de estas ocupaciones.

Alemania fue el país donde la *pesadilla* kurda fue más intensa. Los simpatizantes de Ocalan ocuparon las embajadas de Grecia y Kenia en Bonn. En la embajada de Kenia retuvieron a dos miembros de la delegación diplomática. También se mantuvieron varias horas en los consulados griegos de Berlín, Leipzig, Stuttgart, Francfort, Hamburgo, Colonia, Düesseldorf y Hannover. La policía alemana detuvo a más de un centenar de kurdos en las acciones de Stuttgart, Colonia y Francfort, donde los manifestantes volcaron varios vehículos que estaban estacionados en la calle.

Al cierre de esta edición permanecían ocupadas cinco de estas sedes. Tres kurdos que se prendieron fuego en Berlín se encontraban hospitalizados anoche con un pronóstico grave.

La situación era tensa anoche en Suiza. Los kurdos han ocupado la embajada de Grecia en Berna y el principal edificio de Naciones Unidas en Ginebra y el consulado griego en Zúrich. A últimas horas de ayer, otro grupo hicieron cinco rehenes en la sede del Partido Socialista en Ginebra. A las puertas de estos edificios, cientos de manifestantes apoyan las acciones. Las 60 personas que permanecen en la



REUTERS

Un manifestante ondea una bandera kurda y se rocía con gasolina en el techo de la Embajada griega, ayer en Berna, Suiza.

sede griega en Berna han exigido que se envíe una delegación europea a Turquía para garantizar la seguridad de su líder y que se ponga en marcha una conferencia internacional que resuelva el problema de su pueblo.

El portavoz del Ministerio Público suizo, Dominique Raymond, explicó anoche en rueda de prensa que la Confederación busca una solución pacífica al problema y agregó que "el tiempo no tiene importancia". También se mantienen las ocupaciones en La Haya, Holanda, donde los kurdos mantienen como rehenes a la esposa del embajador griego, a su hijo de ocho años y a una empleada de la residencia personal del diplomático, el edificio elegido en este país para la acción de protesta.

El otro país que se tuvo que enfrentar a la crisis de la toma de sedes diplomáticas en varias de sus ciudades fue Francia. Los kurdos — que decían que Ocalan es su "sol" — ocuparon la embajada de Kenia en París y los consulados griegos de esta misma ciudad, Marsella y Estrasburgo. Las fuerzas de seguridad francesas habían desalo-

jado a los militantes del PKK en todos estos puntos a últimas horas de la tarde de ayer. Pero algo sí consiguieron los manifestantes. El ministro francés de Asuntos Exteriores, Hubert Vedrine, pidió a Turquía que "las acciones judiciales que pueda emprender contra Ocalan respeten rigurosamente las normas del Estado de derecho, tal y como hacen todos los Estados democráticos". Eso sí, a renglón seguido, en el comunicado que hizo público ayer, Vedrine recuerda que "la Unión Europea siempre ha condenado los actos terroristas del PKK". Los manifestantes kurdos iban pertrechados con gasolina y cócteles molotov en la mayoría de los casos. Eran los instrumentos para forzar a las fuerzas de seguridad de cada país a no intervenir para desalojarlos.

De hecho, en Londres, donde unos 500 kurdos se encargaron de protestar por la detención de Ocalan y 100 tomaron la embajada griega, una joven de 17 años se prendió fuego en un momento en que la tensión entre manifestantes y policías amenazaba con un enfrentamiento directo. Cuando los

agentes, equipados con material de asalto, se acercaban a los kurdos, se vio a la joven caminando lentamente con la espalda envuelta en llamas. Algunos ciudadanos y policías consiguieron apagar el fuego. Anoche, la joven seguía hospitalizada y la embajada griega ocupada. El intento de inmolación fue masivo en Bruselas, cuando 50 kurdos que permanecían en la sede diplomática griega se rociaron gasolina y amenazaron con prenderse fuego si las fuerzas de seguridad trataban de desalojarlos. Finalmente salieron de la embajada por su propia voluntad.

En Copenhage, Dinamarca, la amenaza se tornó en suceso cuando una mujer se prendió fuego dentro de la embajada griega, donde fueron detenidos 50 manifestantes que habían entrado en el edificio. Mientras, los policías rusos no intervinieron para sacar a los kurdos que permanecían en la embajada griega ya que éstos se entregaron voluntariamente.

Menos problemas ha tenido Italia. Un grupo de 32 kurdos tomó el consulado griego en Milán, pero abandonaron el edificio tras cuatro horas, en las que mantuvieron rete-

nido a la consul María Diamanti. Lamberto Dini, ministro italiano de Asuntos Exteriores, pidió ayer a las autoridades turcas que no sentencien a muerte a Ocalan. Las protestas sólo se produjeron en dos ciudades no europeas. En Sydney, Australia, un número indeterminado de manifestantes lograron tomar el control del consulado griego anoche. Y en Armenia, donde por un breve espacio de tiempo, los kurdos ocuparon la sede de Naciones Unidas. En Grecia, el país al que el PKK acusa de haber entregado a Ocalan a Turquía en una confusa operación desarrollada en Nairobi, la policía está en estado de alarma total. Se temen atentados terroristas y por ello se han protegido las sedes del Parlamento, el Ministerio de Asuntos Exteriores y las embajadas extranjeras en Atenas, incluida la turca. Además de las medidas policiales, el viceministro griego de Exteriores, Georgios Papandreu, confirmó ayer que su Gobierno ha pedido a la presidencia de la Unión Europea una declaración para que los kurdos abandonen sus sedes diplomáticas.

GOLPE A LA GUERRILLA KURDA

Un veterano guerrero en sus horas bajas

Debilitado militarmente, Ocalan sigue siendo una leyenda para sus seguidores y un terrorista para Turquía

JUAN CARLOS SANZ, Madrid
Sus partidarios le seguirían hasta la muerte; lo mismo que sus rivales. Abdulá Ocalan, Apo, es, para los primeros, el líder carismático del *gran Kurdistán*, y el enemigo público número uno de Turquía para los segundos. Y una pesadilla para todas las cancillerías occidentales. Debilitado en el frente de combate tras el formidable despliegue militar turco en el sureste de Anatolia y la pérdida de sus bases en el norte de Siria e Irak, Ocalan, que cumplirá 50 años en 1999, empezó, sin duda, demasiado tarde su viaje hacia ninguna parte.

Desde 1993 ha ofrecido sucesivas treguas unilaterales, que siempre han sido rechazadas por el Gobierno turco. Y cuando las autori-

dades sirias, bajo la amenaza de guerra de Ankara, se decidieron a expulsarle el pasado mes de octubre hacia un difuso exilio en Moscú, el líder del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK) debió comprender que él mismo debía ser quien encabezara la ofensiva diplomática de la causa kurda ante los países europeos que tradicionalmente han apoyado económicamente y con armas a Turquía.

Orondo, con su poblado bigote negro, Ocalan pasaría inadvertido en cualquier bazar turco si no fuera por el halo de mesianismo con el que sus seguidores han revestido su leyenda. Nacido en 1949 en la aldea de Omerli, en la provincia turca de Sanliurfa, en la frontera con Siria, Ocalan procede de una familia campesina en la que ape-

nas se hablaba el kurdo. Como tantos otros jóvenes de su generación, se vio envuelto en las luchas políticas que conmocionaron a Turquía a finales de los años setenta, con enfrentamientos entre grupos radicales de la izquierda y bandas paramilitares de extrema derecha, como los temibles Lobos Grises. En su época de estudiante en la Universidad de Ankara, Ocalan fundó el PKK en 1978, después de haber sido detenido y encarcelado por actividades pro kurdas. Pero tuvo tiempo de huir de Turquía antes de que estallara el golpe de Estado militar de 1980 para exiliarse en Damasco, un tradicional rival del hegemonismo turco en la región, y en el valle de la Bekaa, en territorio libanés controlado por Siria, donde instaló su principal base de operaciones y los campos de entrenamiento guerrilleros, a partir de los cuales lanzó su ofensiva armada en 1984.

Convoyes enteros con decenas de soldados turcos han sido aniquilados desde entonces en el sureste del país, en una guerra abierta aunque no declarada, en la que el Ejército de Ankara no ha escatimado el uso de artillería, carros de combate o las incursiones de aviones.

El vía crucis de Apo se ha urdido en una compleja telaraña desplegada desde hace cuatro meses

en Siria. Un misterio, como casi toda la existencia del líder kurdo, aún sin desentrañar. Primero fue expulsado por Damasco ante la amenaza bélica de Ankara. Tras librarse de un huésped incómodo,

el Gobierno de Hafez al Asad le envió a Moscú, donde la Duma llegó a votar a favor de concederle asilo político a comienzos del pasado mes de noviembre. Mientras tanto, el Parlamento griego le invitaba a viajar a Atenas. Pero las autoridades rusas decidieron más tarde expulsarle también del país y le embarcaron con destino a Roma con un falso pasaporte turco.

El pasado 12 de noviembre fue detenido en el aeropuerto de la capital italiana bajo la acusación de terrorismo que había sido dictada contra él por los Gobiernos de Alemania y Turquía. Las autoridades italianas, sin embargo, decidieron no extraditarle a Turquía, un país donde sigue aún vigente la pena de muerte, y, tras una serie de recursos judiciales, fue finalmente puesto en libertad el 16 de diciembre, ya que Alemania revocó la orden de captura internacional que había dictado contra él.

Apo sigue siendo idolatrado por sus seguidores en el Kurdistán turco, a falta de otro líder carismático en el independentismo. Ahora temen por su vida. "Ya han muerto demasiados kurdos en las prisiones turcas", advirtió ayer un portavoz del PKK en el exilio".

El dirigente del Partido de los Trabajadores del Kurdistan podría ser condenado a muerte

Turquía celebra la captura y acusa al líder kurdo de los delitos de terrorismo y traición

REUTERS, Ankara

La detención del hombre que ha causado más de 29.000 muertos en 14 años de lucha por la independencia del Kurdistan llenó ayer de satisfacción y regocijo cafés y mercados turcos.

Satisfecho también, el primer ministro turco, Bulent Ecevit, aseguró que Ocalan tendrá "ahora que responder ante la justicia turca" acusado de delitos de terrorismo y traición. Ambos cargos podrían acarrearle la pena capital.

La detención del líder del Partido de los Trabajadores del Kurdistan puede ser el fin del conflicto separatista que ha teñido durante años la política interna turca y ensombrecido las relaciones de Ankara con sus vecinos.

Lo que en ningún momento explicó ayer el primer ministro turco durante la rueda de prensa fue la pregunta que aún hoy sigue haciéndose mucha gente: cómo fue llevado Ocalan desde Kenia hasta Turquía. A lo que sí respondió fue a que el líder kurdo había sido capturado "tras un exhaustivo y cauteloso seguimiento de 12 días a través de diferentes países y continentes". "Tan sólo 10 personas en Turquía conocían esta operación. Hemos llevado a cabo un objetivo muy difícil; lo que ahora tenga que pasar queda en manos de la justicia", aseguró Ecevit.

El único detalle que el primer ministro aportó ayer sobre cómo se desarrolló la operación de detención fue que no se había producido "ni un solo herido".

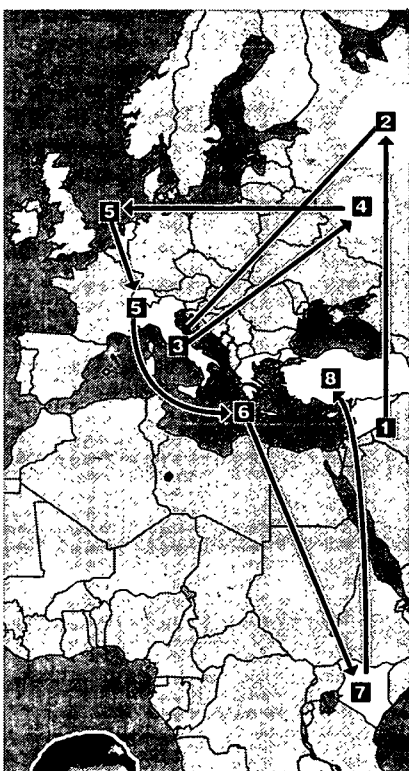
Héroe o 'asesino de niños'

Considerado un héroe para los nacionalistas kurdos y un asesino de niños para la mayoría de los turcos, la campaña separatista de Ocalan ha afectado de una manera u otra a casi todos los habitantes de este país de 62 millones de personas.

"Estoy muy feliz, la noticia me ha dejado sin habla", declaraba en Estambul Arif Kalelioglu, un joven de 20 años que todavía tiene que cumplir con el servicio militar de su país. "Tenía que pasar antes o después. Ya está aquí [Ocalan], lo que sin lugar a dudas es una gran noticia", relataba con enorme satisfacción Fahime Akas, un empleado de banca.

Tanto en Estambul como en la capital, Ankara, la noticia se extendió rápidamente. Y muchos han visto en la detención del líder guerrillero el justo premio a la reivindicación de la línea dura turca contra el nacionalismo kurdo, que le ha supuesto acusaciones de abusos contra los derechos humanos por parte de sus aliados occidentales. El conflicto kurdo ha he-

Cuatro meses en busca de asilo



Abdalá Ocalan, líder del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK)

Fuente: Reuters

1 19 de OCTUBRE de 1998

Ocalan confirma que ha dejado su base en Siria tras las presiones diplomáticas y militares ejercidas por Turquía sobre Damasco.

2 20 de OCTUBRE de 1998

Turquía asegura que Ocalan se encuentra en Rusia, país que niega su presencia el 5 de noviembre y afirma que no le ha concedido el asilo.

3 12 de NOVIEMBRE de 1998

Arrestado en el aeropuerto de Roma tras llegar en un vuelo procedente de Moscú con pasaporte falso.

4 16 de ENERO de 1999

Roma dice que Ocalan ha dejado Italia y algunos le sitúan en Rusia o en alguna República de la ex URSS.

5 1 de FEBRERO de 1999

Holanda no le da permiso para entrar. Turquía informa de que posteriormente Suiza rechazó el aterrizaje del avión antes de repostar en Milán.

6 2 de FEBRERO de 1999

Grecia niega que Ocalan estuviera a bordo de un avión localizado en Corfú.

7 15 de FEBRERO de 1999

Ocalan deja la Embajada griega de Nairobi y es detenido por las autoridades de Kenia.

8 16 de FEBRERO de 1999

Llega a Turquía, donde es acusado de delitos de terrorismo.

A. A. / EL PAÍS

cho que las relaciones económicas turcas con el resto del mundo fueran tensas con frecuencia y ha devastado, en gran medida, parte de la zona conocida como Kurdistan, el sureste de Turquía.

En un centro cultural kurdo de Estambul, el ambiente que se vivía ayer era bien diferente. Hogar para muchos emigrantes kurdos que tuvieron que abandonar las ciudades del sureste ante una guerra no declarada, el sentimiento que se percibía era sombrío y triste.

"El mundo entero ha traicio-

nado al pueblo kurdo", comentaba taciturno un hombre kurdo que no quiso dar su nombre.

En Tuceli, una ciudad del este del país y escenario de algunas de las más encarnizadas luchas entre los rebeldes y el Ejército, las medidas de seguridad eran extremas. Cada persona que entraba o salía de la ciudad era cacheada en controles de policía que se habían hecho muy numerosos.

"Todas las medidas de seguridad han sido dobladas en precaución ante posibles acciones de la organización y sus simpatizan-

tes", aseguró el gobernador de Tuceli, Mehmet Ali.

Más de 29.000 soldados, rebeldes y civiles han perdido la vida en el conflicto entre las fuerzas de seguridad y los guerrilleros del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK). La captura de Ocalan supone un triunfo de las tácticas de Turquía en el uso de las amenazas militares, presión comercial, protestas callejeras e intimidación política para conseguir sus objetivos.

Pero los analistas consideran que un eventual juicio al "hombre más indeseado del mundo" podría finalmente ser perjudicial para el Gobierno turco, dominado por los militares, y desembocar en una mayor presión para una autonomía del Kurdistan.

Para los seguidores del PKK, las autoridades turcas han jugado duro al capturar al "terrorista". Sin embargo, para los críticos, Turquía ha toreado tanto a sus vecinos como a los aliados de la OTAN en una campaña que ha dramatizado la causa kurda, especialmente en Europa, en lugar de debilitarla.

Éxito notable para Turquía

"La detención de Ocalan es un éxito notable para Turquía. Obviamente, los turcos tratarán ahora de usar su juicio para romper los lazos entre el PKK y los kurdos moderados", asegura el profesor Keith Kyle, experto en política turca en el Real Instituto Británico de Asuntos Internacionales. "Pero los turcos no han sido muy sutiles en el modo en el que han hecho las cosas, y es muy probable que acaben complicándolo todo".

Para James Ker-Lindsay, especialista en relaciones entre Turquía y Grecia, mientras que Ankara se ha apuntado una gran victoria al capturar a Ocalan, sin embargo, no ha ganado la batalla de persuadir a la opinión pública de que el PKK es un grupo terrorista sin representación alguna".

J. C. S., Madrid

A falta de partidos nacionalistas moderados, la guerrilla del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK) es el único referente en el imaginario colectivo de millones de campesinos kurdos del sureste de Anatolia o emigrantes en las grandes ciudades turcas o de la Unión Europea. El Estado turco kemalista, forjado en un fuerte centralismo nacionalista tras la desmembración del Imperio Otomano, hace 75 años, se ha negado a reconocer siempre los derechos culturales de una etnia que agrupa a 12 millones de personas en su propio territorio y a otras tantas repartidas entre Siria, Irak, Irán o el exilio.

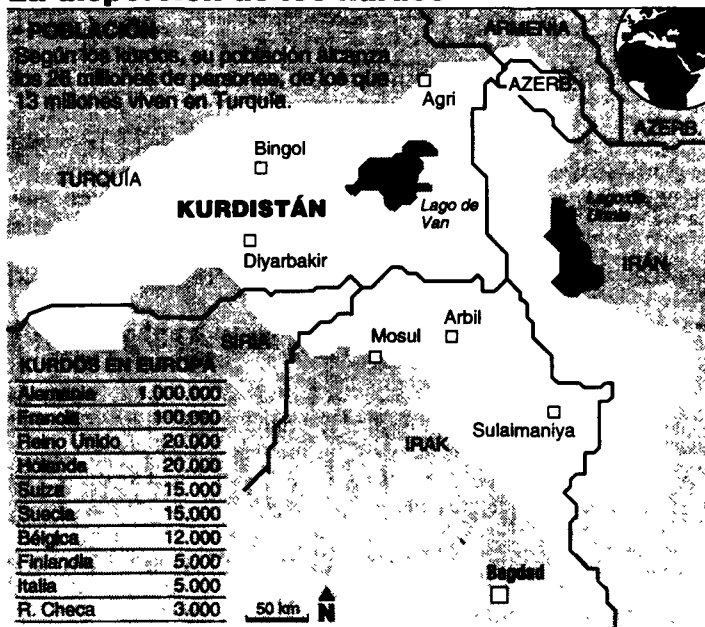
Fiel a sus raíces marxistas-leninistas, el PKK impuso desde su fundación un descarado culto a la personalidad hacia su líder, Abdulá Ocalan: un kurdo que casi siempre habla en turco y que en 1984 desencadenó la lucha armada como única respuesta al histórico problema de la minoría kurda.

Como ocurre en casi todos los pueblos sin Estado, el nacionalismo kurdo ha recurrido a una identidad legendaria para reconstruir su propia historia —imperios mesopotámicos, cultos a Zoroastro— en la base de una lengua y cultura propias. Pero las tribus, los clanes kurdos, se dieron de bruces con la historia tras la I Guerra Mundial. Las promesas de las potencias aliadas de recompensar su apoyo guerrillero contra el Imperio Otomano parecieron haberse cumplido en el Tratado de Sèvres, en 1920. Poco después, sin embargo, la conferencia de Lausana puso fin al sue-

Un pueblo sin Estado ni liderazgo

El Kurdistan ha sufrido la política de tierra quemada llevada por Ankara

La dispersión de los kurdos



Fuente: Corriere della Sera.

A. N. / EL PAÍS

ño de un Estado independiente en la encrucijada de caminos de Oriente Próximo y Asia central, donde aún sigue habiendo demasiados intereses (petróleo, rutas comerciales) en juego. La Turquía moderna fijó así sus fronteras, que años más tarde le garantizaron un papel predomi-

nante durante la guerra fría con su incorporación a la Alianza Atlántica. Precisamente, al final de este periodo de tensión, y en medio de los sucesivos golpes militares que ha vivido Turquía, el independentismo kurdo quedó encabezado por un grupo ultraizquierdista.

El PKK nace en noviembre de 1978 de las cenizas del llamado Ejército de Liberación Nacional del Kurdistan. Seis años después, la guerrilla inicia su alzamiento armado contra el Estado turco desde sus bases en Siria y, tras la guerra del Golfo, en el norte de Irak. El PKK llegó a contar en sus filas con hasta 10.000 hombres armados frente a los 250.000 soldados turcos desplegados en el sureste de Anatolia.

Tras más de 14 años de conflicto armado, el Kurdistan turco ha sufrido la política de tierra quemada emprendida por las autoridades de Ankara para aislar a la guerrilla; más de 3.000 pueblos y aldeas fueron destruidos y más de 30.000 personas han muerto en los enfrentamientos registrados entre el Ejército y los hombres de Ocalan.

Hoy, el PKK cuenta con un ala política, el Frente de Liberación del Kurdistan, con sede en Bruselas, y otra militar, el Ejército Popular de Liberación del Kurdistan. Además, ha impulsado la creación de órganos de defensa de la causa kurda en el exilio, como es el caso del auto-proclamado Parlamento kurdo, invitado por el Parlamento vasco a reunirse en su sede de Vitoria el próximo mes de julio.

La guerrilla kurda dispone, además, de un importante aparato mediático, cuyo buque insignia es la cadena de televisión por satélite MED-TV, cuyos estudios se encuentran en Bruselas. El PKK se encuentra prohibido en Francia y Alemania, y en este último país residen más de 500.000 kurdos sobre una población inmigrante de dos millones de turcos.

La tragedia de 25 millones de Kurdes

Le peuple kurde est, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le démantèlement de l'Empire ottoman, cet « homme malade de l'Europe » victime d'une des plus grandes injustices du siècle. En 1920, le traité de Sèvres, qui dessine les frontières de la Turquie, prévoyait la création d'un Etat kurde. Cet état indépendant ne verra jamais le jour. Refusé par Kemal Ataturk, le père de la Turquie moderne, il sera tout simplement annulé en 1923 par le traité de Lausanne. Depuis, les Kurdes vivent dispersés sur quatre Etats dont les frontières ont été imposées par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale : Turquie, Irak, Iran,

Syrie. Dans tous ces pays, ils ont un statut de minorité, plus ou moins maltraitée, mais nulle part leurs droits nationaux n'ont été reconnus, cela en dépit de révoltes et de soulèvements multiples. La population kurde atteint pourtant aujourd'hui entre 20 et 25 millions de personnes. La communauté la plus importante - environ 15 millions - vit en Turquie, la deuxième en Irak, les autres en Iran et en Syrie. En Irak, où ils avaient obtenu en 1974 un statut d'autonomie, ils ont été victimes, pendant la guerre Iran-Irak, d'une répression féroce de la part du régime de Saddam Hussein, qui n'a pas hésité à utiliser contre eux les

armes chimiques (à Hallabjah) puis à les bombarder lors du soulèvement kurde qui a suivi l'opération « Tempête du désert », en 1991. Depuis lors, le Kurdistan d'Irak, au nord du 36e parallèle, est devenu une zone autonome échappant à l'autorité de Bagdad. En Iran, les Kurdes voient également leurs droits nationaux bafoués. L'éphémère république de Mahabad, qu'ils fondent en 1946 avec l'aide de l'URSS, sera noyée dans le sang. Et les tentatives de négociations faites par le PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) avec le régime islamique pour un minimum d'autonomie se sont soldées par l'assassinat des négociateurs kurdos (à Vienne

L'HUMANITE/MERCREDI 17 FEVRIER 1999

en 1989 puis à Berlin en 1992) et par une répression accrue contre les populations. En Turquie enfin, les Kurdes n'ont même pas le droit de se dire kurdos. Victimes d'une turquisation forcée depuis 1924, ils ont vu leurs associations, leurs écoles et leurs publications interdites. Les partis turcs qui manifestent la moindre solidarité avec la cause kurde sont interdits. Les partis pro-kurdes et leur dirigeants persécutés. Les choses s'aggravent après le coup d'Etat militaire de 1980, ce qui amène le PKK, créé en 1978 par Abdullah Ocalan, à déclencher la lutte armée (voir page 3). Depuis lors, la guerre entre l'armée turque et le PKK a fait officiellement 37.000 morts. Le chef du PKK, réfugié en Syrie depuis 1981, a été

contraint de quitter Damas en octobre 1998, Ankara ayant massé des troupes à la frontière syrienne et menaçant d'intervenir. Réfugié à Rome, il a tenté d'obtenir une médiation européenne pour la convocation d'une conférence internationale sur le Kurdistan. En vain. Obligé de quitter Rome où il était devenu indésirable en raison des pressions turques et américaines sur l'Italie, Ocalan cherchait depuis le 16 janvier une terre d'asile. Hier, le PKK et l'ensemble de la communauté kurde en ont appelé à l'Europe pour qu'elle « manifeste sa solidarité au peuple kurde », « garantisse la sécurité » d'Ocalan et participe enfin au règlement d'un problème qu'elle a contribué à créer.

Directeur de l'Institut kurde, Kendal Nezan dénonce l'implication des États-Unis

Ocalan est tombé dans un piège

KENDAL NEZAN est directeur de l'Institut kurde de Paris. Kurde lui-même, né en Turquie, il a répondu à nos questions après l'enlèvement hier à Nairobi du chef du PKK, Abdullah Ocalan.

Que savez-vous des circonstances de l'arrestation d'Ocalan ?

Tout ce que je sais, c'est qu'il a été arrêté, enlevé et emmené en Turquie grâce à une opération concoctée par les services secrets israéliens, américains et turcs.

Comment pouvez-vous être sûr de l'implication des Israéliens et des Américains ?

Ce sont les Turcs eux-mêmes qui s'en vantent ! De toute manière, ils n'avaient pas les moyens de monter seuls une telle opération au Kenya, où la Turquie n'a qu'une présence symbolique. On sait aussi de façon certaine que les Américains, grâce à leurs satellites, suivaient le moindre de ses déplacements depuis son départ d'Italie. Il est tombé dans le piège qui lui avait été tendu. Maintenant il est en Turquie dans un lieu secret, sans doute torturé, et il aura droit à un jugement à la turque, avec des politiques pour juges.

Cette arrestation vous a-t-elle surpris ?

Oui, d'une certaine manière. Je pensais que s'il avait accepté de quitter l'Italie, c'est qu'il avait un autre endroit sûr où aller. Mais aucun pays européen n'a voulu lui donner asile, parce qu'il y avait la pression américaine. Et comme d'habitude quand les Américains mettent leur veto, l'Europe n'a pas la volonté politique d'aller contre ce veto. D'Alema (le premier ministre italien - NDLR) a fait la tournée des capitales européennes pour tenter de susciter une action internationale sur le Kurdistan, afin que cette tragédie



La sale guerre de l'armée turque au Kurdistan.

trouve une solution politique. Mais comme les États-Unis étaient contre, chacun est resté dans son coin. Ajoutez à cela que la Turquie, avec ses commandes d'armes notamment, a les moyens d'acheter le silence des uns et la complicité des autres.

Quelles peuvent être les conséquences de cette arrestation ?

Au-delà du sort d'Ocalan lui-même pour qui on peut craindre le pire, il y a le risque d'un regain de violence. Même les Kurdes qui ne sont pas d'accord avec les méthodes du PKK, comme c'est mon cas, sont outrés qu'on puisse livrer quelqu'un à un pays comme la Turquie, où l'on pratique la torture,

où les intellectuels sont pourchassés et condamnés à des dizaines d'années de prison, simplement pour avoir écrit que les Kurdes existent. Un comportement digne aurait

consisté à l'arrêter dans un pays démocratique, un pays européen, et à l'y juger, ce qui aurait été l'occasion de se pencher enfin sur la tragédie kurde. Mais aucun pays d'Europe n'a eu ce courage. Même pas la France qui, pourtant, n'a pas hésité à donner asile au général libanais Michel Aoun, qui n'est pas un ange. Quelqu'un comme Jean-Claude Duvalier, « bébé Doc », y coule des jours heureux et le chef de la mafia turque, qui a des dizaines d'homicides à son actif, et qui a été

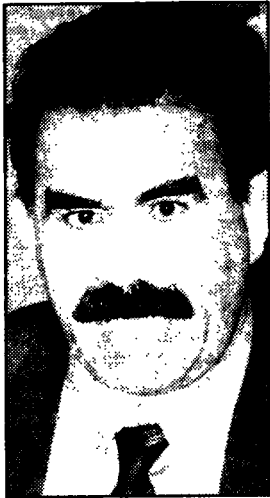
arrêté l'été dernier à Nice, n'a toujours pas été extradé. Ce sont des questions que tous les Kurdes se posent, même si, je le répète, ils désapprouvent le recours à la lutte armée qui ne fait que servir d'alibi aux Turcs pour détruire le pays. Tout cela risque d'avoir des conséquences graves sur les relations kurdo-turques à l'intérieur de la Turquie et de donner un nouveau coup de fouet à l'ultranationalisme grand-turc.

Propos recueillis par
FRANÇOISE
GERMAIN-ROBIN

MERCREDI 17 FEVRIER 1999

L'Humanité

Un rebelle
anachronique



Abdullah Ocalan :
son arrestation a fait l'effet
d'une bombe
dans la communauté kurde.
(Photo AP.)

Agé de 49 ans, massif, regard exalté et moustache noire abondamment fournie, Abdullah Ocalan dirige d'une main de fer depuis sa création le PKK, un parti marxiste-léniniste qu'il a lui-même fondé en novembre 1978 avec quelques amis étudiants.

Le PKK lutte pour l'établissement du « Grand Kurdistan » sur un territoire pris sur la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie qui compterait environ 20 millions d'habitants.

Né dans un village de la province de Sanliurfa, frontalier avec la Syrie, issu d'une famille paysanne de six enfants, Ocalan s'est lancé dans le militantisme politique dès l'université. Il est emprisonné en 1972 pendant sept mois pour « activités pro-kurdes » et, en 1978, il opte pour la lutte armée pour « ne pas faire perdre de temps à la cause des Kurdes avec des débats politiques ».

Il s'enfuit juste avant le coup d'Etat militaire turc de septembre 1980 et se réfugie sous la protection syrienne. En 1984, il déclenche la lutte armée.

La stratégie
du coup de boutoir

*La victoire militaire sur le PKK est acquise.
Il reste à la transformer sur le terrain politique.*

« Nous avons dit que nous le capturerions où qu'il soit dans le monde. Nous avons rempli cette promesse de l'État. » Pour les autorités turques, en l'occurrence représentées par le premier ministre Bülent Ecevit, l'heure est à la satisfaction. Déclenchée au début des années quatre-vingt-dix, la politique du coup de boutoir asséné régulièrement, avec force et intensité contre la rébellion kurde du PKK s'achève sur un triomphe : l'arrestation d'Abdullah Ocalan, l'ennemi public turc numéro un, qui, voici encore quelques mois, narguait Ankara de son refuge syrien.

Déclenchée en deux temps, l'offensive menée par l'armée turque se conclut par un succès. Alors que de 1984 à 1990 la guérilla kurde n'avait cessé d'étendre son emprise et son audience, la voici maintenant privée de direction et, surtout, de stratégie. En témoigne la trajectoire d'Abdullah Ocalan, leader charismatique baladé depuis son départ de Syrie comme un simple pion à travers le monde.

Casus belli

Pour parvenir à ses fins, l'armée turque a employé les grands moyens. De 1990 à 1994, les unités turques déployées en Anatolie du Sud-Est procèdent à d'importants déplacements forcés de population en rasant près de 4 000 bourgades kurdes. Dans le même temps, la population kurde est strictement encadrée par l'armée qui distribue bons de nourriture et bons d'essence afin de régenter la vie quotidienne, le tout sur fond d'intense répression, parfois violente et généralement déléguée aux

supplétifs locaux kurdes constitués en milices. Le but de la manœuvre est simple : il s'agit d'isoler la guérilla, de la priver de tout contact et de toute assise au sein de la population kurde du « Kurdistan ».

Ce préalable réalisé au bout de quatre ans d'intenses efforts, l'armée turque entame la deuxième phase de l'opération en déployant en masse (de 250 000 à 300 000 hommes) des troupes constituées tant de corps aguerris que de conscrits. Les conscrits sont là pour occuper le terrain « libéré » ; les unités professionnelles doivent, elles, poursuivre la guerre à coups de spectaculaires offensives mobilisant à chaque fois plusieurs dizaines de milliers d'hommes et des moyens lourds. Objectif de ces offensives : traquer les rebelles du PKK jusque dans leurs bases de repli, c'est-à-dire essentiellement l'Irak du nord.

Suivie attentivement par Washington et le Pentagone (la Turquie est membre de l'Otan), cette stratégie du coup de boutoir inlassablement répété finit par aboutir. À l'automne dernier, il n'est que temps de porter l'estocade. Ankara déclare à Damas que ce serait un *casus belli* si Abdullah Ocalan continuait à bénéficier de l'asile politique. Hafez el-Assad n'a guère de choix : Washington ne fait alors pas mystère de ses intentions d'en finir avec Saddam Hussein, le raïs irakien ; dans ce contexte, Abdullah Ocalan est un obstacle en ce sens qu'il est source de nuisance à la mise en place d'une véritable coalition anti-Saddam d'acteurs locaux. Conscient du rapport des forces, Hafez el-Assad s'incline.

Dès lors Abdullah Ocalan est condamné. Exilé de Syrie en Russie, puis en Italie – où durant deux mois Rome cède à ses tentations bouffonnes –, le leader kurde rebondit probablement en Biélorussie, puis en Grèce, pour finalement atterrir à Nairobi où il tombe dans les rets d'Ankara.

Position de force

En toute discrétion, Washington vient de marquer un point important sur l'échiquier proche-oriental : l'un des préalables à la mise en place de fronts contre Saddam Hussein dotés de quelque crédibilité vient d'être rempli.

Quant à la Turquie, si elle laisse aujourd'hui éclater sa satisfaction, il lui reste encore de nombreux pas à accomplir avant d'en avoir fini avec le problème du « terrorisme », le terme utilisé pour désigner la question kurde.

La victoire militaire sur le PKK est certes acquise, mais il reste à la transformer sur le terrain politique. Si Ankara, maintenant en position de force, se refuse à toute concession, même d'ordre symbolique, sur la question kurde, il y a fort à parier que, d'un point de vue turc, cette guerre de 1990-1999 n'aura été qu'un nouvel épisode dans l'histoire bien mouvementée des nombreuses et séculaires insurrections kurdes. « Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays, déclarait en 1930 le ministre de la Justice d'Ankara. Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves. »

Patrick de SAINT-EXUPÉRY

Editorial par Michel Muller

Les questions kurdes

L'enlèvement d'Abdullah Ocalan et les manifestations de colère de la diaspora kurde, partout en Europe, rappellent brutalement à l'opinion publique l'existence d'une répression particulièrement sanglante des aspirations à la dignité d'un peuple écartelé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Depuis des décennies, les régimes turcs successifs ont mené une action systématique de destruction de l'identité kurde. Interdiction de la langue, de la culture, assassinats, déplacements massifs de populations, dix mille villages détruits, des dizaines de milliers de morts, tel est le bilan d'une effroyable injustice faite aux quinze millions de Kurdes de Turquie. Les capitales européennes, sauf quelques trop rares déclarations réprobatrices, ont fait preuve d'aveuglement volontaire devant cette question. Jamais on n'entendit une autorité quelconque protester contre les ratissages de l'armée turque dans le Kurdistan de Turquie.

Et à aucun moment les contrats de fournitures d'armes – celles-là mêmes qui tuent les Kurdes – n'ont été mis en cause. Pour avoir assisté en décembre 1994 au « procès » à Ankara de Leyla Zana et de quatre de ces collègues députés, nous connaissons le mépris que professent les autorités turques envers les droits humains. Ces parlementaires condamnés à de lourdes peines de prison, après avoir été torturés, avaient été élus démocratiquement. Leur « crime » était d'avoir lutté, par la parole et seulement par elle, pour un règlement pacifique du conflit qui ensanglante l'est de la



Turquie et pour le respect de l'identité des Kurdes de Turquie dans le cadre de l'Etat turc. Seul le Parlement européen avait officiellement dénoncé cette parodie de procès et la plupart des gouvernements d'Europe se sont tus. Pourquoi ? On affirme que les Etats-Unis et les services secrets israéliens ont prêté la main à l'enlèvement d'Ocalan. Cet acte de terrorisme d'Etats n'est pas surprenant : Ankara a tout fait pour mériter ce « cadeau ».

La Turquie, membre de l'OTAN, dont elle constitue l'armée la plus nombreuse en hommes, est l'un des piliers de la politique américaine au Proche-Orient et même en direction des républiques caucasiennes et d'Asie centrale. Ankara met à la disposition du Pentagone la base d'Incirlik, d'où décollent les chasseurs américains et accessoirement britanniques pour bombarder l'Irak. Ankara est lié, par une alliance stratégique datant de l'époque de la guerre froide, avec les Etats-Unis. Un traité de coopération militaire avec Israël a complété le dispositif en 1996. Une injustice que l'on veut ignorer, parce que l'on n'a pas la volonté d'y apporter réparation, devient explosive. Le régime turc et ses alliés, en faisant procéder à l'enlèvement d'Ocalan, croient pouvoir, en décapitant une organisation armée, profiter de l'occasion pour détruire définitivement par la force l'aspiration du peuple kurde à sa dignité. A quel prix ? Et à quels risques ? Que l'on ne s'y trompe pas : si les gouvernements d'Europe emboîtent le pas à la stratégie turque, la question kurde, avec tous les risques d'explosion, deviendra européenne. Raison de plus pour imposer à Ankara une solution politique.

The Kurds: shunned and betrayed, with no land to call their own

THE Kurds, according to their most famous saying, "have no friends but the mountains", and the past century has seen them betrayed by Britain, America, Iran, Iraq and Turkey and most tragically of all by the double-dealings of their own leaders.

Numbering some 20 or 25 million people scattered across Turkey, Iraq and Iran, with a few in Syria, the Muslim Kurds are probably the largest ethnic group that has never had a homeland.

But this is not for want of promises or effort.

As the Ottoman Empire disintegrated at the end of the First World War, the Kurds were first offered and then denied their greatest chance for independence. An autonomous Kurdish province was provided for in the 1920 Treaty of Sevres, which governed the break-up of the empire.

But the new Turkish parliament refused to ratify Sevres. The great powers indulged their

former foes, and the subsequent 1923 Treaty of Lausanne made no mention of the Kurds. Britain, by then had other ideas.

For it is the misfortune of the Kurds that their nomadic herds-men live atop the rich oilfields of Mosul, the northernmost prov-

ince of Iraq. As mandatory power in Iraq, Britain decided to keep the oil for itself, rather than hand it over to independent Kurds.

While Britain remained in Iraq, the Kurds had some protection.

**By Christopher Lockwood
Diplomatic Editor**

But in 1932, Iraq was made independent without any constitutional guarantees for its minorities, and so began the long story of the repression of the Iraqi Kurds under progressively nastier dictators, culminating in Saddam Hussein, who gassed thousands of Kurds in 1988.

So began, too, the saddest part of the Kurds' story: the failure of

their leaders in Iraq, Iran and Turkey to co-operate in the wider interests of the Kurdish nation.

Partly, this has been ideological. Abdullah Ocalan's Kurdish Workers' Party (PKK) is a Marxist organisation with which neither of the main Iraqi Kurdish parties, the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, has had much in common.

But the main reason for the Kurds' failure to co-operate has

been opportunistic. The various

factions have often been prepared to deal with the oppressors of their fellow Kurds in order to further their own aims.

Few, if any, Kurds now seem to want a Greater Kurdistan that would take in south-east Turkey, northern Iraq and western Iran. They seek, instead, autonomy within the states in which they find themselves.

However, the fear of a Greater Kurdistan persists and this is

why Turkey repeatedly warns the West over the dangers of air strikes against Iraq. Its great fear is that a destabilised Iraq would fragment, and that an independent Iraqi Kurdistan in the north would soon cast its eyes to the Kurds in Turkey.

The West has tended to accept this argument, for in the final analysis, Turkey, as an ally guarding Nato's troubled south-eastern flank, counts for more than 20 million stateless Kurds.

THE DAILY TELEGRAPH

FEBRUARY 17, 1999

El problema kurdo no se reduce a una persona

EL MUNDO, MIERCOLES 17 DE FEBRERO DE 1999

MANUEL MARTORI LL

No cabe duda de que el Gobierno de Ankara consiguió ayer el mayor éxito en su lucha contra el Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK), la principal organización kurda de Turquía que combate con las armas en la mano desde 1984 para conseguir un Estado federal en ese país. Incluso, el hecho de tener en sus manos a Abdulá Ocalan, más conocido entre los suyos con el familiar nombre kurdo de Apo (tío), supone, si la máquina de la tortura funciona adecuadamente, acceder a una cantidad de información con la que los servicios secretos turcos jamás habrían soñado. El carácter rigidamente centralista y vertical del PKK hacía que casi todas las decisiones tuvieran que pasar casi obligatoriamente por él; en el PKK difícilmente se podía tomar una iniciativa de relevancia sin su visto bueno.

Pero sería un error que los países, directa o indirectamente afectados por el problema kurdo, pensarán que con la caída de Apo se resuelve algo. El problema kurdo de Turquía, ni el de Irak, ni el de Irán son el problema de una persona, ni

siquiera de una organización tan importante como el PKK y su brazo político, el Frente de Liberación Nacional del Kurdistán (ERNK). Se trata de un drama que afecta, solamente en este país de la OTAN, a más de 13 millones de personas, que se ven privados de los más elementales derechos culturales y políticos, como, por ejemplo, el de estudiar en la lengua materna, tener partidos políticos propios o poder, con plena libertad, comprar un periódico, oír una radio y ver una televisión en la lengua indoeuropea hablada por este pueblo desde hace 5.000 años.

El problema kurdo de Turquía, como ha ocurrido en otras ocasiones en Irak e Irán, estriba en la destrucción sistemática de pueblos, en la limpieza étnica que supone la existencia de cerca de tres millones de refugiados y en una población que vive sumida bajo un régimen de terror. Pero, a diferencia de lo que ocurre en las otras dos grandes partes en que está dividido el Kurdistán, en Turquía, se ha desarrollado un movimiento extremadamente radical debido al profundo abandono económico de las provincias del suroeste, habitadas por este pueblo y a una secu-

lar negación de su propia existencia.

La consecuencia, por lo tanto, no va a ser, como afirma el primer ministro Bulent Ecevit, el fin de un problema político sino, a corto plazo, una radicalización del mismo. La fidelidad de los militantes del PKK a su líder es total y, como repiten continuamente, están dispuestos a entregar hasta la última gota de su sangre por él. Y no le faltan seguidores; además de haber puesto en armas un movimiento guerrillero que no ha podido ser aniquilado por el segundo Ejército de la OTAN, el PKK es capaz de realizar acciones coordinadas como la de ayer en toda Europa, sin que exista publicidad de por medio, o, por ejemplo, reunir en una ciudad kurda a 100.000 personas en pleno estado de excepción sin poder permitirse el lujo de difundir la convocatoria. En el mejor de los casos, la ausencia del líder carismático llevará a la dirección del PKK cuya

influencia política entre los kurdos de Turquía es indudable, a elegir un nuevo presidente y eso, tal vez, flexibilice su línea política, pero el problema permanecerá en su actual magnitud.

Hasta que el Gobierno de Turquía no acepte que sus kurdos tienen derecho a tener escuelas, medios de comunicación y partidos propios; hasta que no conceda una autonomía semejante a las que conocemos en Europa no se puede hablar de solución y eso, por ahora, es imposible porque los gobiernos de Ankara se sienten respaldados por los miembros de la OTAN en este conflicto.

Lo que realmente agrava la situación es que Turquía plantea a sus aliados atlánticos la disyuntiva de dos posiciones totalmente incompatibles entre sí: o los derechos de los kurdos, o los intereses militares y estratégicos; o blanco o negro; no hay tonos intermedios. Desgraciadamente, por razones de Estado, los gobiernos europeos, incluido el de España, suelen elegir el color negro y la luz a este problema con tanta carga desestabilizadora sigue sin encenderse. Puede darse el caso de que hasta Apo desaparezca de escena o el improbable de que el PKK se disuelva, pero tras ellos aparecerán otros líderes y otras organizaciones con las mismas reivindicaciones.



RICARDO NOYA

El hombre que asegura no haber empuñado nunca un arma

Sin empuñar un arma y alojado en una lujosa villa de Damasco, Abdulá Ocalan, apodado Apo, mandó durante los últimos 15 años a la guerrilla kurda en su lucha armada por la independencia de los 12 millones de kurdos que viven en el sudeste de Turquía.

Considerado un demonio para unos, un ángel para otros, el propio Ocalan ha admitido que podría ser considerado un «cobarde», dado que nunca había empu-

ñado un arma y sólo se limitaba a organizar la lucha desde el extranjero y criticar los errores de la guerrilla del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK).

Ocalan nació en 1949 en una aldea de la provincia sudoriental turca de Sanfurfur, de población mayoritaria kurda, para tener sus primeros contactos con las ideas izquierdistas a comienzos de los setenta.

A iniciativa de Ocalan, él y otros 19 compañeros

fundaron en noviembre de 1978 en Fis, aldea de la provincia de Diyarbakir, el primer grupo izquierdista kurdo conocido como Apocular (los seguidores del Apo), rebautizado después como el Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK).

Su política se concentró al principio en luchar contra otros grupos de izquierda y organizaciones kurdas para lograr el control de las provincias sudorientales turcas

donde se concentran los kurdos.

Desde sus comienzos, el nombre del PKK infundía temor entre la población, en especial por la brutalidad de sus acciones en 1979 y 1980 contra miembros del entonces influyente grupo kurdo KUK (Libertadores Nacionales del Kurdistán).

Tras el golpe militar turco de 1980, Ocalan y sus correligionarios abandonaron Turquía y lanzaron una campaña

de reclutamiento de militantes, en especial en los países europeos, para brindarles entrenamiento militar especial en el valle Bekaa libanés, bajo control sirio.

Y fue en su segundo congreso, en 1982, cuando el PKK decidió lanzar la lucha armada en el interior de Turquía para lograr la independencia y la creación de un Estado kurdo que después se podría unir a las zonas de mayoría kurda en Irán, Irak y Siria.

Abdullah Öcalan: «Je veux être jugé!»

Avant de quitter l'Italie, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui vient d'être arrêté au Kenya par la police turque, avait accordé sa dernière interview d'homme libre à Chris Kutschera, journaliste spécialiste de la question kurde.

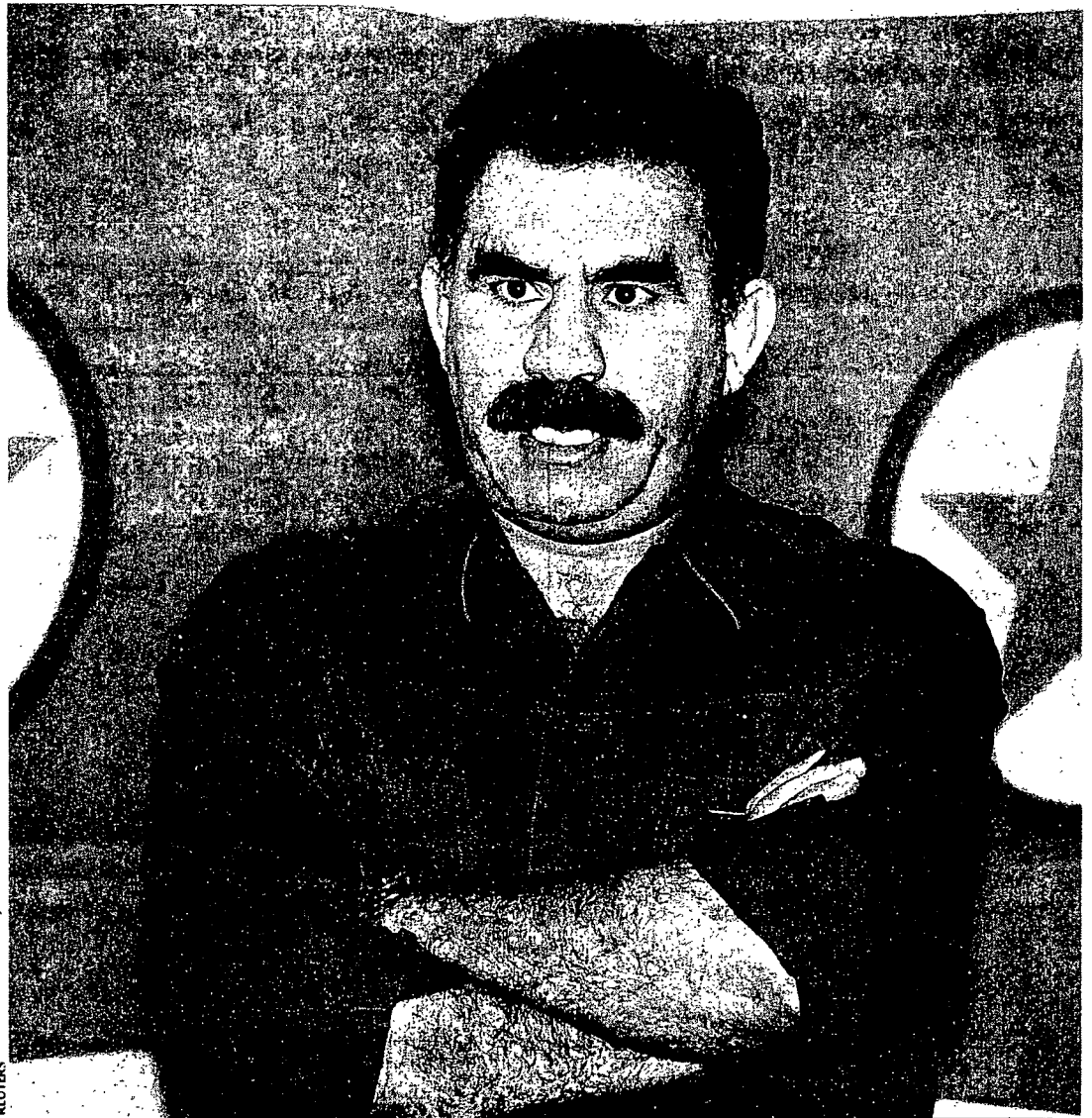
Il y mettait au défi l'Europe d'empoigner sérieusement le problème kurde, et il introduisait pour la première fois un peu d'autocritique dans son propos

être jugé!»

Propos recueillis par Chris Kutschera

Quand Abdullah Öcalan, le président du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a accordé cette interview exclusive, à Rome, début janvier, il ne savait pas encore ce qu'il allait faire: il disait qu'il allait rester en Italie, mais il ajoutait aussitôt qu'il cherchait d'autres pays d'accueil... Et c'était la vérité: interrompant pendant une demi-heure son long entretien, Abdullah Öcalan est allé dans une pièce à côté préparer avec de proches collaborateurs un communiqué annonçant son intention de rester en Italie. En début de soirée, il appelait au téléphone un de ses visiteurs de la matinée, le Dr Mahmoud Osman, l'ancien «ministre des affaires étrangères» du général Barzani, aujourd'hui l'une des rares personnalités kurdes indépendantes respectées par tous, pour lui confirmer son intention de rester à Rome. Et, le lendemain matin, Abdullah Öcalan empêchait la diffusion du communiqué préparé la veille... Et il demandait à ses collaborateurs de lui trouver d'urgence un nouveau pays prêt à l'accueillir. Le 11 janvier, il lançait un ultimatum et donnait, quarante-huit heures à ses collaborateurs pour trouver une solution.

Que s'est-il passé? Les conditions dans lesquelles vivait Abdullah Öcalan étaient particulièrement éprouvantes: ironie du destin, c'est dans une petite agglomération au nom prédestiné d'Infernetto - le petit enfer - à la périphérie d'Ostie, aux portes de Rome, que s'était réfugié l'homme qui dirige depuis 1984 la lutte armée des Kurdes de Turquie, l'homme le plus recherché de Turquie. Tout le quartier était bouclé par les hommes des commandos de la DICOS, les services italiens. Armés de mitraillettes, revolvers dans les poches, poignards aux jambières, ces agents en civil, pulls et lunettes noires, assuraient une protection très rapprochée du chef kurde. Patrouillant dans le jardin de la villa, à l'intérieur de la maison, ces agents aux allures de Rambo, des Rambo, assez spéciaux, à l'italienne, étaient partout. Ils occupaient pratiquement tout le rez-de-chaussée, avec des ordinateurs, fax, batteries de téléphones, et circulaient sans cesse, empruntant le petit escalier en spirale qui permet d'accéder aux deux étages, dans les couloirs, brandissant sans cesse leurs armes. Ils le surveillaient constamment, en faction devant la porte de la pièce où il recevait ses visiteurs, allant même jusqu'à le suivre quand il allait aux toilettes... En attendant que la commission ad hoc statue sur sa demande d'asile, Abdullah Öcalan avait été remis en liberté par la justice italienne; mais



Abdullah Öcalan: «S'il n'y a pas une issue politique, les armes bien sûr joueront un plus grand rôle. Mais aujourd'hui nous voulons donner du poids à la lutte politique.»

VALÉRIE LAFRÈRE, 5 FÉVRIER 1999

l'homme que nous avons rencontré vivait plus l'existence d'un prisonnier sous haute surveillance que celle d'un homme libre. Manifestement les Italiens, qui ne pouvaient pas légalement expulser Öcalan, exerçaient une très forte pression psychologique sur lui, en espérant que le leader kurde craquerait, et qu'il déciderait de son propre chef d'aller chercher asile ailleurs...

Les interlocuteurs italiens d'Abdullah Öcalan - le chef de cabinet du premier ministre Massimo D'Alema, ses avocats - lui ont également fait redouter son arrestation, et un éventuel procès, disant que ce procès pourrait durer... six ans.

L'entourage d'Öcalan était divisé: les représentants du PKK au Proche-Orient et en Russie lui conseillaient de partir, en attirant son attention sur les risques d'un long emprisonnement. Par contre, les responsables de la section Europe du PKK lui conseillaient de rester en Italie, en soulignant que c'était une occasion inespérée d'internationaliser la question kurde. Tous les amis des Kurdes en Europe lui ont envoyé des messages dans ce sens. Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, lui a envoyé un message assez énergique, lui faisant dire que «s'il était un véritable révolutionnaire, il devait rester là où il était...

Le Temps
17.02.1999

qu'il ne devait pas avoir peur de la prison, comme Nelson Mandela, qui a passé 25 ans en prison. Mais Abdullah Öcalan en a finalement décidé autrement.

Pendant quelques jours, les proches d'Öcalan et des politiciens européens très engagés dans la campagne pour une solution politique du conflit kurde en Turquie ont tenté d'esquisser une «diplomatie du ping-pong», qui aurait consisté à faire aller le chef du PKK d'un pays de l'Europe occidentale à l'autre. Plusieurs pays étaient donnés comme possibles: la Hollande, la Suède, l'Autriche. Öcalan serait resté pour de courtes périodes, de deux à trois mois, dans chaque pays, ce qui aurait considérablement facilité la tâche des dirigeants de ces pays face aux pressions américaines et turques. Mais le problème majeur était de trouver le premier pays qui accepterait de l'accueillir après son départ d'Italie. Les artisans de la «diplomatie du ping-pong» ont échoué. A cause des pressions américaines et aussi, souvent, pour des raisons de politique intérieure.

En se désolidarisant de l'Italie, qui pouvait difficilement résister seule au chantage de la Turquie et aux pressions américaines, en refusant d'accueillir Abdullah Öcalan sur son sol, l'Europe a perdu une chance unique d'exercer une influence modératrice sur le leader kurde et sur le PKK. Son enlèvement par les Turcs ne signifie pas que la guerre est finie au Kurdistan; au contraire, tout indique que l'on va vers une intensification des combats avec des dérives sanglantes. Et l'euphorie qui règne à Ankara risque d'être de courte durée: Öcalan sera probablement plus embarrassant en prison qu'en cavale...

Le Temps: Quelle est exactement votre situation aujourd'hui?

Abdullah Öcalan: Nous sommes en train de vivre une situation très étrange, presque sans précédent: je ne suis ni libre ni otage. Je suis presque le seul homme pour lequel il est difficile de trouver une place dans le monde. C'est très étrange. Il

y a un complot sous l'influence de la Turquie, et nous sommes en train de vivre une situation très brouillée. Les Turcs disent qu'ils doivent me punir où que je sois; le danger est très sérieux. Peut-être ne pourront-ils pas le réaliser en Europe; mais en dehors de l'Europe, avec l'aide d'Israël, ils y arriveraient. Nous avons essayé d'ouvrir la porte de l'Europe, mais l'Italie a des difficultés. Un endroit comme l'Afrique serait dangereux pour nous.

- Si vous pouvez choisir, que faites-vous?

- Pour moi l'activité politique en Europe est vitale.

- Vous êtes un homme hyperactif... Vous risquez de ne pas tenir longtemps en cage comme ça. Pensez-vous qu'on essaie de vous avoir à l'usure?

- Les Italiens ont cherché à me faire comprendre ça, à m'usur. Tout au début, l'Italie avait une approche assez positive; après, nous avons eu des difficultés, à cause du chantage de la Turquie. Bien sûr, nous travaillons pour chercher un autre pays, mais nous avons un problème de choix: il faut que ce soit un pays

fort, qui puisse garantir ma sécurité, et que ce soit un déplacement légal. Il y a des pressions pour accélérer mon départ... Il est important de résister. Barzani en 1975 n'a pas résisté vingt-quatre heures. Le Kurdistan s'est effondré. Talabani a fait la même chose à Erbil en 1996. Toutes les révoltes kurdes ont été écrasées de cette façon. Moi je continue depuis vingt-cinq ans. L'Italie ne me connaît pas. Elle ne cherche pas à me comprendre. Je leur ai proposé de me comprendre avant de décider, mais ils se précipitent. Certaines considérations commerciales jouent un rôle.

- Pourquoi êtes-vous parti de Syrie?

- Rester là-bas, c'était provoquer une guerre régionale. C'était mettre en jeu le destin du régime de ce pays. La Turquie avait décidé de lancer une opération terrible. Ils voulaient commencer par moi, continuer avec la Syrie, puis avec l'Irak, pour dominer toute la région. Je suis parti de moi-même, et un peu à la demande des amis grecs. Mais cette invitation grecque n'a pas marché. Je n'ai pas pu entrer en Grèce, je n'ai pas pu sortir de l'aéroport d'Athènes, je n'ai pas pu faire une demande d'asile. Donc je suis allé en Russie, suite à une invitation de la commission des affaires étrangères de la Douma.

- Pourquoi n'avez-vous pas pu y rester?

- Je suis resté plus d'un mois en Russie. Mais le premier ministre a demandé que je parte, malgré un vote à l'unanimité de la Douma: c'est très intéressant, et obscur.

- Comment expliquez-vous cela?

- La Turquie a fait des concessions, elle a promis certaines choses, sur les Tchétchènes, les musulmans de Russie. Et en plus, il y a eu l'influence des Etats-Unis.

- Peut-on comparer votre destin à celui du général Barzani, le leader des Kurdes d'Irak? Avez-vous été lâché par les Syriens, qui ont conclu un accord avec la Turquie, comme le chah d'Iran l'a fait avec Saddam Hussein le 6 mars 1975 à Alger, sur le dos des Kurdes d'Irak?

- Il y a des ressemblances. Barzani a pu aller en Iran, mais il a dispersé une guérilla qui était très forte. Ma situation est encore plus difficile que la sienne, mais je n'ai pas suspendu mes activités: au contraire, je les ai renforcées. Moi, je n'ai pas besoin d'un soutien externe. Barzani s'appuyait sur l'extérieur, moi non. Et nous, nous résistons.

- Mais est-ce que vous n'auriez pas dû envisager un pareil lâchage de la Syrie? Et chercher un pays d'accueil éventuel?

- C'est vrai, il y a eu des défaillances... Moi aussi, j'aurais dû y penser à l'avance. Mais le problème n'est pas d'avoir quitté la région où j'étais: partir de la Syrie nous a permis de porter la question politiquement plus en avant...

- Sous quelles formes voulez-vous poursuivre la lutte? Sur le plan politique? Ou voulez-vous continuer la lutte armée?

- S'il n'y a pas une issue politique, les armes bien sûr joueront un plus grand rôle. Mais aujourd'hui nous voulons donner du poids à la lutte politique. L'Europe

doit dire: il y a une guerre, arrêtez la guerre, trouvez une solution politique. Il ne s'agit pas de terrorisme. L'Europe est responsable du Traité de Lausanne (1923), elle doit aux Kurdes la révision de ce traité qui est une des causes du malheur des Kurdes. Avec ce Traité on a éliminé de la carte quatre peuples de Turquie, les Grecs, les Arméniens, les Assyriens, et aujourd'hui on veut éliminer les Kurdes.

- Ne croyez-vous pas que le Traité de Lausanne fasse partie du bilan de l'histoire?

- Et l'élimination des Kurdes aujourd'hui, c'est le bilan de l'histoire? L'histoire doit-elle se répéter? C'est terrible... C'est une histoire de trahisons, de génocides. Tout le monde a trahi, tout le monde a commis des massacres. Il ne faut pas que l'Europe se comporte comme l'autruche, qu'elle mette sa tête dans le sable. Je suis en Europe pour lui rappeler ses responsabilités. Mais l'Europe se cache comme si je n'étais pas là. C'est pour ça qu'elle a renoncé à un procès. Moi je veux être jugé, si ce procès est équitable. L'idéal, ce serait un procès européen, qui jugerait les deux parties.

- Quel est votre statut aujourd'hui? Etes-vous toujours président du PKK?

- Nous sommes en train de renouveler le PKK et sa branche armée, l'AGRK. Nos difficultés proviennent aussi de la situation dans laquelle se trouvent le parti, le comité central, la direction. Une transformation permettra des progrès. Nous ne voulons pas tricher, il y a des défaillances, des défauts, il faut les corriger. Nos activités depuis quinze ans devraient avoir eu d'autres résultats. Les Turcs ne devraient pas être si libres avec nous. Nous avons eu des défaillances tactiques. Notre direction politique n'a pas joué son rôle. Ces défaillances ont pour cause la personnalité kurde, pleine de défauts: son individualisme, son imprévoyance de l'avenir, son inaptitude à l'action collective, sa vision limitée à un horizon très étroit. Donc je voudrais transformer encore plus cette personnalité. Nous préparons notre sixième congrès sur cette base.

- Et êtes-vous toujours président?

- Ce sera comme le peuple le voudra. Comme l'histoire le voudra. Même si je suis dans la tombe, quelque chose doit fonctionner.

- Où est la direction militaire?

- Tout est dans le pays, au Kurdistan. Le problème, c'est de la rendre productive.

- Djemal Baik est-il toujours le numéro deux?

- Nous n'avons pas de numéro. Celui qui obtiendra des résultats aura un numéro... Malheureusement, mes critiques sont fondées. Par exemple, Djemal Baik n'arrive pas à mettre en pratique son expérience. J'ai même rendu publics certaines de ses erreurs. Il a deux fois décidé tout seul d'abandonner notre QG militaire, en 1995-1997. C'était grave. C'était au centre du Kurdistan, dans la vallée du Zab, nous avions 5000 guérilleros, on pouvait affronter 50 000 Turcs. Il ne l'a pas fait. Il est très sincère, mais il est très individualiste. Il a aussi condamné à mort certains responsables militaires. Nous n'avons pas accepté ça. Même s'ils avaient commis des délits, les méthodes auraient dû être plus rééducatives. ■

Les Turcs ont traqué Öcalan pendant quatre mois

Il est passé par ici. Il repassera par là. Depuis le 9 octobre 1998, Abdullah Öcalan, chef rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a erré pour trouver un pays d'accueil et gagner un écho à sa cause. Sa course, qui l'a successivement mené à Rome, Moscou, aux Pays-Bas et à Athènes, a pris fin hier, aux premières heures du jour, lorsque le premier ministre turc Bulent Ecevit a annoncé que le leader kurde, arrêté, était en route pour la Turquie où il sera jugé.

« Nous le suivions depuis douze jours dans différents pays », a sobrement déclaré le premier ministre turc, soulignant que l'arrestation de Öcalan résultait « d'une poursuite discrète et intense ». Et avait été réalisée sans que le leader kurde soit blessé. Bulent Ecevit s'est refusé à toute autre précision.

Une première tentative

d'arrestation a échoué dimanche

L'avocat italien du chef du PKK a toutefois révélé que Öcalan avait déjà fait dimanche l'objet d'une tentative d'arrestation à Nairobi, où il se trouvait alors, tandis que l'agence allemande DPA évoque une participation des services secrets israéliens à l'opération.

Sitôt connue, la nouvelle a entraîné une vague d'attaques sans précédent contre des représentations diplomatiques grecques en Europe. A Dusseldorf (Allemagne), 200 Kurdes environ occupaient hier le consulat grec après qu'une quinzaine d'entre eux en eurent forcé la porte à coups de hache et de bâton. A Berlin, une sympathisante du PKK a tenté de s'immoler par le feu devant le consulat grec. A Strasbourg, le consulat grec a également été investi avant d'être évacué par la police.

Le « lâchage » de Damas

à l'origine d'une fuite éperdue

Sept membres de l'ambassade grecque à Vienne ont été pris en otages hier matin par une quinzaine de manifestants kurdes.

Cette arrestation, dont toutes les circonstances n'étaient pas encore connues hier soir, signe en tout cas l'échec du leader révolutionnaire qui, durant quatre mois, a tenté d'in-

ternationaliser son combat. Abdullah Öcalan avait entamé son périple le 9 octobre dernier, après que Damas eut mis fin à son soutien officieux à la cause kurde. Bien que le président syrien Hafez el-Assad l'ait toujours nié, le PKK avait trouvé un accueil favorable en Syrie depuis la fin des années 70. Mais, cédant aux demandes de la Turquie qui a le soutien de Etats-Unis, les Syriens ont exigé son départ à l'automne dernier.

Même la Russie, où le PKK a pignon sur rue, se rétracte

Le chef kurde s'envole alors pour Athènes, où il ne sera pas autorisé à sortir de la zone internationale de l'aéroport. Puis il trouve provisoirement refuge en Russie : il bénéficie d'une invitation de la commission de géostratégie de la Douma, la Chambre basse du Parlement. Cette commission est dirigée par un proche de Vladimir Jirinovski, leader d'extrême droite russe, très hostile à la Turquie. En Russie, le PKK bénéficie d'un soutien ancien. Ce parti y a pignon sur rue dans une maison de la banlieue de Moscou. Mais, fin 1998, Öcalan, décidément trop encombrant, n'y est plus le bienvenu. Devant l'insistance américaine, la Russie, qui niera par la suite avoir accueilli le leader kurde, exige son départ discret.

C'est alors qu'éclate publiquement « l'affaire » Öcalan. Le 12 novembre 1998, le leader kurde apparaît à Rome. Il espère recevoir l'appui du nouveau chef de gouvernement, l'ex-communiste Massimo d'Alema. C'est mal analyser l'évolution de la gauche italienne. Il plonge en tout cas les autorités italiennes dans l'embarras. Sitôt arrivé, Öcalan est arrêté en vertu de deux mandats d'arrêt internationaux délivrés contre lui par l'Allemagne et la Turquie. Le leader kurde dépose immédiatement une demande d'asile.

Les militants du PKK multiplient alors les manifestations dans les capitales d'Europe. Plusieurs milliers d'entre eux convergent sur Rome, accentuant la pression sur le gouvernement italien. Un moment hésitantes, les autori-

tés renoncent à accorder l'asile politique mais se refusent à extraditer Öcalan vers la Turquie où il risque, en théorie, la peine de mort : bien que non appliquée depuis longtemps, la sentence capitale n'y a en effet pas été abolie.

L'Allemagne qui accueille 2 millions de Turcs (dont 400 000 sont des Kurdes) renonce, de son côté, à un procès Öcalan sur son sol. Le 20 novembre, elle dit ne plus demander « pour le moment » l'extradition du leader kurde.

Le « cas » Öcalan a généré d'intenses consultations entre pays d'Europe

De plus en plus encombrant, Öcalan est l'objet d'intenses consultations entre le nouveau chancelier allemand, Gerhard Schröder et l'Italien Massimo D'Alema. L'idée d'une conférence internationale sur la question kurde est évoquée. Le président du Conseil italien suggère la création d'un tribunal international pour juger Öcalan. Ces deux idées tombent à l'eau.

Remis en liberté le 10 décembre par la cour d'appel de Rome, protégé d'une extradition vers la Turquie mais sans statut sur le sol italien, Öcalan est libre... des'en aller. Il a échoué dans sa tentative de se faire reconnaître, à l'image d'un Yasser Arafat, comme le porte-parole d'une minorité opprimée, son image d'idéologue adepte du terrorisme ayant prévalu.

Le 16 janvier, Abdullah Öcalan reprend ses pérégrinations. Après avoir quitté l'Italie pour une destination mystérieuse, il tente, le 1^{er} février de se rendre aux Pays-Bas pour se présenter à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Sans succès. Le 4 février, deux chasseurs de l'aviation belge refusent l'entrée du territoire à un avion de tourisme soupçonné de le transporter. Washington demande à tout pays susceptible d'accueillir le chef rebelle kurde de faire en sorte qu'il soit jugé. Le Danemark affirme qu'Öcalan n'est pas le bienvenu.

Tandis que le cercle se referme autour de lui, il tente de trouver le soutien de la Grèce, se présentant à l'aéroport d'Athènes. Le 9 février,

six députés grecs réclament l'asile politique pour le chef kurde. Plusieurs centaines de Kurdes manifestent en sa faveur dans la capitale grecque. Ils remettent au Parlement une pétition signée par 50 000 Grecs demandant l'asile politique pour Öcalan ainsi qu'une conférence internationale sur le problème kurde. Mais c'est au Kenya qu'il semble avoir trouvé un refuge. Il aurait résidé quelques jours chez l'ambassadeur grec à Nairobi. Avant, selon le ministre kenyan des affaires étrangères, de quitter le Kenya « pour une destination inconnue ».

Alain GUILLEMOLES

Une population, six États

La population kurde est estimée à 25 millions de personnes au Moyen-Orient. Elle est principalement répartie entre la Turquie (12 millions), l'Irak (5 millions), l'Iran (8 millions), la Syrie (1,2 million), le Liban et les flancs sud du Caucase, notamment l'Arménie. Il faut y ajouter une importante diaspora dans tous les pays d'Europe.

la Croix

MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

Ange pour les uns, démon pour les autres

Le fondateur du PKK a consacré sa vie à l'indépendance du Kurdistan. Prônant la lutte armée contre l'État turc, il est indirectement responsable de plusieurs milliers de morts

L'homme est massif. Sa moustache brune, épaisse, et son regard sombre sont appuyés par d'épais sourcils noirs. Ce regard, il l'aura fixé toute sa vie vers l'horizon de l'indépendance du Kurdistan turc. À ses yeux, la fin justifiait les moyens. Et aujourd'hui, à 49 ans, Abdullah Öcalan, risque la peine de mort, toujours en vigueur en Turquie, même si l'usage est tombé en désuétude.

Né en 1949 dans une famille paysanne de six enfants de la province turque de Sanliurfa, près de la frontière syrienne, « Apo » (« Oncle »), comme le surnomment ses amis et toute la presse turque, choisit très tôt de militer pour la cause kurde.

Peu après son entrée à la faculté de sciences politiques à Ankara, il est arrêté en 1972 et passe sept mois derrière les barreaux pour « activités pro-kurdes ».

Dès 1974, il organise secrètement des réunions entre sympathisants marxistes-léninistes.

En novembre 1978, à 29 ans, il fonde avec quelques proches le Parti des travailleurs kurdes (PKK). Pour plus de sécurité, il se retranche à Diyarbakir, la « capitale » du Kurdistan en Turquie.

Retranché en Syrie, il rencontre les organisations palestiniennes

L'année suivante, Abdullah Öcalan traverse la frontière syrienne et échappe ainsi aux effets du coup d'État qui mène les militaires au pouvoir en septembre 1980 à Ankara. Il est accueilli par Jalal Talabani, l'un des leaders des Kurdes irakiens, qui le présente aux nombreuses organisations de lutte armée que Damas abrite à cette époque, notamment les Palestiniens du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP)



Abdullah Öcalan en janvier en Italie. Dans les derniers entretiens qu'il a accordés à la presse, le leader kurde niait avoir jamais personnellement participé à des actions de la guérilla qu'il inspirait

C'est pendant cette période, en Syrie et dans la plaine libanaise de la Bekaa, que le leader kurde prépare « sa » guerre en entretenant ses réseaux.

Le 15 août 1984, « Apo », entouré de son frère Osman et d'autres fondateurs du PKK, Chamseddine Sadek, Semdin Sakik et Jamil Bayik, proclame l'insurrection armée et porte le fer sur les plateaux d'Anatolie. L'affrontement entre l'armée turque et les hommes du PKK n'a jamais cessé depuis. Les combats font plus de 3 000 morts jusqu'en 1993. Cette année-là, la violence s'exacerbe encore. Le PKK contrôle pendant quelques mois des régions entières du sud-est de la Turquie avant que les forces de sécurité, en

développant des escadrons de la mort et des tactiques de contre-guérilla, ne reprenne le dessus à la mi-1994.

Aujourd'hui, le bilan du conflit s'établit à plus de 30 000 morts. L'armée a rasé plus de 3 000 villages et hameaux et plus de deux millions de personnes ont été déplacées.

Un maquisard qui se voudrait surtout « politique »

Dans des entretiens publiés en décembre dernier alors qu'il était en Italie, Abdullah Öcalan a dénoncé les exactions de certains de ses hommes dans le maquis, responsables notamment de l'exécution de plusieurs dizaines d'instituteurs turcs. Lui-même se défend d'avoir

jamais été combattant : « Je n'ai jamais été avec la guérilla. Je n'ai jamais mené d'actions militaires. L'essentiel, pour moi, est de former des militants », déclarait-il en décembre 1998. Cet homme à l'ego démesuré se compare volontiers à des hommes de paix, comme le Prophète de l'islam Mohammed ou Jésus-Christ.

Son arrestation aujourd'hui ne mettra pas un point final à la question kurde, qu'il a contribué à sortir de l'oubli. Mais on assiste sans doute à la fin d'un chapitre intime lié à cette personnalité, combattant de la liberté pour les uns, terroriste meurtrier pour les autres.

Guillaume SERINA

L'Europe n'en sortira pas indemne

Plusieurs dizaines de milliers de Kurdes vivant en Europe sont des sympathisants du PKK le mouvement d'Öcalan. L'arrestation de leur leader n'entamera pas leur détermination

BERLIN

De notre correspondant par intérim

Depuis plusieurs années, Abdullah Öcalan avait fait deux paris : rendre populaire la question kurde en

Europe et s'imposer comme l'intermédiaire incontournable entre la guérilla du PKK, la Turquie et l'Europe. Il a en partie gagné le premier

Mais Ankara, avec l'aide des services secrets israéliens du Mossad qui l'ont « exfiltré » du Kenya, l'a tenu en échec sur le second, lui influ-

geant une incontestable défaite. Une impressionnante capacité de mobilisation

Bien que condamné depuis deux décennies à la clandestinité des faubourgs de Damas, Abdullah Öcalan est devenu au fil des ans un person-

nage de l'actualité quotidienne en Europe. Son mouvement, le PKK, est présent sur le Vieux Continent à travers un réseau dense d'associations et de relais fédérés par l'Ernk, sa branche politique. Il est capable de mobiliser en quelques heures plusieurs centaines de militants

dans les capitales européennes, et plusieurs milliers en une journée. Leurs manifestations seront pacifiques ou violentes, selon la stratégie retenue.

Les offres de services d'Abdullah Öcalan, ces derniers mois, pour négocier une solution politique à la question kurde qui déchire l'est de la Turquie depuis 1923, avaient donc du poids. Elles lui ont fait perdre, dans certains pays, l'étiquette de « terroriste le plus sanguinaire de la planète » que lui avait accolée l'État turc au début des années 90. Son action et celles de ses partisans en Europe ont fait avancer leur cause en élargissant sensiblement leur cercle de sympathisants.

Ces derniers jours, le parlement régional basque s'est ainsi attiré les foudres de Madrid et d'Ankara en s'affirmant disposé à accueillir une réunion de son « homologue », le

« parlement kurde en exil », en juin.

Reste que les chancelleries européennes et les États-Unis, le premier allié d'Ankara, n'ont nulle intention de se mobiliser pour « le Kurdistan » comme ils le font pour le Kosovo, souligne-t-on dans les milieux sympathisants de la cause kurde. Et l'avenir du chef rebelle est maintenant des plus incertains.

Une arrestation qui, en elle-même, ne règle rien

Son arrestation est « une catastrophe politique et humanitaire, nous craignons le pire », affirmait hier l'un de ses avocats en Allemagne, Eberhard Schulz. Certains observateurs redoutent son élimination dans les geôles turques. Mais même en prison, le leader kurde pose problème à Ankara. Éliminé, il sera transformé inéluctablement en martyr. Jugé en bonne

et due forme, il pourrait transformer son procès en mise en accusation du régime turc. Le maintien en prison durant des décennies risquerait d'en faire le Mandela de la cause kurde.

La communauté kurde en Europe (plusieurs centaines de milliers de personnes) va continuer sans doute de se mobiliser dans les jours qui viennent. Le PKK reste influent. Les services de renseignements allemands estiment, par exemple, le nombre de ses membres à 11 000, dans leur pays. La multiplication des tentatives d'immolation par le feu, et des actes de vengeance contre les bâtiments officiels du Kenya et de la Grèce, — l'ami des Kurdes qui fait au jour'hui figure de traître —, n'est pas à exclure, quelles que soient les consignes des dirigeants kurdes.

La stratégie pacifique et politique qu'a tenté de mettre en œuvre Öcalan à partir de l'Europe sem-

blait admise dans les rangs du PKK jusqu'ici. Mais son échec patent va sans doute la remettre en cause.

L'arrestation d'Öcalan ne règle en rien la question kurde. La rébellion menée depuis 1984 par le PKK est la vingt-cinquième du nom dans le sud-est du pays depuis la création de l'État en 1923 ! Ses partisans, même affaiblis militairement et politiquement, restent décidés. La guérilla est forte de 5 000 à 10 000 hommes environ au Moyen-Orient. Plusieurs de leurs chefs, dont le frère d'Öcalan, Osman, ou Cemil Bayik, l'un des fondateurs du PKK, semblent aptes à prendre la relève.

L'Europe, elle, vient probablement de gâcher une occasion d'inciter la Turquie à poser les véritables termes politiques du conflit.

Michel VERRIER

LA CROIX 17 FÉVRIER 1999

La diaspora kurde a tissé de solides réseaux à travers le monde

Privés du droit de s'organiser en Turquie, les Kurdes ont développé d'importantes associations à l'étranger, qui facilitent la mobilisation.

A peine la «disparition» d'Abdullah Öcalan à Nairobi connue, des dizaines de milliers de Kurdes sortaient de chez eux, à travers toute la diaspora, aussi loin qu'en Australie, pour prendre d'assaut ambassades, consulats, ou bureaux des Nations unies. Une rapidité de mobilisation qui paraissait, pour beaucoup d'Occidentaux, prouver l'existence d'un réseau occulte du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). C'était oublier que les membres de cette diaspora, qu'il s'agisse d'immigrés récents ou de gens nés dans un pays d'accueil, ont gardé le cœur au Kurdistan et qu'ils ressentent douloureusement un exil généralement imposé. En dépit de fortes divisions internes, ils se retrouvent en cas de crise, suivant en permanence les nouvelles — il y a désormais plusieurs sites kurdes sur Internet — et faisant fonctionner le téléphone sans cesse.

Reste le fait que, privés de toute possibilité de mettre en place des institutions culturelles ou politiques en Turquie, les Kurdes en

ont créé partout où leurs communautés sont importantes. Et d'abord en Allemagne, où vivent plus de 500 000 Kurdes — estimation déduite de l'existence d'une émigration turque de plus de 2 millions de personnes dans ce pays, les Kurdes formant environ le quart de la population en Turquie même. C'est en Allemagne que se trouvent les sièges du quotidien *Ozgur Politika*, publié à Francfort en turc et en kurde, et de l'agence de presse Dem Kurd. On y trouve également, comme dans le reste de l'Europe, de nombreuses associations de travailleurs, proches du PKK, ayant une existence officielle sous divers sigles, comme la Fédération des associations de travailleurs du Kurdistan.

C'est dans leurs locaux, décorés de portraits du chef du PKK et de photos de combattants dans les maquis, que se réunissent le samedi et le dimanche les familles kurdes, qui parlent souvent très mal la langue du pays d'accueil et se retrouvent autour d'un verre de thé, devant un poste de télévision diffusant les programmes de MED-TV. Le PKK a également créé des associations féminines qui jouent un rôle très important chez celles qui non seulement ne parlent pas la langue du pays d'accueil, mais pas davantage le turc. Leurs militantes visitent régulièrement les familles des «martyrs», les combattants et combattantes tués au Kurdistan, et organisent des cérémonies à leur mémoire. A la différence des associations rivales des autres partis politiques, comme le KOMKAR, victimes de la désaffection de leurs membres, les associations proches du PKK drainent une foule considérable, et peuvent mobiliser en Allemagne plusieurs dizaines de milliers de personnes pour des manifestations. Il faut y ajouter les «comités d'information du Kurdistan», les «ambassades» du PKK, qu'on trouve en Suisse, en Russie, en France ou aux Pays-Bas...

C'est de la banlieue de Bruxelles que les principaux studios de MED-TV, la télévision proche du PKK, diffusent par satellite dans toute l'Europe et le Moyen-Orient. Défiant l'interdiction faite aux Kurdes de Turquie d'avoir des radios et des télévisions dans leur langue, MED-TV émet des programmes qui sont regardés avec avidité dans les bidonvilles d'Istanbul et d'Ankara, au fond du Kurdistan, dans les foyers kurdes isolés en Russie et en Ukraine, ou dans les banlieues de Genève et de Paris...

C'est aussi à Bruxelles que se

réunit le «parlement kurde en exil», dont certains des 65 députés sont d'anciens membres de l'Assemblée nationale turque, démis de leurs fonctions par Ankara. Quelle que soit sa représentativité, ce parlement est un forum politique où se retrouvent les diverses tendances d'une mouvance kurde certes proche du PKK, mais plurielle. Et l'ébauche de ce que pourrait être un gouvernement kurde en exil. A toutes ces institutions légales, il faut ajouter le PKK lui-même, mis hors la loi dans plusieurs pays européens, mais dont les membres continuent de se réunir, et de collecter les fonds — le fameux «impôt révolutionnaire» — nécessaires à la lutte...

Tout cela explique que lorsque survient une crise grave — et l'arrestation d'Abdullah Öcalan est pour tous les Kurdes un coup terrible — le réseau kurde s'active. Pourquoi des milliers de Kurdes se livrent-ils à des actes de désespoir, pourquoi une jeune fille de 17 ans tente-t-elle de s'immoler par le feu? Pour les mêmes raisons qui ont poussé un certain Jan Palach à le faire, dans Prague occupée par les Soviétiques, il y a exactement trente ans. Son geste avait alors suscité admiration et émotion dans tout l'Occident. C'est la mesure de la tragédie kurde.

Chris Kutschera

18.02.1999

Le Temps

Kurdish protests hit Montreal, Vancouver

Demonstrations part of global outcry over leader's capture

BY MARK HUME AND CAMPBELL CLARK

A group of 22 Kurds in Vancouver, including women and two children, threatened to burn themselves alive yesterday, while in Montreal, 60 Kurdish demonstrators trashed a bank to protest

the capture of Abdullah Ocalan, Kurdish guerrilla leader-in-exile, who was snatched in Kenya and flown to Turkey early yesterday.

The actions were part of a worldwide protest that saw Kurds storm Greek missions in more than two dozen cities across Europe, the Middle East, and Asia, including The Hague, Zurich, Paris, Bonn, Frankfurt, Moscow, London, Damascus, and Sydney.

Mr. Ocalan, Turkey's most-wanted fugitive, was seized from the Greek embassy in Nairobi, which had given him 12 days of refuge as he sought a country willing to offer permanent asylum.

Mr. Ocalan is the leader of the Kurdistan Workers Party, which is seeking a Kurdish homeland in Turkey. At least 34,000 people have died in a 14-year battle between Kurds and Turks.

Mr. Ocalan is considered a terrorist by Turkey and its supporters, including the United States. The Turkish government said yesterday that Mr. Ocalan would face trial.

The Kurdish protesters in Vancouver burst into the Greek consulate on West Hastings Street at 10 a.m. and doused themselves with gasoline. They hung out the fifth floor windows, while a crowd gathered in the street below.

"We came here, we wanted to peacefully talk. The police burst in and wanted to capture us. That's why we used the gasoline," said protester Hasan Ali.

They wanted the UN to intervene in Mr. Ocalan's case, and the Canadian government to pressure Turkey to release him.

They said the Greek consulate was chosen because there is no Turkish consulate — and accused the Greek government of "betrayal" for turning over Mr. Ocalan.

The Vancouver incident, still under investigation, ended after three hours. No charges were laid.

In Montreal, the demonstrators could not get into the Greek consulate on the third floor of a downtown building. Instead they smashed windows, computers, and other furnishings in offices two floors below, which belonged

to the National Bank of Greece.

Bank employees hid in a locked computer-systems room, and some fled through a back window.

"We were trying to convince them that whatever their cause is, we're not involved," said one woman, who refused to give her name.

Constable Ian Lafrenière, of Montreal Police, said one RCMP agent and a private security guard at the consulate were surprised by the mob and took refuge on the roof.

Police convinced the demonstrators to leave. No one was arrested because police could not identify who among the crowd was responsible for the damage, Const. Lafrenière said.

The 60 demonstrators moved to nearby Philips Square, where they continued their protest briefly.

There were other, more peaceful demonstrations in Ottawa and Toronto, where about 100 Kurdish immigrants waved placards outside the Greek consulate.

With files from Chris Eby, National Post



Nejlja Kanteper lying on the pavement near the Greek Embassy yesterday as the emergency services go to her aid

'My sister was fearless and passionate about our cause'

Susie Steiner and Stewart Tendler on a Kurdish protester's family

THE 15-year-old who set herself alight as part of a Kurdish protest was described last night as fearless and angry by her younger sister.

While Nejlja Kanteper was being treated for burns at

Chelsea and Westminster Hospital, Gulsen, 12, spoke of how the family were regularly beaten in nightly raids by Turkish police in their native village in Cyprus. They fled to Britain in 1993.

In the early hours of yesterday Gulsen watched as Nejla, her 20-year-old brother, Ersin, and father, Suleyman, left their home in Wood Green, North London, for the Greek Embassy. They had heard of plans for the protest at about 1am, when a broadcast went out on a Kurdish satellite television channel. While the three decided to set off then and there, Gulsen's mother, Kadiry, who speaks no English, stayed at home with her.

"They would have let me go but I was sleeping," Gulsen said last night. "I wouldn't want to go because I'm really scared of it all."

The Kanteper family moved to Britain six years ago from their home in Dipkarpaz, Cyprus, a Turkish region where, according to Mrs Kanteper, beatings from the Turkish police were ministered regularly at night.

It was that experience, said Gulsen, translating for her mother last night, that made Nejla so political and so angry. "She has felt very strongly about the whole thing for a couple of years. She is not scared of anything. She is a very loud person."

Nejla's brother, who works in a restaurant, accompanied

Nejla in the ambulance to hospital. Both he and her father, who is unemployed and learning English at a Kurdish community centre in Haringey, northeast London, are not believed to have been with the girl when she set herself alight. "They would have stopped her," Gulsen said. "My mother is very upset."

In the past eight years Kurds have grown more militant against Turkish targets in London. Right-wing Turkish groups have retaliated.

In 1991 there were attacks on a Turkish bank in the City of London and the Turkish Embassy in Belgravia. A year

later there was another attack on the embassy and the BBC World Service headquarters.

In 1993 a Kurdish refugee trying to get political asylum in-Britain set fire to himself in immigration service offices at Croydon, South London.

There were larger, violent clashes with police in 1994 after the European spokesman for the PKK group was arrested under the Immigration Act. In 1996 two Kurdish militants were jailed for four years each after being caught fleeing from an attempt to fire-bomb a Turkish bank.

Turks inherit Ocalan dilemma

ANDREAS GEBHARD / EPA

FROM ANDREW FINKEL IN ISTANBUL

THE anger of PKK sympathisers in Europe contrasted with the stunned jubilation inside Turkey that the country's Public Enemy No 1 was now under lock and key. But Abdullah Ocalan remains the world's hottest potato and Ankara may now find itself confronted with the very dilemma that persuaded European capitals to keep him at arm's length.

Mr Ocalan will face trial in Turkey for his leadership of a bloody insurrection that the authorities say has cost nearly 30,000 lives. While many of Turkey's estimated 12 million Kurds may have no sympathy for these violent methods, the judicial proceedings held under the glare of international publicity will evoke deep passions.

There has not been an execution in Turkey since 1984, but the judiciary will come under pressure to make an exception. The authorities will be damned for making Mr Ocalan a martyr if they hang him and accused of caving in if they do not.

"He was a headache for the Italian Government and he is going to be one for us too," said a senior Turkish Foreign Ministry official in a reference to the crossfire that confronted Massimo D'Alema, the Italian Prime Minister, when Mr Ocalan was in Italian custody.

Such pessimism was not the immediate view of Bulent Ecevit, the Turkish Prime Minister, who yesterday broke the news himself. Turks go to the polls on April 18 in a hard-fought contest between at least seven political parties — including one with a Kurdish nationalist tinge. A few extra percentage points in the Government's popularity that the capture is bound to bring may make all the difference to the political fortunes of Mr Ecevit.



A Kurdish activist is arrested at the Greek consulate in Frankfurt

Turkish pressure was largely responsible for forcing Mr Ocalan to abandon his long-term headquarters in Damascus at the end of last year and then to flee from Moscow. This strategy appeared to have backfired when Mr Ocalan went to Italy with the apparent consent of the Government. Ankara's fears that the PKK was winning international credibility and making the difficult transition from "terrorists" to "freedom fighters" appeared to be coming true.

But Mr Ecevit's quiet diplomacy appears to have succeeded in preventing this, where the outrage and threats of economic sanctions issued by the Turkish Government he replaced had failed. And in the end the Kurdish leader found no safe place to hide. The US, which brands the PKK as a terrorist organisation, also played its role. Washington sees Mr Ocalan as a destabilising influence not just on its ally, Turkey, but also on the Kurdish community under

THE TIMES WEDNESDAY FEBRUARY 17 1999

US protection in northern Iraq.

Even so, Turkey's allies, including the US, have consistently urged Ankara to get on with political reforms that would allow greater minority rights for its Kurds and deprive the PKK of its moral ammunition. The official Turkish response has always been that it could not make concessions that would be perceived as a sign of weakness.

Turkey's treatment of its famous prisoner will now come under intense scrutiny. Mr Ocalan is not,

however, the first senior PKK leader to find himself behind bars. Last year Turkey detained Semdin Sakik, the organisation's principal field commander. Some of the subsequent confessions were leaked to the press, including a less than credible admission that the PKK was responsible for the assassination of Olof Palme, the former Swedish Prime Minister.

It seems almost certain that Turkey's intelligence forces will try to use the time in the run-up to the trial to discredit the PKK further and drive a wedge in the growing divide

reported between Mr Ocalan and those of his supporters still under arms. The Turkish Army, too, can be relied upon to press the advantage against a highly hierarchical organisation that has now been deprived of its head.

If Mr Ocalan's detention really does bring the fighting in the south-east of Turkey to an end, then the country will indeed have something to celebrate.



THE OCALAN TEST

The captured Kurdish terrorist must be given a fair trial

The dramatic midnight capture in Nairobi of Abdullah Ocalan, terrorist mastermind of the PKK Kurdish separatists, yesterday sparked off unprecedented Kurdish violence across Europe. With alarming co-ordination, Kurdish demonstrators stormed Greek embassies, seized hostages, fought pitched battles with police in some 20 cities and tried to set themselves alight. The violence and fanaticism inherent in the PKK philosophy could not have been more brutally demonstrated, nor could better warning have been given of the extremist actions Mr Ocalan's supporters will attempt across Europe and the Middle East when he is put on trial.

The circumstances of his capture are still murky. But it is already clear that Greece is paying a heavy price for its involvement in this affair. Its embassies have been ransacked and diplomats kidnapped on the suspicion that the Greek Ambassador somehow betrayed his unwelcome guest in Nairobi to the Kenyan authorities, allowing Turkish special forces the chance to snatch one of the most wanted men in

Europe.

The Greek Prime Minister and Government have come under withering attack at home, largely from those who foolishly believe that anyone opposed to the Turks must be worthy of support. And Mr Ocalan's lawyers have begun a contemptuous campaign accusing Greece, Italy, The Netherlands and virtually every other country that refused him asylum of betraying his human rights.

Several points need underlining before the world rushes to judgment. The first is that Mr Ocalan himself has no respect for human rights. He is no martyr to Kurdish aspirations for a homeland but a brutal Marxist terrorist, whose bloody 14-year campaign has claimed some 30,000 lives.

Turkey had every right to demand his extradition, and few should be surprised that its special forces have been deployed to capture him. And the PKK record of assassinations, anti-Turkish violence and extremism across Europe fully justifies the ban imposed in Germany and some other countries on this group as a terrorist

organisation.

With his capture, however, it is Turkey that is now on trial. Ankara's fight against the PKK has been bloody, short-sighted and self-defeating. The army, which runs the campaign, has brought disgrace on Turkey with its record of torture, indiscriminate attacks on Kurdish villages and scorched earth policy. Turkish politicians have prosecuted anyone advocating normal minority rights and cultural autonomy; they have failed to make the necessary minimum concessions to stop even moderates among the eight million-strong Kurdish community seeing the PKK as their champions. As a result, Turkey has been pilloried in the Council of Europe, denounced in the European Parliament, censured by human rights organisations and refused the chance of early application to the one organisation that it regards as the embodiment of its post-Ataturk European quest — the European Union.

Bulent Ecevit, the veteran Turkish Prime Minister, was trembling with emotion at the announcement of Mr Ocalan's capture; his minority party sees unexpected advantage in next month's general election. But Mr Ecevit, the man who also ordered the invasion of Cyprus, must understand that Turkey's peace at home and its credibility abroad depend on decent treatment of the captured terrorist and on a scrupulously fair and transparent trial. The first onus will be on Turkey's Government to prove its charges against Mr Ocalan.

Canada urged to take Kurds' case before UN

Amad demanded that Canada raise the Kurdish wish for a homeland before the United Nations.

Turkish authorities announced they had captured Ocalan, who had been on the run since October, when he was forced to leave Syria, after the Turkish government threatened military action against Damascus for harbouring him. Ocalan spent the next three months fleeing one country after another as each one in turn, was threatened by Turkey.

At times fighter jets intercepted his plane to prevent him from land-

A foreign affairs ministry official criticized the actions of Kurds in Vancouver and Montreal, saying they should have employed peaceful channels.

ing. And no one — from Moscow to Italy — would grant the man, branded a terrorist, asylum.

On Tuesday Greece admitted it had allowed his plane to land there Feb. 1, "as a humanitarian gesture" because it was running out of fuel.

Greek authorities then sent Ocalan to Kenya where he was hidden by Greek officials as they tried to arrange asylum for him in an African country.

But Kenya reportedly found out about his presence this week and



WARD FERRIN/Vancouver Sun

CONSULATE OCCUPIED: Kurdish protesters watch from the windows of the Greek consulate on Hastings Street in downtown Vancouver Tuesday. The street was closed to traffic after the demonstrators took control of the consulate. They were demanding the release of Kurdish leader Abdullah Ocalan, who is being held by the Turkish government.

ordered him to leave immediately. Greek authorities apparently reached a deal for Ocalan to travel to the airport to catch a flight Tuesday, reportedly to Holland. A motorcade set out for the airport, but then vanished.

Turkey then announced it had its man and Greek consulates and embassies around the world bore the brunt of Kurdish anger Tuesday.

By mid-afternoon news wire services were bursting with lists of hostage takings, self-immolation, demonstrations, and occupations.

Among the cities listed: The Hague, Zurich, Paris, Strasbourg, Marseille, Bonn, Leipzig, Stuttgart, Frankfurt, Hamburg, Berlin, Cologne, Duesseldorf, Hanover, Moscow, London, Brussels, Vienna, Geneva, Berne, Copenhagen, Stockholm, Milan, Yerevan — plus Vancouver and Montreal.

In Vancouver, Atmani accused Greece of betraying Ocalan. "He was extradited to Turkey who is our enemy."

But a spokesman at the Greek embassy in Ottawa told *The Vancouver Sun* it was just the opposite, saying Greece helped Ocalan find temporary solace. "But on the advice of his lawyers and Kenyan authorities he left the residence of the Greek embassy," said Yiorgos Chouliaras. "Greece never handed over Mr. Ocalan."

Atmani blamed NATO countries, including Canada, for his handover.

The United States said it had no direct involvement, but had engaged in "diplomatic efforts" to see him brought to justice.

Canadian Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy could not be

reached for comment Tuesday.

Foreign affairs spokesman Andre Lemay said he did not have any information on Canadian involvement in the mysterious capture.

"I'm not saying we didn't. I'm saying I don't have that information [whether Canada did or did not]."

But Lemay criticized the actions in Montreal and Vancouver.

"We ask them to raise their cause through peaceful channels. Occupying consulates and embassies isn't the Canadian way of doing things . . . we can't tolerate violence as a means."

Whatever the real story, the arrest of Ocalan has galvanized Kurdish demonstrators to act around the world.

In Montreal, 70 Kurds, including women and children, burst into the National Bank of Greece in Montreal, en route to the Greek consulate on an upper floor of the same building.

They were removed after riot-equipped Montreal police and RCMP officers flooded the bank.

In The Hague, Kurds stormed the Greek ambassador's residence taking his wife, eight-year-old son and a Filipino servant hostage. In Strasbourg, French police fired teargas into the occupied Greek consulate, stormed the building and detained 30 Kurdish demonstrators.

In London a 15-year-old school girl set herself on fire outside the Greek embassy.

In Zurich, demonstrators forced their way into the Greek consulate taking the building's owner and a policeman hostage.

In Turkey two demonstrators set themselves on fire and one died.

The incidents are just one more

episode in the battle by 40 million Kurdish people for their homeland.

It is a battle in which Turkey has been condemned for its human-rights violations. Disappearances, widespread tortures, detention of political prisoners, deaths in custody, and suggestions of extrajudicial executions are all listed among Amnesty International's report on human rights violations in Turkey.

Amnesty reports the battle between the PKK and the Turkish government took the lives of 6,000 people last year.

Kurds aren't allowed to speak their language, give Kurdish names to their children, go to Kurdish schools or listen to Kurdish music, according to Atmani, who says there are about 17 million Kurds in Turkey, six million in Iraq, six million in Iran, and one million in Syria.

About 15,000 live in Canada, mostly in Toronto, he said. About 2,500 live in Vancouver.

Meanwhile, the Kurdish leader, Ocalan, is also under the media microscope, painted in various stories Tuesday as a "babykiller", "terrorist" willing to order the slaughter of Kurdish villagers he believes to be pro-Turkish government, and a "womanizer".

To Greece, he's a diplomatic nightmare: "We are against means of violence and terrorism" said Chouliaras. "But we are for a political solution to the Kurdish problem that would be a solution to the democratic rights of all Kurdish citizens."

But to Kurds fighting for a homeland, he is a hero. One for whom they are clearly willing to die.

Tempête dans la diaspora kurde

Trois militants qui protestaient contre la capture d'Ocalan ont été tués lors de l'attaque du consulat d'Israël à Berlin.

Le drame s'est produit alors qu'une cinquantaine de militants kurdes, armés de barres de fer, tentaient de prendre d'assaut le consulat d'Israël à Berlin, hier à 14 heures. Des gardes israéliens ont ouvert le feu. Trois Kurdes ont été tués et un quatrième restait toujours entre la vie et la mort, hier soir. Une quinzaine d'autres personnes ont été blessées. Les gardes ont tiré après que les occupants ont tenté de s'emparer de l'arme d'un des leurs, a expliqué le

Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, depuis Tel-Aviv. Les autorités israéliennes ont annoncé que toutes leurs représentations diplomatiques en Europe seraient momentanément fermées. Les militants du PKK à Berlin avaient dirigé leur fureur contre le consulat d'Israël, suite au soupçon selon lequel des agents du Mossad auraient participé à l'enlèvement de leur chef, Abdullah Öcalan, au Kenya. L'Etat hébreu a démenti toute implication. Après les multiples occupations et ma-

nifestations de mardi, la diaspora kurde est restée hier très mobilisée dans toute l'Europe. Comme elle le redoutait, l'Allemagne a ainsi été le théâtre des plus violentes manifestations de colère kurde. L'Allemagne abrite, en effet, la plus forte communauté kurde d'Europe: près de 500 000 personnes, parmi lesquelles les services de renseignements comptent près de 10 000 militants actifs du PKK. A Hambourg, une trentaine de membres du PKK ont occupé hier le siège du Parti social-dé-

mocrate et dévasté les locaux. Dans la nuit de mardi à mercredi, une série d'attentats ont aussi été commis contre deux centres culturels, une mosquée et un restaurant turc.

«*Nous ne pouvons pas tolérer que soient menés dans nos rues des conflits qui ne sont pas les nôtres*», a prévenu le chancelier Gerhard Schröder, menaçant les fauteurs de troubles d'une sévère répression. Le ministre de l'Intérieur, Otto Schily, a aussi averti que l'Allemagne n'hésiterait pas à expulser les



Des policiers des forces spéciales turques casqués entourent Abdullah Öcalan, menotté et ligoté sur son siège, mardi, dans l'avion qui le ramène de Nairobi en Turquie.

contrevenants. Au-delà de ces scènes de guerre civile qui risquent de se poursuivre dans les jours à venir en Allemagne, l'enlèvement du chef du PKK par la Turquie est un coup cinglant pour la présidence allemande de l'UE: il montre de façon dramatique combien ses appels à une «solution européenne» du problème Öcalan sont restés purs vœux pieux. Le gouvernement grec n'a même pas jugé nécessaire d'informer ses partenaires européens qu'il hébergeait Öcalan à Nairobi, remarque-t-on à Bonn. L'Allemagne ne peut pourtant pas non plus accuser trop directement la Grèce puisqu'elle même s'était défaussée de ses responsabilités, renonçant à demander l'extradition d'Öcalan sur son sol. «Le gouvernement a fait là une grave erreur», dénonce Udo Steinbach, directeur de l'Institut de l'Orient à

Hambourg. En refusant de le juger en Allemagne, Bonn «a gâché la chance de faire du cas Öcalan un moyen de résoudre la question kurde». «Ce que nous vivons n'est qu'un début. La terreur va aller crescendo», prévient cet expert.

La télévision turque a montré hier les premières images d'Abdullah Öcalan, menotté et attaché sur son siège, filmé dans l'avion qui l'amenait du Kenya en Turquie, sous la surveillance d'hommes cagoulés. Epuisé, désorienté, peut-être drogué, il déclare: «J'aime la Turquie et le peuple turc [...] j'espère servir la nation turque.» Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan

dans le sud de la mer de Marmara. Le chef du gouvernement a aussi affirmé à CNN que «le procès ne durera pas très longtemps et qu'il s'agira d'un procès très libre et équitable». Il s'est cependant refusé à faire une «prédiction» sur le verdict en ajoutant qu'il souhaitait personnellement l'abolition de la peine de mort. Abdullah Öcalan risque en effet la peine capitale qui, toutefois, n'a plus été appliquée en Turquie depuis 1984.

«J'aime la Turquie et le peuple turc [...] j'espère servir la nation turque.» Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan

Les appels pour une procédure équitable se sont multipliés dans les capitales occidentales, aussi bien qu'à l'ONU ou Kofi Annan a réclamé «un procès juste». Ankara a répliqué n'avoir aucune leçon à recevoir des pays européens et a rejeté l'idée d'observer

des audiences. «Si des personnes qui se donnent des titres légaux, comme observateurs ou avocats, viennent en Turquie pour se conduire comme des inspecteurs, elles ne seront pas autorisées à le faire», a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à la presse. Les autorités ont en outre refoulé Britta Boehler, l'avocate allemande d'Abdullah Öcalan, et une équipe d'avocats néerlandais qui exigent un procès international, soulignant «qu'il ne peut y avoir de procès de droit sur la base d'une arrestation clandestine». Entre-temps, Ankara, selon la chaîne privée NTV, aurait lancé une nouvelle incursion militaire en Irak du Nord contre les bases du PKK ●

LORRAINE MILLOT à Bonn, MARC SEMO et AFP

«Apo a échoué, mais la question kurde reste»

Certains se lamentent, pour d'autres le chef du PKK est un homme du passé.

Istanbul de notre correspondant

Ils souffrent, ils réagissent violemment, mais ils espèrent quand même. Dans le petit café d'Aksaray, quartier peuplé en majorité de Kurdes, la télévision reste allumée. Sur l'écran apparaissent les premières images d'Apo, dans le petit avion qui le ramène de Nairobi. Menottes aux mains, il est entouré de civils et de militaires qui portent tous des cagoules. Il a l'air d'être drogué. Il transpire et parle à peine. La scène est terrible pour ceux qui ne cachent pas leurs sympathies pour le PKK. «On lui a sûrement fait une piqûre», commente l'un d'eux. Un jeune chômeur intervient. Lui n'est pas un «apocular», un partisan d'Abdullah Öcalan, mais il est kurde et fier de l'être: «Si le problème est entre Apo et le gouvernement, nous on ne s'en mêle pas, mais s'il s'agit d'un problème entre l'Etat et les Kurdes, alors ça change tout et les réactions seront très dures.»

Violents affrontements. La tension est forte dans la communauté kurde d'Istanbul. Mardi soir, les jeunes du quartier populaire de Gazi, peuplé en majorité de Kurdes alévis (communauté progressiste proche du chiïsme) ont brûlé des bus municipaux et cassé des vitres. Puis ils se sont affrontés violemment avec les forces de l'ordre, scandant des mots d'ordre du PKK: «Vive le Président Apo!», «A bas le fascisme turc!», «La guérilla frappe et forge le Kurdistan!». Dans des villes du Sud-Est anatolien, comme Diyarbakir et Van, où le calme règne, selon les autorités, quelques brèves manifestations spontanées ont ex-

primé le soutien à Öcalan. «Ce n'est pas n'importe qui. Il reste pour nous le symbole de l'identité kurde. Même ceux qui sont politiquement contre le PKK le respectent et admettent que c'est grâce à lui que les Kurdes peuvent désormais revendiquer leur "kurdite" la tête haute», estime Yurdusev Ozsokmenler, la responsable, d'origine turque, du quotidien kurde *Ülkede Gündem*, interdit depuis octobre dernier.

Base idéologico-politique. Un journaliste kurde, proche du PKK, rappelle que depuis 1925 près d'une trentaine de meneurs de révoltes kurdes ont été arrêtés et exécutés par l'administration turque. «Même s'il est aux mains des ennemis, Apo guidera encore idéologiquement et politiquement les Kurdes. Nous avons de bons cadres dirigeants», assure-t-il péremptoire, dénonçant l'attitude des médias turcs: «Ils appellent pu-

bliquement à la violence et à la haine. L'Etat exploite la douleur des mères des soldats tués par le PKK. Nos mères de martyrs, elles, ne sont pas réactionnaires et n'admettent que c'est grâce à lui que les Kurdes peuvent désormais revendiquer leur "kurdite" la tête haute», estiment comme le chef de la révolte nationale kurde, les militants rejettent toute possibilité d'éclatement du PKK dans les jours à venir. «Il peut y avoir des traîtres, ou bien des informateurs et des agents infiltrés, mais le parti, depuis 1978, a su établir une base idéologico-politique assez solide.»

Réformes nécessaires. Un médecin kurde, connu pour son peu de sympathie vis-à-vis du PKK, pense que l'arrestation d'Öcalan «peut même servir à renforcer une solution pacifique». D'autres estiment que cette fin du chef rebelle était inévitable: «La question kurde reste ouverte, mais Apo a échoué car il ne pouvait pas de par son passé, sa mentalité et surtout ses méthodes autoritaires incarner une politique crédible au niveau international. Rome n'est pas Diyarbakir ou la plaine de la Bekaa.» Mais tous, même les plus modérés parmi les Kurdes des grandes villes de l'Ouest, soulignent que, désormais, tout dépend de l'attitude des autorités turques. L'un d'entre eux assure: «Ankara affirmait qu'il fallait d'abord éradiquer le terrorisme du PKK. Soit. Mais l'Etat doit maintenant faire les réformes nécessaires pour la reconnaissance de l'identité kurde, et cela dans tous les niveaux, politique, historique, culturelle et économique.» ●

«Même s'il est aux mains des ennemis, Apo guidera encore idéologiquement et politiquement les Kurdes. Nous avons de bons cadres dirigeants.» Un journaliste kurde



Heurts avec la police dans le quartier de Gazi, mardi soir à Istanbul.

RAGIP DURAN

L'errance d'Apo, l'indésirable

Fin octobre 1998, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, dit « Apo », était contraint de quitter son repère syrien pour Moscou. Commençait une errance aux destinations incertaines, à mesure que se fermaient les frontières de l'Europe

LE 5 février, à Bonn, M^{re} Britta Boehler, l'avocate d'Abdullah Öcalan, semblait, pour la première fois, réellement abattue. Elle qui suivait pas à pas les pérégrinations de son client depuis son expulsion d'Italie, le 16 janvier, ne voyait plus de solution. Une à une, les portes s'étaient fermées. Ni Paris, ni Bonn, ni Oslo, ni même Athènes n'en voulaient. Moscou, Minsk, Kiev avaient dit non. Depuis trois semaines, l'Europe, pour le chef des indépendantistes kurdes de Turquie, était devenue le continent sans visa. Il est probable, craignait M^{re} Boehler, qu'Öcalan devra finalement retourner en Turquie. « *Ce serait la fin, il n'y survivrait pas.* »

La prédiction désabusée de l'avocate allemande se sera réalisée en dix jours : Ankara s'est emparé de son « *ennemi numéro un* », en cavale depuis cinq mois. De droite ou de gauche, laïque ou islamiste, toute la classe politique turque, ou presque, honnit Abdullah Öcalan. Elle ne voit en lui qu'un « *chef terroriste* » aux mains couvertes du sang des 30 000 morts – tués, dans leur immense majorité, par l'armée turque – depuis le début de l'insurrection kurde que mène en Anatolie le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, depuis 1984. Personne, en Turquie, n' imagine que son procès puisse se conclure autrement que par la mort, quand des intellectuels sont condamnés à des dizaines d'années de prison pour de simples écrits « *séparatistes* ».

Ces cinq mois d'errance, « Apo » – « l'Oncle », comme l'appellent ses partisans – ne les imaginait pas dans ses pires cauchemars lorsque, fin septembre 1998, l'armée turque masse 40 000 soldats à sa frontière syrienne. Depuis quinze ans, Öcalan vit dans un confort douillet, planifiant de Damas les opérations de ses militants en Anatolie ou à travers l'Europe. Damas laisse faire, l'homme est contrôlé de très près. Mais cette fois, Hafez El Assad comprend que le message de l'armée turque est sérieux. Avec Ankara, il a deux contentieux essentiels. L'un porte sur l'alliance militaire conclue entre la Turquie et Israël, l'autre sur les barrages construits par les Turcs sur le Tigre et l'Euphrate. Le PKK ne mérite pas une guerre. Il faut qu'il lâche Öcalan.

Pour que l'orgueil syrien ne soit pas trop bafoué, le président Assad attendra un mois. On dit que son fils, Bachar, n'aurait pas été le moins heureux de se débarrasser d'Öcalan, ce qui lui permettait de porter un coup à la branche des services spéciaux syriens avec laquelle le chef kurde menait maints trafics.

Fin octobre, celui-ci est donc « *exfiltré* » de Damas par des membres du FSB, le successeur russe du KGB soviétique. Direction Moscou. Vladimir Jirinovski, l'imprévisible ultranationaliste, se démentera beaucoup à la Douma, sans succès, pour lui obtenir l'asile. Le premier ministre Evgueni Primakov étudie, peu soucieux de voir ses relations avec son ombrageux voisin turc s'envenimer. Le 12 novembre, il intime l'ordre à Öcalan de quitter

son territoire. Le FSB informe son homologue turc que « *le paquet est dans l'avion* ».

En choisissant Rome pour nouvelle destination, « Apo » pouvait penser avoir fait le bon choix. A l'automne 1998, une session du « *Parlement kurde en exil* » s'y était tenue. Dès son arrestation, le premier ministre Massimo D'Alema (PDS) explique qu'il n'a aucune intention de l'extrader vers la Turquie : l'affaire Öcalan, dit-il, constitue « *une opportunité importante pour rechercher une solution pacifique, l'unique solution possible de la vieille et douloureuse question kurde* ».

OCALAN va vite déchanter. Le gouvernement italien est soumis aux pressions de tous bords. Pressions turques, qui touchent au portefeuille. Américaines, ensuite. La « *solidarité européenne* » des Quinze s'avère un vœu pieux : Ankara frappe à la porte de l'Europe ; le contentieux gréco-turc, notamment autour de Chypre, est une épine assez grosse pour ne pas y ajouter la question kurde.

L'Allemagne, la première, s'esquive. Deux millions de Turcs vivent sur son sol, dont 500 000 Kurdes. Un mandat d'arrêt international a bien été lancé par les autorités fédérales contre le chef du PKK, pour un homicide et divers attentats sur le territoire allemand. Mais Uwe-Karsten Heye, porte-parole du gouvernement, annonce que Bonn ne demandera pas son extradition. Mieux, les Allemands « *reformulent* » bientôt leur mandat d'arrêt : les charges contre Öcalan sont aggravées, mais sa mise en œuvre est désormais restreinte... au seul territoire de l'Allemagne. Bonn se lave les mains de la présence du chef kurde en Italie. Le 27 novembre, Gerhard Schröder admet qu'il se refuse à juger le chef kurde par « *craintes de troubles à l'ordre public* ».

Allouer à Öcalan l'asile politique, le juger sur place, attendre la constitution d'un très hypothétique tribunal international, ou européen ? Trois mois durant, les autorités et la justice italiennes vont tergiverser, s'enguer. Une chose est sûre : l'Italie est seule pour prendre la décision. Peu à peu, l'idée de se débar-

asser de la « *patate chaude* » Öcalan s'impose. Le 20 décembre, à Rome, des négociations s'engagent sous égide américaine. Les Turcs « *comprennent* » que l'Italie ne peut accepter une extradition pure et simple vers Ankara. Ils proposent son renvoi « *vers un pays tiers* », et « *ne s'opposent pas à ce que ce soit l'Albanie* ». D'Alema tient sa solution. « Apo » ne veut pas en entendre parler. Ankara entretient d'excellentes relations avec Tirana. Y aller ? Ce serait, pour la Turquie « *le moyen d'envoyer un commando pour m'éliminer* ». Les Italiens se tournent alors vers Tripoli. Sans plus de succès. Le département d'Etat américain fait savoir que l'envoi du « *chef terroriste* » en Libye constituerait un casus belli diplomatique.

Le personnage, lui, ne suscite pas la sympathie. Longtemps « *ML* » (marxiste-léniniste), admirateur de Mao et d'Enver Hodja, le culte de la personnalité est de mise au sein de son parti. L'autocritique y est très prise pour la moindre peccadille, et la critique amène facilement devant un « *tribunal des camarades* ». Mais il y a pire. La férocité de la répression turque au Kurdistan, avec ses centaines de villages rasés, ses 15 000 militants emprisonnés, ses 3 millions de déplacés, ont engendré chez Öcalan et ses proches une forme de paranoïa aiguë, et une violence consubstantielle à leurs activités. Face aux Loups gris d'extrême droite et aux milices de villages mises en place par l'armée avec l'appui de féodaux kurdes, qui terrorisent la population, le PKK use d'une contre-terreur qui, parfois, n'a rien à envier aux exactions turques. A l'étranger, le PKK rackette ses compatriotes immigrés. Plusieurs meurtres de dissidents de l'organisation lui sont attribués. Amnesty International ou Human Rights Watch, peu suspects de complaisance envers Ankara, ne ménagent pas le PKK.

Croyant sans doute amadouer ses interlocuteurs occidentaux, Öcalan fait à Rome des déclarations pitoyables. Il explique au *Spiegel* que « *dans le combat, la plupart [de ses compagnons] ne se comportent pas mieux que des meurtriers* » : « *J'ai dit à mes commandants d'arrêter, mais il ne le font pas.* ». Au quotidien turc *Milliyet*, il déclare que les atrocités commises par le PKK sont à imputer à Semdin Sakik, son chef militaire, héros des combattants kurdes, tombé il y a un an entre les mains des Turcs.

LES Italiens se rendent à l'évidence. Devant l'impossibilité de faire « *mousser* » la question kurde à travers la personnalité d'un homme que beaucoup jugent indigne de la cause, et devant les multiples pressions, il ne reste qu'à s'en débarrasser. Le 21 décembre, le



Près de l'ambassade grecque à La Haye (Pays-Bas), une femme kurde exprime sa colère devant un portrait d'Abdullah Öcalan, après l'arrestation du leader séparatiste kurde.

substitut du procureur général de Rome estime que l'extradition d'Öcalan vers la Turquie est « recevable à certaines conditions ». Le 23, Massimo D'Alema annonce que son « départ d'Italie sera la conclusion la plus probable ». En six semaines, le ton du premier ministre italien a changé du tout au tout. La justice romaine, elle, ne répondra jamais aux deux requêtes d'Öcalan, demandant, l'une, le statut de réfugié politique, l'autre l'asile politique. Les Italiens lui ont-ils expliqué qu'étant donné l'instabilité politique chronique à Rome, un nouveau gouvernement, demain, pourrait parfaitement l'extrader sans préavis vers la Turquie ? Le 16 janvier, deux policiers viennent le cueillir dans sa villa près de Rome, direction un aéroport militaire. Öcalan monte à bord d'un petit appareil non identifié de couleur blanche, sans signe distinctif sur sa carlingue. « Je quitte l'Italie de mon propre chef », assure-t-il, ajoutant que la lutte du peuple kurde « traverse sa phase la plus difficile ». La seconde phase de son errance commence.

Où Öcalan s'est-il rendu ce jour-là ? Pas en Norvège, qui a fait savoir qu'elle ne lui avait pas accordé l'asile politique. En Estonie, en Ukraine ? Le plus vraisemblable est qu'il se soit d'abord dirigé vers Moscou. De là, il aurait rapidement été dirigé vers Nijni Novgorod, sur la Volga. Il y serait resté - certains disent sans pouvoir descendre de son avion - une dizaine de jours.

Selon d'autres, le gouvernement de M. Primakov aurait cherché, sans succès, à l'envoyer en Biélorussie.

Durant ces deux premières semaines d'errance, d'autres lieux - l'Irak, la Bekaa libanaise, l'Arménie, l'Afrique du Sud - sont encore évoqués. Simples rumeurs ou tentatives turques de désinformation ?

Puis le chef des indépendantistes kurdes réapparaît. Le 1^{er} février, les autorités néerlandaises annoncent que, la nuit précédente, elles ont interdit au petit appareil privé qui transportait Öcalan de se poser sur l'aéroport de Rotterdam. Justification du ministre de la justice, Benk Korthals, qui qualifie l'occupant de l'avion de « ressortissant étranger indésirable » : « Le vol n'avait pas été annoncé. »

Le lendemain, un mystérieux Falcon, en provenance, dit-on, de Suisse, se pose sur l'île grecque de Corfou, en mer Ionienne. On croit y déceler la présence d'Abdullah Öcalan, d'autant qu'un haut responsable de la police locale précise que cet atterrissage est une « affaire nationale ». Le 3, la radio privée grecque Flash détient enfin son scoop. "Öcalan est tout simplement arrivé « par un vol régulier » à Athènes deux jours auparavant, « muni d'un faux passeport », assure le reporter de la station, Nikos Kakaounakis. Il aurait été pris en charge par Costas Badouvas et Christos Kipouros, deux députés du PS grec. Le soir, M. Kipouros dément le scénario, mais confirme la

présence du dirigeant kurde sur le territoire grec depuis quarante-huit heures. Il serait, à ses dires, reparti. Plusieurs députés confirment qu'« Apo » serait bien arrivé à l'aéroport d'Athènes le 1 février, mais, d'après eux, les autorités ne l'ont pas autorisé à descendre de son appareil, dans l'attente d'un pays d'accueil où il pourrait se rendre.

Ce pays, à l'évidence, n'existe pas. Le 3 au soir, « à la demande du ministère des affaires étrangères », la Force aérienne belge envoie deux de ses chasseurs F-16 pour faire rebrousser chemin à un petit Piper PA-42 privé en provenance de Brindisi, au sud de l'Italie. Öcalan s'y trouvait-il ? La rumeur se répand. D'autant que c'est l'OTAN qui a informé de l'éventuelle présence à bord du fugitif kurde.

COMMENTANT l'épisode, l'avocate d'Öcalan, Britta Boehler, affirme qu'« il n'y a pas eu d'odyssée au-dessus des nuages ». Mais elle ajoute que, désormais, son client « ne peut rester nulle part ». Nous sommes le 5 février, lorsque M^e Boehler envisage « la fin » inéluctable de la cavale de son client.

De « son refuge quelque part en Europe », « Apo » lance le 7 février, dans l'hebdomadaire grec *To Vima*, un appel à la Grèce, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie pour la convocation d'« une conférence internationale, comme pour le Kosovo, afin de sauver les Kurdes du génocide ». Le 12 février, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* affirme qu'« Apo », au désespoir, envisage de se rendre aux autorités allemandes. Bonn rejette cette éventualité. A ce moment, en réalité, Öcalan est très certainement déjà au Kenya. Le lendemain, son avocate adresse au ministère de la justice néerlandais une demande urgente d'asile « pour raisons humanitaires ». Le pays où réside Öcalan, affirme-t-elle, menace de le livrer à la Turquie. Nouveau refus de La Haye : le chef du PKK est classé « indésirable » dans l'ensemble de l'espace Schengen.

Le 14, l'étau se resserre. L'agence

Kurdish Dem, en Allemagne, fait savoir qu'Öcalan ne se sent pas en sécurité dans son lieu de résidence. « Apo », qui a déposé une nouvelle demande d'asile en Grèce, en Russie et en Italie, confirme « l'urgence » de sa demande pour « que sa sécurité personnelle soit garantie jusqu'à ce qu'il en sache plus ». Il en appelle aussi à Paris et Bonn, à qui il reproche de l'avoir « criminalisé », pour que « s'ils veulent nous juger, cela [soit] fait sur la base du droit international, en [lui] procurant toute garantie pour [sa] vie ». A l'évidence, le chef kurde pressent que l'échéance est proche.

Le lundi 15, une « source autorisée grecque », annonce l'AFP, indique qu'Athènes « s'efforce de trouver avec plusieurs de ses partenaires européens un lieu d'asile pour le leader kurde turc Abdullah "Öcalan" ». Duplicité ou faux contact diplomatique ? A l'heure où cette dépêche s'inscrit sur les écrans, le dirigeant nationaliste kurde est peut-être déjà entre les mains de ses ravisseurs. Sinon, il est sur le point de l'être. Le lendemain, M^e Boehler affirmera que le transfert de son client du Kenya, où il s'était réfugié à l'ambassade de Grèce depuis environ dix jours, vers la Turquie, n'a pu se faire « sans l'information ou la participation des Grecs ».

Les Turcs, eux, exultent. « Où qu'il aille, nous le traquerons », avait asséné le ministre de la justice d'Ankara le 23 décembre. La traque est finie. « Apo » serait incarcéré à Izmir pour interrogatoire et, déjà, Sir Nigel Rodley, rapporteur spécial de la commission de l'ONU sur les droits de l'homme, craint qu'il n'y soit « l'objet de tortures ou de mauvais traitements ». Le ministre turc de la justice a promis un « procès transparent ». Pour bien commencer, il a immédiatement interdit à ses avocats de rencontrer Öcalan. Si « Apo » était condamné à mort, a déclaré mardi soir à Helsinki Cemal Deniz, un représentant du Front de libération nationale du Kurdistan, la branche armée du PKK, « ce serait la fin du monde ».

Sylvain Cypel

Triumphant Turks hold Ocalan in jail

BY JUSTIN HUGGLER
in Istanbul

Yesterday they pointed an accusing finger at Greece for giving it "incorrect and misleading" information on Mr Ocalan's whereabouts, when he was being sheltered in the Greek embassy in Kenya.

The Kurds are a constant irritant in Turkey's fraught relations with Greece, which has long supported their struggle against Turkish rule.

The Turkish military pressed home its advantage against the demoralised Kurds yesterday, sending tanks and troops into the enclave of northern Iraq controlled by Mr Ocalan's Kurdish Workers' Party (PKK).

In Ankara Mr Ecevit congratulated the Kurdish leader with pride at the success of the military in snatching the country's most wanted fugitive from Greek diplomats in Nairobi.

Prison there was being evacuated to make way for him.

Turkish television broadcast video footage of Mr Ocalan on the flight from Kenya to Turkey. A distressed Mr Ocalan was shown secured to his seat and talking to three of his captors, their faces masked with balaclavas. There was no obvious sign of his being ill-treated. "Abdullah Ocalan, welcome home," said a special-forces member.

"You are our guest from now on." He replied: "Thank you. I really love Turkey and the Turkish people."

Reports in Turkish papers of the capture said it was by Turkish special forces. But the questions of whether Mossad was involved and whether he was kidnapped or handed over to Turkey by Greek or Kenyan officials remained unanswered. Turkish reports said Turkish

intelligence learnt Mr Ocalan was in Kenya on 4 February, two days after he is believed to have arrived there. Special forces travelled to Nairobi on a private jet. Mr Ecevit said the team involved numbered no more than five, excluding the jet's crew and a medic.

The reports say Mr Ocalan left the embassy by car on Tuesday morning. The special forces followed and apprehended him. He was immediately flown to Turkey.

As protests continued across Europe, Mr Ecevit was defiant. "Many European countries ignored the fact that Turkey suffered from terrorism," he said. "Now these same countries are suffering the same ill-effects."

He reacted angrily to calls from the Italian, French and Spanish governments for a fair trial. "No European country has the right to lecture us on the subject. Despite prosecutors' warrants for Ocalan they were too afraid to try him." Turkey refused Mr Ocalan's Dutch lawyers entry to the country, saying he would be represented by Turkish lawyers.

"Nobody can deny Turkey has an independent and functioning legal system," Mr Ecevit said. Last year a Turkish judge resigned, saying that the

judiciary was not independent. Yesterday Mr Ecevit said he opposed the death penalty.

Iraq is firing Katyusha rockets into Kurdish-held areas of northern Iraq, said Kurdish and UN sources. The aim is to lure allied aircraft into areas where they can be attacked with surface-to-air missiles, officials of the Kurdish Democratic Party said yesterday.

The Iraqis hope the aircraft will see the launchers and go in to attack but that by the time they arrive the mobile launchers will be gone. Instead, more accurate missiles will be directed from near by. The rockets are landing in Kurdish-held areas. On Sunday, 19 fell in the city of Dahuk. Some did not explode and there were no casualties, but the attack left people very concerned, the KDP said.



THE INDEPENDENT
*** Thursday 18 February 1999

People who seek their own nation

Who are the Kurds?

The lands of the Kurds straddle Turkey, Iran and Iraq, an area of about 200,000 square miles. More than half of the 25 million population live in Turkey. Over 6 million live in Iran and 4.2 million in northern Iraq.

What is their claim to a state?

They are the only big nation denied its own state after the collapse of the Ottoman empire in the First World War.

What are their chances of getting one?

Very slim. The one thing Iran, Iraq and Turkey agree on is



Jalal Talabani, leader of an Iraqi Kurdish party

that the Kurds must never win independence. Their best

chance seemed to be in Iraq after the Gulf War, when the Western allies set up a "safe haven" in the north. But internal splits wrecked this and enabled Saddam Hussein to regain control.

Who are the PKK?

These are the militants among the Turkish-based Kurds, as opposed to the two Iraqi-based Kurdish parties, led by Jalal Talabani and Massoud Barzani.

What do they stand for?

PKK is short for Kurdish Workers' Party. They are led by Marxist-Leninist commanders, but are basically nationalists who feel excluded by the Turkish state. They want independence in the south-east corner of Turkey.

When did they start fighting in Turkey?

In the mid-Eighties. In the early 1990s they took control of a lot of territory. More recently the Turks have rolled in extra troops and bolstered

their position. As a result, the PKK has become more desperate.

How have the Turks behaved towards the Kurds?

Abominably, according to Amnesty International and Human Rights Watch. The Turkish military rules the Kurdish areas with an iron fist, razing entire villages and deporting people *en masse*.

Where has Mr Ocalan been all this time?

Mostly directing affairs from abroad. After founding the PKK in 1978 he fled Turkey in 1980 and lived mainly in Syria. After being kicked out last year he went to Italy, but it would not grant him asylum.

Is he going to get a fair trial?

Turkey will be under enormous international pressure to allow one. But he faces a long list of charges for practising terrorism, which carry the death penalty.

So is PLO-style terrorism about to engulf Europe?

Possibly. With no hope of winning the war against Turkey and its leader facing execution, the PKK may resort to desperate measures. There are tens of thousands of displaced Kurds in Europe who may now turn to the PKK.

MARCUS TANNER

«Nous aussi avons droit à une patrie»

En grève de la faim, Zilan est prête à mourir pour le Kurdistan.

Genève de notre correspondant

Elle a 20 ans et se dit prête à mourir. Un keffieh à damier noir et blanc sur la tête qui couvre ses longs cheveux noirs, une tunique sur laquelle est écrit en lettres rouges sang «grève de la faim», Zilan Nemrut a arrêté de s'alimenter le 9 février. Depuis mardi, elle manifeste jour et nuit sur la place des Nations à Genève avec des centaines d'autres Kurdes. «Pour que les Nations unies se portent garantes de la sécurité de notre président Abdullah Öcalan. Pour rappeler à l'Europe que le peuple kurde existe. Nous aussi, nous avons droit à une patrie», affirme-t-elle.

Nationalisme militant. Ses phrases sont courtes, comme si l'évidence n'avait pas besoin de mots. Les quinze ans de conflit entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'Etat turc, les 31 000 morts, les 3 millions de Kurdes déplacés dans cette guerre oubliée, elle n'en parle pas. Et pour s'exprimer, elle utilise la langue turque. «Le kurde était interdit à l'école et je le parle très mal», avoue-t-elle. Son engagement? «Les Turcs nous occupent, pillent nos richesses, perquisitionnent nos maisons. Nous devons nous libérer.» Son nationalisme militant, elle le tient de ses parents qui lui ont expliqué «la cause» depuis l'enfance. Vient l'adolescence et le temps de l'engagement: «Mes amis, mes proches sont devenus des soldats du PKK. Je leur apportais de

la nourriture, des souliers, tout ce que je pouvais pour les aider.»

Battue et torturée. En 1996, les autorités turques l'arrêtent. Quatre ou cinq mois d'incarcération. «J'ai été battue, torturée», dit Zilan. A sa sortie de prison, elle est surveillée de près: «Les policiers me harcelaient, menaçaient mes parents. Ils voulaient me transformer en indicatrice. Que je leur donne des renseignements sur les combattants du PKK.» Elle choisit la fuite. Elle se cache dans une grande ville turque chez des sympathisants politiques, puis c'est le

«Que je meure n'a pas d'importance si la cause de mon peuple avance. Demain ou dans cent ans, il y aura un Kurdistan.» Zilan Nemrut, militante du PKK

départ pour la Suisse, une fois trouvée la filière de passeurs. En exil, sa détermination reste entière. «Que je meure n'a pas d'importance si la cause de mon peuple avance. Demain ou dans cent ans, il y aura un Kurdistan», dit-elle. Pas une once d'hésitation. Seules prévalent des considérations tactiques sur les moyens: «S'immoler ne sert pas à grand-chose. Les médias oublient dès le lendemain.» Désespérée par le faible écho de la colère kurde en Europe, elle pense qu'il faudrait frapper «plus fort» les intérêts turcs. Combattante anonyme, son sort lui importe peu. Deux fois opérée en Suisse,

elle aurait dû être en rééducation pour une balle reçue dans le bras lors d'une manifestation en Turquie, «mais ce n'est pas le moment», dit-elle.

Zilan ne remet rien en cause du chef du PKK, tant il cristallise la revendication identitaire kurde. «Le PKK a ouvert les yeux à notre peuple», assure-t-elle. Le culte de la personnalité autour d'Abdullah Öcalan? «Si cette grève de la faim me conduit à la mort, ce n'est pas pour un homme, c'est parce qu'Öcalan incarne les aspirations de 30 millions de Kurdes.» Les méthodes expéditives d'Apo pour se débarrasser de certains de ses anciens frères d'armes? «Il y a beaucoup de traîtres parmi nous», affirme-t-elle. Il n'y a aucune place pour le doute. A un seul moment, elle abandonne soudainement la langue de bois, lorsqu'elle confesse que Nemrut, son nom d'emprunt, est le nom d'une montagne «où l'on voit les couchers de soleil les plus beaux du monde».

Sans idéal. Tout entière tournée sur son combat, son pays d'accueil ne l'intéresse guère, avant d'ajouter: «Ici, les gens vivent sans idéal, comme s'ils n'étaient pas attachés à la vie.» Elle frissonne, confesse que la nuit, a été «dure» dans le froid, qu'elle est en train de tomber malade. Il se met à neiger. Elle ne pose qu'une question: «Et vous, vous y croyez au Kurdistan?» ●

PIERRE HAZAN

Les «collectes» de dons du PKK

Un juge français voulait arrêter Öcalan pour «extorsions de fonds».

Avant la capture du leader kurde, le juge français Jean-François Ricard hésitait à lancer un mandat d'arrêt international contre Abdullah Öcalan, 49 ans, pour des «extorsions de fonds en relation avec une entreprise terroriste». L'affaire démarre en janvier 1998 avec la plainte d'un petit entrepreneur de la banlieue parisienne qui, selon un enquêteur, «a été agressé par des gens du PKK parce qu'il n'a pu s'acquitter de l'impôt révolutionnaire». Cinq suspects sont arrêtés le même mois, notamment Irfan Balzak, considéré comme «un cadre national, le n°2 en France» qui possède en tout cas la «comptabilité détaillée» de la précédente campagne de «collecte de dons» du PKK: 10 millions de francs en cinq mois,

entre août et décembre 1997. Selon un policier, «les auteurs du racket, les donneurs d'ordres, la liste des donateurs, les mauvais payeurs, par commune et par région, sont scrupuleusement inscrits dans les carnets de Balzak, ainsi que des transferts de fonds vers des sociétés écrans en Allemagne et en Belgique». Les contacts de Balzak avec le «comité Europe du PKK, basé en Allemagne, qui dépend directement d'Öcalan» incitent le magistrat français à aller demander des comptes au chef kurde qui a été arrêté en Italie le 12 novembre. En perquisition dans la villa occupée par «Apo» à Rome, le 8 décembre, le juge Ricard saisit ses passeports soviétiques (avec noms d'emprunt) et son carnet d'adresses qui rallonge. Il y trouve toutes les coordonnées d'Irfan Balzak, même son numéro d'écran en prison.

Dans son audition, le lendemain, Öcalan parle politique, autonomie du peuple kurde, mais se démarque des «collectes» d'argent pour la cause.

Qualifiées de racket par le magistrat. «Mon mouvement ne pratique pas l'extorsion de fonds», lui rétorque Apo avant d'enfoncer le clou dans une interview au Figaro: «Ce juge part du principe qu'étant leader du PKK, je dois être tenu pour responsable de tout ce qui est commis en son nom. Si des délits ont eu lieu, il appartient à la justice française d'enquêter de manière scientifique. Cela ne m'a pas paru être le cas.» Persuadé que ces pratiques n'ont pas pu échapper à Apo, le juge Ricard était —selon un magistrat— «en train d'évaluer au plan juridique et diplomatique aussi l'opportunité de délivrer un mandat d'arrêt international contre Öcalan». Depuis sa livraison à la Turquie, la question n'est plus du tout d'actualité ●

PATRICIA TOURANCHEAU

COMMENTAIRE

par PIERRE HASKI

Fiasco européen

Les Européens viennent de recevoir une nouvelle leçon de politique. Ils avaient cru pouvoir se laver les mains de l'affaire Öcalan: regarder de l'autre côté en laissant l'Italie se dépêtrer avec son encombrant demandeur d'asile comme l'ont fait la plupart des autres membres de l'Union européenne, ou, pire encore, renier un mandat d'arrêt international comme l'a fait l'Allemagne de peur d'incidents entre Turcs et Kurdes sur son territoire. A peine une modeste tentative de concertation autour de la possibilité, vite enterrée, de juger le leader kurde en

Europe... Ils avaient cru aussi pouvoir continuer à ignorer la blessure kurde qui reste béante dans cet Orient compliqué, et que la réalpolitik a trop longtemps conseillé d'oublier, sauf à de rares moments de sursaut humanitaire, comme au lendemain de la guerre du Golfe, en 1991.

Trois mois après le début de l'« affaire Öcalan », l'Europe subit de plein fouet l'effet boomerang de son inaction:

pas une ville européenne n'a été épargnée par la colère des partisans d'« Apo », et on a même relevé des morts à Berlin devant le consulat d'Israël. L'UE a raté, dans cette affaire, tous ses rendez-vous: les règles de solidarité entre Etats membres n'ont pas fonctionné, et l'Europe politique n'a pas vu venir l'orage. Cette démission collective s'achève sur un fiasco avec la capture encore

mystérieuse en terre africaine du chef kurde qui, quelle que soit sa réputation sulfureuse, a droit au procès équitable qui, il faut bien le dire, ne lui est pas garanti en Turquie. Du moins si l'on se base sur le bilan peu glorieux de ce pays en matière de droits de l'homme et de respect des règles élémentaires de l'Etat de droit. Les Quinze seraient bien avisés aujourd'hui de peser de tout leur poids sur Ankara pour garantir les

droits du prisonnier de la Turquie.

Cette affaire, avec ses conséquences au cœur même de l'Europe, prend désormais la dimension d'un symbole dans les relations orageuses entre l'Union européenne et la Turquie, mais aussi dans la prise de conscience de la nécessité de trouver un jour une réponse à la douleur kurde. L'Europe y trouverait sa raison d'être.

Turquie : la capture d'Öcalan laisse entière la question kurde

A Istanbul, la classe politique a salué à l'unanimité l'enlèvement et l'arrestation « historique » du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan. Selon certains dirigeants, le régime a maintenant l'opportunité de « tendre la main » à la population du Sud-Est anatolien.

ISTANBUL

de notre correspondant

Agé de soixante-treize ans, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, sentait personnellement qu'il s'agissait d'un moment historique et d'un succès retentissant. C'est donc d'une voix émue, l'air tendu, qu'il a annoncé, mardi matin, la nouvelle que de nombreux Turcs attendaient: « Depuis 3 heures ce matin, le chef de l'organisation séparatiste se trouve en Turquie. » On ne connaît pas les circonstances exactes de l'arrestation d'Abdullah Öcalan au Kenya. Seules certitudes: l'opération a été organisée dans le plus grand secret; en Turquie, dix personnes seulement étaient au courant; appartenant apparemment à l'industriel Cavıt Caglar, l'avion privé qui a ramené Öcalan avait été choisi pour son absence de signes d'immatriculation turque.

Vers 3 heures du matin, le pilote, utilisant un code « mission spéciale », a demandé l'autorisation de se poser à l'aéroport Atatürk à Istanbul. Il est ensuite resté près d'une heure sur la piste avant de reprendre son vol pour une destination inconnue. Bien que les autorités ne l'aient pas confirmé, l'avion se serait dirigé vers la base aérienne de Bandırma, sur les rives de la mer de Marmara.

Selon des témoins, une ambulance aurait conduit, quelques heures plus tard, le prisonnier au port de Bandırma où, menotté, vêtu d'un costume sombre et la tête couverte, le chef du PKK aurait été embarqué sur une frégate de la marine turque, escortée par les Zodiacs des forces spéciales. Le lieu de détention d'« Apo » n'a pas été révélé. La presse turque affirme cependant qu'il pourrait se



PANCHO

trouver à Imralı, une petite île presque déserte située près d'Istanbul sur la mer de Marmara.

La nouvelle de la capture d'Abdullah Öcalan, qui porte un rude coup au PKK - du moins, dans sa structure actuelle - a été accueillie avec un plaisir évident en Turquie, notamment par les familles des soldats tombés au combat. Dans certains quartiers, la population est descendue dans la rue, brandissant des drapeaux au son des tambours traditionnels. Certains exigeaient qu'« Apo » soit livré à la population pour une exécution sommaire. D'autres pensent qu'un simple séjour en prison serait trop généreux pour celui que le régime tient pour personnellement responsable de la mort des quelque 30 000 victimes d'un conflit qui dure depuis 1984.

Les Kurdes sympathisants du PKK étaient pour leur part sous le choc. Dans les quartiers de Gazı et Yenibosna à Istanbul, quelques manifestants ont brûlé des véhicules, mais les incidents sont restés limités. En revanche, un détenu kurde s'est immolé par le feu à la prison de Diyarbakır.

« LA FIN D'UNE EPOQUE »

Le monde politique turc, de son côté, a salué à l'unanimité ce moment « historique ». Le président Suleyman Demirel a déclaré que l'arrestation d'« Apo » marquait « une étape importante » dans la lutte contre le PKK. Tansu Ciller, chef du Parti de la juste voie (DYP), a félicité l'état-major de l'armée pour son succès. Le dirigeant social-démocrate, Deniz Baykal, a exprimé l'espoir que ce développe-

ment positif marquait la « fin d'une époque »: « A partir de maintenant, nous devons en priorité nous efforcer de résoudre les problèmes dans le Sud-Est anatolien. »

Contrairement aux scènes de liesse populaire qui avaient suivi l'annonce de l'arrestation d'Öcalan à Rome, en novembre 1998, et qui s'étaient rapidement transformées en manifestations de colère lorsque l'Italie refusa d'extrader le dirigeant kurde, la capture d'« Apo » n'a suscité que des réactions modérées. Les autorités paraissent conscientes de la responsabilité qui pèse désormais sur la Turquie. Le procès du dirigeant du PKK, devant la Cour de sûreté de l'Etat, mettra la Turquie sur la sellette. L'arrestation d'Öcalan va relancer le débat sur la peine de mort, qui sera certainement requise, vu les lourdes charges retenues contre lui. Bien qu'elle n'ait pas été abolie, aucun prisonnier n'a été exécuté en Turquie depuis 1983.

L'arrestation d'Öcalan et l'affaiblissement évident du PKK pourraient fournir aux autorités, qui avaient jusqu'ici refusé tout compromis, une occasion en or de tendre la main à la population kurde du Sud-Est anatolien. Bülent Ecevit a lancé un appel aux combattants du PKK, leur demandant de déposer les armes. « Vous êtes arrivés au bout d'une voie sans issue », a-t-il déclaré, suggérant que les autorités pourraient se montrer généreuses à leur égard.

UN PROCÈS JUSTE

Le président de l'Assemblée nationale, Hikmet Cetin, lui-même d'origine kurde, a suggéré une prolongation de la loi dite « pour les repentis », promulguée en 1995,

qui n'est plus en vigueur et qui permettait aux militants n'ayant pas été condamnés d'échapper à la justice, pour autant qu'ils fournissaient des informations et renonçaient à la lutte armée. Ceux qui ont participé à des opérations ou qui ont été arrêtés pouvaient ainsi bénéficier de réductions de peine. Bien que le Parlement ait officiellement achevé ses travaux, à quelques semaines des élections du 18 avril, Hikmet Cetin a proposé une session extraordinaire pour

adopter cette loi.

Si l'opération Öcalan est un succès spectaculaire pour la Turquie, le véritable défi ne fait que commencer. Ankara devra prouver à la communauté internationale que, malgré la haine et l'hostilité exprimée à l'égard d'« Apo », la justice turque est capable de lui assurer un procès juste. Répondant aux questions des journalistes, le premier ministre a notamment annoncé que le dirigeant kurde ne serait pas interrogé par les services

de renseignements, mais par des magistrats du ministère de la justice.

Dans le Sud-Est anatolien, les autorités devront transformer une politique jusqu'ici basée essentiellement sur la peur et la répression en une politique susceptible de convaincre la population locale, écrasée et appauvrie par des années de conflit, bref leur prouver que l'Etat turc est aussi à leurs côtés. Les élections d'avril seront donc un test important.

Mais le rejet, mardi, par la Cour constitutionnelle d'un appel déposé par le parti prokurde Hadep, dont le procureur général réclame l'interdiction, démontre que les institutions étatiques demeurent pour l'instant peu enclines au compromis. La question est donc de savoir si le gouvernement turc saura négocier ce tournant important que marque l'arrestation d'Abdullah Öcalan.

Nicole Pope

Le Monde

JEUDI 18 FÉVRIER 1999

EDITORIAL

Le droit des petites nations

DANS la catégorie des petites nations dont les droits sont systématiquement bafoués, mieux vaut ne pas être kurde. Mieux vaut être kosovar ou palestinien. Aux yeux des Etats-Unis ou de l'Union européenne, les Kurdes ne comptent pas. Ils sont vingt-cinq à trente millions, répartis sur quatre pays, parlent la même langue, ont autant de droits à l'autonomie ou à un début de représentation étatique que les Palestiniens ou les Kosovars et sont largement autant, sinon plus, martyrisés qu'eux. Mais, parce qu'il n'entre dans l'intérêt d'aucune grande puissance d'appuyer leurs justes revendications, parce que, pour leur malheur, les Kurdes de Turquie dépendent

d'un Etat allié des Etats-Unis et membre de l'OTAN, jugé essentiel à « l'équilibre stratégique » de la région, il n'y aura pas pour le peuple kurde de Conférence de Madrid, d'accords de Dayton ou de Rambouillet. C'est une petite nation condamnée par les grandes à vivre sous la botte. Dénî de justice, flagrant, brutal, violent, - et qui sera, longtemps encore, source de violences.

Dans ce monde-là, il n'y a donc pas eu de visa pour Abdullah Öcalan. Le chef séparatiste kurde de Turquie était en cavale depuis plus de deux mois, chassé de Syrie, puis d'Italie et d'ailleurs. Il vient d'être arrêté - enlevé ? - au Kenya et remis à la Turquie, qui a, immédiatement, interdit à ses avocats l'entrée sur son territoire.

M. Öcalan est sans doute le chef d'une organisation, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, qui pratique le terrorisme, l'assassinat et le racket.

On rappelle tout cela dans les capitales occidentales. On oublie d'ajouter, dans le même souffle, que les Kurdes de Turquie sont confrontés à un terrorisme d'Etat : depuis vingt ans, 4 000 villages détruits par l'armée turque, deux millions de personnes déplacées, des champs incendiés et la torture systématique. Cela a un nom : l'épuration ethnique. Celle-là même qui soulève l'indignation des Etats-Unis et de l'Europe quand elle se pratique dans les Balkans et qui ne les émeut pas quand elle règne dans le Kurdistan de Turquie.

Dans les capitales occidentales, on considère, à juste titre, qu'il est légitime que les Kosovars se révoltent contre le régime d'apartheid que leur imposent les Serbes.

ou que les Palestiniens sortent du régime d'occupation israélien. Les Kurdes de Turquie n'ont pas cette chance et il ne se sera donc pas trouvé une seule capitale européenne pour donner l'asile au leader kurde, ne serait-ce que pour le juger comme aurait pu le faire l'Allemagne où il était recherché.

Avec la capture de M. Öcalan, le premier ministre turc, Bülent Ecevit, porte un rude coup au PKK. Il peut exploiter la situation pour chercher enfin une solution politique à la guerre que connaît le Kurdistan de Turquie. Il peut aussi continuer à essayer d'écraser par les armes toute velléité d'autonomie dans cette région. L'Union européenne devra alors fermer ses portes à la Turquie, aussi longtemps qu'il le faudra. Car, même dépourvue d'une forte identité politique, l'Europe contemporaine doit affirmer le refus de régler par la force le sort des petites nations.

Désillusion et lassitude dominant à Diyarbakir

DIYARBAKIR

de notre envoyée spéciale

À Diyarbakir, « capitale » du Kurdistan de Turquie, une vingtaine d'hommes se sont réunis au siège

REPORTAGE

Scènes de la vie quotidienne au siège du Hadep, le parti pro-kurde

du Hadep, le parti pro-kurde, qui fait pour eux office de place publique et de salon de thé. Pour la plupart sans emploi, expulsés de leurs villages, ils attendent on ne sait trop quoi. C'était avant l'arrestation, lundi 15 février, d'Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste).

« Si Clinton le voulait, il suffirait d'un coup de téléphone pour résoudre la question kurde », affirme Abdurrahman. Pour lui, comme pour la plupart des hommes réunis

ici, le « problème kurde » n'est pas un casse-tête abstrait de politique internationale, mais une réalité quotidienne. Le fils d'Abdurrahman, qui avait rejoint les rangs du PKK, est mort au combat en 1996. Victime parmi des milliers, son frère a mystérieusement disparu après son arrestation en 1994 : quelques jours après, on a retrouvé son corps dans un sac à ordures. Quant à lui, il a été arrêté et traduit en justice huit fois et a perdu neuf dents au cours d'interrogatoires musclés. « Les Américains, les Allemands, les Anglais, les Français vendent les armes que les Turcs utilisent contre nous. Ils ferment les yeux et les oreilles à la réalité. »

Au-delà de la désillusion et de la colère, un sentiment de lassitude domine. Après quinze ans d'un conflit qui a fait plus de 30 000 morts et dévasté le Kurdistan de Turquie, la population locale n'aspire qu'à une chose : la paix. Affaibli militairement, le PKK ne domine plus la région comme au début des années 90 et le militantisme des habitants a succombé à des années de répression. « L'arrestation

de Semdin Sakik [le commandant militaire, numéro deux du PKK], au printemps 1998, a porté un sérieux coup au moral des gens. Sakik était un héros légendaire, intouchable. Aujourd'hui on le voit devant le tribunal, repent et offrant des informations », explique une ancienne militante.

Mais la revendication culturelle demeure : les petites antennes paraboliques, omniprésentes sur les balcons, témoignent de la popularité de MED-TV, une chaîne proche du PKK, qui diffuse des émissions en langue kurde et est interdite en Turquie. « C'est notre langue, bien sûr, que nous regardons », explique Ali. « Les méthodes du PKK ne résoudreont rien, il faut une solution politique au sein de la Turquie, poursuit-il, mais nous ne voulons pas de limites imposées à notre culture. »

A l'approche des élections législatives et municipales prévues pour le 18 avril, les autorités n'ont pas assoupli leur position. Le procureur général, Vural Savas, qui avait obtenu la dissolution, en janvier 1998, du Parti de la prospérité (Refah ou RP, islamiste), vient de soumettre à

la Cour constitutionnelle un dossier accusant le Hadep (Parti démocratique du peuple) d'avoir des « liens organiques avec le PKK » et demandant son interdiction.

« La procédure auprès de la Cour durera entre six mois et un an », explique Sezgin Tanrikulu, un avocat spécialisé dans les dossiers des droits de l'homme. « La loi permet au tribunal d'annoncer une décision préalable, qui empêcherait le parti de participer aux élections. Je doute qu'ils utilisent cette clause. »

« COÛTE QUE COÛTE »

Au siège du parti à Diyarbakir, ce nouveau procès ne fait que renforcer la détermination. Lors des municipales de 1994, le harcèlement des candidats avait forcé les Kurdes à se retirer du processus électoral. « Nous sommes habitués à ce genre de choses. Il n'y a rien de nouveau », raconte, résigné, le dirigeant local du parti, l'avocat Feridun Celik. « Cette année, nous sommes mieux organisés. Nous résisterons, jusqu'à la mort s'il le faut. Nous participerons aux élections, coûte que coûte. » Dix

des dirigeants du parti, dont le président, Murat Bozlak, se trouvent actuellement en prison.

Tous les observateurs locaux, y compris les opposants au parti, s'accordent pour dire que l'attitude des autorités ne fera que renforcer le soutien au Hadep. Lors des législatives de décembre 1995, le parti

- qui n'avait pas obtenu le quorum au niveau national - avait fait la preuve de son pouvoir local, obtenant près de 70 % des voix en ville et 48 % dans la province de Diyarbakir.

Paradoxalement, le seul rival du Hadep dans la région, le Parti de la vertu (FP, islamiste) se trouve égale-

ment dans le collimateur du gouvernement, qui a annoncé son intention de sévir contre toute utilisation politique de la religion. « Si l'Etat sévit de nouveau, ça ne fera que renforcer le PKK. Les gens auront l'impression que tous les moyens légaux d'expression leur sont fermés. En revanche, si le Hadep vient au

pouvoir, il devra modérer sa position. Il pourrait devenir le représentant légitime des Kurdes de la région, un acteur politique au niveau national, explique un militant des droits de l'homme. Ces élections sont cruciales. »

N. P.

Israël dément toute implication, mais ses liens avec le Kenya et la Turquie sont très étroits

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Moins de deux heures après avoir été mis en cause par une agence de presse allemande, Jérusalem a « catégoriquement » démenti toute implication israélienne dans l'enlèvement du leader kurde, Abdullah Öcalan. Citant des sources émanant des « services secrets occidentaux », l'agence DPA avait affirmé, mardi 16 février, que le Mossad (les services de renseignement israéliens) avait joué un rôle « décisif » dans toute l'affaire. « Israël dément catégoriquement les affirmations de la presse, selon lesquelles nous aurions transmis des informations conduisant à la capture d'Öcalan », a rétorqué, en début d'après-midi, le porte-parole du premier ministre, Avigdor Lieberman, imité peu après par son collègue du ministère des affaires étrangères.

Quelques heures plus tard, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, enfonçait le clou, réaffirmant que, « contrairement à

ce que disent certains journaux, Israël n'a absolument rien à voir avec cette histoire ». Les autorités ont cependant renforcé les mesures de sécurité autour de leurs représentations à l'étranger.

RAPPROCHEMENT SPECTACULAIRE

La difficulté avec ce genre d'affaire est que tout démenti est, a priori, perçu comme de circonstance. Difficulté supplémentaire qui rend délicat le discours israélien : les services turcs, à tort ou à raison, ne sont pas considérés comme capables de mener une opération d'enlèvement en Afrique. Il en va tout autrement d'Israël, dont les relations avec le Kenya sont anciennes et fortes. Interrompues au lendemain de la guerre de Kippour, en 1973, ces dernières ont formellement repris en 1989.

En réalité, elles n'avaient jamais cessé, Israël ayant toujours bénéficié au Kenya d'un préjugé très favorable, comme en témoigne l'aide

que Nairobi apporta à la libération des otages d'Entebbe, le 4 juillet 1976, bien que les relations diplomatiques entre les deux pays aient été officiellement rompues.

Aujourd'hui leurs relations économiques et politiques sont très étroites, les plages et réserves animalières du Kenya très fréquentées par les touristes israéliens et Nairobi est sans doute le plus important poste diplomatique israélien en Afrique. Témoignage des liens privilégiés qui unissent les deux pays, Israël avait rapidement dépêché une importante équipe de secours à Nairobi, lors de l'attentat à la voiture piégée perpétré, en août 1998, contre l'ambassade américaine.

Des relations encore plus étroites existent entre Israël et la Turquie. Non sans inquiéter les pays arabes voisins, les deux pays ont effectué depuis 1996 un spectaculaire rapprochement, ponctué d'échanges politiques, commerciaux et militaires. Alors que la Tur-

quie autorise la chasse israélienne à s'entraîner dans son ciel, Israël collabore à la modernisation des avions de combat turcs et vient de participer, aux côtés des Américains, à des manœuvres communes avec la flotte d'Ankara.

Le renseignement n'est vraisemblablement pas absent de ce tableau. En 1996, déjà, certains analystes turcs estimaient que la question kurde et la lutte contre le PKK avaient joué un rôle important dans le rapprochement d'Ankara avec Israël. Par ailleurs, le 1^{er} février, deux agents israéliens ont été condamnés à trois ans de prison pour avoir traîné autour d'une base navale de Chypre. Lors de leur arrestation, en novembre 1998, l'hypothèse qu'ils étaient en mission au bénéfice des Turcs, dont les troupes occupent une partie de l'île, était la plus communément avancée.

Georges Marion

Une affaire au cœur du triangle Ankara-Washington-Jérusalem

OPÉRATION secrète des services turcs ? Fruit d'une « indiscretion » grecque ? Coopération triangulaire entre le renseignement de Turquie (MIT), d'Israël (Mossad) et des Etats-

ANALYSE

Les intérêts stratégiques pourraient expliquer une coopération tripartite

Unis (CIA) ? Il est certain que la capture du chef kurde Abdullah Öcalan, dit « Apo », lundi 15 février à Nairobi, après une cavale de quatre mois digne d'un roman d'espionnage de la guerre froide, arrange les trois pays. Même dans l'hypothèse où la solidarité entre la Turquie, Israël et les Etats-Unis a été limitée à sa plus simple expression, l'affaire Öcalan a contribué à renforcer leurs liens. Avant tout, elle redore le blason du nouveau premier ministre turc, Bülent Ecevit, à la veille des législa-

tives anticipées du 18 avril. Elle rehausse aussi le prestige de ses services secrets, mis à mal par la révélation de sombres pratiques en leur sein. Elle augure enfin d'un soulagement pour l'économie turque, salué le jour même par une hausse des valeurs de 8 % à la Bourse.

Evoquant une « mission secrète de douze jours », Bülent Ecevit, mardi 16 février, a affirmé qu'elle a été brillamment menée par le seul MIT. Si le mystère plane sur les détails du « rapt » d'« Apo », il semble pourtant peu probable que les services turcs aient pu agir seuls. Le MIT est peu coutumier des exfiltrations, et très peu présent en Afrique. A deux reprises, par le passé, il n'avait pu mener à bien une opération bien moins complexe qu'un enlèvement : deux tentatives d'assassinat, perpétrées alors qu'Abdullah Öcalan résidait en Syrie et au Liban, échouèrent.

L'éventualité d'une implication des services secrets israéliens dans l'arrestation d'Öcalan à Nairobi

- une place forte du Mossad en Afrique -, a été démentie officiellement. Pourtant, Israël, lié depuis 1996 à la Turquie par des accords militaires, s'était montré solidaire d'Ankara dès les premiers jours de la cavale du chef kurde. De notoriété publique, c'est le Mossad qui prévint les Turcs de la présence d'« Apo » dans une banlieue de Moscou, après avoir capté des conversations menées de son portable depuis la capitale russe. Faut-il accorder foi aux propos d'un commentateur turc, selon lequel la capture d'« Apo » serait le produit d'une coopération entre Israël, la Turquie et les Etats-Unis, partenaires stratégiques dans la région ?

Le département d'Etat américain, très impliqué, avait réitéré, le 3 février, un appel « destiné aux pays susceptibles d'héberger le chef kurde », les invitant à « aider la Turquie dans ses efforts pour traduire Öcalan en justice ». Au plus fort de la crise diplomatique entre Rome et Ankara, après le refus italien d'extrader le

chef du PKK, la diplomatie américaine avait joué les médiateurs. Il faut dire que, quelques mois auparavant, les bonnes relations entre Washington et Ankara avaient été assombries par la signature, aux Etats-Unis, le 18 septembre 1998, d'un accord de paix entre les deux factions kurdes rivales qui se partagent le nord de l'Irak, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani. Si l'accord stipulait que les bases du PKK dans la région devaient être démantelées, il ouvrait aux yeux des Turcs la perspective honnie de la création d'un Kurdistan indépendant à leurs portes. Ankara ne tarda pas à répliquer.

Dotée, depuis la fin août 1998, d'un nouveau chef d'état-major, le général Huseyin Kivrikoglu, la Turquie, quelques jours après la signature de l'accord entre Kurdes, menaçait la Syrie d'une guerre si celle-ci ne mettait pas fin immédiatement à son soutien au PKK : « La Syrie doit

satisfaire nos demandes. Sinon la terre tout entière s'écroulera sur sa tête », proféra Mesut Yilmaz, alors premier ministre. Damas obtint : Abdulah "Ocalan quitta son repaire syrien au début d'octobre ; et des officiels syriens signèrent à Ceyhan (sud de la Turquie) un engagement à ne plus soutenir le PKK. L'arrivée de Bülent Ecevit à la tête du gouvernement turc en janvier n'a fait que compliquer un peu plus les relations améri-

cano-turques, au moment où Washington, partisan de la manière forte envers Saddam Hussein, a plus que jamais besoin du soutien turc et de l'assurance de pouvoir utiliser la base aérienne d'Incirlik (sud du pays), où est stationnée sa force d'intervention rapide. Bülent Ecevit est peu apprécié des Américains. En 1974, son rôle de principal artisan de l'intervention armée turque à Chypre ne fut pas du goût du dé-

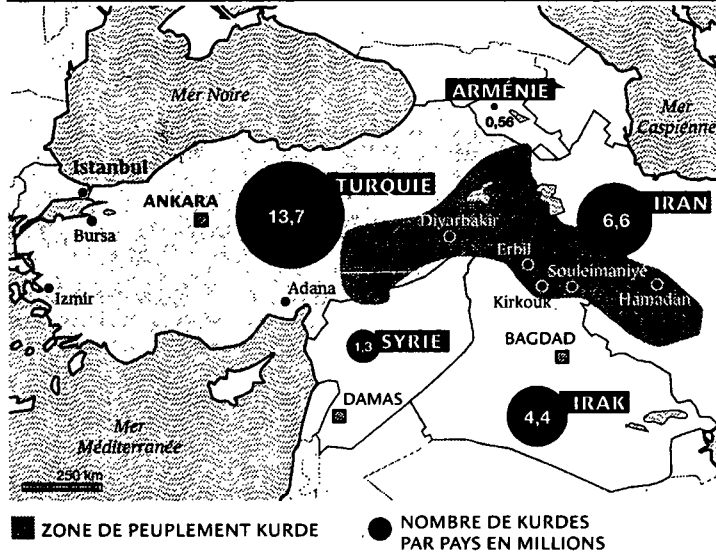
partement d'Etat. Plus récemment, enfin, ses prises de position sur l'Irak ont également déplu à Washington.

Les gouvernements qui se sont succédé en Turquie ont tous émis des réserves quant à l'utilisation par les Américains de la base d'Incirlik, avouant préférer s'accommoder de Saddam Hussein plutôt que de voir s'installer un Etat kurde au nord de l'Irak. Bülent Ecevit, champion du nationalisme, n'a pas fait exception.

Faisant monter l'enchère, lundi 15 février, il recevait à Ankara Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, venu « protester contre l'utilisation de la base d'Incirlik ». Le soir même, « Apo » était enlevé au Kenya et Bülent Ecevit faisait savoir aux Américains qu'Incirlik restait à leur disposition.

Marie Jégo

Une population de près de 30 millions de Kurdes



■ ZONE DE PEUPEMENT KURDE ● NOMBRE DE KURDES PAR PAYS EN MILLIONS

TURQUIE

- ▶ Régime République parlementaire
- ▶ Chef de l'Etat SULEYMAN DEMIREL
- ▶ Superficie 781 000 km²
- ▶ Population 64,8 millions d'habitants
- ▶ Densité 82,9 hab./km²
- ▶ Capitale ANKARA
- ▶ Religion 98 % de musulmans (sunnites majoritaires)
- ▶ Espérance de vie 67,5 ans
- ▶ Fécondité 3 enfants par femme

ÉCONOMIE

- ▶ PNB 174 milliards d'euros
- ▶ PNB/HAB. 2 721 euros
- ▶ Croissance du PIB 6,5 %
- ▶ Inflation 70 %
- ▶ Taux de chômage 6 %
- ▶ Déficit public 9,5 % du PIB
- ▶ Dette ext. brute 63 milliards d'euros
- ▶ Balance des opérations courantes -1,4 % du PIB

RÉPARTITION DE LA POPULATION KURDE

en % de la population du pays



Source : AFP, Banque mondiale, Nations-Unies

Descendants de tribus persophones installées dans l'actuel Kurdistan plusieurs siècles avant Jésus-Christ, les Kurdes, nomades et rebelles, forment une population estimée à 25 ou 30 millions, d'âmes, réparti sur cinq États de la région : en Turquie, Syrie, Irak, Iran et Arménie. Une diaspora forte de près de deux millions de Kurdes s'est installée ces dernières années en Europe, au rythme des persécutions qu'ils subissent tant de Saddam Hussein, qui gaza des milliers de Kurdes en 1988, que de la part de la Turquie, qui mène contre eux une répression féroce depuis quinze ans, et qui, jusqu'en 1991, leur dénie jusqu'au droit de parler leur propre langue.

Saudis See Iraqi Threat As a Sign of Desperation

Saddam's Warning Stirs Speculation on Sanity

Compiled by Our Staff From Dispatches

RIYADH — A Saudi newspaper said Tuesday that Baghdad's threats against Saudi Arabia and Kuwait indicated that President Saddam Hussein was desperate and "has lost his mind."

Iraq has warned that it is prepared to attack air bases in Saudi Arabia, Kuwait and Turkey that are being used by U.S. and British warplanes patrolling no-flight zones over Iraq.

"There is nothing one can say about Saddam's latest statements except that he has lost his mind," the government-guided Al Riyadh daily said in an editorial.

"Saddam is doing strange things, like

someone who has lost all hope," the newspaper added.

The White House, meanwhile, warned Iraq anew Tuesday that if it carried out the threats against its neighbors, the punishment would be speedy and severe.

"Any contemplation of that act would be a grave mistake and would be met with a swift response," said the presidential spokesman, Joe Lockhart.

The Iraqi vice president, Taha Yassin Ramadan, sparked the reaction after announcing that Baghdad was capable of striking allied air bases in the region.

The response was the second U.S. warning in as many days amid the almost daily skirmishes in the zones between

allied planes and Iraqi air defenses since Operation Desert Fox, the intensive four-day joint air action by Britain and the United States against Iraqi military targets in December.

Even before the Monday warnings, Turkey considered the threat from Iraq serious enough that it asked the United States to send a battery of Patriot air-defense missiles to Incirlik, which the Department of Defense agreed to do in January.

The United States also has Patriots defending bases in Kuwait and Saudi Arabia.

Iraq considers the no-flight zones to be violations of its sovereignty, but it has never challenged them in such a sustained way before.

The United States and its allies created the zones to protect Iraqi ethnic groups — Kurds and Shiite Muslims — facing military attacks by Baghdad, especially from the air.

After the raids in December, Iraqi forces began to confront the U.S. and British jets patrolling the no-flight zones in a series of one-sided exchanges that have resulted in the destruction of sev-

Le Monde

JEUDI 18 FÉVRIER 1999

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

WEDNESDAY, FEBRUARY 17, 1999

eral Iraqi anti-aircraft missile sites and other targets with no loss of allied aircraft.

In Ankara, the deputy prime minister of Iraq, Tareq Aziz, defended his government's threats.

"The U.S. and British planes are killing Iraqis, are destroying Iraqi property and this is not acceptable," Mr. Aziz said. "A Turkish air base should not be used by the Americans and British to hurt Iraqis."

Vice President Ramadan said Iraq would attack the Incirlik air base in southern Turkey if Ankara continued to let U.S. and British jets use it to patrol over the northern zone in Iraq.

There was no reaction to the threats from Turkish officials.

U.S. fighter planes based at Incirlik have struck almost daily at Iraqi defense sites after being targeted while on patrol. Iraq has reported a number of deaths in the attacks.

Prime Minister Bulent Ecevit, who met with Mr. Aziz on Monday, before the threat was issued, had rebuffed demands for Turkey to withdraw permission for the air base and asked Baghdad to put an end to "provocative acts" in the no-flight zones.

President Suleyman Demirel did not meet with Mr. Aziz, a gesture that had clearly angered the Iraqi deputy prime minister. "It is the golden rule when a high level official is visiting that he should be received by the head of state," Mr. Aziz said.

The no-flight zones were set up after the 1991 Gulf War to protect the Kurds in the north and the Shiite Muslims in the south.

Mr. Aziz, who traveled to Turkey through the Iraqi Kurdish areas, questioned the validity of the zones.

"They claim they are protecting the Kurds from the Iraqi government," Aziz said. "Then how can an Iraqi deputy prime minister travel so easily?"

He also rejected allegations that Baghdad was providing camps to Turkish Kurdish rebels fighting for autonomy in southeast Turkey.

Prime Minister Ecevit said Monday he had handed over intelligence data on the issue to Mr. Aziz. (AP, AFP, NYT)

Israelis Kill 3 Kurds at Consulate

Protesters Tried to Storm Berlin Building Over Ocalan Capture

By Roger Cohen
New York Times Service

BERLIN — Israeli guards opened fire Wednesday on dozens of Kurds attempting to occupy the Israeli Consulate here, killing three people and wounding 16 in the worst violence since Europe-wide protests against the capture of a rebel Kurdish leader erupted.

Police said the shooting began after about 55 Kurds tried to enter the consulate in a tranquil Berlin suburb. The Kurds apparently chose their target in response to rumors that the Israeli secret service, Mossad, played a role in Turkey's capture of Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdish Workers Party.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel said in Tel Aviv that the guards had fired in self-defense after Kurds brandishing hammers and clubs entered the Berlin consulate. He denied any Israeli role in Mr. Ocalan's capture.

"We did not cooperate with any element in Ocalan's capture," Mr. Netanyahu said. "We have to make this clear and emphasize this because this is the reality and this is the truth." Israel, which has a security cooperation agreement with Turkey, was the object of "false accusations," he added.

All Israeli diplomatic missions in Europe were ordered closed and the United States urged Americans abroad to be cautious.

Mr. Ocalan, whose followers have waged a long separatist war in southeastern Turkey in which more than 30,000 people have died, was seized in Nairobi on Monday in circumstances that remain murky. Turkish security agents then flew him to Turkey, where he faces a possible death sentence on charges including treason and murder.

The killings came in a second day of widespread Kurdish protests initially focused on Kenyan and Greek missions in Europe. Mr. Ocalan was arrested after leaving the Greek Embassy in Nairobi, a sequence of events that apparently led many Kurds to believe he had been betrayed by the Greeks.

The swift violence of the Israeli response



Reinhard Krause/Reuters

Berlin fire-brigade officers carrying a wounded Kurdish protester away from the Israeli Consulate.

Wednesday stood in sharp contrast to the restraint of other embassies. "Our people have standing orders to prevent, with force if necessary, including by opening fire, any attempt to take hostages, and to defend themselves," Mr. Netanyahu said.

Avigdor Kahlani, the Israeli minister of Public Security, said there were three Israeli guards at the consulate and accused German authorities of exposing them through incompetence.

"Those who were supposed to do the

work from Germany didn't do their job," he said. "The guards fired first in the air and then fired to hit in order to save themselves and defend the consulate."

A German police spokesman, Norbert Gunckel, said there were two German policemen outside the consulate at the time the protest began. He did not explain why protection was so light or comment on the response of the two policemen.

In a wide area around the Israeli consulate, blood from the injuries of the wounded spattered the snow an hour after the shooting. Police had encircled two groups of shivering Kurds, numbering about 30 in all, and refused to let reporters speak to them on the grounds that they were "under arrest."

The consul, Miriam Shomrat, was not in the building, but another Israeli woman was briefly held. "There was a clash and several shots were fired," Mr. Gunckel said, but declined to elaborate.

Witnesses said the Kurdish protesters had no guns. One witness, Lukas Billan, an undifferentiated citizenship law."

More than 400,000 Kurds live in Germany and more than 2 million Turks, by far the largest such populations in Europe. Mr. Schroeder has proposed

new legislation that would make it easier for them and other foreigners to become German citizens.

Elsewhere in Europe, most of the protests against more than 20 Greek and Kenyan missions ended. But in London, Kurds inside the Greek Embassy said they were on hunger strike and would set themselves on fire if police stormed the building.

In Switzerland, about 60 protesters continued to hold a policeman at the Greek Consulate in Zurich and the Greek Embassy in Bern was also occupied. In Sydney and Melbourne, demonstrators and police clashed and 65 Kurds were arrested.

About 20 Kurds Wednesday forced their way into the Geneva headquarters of the UN High Commissioner for Refugees and left about three hours later after a UNHCR spokesman read a statement saying that the United Nations should send a mission to examine the plight of the Kurds.

Bulent Ecevit, the Turkish prime minister, said Wednesday that Mr. Ocalan, who was being held in a prison on Imralli Island in the Sea of Marmara, would be given a fair trial.

inski, who was walking his dog in the area, said he heard nine shots inside the

consulate building, followed by five more a little later.

The violence Wednesday came at a time of intense debate in Germany over the large number of foreigners here, and seemed certain to feed a growing uneasiness. Gerhard Schroeder, the Social Democratic chancellor, said after the shooting that Kurds who did not respect the law would be deported.

"If those living here do not respect the law, they will have to leave the country," Mr. Schroeder said in a statement reminiscent of the positions put forward by the Christian Democratic government from which he took over three months ago.

Several German cities, including Bonn, Leipzig, Stuttgart, Frankfurt and Cologne, were hit by Kurdish protests on Tuesday. These incidents abated Wednesday, but about 15 Kurds broke into the offices of Germany's Social Democratic Party in Hamburg, taking a staff member hostage. A mosque and a Turkish restaurant in Hamburg were also attacked.

"No constitutional state can just wait and watch a civil war being implanted into its midst by a foreign minority," declared an editorial in the conservative newspaper Die Welt.

"This experience comes in time to give us a lesson in the political naiveté of

Turkey Blocks Entry of Ocalan Lawyers for Trial

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Ecstasy and jubilation enveloped Turkey on Wednesday following the capture of the country's most wanted fugitive, the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, but debate over his forthcoming trial has already begun to turn bitter.

A team of Mr. Ocalan's lawyers was denied entry to the country Wednesday, and the government said it would not permit foreign observers at his trial.

Foreign leaders and human rights groups issued a stream of statements urging Turkey to give Mr. Ocalan a chance to defend himself fully. Several Turkish commentators said the trial could prove a crucial test of Turkey's much-criticized judicial system.

Mr. Ocalan was captured late Monday night in Kenya, where he had been living clandestinely under the protection of Greek diplomats.

Turkish commandos brought him to Turkey before dawn Tuesday, and he has been taken to an island prison from which all other inmates are being evacuated.

In a televised interview, Prime Minister Bulent Ecevit brushed aside concerns about the trial, which is

expected to focus on a few specific massacres allegedly perpetrated by Mr. Ocalan's Kurdish Workers Party, or PKK.

"It will be very free, a very just trial, because justice is very free in Turkey, autonomous," Mr. Ecevit said. "It need not last too long because all the illegal actions, the crimes of the PKK's leadership, are well known."

Asked about his government's refusal to allow Mr. Ocalan's lawyers to enter the country, he replied: "They want, more or less, to inspect the Turkish

justice system, but they have no right to have any doubts about it. Also, the Turkish justice system has certain rules about who can defend."

A Foreign Ministry spokesman, Ser-

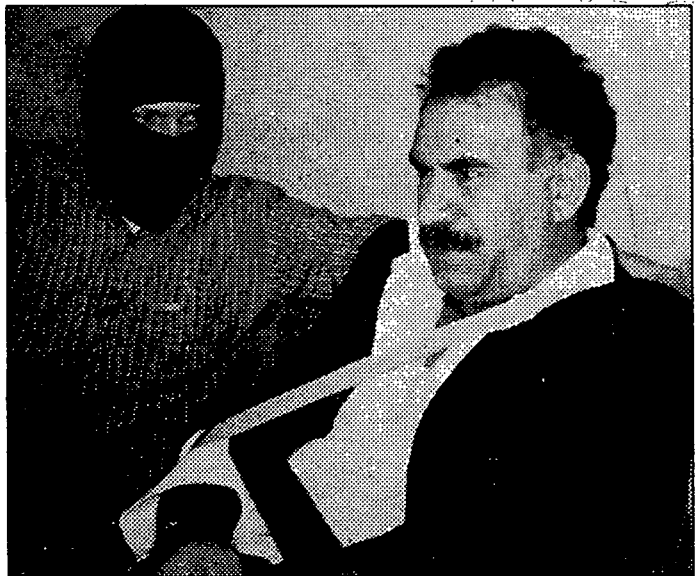
met Atacanli, later said Turkey would not allow foreign governments or organizations to send observers to Mr. Ocalan's trial. "It is not possible for us to accept actions from outside Turkey which might be an intervention in the Turkish judicial process," Mr. Atacanli said. "Thus we could not accept such things as observers."

Mr. Atacanli said the trial would be open to the public, but "if people who give themselves legal titles such as observers or lawyers come to Turkey, to

behave like an inspector, they will not be allowed to do that."

The chief of Mr. Ocalan's legal team, Britte Boehler, a German national who is based in the Netherlands, said after her failed attempt to enter Turkey that she feared Mr. Ocalan was being tortured. "We are telling Turkey we are on this case and we intend to stay on it," Ms. Boehler told reporters in Amsterdam.

Turkish newspapers published Wednesday new details about the commando operation that resulted in Mr. Ocalan's



Agence France-Press

capture. But many were contradictory. Some reported that Greek Embassy officials in Kenya knew they were sending Mr. Ocalan into a trap when they let him be taken to the airport in Nairobi. Others claimed that Kenyans had participated. Many said the Central Intelligence Agency had provided the first tip that Mr. Ocalan was in Kenya, and several said Israeli secret services had provided advice or other help.

"In the interest of not disturbing those parties who took part in this operation," Mr. Ecevit told one interviewer, "I will use a local expression and say, 'Let us eat the grape and not ask where it came from.'"

Turkish television stations broadcast

a video showing some aspects of the operation. In it, Mr. Ocalan is seen being led onto a small plane, handcuffed and blindfolded. After being handcuffed to a seat, his blindfold was removed, revealing his sweat-drenched face.

In what seemed to be a bizarre comment from a figure who has portrayed himself as a fearless revolutionary, Mr. Ocalan is heard to tell his captors: "If the truth needs to be told, I love Turkey and the Turkish nation, and I want to serve it. If I have the chance, I would be pleased to serve. Let there be no torture or anything. I would be happy to serve." Later Mr. Ocalan was shown being led to a bed, unsteady and apparently drowsy.

■ Turkish Troops Move Into Iraq

Turkish troops have crossed into northern Iraq for a military operation against the Kurdish Workers Party, the Turkish NTV news channel reported Wednesday, Agence France-Presse reported from Ankara. The operation was launched Tuesday.

NTV said helicopters were providing air cover for the ground troops who moved into Iraqi territory from the town of Cukurca in the southeastern Anatolian province of Hakkari that is on Turkey's border with both Iraq and Iran.

The United States gave tacit support to the incursion. "We support the right of the Turkish government to defend itself against terrorists," said the State Department spokesman, James Foley.

Turkey and the Kurds

Time for Good Sense

The deadly guerrilla war between Turkey and Kurdish separatists seemed a lot less distant to many Europeans on Tuesday as Kurdish immigrants, enraged by Turkey's abduction of a violent Kurdish rebel leader, stormed Greek and Kenyan diplomatic posts in nearly a score of European cities. They believed, probably mistakenly, that Greece and Kenya had cooperated with Turkish commandos who seized Abdullah Ocalan in Nairobi. The unruly demonstrations, which seemed to be coordinated, were an unpardonable attack against civil order across the continent.

For the past 14 years, from the safety of exile, Mr. Ocalan has directed a brutal armed campaign for Kurdish separatism in eastern Turkey. His guerrilla fighters are allegedly respon-

sible for 30,000 deaths, including those of many civilians. In response to this uprising, Turkey has intensified its own repression and violence against its 8 to 10 million Kurdish citizens, sending its army against defenseless Kurdish villages and creating hundreds of thousands of refugees. Those who dared to defend Kurdish causes in print in Turkey, or questioned the army's brutality, were subjected to long imprisonment.

Mr. Ocalan's capture and trial should be used to help diminish this terrible conflict, not inflame it. Turkey's treatment of its Kurdish minority has undercut its democracy and damaged its international standing. Kurdish violence and terror, including the violence of Ocalan supporters now living in Europe, have provided excuses for Turkey's actions. Kurdish terrorism has obscured the legitimate griev-

ances suffered by millions of nonviolent Kurds who have suffered systematic discrimination and been subjected to Turkish attempts to suppress Kurdish language and culture.

Both sides now need to behave more constructively and responsibly.

Turkey must explain more fully the circumstances of Mr. Ocalan's abduction and assure that his detention and trial meet international standards of fairness. Ankara has not always met such standards in the past. Prime Minister Bulent Ecevit, a lifelong human rights advocate, now has an opportunity to put his beliefs into practice.

Turkey should also use the occasion of Mr. Ocalan's arrest to rein in its counterinsurgency campaign in Kurdish areas and move toward a conciliatory and peaceful solution of the long conflict. Kurds, including Mr. Ocalan's followers in Europe, must do their part by turning decisively away from violence, both in Turkey and abroad.

— THE NEW YORK TIMES

A Forum for Ocalan?

The Kurds, a large homeless ethnic population spread between the Mediterranean and Caspian seas, have again forced their cause on the awareness, if not yet the agenda, of the world. They did so at heavy cost, by losing their leader, Abdullah Ocalan, to a Turkish pounce in Kenya. The Turkish government, obliged to the military, pronounced a great victory over "terrorism." Kurdish sympathizers of the fugitive, blaming Greece for allowing him to be captured, seized Greek premises across Europe.

Turkey's first major act as a new republic in 1923 was to crush Kurdish as well as Islamic claims. Many Turks now see capture of the figure they blame for a 14-year separatist struggle as a sequel. In that struggle the rebels

have committed vast cruelties against assimilated and conservative Kurds loyal to the government. The army, with superior resources, may have been responsible for many more cruelties. No sign of a political easing is apparent.

There lies the somber choice facing Turkey. It can submit Abdullah Ocalan to an accused traitor's likely security-code trial, rather than a civilian trial. The process might mock Western justice but would show the government wreaking stern vengeance. Or it can seize this moment to seek another way than toughness and repression to deal with a cancer that nearly 80 years of treatment in the mode of Kemal Ataturk has failed to reduce.

As usual in regard to Turkey, Washington is conflicted. It nervously advises Ankara to expand human rights

and democracy and to not pursue a military solution. At the same time it recruits Turks to support American strategic purposes; the latest is use of a Turkish air base to provide air cover over northern Iraq to protect Iraq's luckier Kurds from Saddam Hussein. Washington was "pleased" by Mr. Ocalan's capture.

If Turkey decides to hold something more credible than a show trial, Mr. Ocalan will have his own obligations. He will have a global forum and an occasion to take part in a broad public negotiation. Its purpose would be, if he chose, to show, especially to Turks, that his Kurdish followers are not just killers and that they can contribute to a better life for all the people of their region. In short, less defiance, more vision.

— THE WASHINGTON POST

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PRINTED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, FEBRUARY 18, 1999

Depuis le mardi 16 février, à 3 heures GMT, le chef du Parti des travailleurs kurdes (PKK), Abdullah Ocalan, se trouve en détention sur le sol turc. Le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, affirme qu'il a été arrêté «lors d'une opération secrète». Il avait été remis lundi aux autorités du Kenya par des membres de l'ambassade de Grèce à Nairobi. Alors que l'arrestation du leader provoque une véritable flambée de violence dans toute l'Europe, «l'Événement» avait recueilli, en janvier, à Rome, sa toute dernière interview d'homme libre.

L'Événement: Peut-on comparer votre destin à celui du général Mehdi Barzani? Avez-vous été, comme lui, «lâché» par les Syriens, qui ont conclu un accord avec la Turquie sur le dos des Kurdes d'Irak?

Abdullah Ocalan: Il y a des ressemblances. Barzani a pu aller en Iran, mais il a dispersé une guérilla qui était très forte. Ma situation est encore plus difficile que la sienne, mais je n'ai pas suspendu mes activités: au contraire, je les ai renforcées. Moi, je n'ai pas besoin d'un soutien externe. Barzani s'appuyait sur l'extérieur, moi non. Et nous, nous résistons.

Mais est-ce que vous n'auriez pas dû envisager un pareil «lâchage» de la Syrie? Et chercher un pays d'accueil éventuel? C'est vrai, il y a eu des défaillances... Moi aussi, j'aurais dû y penser à l'avance. Mais le problème n'est pas d'avoir quitté la région où j'étais: partir de la Syrie nous a permis de porter la question politiquement sur la scène mondiale... L'Histoire doit-elle se répéter? C'est une histoire de trahisons, de génocides. Tout le monde a trahi, tout le monde a commis des massacres. C'est terrible... Il ne faut pas que l'Europe fasse comme l'autruche, qu'elle mette sa tête dans le sable. Je suis en Europe pour lui rappeler ses responsabilités. Mais l'Europe se cache comme si je n'étais pas là. C'est pour ça qu'elle a renoncé à un procès. Moi, je veux être jugé, si ce procès

est équitable. L'idéal, ce serait un procès européen, qui jugerait les deux parties.

On a l'impression qu'il y a une très forte discipline dans le PKK, que vous exercez un contrôle total. Est-ce le cas?

Il y a une discipline de forme, très forte. Mais le contenu, c'est un autre problème... Tous sont très liés à moi: si je leur demande de mourir, ils vont le faire. Mais ils n'ont pas

la palestinienne, avec des attentats sauvages. Nous les avons empêchés jusqu'à maintenant, comme ceux qui veulent s'immoler. Cela pourrait avoir des résultats très graves.

Comment sortir de l'impasse? Comment forcer les généraux à dialoguer?

Le seul moyen, c'est la guerre!

Avec quels objectifs? Un système fédéral? L'autonomie? L'indépendance?

Ce qu'il faut pour un homme contemporain! Ce qui est vrai pour tous les peuples est aussi valable pour nous. Un système comme on en voit en Europe, un système fédéral démocratique. Ce n'est pas la forme qui est un problème, si on a la volonté... Le plus important, c'est de faire reconnaître l'identité kurde.

Et la mauvaise réputation du PKK?

C'est de la démagogie...

Et les procès en France contre une quinzaine de Kurdes accusés de terrorisme?

C'est une persécution! Pour ses intérêts, la France fait beaucoup de concessions à la Turquie. La politique est souvent fondée sur les intérêts matériels. Nous les Kurdes n'avons rien à donner...

Pouvez-vous fournir des détails sur la tentative d'assassinat prépa-

rée contre vous à Damas?

Pendant la crise avec la Syrie, les Turcs ont préparé une tentative avec des missiles, comme les Américains ont fait en Irak. La Turquie avait tout prévu...

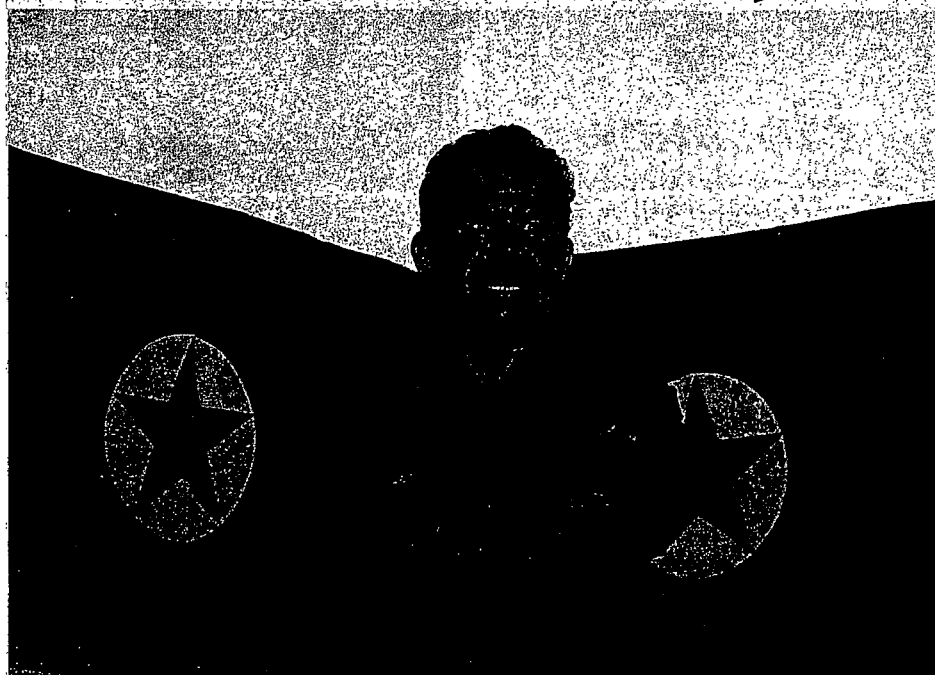
Que pouvez-vous faire pour améliorer vos relations avec les Américains?

De notre côté, nous avons fait tout ce que nous pouvions faire; c'est aux Américains de revoir leur attitude. Nous sommes prêts à tout pour une solution politique, y compris un cessez-le-feu unilatéral. Il suffit que les Américains fassent la même chose qu'au Kurdistan du Sud (le Kurdistan irakien), un Etat fédéral ou une administration locale. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS KUTSCHERA**

EXCLUSIF. L'Événement a interviewé le leader du PKK avant son arrestation.

Abdullah Ocalan

«Le seul dialogue avec les Turcs? La guerre!»



de créativité personnelle. Un exemple: les Turcs ont une fois mis la main sur 5 000 sacs de farine. Résultat: ils sont restés sans manger pendant tout l'hiver! S'ils avaient dispersé les sacs, cela ne serait pas arrivé.

Depuis longtemps vous annoncez que la lutte armée va se propager dans les villes, mais sans succès. Pourquoi?

J'ai toujours l'espoir d'une solution politique. Nous sommes toujours prêts, mais nous avons des doutes sur cette décision. Mais s'il n'y a pas prochainement une solution politique à la question kurde, avec ou sans moi, on pourrait être témoin d'un chaos. Je pourrais laisser les militants du PKK libres d'agir. On verrait alors un processus à

Tangled web of secrets woven in kidnap plot

U.S., Israel deny role in mission to nab Turkish terrorist chief

BY MICHAEL ELEVAN, PHILIP PANGALOS
AND ANDREW FINKEL

ATHENS — The covert operation that led to the seizure in Nairobi of Turkey's most wanted man, PKK terrorist chief Abdullah Ocalan, involved a complex network of secret alliances.

Despite strong denials from the United States and Israel, it appears that the Turks were able to call on the services of the American and Israeli intelligence services to keep track of Mr. Ocalan's movements across Europe and to provide positive proof that he was in hiding inside a Greek diplomatic compound in Nairobi, following his arrival in Kenya on a private jet.

Although the full story behind the plot to kidnap Mr. Ocalan was being deliberately "muddied" yesterday by all those involved, the result was an unquestionable success for the small team of Turkish special forces who kidnapped the PKK leader from under the noses of the Kenyan authorities and Greek diplomats.

The team of about six Turkish commandos, their faces hidden behind black balaclavas, intercepted a convoy of cars, one of which was carrying Mr. Ocalan, on the way from the Greek Embassy in Nairobi, although some reports said it was from the personal residence of Greek Ambassador George Costoulas, to the airport.

The detailed planning for the kidnap must have begun shortly after Mr. Ocalan, along with four other PKK representatives with him, arrived in Nai-

robi from Milan at 11:33 a.m. on Feb. 2, after refuelling in Greece. There were no immigration formalities.

Mr. Ocalan swept through diplomatic channels, presumably with the help of officials from the Greek Embassy. One report said he was met by the Greek ambassador.

In case of any trouble at the airport, Mr. Ocalan had a forged Cypriot diplomatic passport in the name of a well-known journalist and outspoken supporter of the Kurdish cause.

Although the Kenyan authorities appeared to be ignorant of Mr. Ocalan's arrival in their country, his presence was no secret to the U.S., nor to Israel. Mr. Ocalan had a habit of using his mobile phone and his conversations would have been intercepted by American electronic eavesdropping satellites. Both the U.S. and Israel had good reasons to help Ankara in its pursuit of the terrorist chief.

Washington was grateful to Turkey for publicly confirming its continuing support for the military base at Incirlik to be used by the U.S. air force for flights over northern Iraq, following threatening noises from President Saddam Hussein and Israel has developed close military ties with Turkey because both countries share a common concern over Syria.

Alerted to the arrival of Mr. Ocalan in Nairobi and the protection provided him by the Greek ambassador, the Turkish intelligence service, MIT, launched the secret kidnap operation.

A team of six Turkish special forces personnel, including a pilot and a doctor, embarked on a private Falcon 900 executive jet belonging to Cavit Caglar, a prominent Turkish businessman and a former minister. He was apparently unaware of the reason for the government's request to hire his plane.

According to one report, the special forces team arrived in the Ugandan capital of Kampala on Saturday and awaited orders to fly on to Nairobi.

While Mr. Ocalan was under the protection of the Greeks, attempts were made to find him a country in Africa prepared to offer asylum. Mr. Ocalan also used his mobile phone to speak to Kenyan officials and his lawyers, unwittingly helping to pinpoint his precise location in Nairobi.

"Ocalan did not take the necessary security measures," a Greek government spokesman said.

With the knowledge that they would have the advantage of surprise in seizing the PKK leader on Kenyan soil, the Turkish special forces, which have a reputation for efficiency, had every reason to hope that the kidnap could be completed without bloodshed, provided Mr. Ocalan could be persuaded to leave Greek protection voluntarily.

His decision to leave for the airport in the company of Kenyan security personnel and Greek officials at about 6 p.m. Monday has given rise to accusations of complicity, either by the Kenyans or the Greeks.

Whatever the truth, it seems that Mr. Ocalan believed he was about to fly to The Netherlands and must have felt confident during the 13-kilometre car journey to the airport that he was in safe hands.

However, the Turks were waiting for the convoy to arrive at their vantage point along the route and intercepted his car as it swung round a bend. In an operation lasting only a few minutes, Mr. Ocalan was handcuffed and driven quickly to the waiting jet that took off for Turkey at about 7:30 p.m.

Turkish TV broadcast footage of a bound Mr. Ocalan being taken back to Turkey in a private jet. In the tape, Mr. Ocalan says: "If the truth be told, I love Turkey and the Turkish nation."

The Times of London

Kurds have a history of staging protests in Canada

BY COLIN GREY

Without an ambassador to represent them, Kurds have instead used effigies, hunger strikes and Molotov cocktails to win Canadian sympathy.

Yesterday's tense confrontation be-

tween Kurdish protesters, who have no country of their own, and police outside the Turkish embassy was not without precedent. Six times in the past 10 years, Kurds in Canada have protested in front of the Iraqi, Turkish and U.S. embassies in Ottawa.

The most violent demonstration came on April 8, 1991, when Kurdish Canadians pelted the Iraqi embassy on McLeod Street with rocks, bricks and Molotov cocktails. Five hundred protesters faced off against 100 RCMP and Ottawa Police officers outside, leading to 14 arrests.

It was the worst of several protests provoked by the Iraqi government's persecution of Kurds at the turn of the decade.

In 1989, about 150 Kurdish Canadi-

ans marched from Parliament Hill to the Iraqi embassy to protest the forced relocation of Kurds in northern Iraq to regimented camps. That came one year after Iraqi fighter jets dropped chemical weapons on a Kurdish village in northern Iraq.

Similar scenes played out several times. In March 1990, about 200 Kurds burned an effigy of Saddam Hussein, whom they decried as the "butcher of Baghdad," outside the Iraqi embassy. The Kurds held three more marches — all peaceful — during the next two years.

In April 1991, a group of Kurdish Canadians held a hunger strike across the street from the U.S. embassy on Wellington Street. The protesters were calling for an end to hostilities in Iraq, which were forcing millions of Kurds to flee to refugee camps even though the U.S. and Iraqi governments had signed a ceasefire agreement ending the Persian Gulf War earlier that month.

Then, in 1995, Kurds targeted the Turkish embassy for the first time, chanting "Long Live Kurdistan," to protest the killing of 22 Kurds by police in Istanbul.

The peaceful demonstration ended in a skirmish between the RCMP and the Ottawa-Carleton police and several protesters that broke through a barricade set up outside the Wurtemberg Street embassy.

About 10,000 to 15,000 out of about 35 million Kurds worldwide have settled in Canada, according to Shwan Ahmed of the Kurdistan Information Center in Vancouver. The place of origin of Kurdish, which separatist Kurds in Turkey have dubbed Kurdistan, is divided between Turkey, Syria, Iraq and Iran.

Turkey empties island prison to lock up Ocalan

Associated Press, Ankara

Turkey emptied an island prison yesterday to make way for a single inmate, the Kurdish guerrilla leader it blames for tens of thousands of deaths.

About 250 prisoners were cleared off Imrali Island, near Istanbul, the new home of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

"It will be a very secure place for him," Prime Minister Bulent Ecevit said.

Asked whether the rebel leader was being questioned by Turkish security forces, Mr. Ecevit said: "Interrogation may have started."

Turkish special forces captured Mr. Ocalan in Kenya on Monday. He faces trial on charges of terrorism that carry the death penalty.

Turkey accuses Mr. Ocalan of causing the deaths of 37,000 people since 1984 while leading his Kurdistan Workers Party's fight for autonomy in the nation's southeast.

Imrali, in the Sea of Marmara, is about 50 kilometres south of Istanbul. The island made headlines last year when four Chechen inmates escaped and held more than 200 ferry passengers in the Black Sea hostage for days to protest against Russia's war in Chechnya.

Navy frigates and coast-guard cutters were patrolling the island yesterday, the Anatolia news agency reported. Prison guards were replaced with special teams.

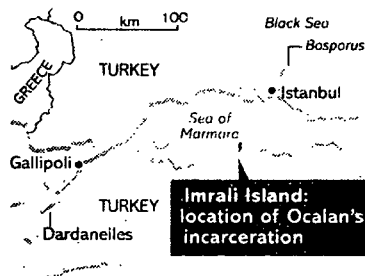
Security also was strengthened in two coastal towns, Bandirma and Mudanya, facing Imrali. Coffee houses and small stores on the coastline were ordered closed, Anatolia said.

The prisoners on the tiny mile island were mainly employed in agriculture. The farm's products were sold in Istanbul and the prisoners were paid about \$15 a month.



Kurdish leader Abdullah Ocalan is being held in the jail on Imrali Island, in the Sea of Marmara, about 50 kilometres south of Istanbul. He is the only prisoner there, after about 250 others were removed.

Agence France-Presse



The Globe and Mail

law and launched activities as if they were the militants of a terrorist organization."

Mr. Ocalan will be tried in a state security court. In November, the European Commission said there were "reasons to believe that by their very nature," the state security courts, which deal with offences under a broadly defined antiterrorist act, "do not offer defendants a fair trial." It said key faults included an "over-reliance on obtaining confession rather than traditional investigative status." It also said there were "doubts about the impartiality of judges," since one in three presiding judges was in the military.

Imrali was conquered by the Turks in the 14th century. In 1933, its ethnic Greek residents were sent to Greece in an exchange of minorities. The island was turned into a prison two years later.

Mr. Ecevit said that Mr. Ocalan will have a fair but speedy trial. "The trial need not last too long because all the illegal actions, the crimes of the PKK's leadership, are well known," he said.

Yesterday, Dutch lawyers representing Mr. Ocalan were denied permission to act for him in Turkey. A foreign ministry spokesman said the lawyers were "not involved in

Diaspora hear the word on Kurd TV

BY ANDREW BUNCOMBE

FROM THE poverty-stricken peasants in the mountains of eastern Turkey to the relatively wealthy immigrant businessmen of north London, Kurds around the world retain a remarkably effective network of information and news.

Within hours of the arrest in Kenya of the rebel leader Abdullah Ocalan, Kurds everywhere were listening in horror to what had happened to the man they call Apo, or Uncle.

There is little doubt that this access to information was crucial in sparking the protests that engulfed Greek embassies and consulates across the world this week. At the centre of the Kurdish information network is a London-based but little-known TV channel, Med-TV, the only Kurdish broadcasting channel in the world.

Founded covertly in 1994, the channel remains a lifeline

for the world's largest stateless nation. "It is amazing," said one recent visitor to the Kurdish area of eastern Turkey. "Sometimes the only electricity in the villages will be reserved for watching this channel on TV."

Broadcasting in four Kurdish languages as well as Turkish, Arabic and English, Med-TV usually goes out 18 hours a day,

but in the past few days has been broadcasting almost without interruption.

"There are 35 to 40 million Kurds around the world, so that is the number of potential viewers we have," said Hikmet Tabak, the founder and managing director of Med-TV.

Speaking from its head offices in London, he continued: "We are tired of saying that the Kurdish language is forbidden. The Kurds need television. We are like a drop of water in a fire. We give them a drop of comfort."



Hikmet Tabak of Med-TV, the Kurdish TV station

Mr Tabak said the channel covered a broad range of opinions and views from within the Kurdish community. It is funded by a series of European-based trusts, individual donors and a small amount of advertising.

The annual turnover of Med-

TV is around £11m, and its organisation is so complex that it took Turkish investigators years to find the "paper trail" in an unsuccessful bid to close down what the Turkish authorities regard as propaganda.

But Med-TV has also incurred the wrath of Britain's television watchdog, the Independent Television Commission. While Mr Tabak insisted that the channel was independent and was not in the control of the PKK, last year it was fined £90,000 by the ITC for three breaches of the impartiality requirements for news and current affairs.

"These regulations are designed for Europe, not for our culture," said Mr Tabak.

The channel is only one source of information. Kurdish newspapers published in Germany, where there are around 600,000 Kurds, are another.

Protesters outside the Greek Embassy in London have been keeping up to date with publications such as *Ozgur Politika*, which yesterday was urging its readers to "Exercise your right to protest."

Three Greek ministers quit over fiasco

BY PAUL WOOD
in Athens

THE GREEK government was last night reeling from the forced resignation of three senior cabinet ministers blamed for the loss of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan in still unexplained circumstances.

Attempting to draw a line under the affair, the Prime Minister, Costas Simitis, sacked Theodoros Pangalos, his flamboyant Foreign Minister, famous for once describing Germany as "a giant with bestial strength and the mind of a child".

The Interior Minister, Alekos Papadopoulos, and the Public Order Minister, Philipos Pet-salnikos, were also forced out.

One of the departing ministers suggested that a senior official from the Prime Minister's



Pangalos: Denied being to blame for Ocalan débâcle office had been present at meetings where key decisions about Mr Ocalan had been taken.

Mr Simitis may now face searching questions about whether he played any role in the operation to spirit the leader of the Kurdish Workers Party (PKK) away to Kenya, where he fell into Turkish

hands. "The Prime Minister has no responsibility whatsoever," the government spokesman said. "Each official is responsible for handling matters in his own department, that is obvious. The Prime Minister cannot be held responsible for dealing with these matters."

The government feared that hosting Mr Ocalan in Greece could have ignited a war with Turkey. Greece's ruling left-wing Pasok party has close links with rebel Kurds and many Greeks identify with Mr Ocalan as a modern-day embodiment of the Greeks who fought Turkish rule in the 19th century.

Thousands of Kurds demonstrated in Athens and the second city, Salonika, yesterday. The Athens stock exchange plunged 6 per cent before the resignations were announced, but appeared to rebound after the reshuffle. That was one comfort for a prime minister and government which had suffered a torrent of abuse over the preceding days from political friends and foes alike.

"Simitis is reacting to the volume and the vehemence of the criticism against him with this reshuffle. It is almost unprecedented in Greek politics," a Western diplomat said.

Opposition parties accused

the government of a deliberate betrayal of Mr Ocalan.

Mr Ocalan himself was quoted in the Greek press as telling lawyers during his attempts to gain political asylum that he was caught between Turkey and Greece - "the bandit state on the one hand, and the comedy state on the other".

Mr Simitis yesterday ordered an inquiry into how PKK sympathisers in Greece had brought Mr Ocalan into the country. The departing ministers did not shed much light on what had happened subsequently in Kenya, although all denied personal responsibility for the débâcle.

Before his sacking, Mr Pangalos had rounded on opposition deputies who claimed that Mr Ocalan was deliberately handed over to the Turkish security services. "That is the most despicable and worthless accusation I have ever heard in this chamber," he said. "My only consolation is that it comes from you."

Stating that the Greek ambassador in Nairobi was being recalled, Mr Pangalos told opposition MPs that they were "all Kenyans" for suggesting that the ambassador in Nairobi had anyway been ejected, as the Kenyan authorities had earlier announced.



Turkey is accused of electric shock torture

BY IAN BURRELL
Home Affairs Correspondent

KURDS ARE being systematically subjected to electric shock treatments and other sophisticated tortures by the Turkish government, according to a damning new report.

Men and women are suspended naked from the ceiling, hosed with cold water, and beaten on the soles of their feet, the two-year study reveals.

The findings, by the British-based Medical Foundation for the Care of Victims of Torture, will intensify the world-wide protests by Kurdish demonstrators this week. They have occupied a dozen embassies and missions, angered by the arrest of the Kurdish guerrilla leader, Abdullah Ocalan.

The *Independent* has learnt that the Medical Foundation re-

port, to be published next month, is based on a study of 78 Turkish patients examined at the Foundation's London headquarters between January 1997 and March 1998. All but two were of Kurdish origin.

Last night a source at the Foundation said: "Clients have said that when they were tortured it was done in a sophisticated fashion.

"Those carrying out the practices were clearly aware of how far they could go and when they should stop for fear of causing death."

Of the 70 male and eight female patients studied by the Foundation for the report, 15 had been charged with an offence in Turkey and only three convicted. Most had political affiliations. All had fled to Britain as refugees.

Sirwan, 27, who is from a

Kurdish village in eastern Turkey, was arrested after taking part in a pro-democracy May Day march in Istanbul in 1996. She said she was taken to a police station, blindfolded, stripped and beaten when she refused to give names of other demonstrators.

Sirwan said her arms were tied with rope and she was suspended from the ceiling in what is called a "Palestinian hanging".

She went on: "While I was suspended they applied wires to my left foot and fingers and gave me electric shocks. Then they put wires on my breasts and on my genitals and threw cold water on my body to make the electric shock treatment more effective." She said a doctor had been present to ensure she was kept alive.

Sirwan, who lives in London

 THE INDEPENDENT
Friday 19 February 1999

now, added: "I was released by the courts after 14 days and I knew I could never look at the world with the same eyes again."

Mr Ocalan, who was wanted by Turkey as a traitor and a terrorist who had played a major role in a civil war that has claimed 29,000 lives, was captured in Nairobi and brought back to Turkey earlier this week.

The Foundation source said: "The concern must be that the treatment meted out in general to Kurds will only be intensified in the case of Mr Ocalan."

Turkey's continued use of torture has brought criticism from the United Nations Committee against Torture and the Council of Europe's Committee for the Prevention of Torture.

In response, the Turkish government has ordered compliance with regulations that forbid the use of torture and has set up human rights training courses for security personnel. A human rights minister has also been appointed.

THE NEW YORK TIMES EDITORIALS/LETTERS SATURDAY, FEBRUARY 20, 1999

Turks, Kurds and the Outside World

Turkey's arrest this week of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan set off violent protests in Europe and sent diplomatic tremors rippling through Washington and the Middle East. These far-reaching consequences highlight the degree to which Turkey's struggle against Kurdish separatism, and the resulting Kurdish diaspora, have influenced and distorted relations between Ankara and its neighbors and NATO allies.

Washington actively helped Turkey track down Mr. Ocalan and bring him to justice. The United States, like Turkey, views the Kurdish rebel as a terrorist. But for other countries, the Ocalan issue is complicated by demographic or strategic considerations. Some 850,000 Kurds and nearly three million Turks now live in the European Union. Germany alone has 500,000 Kurds and two million Turks. Fear of violent demonstrations like those that erupted against Greek, Kenyan and Israeli diplomatic posts this week led Germany and other European countries to shut their doors to Mr. Ocalan in recent months. They did not care to play host to him as a political refugee or extradite him to Turkey to face charges of mass murder and treason.

In Greece, which itself fought for independence from Turkish rule in the early 19th century, Kurdish separatism attracts special sympathy. Four Greek Cabinet members were dismissed this week for letting Mr. Ocalan fall into Turkish hands in Kenya after taking him under Greek diplomatic protection.

The national aspirations of some 20 million Kurds living in the Middle East have long roiled that region. Iran, Iraq and Turkey have substantial

Kurdish populations. Agitation by the Kurds for creation of a homeland of their own has been brutally suppressed by these countries. Syria, which also includes a large number of Kurds, until recently supported Mr. Ocalan's guerrilla group.

That calculus changed after Turkey began military cooperation with Israel, Syria's southern neighbor. The arrangement strengthened both partners, militarily and diplomatically. Last year Turkey began to mobilize its army on the Syrian border, persuading Damascus to distance itself from the Kurdish fighters. While Israel has been grateful to gain Turkey as a strong new ally in the Middle East, it paid a painful price this week when Kurdish protesters stormed its consulate in Berlin. Israeli security guards killed three Kurds.

Meanwhile, the Kurds of northern Iraq have repeatedly let Turkish troops sweep through their territory in pursuit of Mr. Ocalan's guerrillas. While not happy about helping Turkish soldiers hunt down fellow Kurds, the Iraqi Kurds need Ankara's good will. The American planes that protect them from Baghdad fly out of an air base in southern Turkey.

America's close military partnership with Turkey has muted Washington's criticism of Turkey's treatment of its Kurdish minority. Kurds are denied education in their own language, and even their nonviolent political parties face legal prosecution. Washington's reluctance to speak out is shortsighted. Turkey can become an even more valuable ally by showing greater respect for minority rights. Ankara should use Mr. Ocalan's arrest to open a political dialogue with Kurdish leaders.

«Les Kurdes sont une affaire européenne»

Directeur de l'Institut kurde à Paris, Kendall Nezam examine l'après-Öcalan.

Le Temps: Le PKK n'est-il pas en totale perte de vitesse?

Kendall Nezam: Sur le terrain, il y a une perte d'influence significative. Mais n'oubliez pas qu'en cherchant à réprimer la résistance kurde, la Turquie a dépeuplé de vastes régions. Près de 4000 villages ont été rayés de la carte, 3 millions de personnes ont été déplacées. Quand la mer est asséchée, le poisson a du mal à survivre.

– L'arrestation du chef prend tout de même une importance particulièrement forte...

– Le mouvement était extrêmement structuré autour de son chef. D'autant qu'un de ses commandants les plus importants, Sakik, a été capturé il y a quelques mois au Kurdistan. Qu'il ne se soit trouvé aucun Etat pour héberger son dirigeant est aussi un important échec politico-diplomatique. Pourtant, je ne dirais pas que le mouvement soit vaincu et la résistance risque de durer aussi longtemps que la Turquie n'a pas trouvé de solution. On pourrait assister à une radicalisation d'une partie du PKK, qui serait alors tentée par le terrorisme urbain, en Turquie, voire en Europe. Quand les gens sont désespérés, tout peut arriver.

– Est-ce que la résistance kurde ne se trouve pas confrontée au problème d'un changement de stratégie?

– Depuis deux ans, le parti assure avoir donné toute l'importance voulue à l'action diplomatique. Mais la Turquie aura tout fait pour criminaliser le PKK et réduire la question kurde à ce seul mouvement. Grâce à son alliance privilégiée avec les Etats-Unis et avec Israël, grâce aussi à ses moyens économiques, Ankara a pu acheter le silence des uns et la complicité des autres, par le moyen d'importants contrats d'armes et commerciaux. Mais on ne peut réduire la question kurde au PKK.

– Est-ce que la lutte armée a encore un sens?

– Depuis des années, les milieux kurdes pensent qu'elle est totalement contre-productive. Les Kurdes sont entourés d'Etats qui peuvent ponctuellement les soutenir pour embarrasser leurs voisins, mais, à chaque fois, ces voisins les ont lâchés une fois les avantages obtenus. Les Kurdes connaissent mal leur histoire ou pensent qu'ils peuvent réussir là où d'autres ont échoué. Mais on se rend compte aujourd'hui que le prix de la lutte armée a été très élevé, même si elle a eu le mérite de poser la question kurde. Quand Öcalan est venu en Europe, j'ai essayé de plaider dans ce sens auprès de lui. Il m'a répondu: «Qu'on reconnaisse aux Kurdes

un minimum de droits culturels et linguistiques et que l'Europe agisse dans ce sens. Alors je pourrai dire à mes combattants qu'ils ne se sont pas battus pour rien.»

– Est-ce qu'il n'y a que le PKK pour faire entendre la voix des Kurdes en Europe?

– La mouvance du PKK, qui doit représenter 10% de la diaspora, est très efficace et structurée. Elle a les moyens de se faire entendre. Le reste de la communauté kurde est bien moins organisée. Elle n'a ni les moyens du PKK, ni ceux des islamistes, fort riches, ni ceux des néofascistes turcs. Donc elle ne peut servir d'alternative.

– L'Europe peut-elle faire bouger les choses en Turquie?

– Si elle en a la volonté, certainement. Car elle réalise subitement que la question kurde n'est pas une affaire lointaine, mais fondamentalement européenne, avec quelque 850 000 immigrés kurdes sur son sol. Et qu'aussi longtemps que la question kurde ne sera pas réglée, elle suscitera des problèmes d'ordre public. De plus, l'afflux de réfugiés, quelles que soient les mesures administratives, va se poursuivre. De quelques dizaines en France il y a quelques années, les Kurdes sont aujourd'hui 120 000. Enfin, l'épine kurde empêche la Turquie de s'intégrer à l'Europe.

Propos recueillis par Antoine Bosshard

Jacques Chirac convaincu d'un jugement équitable

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a exprimé, mercredi 17 février, la conviction que le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, arrêté lundi par des agents turcs au Kenya, serait jugé « dans le respect de l'Etat de droit ». Interrogé à l'Élysée par la télévision

américaine APTV, à la veille de sa visite aux Etats-Unis, le chef de l'Etat a souligné qu'Abdullah Öcalan appartenait à un groupe terroriste qui avait également des activités en France. « Il a été arrêté. Il est en prison. Je suis sûr que son procès se déroulera dans le respect de l'Etat de droit », a-t-il ajouté.

Dans une lettre adressée, mercredi, au ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, le parti communiste « souhaite » que le gouvernement « agisse en faveur d'une initiative contribuant au règlement politique de la question kurde ». Le PCF veut que le gouvernement agisse, « plus généralement, au rétablissement des droits de l'Homme en Turquie », dans ce texte signé par Francis

Wurtz, membre du bureau national chargé des questions internationales.

Julien Dray, député PS de l'Essonne, estime que « la France doit maintenant demander la libération d'Abdullah Öcalan ». Les Verts ont pour leur part exprimé, mercredi, leur « indignation face au rapt d'Abdullah Öcalan, leader kurde du PKK » et leur « émotion face au désespoir de nombreux militants kurdes prêts à s'immoler et face à la mort de trois d'entre eux aujourd'hui à Berlin ».

Le député RPR Patrick Devedjian a estimé que les autorités turques ont commis « un acte de piraterie internationale » en capturant le chef du PKK. – (AFP, Reuters.)

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

Kendal Nezan (Istituto curdo di Parigi): in passato gli Usa hanno aiutato Atene, ora Ankara salda il conto

«È stato uno scambio di favori tra governi»

«L'Italia assume una parte di responsabilità. Avrebbe potuto concedere a Ocalan l'asilo politico, o anche processarlo. Invece, non ha avuto il coraggio politico necessario». Kendal Nezan, presidente dell'*Institut kurde de Paris*, nasconde a malapena la sua delusione.

Dottor Nezan, qual è la sua versione dei fatti?

Sappiamo per ora che si è trattato di un'operazione comune di servizi americani, turchi e israeliani. I greci dicono che Ocalan intendeva prendere l'aereo per andare in Danimarca o nei Paesi Bassi e che è stato prelevato sul cammino. Gli uomini del Pkk che erano con lui dicono invece che i greci l'hanno espulso dall'ambasciata e consegnato ai kenioti. Di certo, un commando israeliano l'ha portato in Turchia via Israele.

Sospetta un mercanteggiamento?

Non mi stupisce la cooperazione americano-israeliana con la Turchia, perché non è un mistero. Quella della Grecia invece sì. Dev'essere stato un premio di consolazione perché gli americani hanno autorizzato Atene a dispiegare dei missili sull'isola di Creta vincendo l'ostilità dei turchi.

Cosa succederà ora? Si andrà verso una guerra aperta o si aprirà un'inaspettata via al dialogo?

I turchi non sono disposti al dialogo. Al contrario, ora potranno dire: abbiamo vinto e il problema non esiste più. Per un certo tempo questo sarà il tono del discorso politico turco, almeno fino a quando un cambiamento della congiuntura nazionale e internazionale non porti i Paesi occidentali a esercitare una pressione su Ankara. Penso che tutto ciò porterà ad un'esplosione delle violenze in Turchia e a rinno-

CAMILLE EID

«L'Italia ha le sue responsabilità. Prevedo nuove violenze»

vati attacchi contro gli interessi turchi in Europa. È un peccato sia per la pace tra comunità curda e turca in Europa, sia per l'insieme dell'Europa che non solo ha mancato un appuntamento con una probabile pace, ma ha anche perso un po' della sua anima e della sua coscienza, incapace com'è stata di offrire un asilo a una persona che, dopotutto, non era né meglio né peggio di Arafat o di qualsiasi altro capo di guerriglia.

Come hanno vissuto i curdi la chiusura degli

spazi aerei europei al volo di Ocalan?

I curdi vi hanno constato con amarezza un cedimento alle pressioni turche. Molti tra loro non provano una particolare simpatia per il Pkk, ma pensano ugualmente che la presenza di Ocalan in Europa avrebbe permesso di mettere un termine alla guerra e di trovare una soluzione duratura a una questione che continua da 75 anni. Ma l'Europa - come ha detto Massimo D'Alema - non esiste politicamente. È drammatico, ma è così...

L'Italia ha una parte di responsabilità in tutto ciò?

Penso di sì. L'Italia avrebbe dovuto concedergli l'asilo politico, vale a dire anche processarlo per le accuse mosse a lui o alla sua organizzazione, ma non ha avuto il coraggio politico necessario per andare in questa direzione.

Che cosa rischia Ocalan

davanti alla giustizia?

Di quale giustizia si può parlare se un intellettuale turco è stato condannato a due secoli di carcere per aver difeso pacificamente i curdi? In un primo momento, Ocalan sarà certamente sottoposto alla tortura. Se vi sopravvive, si assisterà a una parodia di giustizia che si concluderà con una condanna a morte o all'ergastolo, per protrarre più a lungo la sua umiliazione.

Secondo lei, non potrebbe esserci un lato positivo nell'arresto, ovvero un rilancio della questione curda a livello mondiale?

Può darsi, ma sarà più in là. Per ora, tutto dimostra che la questione curda rappresenta una ferita aperta che rischia di avvelenare la vita politica in Turchia e di creare seri problemi in Europa sia nelle sue relazioni con Ankara sia nei rapporti tra immigrati turchi e curdi.

Un millier de militants pro-Kurdes arrêtés, le PKK menace d'étendre la guerre

ANKARA, 18 fév (AFP) - Un millier de militants pro-kurdes et de défenseurs des droits de l'Homme turcs ont été arrêtés en Turquie après la capture du chef rebelle Abdullah Ocalan, et son Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a menacé jeudi d'"intensifier et étendre la guerre" contre la Turquie.

"Dorénavant, aucun responsable turc ne dormira tranquille chez lui, vous allez le voir très rapidement", a affirmé le Front national de libération du Kurdistan (ERNK), aile politique du PKK, dans un communiqué reçu au bureau de l'AFP à Athènes.

Le communiqué est présenté comme un "message du comité central du PKK et de la direction de l'Armée populaire de libération du Kurdistan émanant d'Osman Ocalan", le frère d'Abdullah.

La Turquie a ces derniers jours intensifié ses opérations contre le PKK, arrêtant de nombreux sympathisants et lançant une incursion dans le nord de l'Irak contre les bases du PKK.

La police a arrêté, depuis la capture d'Ocalan, un millier de membres du Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep, pro-kurde) et plusieurs dirigeants de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), a annoncé jeudi l'IHD.

La plupart des arrestations se sont produites dans la région de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde, ou à Istanbul.

Le Hadep préconise une solution pacifique au conflit dans le sud-est, où le PKK mène une lutte armée depuis 1984. Le mois dernier, le procureur général de la Cour de Cassation avait demandé sa fermeture en l'accusant d'avoir des liens avec le PKK.

L'IHD est présidée par Akin Birdal, qui avait échappé de peu à la mort lors d'un attentat à Ankara en mai dernier.

Parallèlement, l'armée turque poursuivait jeudi une incursion dans le nord de l'Irak appuyée d'avions de chasse et hélicoptères qui ont bombardé des positions du PKK, selon l'agence Anatolie.

Le nord de l'Irak, sous contrôle des factions kurdes irakiennes, sert de base arrière au PKK.

L'incursion "ne durera pas longtemps", a affirmé mercredi soir le Premier ministre, Bulent Ecevit. Dix mille hommes y sont engagés, appuyés par des hélicoptères Cobra et super-Cobra et des F-4, selon le quotidien Hurriyet.

Une violente manifestation de partisans d'Ocalan s'est déroulée à Istanbul dans la nuit de mercredi à jeudi. Des activistes pro-kurdes ont affronté les policiers dans la banlieue pauvre de Gaziosmanpasa, avec de brefs échanges de tirs. Les manifestants ont incendié des bus et des voitures dans différents endroits de la ville. Abdullah Ocalan sera jugé sur l'île-prison d'Imrali, dans la mer de Marmara (ouest), où il est détenu depuis sa capture lundi au Kenya, a annoncé jeudi le ministère de la Justice, cité par Anatolie.

Trois procureurs de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara devaient se rendre à Imrali jeudi pour l'interroger, selon l'agence.

La Turquie a refusé la présence d'observateurs internationaux au procès, et il sera défendu par des avocats turcs.

Le chef du PKK doit comparaître pour tentative de division de l'Etat et encourt la peine de mort.

Les télévisions turques ont montré un film de l'arrivée en Turquie du chef rebelle kurde et de son transfert à Imrali.

Ocalan sort de l'avion ayant atterri à l'aéroport militaire de Bandirma, sur la mer de Marmara, les yeux bandés et menotté. Puis il est mis dans un bus militaire, accompagné de soldats, jusqu'à Mudanya, la localité la plus proche de l'île d'Imrali, et amené par bateau sur l'île, portant un masque, accompagné de soldats également masqués.

Le film le montre enfin à Imrali, debout dans une pièce, menotté et le visage découvert, sur fond de deux grands drapeaux turcs.

Parallèlement, les conditions de la capture d'Ocalan, enlevé par un commando turc à Nairobi alors qu'il venait de quitter la résidence de l'ambassadeur de Grèce où il était hébergé depuis douze jours, a déclenché une tempête à Athènes. Le Premier ministre, Costas Simitis, a été contraint jeudi de sacrifier trois hommes-clé de son gouvernement, les ministres des Affaires étrangères Théodore Pangalos, de l'Intérieur Alekos Papadopoulos et de l'Ordre public Philippos Petsalnikos.

L'affaire Ocalan a donné lieu jeudi dans plusieurs pays à une troisième journée de manifestations, parfois violentes, de militants kurdes réclamant sa libération. Plus aucune ambassade grecque n'était cependant occupée en fin de journée.

..... **Capture d'Ocalan: la CIA et le Mossad montrés du doigt**

NAIROBI, 18 fév (AFP) - La CIA (services de renseignement américains) et son équivalent israélien, le Mossad, ont été impliqués dans la capture lundi à Nairobi du leader indépendantiste kurde de Turquie Abdullah Ocalan, selon des sources kenyanes, bien que tous les détails de l'opération ne soient pas encore connus.

La participation des services de sécurité kenyans ne faisait, en tout cas, plus guère de doute, malgré les démentis initiaux du chef de la diplomatie kenyane, Bonaya Godana, qui assurait mardi que son pays n'avait eu "aucun rôle dans cette affaire".

Selon des sources des milieux du renseignement à Nairobi, qui ont requis l'anonymat, ce sont les Américains qui ont prévenu les autorités kenyanes de la présence de M. Ocalan à Nairobi, mais les Israéliens étaient également au courant.

La CIA comme le Mossad ont une forte présence à Nairobi, dont ils ont fait leur plaque tournante pour l'Afrique orientale, d'après les milieux du renseignement à Nairobi. Cette présence a encore été consolidée depuis l'attentat à la bombe, le 7 août 1998, contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi qui avait fait 213 morts, dont 12 Américains, et quelque 5.000 blessés.

Américains et Israéliens ont ensuite fait pression sur le gouvernement kenyan pour qu'il remette M. Ocalan à la Turquie, un allié proche à la fois de l'Etat hébreu et de Washington, ont poursuivi ces sources.

A Washington, la Maison Blanche avait affirmé mardi que les Etats-Unis n'avaient pas été "directement impliqués" dans l'opération ayant conduit à l'arrestation du leader kurde. Pour sa part, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait assuré à Jérusalem qu'"Israël (n'était) absolument pas impliqué dans la capture d'Ocalan".

M. Ocalan était arrivé à Nairobi le 2 février en provenance de Milan à bord d'un avion privé et sous un nom d'emprunt, avait indiqué mardi M. Godana. La demande d'atterrissage de l'appareil avait été déposée par l'ambassade de Grèce à Nairobi.

D'après des sources kenyanes, également anonymes, M. Godana était opposé à ce que le dirigeant rebelle kurde, ennemi numéro un du régime turc, soit remis à Ankara, mais le président kenyan Daniel arap Moi, déterminé à rester en bons termes avec les Etats-Unis et Israël, a désavoué son ministre et pris une décision contraire.

Le ministère des Affaires étrangères a admis, mercredi, que le gouvernement kenyan avait pris un arrêté d'expulsion à l'encontre de M. Ocalan et que les services d'immigration avaient appliqué cet arrêté.

Jeudi, M. arap Moi a limogé le chef des services d'Immigration, Franck Kwinga, dans le cadre d'un remaniement de la haute fonction publique. Aucune raison n'a été donnée pour ce limogeage.

La décision des autorités kenyanes de remettre M. Ocalan à la Turquie s'est retournée contre elles, puisque trois ambassades du Kenya en Europe ont été attaquées dès mardi par des militants kurdes, amenant Nairobi à fermer mercredi ses 37 ambassades et consulats pour une durée indéterminée.

Bien que les circonstances exactes de la capture de M. Ocalan restent encore floues, des sources concordantes ont permis d'en rétablir le scénario.

Lundi, M. Ocalan a quitté la résidence de l'ambassadeur grec, George Costorlas, dans un véhicule conduit par un Kenyan. Un homme des services de sécurité kenyans était assis à côté de lui.

Citant "des sources fiables des services de sécurité kenyans", le quotidien de Nairobi Daily Nation affirmait jeudi que les services de renseignement du Kenya avaient joué "un rôle déterminant dans l'arrestation et la déportation" de M. Ocalan.

Il citait aussi des diplomates grecs à Nairobi, selon lesquels des agents de ces services de renseignement kenyans auraient arrêté le chef kurde à l'intérieur de la résidence.

Plusieurs sources ont confirmé la version d'Athènes concernant la suite des événements, à savoir que la voiture dans laquelle se trouvait M. Ocalan, qui était suivie de plusieurs autres véhicules, a soudainement quitté le convoi sur la route de l'aéroport.

Menottes aux mains et les yeux bandés, il a alors été placé à bord d'un appareil appartenant à un homme d'affaires turc et emmené vers la Turquie.

Le ministère turc de la Justice a annoncé jeudi que M. Ocalan serait jugé sur l'île prison d'Imrali, dans la mer de Marmara (ouest), où il est détenu depuis mardi.

M. Talabani appelle à un procès équitable pour Abdullah Ocalan

DUBAI, 18 fév (AFP) - Le chef kurde irakien Jalal Talabani a appelé jeudi à un procès "juste et équitable" pour le rebelle kurde turc Abdullah Ocalan et estimé qu'il était temps que la Turquie accorde leurs droits au Kurdes.

"Les autorités turques doivent assurer un procès juste, équitable et ouvert à M. Ocalan", affirme M. Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan, dans un communiqué reçu jeudi par l'AFP.

"L'arrestation de M. Ocalan doit donner le coup d'envoi à une discussion internationale sur la question des droits des Kurdes", ajoute-t-il. "Il est temps de reconnaître l'existence du peuple kurde en Turquie et de lui accorder ses droits nationaux et démocratiques dans le cadre de l'Etat turc".

Les autorités turques "ne doivent pas se faire d'illusion et penser que l'arrestation de M. Ocalan représente la fin du mouvement kurde ou même du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)", ajoute M. Talabani.

"Une nation avec des racines historiques profondes ne peut pas être éliminée et aucune forme de persécution, aucune mesure d'oppression et aucun génocide ne peut empêcher sa lutte pour la liberté", assure-t-il.

"Depuis plus de 75 ans, les gouvernements turcs successifs ont tenté en vain d'assimiler leur citoyens kurdes, mais le nationalisme kurde ne peut être éradiqué par les chars", ajoute-t-il.

"J'espère que le gouvernement turc et ses alliés ne laisseront pas passer cette opportunité de résoudre, une fois pour toutes, ce problème, car un échec condamnerait toutes les parties à une longue lutte qui ne ferait qu'envenimer les vies des Turcs comme des Kurdes", poursuit M. Talabani.

Le chef du PKK a été arrêté lundi au Kenya par un commando turc et amené mardi en Turquie. Il doit être jugé pour tentative de diviser le pays et risque la peine de mort.

L'UPK avait été accusé par Ankara de soutenir les rebelles kurdes turcs qui utilisent le nord de l'Irak comme base arrière.

Paris pour des "droits culturels" aux Kurdes

PARIS, 18 fév (AFP) - La France est favorable à ce que les Kurdes se voient reconnaître "des droits culturels, dans le respect de l'intégrité territoriale de la Turquie et des Etats voisins", a déclaré jeudi le ministre français délégué aux Affaires européennes Pierre Moscovici.

M. Moscovici, qui s'exprimait devant le Sénat, a toutefois souligné qu'il ne fallait pas "confondre la question kurde et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)" d'Abdullah Ocalan qui a été arrêté par la Turquie.

"Cette organisation a commis des actes de terrorisme que les pays de l'Union Européenne ont condamné. Elle fait l'objet en France même d'une procédure judiciaire pour extorsion de fonds", a ajouté le ministre.

17 partis kurdes demandent une Cour internationale pour juger M. Ocalan

BRUXELLES, 18 fév (AFP) - Dix-sept partis kurdes, parmi lesquels le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont appelé jeudi à Bruxelles les pays occidentaux à "créer une Cour internationale pour juger le cas de M. Ocalan", a déclaré le dirigeant kurde Zuber Aydar.

Ces partis, représentés dans le Conseil de préparation du Congrès national du Kurdistan, que M. Aydar dirige, appellent aussi les Occidentaux à "organiser une conférence internationale de la question kurde, comme c'est le cas actuellement pour le Kosovo, à laquelle participeraient la Turquie et les Kurdes", a-t-il ajouté.

"Depuis l'Italie, M. Ocalan avait adressé des lettres à M. Clinton, président des Etats-Unis, et à Kofi Annan (secrétaire général de l'ONU) pour demander une telle conférence internationale, mais ils n'ont pas répondu", a précisé le dirigeant kurde.

M. Aydar a estimé que les Etats-Unis, puis Israël, la Grèce et le Kenya, avaient joué les "principaux rôles" dans l'arrestation du chef du PKK. "La Turquie a envoyé un avion: son rôle est plutôt secondaire dans l'aspect pratique de l'arrestation", a-t-il ajouté.

"L'Europe a une certaine responsabilité, car elle a refusé d'accueillir M. Ocalan. Nous appelons l'Europe à agir pour préserver sa dignité et sa vie", a-t-il encore expliqué.



BBC NEWS
 Thursday, February 18, 1999 Published at 23:47 GMT

World: Middle East
Iraq attacks Turkish action



Kurds have enemies in Iraq and Turkey

Baghdad has demanded the withdrawal of Turkish troops attacking Kurds in northern Iraq.

SPECIAL REPORT
THE
OCALAN
FILE

An Iraqi foreign ministry spokesman said the attacks were a "violation of Iraq's sovereignty".

The Turkish military launched an operation against Kurdish separatists based in Northern Iraq after the successful arrest of PKK rebel leader Abdullah Ocalan, on Monday night.

Turkey hopes to finish off the PKK, which for years has been fighting for an autonomous homeland in Turkey.



25,000 troops are on the attack

BBC Middle East Correspondent Jeremy Bowen says 25,000 Turkish soldiers are on the attack.

Iraq strongly condemned "the new Turkish military aggression" and protested Turkey's "violation of Iraq's sovereignty, territory and airspace".

It demanded that the Turkish Government "immediately withdraw its invading troops from Iraqi soil and stop such practices that conflict with the UN charter, the principles of international law and neighbourliness".

Turkey's Anatolia news agency reported that Turkish fighter planes and helicopters attacked PKK strongholds as ground troops continued their drive against the rebels.

PKK rebels were reported to be fleeing towards the Iranian border, Anatolia said.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit said: "These operations are carried out periodically because PKK elements try to penetrate from the border area."



The Turkish army has battled the PKK for many years

and that US jets were only striking Iraqi defence sites when attacked or targeted.

Iraq's angry demand came just days after Deputy Prime Minister Tariq Aziz visited Turkey on a diplomatic mission to try to improve relations between the two countries.

Mr Aziz also tried, and failed, to persuade Turkey to stop its airstrikes to be used by planes carrying out no-fly patrols over northern Iraq. The zones were ordered after the Gulf War to prevent Iraqi military suppression of its Kurdish population.

The Turkish prime minister said the no-fly patrols were operating under the strict control of Turkish officers

BBC NEWS

Friday, February 19, 1999 Published at 00:41 GMT

World: Europe
Turkey shootout over Ocalan



Turks celebrate the arrest of Abdullah Ocalan

Kurdish activists and Turkish police have clashed in the country's most violent incident since Kurdish separatist leader Abdullah Ocalan was arrested on Monday night.

SPECIAL REPORT
THE OCALAN FILE

Three policemen and 15 demonstrators were injured in an exchange of fire in the southern town of Ceyhan, home to many Kurdish refugees who fled fighting in the south-east of the country.

In Istanbul, the governor's office said further violence would be answered in the strongest manner allowed by law. Angry protests have been held in the capital for three successive nights.



Chris Morris in Ankara: "Demonstrators fought running battles with the police"

Turkey - although future protests in the rest of Europe would be peaceful.

Police have already detained more than 350 Ocalan supporters in raids on the PKK's offices in Istanbul.

But the group - which was led by Mr Ocalan - has issued a defiant and threatening statement, saying any kind of violence would be justified in

Ocalan on trial

Accused of murder and treason

Already on trial in absentia
3 cases likely to be combined into one

Trial in state security courts
3 judges, no jury

Next hearing: 24 February

The Turkish authorities have begun to question Mr Ocalan, who is being held at a high-security island prison in the Sea of Marmara, south of Istanbul - where he was due to be the only inmate.

Mr Ocalan's supporters consider him a hero for leading the PKK on its fight for a Kurdish homeland in Turkey. Turkey says he is a criminal responsible for more than 29,000 deaths.

BBC Ankara Correspondent Chris Morris says the battle-lines have been clearly drawn.

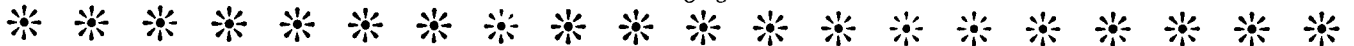
Ocalan 'to get fair trial'



Jeremy Bowen in Ankara: "The Turks say they will deal with Ocalan in"

In the face of mounting international pressure for a fair trial, Turkish Prime Minister Bulent Ecevit has given a personal assurance that Mr Ocalan will be safe in Turkish custody - but warned against outside support of the PKK. Speaking in a BBC interview, Mr Ecevit said no one should criticise Turkey for putting him on trial, and foreign countries had no right to interfere.

He said Greece had paid the price for helping the PKK - a reference to the resignation of three Greek ministers on Thursday over the Ocalan affair. Mr Ecevit said that should be a lesson to any country which



Ocalan: Ankara reconnaît avoir été informé par un pays étranger

ANKARA (AP) -- Alors que l'onde de choc consécutive à l'arrestation d'Abdullah Ocalan continue à se propager dans le monde, Ankara a admis vendredi pour la première fois avoir été informé par une puissance étrangère de la présence au Kenya de son ennemi public numéro un.

Le Premier ministre Bulent Ecevit a fait cet aveu implicite dans les colonnes du quotidien turc "Hurriyet": le 4 février, un "pays tiers" a informé la Turquie que le chef du PKK se cachait au Kenya. Etats-Unis, Israël? "Je ne peux pas donner le nom du pays. Mais libre à vous de le deviner", a lancé M. Ecevit. Les forces spéciales turques se sont donc immédiatement envolées pour Nairobi pour y préparer leur intervention, a-t-il ajouté.

En Ouganda, le quotidien gouvernemental "New Vision" apporte d'autres éléments sur cette rocambolesque opération: le jet privé qui a ramené "Apo" en Turquie après son enlèvement aurait attendu cinq jours sur l'aéroport d'Entebbe, avant d'obtenir le feu vert pour décoller vers Nairobi. Le Falcon-900 était arrivé le 10 février dernier avec dix passagers et trois membres d'équipage turcs à bord.



Turkish Prime Minister Bulent Ecevit: He will not be badly treated

"I'm sure now the PPK movement has reached a dead end. It will be very difficult for it to survive what has happened to its leader Ocalan," he said.

He said Kurds in south-eastern Turkey would be offered more economic assistance but there would never be political autonomy.

Pictures of humiliation

Turkey released more pictures of Mr Ocalan on Thursday.



Kurd leader in front of Turkish flags: Symbol of Turkey's victory

He was shown being transported blindfolded and handcuffed to an island prison on a Turkish naval frigate.

Mr Ocalan, who faces murder and terrorism charges which carry the death penalty, is expected to make his first court appearance in the next few days.

Concern over Turkish response

International human rights groups have voiced concern about Turkey's treatment of both Mr Ocalan and other Kurdish activists.

Lawyers acting for Mr Ocalan have lodged an appeal on his behalf with the European Court of Human Rights in Strasbourg.

They say Turkey has violated Mr Ocalan's right to a fair trial and protection from torture.



Britta Boehler: "Trial could be as short as two weeks"

One of the lawyers, Britta Boehler, said Turkey wanted to torture Mr Ocalan and then execute him.

The lawyers have had no access to their client since his capture. They were turned back from Istanbul airport on Wednesday.

Across the border in northern Iraq, thousands of Turkish troops are attacking PKK camps.

A Turkish military spokesman said the incursion was a small operation against terrorists. But eyewitnesses said up to 4,000 troops with armoured vehicles were involved.

Correspondents say the aim may be to prevent Kurdish fighters from avenging their leader's capture

Si Israël dément fermement toute implication, Washington dit ne pas avoir participé directement à l'exfiltration d'Ocalan, sans nier avoir pu donner des informations à la Turquie. Il est de notoriété publique que la CIA a investi le Kenya depuis les attentats anti-américains de l'été dernier.

La crise Ocalan a fait vendredi une nouvelle victime: le chef des services secrets grecs, Haralambos Stavrakakis, a dû démissionner. Dans le même temps, une enquête a été ouverte sur le groupe de Grecs pro-kurdes à l'origine de l'arrivée en Grèce d'Abdullah Ocalan. Ce groupe comprendrait plusieurs hommes politiques et un officier de marine en retraite.

Le procès du leader kurde devrait s'ouvrir très prochainement. D'ailleurs, l'acte d'accusation est d'ores et déjà prêt: un tribunal spécial, basé à Diyarbakir (sud-est), qui avait jugé Ocalan par contumace durant son exil mais n'avait jamais prononcé de verdict, a fait parvenir vendredi aux procureurs chargés de juger le chef du PKK un dossier de 400 pages attribuant à Ocalan 13.998 crimes, selon l'agence turque Anatolia.

Les manifestations se sont inlassablement poursuivies dans le monde: au Liban, où les Kurdes d'"Apo" ont disposé pendant des années de bases dans la plaine de la Bekaa sous contrôle syrien, on a brûlé le drapeau turc.

Les Kurdes ont aussi fait la grève de la faim en Arménie, manifesté en Iran, en Suisse ou encore à Paris, où une cinquantaine de personnes ont occupé sans heurts le siège de l'UNESCO. En Turquie, où se poursuivait la répression, avec l'arrestation de plus d'un millier de militants de la cause kurde, des manifestations ont mal tourné dans le sud-est, faisant un mort et cinq blessés.

* * * * *

Plus de 4.000 kurdes ont manifesté à Paris pour la libération d'Abdullah Ocalan

samedi 20 février 1999,

PARIS (AP) -- Plus de 4.000 Kurdes (4.200 selon la police, près de 10.000 selon le Parti des travailleurs du Kurdistan -PKK- qui organisait le défilé) ont manifesté dans le calme samedi après-midi à Paris entre la gare de l'Est et la place de la République afin de réclamer la libération d'Abdullah Ocalan, chef du PKK, actuellement détenu en Turquie.

Les protestataires brandissaient des portraits du leader du PKK ainsi que de nombreux drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau.

``A bas le régime fasciste en Turquie'', ``Israël fasciste'', ``Israël assassin'' ou encore ``Libérez Ocalan'', scandaient les manifestants. Au milieu du cortège, sur une grande banderole jaune, on pouvait lire: ``Respect des droits du peuple kurde, démocratie en Turquie''. ``Ne touchez pas au peuple kurde et à son président Ocalan'', proclamait une autre.

``Nous voulons que l'Europe sauve la vie d'Ocalan. Il s'agit d'un homme historique pour nous, d'un intermédiaire indispensable pour faire la paix et régler la question kurde'' a déclaré à l'Associated Press Amed Karakaya, l'un des porte-parole des manifestants. ``Ocalan n'aura pas de procès équitable, la Turquie l'a déjà condamné''.

En arrivant place de la République, un groupe de manifestants a incendié un drapeau turc ainsi qu'un drapeau israélien avant d'en piétiner les restes.

Les protestataires se sont dispersés calmement sur la place peu après 17h. La fin de la manifestation avait été placée sous haute surveillance policière: des barrages de CRS casqués et protégés par leurs boucliers avaient été disposés à l'entrée des boulevards Voltaire et Beaumarchais, qui mènent à la place de la Bastille et à celle de la Nation. Deux canons à eau étaient également visibles.

Otto Schily, ministre de l'intérieur d'Allemagne

« Nous devons avoir une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile »

« Quelle est votre réaction après la mort de trois manifestants kurdes à Berlin ?

- Il est regrettable qu'il y ait eu des morts. Cela doit servir de leçon pour les auteurs de violence qui voient que leurs actions ne mettent pas seulement en danger la vie des autres mais aussi la leur.

- Doit-il y avoir une solution politique à la question kurde ?

- Oui. Elle doit prendre en compte les spécificités culturelles, économiques et sociales des Kurdes, sans remettre en question l'unité de l'Etat turc. Il serait bon que l'Union européenne renforce ses efforts dans cette direction.

- Comment voulez-vous endiguer l'envolée de la violence ?

- D'un côté par une action ferme de la police et de la justice, de l'autre en lançant un appel à la majorité des Kurdes qui vivent pacifiquement en Allemagne. Ils doivent convaincre leurs compatriotes de renoncer à d'autres actes de violence, qui ne peuvent avoir pour la question kurde que des conséquences négatives.

» Comme dans toute l'Europe, nous avons eu des actions de protestation de militants kurdes, en particulier en provenance des milieux du PKK. Cela est regrettable et nous allons tout faire pour limiter les actions violentes. Ceux qui y prennent part seront traduits devant les tribunaux. Ils peuvent compter sur toute la sévérité de la justice et seront expulsés dans la mesure où la loi le permet. A plus long terme, nous devons combattre plus fortement les structures logistiques qui ont permis la préparation de telles actions. Nous sommes spécialement menacés avec près de 500 000 Kurdes vivant en Allemagne. Il faut noter cependant que l'immense majorité d'entre eux respecte la loi du pays.

» Il serait souhaitable que l'ensemble des pays de l'Union européenne adoptent une attitude commune face à ce problème. Il est regrettable que dans certains pays le PKK ait un statut quasi officiel, alors qu'il est interdit chez nous pour avoir commis des actes de violence.

- N'avez-vous pas fait une erreur fin 1998 en renonçant à demander l'extradition d'Abdullah Öcalan pour le juger en Allemagne ?

- C'était une décision délicate. Je pense qu'elle était justifiée au regard des problèmes de sécurité et de paix intérieure qu'aurait posé un jugement en Allemagne.

Cette décision a été prise alors que nous efforçons, et nous nous efforçons toujours, de faire traduire M. Öcalan devant un tribunal international. Les réactions en Allemagne après son arrestation par la Turquie confirment qu'il y avait bien un risque énorme de violence en Allemagne.

- La réaction de la communauté kurde ne donne-t-elle pas raison à l'opposition allemande qui affirme qu'il n'est pas possible d'accorder la double nationalité aux étrangers vivant en Allemagne comme le prévoit votre projet de loi, car on ne peut pas être loyal à deux pays ?

- Non. Les personnes dont la loyauté est en cause ne pourront être naturalisées. Notre projet de loi exige des candidats à la naturalisation la signature d'une déclaration de loyauté et exclut ceux qui ont participé à des activités anti-constitutionnelles. Tous les Kurdes qui font partie des cercles du PKK seront exclus de la naturalisation. C'est une tromperie que de prétendre comme l'opposition que ces gens seront naturalisés.

» Plus généralement, dans notre projet de réforme, nous ne voulons pas multiplier les doubles nationalités. Mais nous avons constaté que l'intégration échoue parce que l'on exige des gens qu'ils renoncent à leur nationalité d'origine. Nous voulons donc tolérer dans certains cas la double nationalité pour favoriser l'intégration. Car pour nous, celle-ci est plus importante que le danger de la double nationalité, tandis que l'opposition pense le contraire. Sous le gouvernement Kohl, 4,5 millions de personnes ont immigré en Allemagne et le pays connaît un embouteillage d'intégration. De manière inquiétante, ces gens que nous ne pouvons pas renvoyer chez eux car ils ont un droit de séjour illimité ne se sentent pas acceptés par la société. Il y a là une rupture dans la société très dangereuse, un processus de désintégration.

- Pourquoi le débat allemand s'est-il focalisé sur la double nationalité ?

- Précisons d'abord que la double nationalité existe déjà en Allemagne. Elle concerne déjà plus de deux millions de personnes pour diverses raisons. Les couples binationaux ont par exemple un droit général à la double nationalité, avec l'approbation de tous les partis du Bundestag. L'opposition exige pour les Allemands qui vivent en Po-

logne l'octroi général de la double nationalité.

» Elle dit que les Allemands de Pologne ont encore un lien émotionnel avec l'Allemagne tel qu'on ne peut pas leur enlever la nationalité allemande. C'est la même chose pour les personnes d'origine turque qui, pour des raisons émotionnelles, ne peuvent pas se séparer de leur nationalité d'origine.

» La résistance est la plus forte là où les Allemands ressentent le caractère étranger : les Turcs, dont l'environnement culturel est éloigné des Allemands, sont les premiers concernés. Les Turcs immigrés en Allemagne ressentent aussi un sentiment croissant d'éloignement vis-à-vis des Allemands qui est difficile à surmonter. Si nous laissons cela s'empirer, nous allons nous retrouver dans une situation dangereuse. Si nous créons un droit moderne de la nationalité, le problème de la double nationalité perdra à terme de son importance.

- Qu'entendez-vous par désintégration ?

- Nous assistons à l'émergence de ghettos. Les enfants dont les grands-parents ont émigré de Turquie en Allemagne ont tendance à ne pas maîtriser suffisamment la langue allemande, indispensable pour s'intégrer. C'est un signe très inquiétant, qui montre que les gens se replient sur leur identité turque et n'ont pas le sentiment de faire partie intégrante de la société allemande. En revanche, des enseignants m'ont dit qu'à partir du moment où j'ai présenté mon projet, l'état d'esprit des jeunes gens d'origine étrangère a changé. Ils se sont rendus compte qu'ils avaient en face d'eux un gouvernement qui leur disait qu'ils faisaient partie de plein droit de la société allemande. Leur application à l'école a considérablement augmenté, y compris pour l'usage de la langue allemande.

- Vous avez parlé d'immigration zéro en Allemagne. Personne en France n'estime que cet objectif soit réaliste.

- Le premier problème que nous avons à régler est l'intégration des étrangers présents chez nous. C'est pourquoi la réforme du code de la nationalité a la priorité absolue. La seconde question consiste à savoir si nous devons créer une loi pour favoriser l'immigration. Dans le contexte actuel, cela n'a pas de sens. A horizon prévisible, j'estime que nous devrions fixer des quotas d'immigration à zéro.



OTTO SCHILY

« Il serait souhaitable que l'ensemble des pays de l'Union européenne adoptent une attitude commune face à ce problème. Il est regrettable que dans certains pays le PKK ait un statut quasi officiel »

» Cela n'empêche pas d'avoir un flux migratoire, dû aux demandeurs d'asiles, aux réfugiés, aux rapprochements familiaux, amis sur lequel nous avons une marge de manœuvre très faible. L'exigence des Verts allemands d'avoir 200 000 immigrés par an est illusoire.

» A moyen et long terme, je pense que les pays de l'Union européenne doivent s'entendre sur la manière dont ils comptent gérer ces problèmes. Dans une Europe aux frontières ouvertes, les Etats ne peuvent plus décider seuls. Je ne peux pas en vouloir aux Italiens d'avoir régularisé 250 000 clandestins. Les Français régularisent les leurs aussi. Chacun règle d'abord ses problèmes. Mais à terme, nous devons avoir une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés, d'asile.

- Comment peut-on organiser concrètement le partage du fardeau ?

- Nous avons proposé que dans des situations de crise, lorsque nous devons absolument accueillir et protéger des populations, les Etats de l'Union se réunissent et que chacun déclare combien de personnes il est prêt à accueillir. Si certains se trouvent dans l'impos-

sibilité de répondre, ils pourraient aider les autres financièrement. C'est un moyen de sortir de l'impasse.

- Un tel accord ne va-t-il pas renforcer la pression migratoire vers l'Union européenne ?

- C'est l'argument de Jean-

Pierre Chevènement qui estime que l'on attirerait les gens ainsi. Ce n'est pas mon objectif. Il ne s'agit pas de mettre en place un système rigide et de fixer par avance des quotas. Il s'agit de pouvoir réagir en cas de crise et mettre en place une solidarité entre les pays de

l'Union.

- Les réfugiés sont attirés en Allemagne par les prestations sociales garanties par la Constitution. Proposez-vous une harmonisation européenne sur les standards allemands ?

- Nous avons besoin d'une har-

monisation sociale pour les immigrés. Il ne doit pas y avoir de telles différences qu'un pays attire chez lui tous les réfugiés. »

Propos recueillis par
Arnaud Leparmentier

Les pays européens redoutent une vague de violence kurde

A Berlin, mercredi, les gardes du consulat israélien ont ouvert le feu contre des manifestants kurdes et tué trois d'entre eux. En France, les mesures de sécurité sont renforcées autour de plusieurs ambassades et de l'aéroport d'Orly

BONN et JÉRUSALEM

de nos correspondants

Le gouvernement de Bonn avait refusé, à l'automne 1998, de demander l'extradition d'Abdullah Öcalan, pourtant arrêté en Italie à la suite d'un mandat d'arrêt lancé par la justice allemande. La République fédérale, qui héberge quelque 2 millions de Turcs dont près de 500 000 Kurdes, ne voulait pas devenir le terrain d'affrontements entre les deux communautés. Quelques mois plus tard, le chancelier Schröder constate que « Apo » sera jugé en Turquie, mais que son territoire est devenu le théâtre des violences kurdes.

Mercredi 17 février : les services de sécurité du consulat d'Israël à Berlin ont ouvert le feu sur des manifestants kurdes qui avaient pénétré dans le bâtiment. Bilan : 3 morts. Selon le préfet de police berlinois, Hagen Saberschinsky, seuls trois policiers allemands étaient, comme d'habitude, alors stationnés devant le consulat. Ces policiers de faction sont aidés par deux patrouilles dans les environs. Lorsque, à 13 h 30, la police a été informée de l'intention des manifestants kurdes d'envahir le consulat, ils n'ont dépêché sur place qu'une trentaine d'hommes. Ceux-ci ont été accueillis par 50 à 100 Kurdes armés de barres de fer et de gourdin, qui ont frappé les policiers censés les empêcher de s'approcher du bâtiment, avec « une

très grande violence », selon M. Saberschinsky. Vingt-sept policiers ont été blessés.

Au même moment, un groupe de Kurdes fait irruption dans le consulat israélien. Il semble qu'un des manifestants ait subtilisé l'arme d'un officier de sécurité israélien et menacé deux autres gardes. Ceux-ci auraient riposté, tuant 3 personnes et en blessant au moins 16 autres, dont une très grièvement, vers 13 h 45. Neuf assaillants ont alors pris une employée en otage. Ils ont négocié très rapidement avec les policiers allemands pour sortir de la représentation israélienne.

Dans l'après-midi, à Tel-Aviv, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a expliqué pourquoi les gardes du consulat avaient tiré : « Les manifestants ont tenté de prendre une de nos employées en otage (...) et les consignes que reçoivent nos agents de sécurité sont d'empêcher par la force, y compris en faisant usage de leurs armes, toute tentative de prendre des otages ». Il a répété qu'Israël continuerait à défendre ses citoyens et ses locaux partout dans le monde et que son pays n'avait rien à voir avec l'enlèvement d'Abdullah Öcalan - même s'il collaborait avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Plus tard dans la journée, le porte-parole des affaires étrangères, devait préciser que l'entre-

mise de la police allemande avait permis la libération de l'otage.

Il semble toutefois que les services israéliens ait complètement sous-estimé les risques d'attentats contre leurs ambassades et consulats en Europe. Ces questions se posent au cœur de l'enquête officielle qui va être menée sur ces événements. Désormais, la peur des autoritaires est qu'Israël soit entraîné dans un conflit qui, insiste-t-on, n'est pas le sien. Jérusalem craint notamment que l'affaire kurde nourrisse une solidarité avec des groupes palestiniens radicaux qui pourrait accroître les menaces terroristes.

TON TRÈS FERME

A Bonn, Gerhard Schröder a déploré les morts au consulat d'Israël et les violences qui se sont produites dans d'autres quartiers de Berlin ainsi qu'à Hambourg. Mais il a adopté un ton très ferme à l'égard des Kurdes : « Nous ne pouvons pas tolérer que des conflits qui ne sont pas les nôtres soient portés dans les rues allemandes » a déclaré le chancelier. Toute personne qui séjourne ici est bienvenue quand elle respecte le droit et la loi. Celle qui cause des troubles chez nous, nous lui demanderons poliment mais fermement de quitter notre pays ». Le gouvernement peut toutefois difficilement expulser les militants du PKK vers la Turquie, qui n'a pas aboli la peine de mort.

Le PKK est particulièrement bien organisé en Allemagne, où il peut s'appuyer sur une forte communauté kurde, notamment dans la région de Cologne. Selon les renseignements généraux, le nombre de militants est passé de 7 000 à 11 000 outre-Rhin depuis l'interdiction du PKK dans ce pays en 1993, à la suite d'une vague d'attentats antiturcs. Le PKK dispose également d'un « potentiel de mobilisation » de quelque 50 000 personnes ; il est rigoureusement centralisé, hiérarchisé et structuré, a assuré M. Frisch. Le comité central clandestin et tous les responsables locaux sont en liaison permanente par téléphone portable, ce qui explique la capacité de mobilisation extrêmement rapide de ses militants. Depuis janvier 1998, le PKK n'est plus considéré par la justice allemande comme une « organisation terroriste », mais seulement comme une « organisation criminelle », Abdullah Öcalan ayant appelé à renoncer à la violence. Udo Steinbach, professeur à l'Institut allemand de l'Orient, prédit, pour sa part que le pays va connaître une « violence diffuse » et déplore la détention en Turquie du dirigeant du PKK : « Une organisation sans chef est plus dangereuse qu'une organisation avec chef ».

Arnaud Leparmentier
et Georges Marion

Offensive turque contre des bases du PKK dans le nord de l'Irak

L'armée turque a lancé, mardi 17 février, une opération dans le nord de l'Irak contre les positions des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Il s'agit d'une opération de faible envergure contre les terroristes », a déclaré un porte-parole du commandement militaire, confirmant les informations données par la chaîne de télévision turque NTV. Entre 3 000 à 4 000 soldats et des véhicules blindés ont franchi la frontière au cours des tout derniers jours à partir de la région de Cukurca, localité turque dans la province de Hakkari (Sud-Est). L'armée turque lance fréquemment de telles incursions dans le nord de l'Irak. Le PKK utilise comme base arrière cette région qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991, et est contrôlée actuellement par les factions kurdes d'Irak. La dernière incursion dans le nord de l'Irak de l'armée turque remonte à novembre 1998.

Mesures de sécurité renforcées en France

DEVANT l'émotion soulevée dans la communauté kurde par la capture d'Abdullah Öcalan, les mesures de sécurité ont été renforcées en France autour des cibles potentielles de représailles. « Tout ce qui semble de près ou de loin menacé fera l'objet d'une protection maximale », a indiqué une source policière. Les ambassades de Turquie, d'Israël, de Grèce, des Etats-Unis et du Kenya font l'objet d'une surveillance accrue, ainsi que les consulats de ces pays en province. A l'aéroport d'Orly, la protection des comptoirs et des vols des compagnies turques et grecques, Turkish Airlines et Olympic Airways, a été renforcée. Plusieurs organismes internationaux, ainsi que la conférence de Rambouillet sur le Kosovo ont également reçu le ren-

fort de policiers et gendarmes.

De source officielle, on se refusait à donner plus de détails sur l'ampleur de la mobilisation. Le dispositif Vigipirate, bien qu'allégé, est cependant toujours en vigueur depuis les attentats de 1995. Il permet de recourir à l'appui des militaires dans le dispositif global de protection. Dès mercredi matin, quatre compagnies républicaines de sécurité (CRS) de la région parisienne avaient été placées en alerte.

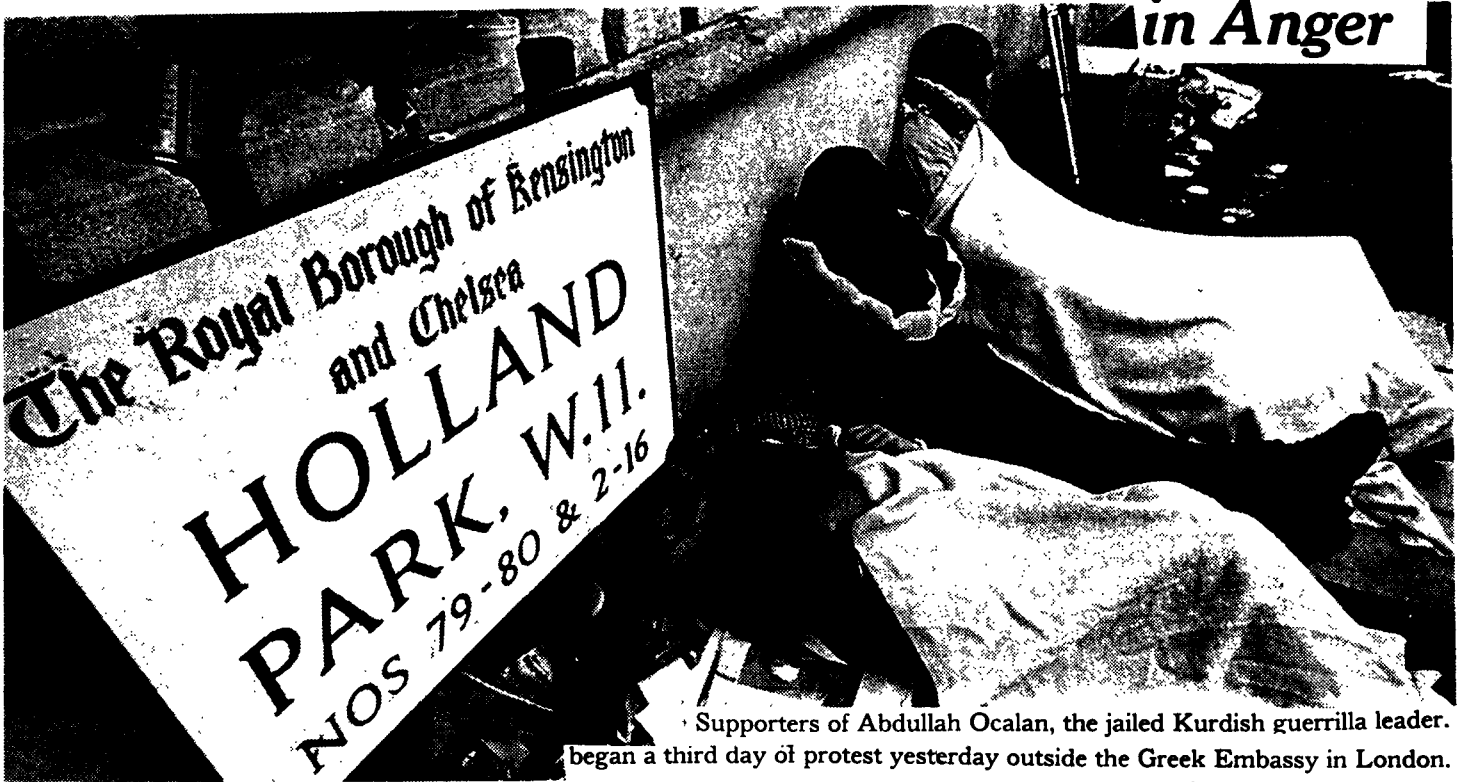
De leur côté, les services de renseignement s'activent. A Paris, comme dans ses bastions de l'est de la France, la communauté kurde est placée sous surveillance, et bien connue des renseignements généraux. Selon les estimations policières, environ 70 000 Kurdes sont établis sur le territoire national pour un nombre total de Turcs de peu supérieur à 250 000. Près de 3 000 Kurdes sont considérés comme des

membres du PKK. Le parti d'Abdullah Öcalan encadre très efficacement la communauté, soumise au paiement d'un impôt qui alimente le trésor de guerre du parti. 80 % des Kurdes de France seraient sous la coupe du PKK.

Les risques d'attentat sur le territoire français sont cependant peu probables, estiment les policiers. Ils redoutent plutôt des actions symboliques, telle l'occupation, mercredi 17 février, des locaux du Parti socialiste à Marseille. Une trentaine de militants ont envahi le siège du PS et entamé une grève de la faim en soutien à leur dirigeant emprisonné en Turquie. Ils ont été évacués par la force.

Pascal Ceaux

Arrest of Guerrilla Chief Unites Europe's Kurds in Anger



Supporters of Abdullah Öcalan, the jailed Kurdish guerrilla leader, began a third day of protest yesterday outside the Greek Embassy in London.

By ROGER COHEN

BERLIN, Feb. 18 — For a decade, Kurds have been coming to Germany seeking political asylum, and today one of them, Amin Aram, walked into the Kurdish Community Center here, took a tea from a friend, and declared, "Every one of us, without exception, is angry."

A window cleaner, Mr. Aram, 31, is one of 210,000 Kurds who have come to Germany since 1989, fleeing various forms of violence. Unlike Abdullah Öcalan, the Kurdish rebel leader arrested by Turkish agents on Monday, he is from Iraq, not Turkey. He says he is no supporter of Mr. Öcalan's Kurdistan Workers Party.

Such political divisions have long undermined the scattered Kurds in their battle for a homeland. But for an overwhelming majority of the estimated 850,000 Kurds now living in Europe, it is clear that Mr. Öcalan's

arrest has constituted a moment when differences are swept away, however fleetingly, by a shared sense of outrage.

"The American Government says Öcalan is a terrorist," Mr. Aram said. "But my family was called terrorists by Saddam Hussein just because we are Kurds. Then he killed my mother, three brothers and two sisters in a chemical-weapons attack on the town of Halabja. Whatever group we are from, we cannot accept Öcalan's arrest."

Long focused on the problems arising from the fight for new nation-states in the Balkans, European governments have abruptly awakened this week to another conflict in their midst, one quietly fed over many years by a fast-growing Kurdish diaspora in Europe that this week displayed an ability to organize, communicate and act.

Even as Kurds ended a three-day occupation of the Greek Embassy in

London today and protests in most places abated, tension remained high.

In Germany, where three Kurds were killed by Israeli security guards on Wednesday as they tried to enter Israel's consulate in Berlin, Kurdish protesters today hurled gasoline bombs through the windows of a Turkish cultural center in Heilbronn and attacked visitors with baseball bats. Three people were wounded.

Elsewhere, gasoline bombs were thrown at two Turkish travel agencies in Bremen, and Kurdish protesters forced their way into the regional United Nations headquarters in Vienna.

Conversations with Kurds in several European countries suggest that the broad show of defiance this week reflected developments likely to weigh on Europe for some time: the growing sophistication of Mr. Öcalan's movement, which has waged a

separatist war in southeastern Turkey that has left 30,000 dead; anger stronger than any internal Kurdish differences, and the growth of a Kurdish population in Europe that had come to represent a large pool of restive national sentiment.

Magnus Ranstorp, an expert on Middle Eastern affairs at St. Andrew's University in Scotland, said, "The arrest of Ocalan has united the Kurdish nation."

"What European governments do not see is that in many ways the Kurdish struggle reflects the early days of the Palestinian struggle: putting an issue on the international agenda through terrorism," he said. "The situation could become more and more inflamed."

In Greece today, the Ministers of Foreign Affairs, the Interior and Public Order quit as public criticism raged over the country's role in the arrest of Mr. Ocalan. And Kenya, where Mr. Ocalan was seized after leaving the Greek Embassy in Nairobi, shuffled its Cabinet today.

The arrest followed several months of detention and flight in Italy, Russia, Greece and elsewhere — a fugitive existence for Mr. Ocalan that, it now seems, provided a kind of slow-motion prologue to the current drama, fueling the Kurds' anger and sense of abandonment.

"I tried to warn Western governments this would happen," said Kendal Nezan, the chairman of the moderate Kurdish Institute of Paris, which opposes the guerrilla tactics of Mr. Ocalan's followers. "I said, give Ocalan asylum in exchange for a formal renunciation of violence. But the Italian Government told me there was too much diplomatic pressure from America and too much economic pressure from Turkey."

The United States has defined the Kurdistan Workers Party as a terrorist organization and in recent months has persistently expressed quiet support for Mr. Ocalan's arrest and his handover to Turkey, a crucial NATO ally and an important base for American air patrols over Iraq.

Mr. Nezan suggested that the effect of American policy, and European governments' acquiescence to it, had been to drive moderate Kurds toward sympathy for Mr. Ocalan's violent movement. Kurds, he added, had become convinced that the strategic importance of Turkey to the United States was such that no Kurdish claims would ever be recognized in Washington, let alone backed.

"Of the 850,000 Kurds in the European Union, probably 10 percent are in Mr. Ocalan's movement, and some are very militant," he said. "But a lot of people don't like his methods at all. Still, in the end they are led to feel sympathy because they are so re-

volted by Western policies."

Over 20 million Kurds live in an area that sprawls across southeastern Turkey, Syria, Iran and Iraq. Of those, perhaps 10 million live in Turkey, where they had been promised a homeland in the 1920 Treaty of Sèvres after the fall of the Ottoman Empire. But plans for a Kurdish homeland were dashed when Mustafa Kemal Ataturk fought to regain the land.

In Turkey now, Kurds are not recognized as a minority, a status that would allow them to educate their children in their own language. A ban imposed by Turkey's last military Government on the use of the Kurdish language in unofficial settings was lifted in 1991, but Kurdish remains illegal in broadcast, educational or political settings, and there is a campaign under way to ban Turkey's main pro-Kurdish party.

Turks and Kurds have both committed atrocities in recent years as Turkey tries to eradicate any Kurdish drive for autonomy or independence.

Faced by the explosive complexity of recognizing any Kurdish claims,

A growing and restive diaspora of Kurdish nationalism.

the frequent ruthlessness of Mr. Ocalan's methods and the importance of Turkey as a NATO ally, Western governments have generally preferred to look the other way, accepting Kurdish refugees as a bearable price.

Nowhere has that stream been more intense than in Germany, which has Europe's most liberal asylum laws. Indeed, with more than two million Turks now in the country, and about 500,000 Kurds, the potential for further violence here is evident.

Ciwan Bahoz, a member of the Kurdish Association for Culture and Mutual Support, said that like most Kurds in Germany, he rejected Mr. Ocalan's violent methods. But at the same time he felt enraged by the way Mr. Ocalan was treated.

"Although I reject force, I somehow understand what the protesters feel," he said. "Ocalan has been humiliated. Europe now has to understand that if it does not want Kurdish problems settled on its streets, it must see that its NATO partner, Turkey, complies with rules that govern any democratic country."

Like several other Kurds, Mr. Bahoz said it would have been far better

if Germany had agreed to try Mr. Ocalan, because at least he would have been assured a fair trial. The German Government declined to request his extradition from Italy to face various charges because of fear of the potentially explosive domestic consequences.

German officials said that the influence of the Kurdistan Workers Party had clearly been growing and that many of the cultural and other associations in this country were merely fronts for the organization. Fund raising — involving more or less subtle pressure on Kurdish stores and businesses — was brisk and efficient, they said.

"The Workers Party was once quite marginal," said Barbara John, the Berlin commissioner for the affairs of foreigners. "But the various Kurdish associations have gradually been drawn toward it. I would not say the party is the mainstream, but it is now the undisputed representative of the fight for autonomy."

She added that by being extremely "naïve" in its policies toward asylum seekers, and by failing to recognize that the admission of hundreds of thousands of Kurds would inevitably have consequences, Germany has now found itself in a very delicate situation where "the question of immigration and foreigners could become really poisonous."

Apparently aware of this danger of a backlash, Kurdish community leaders throughout Europe today appealed for calm. "We appeal to our compatriots to behave in a level-headed way," said a statement from the Kurdish community in Berlin.

It is clear, however, that if level-headedness was not conspicuous in recent days, it was not merely because of spontaneous anger. Faruk Sarhat, a Paris-based member of Mr. Ocalan's movement, said the party's central committee had the means to contact party cells and Kurdish cultural organizations throughout Europe.

"Our central committee said protests should be democratic, but Ocalan is more than our party," said Mr. Sarhat, who described himself as a member of the Kurdistan Workers Party although he formally represents a front organization called the Kurdistan National Liberation Front. "The kind of anger his arrest generated cannot be controlled, especially when the rôle of the Israelis and Americans was so clear."

Like many Kurds, Mr. Sarhat argued that Turkey did not have the resources to swoop on Mr. Ocalan and arrest him in the heart of Africa without assistance from other intelligence services.

Whatever the resources of Turkey, those of Kurdish groups in Europe are clearly considerable, including a

Kurdish-language satellite television channel based in London that appears to have played an important role in spreading the word of Mr. Ocalan's arrest.

"The party is very active in the diaspora extracting money from Kurds," said Mr. Ranstorp, the expert on Middle Eastern affairs. "It is a sophisticated, organized guerrilla organization."

Evidence of Mr. Ocalan's personal influence was clear this week in the dramatic attempts at self-immolation of several protesters. Like Ho Chi Minh, of whom he is a great admirer, Mr. Ocalan likes to be called "Uncle" ("Apo" in Kurdish), and he often called his followers' attention to the Vietnamese use of immolation as a method of protest, Mr. Nezan said.

But at the time of his arrest, several Kurdish officials said, he appeared to have been casting around for some kind of political or diplomatic way out of the cycle of violence. Any possibility of this now appears to have been dashed, especially if Mr. Ocalan's trial in Turkey should end in a death sentence — an explosive possibility for a Europe full of disgruntled Kurds.

Obscure Island Prison Is Placed in the Spotlight of Ocalan Drama

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turks turned their eyes on Thursday toward a small island in the Sea of Marmara where the country's most hated man is being held prisoner.

The island, called Imrali, was until Tuesday a largely unknown place. The main building there serves as an open prison to which pickpockets and other petty criminals are sent to serve sentences under the loose vigilance of friendly guards.

All of that has now changed. On Tuesday, the principal Kurdish guerrilla leader, Abdullah Ocalan, was taken to Imrali. He had been living clandestinely in Kenya under the protection of Greek diplomats until he was seized by Turkish commandos in a spectacular operation Monday night. Other prisoners who had been living on Imrali were quickly moved to other prisons, places where there are no sea breezes and no views of passing freighters.

Mr. Ocalan, 51, was placed in an isolation cell.

Naval patrol boats have been deployed around Imrali, which lies 56 kilometers (35 miles) southwest of Istanbul. Military helicopters patrolled in wide circles overhead.

Prosecutors arrived on the island Thursday morning to begin their interrogation of Mr. Ocalan. "It can continue for at most seven days," Prime Minister Bulent Ecevit told an interviewer in Ankara, "but I'm sure the questioning may end before that time."

Mr. Ocalan is likely to be tried for treason and other crimes that carry the death sentence.

There have been no executions in Turkey since 1984.

Officials of the Justice Ministry said Mr. Ocalan's first hearing before a judge could come in the next two weeks, though his trial will probably not begin for several months. They said all judicial proceedings would be held at Imrali.

Television stations showed footage of Mr. Ocalan at Imrali on Thursday. He was standing before two Turkish flags, and at one point complained about the bright television lights being shined at him.

As Mr. Ocalan was undergoing his first interrogation, Turkey pressed its fight against Kurdish nationalists on military and political fronts.

A spokesman for the Turkish Army said soldiers killed five members of Mr. Ocalan's rebel force near the eastern town of Tunceli.

"The terrorists are in a state of panic and don't know what to do," the spokesman said. Soldiers also struck guerrilla sanctuaries in northern Iraq.

Several thousand of them entered Iraqi territory on Wednesday, and on Thursday they pounded targets there with missiles fired from American-made Cobra attack helicopters.

Turkish police raided offices of the legal People's Democracy Party, which is mainly Kurdish, and homes of party members in Istanbul and eastern provinces. According to human rights advocates, several hundred people were arrested. Prosecutors are seeking to ban the party on charges that it functions as an arm of the guerrilla movement.

Other Kurds were arrested in Istanbul after a night of disturbances in several neighborhoods, during which windows were smashed, firebombs thrown and cars attacked.

News reports from Kenya on Thursday suggested that the American and Israeli secret services had helped Turkish agents capture Mr. Ocalan.

The United States has denied direct involvement and Israeli officials said they were not involved in any way.

"There was no Israeli role whatsoever," said Eli Shaked, the Israeli consul in Istanbul. "Unfortunately this has not been clear to some people."

The European Court of Human Rights in Strasbourg reported that it had received a complaint from Mr. Ocalan's lawyers charging that the Turkish authorities were violating his rights to be tried fairly and protected from torture. It said the lawyers had asked the court to take "emergency steps" to protect him, but gave no indication of whether it would seek to do so.

At the same time, a pro-Ocalan group called the Kurdish Parliament in Exile urged Western countries to create an international court to try him, rather than allowing Turkey to do so.

At a news conference in Brussels, a leader of the group, Zuber Aydar, also called for "an international conference, including Kurdish representatives, to discuss the Kurdish question, just as they have set up an international conference to resolve the Kosovo question."

Turkish officials rejected these and other suggestions that an established or new international body should take a role in judging Mr. Ocalan or dealing with the situation of Kurds in Turkey.

"I do not see what more can be done," Foreign Minister Ismail Cem said. "Turkey has as developed a legal system as any other Western country. We intend to act according to our present prosecution system."

3 Greeks Lose Ministries Over Kurdish Affair

The Associated Press

ATHENS — Disgraced after failing to protect Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader captured by Turkey, the

government of Greece took dramatic steps for survival Thursday, dismissing three cabinet ministers and lashing back at an ultranationalistic clique accused of dragging Greece into the affair.

Resignations were demanded for the foreign minister, Theodoros Pangalos, and the interior minister, Alekos Papadopoulos, for their central roles in a mission in Kenya that ended with Mr. Ocalan in the custody of Greece's long-time arch-rival, Turkey.

Also dropped was the public order minister, Philipos Petsalnikos, whose

ministry controls the security forces that failed to prevent a small group of Kurdish sympathizers from smuggling Mr. Ocalan into Greece last month.

To replace Mr. Pangalos, Prime Minister Costas Simitis promoted Deputy Foreign Minister George Papandreou, the American-born son of Greece's former Socialist patriarch, Andreas Papandreou.

Vasso Papandreou — she is not related to George Papandreou — was made minister of the interior, moving from the Development Ministry, and her

deputy there, Michalis Chrysohoidis, was appointed public order minister.

Mr. Ocalan's clandestine entry to Greece, allegedly orchestrated by a retired naval officer, began a chain of events that saddled the government with an issue it desperately hoped to avoid — direct involvement in helping Mr. Ocalan and his Kurdish Workers Party.

The government had long feared that hosting Mr. Ocalan could ignite war with Turkey, which regards him as its most wanted terrorist. His organization has fought for autonomy in southeastern Turkey for 15 years in a conflict that has taken more than 37,000 lives.

In the end, however, Turkey ended up with Mr. Ocalan and the government of

Prime Minister Simitis was left humiliated and buffeted by seemingly limitless outrage.

Many Greeks identify with Mr. Ocalan as a modern embodiment of the Greeks who fought Ottoman Turkish rule in the 19th century.

Mr. Simitis hoped to stop the barrage of criticism by the cabinet reshuffle. He is also deeply worried about any festering problems that could derail Greece from its main objective — entry into the European Union's single-currency group by 2001.

It is unlikely the political crisis will be strong enough to topple Mr. Simitis's government, which has 163 seats in the 300-member Parliament.

■ Kenya Ousts a Top Official

The government of Kenya dismissed its top immigration official Thursday, after he contradicted the foreign minister by saying Kenya had played a key role in the Turkey's capture of Mr. Ocalan, Reuters reported from Nairobi.

Frank Kwinga, the principal immigration officer, angered senior government officials Wednesday when he said Kenyan officials had physically put Mr. Ocalan on a flight out of Kenya on Monday.

Mr. Kwinga was offered no other position in a government reshuffle announced Thursday afternoon.

.....

In Victory, Turkey Must Show Magnanimity Toward the Kurds

By William Safire

WASHINGTON — A mob of Syrians may with impunity trash the U.S. ambassador's residence in Damascus, but when a mob of Kurds storms Israel's consulate in Berlin and seizes a hostage, demonstrators get killed. That is because Israelis afford terrorism zero tolerance.

Kurdish separatists living in Germany lashed out at Israel because they mistakenly suspected its Mossad helped a Turkish commando team capture their fugitive leader, Abdullah Ocalan, in Kenya. The ensuing bloodshed was doubly tragic because the Kurdish and Jewish peoples — non-Arab and historically oppressed — long quietly shared a fellowship of the rejected in the Middle East.

The Kurds, 20 million weak, have no homeland. Many live in northern Iraq, and are protected from Saddam Hussein in a "no-flight zone" by U.S. planes based in Turkey, where most other Kurds live. (In Istanbul this month, I was reminded to call them "Turks of Kurdish descent.")

Reasonable Kurdish leaders want autonomy within other nations: to enjoy their language and culture under a degree of self-rule. Then there is the Marxist Mr. Ocalan. He and his PKK guerrillas have been fight-

ing a bloody war against the Turks for an independent Kurdistan, costing over 30,000 lives in 15 years. By threatening war with Syria, Turkey drove him out of his Damascus sanctuary. His capture triggered furious protest throughout Europe. He is to be tried in Turkey.

He will soon be lionized by knee-jerk leftists everywhere. They will overlook the way he murders those not loyal enough to him and probably profits from heroin smuggling to support his movement.

But Mr. Ocalan's flight and capture have radicalized Kurds of all factions. Turned away from every door, he desperately searched for refuge. That symbolized the plight of a people whose slogan was uttered decades ago by my friend Mullah Mustafa Barzani, another Kurdish leader, after his

betrayal to the shah of Iran by the Americans: "The Kurds have no friends."

On trial, the fiery Mr. Ocalan is likely to come across more as a righteous John Brown than a coolly murderous Adolf Eichmann. His prosecutors run the danger of being portrayed as authoritarian mil-

itarists not only denying cultural rights to a repressed minority, but bouncing a rebellion's rubble by persecuting its hero.

That media play would further alienate Socialist Europeans from Turkey, which they unfairly blackball from their club.

Making a martyr out of Mr. Ocalan would strain, though not break, the "phantom alliance" of Turkey, Israel and the United States, a strategic tie that so frustrates fundamentalist Muslims and southward-looking Russians.

Let's not go down that road.

First, here is what the Kurds in Iraq should do: Mr. Barzani's son Massoud should stop playing footsie with Saddam Hussein. On Sunday he met secretly in Duhok with Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister. No good can come out of two-timing the United States, which polices the no-flight zone from Turkey.

With Mr. Ocalan in custody, Kurds everywhere should encourage new leadership to help the Americans overthrow Saddam and help the Turks make peace with Kurds of Turkish descent. Promote Kurdishness, not Kurdistan.

Here is what the Turks should do: Declare victory and end the Kurdish war.

(1) In the trial, concentrate on the PKK killings of Kurdish "collaborators" and knock themselves out to be fair. (2) Pump money, not ammo, into impoverished Kurdish villages. (3) Release jailed Kurdish politicians and let Kurds vote for them instead of the Islamic party. (4) Permit Kurdish-language radio and TV, so that Kurdish Turks do not rely only on news from pro-PKK broadcasts from London. In other words, loosen up, Turkey — you have

won. With confidence gained from victory, treat ethnic diversity as a sign of strength. Emulate multicultural Western democracies, not Balkan tribal conquerors.

Here is what the United States and Israel should do: Publicly hail Turkey's victory. (Both President Bill Clinton and Prime Minister Benjamin Netanyahu have been doing the right thing on this.) Make plain to oil companies that the Caspian pipeline is safest through Turkey. Convince the Turks that the above four-point plan benefits the phantom alliance. (If the Turks want, let Azerbaijan in.)

Above all, Ankara, take Winston Churchill's advice: "In war, resolution ... in victory, magnanimity."

The New York Times

.....

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

MEMBERED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FEBRUARY 19, 1999

Hamit Bozarslan, historien, explique les dérives du PKK:

«Ankara doit accepter des réformes radicales»

Auteur de *La question kurde, États et minorités au Moyen-Orient*, ouvrage de référence publié aux Presses de Sciences-Po, Hamit Bozarslan, maître de conférences à l'Ehess (Ecole des hautes études en sciences sociales) répond aux questions de *Liberation*. **Est-ce qu'il y a une spécificité du problème kurde en Turquie?**

On peut distinguer deux phases différentes de l'histoire de la République turque: la première, allant de 1923 à 1946 est celle de la domination d'un parti unique, niant toute légitimité aux clivages politiques et sociaux. Le régime conçoit, en effet, la politique comme une guerre dont l'enjeu serait la survie de l'Etat et de la «turcité». Pour les Kurdes cette politique se traduit par une négation totale de leur existence ainsi que par la répression militaire de leurs contestations (18 révoltes de 1925-1938). La deuxième phase avec l'instauration du pluralisme politique en 1946, est marquée par une double contradiction. Le système s'ouvre aux acteurs politiques, mais simultanément, accorde une place maîtresse à l'armée, chargée désormais du rôle d'instance de tutelle de l'espace politique. A cette ouverture répond l'exclusion des acteurs qui n'acceptent pas les fondements identitaires

«Les oppositions politiques violentes sont à l'image des Etats qu'elles combattent. Le PKK a ainsi opposé un "chef éternel" kurde à Atatürk»
Hamit Bozarslan

de la «nation». Cela concerne les Kurdes, qui ne se reconnaissent pas dans le dénominateur commun de «turcité» et veulent faire accepter la reconnaissance de leur distinction linguistique comme légitime, les alévis (communauté proche du chiisme, ndlr) qui refusent d'adhérer à un islam sunnite qui reste, malgré une politique laïciste musclée, la religion par défaut du pays, et enfin les islamistes, qui rejettent une occidentalisation par le haut et l'intervention du pouvoir dans la sphère privée. Ainsi malgré l'ouverture politique depuis un demi-siècle, le pays est constamment le théâtre de vagues de violences. La «guerre kurde» depuis 1984 a été sans doute la plus importante (30 000 morts), mais déjà dans les années 70, le pays se trouvait au bord de la guerre civile et les déclarations de l'armée sur une «nouvelle guerre d'indépendance» contre les islamistes laissent présager d'autres conflits.

Pourquoi le PKK d'Abdullah Öcalan est-il différent des autres mouvements kurdes?

Les oppositions politiques violentes sont à l'image des Etats qu'elles combattent. La culture politique turque englobe la figure du «chef éternel» (Atatürk), des symboles liés à la nation (hymnes, drapeau), la théorie de «nation armée» (nation en armes, mais aussi, nation qui ne fait qu'un avec l'armée). Rien d'étonnant à ce que le PKK ait «kurdifé» ces symboles, opposé un «chef éternel» kurde à Moustafa Kemal, une doctrine de «nation kurde résistante» à celle de «nation armée», la métaphore de la nation en danger à celle de la patrie turque en danger, etc. Au Kurdistan d'Irak le mouvement kurde a pu se relier, à travers la figure de Moustafa Barzani, à des phases antérieures de son passé. Or, au Kurdistan de Turquie l'élimination physique ou l'exil des dirigeants kurdes de l'époque kémaliste interdisaient au PKK de se projeter comme une nouvelle phase d'une contestation antérieure, le poussant ainsi à se fixer pour mission d'inventer un nouvel homme kurde par la lutte armée. De plus, le PKK est né dans le contexte des violents conflits des années 70, où la gauche et la droite extrêmes tenaient le haut du pavé et constituaient la



1975. Combattants kurdes, dans le nord de l'Irak.

matrice organisationnelle de toute organisation radicale. Cela explique largement les dérives de cette organisation.

Comment est-il possible de sortir de cette guerre?

En Turquie comme ailleurs la violence se reproduit aussi parce qu'elle est lucrative. La «découverte», au cours des dernières années, de plusieurs bandes armées a été de ce point de vue riche de leçons. Ces bandes, fortes des militants de la droite radicale – dont certains étaient recherchés pour plusieurs dizaines d'homicides –, de politiciens et de hauts fonctionnaires de la police nationale, accomplissaient le rôle d'escadrons de la mort. Elles contrôlaient les «équipes spéciales» chargées de lutte contre la guérilla et tiraient leurs ressources financières du trafic de drogue (quelque 25 milliards de dollars) et de la «rente» de la guerre. Il en va de même des quelque 70000 «protecteurs de village» kurdes, armés et salariés par l'Etat pour combattre le PKK. Ceux-ci n'hésitent pas à déclarer que si l'Etat les abandonnait, ils serviraient «ceux qui leur donneront des armes». Ce fait rend difficile d'envisager un scénario de sortie de la violence car ces forces tenteront de rentabiliser chaque conflit social ou ethnique pour renouveler leur image de «défenseurs de la patrie» ou de l'ordre. Pour sortir de cette situation, la Turquie devrait accepter des réformes radicales aussi bien en termes constitutionnels que politiques. La Constitution définit le «kémalisme» comme la doctrine officielle du pays. Le Conseil national de sécurité est chargé de faire respecter ce devoir constitutionnel. Il est évident que de telles restrictions ne peuvent que produire de nouvelles contestations. Le système politique se trouve en face de la demande d'intégration des trois groupes – les Kurdes, les alévis et les islamistes – dont la contestation ne peut nullement être réduite au «séparatisme», au «terrorisme» ou à la «réaction religieuse». Cette intégration nécessite un contrat social, une redéfinition de la citoyenneté qui laisse place à la spécificité de chaque groupe en contrepartie du renoncement à la violence. Mais pour y parvenir il faut que certains politiciens et le haut commandement militaire cessent de voir dans les mobilisations nationalistes contre «l'ennemi intérieur» le moyen de garantir la pérennité de leur pouvoir ●

Propos recueillis par MARC SEMO

Liberation

V E N D R E D I 1 9 F É V R I E R 1 9 9 9

Les Kurdes, problème européen

par Gérard Chaliand

L'explosion de violences commises par des Kurdes dans de nombreuses capitales et villes d'Europe à l'annonce de la capture par les services turcs d'Abdullah Öcalan à Nairobi montre à l'évidence que le problème kurde n'est pas, pour nous Européens, une question abstraite : la Turquie n'est-elle pas candidate à l'entrée dans l'Union européenne ?

Depuis son arrivée en Italie, à la fin du mois de novembre 1998, le dirigeant kurde s'est vu discrètement refuser accès ou exil par plusieurs pays européens par ailleurs très attachés aux droits de l'homme.

La pusillanimité des Européens, qui, par deux fois, en 1987 et en 1992, ont demandé à la Turquie de changer de politique à l'égard des Kurdes en laissant l'Italie isolée, vient d'aboutir à l'envoi du dirigeant kurde à la salle de torture. Nos responsables politiques feraient bien de lire le récit de l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, *La Prison n° 5* (Arléa), qui relate les tortures qu'il a subies durant ses années d'incarcération.

Il est grand temps que les Européens se décident à faire preuve de cohérence. On ne peut pas à la fois, par le truchement du Conseil de l'Europe, demander à la Turquie d'accorder aux Kurdes le droit à l'identité et des droits culturels élémentaires et céder à la première menace de rétorsion économique, alors que l'Europe est indispensable à la Turquie et non l'inverse.

Ce que l'Etat turc pratique en matière de répression dans les provinces du Sud-Est, en état de siège depuis une douzaine d'années, à l'abri des médias occidentaux, dépasse de très loin les événements du Kosovo, qui, aujourd'hui, retiennent notre attention. Plus de trois mille villages détruits, selon les sources américaines, quatre millions de Kurdes refoulés vers l'ouest et le centre du pays, deux autres millions regroupés dans des centres urbains pour mieux les contrôler. Il s'agit d'une politique de déterritorialisation qu'aucun Etat, dans les Balkans, ne peut pratiquer sans être énergiquement condamné et menacé d'être bombardé. Qu'il y ait deux poids et deux mesures est une réalité acceptée par ceux qui pratiquent ou observent les relations internationales.

Quant aux droits de l'homme, on sait que leur respect comme la dénonciation de leur violation sont à géométrie variable et déterminée par le fait que tel ou tel est un allié ou un adversaire. La Turquie, membre de l'OTAN, partenaire commercial majeur, reste à cet égard dans une position diplomatique avantageuse dont elle sait tirer parti face à une Europe dotée de peu de volonté.

Certes, le PKK d'Abdullah Öcalan est loin d'être un mouvement démocratique. Son idéologie est, à la base, un maoïsme aussi primaire et roide que celui du Sentier lumineux du Pérou. Son dirigeant n'est pas, il s'en faut, le plus éclairé des Kurdes. Cependant, ce mouvement politique, qui a une épaisseur sociale et une cause légitime, n'est pas, contrairement à ce que répète la propagande turque, un mouvement terroriste. Il s'agit d'un mouvement de guérilla qui a réussi, à l'échelle de plusieurs provinces, à tenir tête, depuis 1984, à la chasse donnée par l'excellente armée turque, forte, sur place, de quelque sept cent cinquante mille hommes.

La pusillanimité des Européens vient d'aboutir à envoyer Abdullah Öcalan à la salle de torture

La contre-insurrection turque, qui ne s'est pas privée d'intervenir en territoire irakien pour y poursuivre le PKK, est d'une rigueur d'autant plus totale qu'elle n'est pas observée. En marge de la destruction des villages, des exodes provoqués et des regroupements, des escadrons de la mort ont liquidé des centaines de personnalités kurdes qui pouvaient offrir une solution alternative à la violence du PKK.

Mais, jusqu'à présent, la Turquie s'en tient à une solution strictement militaire du problème kurde.

Attribuer à Abdullah Öcalan les vingt-neuf mille victimes qu'aurait causé ce conflit est une caricature. L'écrasante majorité des victimes kurdes sont des victimes de l'armée turque. Aucune guérilla contempo-

raine, depuis 1945, n'a fait plus de victimes que les armées chargées de réprimer les Kurdes. C'est une question de moyens. Le PKK, par ailleurs, est loin d'être exempt d'actes à caractère terroriste.

On accusera certainement, lors du futur procès, le dirigeant kurde de narcotraffic en négligeant de mentionner que, avec la complicité des plus hautes instances de l'Etat, la Turquie est devenue une des plaques tournantes du trafic de drogue à destination de l'Europe.

On peut, du reste, se demander quelle caricature de procès attend un homme qui, après avoir été torturé - va-t-il, comme Abigaël Guzman, l'ex-dirigeant du Sentier lumineux, demander à ses troupes de déposer les armes ? -, sera jugé par un Etat où la loi est coiffée par les diktats du Conseil national de sécurité, dominé par les militaires, qui déterminent les orientations essentielles du pays.

Un Etat où ce sont les représentants des organisations de défense de droits de l'homme qui sont emprisonnés (c'est le cas d'Akin Birdal). Un Etat où des parlementaires sont condamnés à quinze ans de réclusion pour avoir parlé en kurde dans l'enceinte du Parlement (c'est le cas de Leyla Zana). Un Etat où le sociologue turc Ismaïel Besikci est condamné à la prison à vie pour avoir, le premier, déclaré qu'il y avait des Kurdes en Turquie. Un Etat, enfin, où les missions du Conseil de l'Europe sont plus qu'entravées.

Car il s'agit d'un Etat - le cas est unique au monde - où, entre 1924 et 1991, les Kurdes, officiellement, n'existaient pas. Depuis, le monde a appris qu'ils étaient quelque douze millions, soit 20 % de la population de la Turquie.

Le problème kurde ne sera pas réglé par le procès d'Abdullah Öcalan. L'Europe, à trop se contenter de résolutions sans effets, à courber l'échine dès que la Turquie menace de recourir à des rétorsions économiques au lieu de savoir dire non d'une seule voix lorsqu'il le faut, vient désormais d'hériter, elle aussi, du problème kurde. Les violences urbaines actuelles en sont une première preuve.

Gérard Chaliand est directeur du Centre européen d'étude des conflits.

Kurdish Party And Israel Look for Way To Back Off

The Associated Press

JERUSALEM — Israel woke up Thursday morning and found it may have acquired a new enemy — the Kurds.

Only two days earlier, few in Israel paid much attention to the violent Kurdish protests at dozens of embassies and consulates across Europe.

But then Kurdish and German news organizations suggested that the Israeli spy agency Mossad helped Turkey track the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

Events quickly spun out of control, despite Israel's vehement denial of involvement in the capture of Mr. Ocalan this week in Kenya.

Three Kurds who forced their way into Israel's consulate in Berlin were gunned down and killed Wednesday by Israeli security guards. On Thursday, an Israeli newspaper quoted a Kurdish leader as saying that Israel had become a chief target for revenge attacks.

Ahmed Yaman, a spokesman for a Rome-based Kurdish umbrella group, told the daily Yedioth Ahronoth that such strikes would be carried out against Israelis in Turkey and the Middle East.

But Mizgin Sen, a spokeswoman in Brussels for Mr. Ocalan's Kurdish Workers Party, said the group had never targeted Israelis and would not do so.

"The Kurds are angry and disappointed" about the Berlin shooting, "but we are not going to wage our war in Europe or anywhere else," she said.

Security has been beefed up at Israeli diplomatic missions in Europe and at Ben-Gurion International Airport near Tel Aviv.

Israel has contacted Kurdish leaders to affirm that it is not an enemy and wants to avoid any escalation, an Israeli intelligence expert, Yossi Melman, told Israeli radio.

A diplomat confirmed that Israel has contacted Kurdish groups through third parties but would not elaborate.

Some fear that it is already too late and that Israel, a target of Palestinian terrorist attacks in the past, has become entangled in a confrontation.

Alon Liel, a diplomat at the Israeli Embassy in Turkey during the 1980s, said the shooting could have serious repercussions and suggested that the security guards may have been too hasty in opening fire.

"The last thing we need is a Kurdish front," Mr. Liel wrote in the Ma'ariv daily.

Israel has supported Kurdish rebels in Iraq, but it has not backed the Kurdish Workers Party, which has been fighting for independence in southeastern Turkey since 1984.

In recent years, Israel has formed a strong military alliance with Turkey, and they have reportedly exchanged intelligence on militant groups. The cooperation helped fuel rumors that the Mossad may have helped track Mr. Ocalan.

The Kurdish party's spokeswoman in

Brussels, Ms. Sen, called on Israel to stop its collaboration with Turkey "because it is used against the Kurds."

■ Israel Denies Expanding Zone

Israel denied that it had expanded its self-declared security zone in southern Lebanon on Thursday and said it had fenced off a Lebanese village to prevent guerrilla activity by the pro-Iranian Hezbollah, Reuters reported from Jerusalem.

A senior Israeli security official said, "The activity has no political implications and there is no basis to the Lebanese allegations that the security zone has been expanded to include the village of Arnoun."

He said Hezbollah guerrillas had hidden explosives and weapons in villagers' homes in the last few months and had used the village to carry out attacks against Israeli troops and the allied South Lebanese Army militia.

The largely depopulated village was barricaded at dawn by Israeli and South Lebanese Army soldiers with barbed wire and mines. Residents were forced to enter and exit through a checkpoint separating the occupied area and the rest of the south, witnesses said.

The Lebanese prime minister, Selim Hoss, condemned the move as an expansion of Israel's 14-year occupation zone in southern Lebanon.

Prime Minister Benjamin Netanyahu has said Israel could pull out of the area if the Lebanese government guaranteed its border security, but Beirut and its powerful patron, Syria, have refused, saying a pullout should be unconditional.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 19, 1999

Doutes sur un procès équitable d'Ocalan

Le Conseil de l'Europe veut
envoyer des observateurs.

Le lieu du procès est déjà fixé, l'île prison d'Imrali dans la mer de Marmara, évacuée de tous les autres détenus, surveillée par des bâtiments de la marine militaire et des hélicoptères. Incarcéré là dès son arrivée du Kenya Abdullah Ocalan y sera interrogé aujourd'hui par trois procureurs de la cour de sûreté de l'Etat. La première comparution pourrait se faire dès le milieu de la semaine prochaine. Malgré les assu-



Ocalan, hier, pose bâillonné et menotté entre deux drapeaux turcs, dans sa prison sur l'île d'Imrali.

rances données par le Premier ministre turc Bulent Ecevit d'un «procès équitable», de grands doutes demeurent quant à la régularité de la procédure qui sera utilisée à l'encontre du leader rebelle kurde considéré par Ankara comme «l'ennemi public numéro 1». Dans les grands médias la cause est déjà entendue: Abdullah Ocalan, chef d'une «organisation terroriste sanguinaire» mérite le maximum, donc la peine de mort qui toutefois n'a plus été appliquée depuis 1984. La presse turque est coutumière de cette rhétorique. Les capitales occidentales veulent croire qu'un «procès dans le respect de l'état de droit» est possible, appelant Ankara à respecter tous les critères d'une

justice impartiale. Le conseil de l'Europe, ainsi que que plusieurs gouvernements, ont déjà annoncé vouloir envoyer des observateurs. Les autorités turques rétorquent «n'avoir de leçon de droit à recevoir de personne» et certains signaux ne laissent pas d'être inquiétants, dont les propos officiels, y compris dans la bouche du chef de gouvernement, sur «un procès très rapide».

«Il est très inquiétant d'entendre que tout pourrait être bouclé en quelques jours. Cela évoque une justice expéditive qui n'est pas la norme en Turquie, même devant les cours de sûreté de l'Etat. En apparence au moins, les droits de la défense y sont préservés. Les avocats peuvent s'entretenir avec leur client, consulter les dossiers et plaider à l'audience. Les verdicts sont néanmoins systématiquement très lourds quand il s'agit de militants kurdes, d'extrême gauche ou d'intellectuels jugés pour propagande séparatiste. Le problème

pour Öcalan comme pour tous les autres est représenté par ce type de tribunal, composé de 3 juges dont un militaire qui comme toute juridiction d'exception, ne donne pas la garantie d'un procès vraiment équitable», souligne Bénédicte Chesnelong, avocate plusieurs fois chargée de mission en Turquie pour la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme). La situation des droits de l'homme en Turquie reste préoccupante (lire ci-contre).

L'avocate se refuse néanmoins à considérer a priori qu'il ne pourrait y avoir pour Öcalan qu'une parodie de justice et attend de juger sur pièces. Les cours de sûreté de l'Etat de Turquie sont ouvertes, notamment aux journalistes. Des observateurs internationaux peuvent donc assister aux procès bien qu'officieusement. «Nous voulons croire que compte tenu de l'im-

«Je ne connais aucun cas où un membre du PKK a été porté devant la justice sans être torturé.»
Britta Böhler, avocate d'Öcalan

portance du procès et l'accusé, les autorités d'Ankara acceptent qu'il ait un caractère complètement public et transparent», souligne l'avocate française.

Les défenseurs d'Öcalan ont déjà commencé à mobiliser l'opinion internationale. Une stratégie de défense qui s'assume politique. Refoulée avant hier à son arrivée à l'aéroport d'Istanbul avec deux collègues néerlandais, l'avocate allemande Britta Böhler qui coordonne la défense du chef kurde en Allemagne, Italie et Pays-Bas, est véhémente: «C'est un signal très clair que la Turquie n'est en aucune façon intéressée par la tenue d'un procès équitable. Öcalan sera jugé par une cour de sûreté qui n'est pas un tribunal normal. En outre cinq avocats kurdes qui se sont proposés pour prendre sa défense ont été arrêtés.» Une plainte a été déposée à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg selon une procédure

d'urgence. «La façon dont Öcalan est arrivé en Turquie est illégitime», affirme la jeune femme. La cour rendra jugement mardi prochain. L'avocate n'a guère d'illusions sur les effets d'une telle décision: «La Turquie a été plusieurs fois

sermonnée pour son attitude sur les droits de l'homme et n'en a jamais tenu compte.» Elle s'inquiète des conditions de détention du leader kurde. «Je ne connais aucun cas où un membre du PKK a été porté devant la justice sans être torturé. Je trouve que l'Europe est extrêmement naïve de penser que, parce que l'attention du public est aussi grande, cela n'arrivera pas à Öcalan. Les Turcs ont des méthodes de torture perfectionnées qui ne laissent pas de traces» ●

MARC SEMO avec SOPHIE PERRIER à Amsterdam

La longue damnation d'un peuple sans Etat

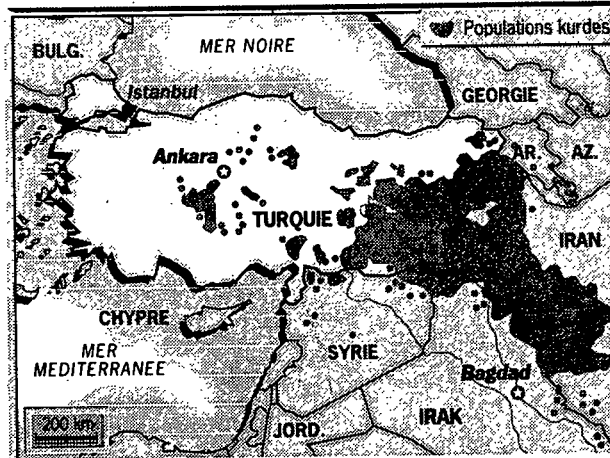
L'histoire des Kurdes est faite de tragédies, de divisions et d'un rêve jamais atteint.

Ses habitants l'ont rêvé, dessiné sur les cartes et célébré dans leur poésie tandis que ses guerriers – que se soit contre Houlagou, le grand envahisseur mongol, le sultan ottoman Mahmoud et plus récemment Khomeiny ou Saddam Hussein – ont péri par centaines de milliers pour leur cause. Pourtant, le Kurdistan n'existe pas. Il y a un peuple kurde qui a une présence de quelque trois mille ans, ce qui en fait l'un des plus vieux du monde. Il y a une langue écrite kurde depuis le début de l'islam (VII^e siècle après J.-C.). Il y a une culture kurde, dont une musique qui, selon certains spécialistes, pourrait être à l'origine du flamenco. Il y a même un drapeau kurde: trois bandes horizontales verte, blanche et jaune avec, au centre, un soleil. Mille ans après avoir été décrit par les historiens arabes comme un peuple totalement à part, les Kurdes le sont demeurés, poursuivant leur quête, au mieux d'une indépendance, au pire d'une véritable autonomie, qui leur permettrait d'échapper à cette damnation originelle, celle d'un peuple sans Etat. Précisément, comme le note Chris Kutschera (1), l'un des spécialistes de la question kurde, les mythes des origines font des Kurdes un peuple damné. Il le relève dans les traditions recueillies par le grand historien arabe Aboul Massoudi

(X^e siècle) et ses précurseurs arabes et perses. Celles-ci ont fait des Kurdes «tantôt un peuple de parias ou de proscrits, tantôt un peuple issu des amours coupables des concubines de Salomon avec le diable».

Massoudi fait aussi une remarque qui, mille ans plus tard, a toujours sa valeur: la vie et les mœurs des Kurdes sont étroitement liés à leurs montagnes. Celles-ci n'ont pas fait que tremper âmes et caractères; elles leur ont permis de survivre, de ne pas être exterminés comme les Arméniens, de ne pas disparaître en tant que peuple. Rachid ad-Din, l'historien des Mongols, faisait le même constat. Il notait que les féodaux kurdes n'avaient aucune stratégie, vivant isolés dans leur vallée, chacun se prenant pour l'empereur du monde. A voir les chefs kurdes d'aujourd'hui, on se demande si la roue du temps a tourné.

La légende de Saladin. Il y eut quelques chefs kurdes hors du commun qui surent réunir. Saladin fut le plus grand. Il lava la pire humiliation endurée par les Arabes en reprenant, en 1187, Jérusalem aux croisés. Par sa bravoure et une certaine clémence, il tissa une légende dorée que ses ennemis chrétiens enluminaient encore. Mais les Saladin furent rares, la



division tribale restant la règle. Cette division a un nom: la birakouji, la guerre des tribus. Chantée par les bardes, on la fait remonter à Mahomet. Bien sûr, cette féodalité, qui engendra tant de rivalités sanglantes, ne suffit pas à expliquer l'impossible création d'un Etat. Il y eut au moins deux autres bonnes raisons. L'une est la situation du Kurdistan, sur la ligne de fracture de trois mondes: turc, arabe et persan. L'autre est la question du pétrole. 1920, l'occasion ratée. Le rêve d'indé-



PATRICK AMINIAN CONTACT PRESS IM

Des réfugiés kurdes irakiens, sur la frontière avec la Turquie, en 1991. La vie et les mœurs des Kurdes sont étroitement liées à leurs montagnes qui leur ont permis de survivre en tant que peuple.

pendance éclôt véritablement au XIX^e siècle lorsque l'empire ottoman s'épuise dans son immensité. Les intellectuels kurdes de la Sublime Porte en préparent les fonts baptismaux. L'éclatement de l'empire, après la défaite de 1918, en offre l'occasion. D'autant que le président américain Woodrow Wilson déclare que «les minorités non turques de l'empire ottoman devraient avoir droit, sans entraves, d'opter pour un développement autonome». En 1920, le traité de Sévres entre la Turquie et les Alliés reconnaît le principe d'un Etat indépendant. Il prévoit la création d'une commission franco-anglo-italienne chargée d'«établir un plan pour l'autonomie locale des régions habitées par une majorité kurde» et envisage «l'adhésion volontaire à cet Etat kurde indépendant» des Kurdes habitants la région de Mossoul, riche en hydrocarbures.

La question du pétrole. Mais la mariée est trop belle et, surtout, sa dot pétrolière est trop riche. Aussi, les Britanniques, auxquels la Société des nations a confié un

Dans les traditions recueillies par l'historien arabe Aboul Massoudi (X^e siècle), les Kurdes sont décrits comme un peuple de parias ou issus des amours

coupables des concubines de Salomon avec le diable.

mandat sur l'Irak, ne sont-ils pas favorables à la création d'un Etat kurde, craignant de voir le pétrole de Kirkourk leur échapper. En Turquie, Atatürk a renversé le sultan, proclamé la République et s'est entendu avec les Alliés pour redessiner les frontières. En 1923, le traité de Lausanne abandonne les clauses de celui de Sévres. Le rêve kurde est émietté sur les frontières de Turquie, d'Iran, d'Irak et aussi de Syrie et d'Azerbaïdjan.

Dès 1919, ont commencé les premières révoltes des Kurdes d'Irak. En Turquie, Atatürk a commencé à éliminer les structures féodales kurdes, suscitant d'autres rébellions menées sous la bannière de l'islam. Les unes et les autres se poursuivront jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En 1944, éclate la première grande révolte nationaliste kurde conduite par Moustapha Barzani. Eché. Les parti-

sans kurdes irakiens refluent en Iran où ils viennent prêter main forte à l'éphémère république kurde de Mahabad créée en 1946. Elle est écrasée dans le sang. A présent, la tragédie kurde va surtout se dérouler en Irak.

«Général rouge». «Le Kurde n'a pas d'ami», dit un dicton, tout droit venu des montagnes. On le voit avec Barzani, pourchassé en Iran, condamné à mort en Irak, proscrit en Turquie. Il entre en légende et en clandestinité. Faux ami, l'URSS lui offre un refuge dans l'espoir de le manipuler. En 1958, le renversement de la monarchie irakienne permet au «général rouge», élu président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), d'être accueilli triomphalement à Bagdad. La lune de miel avec les républicains irakiens ne dure pas. De 1961 à 1966, guerres et pourparlers. L'accord du 29 juin 1966 reconnaît «les droits nationaux des Kurdes» et prévoit l'adoption du kurde comme seconde langue officielle. Vite caduc, il provoque la naissance d'une organisation rivale du PDK, celles de Jalal Talabani, dont les milices combattent avec les

forces irakiennes. Cette rivalité, aujourd'hui encore, déchire les Kurdes d'Irak. En 1970, la Constitution établit que l'Irak a deux peuples, arabe et kurde. La guerre reprend quand même. Les peschmergas («ceux qui vont au devant de la mort») de

Le 16 mars 1988, Saddam Hussein noie la ville kurde d'Halabja sous les bombes chimiques, tuant plusieurs milliers de civils. Au Conseil de sécurité, personne ne bronche.

Barzani, aidés par l'Iran et la CIA, n'ont jamais été aussi nombreux (environ 50000). Mais Saddam Hussein et le shah d'Iran signent en 1975 l'accord d'Alger. Téhéran cesse son aide à la guérilla qui s'effondre. «La rébellion kurde ne reprendra jamais», dit Barzani. Elle repart dès 1976. Elle re-

prend aussi en Iran avec l'instauration de la République islamique qui organise une terrible répression. Elle démarre vraiment en Turquie en 1984, orchestrée par le PKK. La guerre Irak-Iran donne un nouveau souffle aux rébellions. Bagdad aide les Kurdes d'Iran, Téhéran ceux d'Irak en lançant une série d'offensives pour les soutenir. Saddam Hussein réplique en faisant noyer, le 16 mars 1988, la ville kurde d'Halabja sous les bombes chimiques, tuant plusieurs milliers de civils. Au Conseil de sécurité, personne ne bronche. Paris se crève les yeux pour ne pas voir. D'autres tragédies sont à venir. En 1988, est lancée l'opération «al-anfal» (du nom d'un verset du Coran qui légitime le droit de s'emparer des femmes et des biens des infidèles), qui

ordonne l'élimination de toute vie humaine sur des milliers de kilomètres carrés. Selon le HCR, 4000 villages sont détruits. En 1991, le soulèvement kurde, encouragé par Washington, se termine par une nouvelle tragédie. Grâce à la guerre du Golfe, un réduit kurde, sous la protection des alliés, a pu se constituer dans le nord de l'Irak. Une indépendance *de facto*: est née: élections, Parlement, armée, douane. Mais les vieilles haines interkurdes ont survécu à tout. A leur tour, les partis kurdes, en se faisant la guerre, vont émettre un peu plus le rêve kurde. La damnation continue ●

JEAN-PIERRE PERRIN

(1) Chris Kutschera, *Le Kurdistan*, ed. Favre.

Athens in crisis over CIA link to Ocalan capture

Helena Smith in Athens

THE THREE senior ministers sacked yesterday by the Greek prime minister, Costas Simitis, were behind the failed operation to hide the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan in the Greek ambassador's residence in Kenya.

Mr Simitis was further embarrassed yesterday by new details of the role played by the CIA in Mr Ocalan's capture by Turkey.

The prime minister ordered the resignations after coming under heavy attack from his own MPs, who reportedly threatened to withdraw their support if he refused to go ahead with the sackings.

The reshuffle was a clear effort on his part to dispel the widespread — and growing — belief among Greeks that Athens helped Ankara arrest its most wanted man.

Yesterday a leading officer in Greece's Intelligence Service (EYP), Colonel Savvas

Kalenterides, who had been dispatched to Nairobi, said Athens had openly co-operated with the CIA to deliver Mr Ocalan to Turkey.

The claim brought more accusations of "treason" on Mr Simitis from Greeks. They have long regarded Mr Ocalan as a folk hero much like their own ancestors who fought against the Ottoman Turks.

Embarrassed as much abroad as he is at home, the Greek leader is concerned that the affair should not harm his government's main goal: securing the country's entry into the European single currency by 2001.

But hopes of the crisis being brought to a rapid end were thrown into doubt yesterday by parting remarks from the outgoing ministers.

In lengthy statements, the three ministers said the government had little control over the Greek intelligence service.

The sacked foreign minister, Theodore Pangalos, said Greece had been under

'The pressure was not tough, it was vulgar. They did not mince words'

intense pressure from the international community, including Washington, which has admitted playing an "indirect" role in facilitating Mr Ocalan's capture.

He said Athens had not wanted to become involved in the affair, fearing it would threaten its chances of joining monetary union if a war with Turkey was triggered.

But he said it had been forced to do so when a group of nationalist socialist MPs flew the Kurdish leader to Greece on February 2, after he had been turned away by Russia.

Insiders close to EYP said Mr Simitis immediately gave orders for Mr Ocalan to be

expelled from the country.

Mr Ocalan was taken to a villa outside Athens where the head of EYP told him of Mr Simitis's decision — but not before the news had allegedly been leaked to the CIA.

Reports by the US state department describe Athens as home to some of Europe's most dangerous terrorist groups — and Washington is said to have seized on the opportunity to let Greece prove its new tougher credentials.

"The pressure was not only tough it was vulgar, they didn't mince their words," said Serafeim Findanides, editor of the daily *Eleftherotipia*.

"At first Washington wanted Athens to hand Ocalan straight over to the Turks. When it said it couldn't do that, the bargaining began and Kenya was chosen as a face-saving solution."

Yesterday, Mr Ocalan's Greek lawyer, Failos Kranidiotis, said that despite denials from Athens, the rebel leader was forcibly ejected from the embassy in Nairobi.

"They were so keen to get him out of the mission that it was even suggested that he be drugged and delivered to the Turks," he said.

Mr Ocalan is said to have finally agreed to leave the compound after Mr Pangalos rang to tell him the embassy was about to be stormed by Kenyan security forces.

«L'Europe est complice d'Ankara»

A Paris, révolte et incompréhension de la communauté kurde.

«**L**a parole est finie.» Pour toute réponse, Georg traduit en français la «une» de son journal. Sous la moustache drue, son index barre une bouche obstinément close. De sa main droite, il tient un pistolet imaginaire: la prochaine étape, annonce-t-il. «Les

Européens l'ont vendu. Hypocrites. Ils n'ont rien à dire. Les droits de l'homme ne comptent pas devant l'intérêt économique. L'Europe, les Quinze sont complices», grince-t-il, avant de se murer dans les pages d'*Ozgur Politika*, un quotidien kurde édité à Francfort.

«**Calmer le jeu.**» Ces jours-ci, il est difficile de parler aux Kurdes parisiens, tant leur révolte est grande. Elle explose contre la Turquie en adjectifs de colère, «*monstrueux, inhumain, dégradant*», à la vue d'Ocalan attaché à son siège dans l'avion qui le ramène à Ankara,

baïllonné, probablement drogué. Elle éclate en accusations contre l'Europe, «*complice de son départ en Italie*», contre Chirac, «*convaincu*» que le procès d'Apo devant un tribunal d'exception sera équitable, contre les journalistes qui «*viennent trop tard*» et ont at-

tendu la capture d'Öcalan pour s'intéresser aux Kurdes, «un peuple de 30 millions de personnes, quand même», dit Fezidun, un Turc torturé dans son pays pour avoir soutenu les Kurdes. Comme ce militant kurde d'Irak, réfugié en France depuis vingt-sept ans, qui rage: «Je n'ai pas envie de parler aujourd'hui. Tout ça me dégoûte.» Puis la révolte s'éteint en désespoir, pour rappeler qu'«on a tous un ami, un frère qui a été torturé, emprisonné, ou dont le village a été brûlé par les Turcs». Et, partout, chez les proches du PKK - très nombreux parmi les 100 000 Kurdes réfugiés en France -, chez les sympathisants des autres partis, chez les Kurdes d'Irak et d'Iran, l'incompréhension et le sentiment d'injustice sont les mêmes devant ces Européens si empressés à voler au secours des Kosovars mais qui oublient les vieux malheurs du Kurdistan. L'ethnologue Mehmet Alidogan, en France depuis douze ans, est kurde et alévi, une communauté proche du chiïsme et donc persécutée à double titre. En Turquie, il a été emprisonné

six ans, avant d'être décrété innocent. Mais il garde son calme. Venant de Montpellier, où il exerce la fonction de médiateur, il est arrivé à Paris jeudi, pour «calmer le jeu». A Paris, comme à Strasbourg et à Marseille, des «comités de crise» ont été mis en place en catastrophe pour tenter d'apaiser la colère kurde. La photo du chef trône au mur. **Mandela, Arafat.** Des fax et des appels y arrivent du monde entier, dont beaucoup de Français, notamment des enseignants. Teneur des messages, raconte Mehmet: «On veut vous aider, tenez bon, résistez.» «Öcalan n'est pas un prophète et les Kurdes ne sont pas religieux. On dit que c'est un chef de culte, mais ce n'est pas vrai. Aujourd'hui, il représente un espoir de paix», estime Mehmet, entre dix coups de fil et avant de courir, en médiateur, à l'Unesco, occupé hier matin par une centaine de Kurdes. «En Europe, les Kurdes deviennent des bombes. Ils ne comprennent pas que l'Europe prépare ses avions pour la Serbie, que personne n'accuse Israël, qui a tué cinq personnes à Berlin (en fait trois devant le consulat d'Israël, ndlr).»

Chez ces Kurdes, que l'on dit si divisés, l'enlèvement d'Öcalan a eu un effet fédérateur. A Marseille ou à Albi, dès la nouvelle connue, les Kurdes d'Irak ont été les premiers à manifester. Tous, y compris ceux qui voient en Apo un terroriste, tiennent à rappeler qu'Arafat et Mandela ont été des terroristes, avant de devenir chefs d'Etat, que l'IRA fut un mouvement terroriste et que l'ETA l'était encore, il y a quelques semaines. Beaucoup, aussi, comparent le sort du Kurdistan à celui de l'Algérie, et leur lutte à celle du FLN, que l'enlèvement, en 1956, de Ben Bella n'avait pas éteinte, au contraire. «On appelle au calme, mais combien de temps pourra-t-on retenir les 100 000 Kurdes de France et les 700 000 d'Allemagne?» interroge Mehmet Alidogan, qui répond: «L'Europe doit dire aux Turcs de respecter les droits de l'homme. Elle doit faire pression pour qu'Öcalan soit jugé comme un chef de guerre.» «C'est un leader incontesté. Pour lui, 40 000 personnes ont dormi à Rome, dehors, dans un froid glacial quand il était en

Italie en novembre», enchaîne Djemal Djuma. Ce jeune juriste de la deuxième génération, qui avoue, sans fausse honte, ne pas avoir apprécié ses rares séjours au Kurdistan, dit aussi que tous les partis kurdes qui ont lâché la lutte armée ont été décimés. D'où cette formidable solidarité, venue de tous les partis et de tout le Kurdistan. «Des milliers d'Öcalan sont aujourd'hui prêts à prendre sa succession, sur les mêmes positions. La question kurde existait avant lui, elle existera après», répète Djemal.

«Ils veulent la guerre.» «La guerre, les armes.» Les mots sont sur toutes les lèvres. Et dans beaucoup de regards. «Nous appelons notre peuple à garder son sang-froid et à rester vigilant à l'égard de toutes les provocations. Tous les actes nuisant à l'ordre public doivent cesser immédiatement», demande le communiqué du Front de libération nationale du Kurdistan, publié jeudi. «Mais ce sont les Turcs qui veulent la guerre. Qu'est-ce que vous voulez faire?» interroge Djemal, un des auteurs de ce communiqué ●

BÉATRICE BANTMAN

Ankara durcit la répression contre les Kurdes, mais lance un appel à la «fraternité».

Istanbul de notre correspondant
Des manifestations sporadiques en faveur d'Abdullah Öcalan continuent en Turquie, où un protestataire a été tué par balles à Kiziltepe, près de la frontière syrienne. Mais trois jours après l'incarcération du chef des rebelles kurdes, les jubilatons nationalistes commencent à se calmer dans l'opinion publique turque, et Ankara semble hésiter entre deux options sur la question kurde. Durcir la répression pour tenter d'éradiquer un mouvement kurde affaibli ou ouvrir la voie à une solution politique. Le président de la République Suleyman Demirel a lancé un appel pour la «fraternité», dans lequel il demande «la réunion extraordinaire du Parlement pour légiférer sur la loi des repentis», qui pré-

voit des réductions de peine aux militants du PKK qui se rendraient aux autorités turques. Il a qualifié d'«enfants de la patrie» «les jeunes qui sont dans les montagnes et qui ont été trompés». Dans une interview accordée au quotidien *Milliyet* (700 000 exemplaires, centre-gauche), le chef de l'Etat évoque à propos d'Öcalan «un jugement équitable et transparent où les droits de la défense seront respectés», ajoutant que «l'image de la Turquie au sujet des droits de l'homme devra être transformée». Les chaînes populaires de télévision privées et la presse écrite proche du pouvoir ont également lancé des campagnes pour «soutenir le Sud-Est anatolien»: «Hommes d'affaires, artistes, journalistes, sportifs, tous au Sud-Est!» lance Show TV. La carence explicite d'une référence directe ou indirecte au mot kurde dans ces campagnes laisse perplexes les

observateurs.

La mise en garde à vue de plus de 250 dirigeants et cadres nationaux et locaux de Hadep, le parti légal prokurde menacé d'interdiction, le renforcement depuis jeudi des opérations de l'armée turque dans les régions kurdes et au nord de l'Irak, l'interdiction de séjour des avocats étrangers d'Öcalan, menacé d'un procès expéditif dans l'île-prison d'Imrali, près d'Istanbul, représentent en revanche autant de signes d'un durcissement. «La Turquie est un Etat fort, le rôle de notre pays est devenu plus important depuis la fin de la guerre (contre le PKK, ndlr)», a estimé le Premier ministre Bulent Ecevit. Le grand quotidien populaire *Sabah* (droite libérale) publiait vendredi une grande photo d'Öcalan menotté prise devant le

drapeau turc dans sa prison: appuyé Ankara dans sa traque d'Öcalan, fait la distinction entre les revendications des quelque 15 millions de Kurdes de Turquie et les actes violents du PKK. «Si Ankara reconnaît que le vrai problème n'est pas celui d'Öcalan ni voire celui du PKK, il doit alors trouver une nouvelle voie, de nouvelles méthodes, pour clore les 74 années de souffrances des relations turco-kurdes», estime un intellectuel kurde, qui n'est pas très optimiste. Le 18 avril prochain, les Turcs iront aux urnes pour des élections législatives anticipées. La question kurde en sera de fait l'un des principaux enjeux. Le parti Hadep pourra-t-il se présenter et réussira-t-il à dépasser la barre légale de 10 % des suffrages. Une représentation aux autorités les interlocuteurs pour une solution politique. L'interdiction de ce parti, dont la procédure est déjà commencée, ne ferait que radicaliser d'une telle solution, car «la violence séparatiste a nettement di-

minué». L'Europe demande un procès équitable et la reconnaissance des droits fondamentaux des Kurdes de Turquie. Même Washington, qui a

How the Turks Helped Their Enemies

By Peter W. Galbraith

WASHINGTON
Captured by Turkish commandos in Nairobi, the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan now awaits trial and possibly the death penalty on a prison island in the Marmara Sea. For 15 years his Kurdistan Workers Party, or the P.K.K., led an insurrection that won widespread support from Turkey's 15 million Kurds and cost 30,000 lives. Mr. Ocalan's capture crowns a Turkish military campaign that in recent years has dealt severe blows to the insurgent cause.

As Mr. Ocalan unsuccessfully sought sanctuary in the months before his capture, he signaled an ever more desperate desire to make peace with Turkey. He publicly renounced the P.K.K.'s goal of a Kurdish state in southeast Turkey and privately indicated that he would settle for the right of his Kurdish allies to participate in Turkish politics.

His pleas fell on deaf ears. The Clinton Administration proclaimed him to be a terrorist who should stand trial in Turkey, and Turkey had little interest in negotiating with an adversary who was on the run. If the Europeans had a different stance (the Italians refused to extradite Mr. Ocalan, who stayed near Rome as an

Repression of moderate Kurds fuels a rebellion.

unwelcome guest for some months), they lacked the confidence or the courage to advance it.

Mr. Ocalan has much to answer for, including the cruel conduct of a guerrilla war in which Kurdish civilians, among them teachers and social workers, were assassinated for being collaborators with the Turkish Government.

But in the eyes of many Kurds, Turkey's equally brutal response —

Peter W. Galbraith, a former Ambassador to Croatia, is a professor at the National War College.

including the destruction of some 3,000 Kurdish villages and hamlets — undermines its moral authority to try Mr. Ocalan. Turkey should avoid the colossal error of making him a martyr by hanging him, and Prime Minister Bulent Ecevit has wisely stated his opposition to the death penalty.

Turkey should now take bold steps to end the insurgency by addressing Kurdish grievances. By squelching all other Kurdish political expression, Turkey made Mr. Ocalan the only authentic voice of Turkish Kurds. This can be reversed by ending the harassment of the one legal Kurdish party, and by ending the ban on other parties.

Turkey routinely jails Kurdish politicians for activities that would be protected speech in democratic countries. Leyla Zana, who was a member of Parliament for a Kurdish party that is now banned, is serving a 15-year prison sentence for such offenses as appearing before an American Congressional panel and wearing a scarf with the Kurdish national colors. Freeing jailed politicians would allow elected Kurdish voices to compete with, and over time drown out, Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party.

For 70 years the Turkish Republic denied the existence of a Kurdish identity, insisting on calling the Kurds "mountain Turks." (In fact, the Kurds are linguistically and ethnically distinct from Turks and Arabs, and more closely related to Persians.) Only in 1991 did the country's President at the time, Turgut Ozal, himself half Kurdish, repeal a law making it a crime to speak the Kurdish language.

Turkey should commit itself to a dialogue with elected Kurdish leaders about linguistic and cultural rights. The Kurds should be allowed to publish and broadcast in their own language and even to have some schooling in Kurdish — rights that are routinely guaranteed to minority groups in the Europe that Turkey aspires to join.

Although it would be politically difficult, Turkey should now reach out to the remnants of the P.K.K. Amnesty, combined with a jobs program, could help induce guerrillas to come home from bases in Syria, Leb-

anon and Iraq. There is no point in leaving them poised to fight another day; nor does it make sense to have seasoned and embittered guerrillas in places controlled by potentially hostile neighbors. Further, while Turkey will not negotiate with Mr. Ocalan, it should not exclude a dialogue with his lieutenants if that would contribute to disarming and disbanding their fighters.

For Turkey, more is at stake than the end of a nasty and costly war. Its mistreatment of the Kurds has been the principal argument used to keep Turkey out of Europe. A settlement would eliminate that objection, even if it wouldn't immediately open the door to the European Union. Syria, Iraq and Iran have used the Kurds to undermine the Turkish Government and to extract concessions. Making peace with its own Kurds would reduce those countries' opportunities to fish in troubled waters.

The United States has proved itself Turkey's most reliable friend, as well as its biggest cheerleader for the effort to capture Mr. Ocalan. And the Administration has been relatively lenient in confronting Turkey's human rights violations. This support creates diplomatic capital that the United States should now spend to promote a Turkish-Kurdish peace.

Such prodding will require sensitivity. While Turkey represses its own Kurds, its cooperation is essential to an American-led mission to protect Iraq's Kurds from renewed genocide at the hands of Saddam Hussein. Most important, the United States can be a true friend by reminding Turkey that a battlefield victory is not the same as peace. □

THE NEW YORK TIMES

SATURDAY, FEBRUARY 20, 1999

U.S. Helped Turkey Find and Capture Kurd Rebel

By TIM WEINER

WASHINGTON, Feb. 19 — The United States worked for four months to help Turkey arrest Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader, American officials said today.

American diplomatic pressure backed by intelligence-gathering helped to put Mr. Ocalan in flight from a safe haven in Syria, to persuade nation after nation to refuse him sanctuary, and to drive him into an increasingly desperate search for a city of refuge, the officials said.

"We as a Government tried to figure out where he was, where he was going, and how we might bring him to justice," a senior Administration official said.

Like Turkey, the United States, whose involvement in Mr. Ocalan's capture was reported today by The Los Angeles Times, considers Mr. Ocalan a terrorist. He leads the Kurdistan Workers Party, which has fought against Turkey for 15 years seeking autonomy for the Kurdish people. Some 37,000 people have died in that fight.

The United States has an increasingly close military and intelligence relationship with Turkey, which lets American pilots fly missions against Iraq from a NATO base in Incirlik. That post also serves as an electronic-eavesdropping station for Americans to spy on Iraq.

Mr. Ocalan's arrest on Monday led to furious protests by Kurdish demonstrators, who attacked Greek consulates and embassies across Europe and tried to storm the Israeli Consulate in Berlin on the strength of rumors that Greece and Israel had been involved in his capture. So far, the United States has not been a target of their anger, although the State Department urged Americans traveling overseas to take precautions.

Since October, Mr. Ocalan had been on the run — from Syria to Italy to Russia to Greece. He finally landed in the Greek Embassy in Nairobi, Kenya, on Feb. 2.

It was a poor choice of hideouts. More than 100 American intelligence and law-enforcement officers, along with Kenyan security officials, are in Nairobi investigating the terrorist bombing of the American Embassy there in August, which took 213 lives.

Members of that team quickly discovered that Mr. Ocalan had arrived in Nairobi, American officials said. They placed the Greek Embassy under surveillance and monitored his cell phone conversations while he placed calls to political contacts, seeking sanctuary.

Despite American insistence in the last few days that the United States had no "direct involvement" in the Ocalan case, the surveillance information gave Turkish commandos the chance to capture Mr. Ocalan with the help of Kenyan security officers, the officials said. The Turkish Prime Minister, Bulent Ecevit, said today that a Turkish commando team flew to Nairobi after receiving a tip from another country, which he would not identify. The commandos captured Mr. Ocalan after he agreed to be driven to the Nairobi airport by a Kenyan security officer working with the Turkish squad.

It was the end of a long journey, one that American diplomatic and intelligence officers monitored closely. From October onward, as Mr. Ocalan sought shelter in Russia, across Europe and in Africa, American diplomats and intelligence officers sought to cut off his escape routes, according to officials here.

They warned their European and Russian counterparts of the consequences of sheltering Mr. Ocalan, saying: "If you've got him, what are you going to do with him?" according to the senior American official, who demanded anonymity.

Mr. Ocalan had spent much of the last 15 years in Damascus, Syria. In October, Turkey stepped up pressure on the Syrian Government to expel him, threatening military action. The United States issued a parallel private demand.

On Oct. 9, Syria put Mr. Ocalan on a plane to Moscow. Israeli intelligence monitored his departure from Damascus, officials said. But the Israeli role in the Ocalan case did not involve trapping him in Nairobi, according to American officials, who would be unlikely to reveal such a role if it existed. Israel has taken pains to deny having any part in his capture, including a rare statement from its foreign intelligence service, the Mossad.

On Nov. 2, after a month seeking a political base in Europe, Mr. Ocalan flew from Moscow to Rome and into the hands of the Italian authorities,

who held him on a German warrant charging him with terrorism.

"We spent a good deal of time working with Italy and Germany and Turkey to find a creative way to bring him to justice," the senior Administration official said.

But none was found. Germany dropped the charge, fearing the kinds of protests and riots that have erupted since his arrest. Italy was loath to turn Mr. Ocalan over to Turkey, where he could face a death sentence for treason.

Mr. Ocalan left Italy secretly on Jan. 16, flying to St. Petersburg, then seeking a way back into another European country, officials said. He found one on Jan. 30, when he flew to Athens in a private plane obtained by Andonis Naxakis, a retired military officer who, like many of his countrymen, sympathizes with the Kurdish cause, according to Greek officials.

Two days later, on Feb. 1, Greek officials, uneasy with the fugitive on their hands, told him to try flying to the Netherlands, where he could seek a hearing at the International Court of Justice. The Dutch authorities barred his plane, so Mr. Ocalan returned to Greece. The next day, he flew with a Greek official and four aides to Nairobi, where the Greek Government had agreed to shelter him temporarily at its embassy.

The American and Kenyan intelligence and law-enforcement team in Nairobi quickly detected Mr. Ocalan's presence and reported it to Turkey, United States officials said.

After two tense weeks in the Greek Embassy, Mr. Ocalan was told he could fly to Amsterdam. He got into a jeep driven by a Kenyan security officer, supposedly bound for the airport.

"When he got into the car on his own, he looked worried," his interpreter, Nucan Derya, told the Reuters news agency today. "I think he understood that there was something dangerous going on."

His instincts were good: the Kenyan driver delivered him into the arms of the Turkish commando team. He is now being held for interrogation and trial on a Turkish island in the Sea of Marmara.

THE NEW YORK TIMES, SATURDAY, FEBRUARY 20, 1999

The Kurds have lifted the veil

We have been blind for far too long to the plight of the Kurdish people, says **Harold Pinter**.

It is time we saw their courage and realised that what is at stake is freedom of expression, too

The extraordinary response of Kurds worldwide to the arrest of the Turkish Kurds' guerrilla leader Abdullah

Ocalan demonstrates the depth of the despair of a people who have been degraded, humiliated and treated as an inferior race for decades. But the storming of embassies and the self-immolation of a Kurdish teenager in London also express the resolution and passion of a people who have been ignored for so long.

In the Today programme on BBC Radio 4, Professor Norman Stone described Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), as a thug. The thug, in my view, is the Turkish state. Predictably, it has been obstructing Ocalan's lawyers' entry to Turkey. Will the US and UK object to this clear violation of human rights?

The appalling repression of the Kurdish people in Turkey is generally unreported in the British media and virtually ignored at Government level. Vast numbers of Kurdish villages have been destroyed and their inhabitants displaced, thousands of people tortured and murdered.

It is only recently that the Kurds were allowed to speak their own language in public. The use of Kurdish in education, broadcasting and publishing is prohibited. Anyone publishing, or attempting to publish, an objective historical analysis of the Kurdish situation is subject to prosecution and imprisonment. Torture is, in fact, commonplace, particularly in police stations.

According to International PEN, there are more writers and journalists in prison in Turkey than in any other country in the world, with the exception of China.

Turkey is a military, totalitarian regime masquerading as a democracy. State terror is systematic, savage, merciless. All efforts on the part of the Kurds to bring about a political rather than a military resolution to the

conflict have failed and the international community has shown little interest.

Turkey is a member of Nato, the US subsidises its army to the hilt, and of course the country provides rich business opportunities for all Western "democracies".

Every time the name of Ocalan occurs in the British press it is accompanied by the figure "30,000 dead in the last 14 years". The implication is that Ocalan has brought about these deaths. The PKK has certainly killed, and has also committed atrocities, but the overwhelming number of these 30,000 deaths, not to mention widespread mutilation and rape, are the responsibility of the Turkish military.

It's the same old story. Since Iraq and Iran are "anti-Western" regimes, the Kurds in those

countries are described as victims, or — if they resist — freedom fighters. Since Turkey is a member of Nato, and a "loyal ally", the Turkish Kurds are described as terrorists.

This issue is not simply a question of what is happening to the Kurds but also of what is happening to freedom of expression and independent thought.

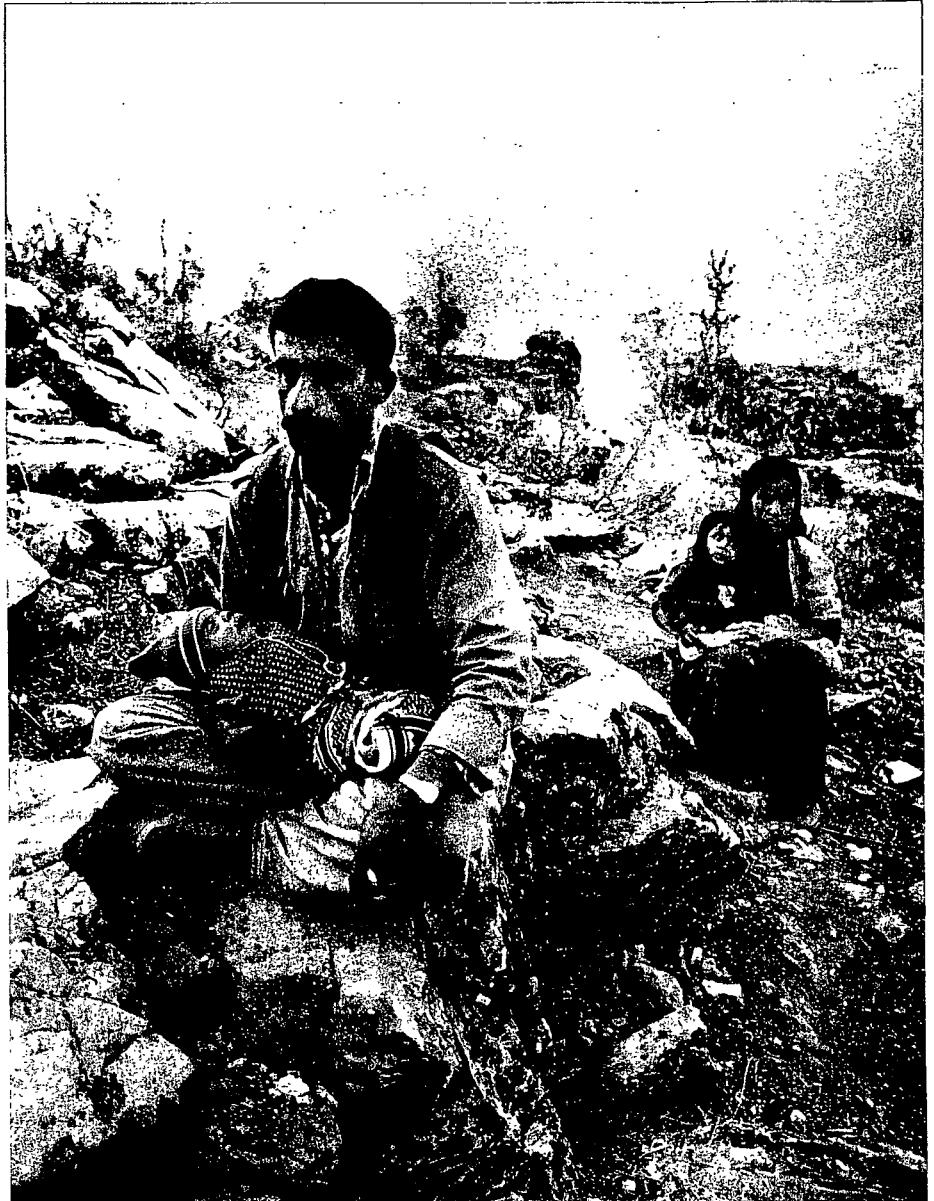
Something has been occurring beneath our very noses in Turkey for years: many thousands of people confront substantial and persistent persecution and yet we read little about it in the press and our Government is silent while trade with Turkey flourishes.

At last, the protests have brought some recognition of what is actually going on in Turkey. The considerable numbers of demonstrators at

embassies throughout Europe are neither terrorists, nor guerrillas, nor subversives.

For them, Ocalan is not a thug but remains a deeply respected — and to a great extent loved — leader in their fight to preserve their culture and identity. These Kurds are ordinary, mostly very poor people who have had their fill of oppression, indifference and humiliation. Their ulcer has burst.

They are people of immense pride, dignity and courage. Their plight desperately calls for recognition and support. As I write this, the chants of the Kurds outside the Greek embassy just around the corner reach me. They are chanting "Apu," Ocalan's nickname. These people have been ignored for so long. They cannot, and will not, be ignored any longer.



Vast numbers of Kurdish villages in Turkey have been destroyed and their inhabitants displaced, thousands of people tortured and murdered

PHOTOGRAPH BY PAUL O'DRISCOLL

Saturday February 20 1999 The Guardian

THE KURDS

An ancient tragedy

How 25m Kurds pursue a goal that nobody else wants them to reach

THEIR history is full of tales of persecution, betrayal and desperate flight. But few Kurdish fables are as dramatic as the capture of Abdullah Ocalan, the leader of Turkey's Kurdish rebels.

Mr Ocalan had been on the run ever since Turkish sabre-rattling forced him from his hideout in Syria last October. First he fled to Russia, then to Italy, where he was arrested. Two court cases and two quashed arrest warrants later, he set off for a new refuge, chased by the press and, it turns out, by the Turkish secret service. With Russia, the Netherlands, Switzerland and Germany all unwilling to harbour him, he found himself on a plane above Europe with nowhere to land. The Greek authorities allowed him to refuel in Corfu before smuggling him onwards to the Kenyan capital, Nairobi. There, on February 16th, as he drove to the airport, apparently under the impression that he would be travelling to the Netherlands, the Turkish government somehow managed to lay its hands on him. He ended up in a prison fortress in Turkey, awaiting trial on charges of treason, and a possible sentence of death. The fact that Mr Ocalan was abducted while supposedly being escorted across Nairobi by Greek diplomats has triggered a wave of Kurdish fury against Greece (where pro-Kurdish sentiment runs high) and cost the jobs of three Greek ministers, plunging the government into crisis (see page 46).

In muddled protest at his arrest, Mr Ocalan's supporters stormed 21 Greek embassies and consulates, three Kenyan ones and two United Nations buildings. Five protesters set themselves on fire. Three Kurds were killed when they tried to break into the Israeli consulate in Berlin.

Even for Kurds who have nothing to do with Mr Ocalan's Kurdistan Workers' Party (PKK), the demise of anyone struggling so hard for Kurdish political rights was cause for considerable dismay. As one gloomy Syrian Kurd put it, "He is a symbol for Kurds everywhere, not just in

Turkey... and now he is finished."

But for most Turks, Mr Ocalan is a symbol of the 15 years of mayhem and the 30,000-odd lives, both civilian and military, that his rebellion has cost. His capture was cause for joy. A special evening edition of *Hurriyet* trumpeted, "Victory: Turkey showed the world it was a great state by capturing the baby-killer." Women whose sons had been killed fighting PKK guerrillas handed out festive pastries to passers-by or rushed to cemeteries to celebrate before their children's graves. In a triumphant televised address, the prime minister, Bulent Ecevit, declared, "We had promised that the state would catch him. We have kept our promise."

True enough. But for all Mr Ecevit's delight and the demonstrators' sorrow, Mr

Ocalan's capture will not put an end to the political aspirations of Turkey's 15m Kurds. His flight across Europe and Africa, and his subsequent capture, have already attracted more international attention to their plight than the years of bloodthirsty insurrection. The trial promised by Turkey will intensify the scrutiny. Indeed, the spectacle of Mr Ocalan in the dock is likely to galvanise Kurds beyond his own movement and his own country. The more attention he gets, the harder it will be, not just for Turkey, but for Iraq, Iran and Syria too, to continue to deny their Kurdish citizens any form of political or cultural expression.

Turkey's ever-suppressed minority

However, neither Mr Ecevit, in the middle of an election campaign, nor Turkey's generals, who have fought so long to defeat the PKK, will be denied the glory of a show-trial. Mr Ecevit told Turks that Mr Ocalan would "pay the price of his actions to the independent Turkish courts". Those courts, however, have never taken a very independent view of any form of Kurdish self-assertion.

In early February, the government began prosecution of the People's Democratic Party (Hadeep), the main party that currently dares to demand some rights for Turkey's Kurds. Three other pro-Kurdish parties have been banned in the past decade alone, and both education and broadcasting in Kurdish remain illegal. So Mr Ocalan's non-violent crimes—calling at first for an independent Kurdish state, and more recently for Kurdish autonomy—are almost certain to earn him a guilty verdict.

If Mr Ocalan deserves his fate, it is not for his aims but for his methods. The PKK operates with as little democratic spirit as its Turkish tormentors. Teachers who ignore orders to shut down their schools, or businessmen who refuse to pay "taxes", are beaten up, or worse. PKK militants have killed many civilians, both during campaigns in the south-east and in bomb attacks in Istanbul. Mr Ocalan has remained the foremost proponent of Kurdish rights simply because the Turkish courts have silenced more moderate voices.

With Mr Ocalan out of the picture and the PKK inevitably in disarray, Mr Ecevit could try to cut a deal with the Kurds from a position of strength. Even before his capture, Mr Ocalan was gearing up for a compromise. He spoke of calling a ceasefire



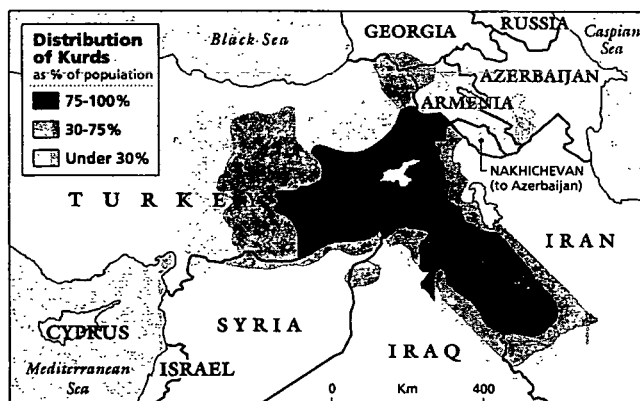
Protesting, under the eye of their champion

and offered to give up the armed struggle altogether if the Turks conceded certain "minority rights". This was a far cry from the independent Kurdistan that he used to demand.

Exiled PKK supporters in Europe have been toying with the idea of reinventing themselves as peace makers and bidding for some form of self-rule within Turkey, much as the Palestine Liberation Organisation has done in Palestine. With the army's ruthless campaign against the guerrillas in south-eastern Turkey paying dividends, and the PKK's allies in Syria and Iraq keeping their distance in the face of Turkish intimidation, the PKK is probably ready to talk.

But Mr Ecevit's record as an ardent nationalist suggests he will not rise to the bait. It was he who during a previous stint as prime minister ordered the Turkish invasion of Cyprus in 1974. Such displays of strength tend to go down well with Turkish voters, many of whom harbour the suspicion that the rest of the world is out to hobble their country.

Turkey's browbeaten media carry barely any critical discussion of the harsh policy against the Kurds, but give great play to the PKK's many alleged atrocities, leaving most Turks with nothing but contempt for Kurdish pleas for better treatment. So any candidate proposing a compromise in April's general election will probably lose



votes. Hadeep's travails suggest that the authorities take a dim view of even the mildest form of Kurdish nationalism. And Turkey's powerful generals abhor the idea of granting concessions, especially when the military tide is running in their favour.

But tides turn. The Turkish army has razed more than 3,000 villages since 1992 in an effort to deprive the PKK of shelter and succour. This tactic, along with the constant patrolling of some 50,000 troops and military expenditure of \$8 billion a year, has succeeded in reducing the guerrillas to perhaps 8,000 men and severely restricting their movements. But it has also put pressure on the government's finances, destroyed the agricultural economy of the south-east, and driven a generation of Kurds, unemployed in the government's fortified hamlets, into the arms of the PKK.

The army's incursions into northern

Iraq, and its recent deal with the two Iraqi Kurdish militias, have reduced, but not eradicated, the PKK's presence across the border. The hard-pressed and now leaderless remnants of the PKK could lash out with a new, violent bombing campaign in Turkey's cities. So long as there are hills for the guerrillas to hide in, and regimes that are willing to offer them occasional shelter, the army is unlikely to succeed in wiping out the PKK.

Turkey is even less likely to silence an increasingly insistent

clamour for fair treatment of its Kurds. America, which relies on Turkey as a bulwark against Iraq and Iran, officially brands the PKK a terrorist group and has welcomed Mr Ocalan's arrest. But European countries, which are home to the bulk of the 1m-strong Kurdish diaspora, have followed a friendlier line towards the Kurds. The European Union put Turkey at the bottom of the league of applicants for membership last year in part because of its dismal record on human rights.

The PKK finances a sophisticated propaganda machine, partly through its profits from the smuggling of drugs and people from Turkey to Europe. Witness the co-ordinated wave of protests across the continent on February 16th. Med-TV, a Kurdish satellite channel sympathetic to the PKK, has helped galvanise Kurdish exiles. The diaspora will doubtless not only continue to

The UN's own little Kurdish state

SHAH OMAR, IRAQI KURDISTAN

LIKE all Kurds, the headman of Shah Omar village has no shortage of grim tales to tell. He describes how his tiny settlement, nestled in a tree-lined hollow amid the bare and windy hills of Iraqi Kurdistan, has been razed four times in his lifetime alone. Where other farmers might complain of poor rains and errant sheep, his stories are peppered with helicopter gunships, slaughtered livestock, forced deportations, missing relations and the various genocidal campaigns of Iraq's President Saddam Hussein. But when he comes to the past two years, the tone changes completely: the villagers have never had it so good, he says, thanks to the United Nations.

All over northern Iraq locals sing a similar paean to the UN administrators who in effect run the region. In Shah Omar, the headman explains, different UN agencies laid the road to the village, handed out building materials for the houses, put up a school and house for the

teacher, supplied special high-yield seeds and spare parts to farmers, vaccinated both children and livestock, and set about clearing nearby minefields.

In other towns and villages, the UN has built bridges, clinics, water and sewage systems, irrigation networks, sheep-dips, student hostels, slaughterhouses and public baths. Most important of all, the UN hands out a monthly ration to everyone, and distributes medical supplies to hospitals and clinics.

The money comes from the oil-for-food programme, whereby Iraq is allowed to sell oil despite the UN embargo in order to buy humanitarian goods. Under the terms of the deal, the government of Iraq must set aside 20% of the revenue (after deductions for reparations and administrative costs) for the Kurdish areas. Whereas in Iraq proper the government handles the distribution of goods bought under the programme, in Kurdistan the UN is in charge.

Kurdistan does in fact have a local administration of its own, geographically divided between two squabbling militias. Until now, they have made their presence felt chiefly through their many checkpoints. To be fair, the richer of the two factions is building a huge new stadium in Arbil, its "capital", and has repaved much of the road to the Turkish border, which is a boon to the lucrative smuggling trade. But such prestige projects make no impact on villagers in places like Shah Omar, who say that the faction provides them with no services save a schoolteacher, who is often absent.

Gradually, the KDP and the PUK, the two factions, are spending less time fighting each other and more in getting involved in the detail of government. When the local UN head first arrived, he had to make all the decisions himself; now, he says, the local advisory committees try to lay down the law. All but the most senior UN staff is Kurdish. Both factions boast "governments" and "ministries", complete with urbane officials in Dior ties. And the standard of living in Kurdistan is the envy of every Baghdadi.

give handsomely (London's 25,000 Kurds provide \$800,000 a year, it is said), but also lobby foreign governments for stronger diplomatic support. The furore of the past few days will only win more attention for the Kurds and their complaints.

The wider suffering

The Turks are not the only ones trying to sweep the Kurds under the carpet. The world's 25m Kurds are often described as the biggest ethnic group without a state, and are certainly one of the longest-standing. Since the allies dropped their pledge of a Kurdish state, made after the first world war, the Kurds have been divided mainly between four inhospitable countries: Turkey, Syria, Iran and Iraq.

In Syria, successive governments have been trying to dilute the influence of their Kurdish minority, who number perhaps 1m in a population of 15m. A 1961 census stripped over 100,000 Kurds of their citizenship, on the ground that they were actually refugees from Turkey. The next year, an ambitious resettlement programme set out to hand Kurdish land to Arabs under the guise of land reform. To this day, it is illegal to teach or to publish in Kurdish. The Alawite Muslim minority that rules Syria regards the Sunni Muslim Kurds as natural allies of the repressed Sunni Arab majority, and thus as a potential threat.

Similarly, Iran's ruling Shia clerics mistrust the country's 5m largely Sunni Kurds. Kurdish rebels fought against the Revolutionary Guard in the early years of the Iranian revolution; other Kurds fought alongside the Iraqis during the Iran-Iraq war. During both conflicts, when government troops finally secured Kurdish areas, they massacred people suspected of helping the militants. The Iranians, like the Turks, pursue their rebels into Iraqi territory.

The most zealous Kurd-bashers of all are the Iraqis. Successive regimes ever since the 1940s have refused Kurdish demands for autonomy. Instead they fought guerrilla wars against them. When Saddam Hussein came to power in the late 1960s, he decided to deal with the problem by deporting over 1.5m of Iraq's 4m Kurds from their inaccessible mountain villages to more easily controlled "collective towns" in the plains. Towards the end of the Iran-Iraq war in the 1980s, he decided on a more radical solution, bombing Kurdish villages with poison gas and executing as many as 180,000 Kurds in the notorious *anfaj* campaign. Since the end of the Gulf war, he has tried to ethnically-cleanse the province of Kirkuk, which produces 70% of Iraq's oil, by deporting a further 250,000 Kurds.

Why have the Kurds suffered so much? It is partly their own fault, since they have never managed to form a united front. During the several Kurdish uprisings against the British colonial regime in Iraq, the shah in Iran and Ataturk in Turkey, their brethren in neighbouring countries for the most part stood idly by. Iran, Iraq and Turkey have at different times all managed to set up pro-government Kurdish militias to fight their more rebellious cousins.

Economic neglect has left the Kurdish regions traditional and tribal, impeding the growth of any national feeling. The mountainous terrain where they live, and the orientation of trade and transport links towards the various national capitals rather than across international borders has also kept them apart. On top of all this, Kurds are divided into at least two mutually unintelligible language groups. Unsurprisingly, then, that the two main Iraqi



Back to the days when Kurd fought Kurd in Iraq

Kurdish factions were fighting each other, with Turkish, Iraqi or Iranian support for one side or another, until last year, and stopped only to have a bash at the PKK.

Furthermore, the memory of colonial carve-ups has left the Kurds' Turkish, Arab and Iranian rulers suspicious of any attempts to divide their populations or decentralise the state. All of them look down on Kurds as a backward peasant or servant class. In Arabic idiom, anyone shabbily turned out is "dressed like a Kurd". Nobody knows exactly how many Kurds there are in the Middle East because none of the countries concerned wants to acknowledge that the Kurds even exist, let alone count them. Although Iran, Turkey, Iraq and Syria may all help one another's Kurdish rebels from time to time out of spite, none of them wants to see an autonomous or independent Kurdish entity for fear of giving ideas to its own Kurdish minorities.

To make matters worse, the Kurds have the misfortune of living not just along an ethnic fault-line, but along a geopolitical

one as well. Kurdistan marks the frontier between the countries America considers its foes and its staunchest regional allies, between the weak but rich states of the Gulf and their possibly expansionist neighbours, and, until recently, between the Soviet Union and NATO. Since the first world war, nobody has been willing to take risks to help the Kurds in so sensitive an area.

Even today, America fears that a break-up of Iraq or a weakening of Turkey would favour Iran, still the greatest threat to stability in the Middle East in the eyes of many Pentagon planners. In the face of such grand strategic imperatives, Kurdish self-determination takes a seat far to the back. Even in northern Iraq, where the Kurds have run their own affairs with American support since their uprising in 1991, the United States has made sure that the local authorities end all support for the PKK and religiously reaffirm their respect for the territorial integrity of Iraq.

The Iraqi deal does not fulfil Kurdish dreams, but it leaves the Iraqi Kurds better off than before. Realists in Iraqi Kurdistan's administration understand that they will never win independence. Instead, under the matronly supervision of the United Nations, the Kurds are trying to patch up both their differences and their ravaged country (see box on previous page).

In fact, they have had to come to terms with the regime in Baghdad, since their economy depends on it. They survive on the revenue from Iraqi oil sales, both of the official sort, administered by the UN, and of the illegal kind, smuggled abroad despite the UN embargo.

The main road between the two biggest towns in the Kurdish zone passes through Iraqi territory; Kurds and Iraqis rely on one another to maintain the power grid. The erstwhile adversaries also collaborate over trade: the Iraqis send diesel fuel through the autonomous zone to Turkey, and import television sets, building materials and bananas in return. Rice and pirated porn films from Iraq make their way to Iran in exchange for cheap consumer goods. The Syrians are happy to trade food for smuggled cigarettes.

The arrangement is grudging, mistrustful and guaranteed only by the American air force overhead. But both the Kurds and the Iraqis know it is not in their interests to push their luck. Therein lies a stability of sorts. And also, perhaps, a lesson. If Turkey, Syria and Iran can so cheerfully do business with the Kurds in Iraq, surely they can also learn to cut deals with those inside their own borders—especially as most Kurds nowadays seem ready to settle for autonomy, not separation?

Kurden haben keine Freunde

VON HERIBERT PRANTL

Das kurdische Volk ist ein vergessenes Volk – vergessen von der Historie, vom Völkerrecht und von der internationalen Staatengemeinschaft. Die Geschichte dieses Volkes in diesem Jahrhundert ist die Geschichte seiner Aufteilung, Unterdrückung und Demütigung. Der Exodus vieler Kurden nach Westeuropa, nach Deutschland vor allem, ist eine der Folgen. „Kurden haben keine Freunde“, klagt ein kurdisches Sprichwort. Dieser traurige Spruch stimmt nicht nur für die Vergangenheit. Kurden hatten keine Freunde, Kurden haben keine Freunde – und Kurden werden, so wie es leider aussieht, auch in Zukunft wenig Freunde haben. Das ist *auch* ein Ergebnis des Terrors, den die kurdische „Arbeiterpartei“ PKK nach der Verhaftung von Abdullah Öcalan inszeniert.

Mit den Gewalttaten der vergangenen Tage hat die PKK nicht nur die Versuche zunichte gemacht, als politische Kraft auf die Bühne zu treten. Sie hat zugleich die Schraube innenpolitischer Eskalation in Gang gesetzt. Die Brandstiftungen, Geiselnahmen und Landfriedensbrüche der letzten Tage waren nicht nur schwerkriminelle Akte im Sinne des Strafgesetzbuchs, sie waren auch ein Giftanschlag auf das innenpolitische Klima – also doppelt kriminell.

Die Apotheose des Apo Öcalan

Es sind Gewalttaten einer kleinen Minderheit – und doch werden sie landläufig „den Kurden“ zugerechnet. Das stimmt nicht, aber es beginnt zu stimmen – und genau das ist das Tragische und Gefährliche der momentanen Entwicklung. Die Empörung über die gehässig-triumphierende Präsentation des verhafteten PKK-Führer Öcalan in den Bildern des türkischen Fernsehens führt zu einer kurdischen Massenpsychose in Deutschland: Selbst Kurden, die sich bisher kaum mehr bewußt als Kurden empfanden, die brav und unauffällig in Deutschland leben, werden neu „kurdisiert“ und solidarisieren sich mit dem blutrünstigen Schwerverbrecher Öcalan – weil sie nicht mehr den Schwerverbrecher in ihm sehen, sondern den Märtyrer der kurdischen Sache. Diese Apotheose des Apo Öcalan ist ein zynischer Witz der Geschichte, weil dieser Öcalan der kurdischen Sache so furchtbar geschadet hat. Gleichwohl: Alle Demütigung und Erniedrigung gipfelt für die Kurden jetzt in der Causa Öcalan. Das ist nicht im mindesten Entschuldigung für kriminelle Gewalt. Es ist nur Erklärung der Gefährlichkeit der Situation.

Sie aktiviert das alte kurdische Gefühl: Kurden haben keine Freunde. Es sitzt tief, es ist beinahe der Ersatz für ein Nationalgefühl. Die Siegermächte des Ersten Weltkriegs haben nach dem Zerfall des osmanischen Reiches den Kurden viel versprochen und nichts gehalten,

schon gar nicht den ihnen versprochenen eigenen Staat. Mustafa Kemal, der Vater der Türken, hat die Kurden in seinen „nationalen Befreiungskrieg“ hinterlistig eingespannt. Er hat die Kurden mit allerlei Versprechungen gelockt, sich am Massaker an den Armeniern zu beteiligen. Dieses Blutbad wurde zum grausamen Vorspiel ihrer eigenen Unterdrückung und Vernichtung. Kurdische Schulen wurden geschlossen, die Zeitungen verboten, das Wort „Kurde“ in allen Büchern durch „Türke“ ersetzt, Hunderttausende von Kurden wurden deportiert oder getötet, ganze Landstriche verwüstet. Bis heute gibt es keinen Hauch von Befriedung. Diese Zustände schlagen auf Deutschland zurück: Zwei Millionen türkische Staatsbürger leben in Deutschland, ein Viertel davon ist kurdischer Abstammung. Es sind ihre Verwandten, die im Südosten der Türkei drangsaliert, es sind ihre Heimatdörfer, die zerstört werden – auch mit deutschen Waffen.

Wer für innere Sicherheit in Deutschland sorgen will, ohne all dies zu bedenken, der ist, mit Verlaub, ein Stümper. Inneren Frieden kann es nur geben, wenn eine Außenpolitik, die das Thema Kurden endlich auf die internationale Tagesordnung rückt, und eine gute Innenpolitik zusammenwirken. Sie verlangt ruhige Entschlossenheit und Geradlinigkeit bei der Bekämpfung der PKK und ihrer gewalttätigen Zerfallsprodukte – und ruhige Entschlossenheit bei der weiteren Integration der friedlichen Wohnbevölkerung. Wer diese Integration jetzt abbricht oder großmäulig mit einer Diskussion über Massenausweisungen belastet, der trägt zu einer Entwicklung bei, die möglicherweise nicht einmal mehr mit rechtlich unzulässigen Massenausweisungen zu bewältigen wäre.

Die rechtspolitische Diskussion über staatliche Maßnahmen gegen Gewalt beginnt seltsamerweise immer beim allerletzten Glied einer langen Kette, bei der Abschiebung von Straftätern. Die größten Mängel gibt es aber, wie sich in der vergangenen Woche gezeigt hat, ganz vorne: Die Sicherheitsbehörden sind offensichtlich schlecht informiert und schlecht vorbereitet. Und das auf einem Terrain, das der Politik und Polizei so wichtig ist: Es geht um organisierte Kriminalität. Die Tätigkeit der PKK ist ein klassischer Fall dieser Kriminalitätsform, zu deren Bekämpfung von geheimdienstlichen Ermittlungsmethoden bis hin zum Lauschangriff alle möglichen Instrumente geschaffen wurden. Doch die Erkenntnisse über die PKK stehen im umgekehrten Verhältnis zur Lautstärke, mit der Politiker zu ihrer Bekämpfung aufrufen. Das hat sich bei allen PKK-Prozessen gezeigt. Es gibt bisher keine zentralen Meldedienste, um die Logistik der PKK zu entlarven und zu zerschlagen. Die PKK ist zwar hierzulande verboten;

aber ein Verbot allein bewirkt bekanntlich gar nichts, es spielt auch im Alltag der Sicherheitsbehörden kaum eine Rolle: Das Verbot ist ein eher symbolischer politischer Akt zur Beruhigung der deutschen Öffentlichkeit. Das heißt: Prävention findet bisher auf diesem Feld kaum statt. Darüber sollten sich die EU-Innenminister auf dem bevorstehenden Sondergipfel einmal intensiv unterhalten; das wäre sinnvoller und erfolgversprechender als der Versuch, Verträge mit der Türkei darüber auszuknobeln, daß abgeschobene Kurden dort nicht gefoltert werden (was dann doch, wie die Erfahrung lehrt nicht eingehalten wird).

Wehrhafter Rechtsstaat

Schärfere Gesetze? Auf Landfriedensbruch steht Haft bis zu zehn Jahren, auf Geiselnahme stehen fünf bis 15 Jahre. Ein Blick ins Strafgesetzbuch bringt also jeden zum Schweigen, der meint, da müsse man noch zulegen. Es geht darum, derer habhaft zu werden, die zu bestrafen sind, sie zu verhaften und schnell zu überführen. Darin liegt die Kraft der Repression. Die Drahtzieher fängt man im übrigen nicht dort, wo Konsulate besetzt werden. Dort findet man nur die nützlichen Idioten der PKK. Abschiebungen? Abschiebungen von Kriminellen gibt es schon jetzt – in genau zu prüfenden Einzelfällen. Mehr geht nicht.

Der wehrhafte Rechtsstaat zeigt sich darin, daß er nicht kuscht (wie er es getan hat, als er einen Prozeß gegen Öcalan in Deutschland gefürchtet hat). Er darf Unrecht nicht dulden, auch dann nicht, wenn es berechtigter Empörung entspringen mag. Und der Rechtsstaat bewährt sich dann, wenn er bei seiner Gegenwehr Rechtsstaat bleibt und die Grundrechte nicht unter einen Kurdenvorbehalt stellt. Die kurdische Bevölkerung wird dann, vielleicht und hoffentlich, lernen, daß der Satz nicht stimmt: Kurden haben keine Freunde.

Süddeutsche Zeitung

20./21. Februar 1999

„Hans“ fällt der Türkei in den Rücken

Wie in Deutschland erscheinende türkische Zeitungen die Inhaftierung Öcalans und den PKK-Aufbruch kommentieren

Von Ömer Erzeren

Die türkischen Medien jubeln. „Das Photo, auf das wir 15 Jahre gewartet haben“, titelten die auflagenstärksten Tageszeitungen *Hürriyet* und *Sabah*. Die Bilder, die vom türkischen Geheimdienstverteilt wurden, zeigen den Führer der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK),

ter der Schlagzeile „Diät für Apo“ weiß die Zeitung angeblich genau, was auf der Gefängnisinsel Imrali, wo Öcalan inhaftiert ist, vonstatten geht: „Die Ärzte ermahnen Öcalan, der viele Marlboro-Zigaretten raucht, mit dem Rauchen aufzuhören oder zumindest die Zahl der Zigaretten zu reduzieren. Auf Grund von Magen-

Kreatur, der man fast nicht zutraut, Menschenleben auf dem Gewissen zu haben.

Angesichts der Fixierung darauf, Öcalan vorzuführen, tritt die Gewalt der PKK-Anhänger an den Rand der Berichterstattung. Selbst die Toten im israelischen Konsulat in Berlin wurden meistens nur in den Innenseiten vermerkt.



SEIT TAGEN feiern die türkischsprachigen Zeitungen in Deutschland die Entführung und Verhaftung des PKK-Führers Abdullah Öcalan. Zugleich werden deutsche Politiker wegen vermeintlicher Einseitigkeit attackiert. Photo: Egginger

Abdullah Öcalan, in Handschellen zwischen maskierten Einsatzkräften, „Apo“ vor türkischen Flaggen. Vom größten Sieg der Türkei ist die Rede. „Der Satan“ (*Sabah*) sei im Käfig eingesperrt.

Der PKK-Chef war für die türkischen Medien die Inkarnation des Bösen. Das Ende eines Alptraums – seit dem Beginn des bewaffneten Kampfes der Kurden starben über 35 000 Menschen – soll nun dokumentiert werden. Ein am Boden zerstörter PKK-Führer, der seinen maskierten Wächtern sagt, er liebe die Türkei und wolle ihr dienen. So ist nicht nur die Euphorie und der Rausch des Triumphes im Spiel, sondern auch Kalkül, die Festnahme politisch umzusetzen, um der PKK als Organisation, die noch über mehrere tausend bewaffnete Kämpfer in den Bergen verfügt, ein Ende zu bereiten. Typisch ist ein *Hürriyet*-Artikel. Un-

beschwerden nimmt Öcalan Suppe und Gemüse zu sich. Apo erhielt ein pompöses Frühstück mit Tee, wenig gesalzenem Käse, Butter und Marmelade.“

Die völlige Ausrichtung der PKK auf Öcalans Person – die PKK benutzte stets den abstrakten Begriff „nationale Führung“, wenn sie Öcalan meinte („Die nationale Führung ist in Italien“, „Die nationale Führung empfing eine Delegation“) – erleichtert nun den türkischen Medien, die PKK zu demontieren. Es sei bereits zu Toten gekommen, als PKK-Kämpfer in einen Streit ausbrachen, ob Öcalan weiterhin die „nationale Führung“ sei oder ein „Verräter“, berichtet die Tageszeitung *Milliyet*. „Die aufgehende Sonne“, der „Nationalheld“, der „große Führer“ – so Titulierungen Öcalans in der PKK-Presse – verwandelt sich in den türkischen Medien zu einer lächerlichen

„Deutschland muß einen hohen Preis bezahlen“, titelte *Hürriyet* im Hinblick auf die Krawalle. Erstmals würde das europäische Ausland, das die Türkei wegen Menschenrechtsverletzungen schmähe, am eigenen Leib erfahren, was es mit dem Terrorismus auf sich habe.

Mit Hohn und Spott wird die Forderung aus Kreisen der Bundesregierung nach einem fairen, rechtsstaatlichen Prozeß gegen Öcalan quittiert. Ein Kommentator erinnert in *Hürriyet* an den Tod von Ulrike Meinhoff. Von einer unabhängigen Justiz könne in Deutschland nicht die Rede sein. Begründet wird dies mit dem Verzicht der Bundesregierung – trotz bestehenden Haftbefehls – auf ein Auslieferungsersuchen an Italien, als sich Öcalan dort aufhielt. Ein anderer Kommentator schreibt: „Wer nicht den Mut hatte, Öcalan vor Gericht zu stellen,

Süddeutsche Zeitung 20./21. Februar 1999

soll sich nicht in unsere Prozeßführung einmischen.“ Immer wieder ist von der Stärke des türkischen Staates die Rede. Eine Stärke, die europäische Staaten nicht aufbringen könnten.

„Wo bleibt die Sicherheit für Leib und Leben?“ fragt *Hürriyet* und berichtet über Angriffe von PKK-Anhängern auf türkische Einrichtungen. „Die Türken sind die Zielscheibe“, heißt es, und beschuldigt werden erneut deutsche Politiker: „Apo soll kein Haar gekrümmt werden. Doch was ist mit den Türken? Während die deutschen Politiker Aufrufe verfassen, daß Öcalan nichts passieren dürfe, gehen die PKKler in Deutschland auf Menschenjagd. Türkische Einrichtungen wurden verbrannt und zerstört.“ Mit der Schlagzeile „Hans – Hör auf mit dem dummen Geschwätz“ denunziert *Sabah* Außenminister Joschka Fischer, Verfassungsschutzpräsident Peter Frisch und den Grünen-Abgeordneten Cem Özde-

mir als heimliche PKK-Sympathisanten. *Hürriyet* hat zusätzlich Bundeskanzler Gerhard Schröder, Innenminister Otto Schily und die Grünen-Abgeordnete Claudia Roth als diejenigen ausgemacht, die der Türkei mit ihrer Forderung nach einem rechtsstaatlichen Prozeß und der Zulassung internationaler Beobachter in den Rücken fielen.

„Es gibt nichts mehr zu sagen“

Während die türkischen Zeitungen den Triumph der Türkei – über Öcalan und die PKK wie auch über diejenigen, die für eine politische Lösung des kurdischen Konfliktes eintraten – feiern, kommt Wut und Haß in den PKK-nahen Medien hoch. Die kurdische Tageszeitung *Özgür Politika*, die in Deutschland täglich auf Türkisch erscheint, ist faktisch ein Sprachrohr der PKK. Unmittelbar nach der Entführung Öcalans war vom „internationalen Komplott der

USA, der Türkei, Israels und Griechenlands“ die Rede, der Öcalan zum Opfer gefallen sei. Die Schlagzeile lautete: „Es gibt nichts mehr zu sagen.“ Am gleichen Tag begannen die gewaltsamen Aktionen der PKK in den europäischen Großstädten. „Alle Kurden auf zur Aktion“, lautete eine Schlagzeile. Und: „Jede Kugel wird auf euch zurückfallen.“

Die Situation der Organisation ist nach der Festnahme des allmächtigen Führers desolat. „Wir begrüßen die Aktionen“, lautet die Botschaft von Cemil Bayik vom Zentralkomitee der PKK, die auf der ersten Seite veröffentlicht wurde. Daneben ein großes Porträt von Öcalan vor seiner Festnahme. Er verkündet: „Das große Kriegspotential unseres Volkes wird unsere Feinde in Angst und Schrecken versetzen.“

Der Autor ist Journalist in Berlin

Why Americans should care about the Kurds

Charles G. MacDonald is a professor of international relations at Florida International University.

THE DRAMATIC seizure of Kurdish leader Abdullah Öcalan in Kenya set in motion a series of events that could strike at the unity of NATO and cause friendly European governments to fall.

The Greek government is already in crisis. The Clinton administration's foreign-policy love affair with Turkey, be it right or wrong, could be undone by the international scrutiny focused upon Turkey's treatment of the Kurds.



CHARLES G. MACDONALD

Is Turkey so vital to America's strategic interests in the post-Cold War world that the United States should condone Turkey's mistreatment of its own people or its denial of Kurdish democratic rights? Tolerating repression and injustice is always a recipe for disaster.

The U. S. State Department has labeled Öcalan's Kurdistan Workers Party, known as PKK, a terrorist organization. In its human-rights reports, the State Department also has condemned Turkey's treatment of the Kurds. But, the United States's pro-Turkish policy does not reflect this inconsistency.

What is a terrorist, and what is a freedom fighter? Americans might think of our Founding Fathers, such as George Washington or Thomas Jefferson, as

freedom fighters, but were they the accused "terrorists" of their day? And what about such modern-day leaders as Menachem Begin, Yitzhak Shamir, Nelson Mandela? Is Abdullah Öcalan a terrorist, or a freedom fighter?

Why have we learned to accept the label of "terrorist" without raising questions about the complicated politics involved? The Carter administration initially sought to avoid calling the Palestine Liberation Organization a "terrorist" organization, but President Ronald Reagan adopted the Israeli "terrorist" label for the PLO. Now we see Yasser Arafat and the PLO as legitimate partners in the search for peace. To what degree is the difference between a terrorist and a freedom fighter a question of political correctness or a function of which lobby has the most influence?

Öcalan's PKK committed unspeakable terrorist acts, but it also repeatedly has declared unilateral cease-fires and called for Turkey to negotiate with elected Kurdish leaders (not the PKK), following the Israel-Palestinian example. Turkey's response has been only to pursue a military solution, imprison elected Kurdish leaders for calling for a peaceful solution to the Kurdish problem in Turkey and accept billions from the United States. What did we Americans do when we were denied "representation" by the British?

Demand a fair trial for Öcalan

As the world watches, Turkey's justice will take shape in its security courts without a jury. What information will surface about Öcalan and the PKK? Which of the U. S. allies in NATO

funded the PKK? What has been the role of other states, such as the Russian Federation, Syria or Iraq, in the financial support of the PKK? Could the revelations cause a NATO crisis or a war between Greece and Turkey? Critics of Turkey and the United States will question whether the United States has given Turkey a blank check as payment for maintaining bases in Turkey.

The bottom line is: Americans must care about policy and who makes it.

U. S. officials should not simply say that they are "pleased" with Öcalan's capture when the State Department knows of Turkey's past excesses against the Kurds. The United States should take the lead in demanding a fair trial for Öcalan. If Turkey's justice is as bad as Kurdish critics claim, Turkey will be condemned internationally, and the United States will be seen as guilty by association.

The United States must not tolerate genocide or human-rights violations from any state or group. The United States must be sensitive to the nature of ethnic conflict. For justice to prevail, both Turkey and the Kurds need an evenhanded United States. The world needs the United States to be evenhanded. Americans should care!

THE HERALD

February 22, 1999


La meilleure façon de ne pas se tromper, c'est de se ranger du côté des victimes... Sans oublier que les victimes d'hier font parfois les bourreaux de demain



Plaidoyer pour les Kurdes

par Franz-Olivier Giesbert

Quand on prétend commenter l'actualité, il y a une façon de ne pas se tromper. C'est de se ranger systématiquement du côté des victimes.

Certes, elles n'écrivent pas l'Histoire, qui roule sa meule sur leur pauvre chair, sans troubler la digestion des puissants du jour et de leurs courtisans. Mais elles ont toujours raison. Malheur à ceux qui, dans les grandes épreuves de notre affreux siècle, ont pris le parti des gardiens des camps ou des goulags, sous prétexte que ceux-ci chantaient l'avenir radieux et prétendaient œuvrer pour le bonheur du monde. La vérité est toujours derrière les barbelés, avec les vaincus, les offensés et les humiliés.

« *Ou souffrir ou mourir* », disait Thérèse d'Avila. L'humanité n'en finit pas de se crucifier elle-même. Ce n'est pas nouveau, mais ça ne s'arrange pas. Depuis le temps, malgré son récent discours pour les droits de l'homme, elle s'est même habituée aux génocides, africains ou pas. Pour une Bosnie, combien de Rwanda ? Sur ce point au moins, la télévision ne ment pas : le monde est un cloaque où l'on patauge dans le sang des martyrs. Ils meurent même en direct sous les rafales de mitrailleuses, en plein milieu de nos dîners. On n'arrête pas le progrès. En attendant, après la Shoah, le massacre des Arméniens ou des Indiens d'Amérique, l'humanité pourra-t-elle se pardonner de se laver indéfiniment les mains de ses propres infamies ?

C'est pourquoi il faut soutenir les Kurdes. Voilà un peuple sans nation de vingt à trente millions de personnes, qui erre depuis des générations, entre l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, à la recherche de son destin. Après qu'on l'a si longtemps persécuté, il serait temps de lui donner enfin un petit coin du monde, afin qu'il profite d'un repos bien mérité. Au lieu de quoi, les bonnes consciences qui ont déjà fort à faire avec le Kosovo ne veulent apparemment plus en entendre parler. Il est vrai qu'elles sont très débordées, ces temps-ci.

Les caméras du « village planétaire » vont maintenant devoir changer de programme. Depuis des mois, elles nous assommaient avec un feuilleton télévisé à peu près aussi débile que *les Feux de l'amour*, ce qui n'est pas peu dire : les frasques de Bill Clinton et de Monica Lewinsky. Les sénateurs américains ont mis fin à cette mauvaise farce en donnant l'absolution à leur Président. Bonne nouvelle pour tout le monde, sauf pour la justice et la caste

médiatique, qui entendaient déboulonner le chef de la Maison-Blanche au nom du culte de la transparence et de la fausse vertu. La morale de tout cela, c'est que la démocratie américaine en a encore une...

Après l'affaire Monica Lewinsky et avant la prochaine frappe contre Saddam Hussein, les étourneaux des médias internationaux vont-ils se précipiter en nuées au Kurdistan, ce pays improbable en forme de cul-de-sac ? Rien n'est moins sûr. La capture par la Turquie dans des conditions scandaleuses du chef kurde Abdullah Ocalan devrait pourtant en donner l'occasion.

Massacrés tour à tour par la Turquie et par l'Irak, les Kurdes ont un grand tort. Ils n'ont jamais su s'attirer pour longtemps la sympathie du monde. Tout en se livrant entre eux à des guerres picrocholines, ils donnent souvent le sentiment de débouler du Moyen Age. Pour ne rien arranger, ils ignorent tout des règles les plus élémentaires de la diplomatie internationale. Leur principal mouvement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est une organisation terroriste.

Mais le père fondateur d'Israël, David Ben Gourion, l'un des géants du siècle, fut aussi accusé de terrorisme, tout comme Menahem Begin. Sans parler de Yasser Arafat qui, il n'y a pas si longtemps, avant de prendre la présidence de l'Autorité palestinienne, orchestrait lui-même les attentats anti-israéliens. Abdullah Ocalan dit « Apo », le patron du PKK, n'est apparemment pas un esprit très raffiné. Peut-être même travaille-t-il un peu du chapeau.

« *Le XXI^e siècle promet d'être le siècle de l'apoïsme*, a-t-il déclaré sans rire dans propre son journal. *Comme le XX^e siècle est appelé le siècle du léninisme*, le PKK et sa direction marqueront le XXI^e siècle en résolvant les questions actuelles de l'humanité et en montrant la voie avec la révolution du Kurdistan. » On se frotte les yeux. Quand c'est fini, ça recommence. Comme Ubu, Staline est de toutes les époques. Aujourd'hui, dans sa geôle de Turquie, Apo ne fait évidemment plus peur. Mais on n'a pas fini de parler de sa cause, que les grandes puissances rêvent d'enterrer, sous les bonnes paroles et les fausses promesses. En 1920, après la Première Guerre mondiale, le traité de Sèvres, qui signait l'éclatement de l'Empire ottoman, établissait « *l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde* ». Parce qu'il est normal que les Kurdes aient un toit, il faudra bien se décider, un jour, à honorer cet engagement.

Sans oublier que les victimes d'hier font parfois les bourreaux de demain.

Affaire Ocalan: Ankara tente de démobiliser le PKK

samedi 20 février 1999, 23h34

ANKARA (AP) -- Dans l'attente du procès d'Abdullah Ocalan sur l'île d'Imrali où il est détenu, le Premier ministre turc Bulent Ecevit a lancé samedi un nouvel appel à la reddition aux séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en promettant une certaine clémence à ceux qui déposeraient les armes.

Parallèlement, la diaspora kurde a maintenu sa pression en poursuivant ses manifestations de soutien au chef du PKK dans toute l'Europe et au Proche-Orient. Des milliers de personnes sont notamment descendues dans les rues de Paris, Amsterdam, Vienne, Bonn, Stuttgart, Genève et Londres. En Iran, des rassemblements anti-turcs ont été signalés à Urumiyeh et Sardasht (nord-ouest).

En Turquie, des manifestants ont ouvert le feu sur la police dans un quartier kurde d'Istanbul, blessant cinq policiers selon l'agence de presse turque Anatolia. Cette information n'a pas été confirmée par les autorités.

Bulent Ecevit a profité du climat d'incertitude régnant dans les rangs séparatistes depuis l'arrestation d'Ocalan pour appeler le PKK à la démobilisation. Il a assorti son appel d'une promesse de clémence, affirmant avoir reçu de tous les partis représentés au Parlement l'assurance d'un soutien à une "loi de repentance", qui pourrait être votée après les élections générales d'avril.

Ce projet de loi pourrait prévoir une réduction des sanctions pour les rebelles qui rendraient les armes ou fourniraient des informations, ainsi qu'un programme de formation et de réinsertion.

Rome, le cardinal Angelo Sodano, numéro deux du Vatican, a de son côté déclaré au quotidien "L. Repubblica" de samedi que l'église catholique "ne se priverait pas" de prendre position contre la peine de mort promise à Ocalan. "Le Saint-Siège est toujours prêt à défendre la vie humaine", a-t-il souligné.

Parallèlement, le quotidien turc "Hurriyet" a annoncé samedi que le chef rebelle kurde était sur le point d'appeler les séparatistes armés du PKK à cesser leur combat et à "faire confiance au système judiciaire turc", par le biais d'une cassette enregistrée en prison.

Bulent Ecevit a démenti que les autorités turques aient exigé un tel geste de leur prisonnier. Le scepticisme prévalait également dans les rangs rebelles. "Nous ne croyons pas qu'il puisse lancer un tel appel", a déclaré à l'Associated Press depuis Bruxelles Mizgin Sen, porte-parole de l'ERNK, la façade politique du PKK.

Cemal Bayik, haut responsable du PKK pressenti pour succéder à "Apo", a pour sa part menacé la Turquie de graves conséquences si elle "touchait un seul cheveu de la tête" d'Ocalan. Dans un communiqué authentifié, il exhorte les séparatistes à "user de leur droit à l'autodéfense", estimant que "tout Kurde ayant le sens de l'honneur est un combattant".

"Jeunes qui vous cachez dans les montagnes et les grottes, venez trouver refuge dans le système judiciaire", a lancé le chef du gouvernement turc. "L'Etat vous fournira toutes sortes de mesures de protection."

"Le temps est aujourd'hui venu de vous libérer de ceux qui vous exploitent et vous envoient au feu", a-t-il ajouté, soulignant que "l'on ne peut battre l'Etat".

Alors que l'île-prison d'Imrali a été déclarée "zone interdite", Bulent Ecevit a précisé que le chef du PKK ne pourrait bénéficier d'aucune clémence. "Il est trop tard pour se repentir", a-t-il estimé. "Il est à la tête d'une organisation qui a causé un grand tort à notre nation ces 15 dernières années."

A Different Image: Turks See Humbled, Handcuffed Kurdish Rebel on TV

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkish television stations have devoted endless hours this week to rebroadcasts of a three-minute videotape that many Turks had doubted they would ever see.

It showed the captured Kurdish guerrilla leader, Abdullah Ocalan, reviled here for years as "Vampire" and "Baby Killer," handcuffed and sweating in the custody of jubilant Turkish commandos.

The soundtrack was even more astonishing than the pictures.

This towering figure, the focus of one of the world's last Stalin-like personality cults, hero to thousands of Kurdish militants and demon to millions of Turks, a man who has cost Turkey huge amounts of blood and money, and who could reputedly order tortures and executions between dinner courses without the slightest disturbance to his digestion, blubbered like a child.

"I really love Turkey and the Turkish people," the rebel told his captors. "My mother was Turkish."

Later in the videotape, he said: "Sincerely, I will do all I can to be of service."

Mr. Ocalan was groggy when he spoke, possibly still under the influence of knockout drugs. The video had obviously been heavily cut. Nonetheless, there was no sign of the defiant revolutionary who had vowed for years to lead his people to liberation or death.

For Mr. Ocalan's friends and enemies alike, these scenes could not help but raise the question

NEWS ANALYSIS

Much will depend on whether Turkey's leaders feel able to move away from the unyielding positions they have held in the past, insisting that there is no such thing as a Kurdish minority and that allowing the emergence of moderate Kurdish groups is intolerable because such groups only stoke the fires of separatism.

Several times in recent years, Turkish politicians have sought to challenge this orthodoxy. The first was President Turgut Ozal, who claimed Kurdish ancestry himself and said he was committed to making cultural concessions to Kurds. The established elite was horrified, believing that

Mr. Ozal was opening a Pandora's box of troubles, and his policies were quickly discarded after his death in 1993.

Later, Prime Minister Tansu Ciller, returning from a meeting with Prime Minister Felipe Gonzalez of Spain, told reporters that Turkey might give Kurds autonomy along the lines of the "Basque model." She was so sharply reprimanded by military commanders that she not only retracted her suggestion but also denied ever making it.

More recently, Turkish business leaders have urged a new approach. In 1997, the principal business association here issued a report proposing that Kurds be allowed to give their children and their villages Kurdish names, to use and teach Kurdish languages as they pleased and to be allowed to form their own political parties and associations. Military and political leaders angrily rejected the report.

Mr. Ocalan's capture in Kenya last week reopens this debate. The operation was a tremendous victory for Turkey. Now Turkish leaders may ask themselves how to make that victory complete, how to wean Kurds away from violence once and for all.

"Kurdish self-awareness is expanding and will not go away," two American specialists, Henri Barkey and Graham Fuller, asserted in a study last year. "Realistic solutions are ones that satisfy Kurdish aspirations without truly threatening a modern democratic Turkey."

"Violence can be undercut only when Kurds realize that they have clear reason for hope for progress using other means," their study asserted. "Acceptance of the cultural diversity of Turkey should not be taken as a reflection of the country's weakness."

In the past, many Kurdish politicians have functioned as more or less open supporters of Mr.

Ocalan and his rebels.

Among them is Leyla Zana, an imprisoned former member of Parliament who has received a peace prize from the European Parliament and is a symbol of Kurdish militance. She asserted in a recent statement that Kurds considered Mr. Ocalan's guerrilla group to be "their tongue, their ears, brain and very blood — their hearts and veins."

Other Kurdish politicians, however, have distanced themselves from guerrilla violence. One is Hasim Hasimi, who was mayor of the embattled Kurdish town of Cizre and is now a member of Parliament.

Mr. Hasimi's views are about as close to Kurdish nationalism as is possible within the limits of Turkish legality. Besides arguing for Kurdish rights, he listens to cassettes of Kurdish folk songs in his car and, when at home, watches the pro-guerrilla satellite-relay MED television station, which is based in Belgium.

Last week, he expressed the hope that Mr. Ocalan's capture might prove a turning point.

"This is a chance for Turkey to make the transition to full democracy," Mr. Hasimi said. "We need to let people enjoy their own cultural identities, and to renounce all forms of ethnic discrimination. Turkey shouldn't be afraid of its own people. We need to grab this chance for peace with the same audacity we used in grabbing Ocalan."

"Over the last 15 years, we've had 30,000 people killed and many others missing. There has been mass emigration from the Kurdish region. Many villages have been deserted. But I believe that our society will be able to put this all behind us. The feeling of brotherhood is still very strong here. We are going to live in peace again."

Herald  Tribune

FEBRUARY 20-21, 1999

It's Time for Autonomy for the Kurds

WASHINGTON — Having reduced Abdullah Ocalan militarily by pounding his forces and capturing him, the Turkish authorities intend to finish him politically by depicting him as a killer and as an inconsequential figure. The Turks have a point. He is a killer. He can claim to speak only for a segment of Turkey's 12 million Kurds; for Iraq's, Iran's and Syria's Kurds he speaks not at all.

But this is not the end of the Kurds. Ankara dismisses their guerrillas as kids rendered vulnerable by destitution to ideological capture. In fact, these guerrillas were able to mount a 14-year separatist war against

By Stephen S. Rosenfeld

one of the more powerful armies in the world. They still possess an infrastructure. Why else has Turkey just sent troops into northern Iraq, and how else to account for the demonstrators in Europe?

The rebels must carry a good measure of the blame for a war that has inflicted heavy costs, raised the hurdles to Turkey's fuller democratization and denied Turks a normal place in the Western sun. But the Turkish establishment, especially the army, shares the blame.

Meanwhile, the millions of Kurds who did not support Mr.

Ocalan are still without civil, human and cultural rights. The 25 million Kurds remain what has been called the world's largest nation without a country. It is as though no place was left for them when the seats for new states were being filled after the two world wars. While this was happening, moreover, ethnic claims for statehood were becoming the international norm. History's losers missed out.

It is easy for people elsewhere to advise the Turks to grant the Kurds self-determination. Set aside the question of what protections and rights to offer the other non-Kurdish minority peoples in that quarter. Turks should not be

penalized for rejecting advice that would be rejected by those offering it.

But a fair degree of autonomy is something else. "Autonomy" has become a rhetorical halfway house between an unattainable independence and an unacceptable status quo. In creative hands, however, autonomy has a capacious potential. At the least, it could mean cultural and language rights, protections for minorities, strong individual rights and the rule of law. These elements presumably would give comfort to those being granted self-rule, including the comfort of knowing that the granting power had taken on a grave oblig-

ation to provide these benefits. The benefits would also presumably ensure the mother state a willing partner in governance, rather than a reluctant or even rebellious challenger.

A Turkish Kurdistan state is

way over the horizon, but autonomy for the splintered Kurds could conceivably come to appeal to both sides as superior to the ghastly alternative of struggling on.

Are Mr. Ocalan and his

blood-soaked party irredeemable as interlocutors for a Turkish government that has a nationalistic bent and a dependence on an army exulting in a historic victory? Then let Ankara stop disenfranchising

Kurdish parties and start listening more to those Kurds and other Turks who desire to bring their country into the Western democratic mainstream.

The Washington Post.

LE MONDE / SAMEDI 20 FÉVRIER 1999

L'économie iranienne, déjà malade, entre dans une crise aiguë

La chute du prix du pétrole aggrave les difficultés chroniques du pays

Les recettes de la vente du pétrole iranien doivent atteindre 9 milliards de dollars (8 milliards d'euros) durant la période allant de mars 1998 à mars

1999. L'or noir représentant 80 % des rentrées en devises, le budget de l'Etat est gravement affecté par la baisse des cours et accuse déjà un déficit de

plus de 6,2 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) pour l'année qui s'achève (mars 1998 à mars 1999). La croissance aura été limitée à 2 %.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Sont-ils d'une infinie sagesse, d'une patience de Job, ou tout simplement résignés pour en avoir vu d'autres depuis des années ? Alors que le prix du pétrole, qui représente 80 % des rentrées de devises du pays et la moitié des recettes budgétaires de l'Etat, a considérablement chuté, que le dollar joue au yo-yo sur le marché noir, que le pouvoir d'achat diminue, les Iraniens se bornent à se plaindre à haute voix, et pour les plus lucides d'entre eux, à espérer que l'épreuve contribuera enfin à rationaliser les politiques gouvernementales.

Le baril de pétrole iranien se vend actuellement à 9 dollars (8 euros), ce qui représente une chute de plus de 40 % des recettes en devises sur les exportations pétrolières. D'après la Coface, dans le sillage de la baisse des prix du brut et de l'encadrement plus strict du crédit, la croissance est passée de 5,8 % en 1996-1997 (du 21 mars au 21 mars) à 2,9 % en 1997-1998 et elle devrait avoisiner 2 % cette année.

Le tableau est particulièrement sombre mais c'est une crise aiguë dans une économie atteinte de maladie chronique. Cela fait au moins dix ans, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre qui a opposé l'Iran à l'Irak, que les autorités constatent, pour le déplorer, que l'économie du pays est trop dépendante du pétrole et doit se restructurer. Depuis la fin des années 80, elles envisagent la privatisation de certains pans de l'économie et proclament la nécessité de réduire au moins les subventions aux produits de première nécessité, à défaut de les supprimer. Bien peu de choses ont toutefois été faites et, avec la chute du prix du pétrole,

l'Iran traverse aujourd'hui sa plus mauvaise passe.

Les petits boulots, l'économie parallèle, la corruption, ont toujours été des palliatifs. « Il y a encore de la marge », commente Abbas Assadian, un homme d'affaires, qui souhaite une rationalisation du système : « La population vit plutôt mieux que dans des pays comparables à l'Iran. Il lui faut apprendre à réduire son train de vie. Grâce à la politique des subventions, les produits essentiels, ne sont pas chers ici. Les Iraniens gaspillent à tout va. »

véhicules ira, une fois que le prix du pétrole se sera rétabli, « dans la poche des mollahs ! » Même nos industriels, insiste M. Assadian, ont encore beaucoup de choses à apprendre. « Aujourd'hui, ils font leurs profits grâce aux taux de change avantageux que leur assure le gouvernement. Apprendre à le faire grâce à leurs activités économiques proprement dites ne leur fera pas de mal. » Le gouvernement a lui aussi beaucoup de choses à apprendre, dit-il, parce que le véritable problème de l'Iran est politique.

Les factions au pouvoir « doivent

L'instabilité politique consécutive aux querelles entre les factions au pouvoir aurait entraîné le gel des investissements. Quelque deux mille sociétés iraniennes se seraient enregistrées dans les Emirats arabes unis. Certaines administrations officielles ont du mal à payer les salaires de leurs employés. « Certains disent, commente M. Assadian, que ce serait précisément pour pouvoir payer les salaires, que le gouvernement aurait laissé augmenter le coût du dollar. » Mohamad Ali Najafi, qui préside l'Organisation du plan et du budget (un organisme gouvernemental), a expliqué que l'augmentation du change (un dollar a valu jusqu'à 800 000 riyals avant d'amorcer une légère chute) était dû à l'effet « psychologique » des débats budgétaires au Parlement.

Si les Iraniens savent gré au président réformateur Mohamad Khatami de chercher, non sans succès, à favoriser l'Etat de droit, ils n'en déplorent pas moins sa navigation à vue dans le domaine économique. Explication d'un journaliste bien introduit : le président s'est entouré d'une équipe hybride d'experts économiques : une partie d'entre eux appartient au clan de son prédécesseur et l'autre à celui de ses propres amis. Les premiers pensent qu'il faut continuer sur la voie de l'ère Rafsandjani, les seconds estiment que la croissance réalisée alors était une fausse croissance, que les projets de développement mis en route n'étaient pas prioritaires.

M. Khatami est en tout cas lié par le plan quinquennal de développement (1995-2000) adopté par son prédécesseur. C'est seulement après qu'il devrait avoir les mains libres.

Exportations en baisse, inflation en hausse

La baisse des exportations pétrolières et non pétrolières a déjà forcé la banque centrale à puiser sur ses réserves de change. Elle devrait également peser sur l'inflation (déjà évaluée à 40 % dans certains secteurs) et la croissance de la production. La hausse du crédit au secteur privé a repris, dépassant le taux d'inflation. Le chômage, qui est déjà de l'ordre de 20 %, risque de s'aggraver. Le gouvernement doit créer quelque 900 000 emplois par an, pour une population de plus en plus jeune (37 millions de jeunes de moins de vingt-quatre ans pour une population d'un peu plus de 60 millions). A l'automne 1998, l'Iran a connu des difficultés à honorer les échéances de sa dette extérieure, qui s'élève, d'après les sources officielles, à 23 milliards de dollars (20,5 milliards d'euros). La banque centrale vient d'annoncer avoir rééchelonné le remboursement de 2 milliards de dollars de cette dette et avoir obtenu 1,3 milliard de dollars de crédits nouveaux.

Des augmentations des prix et des taxes sur certains produits doivent intervenir au début de la nouvelle année iranienne. Dans la mesure où ils se sont habitués à être au moins partiellement assistés et qu'ils n'ont aucune culture de la fiscalité, de nombreux Iraniens, des couches les plus défavorisées notamment, prennent ces augmentations pour du racket déguisé. Chauffeur de taxi, Ali est convaincu, lui, que l'augmentation prévue du prix de l'essence, de la taxe professionnelle et celle sur les

comprendre qu'aussi longtemps qu'elles continueront de se mener la guerre elles décourageront les investisseurs ; qu'elles pourraient aussi perdre tout contrôle sur les mouvements [d'exaspération] qui couvent sous la surface » et qu'elles doivent dissocier l'idéologie de la politique étrangère. « Si l'Iran normalisait ses relations avec les Etats-Unis, l'achat, disons, de pièces de rechange pour les Boeing d'Iran Air nous reviendrait beaucoup moins cher que par les voies détournées que nous prenons aujourd'hui. »

Mouna Naïm

Le « baskan » a été incarcéré à Imrali, « l'île aux exécutions »

CHOISIR l'îlot-prison d'Imrali, en mer de Marmara, comme lieu d'incarcération pour le chef kurde Abdullah Öcalan, capturé le 15 février après cinq mois d'errance, c'est ramener les Turcs aux pages les plus sombres de leur histoire. Le 17 septembre 1961, seize mois après avoir été renversé par un coup d'Etat militaire, Adnan Menderès, le premier ministre turc, au pouvoir depuis 1950, était transféré de la prison de Yassiada (un îlot proche d'Imrali) pour être pendu dans la vieille forteresse d'Imrali. Cette prison d'Imrali a aussi hébergé, avant le coup d'Etat de 1980, le réalisateur du film *Yol*, Yılmaz Güney, Palme d'or à Cannes en 1982.

Ces dernières années, la vieille forteresse d'Imrali n'hébergeait plus que des détenus en fin de peine et, à ce titre, autorisés à travailler dans les champs alentour. Ceux-ci ont été précipitamment transférés vers d'autres établisse-

ments afin de faire place nette pour le chef kurde qui, selon le ministère turc de la justice, sera jugé dans l'enceinte même d'Imrali.

RÈGLEMENTS DE COMPTES

Trois procureurs de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara se sont rendus sur place, jeudi 18 février, pour interroger le *baskan* (le « président », comme disent ses partisans). Pour des raisons évidentes de sécurité, il est presque certain qu'Abdullah Öcalan, dit « Apo », ne sera pas jugé à Ankara. De l'avis général, le « procès » se tiendra dans les plus brefs délais, à huis clos. « *Il faut le juger tout de suite* », a déclaré, jeudi, le procureur général Kutlu Savas. Le procès pourrait déboucher sur une condamnation à la peine capitale, selon les termes de l'article 125 du code pénal relatif aux actes de trahison, un des trois chefs d'accusation retenus contre

« Apo ».

Si la peine capitale est prononcée puis commuée, sans doute à la demande de la communauté internationale, se posera ensuite le problème de la sécurité d'« Apo ». La dureté du régime carcéral en Turquie est reconnue de tous. Mais les règlements de comptes y sont aussi

légion. L'extrémiste de gauche, Mustafa Duyar, a été tué de plusieurs balles dans la tête, le 15 février, à la prison d'Afyon (centre) où il purgeait sa peine pour le meurtre d'Ozdemir Sabanci, un homme d'affaires adulé en Turquie. Le groupe de détenus qui a perpétré l'assassinat a ensuite avoué avoir réalisé un « contrat » sur ordre d'un mafieux d'Istanbul.

Il y a une semaine, le journal *Hürriyet* avait publié un article sur la vie quotidienne à la prison de Bayrampasa, située dans la partie européenne d'Istanbul, où sont incar-

rés nombre de « *baba* » (parrains). Recevoir des prostituées, téléphoner à sa famille depuis un portable, envoyer un fax sont, bien sûr, pos-

sibles à Bayrampasa. L'auteur de l'article, Tuncay Ozkan, affirmait que des armes circulaient dans la prison. Après perquisition, on trouva effectivement sept pistolets, une centaine de munitions et des armes blanches dans le dortoir de Sedat Peker, un mafieux notoire qui s'était également fait installer un barbecue en prison...

« *Des armes pénètrent en prison. Pour éviter cela, il faudrait que je sois, en personne, à la porte de l'établissement* », a reconnu le procureur d'Istanbul, Ferzan Citici. « *Si l'Etat ne peut contrôler ces gens en prison, comment y parviendrait-il à l'extérieur ?* », s'interrogeait *Hürriyet*.

Marie Jégo

Le Mossad nie toute implication dans l'enlèvement d'« Apo »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Visiblement inquiet des conséquences de l'affaire Öcalan, dans l'enlèvement duquel son service est parfois accusé d'avoir trempé, le chef du Mossad, Ephraïm Halévy, a pris une initiative sans précédent dans l'histoire des services secrets israéliens : l'envoi d'une circulaire à ses agents, fermement invités à en communiquer le contenu à leur famille. Autant dire à en avertir la presse, ce qui n'a guère tardé.

« *Le Mossad n'est impliqué d'aucune façon dans la capture d'Öcalan* », écrit M. Halévy, ajoutant que « *les informations établissant un lien entre l'incident à Chypre (...) et la capture d'Öcalan sont sans fondement* ». Selon lui, son service n'était pas averti de la présence d'Öcalan à Nairobi et Israël n'a eu aucun contact avec quiconque à propos de cette affaire. L'« incident » dont parle M. Halévy est celui qui a entraîné la condamnation de deux agents du Mossad, le 1^{er} février, à trois ans de détention par la justice chypriote pour avoir traîné trop ostensiblement autour d'une base navale et pour avoir détenu du matériel d'écoute sophistiqué. Beaucoup les soupçonnaient de travailler au bénéfice des Turcs. D'après Israël, ils étaient en mission antiterroriste.

Le souci de calmer le jeu pousse les autorités israéliennes à multiplier les initiatives. En même temps qu'il fait donner le Mossad, Jérusalem rappelle discrètement qu'il a, dans le passé, aidé la cause kurde par l'envoi d'experts et de matériels, y compris militaires, aux troupes de Moustapha Barzani, en lutte contre le régime de Bagdad. Benyamin Nétanyahou, par services

secrets interposés, aurait aussi adressé un message d'apaisement au PKK, le parti d'Öcalan, précisant qu'il ne voulait pas être entraîné dans un affrontement avec les Kurdes. L'ambassadeur turc à Tel Aviv, Barlas Ozenner, a implicitement confirmé ces contacts, en conseillant à Jérusalem de ne pas « *enfreindre ses principes* » en discutant avec le PKK, qui, pour la Turquie, est une organisation terroriste.

Jeudi, la télévision israélienne a diffusé les premières conclusions de la commission d'enquête dépêchée à Berlin pour faire la lumière sur la fusillade au cours de laquelle sont morts trois des manifestants kurdes qui avaient pris d'assaut le consulat général, le 17 février.

Selon le Shin Beth, service de sécurité intérieure, une centaine de Kurdes armés de marteaux, matraques et barres de fer ont bousculé les policiers allemands qui venaient d'être déployés autour du consulat, alors gardés par trois agents israéliens. Tandis qu'un groupe d'assailants s'attaquaient aux portes donnant accès aux locaux, d'autres entraient par les fenêtres. Un manifestant, qui aurait tenté de prendre l'arme d'un garde, a été tué immédiatement. Au deuxième étage, un groupe aurait attaqué un autre agent, qui a d'abord tiré en l'air, puis sur ses assailants. Deux Kurdes sont morts. Le troisième agent, au rez-de-chaussée, a tiré dans les jambes des manifestants pour les éloigner. Le combat se serait terminé dans une totale confusion, Israéliens et policiers allemands repoussant à coups de poing et de barres de fer les manifestants.

Georges Marion

LE MONDE / SAMEDI 20 FÉVRIER 1999

Le triomphe des uns, la peur des autres... et l'incertitude de tous

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Il a quarante ans, un costume écriqué, une large cravate, et la peur au ventre. Dans un des locaux d'Istanbul du Parti de la démocratie du peuple (Hadepp), qui défend la minorité kurde, il dit : « *Tout membre de notre parti s'attend à être arrêté d'un moment à l'autre. Nous sommes devenus criminels du fait de notre*

REPORTAGE

Avec l'arrestation du leader kurde, Istanbul n'a jamais été aussi partagée

identité, de nos opinions, de notre existence même. »

Il a, lui aussi, la quarantaine, son costume est tout aussi désuet et sa

cravate tout aussi large. « *Ils ont arrêté le chef des tueurs, lance-t-il, il mérite plus que la mort tant ses crimes sont grands.* » Et puis, encore, ce troisième, beaucoup plus âgé, qui, dit-il, « *a pleuré de joie* »

lorsqu'il a appris l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Ses deux fils étaient militaires. L'un a été tué dans les combats contre le PKK et l'autre paralysé à vie.

Deux jours après la capture au Kenya du chef séparatiste kurde, alors que les chaînes de télévision nationales ne cessent de montrer, avec une rare impudeur, les images du chef du PKK, menotté et, disent ses partisans, « *sûrement pas dans son état normal* », Istanbul - c'est peut-être son destin - n'a jamais été aussi partagée.

Seuls, quelques intellectuels mo-

dérés tentent de garder la tête froide et d'éviter les surenchères. Souvent avec humour : « *La Turquie, c'est moitié la Belgique, moitié l'Inde* », dit l'un d'entre eux. « *Je ne veux pas choisir entre une organisation criminelle, le PKK, et un Etat sans pitié* », précise un journaliste, qui a passé des années à enquêter dans le fief de l'organisation séparatiste et évoque « *ces gamins kurdes de quatorze ans qui se battent dans les montagnes, boivent de la neige fondue, se nourrissent de racines, ne savent peut-être même pas à cette heure que leur chef a été arrêté et n'ont d'autre choix que de mourir ici - de toute manière ils pourraient être abattus par le PKK s'ils désertaient - ou d'être torturés dans les prisons turques* ». Rares sont les optimistes qui espèrent que les autorités profiteront de la décapitation de l'organisation séparatiste pour jeter les bases d'un dialogue entre les communautés.

EMPRISONNEMENTS MASSIFS

Pour le moment, les nouvelles rendent cet optimisme bien fragile. Après le refoulement, mardi soir, à l'aéroport d'Istanbul de trois des avocats étrangers d'« Apo » et le refus d'accepter des observateurs internationaux lors du procès de ce dernier, qui pourrait avoir lieu la semaine prochaine, les autorités d'Ankara ont arrêté, jeudi 18 février, plusieurs centaines - entre 500 et 900 selon les sources - de militants kurdes et de défenseurs des droits de l'homme.

Selon l'Association turque des droits de l'homme (IHD), le vice-président de cette organisation et trois avocats du Hadep ont été emprisonnés à Diyarbakir, la principale ville du sud-est du pays, peuplée en majorité de Kurdes. Toujours selon l'organisation humanitaire, plus de 400 membres du Hadep auraient

été arrêtés à Istanbul. Des responsables du parti pro-kurde ont toutefois précisé que c'était à Diyarbakir que ces emprisonnements massifs auraient eu lieu et non à Istanbul, où moins d'une dizaine de personnes ont été inquiétées.

Ces opérations d'intimidation, comme la menace qui pèse d'une interdiction pure et simple du Hadep, jettent un voile sur la légitimité des élections législatives qui doivent se dérouler en avril. Pour le moment, la capture d'Öcalan semble profiter aux personnalités au pouvoir et notamment au premier ministre Bülent Ecevit. En cas de retrait du Hadep de la compétition, le parti islamiste, grand vainqueur du dernier scrutin, pourrait toutefois profiter des voix d'un certain nombre d'électeurs kurdes, ce qui atténuerait la victoire attendue de M. Ecevit. Les élections semblent pour le moment absentes des préoccupations immédiates de la

population. Celle-ci se demande avec angoisse quelles vont être les réactions du PKK après la capture de son chef. L'armée devrait certainement tirer profit des derniers événements pour porter un coup, qu'elle espère fatal, à un PKK déjà considérablement affaibli militairement. L'organisation séparatiste pourrait alors tenter de multiplier les actes terroristes, notamment contre les intérêts turcs à l'étranger. Certains craignent aussi des réactions désespérées de « kamikazes » à l'intérieur des frontières turques, et notamment dans les grandes villes.

Une angoisse qui n'empêche pas les plaisanteries. « *Vous allez bien à Amsterdam ?* », demandaient ainsi des étudiants au chauffeur d'un bus, faisant allusion à la destination initialement prévue pour Abdullah Öcalan avant qu'il ne soit capturé et emmené en Turquie.

José-Alain Fralon

Ocalan's supporters pile on the pressure

The Guardian Saturday February 20 1999

Amelia Gentleman and Chris Morris in Ankara

SEVENTY-NINE Kurds were charged yesterday with public order offences following their three-day occupation of the Greek embassy in London, as protests continued across Europe. By last night the number of people arrested in Turkey since the seizure of the Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan had risen to 1,500.

For most of the day the atmosphere outside the embassy in Holland Park, west London, remained tense, the 200-odd remaining protesters angry that their friends had been detained under anti-terrorism legislation. But the decision to charge them with less serious offences led to the protest being called off.

Community leaders have lodged protests, claiming that

the demonstrators only agreed to leave the building after a "deal" with police that they would escape with just a caution. The police insist, however, that no agreement was made.

Estella Schmid, of the Kurdistan Solidarity Committee, said: "There were concerns that the people were being labelled terrorists after we learnt that they were being held under this anti-terrorism law. We are now happy with the way the police have carried this out. [The protesters] were just ordinary people."

Several protesters appeared in court last night and the Labour MP Ann Clwyd submitted a letter to the court on their behalf, explaining the Kurdish situation and the circumstances in which they believed it necessary to protest.

Embassy staff, including Babis Patsouris, the clerk who

was taken hostage during the occupation, were all back at their desks yesterday as the clean-up operation began. Several doors and windows were broken during the occupation.

Meanwhile Nejla Kantepir, the 15-year-old schoolgirl who suffered severe burns when

she set herself on fire on the first day of the protest, underwent major skin graft surgery.

Her brother Ursin Coskun said: "We are praying she will make a good recovery. She feels very passionate about the suffering of the Kurdish people."

Campaigners plan to continue their protest against Mr Öcalan's seizure in Nairobi by Turkish special forces and will march today through central London.

In Paris, Kurds occupied the Unesco headquarters near the Eiffel Tower for more than two hours. The protest ended peacefully. In Berne, activists occupied the headquarters of the Radical Democratic Party and seized two hostages.

Mr Öcalan's Kurdistan Workers' Party (PKK) has said that protests in the rest of Europe should be conducted

peacefully, but any act of violence in Turkey should be considered legitimate.

Meanwhile Turkey pursued a carrot and stick policy yesterday, offering economic development to impoverished Kurdish areas but cracking down on political activists.

Isolated clashes were reported from various locations. In the south-eastern town of Mardin, a teenage boy was killed when shooting broke out as police broke up a pro-Öcalan demonstration.

More than 1,500 people have been detained since Mr Öcalan was brought back to Turkey on Tuesday. Some were involved in violent protests; others are merely Kurdish political activists.

Yesterday prosecutors from Ankara travelled to Imrali island, south of Istanbul, where Mr Öcalan is imprisoned, to begin the formal judicial investigation. More than 400 pages of evidence have already been compiled.

He will be charged with treason, murder and terrorism and faces a possible death sentence. The trial is expected to take place on the island, for security reasons.

Unter den drei erschossenen Kurden war auch eine junge Frau

VON MARTINA LE ROUX
UND LARS-BRODER KEIL

Berlin ws - In Berlin wurde gestern die Identität der drei bei dem Sturm auf das israelische Konsulat erschossenen Kurden bekannt. Danach handelt es sich bei den Todesopfern von Mittwoch um die PKK-Sympathisanten Sema Alp (18), Mustafa Kurt (28) und Ahmet Acac (24). Ihre Leichen waren bis Samstagabend noch nicht freigegeben.

Alle drei lebten in Berlin, sind dort auch gemeldet und haben Familie. Die jüngste der drei Erschossenen, die 18jährige Sema, stammt aus dem Arbeiterviertel Neukölln und hinterläßt Eltern und Geschwister. Ahmet Acac lebte mit seiner Familie im Stadtteil Steglitz, Mustafa Kurt kommt aus Kreuzberg.

„Viele dieser Jugendlichen haben erlebt, wie ihre Eltern umkamen, die Dörfer vom türkischen Militär zerstört wurden. Sie kommen mit unheimlicher Wut im Bauch hierher“, sagt Halo Mohammed, leitender Mitarbeiter im Kurdischen Zentrum Berlin.

Für die meisten kurdischen Asylbewerber ist das Übergangsheim in Treptow die erste Aufnahmestelle. Heimleiter Gottfried Günther ist sich sicher, daß die beiden getöteten jungen Männer ehemalige Heimbewohner sind. Nach seinen Beobachtungen versucht die PKK seit Jahren, Einfluß auf die Jugendlichen im Asylbewerberheim zu nehmen. Die meisten seien zwar eher unpolitisch, aber seit der Verhaftung des Kurdenführers Öcalan betrachteten sie diesen als Märtyrer. Günther: „Manche würden jetzt für Öcalan mit Hurra in den Tod gehen.“

Nach den Ermittlungen der Israelis ist der Sturm auf das Generalkonsulat weitgehend aufgeklärt. Ruth Mordechai J., Ehefrau des Sicherheitschefs im Jerusalemer Außenministerium, war im Chiffrierzimmer, als der Sturm auf das Konsulat begann. Sie wurde kurzfristig als Geisel genommen. Die übrigen Diplomaten und Angestellten befanden sich mit einem Sicherheitsbeam-

Das Blutbad im israelischen Konsulat ist weitgehend geklärt. Die Todesschützen wurden ausgeflogen

ten im oberen Stock und hatten die Zimmertür mit Möbeln verbarrikadiert.

Der hochgewachsene und kräftige israelische Sicherheitsbeamte Y. hatte sich den eindringenden

Kurden in den Weg gestellt und vergeblich versucht, sie mit Fausthieben in die Flucht zu schlagen. Er wurde in den Keller gedrängt. Als einer der Demonstranten versuchte, ihm die Waffe zu entreißen, schoß der Sicherheitsbeamte. Zwei Kurden starben. Danach soll der Sicherheitsbeamte drei Warnschüsse abgegeben und das Feuer auf die Beine anderer Angreifer eröffnet haben.

Nach den Ergebnissen der Berliner Polizei stammen alle Schüsse aus Y.'s Waffe. Dies widerspricht allerdings der Schilderung des weiteren Verlaufs durch die israelischen Sicherheitsbeamten: Nach dieser Darstellung stürmten die Kurden das obere Stockwerk. Dort soll der zweite Sicherheitsbeamte einen weiteren Kurden erschossen haben. Nicht geklärt ist, wieviele Schüsse tatsächlich abgegeben wurden.

Die beiden israelischen Sicherheitsleute sind inzwischen aus Berlin nach Tel Aviv ausgeflogen worden. Dies bestätigten israelische Regierungskreise gegenüber WELT am SONNTAG. Nach diesen Informationen ist neben den beiden Männern, die erschossen hatten, auch der dritte Sicherheitsbeamte des Berliner Generalkonsulats in Israel getroffen. Die drei seien „aus Furcht vor kurdischen Racheakten“ ausgeflogen worden. Zuvor wurden sie in Berlin eingehend vernommen.

Am Samstag kam es im Zusammenhang mit der Verhaftung Öcalans erneut zu Demonstrationen und Ausschreitungen.

nen und Ausschreitungen.

● In Bielefeld versammelten sich 4000 Kurden zu einer überraschenden Großdemonstration. Die Veranstaltung wurde von dem kurdischstämmigen zweiten Bürgermeister Mehmet Kilicgedik (Grüne) angemeldet. Die Polizei will gegen ihn Anzeige wegen Verstoßes gegen das Versammlungsgesetz erstatten - zur Demo waren nur 500 Teilnehmer angekündigt.

● In Bonn zogen am Samstag rund 7000 Kurden in einem nicht angemeldeten Demonstrationzug zur israelischen Botschaft, um dort einen Kranz für ihre drei in Berlin erschossenen Landsleute niederzulegen.

● In Stuttgart versammelten sich trotz Verbots 3000 Kurden zu einer friedlichen Kundgebung auf dem Schloßplatz.

● In Schweinfurt wurden in der Nacht zum Samstag Brandanschläge auf das Büro eines türkischen Geschäftsmannes und das Gebäude des islamischen Kulturvereins verübt.

● In Rom setzten italienische Jugendliche das Büro der türkischen Fluggesellschaft Turkish Airlines in Brand.

● In Basel warfen Unbekannte in der Nacht zum Samstag Molotow-Cocktails in ein türkisches Lebensmittelgeschäft und auf zwei Lastwagen aus der Türkei.

● In Genf demonstrierten 4000 Kurden aus der ganzen Schweiz gegen die Verhaftung Öcalans.

● In Istanbul randalierten in der Nacht zum Samstag erneut gewalttätige Kurden. Sie zündeten Autos an, warfen Schaufenster ein und schleuderten Brandsätze.

WELT am SONNTAG

Sonntag, 21. Februar 1999

reitung der Aktion beteiligt gewesen.

Gordon Thomas, Autor des in diesen Tagen erschienenen Buches „Die Mossad-Akte“, erklärte in London, der Mossad habe bereits im Dezember 1998 ein Kommando von sechs Agenten auf die Fähre von Öcalan gesetzt. Auslöser der Aktion mit dem Codenamen „Watchful“ („Aufpassen“) sei ein angebliches Telefongespräch zwischen dem türkischen Premierminister Bülent Ecevit und seinem israelischen Amtskollegen Benjamin Netanjahu unmittelbar nach

der Freilassung Öcalans in Rom gewesen. Ecevit habe dabei um die Hilfe des Mossad nachgesucht.

Das Mossad-Kommando sei zunächst nach Rom gereist, behauptet Thomas. Dort hätten die Agenten versucht, Öcalan in eine Falle zu locken: Doch das Unternehmen sei, so Thomas, fehlgeschlagen, weil der Kurdenführer überstürzt abgereist sei.

Die Mossad-Agenten hätten Öcalan erst wieder Anfang Febru-

ar entdeckt, als er nach Kenia weitergereist war. In Nairobi hätten die Mossad-Agenten vom kenianischen Geheimdienst erfahren, daß Öcalan in der griechischen Botschaft untergetaucht sei.

Dann hätten die Mossad-Agenten, so Thomas weiter, den Funk- und Telefonverkehr der Botschaft abgehört und entschlüsselt. Die Agenten fingen auch eine Nachricht des griechischen Ministerpräsidenten Simitis an seinen Botschafter ab, in welchem Simitis auf eine Entfernung Öcalans aus der Residenz gedrängt habe.

Das ganze Verhör-Protokoll

Ankara ws. - Nach seiner Festnahme in Kenia wurde PKK-Chef Öcalan mit dem Privatflugzeug eines türkischen Unternehmers und Abgeordneten in die Türkei gebracht. Während des Fluges befragten ihn Sicherheitsbeamte. **Auszüge:**

Frage: Abdüllah Öcalan, willkommen im Vaterland. Wie geht es dir?

Öcalan: Danke, es geht mir gut.

Frage: Hast du Magenbrennen?

Öcalan: Nein. Es geht mir gut.

Frage: Das heißt, du hast kein Gesundheitsproblem?

Öcalan: schüttelt den Kopf.

Frage: Hast du nicht doch Magenprobleme - Schmerzen, Brennen oder Aufstoßen?

Öcalan: schüttelt den Kopf.

Frage: In Ordnung ... Jetzt möchte ich dich einige Dinge fragen.

Öcalan schließt und öffnet fortwährend die Augen, die vorher

mit Klebeband verbunden waren.

Frage: Wenn die Spuren des Bandes dich stören, reinigen wir deine Augen mit Wasser. Das ist angenehm für dich.

Öcalan schüttelt den Kopf.

Frage: Du bist jetzt unser Gast. Mach es dir bequem. Mach es dir nicht selbst unbequem. Wenn du etwas willst ...

Öcalan: Ich liebe mein Land.

Meine Mutter war auch Türkin.

Frage: Kannst du lauter sprechen?

Öcalan: Wenn es eine Möglichkeit

für einen Dienst meinerseits gibt,

mache ich ihn. Wenn ein Dienst

notwendig ist, mache ich ihn.

Frage: Wenn du unsere Fragen beantwortest, tust du einen guten Dienst.

Sollen wir dein Gesicht und deine

Augen reinigen?

Öcalan: Sobald ich in die Türkei

zurückkehre, werde ich dort

dienen. Wenn ihr mir eine Mög-

lichkeit gebt, werde ich dienen.

Ich werde dies unter dem Volk

sagen. Etwas anderes sage ich

nicht ...

Frage: Schau jetzt, wir registrieren,

was du sagst.

Öcalan: Veröffentlicht es, ihr habt

keine Folter angewendet, die

Worte kamen ganz aus meinem

Inneren. Ich liebe die Türkei. Und

ich liebe das türkische Volk. Und

ich glaube, daß ich ihm gut die-

nen werde. Wenn die Möglichkeit

gegeben wird, werde ich es tun.

Frage: Jetzt wird diese Möglichkeit

gegeben. Was sind deine Wünsche?

Öcalan: Macht euch keine Gedan-

ken, dafür besteht keine Notwen-

digkeit.

Frage: So eine Möglichkeit gibt es

auch nicht, wegen der Sicherheitsvor-

kehrungen.

Öcalan: Es gibt einen Punkt, über

den ich mich sehr freue. Wenn

aufgepaßt wird, dann gibt es ein

Thema, das besprochen werden

kann. Aber es gibt in mir eine

Stimme, die sagt, daß ich gute

Dienste leisten werde - daran

glaube ich.



„Man sollte sie schleunigst mit der doppelten Staatsbürgerschaft beruhigen!“

Sonntag, 21. Februar 1999

21. Februar 1999

TZ-ZEICHNUNG: HALTZINGER

Ich fuhr 1500 Kilometer durchs wilde Kurdistan

Von PETER SCHOLL LATHOUR

Ich möchte einige Eindrücke skizzieren, die ich im vergangenen August in den kurdischen Gebieten der Türkei gesammelt habe. Mehr als 1500 Kilometer habe ich zwischen Urfa und Yüsekova mit dem Auto zurückgelegt, wurde dabei häufig durch Panzerspähwagen der türkischen Gendarmerie eskortiert, habe aber meine Ziele – inklusive der ehemaligen PKK-Hochburg Hakkari im Dreieck mit Irak und Iran – selbst bestimmen können.

Den türkischen Streitkräften ist es gelungen, die Partisanentätigkeit der PKK in den sechs Provinzen, über die noch der Ausnahmezustand verhängt ist, auf ein Minimum zu reduzieren. Kurdistan ist nicht Vietnam, und die Armee Ankaras führt eine sehr konventionelle Partisanenbekämpfung durch, jagt die kleinen Gruppen rebellischer Infiltranten mit Hubschrauber-Kommandos.

Unvermeidlich kommt es immer wieder zu Überfällen und Attacken aus dem Hinterhalt, so daß die ausländischen Experten die Durchschnittsverluste des türkischen Heeres und noch mehr der „Jandarma“ auf zwei Mann pro Tag veranschlagen. In den Rängen der türkischen Armee herrscht demnach eine kriegerische Hochstimmung, die durch solche Einbußen nicht beeinträchtigt wird. So teuer die permanente Entfaltung von etwa 300 000 Soldaten im Aufstandsbereich auf dem nationalen Budget lasten mag – die Panzerfahrzeuge werden zu Ramschpreisen in der Ukraine und Rumänien aufgekauft – so ungebrochen ist der Wille der Regierung und vor allem des Generalstabs in Ankara, diesen Konflikt bis zum Enderfolg durchzustehen.

Die Gesamtverluste seit 1984, dem Beginn des bewaffneten Aufstandes, werden übereinstimmend auf etwa 30 000 Tote beziffert. Davon dürften die türkischen Streitkräfte zu einem Drittel, die PKK-Guerilla und kurdische Zivilisten zu zwei Dritteln betroffen sein. Zahllose Kurdendörfer wurden im Zuge einer gnadenlosen Repression vernichtet, aber es sollte auch nicht verschwiegen werden, daß der Ausbau der Infrastruktur in Südost-Anatolien, daß die Anlage zahlloser aufwendiger Wohnblocks, die natürlich auch der Kontrolle der Bevölkerung dienen, mit großer

Energie vorangetrieben wurden.

Die PKK ist durch die Schließung ihrer Ausbildungslager und ihrer rückwärtigen Basen im von Syrien beherrschten Libanon vermutlich viel härter getroffen worden als durch die Verhaftung Öcalans. Laut Aussagen von Überläufern war es in diesen Camps in den letzten Jahren ohnehin zu einer bemerkenswerten ideologischen Neu-Orientierung gekommen. So wurden Hammer und Sichel aus dem PKK-Wappen entfernt. Statt dessen tragen die Flugblätter der kurdischen Rebellen neuerdings das Firmenzeichen „Kurdisch-Islamische Union“.

Der Kurdensender Med-TV, der von England seine revolutionären Programme ausstrahlt, widmet den Freitag der frommen Koran-Lektüre und der Predigt anatolischer Hodschas, die zum „Heiligen Krieg“ gegen den gottlosen Kemalismus aufrufen.

In den großen Städten wie Van oder Dyarbakir hat sich die kurdische Mehrheit – nicht unbedingt aus religiösem Überschwang, sondern aus Protest gegen eine unerbittliche Assimilationspolitik – der islamistischen Opposition zugewandt.

In vielen Dörfern hingegen geben weiterhin die traditionellen kurdischen Feudalherren, die Argas, den Ton an, die von den sozialrevolutionären Ideen der PKK, aber auch vom islamischen Reformismus der Fazilet das Ende ihrer exorbitanten Privilegien befürchten müssen. Deshalb paktieren die Argas opportunistisch mit der jeweiligen Macht-Konstellation in Ankara und stellen der türkischen Gendarmerie ihre dubiosen Milizionäre, die sogenannten Dorfschützer, zur Verfügung.

Eine totale militärische „Pazifizierung“ der kurdischen Ost-Provinzen wäre vorstellbar, gäbe es nicht die offenen Grenzen und die feindseligen Nachbarn. Gerade aus der Provinz Hakkari sind in diesen Tagen wieder starke türkische Kampfverbände in die kurdische Nord-Region des Irak eingefallen. Die türkische Generalität hat in letzter Zeit – gestützt auf eine enge Zusammenarbeit mit Israel – bemerkenswerte Erfolge erzielen können: Syrien hat faktisch unter der Kriegsandrohung kapituliert; Süd-Zypern mußte auf das russische Waffensystem der SS-300-Raketen verzichten; der Todfeind Öcalan wurde gefangen; beim

griechischen Gegner wurde Verwirrung gestiftet.

Der Kurdenkonflikt hat die Türkei in ihrer Rolle als Regionalmacht bestärkt, und selbst die enge Interessengemeinschaft mit den USA, die sich bei der Entführung des „APO“ Öcalan in Nairobi wieder einmal bewährt, wird den Generalstab von Ankara nicht daran hindern, jeden Versuch einer kurdischen Staatsbildung im Nord-Irak im Keim zu ersticken, auch wenn Washington sich davon den Sturz Saddam Husseins versprache. Die hohen Militärs haben nicht vergessen, daß Atatürk auf die Einbeziehung der nord-irakischen Petroleum-Zentren Mossul und Kirkuk in seine Republik nur unter stärkstem britischen Druck verzichten mußte.

Nicht aus Süden, sondern aus Osten, aus der Islamischen Republik Iran, so wurde mir immer wieder versichert, drohe der Stabilisierung Ost-Anatoliens permanente Gefahr. Die Mullahs von Teheran haben ihre Probleme mit der eigenen kurdischen Minderheit von etwa sechs Millionen Menschen und keinerlei Interesse an

der Erstarkung des kurdischen Nationalismus. Den Erben des Ayatollah Khomeini ist auch die zunehmende israelische Militärpräsenz in Anatolien zutiefst suspekt zu einem Zeitpunkt, da die Fertigstellung einer persischen Atombombe in Reichweite rückt.

Für Kompromiß ist wenig Raum. Die Gewährung von Autonomie-Rechten an die Kurden – davon sind fast alle Türken überzeugt – wäre nur eine Übergangsphase. Sie würde den Weg freimachen für die offene Forderung nach totaler Unabhängigkeit Kurdistan.

Die Masse der türkischen Bevölkerung – vom Bürgertum bis zu den ärmsten Bauern – verlangt unerbittlich das Todesurteil und die Hinrichtung Abdullah Öcalans. Jede Regierung, die sich dieser Stimmung widersetzt, könnte auf erhebliche Schwierigkeiten stoßen.

Die jungen PKK-Anhänger in Deutschland, die früher ihre Ausbildung für den Partisanenkrieg in den Lagern des Libanons und Syriens erhielten, verfügen heute kaum noch über eine Möglichkeit, ihren Mut in den Bergen Anatoliens zu erproben. So wird Deutschland beinahe zwangsläufig zum Ersatz-Kriegsschauplatz dieser Befürworter des „freien Kurdistan“.

Die Geheim-Operation „Öcalan“

Istanbul e.a.a./ws. - Am Sonnabend wurden weitere Einzelheiten über die Gefangennahme von PKK-Chef Abdullah Öcalan in Nairobi (Kenia) bekannt. Erstmals räumten Beamte der US-Regierung laut „New York Times“ zudem ein, den Türken bei der Ergreifung Öcalans Unterstützung gewährt zu haben.

Wie die Athener Zeitung „Eleftherotypia“ gestern berichtete, sei der PKK-Chef buchstäblich aus den Händen des griechischen Botschafters in Kenia, Georgios Kostoulas, gerissen worden. Der Diplomat hätte Öcalan am Montag dieser Woche in seinem Dienstwagen zum Flughafen bringen wollen. Von dort wollte der Kurdenführer angeblich in ein westeuropäisches Land fliegen, vermutlich nach Amsterdam.

„Während der Fahrt zum Flughafen blieben plötzlich zwei vorausfahrende Polizeiautos stehen und blockierten den Wagen von Botschafter Kostoulas“, berichtete die Zeitung. Dann habe ein kenianischer Polizist die hintere Wagentür aufgerissen. Der Botschafter sei aus dem Auto gezerrt und in einen Straßengraben gedrängt worden. Ein anderer Polizist habe die Autoschlüssel genommen und sie in ein Gebüsch geworfen.

Anschließend sei Öcalan aus dem Botschafterwagen gezogen und in ein Polizeiauto gebracht worden, das mit hoher Geschwindigkeit davonfuhr. Für drei Kurden in der Begleitung Öcalans hätten sich die Entführer dagegen nicht interessiert. „Sie wollten nur den großen Fisch haben“, zitiert das griechische Blatt den Fahrer des Botschafters.

Botschafter Kostoulas habe bereits vergangene Woche von seiner Regierung in Athen den Auftrag erhalten, Öcalans Ausreise vorzubereiten - zunächst wohl ohne Wissen der kenianischen Behörden, berichtet „Eleftherotypia“ weiter. Doch Öcalan habe genau die Fehler wiederholt, die er schon einmal während der ersten Phase seiner Odyssee in Moskau gemacht hätte. Er habe zu oft sein Satellitentelefon benutzt. Zudem habe er das Botschaftsgebäude mehrfach verlassen, um im Garten spazieren zu gehen.

Ende vergangener Woche sei der kenianische Druck auf Kostoulas dann massiv geworden, heißt es weiter. Öcalan müsse das Land verlassen, hätten die Afrikaner ultimativ verlangt.

Kostoulas habe wegen seiner guten persönlichen Beziehungen zum kenianischen Präsidenten Daniel Arap Moi zunächst noch versucht, die Entscheidung hin-



So präsentierten türkische Geheimdienstler den PKK-Chef Öcalan gefesselt an Bord einer Privatmaschine, die ihn in die Türkei brachte

auszuzögern. „Kostoulas konnte Moi jederzeit unter seiner Privatnummer anrufen, verbrachte mit ihm viele Wochenenden auf dem Lande“, berichtet „Eleftherotypia“.

Gerade dieses enge Vertrauensverhältnis sei dem Botschafter zum Verhängnis geworden, schreibt das Blatt. Als Kostoulas die Nachricht erreichte, ein Flugzeug stehe für Öcalan bereit, hätte er keine Einwände gehabt, auf der Fahrt dorthin von kenianischen Polizisten begleitet zu werden.

Ein griechischer Geheimdienstagent bezweifelt allerdings, daß Naivität und Gutgläubigkeit des griechischen Diplomaten Öcalan zum Verhängnis geworden seien. „Der PKK-Chef ist regelrecht den Türken ausgehändigt worden: Alles andere ist nur vorgespielt“, erklärte Major Savvas Kalenterides, vom griechischen Geheimdienst EYP. Kalenterides ist fest davon überzeugt: „Der griechischen Regierung war Öcalan einfach zu lästig geworden. Daher haben sie ihn den Türken überlassen - mit Hilfe der Amerikaner.“

Daß die USA der Türkei bei der Festnahme Öcalans behilflich waren, behauptete gestern die „New York Times“ unter Berufung auf amerikanische Beamte. Laut „New York Times“ wurde Öcalan in seinem Zufluchtsort, der griechischen Botschaft in Nairobi, von amerikanischen Ermittlern entdeckt und abgehört.

Die US-Agenten hätten „türki-

schen Kommandos die Chance gegeben, Öcalan mit der Hilfe kenianischer Sicherheitsbeamter zu ergreifen“, heißt es weiter. Amerikanische Regierungssprecher hatten dagegen stets versichert, daß es „keine direkte Beteiligung“ der USA gegeben habe.

Laut „New York Times“ haben die Amerikaner vier Monate lang die Spur Öcalans verfolgt, nachdem der PKK-Chef Syrien verlassen mußte. Seit Oktober, als Öcalan nacheinander in Rußland, anderen europäischen sowie afrikanischen Ländern Zuflucht suchte, hätten die USA vor einer Aufnahme des Flüchtigen gewarnt.

Nairobi sei für Öcalan schließlich eine schlechte Wahl gewesen. Über 100 amerikanische Beamte von Polizei und Geheimdienst hielten sich dort seit dem Terroranschlag auf die US-Botschaft auf, bei dem im August vergangenen Jahres 213 Menschen ums Leben gekommen waren.

Weiter unklar ist, ob eventuell auch der israelische Geheimdienst Mossad an der Öcalan-Entführung beteiligt gewesen ist. Während Mossad-Chef

Efraim Halevy eine Beteiligung der Israelis am Wochenende noch einmal ausdrücklich dementierte, behauptete gestern ein britischer Geheimdienst-Experte, der Mossad sei zumindest an der Vorbe-

Sonntag, 21. Februar 1999

WEIT am SONNTAG

Turkey warns EU over Kurds' rights

TURKEY ISSUED a warning to European governments to stay out of its dealings with its Kurdish minority yesterday.

It was the first sign of Turkish fears that the capture last week of Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader, may focus international attention on Turkey's Kurds. Greece is seeking to bring Mr Ocalan's arrest before a meeting of European Union foreign ministers today.

"Turks and Kurds of Turkey are of one nation," said the Turkish Prime Minister, Bulent Ecevit, yesterday, insisting Turkey would never accept autonomy for its Kurds.

"In contrast to the racist heritage and tendencies of certain European nations, we have no concept of racial differentiation, and there has been no instance, of racial conflict or discrimination in Turkish history."

It is hard to reconcile Mr Ecevit's words with the facts. Mr Ocalan's Kurdistan Workers' Party (PKK) has carried

BY JUSTIN HUGGLER
in Istanbul

out a 14-year campaign of violence and terror to win Kurdish autonomy in south-east Turkey. Kurds are denied minority rights under Turkish law. Kurdish language broadcasting is illegal, and the language cannot be taught in schools.

"I hope no European government will attempt to bargain at Turkey's expense with the PKK terrorists who have savagely occupied and rampaged public buildings and consulates in recent days," Mr Ecevit said yesterday. "Any compromise with terrorists would inevitably encourage them to [commit] further atrocities and bring humiliation to the governments concerned."

Violent Kurdish protests erupted around the world when Turkish special forces snatched Mr Ocalan from Kenya last week. Protesters denied that their activities had been co-ordinated by the PKK.

Mr Ecevit's remarks are likely to put a further strain on relations with the EU. Turkey has long aspired to join the union but member states have cited human rights abuses in the struggle with the PKK as an obstacle to membership.

The Turkish Foreign Minister, Ismail Cem, yesterday called on the EU to examine Greece's involvement in sheltering Mr Ocalan.

The Kurdish leader was staying at the Greek embassy in Nairobi before he was captured, and Ankara accuses Greece and Greek-backed Cyprus of providing training facilities and assistance to the PKK.

Turkish officials have relished Greece's humiliation in the capture of Mr Ocalan. Three Greek ministers have resigned. "Those circles and governments who provoked or condoned PKK atrocities must have realised during recent days that they were playing with fire," Mr Ecevit said.

Mr Ocalan remains under in-

terrogation on a prison island in the Sea of Marmara. There were unconfirmed reports that he would make a video appeal for PKK guerrillas to surrender.

Turkey has reacted angrily to calls from several European governments to ensure Mr Ocalan gets a fair trial. Mr Ecevit yesterday called on foreign governments not to "put pressure" on Turkish courts. "We would consider such attempts as an unacceptable affront to Turkish justice," he said.

The Turkish Prime Minister said he believed that the problems of Turkey's Kurds could be solved by social and economic help for the underdeveloped Kurdish regions. He reiterated his call to PKK guerrillas to surrender.

A repentance law before parliament would guarantee shorter sentences for those who gave themselves up, he said. But the PKK has vowed to fight on, and has warned that Turkey will "face the consequences" if Mr Ocalan is harmed.

THE INDEPENDENT
Monday 22 February 1999



Ocalan 'our best hope for freedom'

BY JUSTIN HUGGLER

"HE WAS OUR LEADER and our best hope for freedom," says Mehmet Yilmaz, one of the few Kurds in Istanbul willing to talk about Turkey's capture of Abdullah Ocalan.

Mr Yilmaz, a short man with a heavy beard, watched last week as the guerrilla leader was humiliatingly paraded in front of Turkish flags on national television.

"All we want is freedom and political rights. We want to live like humans but the world won't let us," he said.

Mehmet Yilmaz is not his real name: he says if he gave his name he could be arrested. He claims to have been tortured in

the past on suspicion of links with Mr Ocalan's Kurdish Workers' Party (PKK). He denies the links but he is a supporter of the organisation.

"I'm angry with Europe," he says, "They let us down. We've been crying out for our freedom for years but the world won't give us our rights. Last week the Israelis killed Kurds. This proves the Kurds will always be killed by all governments." Three Kurdish demonstrators were shot dead by Israeli security guards when they tried to occupy the Israeli consulate in Berlin.

"It's clear that there was an international plot to seize Abdullah Ocalan," says Mr Yilmaz.

He believes that the CIA and the Israeli intelligence service, Mossad, were involved in Mr Ocalan's capture, despite US and Israeli denials.

Kurds fleeing the fighting between the PKK and security forces in south-east Turkey have given Istanbul the biggest Kurdish concentration anywhere. But few were willing to talk about Mr Ocalan's capture. "What do you expect?" says Mr Yilmaz. "They've arrested a lot of people. Nobody knows where it will end."

Turkey has almost silenced the Kurds with mass arrests in the wake of Mr Ocalan's capture. Over the weekend the number in custody was reported to have reached 1,000.

The Istanbul headquarters of Hadep, a legally recognised Kurdish political party, are surrounded by police armed with machine-guns. While protest has been rife elsewhere, in Turkey it has been limited to sporadic street violence.

"People here are too scared to talk. The police arrested one of my friends yesterday," said one Kurd living in the *gecekon-*
das, the desperately poor shan-

ty towns where Istanbul's destitute live. He says he came here after security forces burned his village in the south-east.

"The Kurds are always either killing or being killed," says Mr Yilmaz. "The Kurdish people want peace, but there is no answer when we ask for our rights. There is only one way: to fight." Mr Yilmaz angrily rejects the suggestion that Mr Ocalan is a terrorist: "Isn't it clear that he's a leader fighting for his people's democratic freedom? They say he killed 37,000 people but that's not true. It's a war. The government has all sorts of weapons but the Kurds have only their hearts. I think if anyone calls him a terrorist they are practising terrorism against the Kurds."

Mr Yilmaz is unimpressed by the Turkish government's offer of partial amnesty for PKK guerrillas who surrender. "There are thousands of guerrillas in the mountains. They will fight to the end. They will never give up their freedom."

La confusion règne en Irak

Alors que le régime nie, le soulèvement chiite se poursuivrait dans différentes régions

Que se passe-t-il à Bagdad et dans les régions chiites du sud de l'Irak? Si l'on en croit l'opposition, les émeutes s'y sont poursuivies hier pour le troisième jour après l'assassinat du principal dignitaire chiite, l'ayatollah Sadeq al-Sadr (*Libération* du 22 février). Selon le pouvoir, il ne se passe toujours rien, les informations faisant état de troubles étant «inventées et

fausses».

«**Bombardements.** En l'absence d'observateurs indépendants, difficile de savoir. Mais la diffusion par la télévision irakienne d'images de la ville sainte de Nadjaf, pour montrer que le calme y règne, témoigne bien que le pouvoir veut rassurer. En revanche, aucune image n'a été diffusée sur Nassiriya (à 300 km au sud de Bagdad), dont le centre-ville serait toujours tenu par les insurgés. Selon le représentant à Londres de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII - opposition chiite islamiste), «la ville est toujours encerclée par les forces irakiennes qui la bombardent à l'artillerie lourde et aux mortiers». Les af-

frontements auraient déjà fait 18 morts. L'ASRII ajoute que la tension demeure très vive dans la province de Babylone, où des affrontements entre les habitants et la garde républicaine, aidée de membres du parti Baas, auraient fait «des dizaines de morts et de blessés».

L'ASRII parle enfin d'incidents dans les provinces de Kerbala (centre), Bassorah et Missan (sud). A Bagdad, toujours selon l'opposition, les émeutes se poursuivaient hier dans les banlieues chiites de la capitale, en particulier à Saddam-City, immense faubourg peuplé d'un à deux millions d'habitants. Le parti islamiste al-Dawa, dont le siège est à Damas, affirmait que plusieurs quar-

tiers à majorité chiite étaient assiégés par les fedayin de Saddam, paramilitaires dirigés par Oudaï, le fils aîné du Président, «pour empêcher les affrontements de s'étendre».

Attaques américaines. Par ailleurs, des F15 américains ont bombardé hier des sites radars, des installations antiaériennes et des dépôts d'armes au nord et au sud. Selon un porte-parole américain, les bombardements dans le sud ont été menés «en réponse à l'entrée de deux appareils Mig 23 irakiens dans la zone d'exclusion aérienne». Dans le nord, d'autres appareils ont lancé «onze bombes téléguidées» sur de «multiples sites d'artillerie antiaérienne» qui les avaient pris sous leur feu ● J.-P.P.

Ocalan sur écoute et dans les filets de Washington

Les Américains ont téléguidé sa traque grâce aux agents de la CIA

Washington
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont bel et bien dirigé la traque qui a abouti à la capture du dirigeant kurde Abdullah Öcalan, ont reconnu des responsables anonymes de l'administration Clinton cités ce week-end par la presse américaine. «Chaque fois que nous avons su où il était et où il comptait se réfugier, nous sommes intervenus pour empêcher qu'il lui soit donné l'asile ou un droit de passage», a expliqué l'un de ces responsables au *Los Angeles Times*. Mais les Etats-Unis sont allés bien au-delà de ce rôle de «géolier» planétaire, en fermant l'une après l'autre toutes les issues de secours au nez d'Öcalan, pour finalement le coincer à Nairobi, où il a été livré par les Kenyans à un commando d'élite des forces spéciales turques. Si on en croit les confidences faites aux journaux américains, ce sont les services secrets américains qui ont informé les Turcs de la présence de leur ennemi public numéro 1 à l'ambassade de Grèce à Nairobi. Ce sont leurs écoutes électroniques qui ont permis de préparer l'opération Safari qui a abouti à sa capture.

Et ce sont eux qui ont orchestré la coopération politique entre le Kenya, la Turquie et (peut-être) la Grèce, qui a permis que l'arrestation se déroule sans anicroches le 15 février.

Les services de renseignements américains ont suivi pas à pas tout au long de ses 129 jours de cavale le chef du PKK - organisation qui est placée sur la liste des «groupes terroristes» dangereux et devant être activement combattus par les Etats-Unis, publiée chaque année par le département d'Etat. L'arrivée à Moscou d'Öcalan, après son expulsion de Damas le 9 octobre, avait été immédiatement connue des agents américains, mais aussi israéliens, en poste en Russie. Il en a été de même de ses efforts successifs pour se réfugier à Rome (le 2 novembre), Saint-Petersbourg (le 16 janvier), Athènes (le 30 janvier) et Nairobi (le 2 février). Dans les 48 heures suivant son arrivée dans la capitale kenyane, la Turquie était informée de sa cachette. La centaine d'agents du FBI (Bureau fédéral d'enquêtes) et de la CIA (Agence centrale de renseignements) qui sont depuis août à Nairobi, où ils enquêtent sur l'attentat qui y a détruit l'am-

bassade américaine, ont aussitôt mis sur écoute les conversations téléphoniques qu'Öcalan menait imprudemment de son portable et surveillé 24 heures sur 24 les abords de l'ambassade de Grèce.

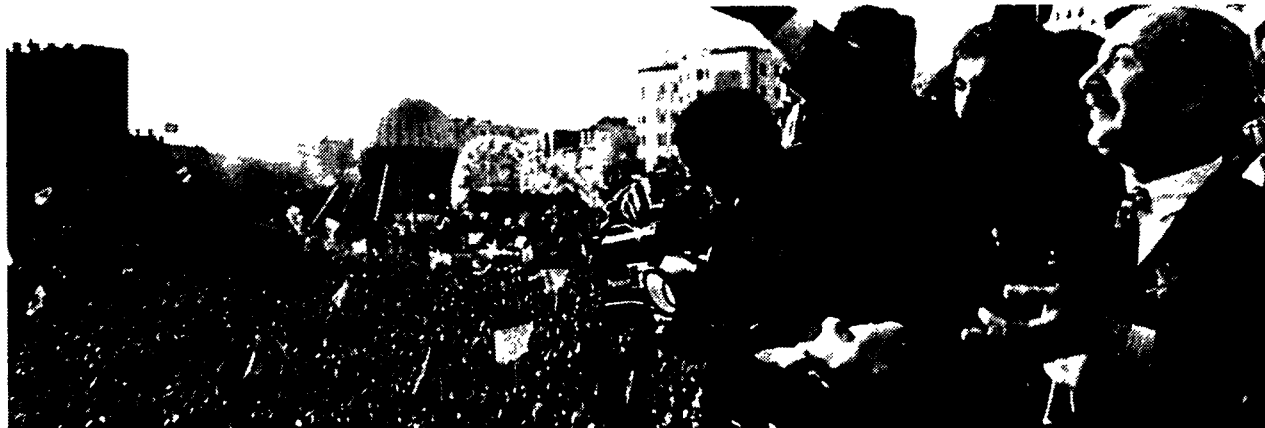
Le commando turc n'est arrivé à l'aéroport de Nairobi que le 12 février, à bord d'un jet privé appartenant à un industriel turc et maquillé en avion malaisien. Le délai s'explique par les négociations menées par les Etats-Unis pour convaincre le Kenya - mais aussi probablement la Grèce - de livrer Öcalan, décision prise personnellement par le président kenyan, Daniel Arap Moi. Techniquement, il est donc vrai que «les Etats-Unis n'ont participé directement ni à la capture ni au transfert (vers la Turquie) d'Öcalan», comme l'explique le porte-parole du département d'Etat, James Foley. Mais la vérité est que sans les informations et les pressions diplomatiques américaines le MIT (services secrets turcs) n'aurait pas eu la moindre chance de capturer Öcalan, dont le sort, explique-t-on à Washington, doit servir d'avertissement à un autre «superterroriste» que les Etats-Unis ont juré de traîner

devant la justice - le Saoudien Oussama ben Laden, qui se terrerait en Afghanistan... Le «cadeau» fait à Ankara devrait assurer aux Américains la gratitude de la Turquie, pays qui est plus que jamais la clé de voûte de la stratégie américaine au Moyen-Orient, puisque c'est de la base aérienne turque d'Incirlik que les forces américaines surveillent et «contiennent» l'Irak à coups de frappes quotidiennes... ●

PATRICK SABATIER

La Turquie surveille de près l'opposition kurde

Le Hadep, seul parti légal prokurde, risque d'être interdit.



Murat Bozlak lâche une colombe de la paix lors d'un meeting à Diyarbakir, juin 1995. Le président du Hadep est aujourd'hui en prison.

Istanbul de notre correspondant

Silence, déception, inquiétude, voire désespoir dominant chez les Kurdes proches du Hadep, Parti de la démocratie du peuple, qui risque d'être mis hors la loi à la veille des élections législatives du 18 avril. Le procureur de la République a déjà préparé son dossier et le Conseil constitutionnel peut tout de suite commencer à examiner la demande d'interdiction de cet unique parti prokurde légal accusé d'«aide à une bande terroriste séparatiste», c'est-à-dire le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Murat Bozlak, son président, et plusieurs autres dirigeants nationaux du Hadep sont en prison depuis plusieurs mois. «Rien qu'à Istanbul, plus de 300 membres et dirigeants locaux de notre parti ont été depuis trois jours placés en garde à vue. Nous n'avons pas de chiffres précis mais nous estimons à environ 2 000 le nombre des dirigeants locaux, militants ou sympathisants interpellés dans tout le pays ces derniers jours», affirmait lundi un responsable local du Hadep à Istanbul. Une partie d'entre eux sera libérée à la fin des 48 heures de garde à vue.

Le scénario est toujours le même. La police organise des descentes dans les permanences du parti et arrête l'ensemble des personnes présentes. Les autorités n'ont pas donné les raisons de ces coups de filet, mais la presse turque précise qu'il s'agit essentiellement de mesures préventives pour empêcher l'organisation de manifestations de solidarité avec le président du PKK, Abdullah Öcalan, dit «Apo», détenu sur l'île Imrali, dans la mer de Marmara.

4,2% des voix. Mais les militants veulent aussi croire qu'ils représentent une vraie force. «Le

président de la République, Suleyman Demirel, avait déclaré publiquement début décembre qu'il s'inquiétait du potentiel de notre parti, en particulier dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Nous sommes un parti politique légal et nous sommes le plus grand parti de cette région», affirme un cadre du Hadep, rappelant que son parti a recueilli lors des dernières élections 1,2 million de voix au niveau national, soit 4,2%. Mais il faut 10% des suffrages pour être représenté au Parlement. Il ajoute: «Nous ne faisons pas partie du système politique actuel, nous défendons l'amitié des peuples kurde et turc, alors nous sommes opprimés.»

Interrogatoires. Quand ils parlent publiquement, les responsables du Hadep s'abstiennent d'évoquer des liens entre Öcalan et leur parti. Mais les procureurs de la Cour de sûreté de l'Etat qui ont commencé dimanche les interrogatoires d'Öcalan ont emporté avec eux les dossiers sur le Hadep.

«Environ 2 000 personnes, dirigeants locaux, militants ou sympathisants de notre parti, ont été interpellés dans tout le pays ces derniers jours.»
Un responsable du Hadep

Les militants de base du parti sont plus explicites. Rencontrés dans un centre culturel à Beyoglu, au centre d'Istanbul, les étudiants kurdes proches du Hadep admettent que «la tension devient de plus en plus forte». Ils disent qu'actuellement une grande partie des Kurdes garde le silence par prudence: «Vous vous souvenez des scènes de lynchage quand nous avons manifesté pour revendiquer un statut de réfugié politique pour Apo quand il était à Rome? Trois Kurdes furent tués. Aujourd'hui l'atmosphère est encore plus lourde.» Un autre hausse les épaules et relate les manifestations «spontanées» de soutien «au président Apo» organisées dans quelques villes du Sud-Est, qu'ils nomment «Kurdistan». La télévision kurde Med TV, qui émet depuis Londres, est également au centre du débat. Ils sont au courant de l'information ouverte contre Med TV, dont la rédaction est près de Bruxelles, par les autorités belges. «Ils veulent nous faire taire. Ce n'est pas uniquement Ankara qui est contre nous, mais c'est un complot international. Les Américains, le Mossad, le gouvernement grec.»

Traître à la nation. Une grande partie des Kurdes du Hadep considère en privé Öcalan comme «le leader incontestable des Kurdes». Mais il est difficile, voire impossible, de défendre une cause et une personne qui sont haïes par la très grande majorité de l'opinion publique turque. Apo est présenté par les médias comme «le traître à la nation» ou «la cinquième colonne des forces ennemies de la Turquie». Un étudiant en droit précise qu'Apo «est le 27^e leader kurde qui est arrêté depuis 1925 par les autorités turques». Il ajoute avec un sourire: «La lutte des Kurdes a depuis toujours suivi son cours. Il en sera de même pour le futur.» ●

RAGIP DURAN

L'UE réclame un procès équitable

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont demandé hier que «des observateurs internationaux soient admis au procès» d'Abdullah Öcalan. Réunis à Luxembourg, ils ont souhaité dans une déclaration commune que le chef kurde bénéficie d'un «procès public» devant une «cour indépendante» et qu'il puisse choisir les défenseurs «de son choix». Selon la presse turque, le procès du chef rebelle kurde devrait s'ouvrir une semaine avant les élections législatives anticipées du 18 avril pour s'achever quelques semaines plus tard, en mai. Il se déroulera sur l'île-prison d'Imrali où Abdullah Öcalan est détenu depuis son arrivée du Kenya. Pendant les audiences, l'accusé sera détenu dans une cage vitrée pare-balles.

Bulent Ecevit exclut toute forme d'autonomie pour les Kurdes

dimanche 21 février 1999, 15h15

ANKARA (AP) -- Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a exclu dimanche d'accorder une quelconque autonomie aux Kurdes vivant dans la partie sud-est de la Turquie. Il a également écarté l'idée de négociations avec les séparatistes loyaux à Abdullah Ocalan.

``Un dialogue n'est pas nécessaire avec les représentants de minorités favorables à la partition de la Turquie'', a déclaré le chef du gouvernement turc lors d'une rencontre avec la presse étrangère, six jours après la capture du chef du PKK.

M. Ecevit a par ailleurs affirmé que l'incursion effectuée depuis près d'une semaine par l'armée turque dans le nord de l'Irak pour y traquer des combattants kurdes avait ``pris fin, pour l'instant''.

Interrogé sur les conditions de vie des populations du sud-est du pays, soumises à de sévères restrictions et à la loi martiale, le Premier ministre turc a estimé qu'un ``recul substantiel du terrorisme conduirait à des améliorations et à des réformes'' dans cette région à majorité kurde.

Evoquant le rôle joué par la Grèce dans l'affaire Ocalan, Bulent Ecevit a souhaité que ``les hommes politiques grecs se rendent compte que dialoguer avec la Turquie contribuerait davantage à un règlement de nos problèmes communs que d'apporter un soutien au terrorisme''.

Il a également appelé les capitales étrangères et les représentants d'organismes internationaux à ``éviter toute pression sur notre justice'' à l'occasion du procès d'Abdullah Ocalan, qui doit comparaître prochainement devant la Cour de sécurité de l'Etat. ``Nous considérerions une telle attitude comme un affront inacceptable'', a-t-il dit.



La situation reste tendue dans le Kurdistan iranien

TEHERAN, 22 fév (AFP) - La situation dans le Kurdistan iranien, où plusieurs manifestations anti-turques violentes se sont déroulées ces derniers jours, est restée tendue lundi, selon différents témoignages et informations.

Lundi matin, la police iranienne a tiré en l'air pour disperser une manifestation anti-turque dans la ville de Sanandaj, chef-lieu du Kurdistan iranien, a rapporté l'agence officielle IRNA.

``La police a lancé des avertissements pour empêcher le rassemblement mais les gens n'ont pas suivi les ordres et la police a dû tirer en l'air pour disperser la foule'', a affirmé l'agence iranienne.

La Turquie, qui avait annoncé dimanche la fermeture de son consulat à Ouroumieh, à 200 km au nord de Sanandaj, a fermé partiellement lundi sa frontière avec l'Iran pour une durée indéterminée en raison des manifestations dans cette région.

Selon des témoignages recueillis par l'AFP, la situation semblait être redevenue calme lundi à Ouroumieh, après deux jours de violences qui ont touché les abords du consulat turc mais également ceux du palais du gouverneur ainsi que des bâtiments publics.

Ces manifestations kurdes --qui se sont également traduites par des rassemblements en fin de semaine dernière à Téhéran devant l'ambassade de Turquie et les locaux des Nations unies-- ont été organisées en soutien au chef kurde turc Abdullah Ocalan détenu en Turquie.

L'agence turque Anatolie avait fait état dimanche de trois morts au cours d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Ouroumieh, ville très proche de la frontière.

Un journal iranien proche du gouvernement, Jahan-é-islam, avait quant à lui parlé de la mort de deux jeunes gens dans cette ville.

Par ailleurs, selon le témoignage d'un résident, ``on a signalé la mort d'une étudiante tuée par balle lors des manifestations'' de samedi mais aucune confirmation officielle n'a pu être obtenue.

Dans la grande ville kurde de Mahabad, 70 km au sud d'Ouroumieh, des drapeaux iraniens ont été remplacés dimanche par des drapeaux kurdes sur une place de la ville et des tirs ont été entendus, selon des témoignages.

Des habitants ont également signalé des tirs samedi et dimanche dans plusieurs villages de cette région traditionnellement sous haute surveillance militaire, frontalière avec le nord de l'Irak et la Turquie.

La communauté kurde d'Iran compte 5 à 6 millions de personnes, vivant pour la plupart dans l'ouest du pays et de confession sunnite alors que l'Iran est majoritairement chiite.

"L'Iran n'a jamais admis qu'il soutenait le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, d'Abdullah Ocalan) mais il est plausible que cette formation ait des sympathisants en Iran", selon un diplomate occidental basé à Téhéran et familier de la question kurde.

"Les Iraniens ont aussi fait preuve d'une certaine sympathie à l'égard d'Ocalan parce qu'ils voient la main de leurs ennemis de toujours, Israël et les Etats-Unis, dans sa récente capture", relève ce diplomate.

Dès dimanche, une influente personnalité kurde iranienne, Bahaeddine Adab, député de Sanandaj, avait appelé à la mobilisation en faveur d'Ocalan, exhortant les "Kurdes d'Iran et des autres pays à poursuivre leur mouvement".

Ankara a, dans le passé, reproché à l'Iran de "fermer les yeux" sur des infiltrations de maquisards kurdes du PKK à partir de son territoire vers la Turquie. Téhéran a toujours rejeté ces accusations.

Le Conseil de l'Europe se mobilise autour du cas Ocalan Par Thérèse JAUFFRET

STRASBOURG, 23 fév (AFP) - Le Conseil de l'Europe se mobilise, en dépit de difficultés de dernière minute, sur au moins trois fronts autour du cas du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan.

Depuis une semaine, des centaines de sympathisants kurdes manifestent devant le palais de l'Europe.

Le président de l'Assemblée parlementaire des "40", Lord Russell-Johnston (Royaume-Uni), a annoncé mardi qu'il était contraint d'annuler son voyage en Turquie prévu cette semaine, car le gouvernement turc "n'était pas en faveur de cette visite".

Le président avait l'intention de demander au gouvernement turc des garanties afin que la détention et le procès de M. Ocalan soient en conformité totale avec la convention européenne des droits de l'Homme.

Par ailleurs, une délégation parlementaire, composée notamment de deux rapporteurs, doit se rendre en Turquie "dans les prochaines semaines". Son but affiché est de "s'assurer que M. Ocalan est en bonne santé et de rappeler à la Turquie ses obligations" en tant que membre du Conseil de l'Europe.

La Cour européenne des droits de l'Homme, qui a déjà déclaré contraire à la convention européenne des droits de l'Homme la présence d'un juge militaire dans les cours de sûreté de l'Etat turques, examinait en outre ce jour une partie de la requête déposée par les avocats allemands de M. Ocalan: il s'agit d'une demande de "mesures provisoires" d'urgence formulée en vertu de l'article 39 du règlement de la Cour.

Elle examinera ultérieurement les requêtes concernant les articles 2 (droit à la vie), 3 (interdiction de la torture), 5-1c (droit à la liberté et à la sûreté) et 6-1 (droit à un procès équitable) de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Selon des sources diplomatiques, une des mesures provisoires demandées serait que les avocats allemands soient autorisés à rencontrer le chef kurde.

Le Comité européen contre la torture (CPT), autre organe du Conseil de l'Europe aux pouvoirs très étendus, suit également de "très près" tout ce qui se passe en Turquie, y compris l'affaire Ocalan.

La Turquie a accepté pour la première fois mardi la publication d'un rapport du CPT après sept visites dans des dizaines de prisons et commissariats du pays. Selon ce rapport, rédigé après une visite datant d'octobre 1997, torture et mauvais traitements se pratiquent toujours surtout dans les commissariats, mais des améliorations notables sont intervenues, notamment la réduction du temps des gardes à vue, qui sont passées de 30 à 10 jours.

Le CPT réclame néanmoins du gouvernement turc des "efforts supplémentaires", notamment l'accès des suspects à un avocat avant un délai de quatre jours, dans le cas de délits examinés par les cours de sûreté de l'Etat.

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, a été capturé par un commando turc le 15 février à Nairobi, après avoir quitté les locaux de l'ambassade de Grèce où il avait séjourné pendant douze jours.

Des personnalités françaises, dont Mme Mitterrand, appellent à manifester samedi pour réclamer la libération d'Ocalan

24 février 1999,

PARIS (AP) -- Un groupe de personnalités et d'associations françaises a appelé mercredi à manifester samedi prochain à Paris pour réclamer la libération du leader kurde Abdullah Ocalan, qui attend son procès en Turquie depuis son enlèvement au Kenya le 15 février dernier.

Cette manifestation aura lieu le samedi 27 janvier Place de la Bastille et se dirigera vers la Gare de l'Est, a précisé le député écologiste Noël Mamère au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale.

L'appel à manifester a été signé notamment par France-Libertés, association présidée par Danielle Mitterrand, femme de l'ancien chef de l'Etat, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), les Verts, la Ligue communiste révolutionnaire et SOS-Racisme.

Ces personnalités et associations demandent que l'Union européenne agisse afin que le cas d'Ocalan "soit examiné par un tribunal international", comme il le demande. Elles réclament aussi la tenue d'une conférence internationale "dans le but d'aboutir à une solution pacifique dans l'intérêt des peuples kurde et turc".

Mme Mitterrand, qui n'a pu participer à la conférence de presse en raison d'une forte grippe, a publié mercredi une tribune dans "Le Figaro" adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze: "La vie d'Ocalan dépend beaucoup de votre engagement à défendre les droits des prisonniers pour un juste procès", écrit la femme de l'ancien président de la République.

jeudi 25 février 1999, 17h03

Brève rencontre entre Abdullah Ocalan et deux de ses avocats

Conseil de sécurité national, possible interdiction de l'HADEP aux élections du 18 avril, détails; AP Photos

ANKARA (AP) -- Deux avocats d'Abdullah Ocalan, autorisés la veille par décision judiciaire à se rendre au côté de leur client, ont pu s'entretenir brièvement jeudi avec le chef séparatiste kurde, détenu depuis dix jours sur l'île-prison d'Imrali dans l'attente de son procès.

Selon Imam Sahin, autre défenseur du dirigeant du PKK, absent lors de cette première rencontre, l'entrevue n'a duré qu'une vingtaine de minutes et s'est faite en présence d'un juge. Les questions des avocats ne devaient concerner que la santé de leur client.

Les autorités turques ont assuré à plusieurs reprises que le leader kurde, qui doit être jugé pour trahison et encourt la peine de mort, était bien traité. Nuh Mete Yuksel, l'un des procureurs chargés de l'interroger, a déclaré jeudi devant la presse à Ankara qu'Ocalan était en "très bonne santé".

Depuis son retour forcé en Turquie, consécutif à sa capture au Kenya, Ocalan n'avait encore bénéficié de l'assistance d'aucun avocats, les demandes de ces derniers s'étant heurtées au refus des autorités.

Les avocats avait auparavant été accueillis au port de Mudanya par une foule hostile de plus de 200 manifestants venue protester contre leur départ pour Imrali, en mer de Marmara, près d'Istanbul. L'autocar des deux hommes avait notamment été la cible de jets de pierres.

En dépit de ces mouvements de colère, les autorités turques ont jugé que la protection fournie aux deux défenseurs d'Ocalan était appropriée. "Les allégations selon lesquelles les avocats seraient en danger sont sans fondement", a affirmé le gouverneur régional Orhan Tazanlar à la chaîne de télévision privée ATV.

Un important dispositif de sécurité a été déployé le long de la côte donnant sur l'île-prison et le trafic aérien a été restreint dans ce secteur.

Tandis qu'Ocalan rencontrait ses avocats, le Conseil de sécurité national, instance composée de civils et de militaires, s'est réuni à huis clos à Ankara. Cette session de cinq heures était la première depuis la capture d'Ocalan. Rien n'a filtré sur son contenu.

Parallèlement, le procureur général Vural Savas a demandé à la Cour constitutionnelle d'empêcher la participation du Parti de la démocratie du peuple (HAPEP, pro-kurde) aux élections législatives et locales du 18 avril prochain. Cette formation socialiste pourrait se voir interdire s'il était établi qu'elle entretenait des liens avec les mouvements rebelles luttant pour l'autonomie du sud-est du pays.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, la colère des militants kurdes avait une nouvelle fois pris une forme violente à Istanbul. Une antenne locale du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite), formation totalement opposée à l'octroi de droits aux Kurdes, avait été la cible de cocktails molotov.

U.S. Jets Again Respond To 'Provocation' by Iraq

Agence France-Presse

WASHINGTON — U.S. fighter jets bombed sites in northern and southern Iraq on Monday in response to "provocation," the U.S. military said.

The bombing in the south "was in response to two Iraqi MiG-23 jets entering the southern no-fly zone," said Major Joe LaMarca, spokesman for the U.S. Central Command in Tampa, Florida.

"We've seen this pattern of cheat-and-retreat by the Iraqi aircraft for several months now, and that's provocation enough to strike," he said.

The official Iraqi press agency, INA, reported one Iraqi had been killed and several others wounded.

An Iraqi military spokesman, quoted by INA, said 10 formations of "enemy" planes carried out 32 sorties in a no-flight zone over southern Iraq, penetrating the country from Saudi Arabia and Kuwait.

Major LaMarca said the Iraqi MiG jets had not attacked allied forces, but their entry into the no-flight zone imposed on Iraq by U.S. and British forces since the 1991 Gulf War was considered sufficient cause for reprisal.

"We have said repeatedly that we would respond to any Iraqi provocation as we deem appropriate to ensure the safety of our forces in the area, and that's what we did," Major LaMarca said.

He said U.S. Air Force F-15E Strike Eagles and British GR-1 Tornados hit two communications facilities and two weapons storage facilities near Basra.

Asked about the report of casualties, Major LaMarca said, "That's something Iraq has said many times. They've made claims of casualties, but we have no independent confirmation of those."

"As always, we continue to make every effort possible to minimize civilian casualties and collateral damage," he said.

According to Iraq, which does not recognize the exclusion zones enforced in the north and south by Washington and London, 11 people have been killed in attacks by U.S. and British warplanes since Feb. 4.

Meanwhile, in northern Iraq, U.S. fighter jets also dropped 11 precision-guided bombs on anti-aircraft artillery and radar sites Monday after being targeted by radar and fired on, the U.S. European Command reported.

The U.S. F-15E jets had been "conducting routine enforcement of the northern no-fly zone" when they were attacked, and they responded by bombing sites near Mosul, the European Command said.

The Iraqi military spokesman quoted by Iraq's official news service said two more Iraqis were wounded when allied planes from Turkey bombed anti-aircraft positions in northern Iraq.

The U.S. jets suffered no damage and all returned safely to their bases, the European Command reported, adding that damage to Iraqi forces was being assessed.

■ Reports of Unrest Are Denied

The Iraqi government denied reports on Monday that the killing of a Shiite Muslim cleric had sparked unrest in Iraq. The Associated Press reported from Baghdad.

"We once again confirm that what is being alleged by hostile media and circles on the so-called disturbances in a number of provinces is a figment of imagination," Uday Tai, director-general of the official Iraqi News Agency, told reporters. He added that enemies of Iraq "want to stir trouble and undermine the country's unity."

Iraqi opposition groups outside the country have alleged that the killing of Grand Ayatollah Mohammed Sadiq Sader and two of his sons last Friday touched off riots in Baghdad and in heavily Shiite southern provinces.

Ocalan Capture Stokes Tensions

Greece and Turkey Trade Barbs

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey and Greece exchanged harsh words Monday as their conflict over a captured Kurdish guerrilla commander further soured relations between the two neighbors.

The Kurdish commander, Abdullah Ocalan, whose fighters have been waging war against the Turks for 14 years, was seized by Turkish commandos in Kenya. He had been living there clandestinely under the protection of Greek diplomats.

President Suleyman Demirel of Turkey said Greek leaders "must be made to explain to the international community how they came to support a terrorist murderer who has killed thousands of people."

"Greece should be added

to the list of countries that support terrorism and harbor terrorists," Mr. Demirel said in a television interview he gave during a visit to the Philippines. "A country like that can only be described as an outlaw state."

"If Greece continues its illegal behavior," he said, "we reserve the right given to us by international law to take the necessary measures for legitimate self-defense."

Mr. Demirel's statement came a day after Foreign Minister Ismail Cem said the Turkish government would ask the European Union to review Greece's actions.

"We expect the European Union to seriously examine the case of one of its members which has violently opposed the organization's charter, commitments and obligations," Mr. Cem said.

He said Turkey was considering lodging a complaint against Greece at the United Nations.

In response, Foreign Minister George Papandreou of Greece charged that Turkey was trying to turn Greece into a scapegoat for its Kurdish problem, and he urged Turkey to solve the problem quickly.

"If not, I fear spiraling into further destabilization, further problems," Mr. Papandreou said.

A spokesman for the Greek Foreign Ministry, Dimitris Reppas, asserted that Turkey was "trying to plot against Greece with imprecise statements and tall tales."

"Turkey is inventing an external enemy to distract the international community from the fundamental problem of acknowledging and respecting the human rights of the Kurdish people," Mr. Reppas said.

"It is presumptuous of Turkey to make accusations when it illegally occupies half of Cyprus and systematically violates legal and human rights."

At a meeting in Luxembourg, EU foreign ministers issued a statement saying the

union "takes note of the assurances of the Turkish government that Abdullah Ocalan will have a fair trial."

Turkish officials have said they will not permit observers from foreign organizations to attend Mr. Ocalan's trial.

A Turkish newspaper with close ties to the military, *Hurriyet*, published what it said were statements Mr. Ocalan has given to interrogators since his capture.

According to the newspaper, Mr. Ocalan said Greece supported his group for years, provided it with missiles and other weapons, and trained its fighters at camps on Greek territory.

Lawyers for Mr. Ocalan have not been allowed to visit him at his island prison, and it was not possible to verify his reported statements or to determine the conditions under which they were made.

Greek leaders have in the past denied similar allegations.

In the Turkish city of Diyarbakir, center of the country's Kurdish region, some shopkeepers reportedly shut their doors Monday in response to an appeal by a group that supports Mr. Ocalan.

Émeutes dans plusieurs villes chiites irakiennes après le meurtre d'un chef religieux

Les populations tiennent le régime pour responsable

Tenant le gouvernement pour responsable du meurtre, vendredi 19 février, de l'un des plus hauts responsables religieux chiites, les popula-

tions de la banlieue de Bagdad et de plusieurs villes du sud de l'Irak se sont soulevées, entraînant, selon l'opposition, une sévère répression.

Dimanche soir, une ville au moins, d'après les opposants, était encore tenue par les insurgés. (Lire notre éditorial page 16.)

PLUSIEURS VILLES chiites du sud de l'Irak ainsi que la banlieue nord de Bagdad ont été le théâtre de violentes émeutes antigouvernementales, samedi 20 et dimanche 21 février, après l'annonce, par le gouvernement irakien, que l'un des membres de la hiérarchie supérieure religieuse chiite, l'ayatollah Mohamad Sadeq El Sadr, avait été tué la veille, ainsi que deux de ses fils, dans un attentat. Pour le gouvernement irakien, ce meurtre vise à semer la « division » entre les différentes composantes communautaires de l'Irak. Plusieurs suspects, toujours selon les autorités, ont été arrêtés.

Toutes les organisations de l'opposition chiite tiennent le gouvernement irakien pour responsable du meurtre. Pour les populations chiites, qui constituent près de 60 % de la population, la thèse officielle est d'autant moins crédible que ce meurtre est le troisième d'un haut membre de la hiérarchie chiite depuis avril 1998, compte non tenu d'une tentative d'assassinat d'un quadrième, l'ayatollah Bachir Hussein El Bakistani, qui s'en est tiré avec des blessures graves.

Tous les meurtres ont eu lieu dans les périmètres des villes saintes chiites de Najaf et Kerbala, situées à l'intérieur de la zone d'exclusion imposée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France à l'aviation irakienne au sud du 32^e parallèle - puis du 33^e -, ce qui n'a jamais empêché le régime de sévir au sol, en donnant massivement l'armée et l'artillerie, et par la répression et les meurtres d'opposants.

Joint au téléphone dimanche soir à Téhéran, Mohamad Hadi (surnommé Abou Ziyad), responsable de l'information du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (opposition), a affirmé au *Monde* que la ville de Nassiriya, dans le sud du pays, était toujours contrôlée par les insurgés et bombardée à l'artillerie par l'armée. Le Parti communiste disposait d'informations similaires. Dès l'annonce du décès de l'ayatollah El Sadr, la population s'est soulevée tant à Madinat El Saoura (la cité de la révolution), où vivent trois millions de chiites, au nord de Bagdad,



que dans les villes de Nassiriya, Najaf, lieu de résidence des grands ayatollahs, Kazmiya, Kerbala, El Amara, El Diwaniya.

MILICIENS ARMÉS

Dans la seule Madinat El Saoura, deux cent cinquante personnes ont été arrêtées samedi, a précisé Abou Ziyad, faisant état de nombreuses arrestations dans d'autres villes. Une autre formation de l'opposition chiite, l'Organisation de l'action islamique, a fait état de vingt morts. Les autorités ont démenti qu'il y ait eu des émeutes et conduit les journa-

listes sous strict contrôle, samedi, dans certaines rues de Madinat El Saoura, où des miliciens armés du parti Baas au pouvoir patrouillaient et où aucun témoignage n'a pu être recueilli.

Le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak ignorait encore dimanche les circonstances exactes du meurtre de l'ayatollah El Sadr. Mais Abou Ziyad a rappelé que le meurtre de l'ayatollah Ali Mohamad El Bouroujoudi, en avril 1998, et celui du grand ayatollah Mirza Ali El Gharawi, en juin de la même année, avaient eu lieu par balles. Seul

l'attentat auquel a échappé l'ayatollah Bakistani a été commis à la grenade. Dès son avènement, en 1979, le régime de Saddam Hussein a tenté d'instrumentaliser la hiérarchie supérieure chiite, totalement réfractaire à toute allégeance. C'est pour avoir refusé une telle inféodation que les grands ayatollahs Mohamad Baqer El Sader et Aboul Qassem El Khoï ont été tués, le premier en 1979 et le second en 1992.

C'est pour la même raison que le siège du grand ayatollah Seyed Ali El Husseini El Sistani a fait l'objet d'une attaque à main armée en novembre 1996, au cours de laquelle l'un des ses employés a été tué. Le grand ayatollah El Sistani vit désormais en résidence surveillée. Tous ont fait l'objet de harcèlement de la part des autorités, qui exigeaient d'eux de cesser de conduire la prière du vendredi, devenue un forum auquel assistaient des dizaines de milliers de fidèles.

Le gouvernement a peur de la hiérarchie chiite, d'une part parce que ses membres sont des références - voire des sources d'imitation pour ce qui concerne les grands ayatollahs - pour les fidèles non seulement irakiens, mais à travers le monde. D'autre part, les chiites, bien que majoritaires, étant les principaux opprimés du régime (minoritaire sunnite), la révolte gronde dans leurs rangs. L'une des mesures prises pour les contrôler fut l'assèchement des marais du sud du pays - officiellement pour des raisons écologiques et de développement, en fait pour empêcher les rebelles d'y trouver refuge.

Une tragique ironie du sort aura voulu que l'ayatollah El Sadr, dernière des victimes en date, fût le candidat du pouvoir central irakien à la succession du grand ayatollah El Khoï, en 1992. Bagdad considérait qu'El Sadr lui était plus favorable que d'autres, tel le grand ayatollah El Sistani, aux compétences plus grandes, d'après les connaisseurs. Pour l'opposition, c'est son refus d'obtempérer aux ordres qui lui aura coûté la vie.

Mouna Naïm

Nouveaux raids aériens au sud de Bagdad

Plusieurs irakiens ont été blessés, dimanche 21 février, lors de raids d'avions alliés américains et britanniques sur des positions de la DCA irakienne dans le sud de l'Irak, a annoncé un porte-parole militaire à Bagdad, sans préciser le nombre de victimes ni s'il s'agissait de civils ou de militaires. Selon lui, les raids ont été menés par des appareils américains ou britanniques, qui venaient du Koweït et d'Arabie saoudite. L'Irak avait affirmé, auparavant, que sa DCA avait « touché » un avion allié faisant partie d'une des formations qui ont survolé le sud de son territoire dans la matinée. Cette affirmation a été démentie par Washington et Londres. Les accrochages entre la DCA irakienne et les avions américains et britanniques surveillant les zones d'exclusion aérienne instaurées dans le nord et le sud de l'Irak se sont multipliés depuis la fin de l'opération « Renard du désert » de la mi-décembre. Bagdad refuse d'admettre la légitimité de ces zones d'exclusion.

La répression se poursuit contre les militants kurdes en Turquie

Les autorités d'Ankara disent vouloir organiser dans la transparence le procès d'Abdullah Öcalan, qui pourrait s'ouvrir en avril

De nouvelles manifestations de soutien à Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, se sont déroulées pendant le week-end dans plusieurs villes d'Europe, notamment à Bruxelles et à Paris, où plus de 1 500 personnes ont défilé, samedi 2 février, entre la gare de l'Est et la place de la République. A Ankara, les autorités turques laissent entendre que le Parlement pourrait voter, après les élections législatives

prévues pour avril, une loi d'amnistie pour tous les militants du PKK qui déposeraient les armes et fourniraient des informations sur leur mouvement. Cependant à Istanbul, les forces de police ont encerclé le quartier kurde où des affrontements auraient fait plusieurs blessés dans la nuit de samedi à dimanche. Le procès d'Abdullah Öcalan pourrait s'ouvrir, selon certaines informations, dans le courant du mois d'avril.

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999

Agitation au Kurdistan iranien

Le Kurdistan iranien connaît une vive campagne en faveur de la libération d'Öcalan et deux jeunes auraient été tués dans la ville d'Ouroumieh, frontalière de la Turquie, lors d'une attaque contre le consulat turc dans cette ville, a affirmé, dimanche 21 février, le *Jahan-é-Eslam*. Dans certaines villes du nord-ouest de l'Iran, des unités anti-émeutes ont été déployées pour prévenir tout débordement. Un imam sunnite de la prière à Ouroumieh a affirmé que « le soutien à Öcalan ne doit pas signifier attaquer les bâtiments publics et briser les vitres ». Le ministère turc des affaires étrangères a indiqué avoir évacué le personnel de son consulat d'Ouroumieh.

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Alors que dans les rues du centre d'Istanbul, des cortèges de voitures, klaxons tonitruants et drapeaux au vent, lancent la campagne des partis traditionnels en vue des élections législatives du 18 avril, le quartier de Gazi, dans la grande banlieue de la ville, habité en majorité par des Kurdes, a été totalement bouclé par la police. Samedi soir, des coups de feu ont été tirés sur les forces de l'ordre, et cinq policiers auraient été blessés.

Ces images contradictoires illustrent bien la situation qui prévaut en Turquie moins d'une semaine après la capture, mardi 16 février à Nairobi, du chef séparatiste kurde, Abdullah Öcalan. D'un côté, les autorités veulent multiplier les signes d'ouverture en direction des démocraties occidentales et de la minorité kurde, et de l'autre elles accentuent la répression à l'encontre des militants ou sympathisants de la cause autonomiste.

Ainsi, le procès du chef du PKK pourrait se dérouler en présence de la presse internationale (*Le Monde* daté 21-22 février) et n'être pas aussi rapide et expéditif que prévu. Si aucune date n'a encore été avancée officiellement, il pourrait débuter courant avril et le verdict serait prononcé un mois plus

tard environ. Ces délais, estiment certains observateurs, pourraient permettre à la nouvelle assemblée de voter une loi abolissant la peine de mort - toujours en vigueur mais pas appliquée depuis 1983 - et enlever ainsi aux autorités la difficile décision de gracier Abdullah Öcalan au cas, plus que vraisemblable, où il serait condamné à la peine maximale. Cemal Bayik, un des responsables du PKK, a, pour sa part, laissé présager de « graves conséquences » si la Turquie « touchait à un seul cheveu » du chef séparatiste.

Samedi soir, le premier ministre a aussi fait savoir qu'il avait reçu l'assurance de tous les partis politiques que le nouveau Parlement voterait une loi d'amnistie pour tous les militants séparatistes qui déposeraient les armes et donneraient des informations sur leur mouvement. S'adressant notamment aux jeunes Kurdes qui combattent dans les montagnes du Sud-Est, Bülent Ecevit a déclaré : « Sortez des montagnes et des caves, venez trouver refuge dans la justice de votre pays. Le jour est arrivé où vous pouvez vous libérer des mains de ceux qui vous exploitent et vous envoient au combat. L'Etat vous protégera. » Le premier ministre a précisé qu'« Apo » ne bénéficierait pas de cette loi d'amnistie. En attendant que celle-ci soit

votée, les autorités ont laissé entendre qu'elle pourrait être appliquée de manière anticipée.

PLAN D'INVESTISSEMENTS

Le quotidien *Hürriyet*, dans son édition de samedi, annonce que le leader séparatiste serait en train d'enregistrer une cassette à partir de sa prison, demandant à ses partisans de déposer les armes. Le premier ministre a démenti pour sa part que le gouvernement ait fait pression sur Öcalan pour qu'il lance un tel appel. Le gouvernement a aussi annoncé un plan ambitieux d'investissements dans la région du Sud-Est, où vivent une majorité de Kurdes. Voilà même que l'on parle, mais d'une manière totalement elliptique tant le sujet est tabou, d'une possibilité d'avancées en matière culturelle, voire même politique.

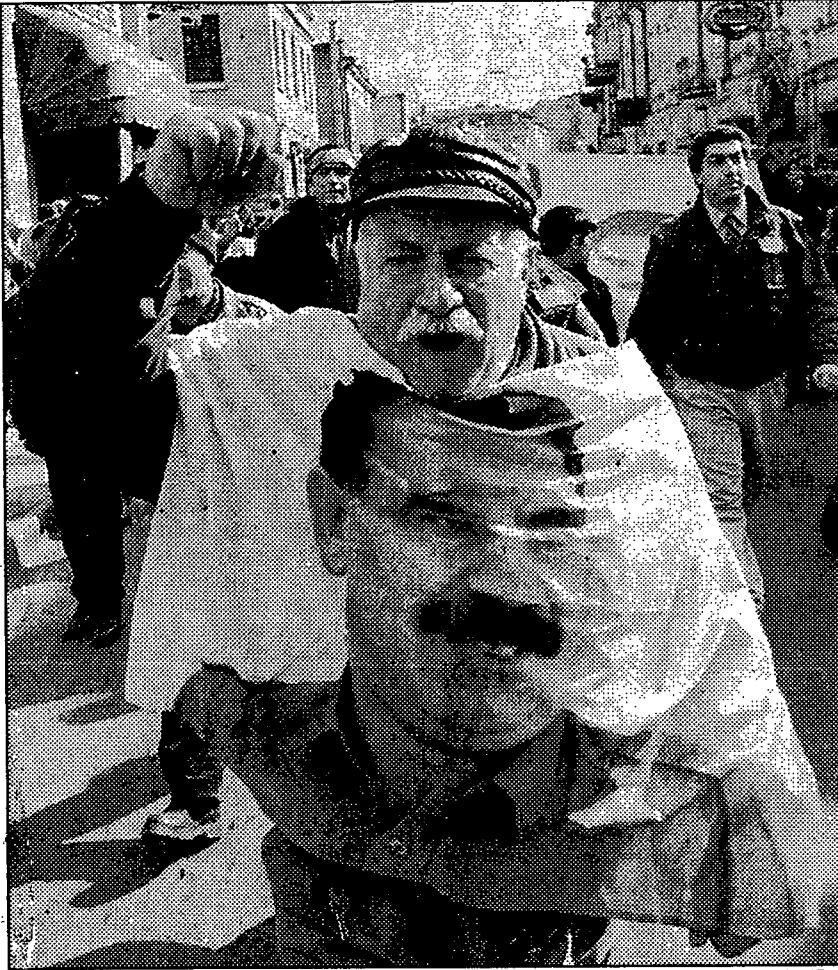
La main, donc, est tendue. Mais elle n'est pas toujours aussi pacifique. Osman Özçelik, le numéro deux du Hadeş, parti de la minorité kurde, que nous avons pu rencontrer à Ankara, dresse un bilan angoissant de la répression dont sa formation souffre depuis la capture d'Öcalan à Nairobi. Selon lui, plus de 2 000 personnes auraient été arrêtées. Dans le village de Kiziltepe, en Anatolie, la police aurait ouvert le feu sur des manifestants, faisant un mort et plusieurs blessés. Répression violente, aussi,

à Batman, une importante ville kurde où manifestaient plus de 2 000 personnes. A Diyarbakir, un jeune dirigeant du Hadeş serait mort de coups de matraque. Par-tout, les bureaux du parti sont investis par les forces de l'ordre qui détruisent archives, ordinateurs, fichiers. Toujours selon Osman Özçelik, des membres du Hadeş auraient été volontairement lâchés par les policiers au milieu de manifestations des « Loups gris » - l'organisation d'extrême droite -, et auraient évité de peu le lynchage. A Istanbul, dans le quartier kurde de Gazi, où des manifestations se déroulent tous les soirs depuis mardi, des militants ont brûlé, samedi soir, deux magasins et deux voitures. Ils ont aussi brisé les fenêtres du siège du parti du premier ministre, le Parti démocratique de gauche (DSP). Quinze personnes ont été arrêtées. Une patrouille de police aurait été aussi prise pour cible, cinq policiers blessés et le chef de la police de la ville a autorisé ses hommes à se servir de leurs armes. Des automitrailleuses et des véhicules blindés, ainsi que de très nombreuses forces de police, entourent le quartier, où il est désormais très difficile de pénétrer.

José-Alain Fralon

Greece Accuses Turkey Of 'Defamatory' Acts

Prime Minister Trades Charges on Ocalan



Shakh Aivazov/The Associated Press

A Georgian Kurd wearing a portrait of Mr. Ocalan marching on the Turkish Embassy in Tbilisi to demand a fair trial for the rebel leader.

Reuters

ATHENS — Prime Minister Costas Simitis of Greece accused Turkey on Tuesday of launching a "defamatory

campaign" against his country but said that Turkey would not be allowed to deter Greece from its pro-European course.

Ankara Lays Charge Of Treason On Ocalan

Closed-Court Ruling Means Kurdish Leader Faces Death Penalty

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan, who was captured in Kenya last week, was formally charged Tuesday with treason, a crime that can carry the death penalty.

There have been no executions in Turkey since 1984, but popular sentiment here appears to favor capital punishment for Mr. Ocalan. He has for years been portrayed in the press and official statements as a horrifically evil figure and is widely held responsible for all of the estimated 30,000 deaths that his 14-year rebellion has cost.

Under Turkish law, all death sentences must be confirmed by a vote of Parliament. In the present climate, there seems little doubt that Parliament would vote overwhelmingly to confirm such a sentence applied against Mr. Ocalan.

He was responding to demands by Turkey that Greece be classified as an "outlaw state" for harboring the Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan. Turkish officials have also accused Greece of supporting Kurdish guerrillas.

The prime minister, under pressure for his role in what is viewed as a national humiliation, sought to divert attention from Greece's role in Mr. Ocalan's capture by Turkey to Ankara's record toward its Kurdish minority.

"Turkey is and will be answerable to the international community for its violation of human rights," Mr. Simitis said.

He also sought to convince financial markets that the Ocalan affair would not disrupt Greece's march toward Economic and Monetary Union in the European Union.

"No one will stop our course," he said. "No one can destabilize the country."

Greece called in its military and foreign policy planners Tuesday against a backdrop of Turkish fury over the Ocalan case.

President Suleyman Demirel of Turkey accused Greece on Monday of being an outlaw state for harboring Mr. Ocalan, who was captured by Turkey last week after he spent 12 days under Greek diplomatic protection in Kenya.

Mr. Ocalan and his Kurdish Workers Party are viewed as terrorists in Turkey. But many Greeks see their struggle against Turkey as similar to Greece's own a century ago.

Turkey has also repeated accusations that Greece provided more than moral support for the Kurdish cause, with the Turkish daily newspaper *Hurriyet* reporting that Mr. Ocalan had told his captors that Greece provided his rebels with rockets and other arms.

Greece has long dismissed such accusations. On Sunday, a government spokesman, Dimitris Reppas, called them "fabrications."

Turkey "is building up an outside enemy in order to divert international attention away from the basic problem, which is recognition and respect for the rights of the Kurdish people," he said.

The court session Tuesday at which Mr. Ocalan was charged was held before a single magistrate at the prison island of Imrali in the Sea of Marmara southwest of Istanbul. Mr. Ocalan has been held there in isolation since his return to Turkey a week ago.

The session was closed to the press and public.

The European Union appealed Monday for permission to send observers to Mr. Ocalan's trial, but Turkey reiterated its earlier refusal Tuesday. "The EU's idea of sending observers to the trial means to oppose and encourage interference in the independent judiciary," the Foreign Ministry said. "This attitude, which is against the principle of a state of law, is not acceptable."

The statement said observers not connected to organizations might be admitted to the trial. It said presiding judges would decide on individual cases.

No date has been set for the trial.

Foreign lawyers for Mr. Ocalan have been prevented from entering the country, but several Turkish lawyers active in human rights groups have accepted requests from his relatives to form a defense team.

Clashes between army units and guerrillas loyal to Mr. Ocalan have continued since his arrest. A military statement issued Tuesday said 14 guerrillas have been killed since Sunday. As is customary, there was no mention of military casualties.

Turkish newspapers reported that Mr. Ocalan has agreed to tape an appeal to his followers to lay down their weapons, but no such tape has appeared. Military officers have said they are planning to drop thousands of copies of a photo showing Mr. Ocalan in handcuffs in front of a Turkish flag over areas where guerrillas are active.

In a report released this week, investigators from the Council of Europe said Turkey had made progress in improving its treatment of prisoners but was still far from meeting ideal standards. The report, issued by the council's

Committee for the Prevention of Torture and Inhumane or Degrading Treatment of Prisoners said investigators had found interrogation rooms "of a highly intimidating nature" in some Turkish police stations, and it asserted that such rooms "have no place in a modern police service."

The committee "can concur with the view advanced by the Turkish authorities that Turkey is moving in the right direction," the report said.

"However, reaching the desired goal will require a sustained effort by all parties concerned."

The report emphasized that the committee, "retains serious misgivings about the fact that persons suspected of State Security Court offenses are still denied the right of access to a lawyer during the first four days of police custody."

Mr. Ocalan is to be tried before such a security court. These tribunals are presided over by panels that include a military officer, and some human rights groups have described them as neither impartial nor fair. Turkish officials insist

that they are and say that Mr. Ocalan's trial will be above legal reproach.

■ Response to Kurdish Violence

European law enforcement officials met Tuesday to try to coordinate the fight against violent protests by militant Kurds, set off by the capture of Mr. Ocalan, The Associated Press reported from Bonn.

Germany, the focus of the violence last week, called the talks after criticizing foreign intelligence agencies for leaving it in the dark about the arrest.

In the worst violence, three Kurds were killed last Wednesday when they tried to storm the Israeli Consulate in Berlin.

Interior Minister Otto Schily said that the ministers would discuss "improved cooperation within the EU" and with other countries, apparently including Turkey.

Ocalan charged with treason

THE IMPRISONED Kurdish leader, Abdullah Ocalan, was formally arrested yesterday on charges of treason. Turkish prosecutors are seeking the death penalty in what could become a showdown between Turkey and the West over human rights.

Mr Ocalan was brought to

BY HARMONIE TOROS

Turkey a week ago after being seized in the Kenyan capital, Nairobi, by Turkish commandos. His rebel army, the Kurdistan Workers' Party, or PKK, has waged a 15-year war for Kurdish autonomy that has claimed some 37,000 lives.

Yesterday's hearing was held on the Imrali prison island, in the Sea of Marmara, where Mr Ocalan had been interrogated for the past week.

The proceeding was closed, and the government made no formal announcement about its outcome. It is not known when a new trial will begin. Mr

Ocalan was already on trial *in absentia* for separatism and treason, charges that carry the death penalty. His formal arrest marks the bringing of those charges against him for a new trial. Prosecutors must decide whether to combine other pending cases against the rebel leader. (AP)

Jerusalem draws in the Turks to spy on its foes

BY ROBERT FISK

FOR MONTHS, Israeli and Turkish intelligence officers have manned joint listening posts on the Syrian, Iraqi and Iranian borders, sharing information on guerrillas of the Kurdish Workers' Party (PKK) and Syrian and Iraqi military movements.

In Ankara and Jerusalem, Israeli and Turkish officials have also shared their experiences of two similar occupation zones - Israel's in southern Lebanon and Turkey's so-called "security zone" in northern Iraq. Israeli

jets now regularly fly along the Turkish-Syrian frontier and - according to Syrian sources - over northern Iraq as well.

Encirclement of Syria lies at the heart of this still-growing alliance. When Syria put the Kurdish PKK leader Abdullah Ocalan on a plane to Moscow last year - the first part of a journey of exile that has ended in a Turkish prison - it was a sign of just how concerned Damascus had become by Turkey's power and the threats it was uttering. Indeed, the warnings to Syria from Suliman Demirel, the Turkish President, to end its support for Mr

Ocalan were almost identical in wording to those issued by Benjamin Netanyahu, the Israeli Prime Minister, to Syria when faced by Hizbollah attacks against Israeli occupation troops in southern Lebanon. "We reserve the right to retaliate against Syria," Mr Demirel said last October. "All necessary measures will be taken over Syria if the need arises."

But the extent of Turkish-Israeli military co-operation is still largely unknown to the Arab states, and to many in Israel itself. The Turks are interested in purchasing Israel's "Propine" early-warning system and its top

secret "Wall" anti-missile technology, which is partly funded by the United States.

The upgrading by Israel of Turkey's Phantom jets is already costing Ankara £382m, a small price for the Turkish military, which has £19bn to spend on hardware over the next 10 years. Turkey has given Israel permission to fly its jets through Turkish airspace to attack Iraq if Israel is targeted by Iraqi missiles as it was in the 1991 Gulf War.

Professor Efraim Inbar, director of the Begin-Sadat Centre for strategic Studies at Bar-Ilan University in Israel, first revealed the extent of Turkish-Israeli co-operation in a remarkable - but largely unpublished - lecture at the Woodrow Wilson Centre in Washington five months ago. He spoke only vaguely of the joint listening posts on the Syrian, Iraqi and Iranian borders but described them as "an important facet of our intelligence gathering capability". There was





Guerrilla training at the Kurdish Workers' Party (PKK) camp

Ed Kashi/Network

also, Professor Inbar added "co-operation on terror".

The alliance was a Turkish idea, initiated in 1997 when the Turkish air force commander arrived without warning to see the Israeli ambassador in Ankara with the words – according to Professor Inbar – "we want to invite the Israeli chief of the air force to come to Turkey to visit". It wasn't all plain sailing. When the Turkish navy paid its first official visit to the Israeli port of Haifa last year, the Israelis had not bothered to send a naval representative to meet it; and Turkish officers were astounded when the Israeli harbourmaster refused to let their ships into port unless they agreed to pay harbour dues.

But Israeli planes are now training in Turkey, using Turkish bombing ranges, just as Turkish pilots are now flying in the skies over Israel. The Americans chair a regular meeting of Turkish and Israeli intelligence

officers in Tel Aviv and on at least one occasion last year a Jordanian officer was also present. If Jordan's new King Abdullah was to upgrade this relationship, it would further isolate Syria. Mr Netanyahu's government has long believed – wrongly – that President Assad can be blackmailed into making peace without handing back the occupied Golan Heights if Syria was sufficiently intimidated.

President Demirel attempted to calm Arab fears when he attended the Islamic summit in Tehran last year although Turkey pointedly hosted a senior Israeli air force officer in Ankara at the same time. Oddly, Turkish distrust of Syria sometimes outdoes even Israel's suspicions. In 1996, just after the Israeli prime minister Yitzhak Rabin was murdered, the deputy Turkish foreign minister described Israel's policy towards Syria as appeasement.

Back in 1982, Turkey condemned Israel's invasion of

Lebanon as aggression until Israel furnished Turkey with intelligence files on the Armenian ASALA extremist group. Much to Turkey's delight, Mr Ocalan's PKK are always referred to by the Israelis as "terrorists"; Israel has expressed sympathy for Iraqi Kurds – but never for the millions of Kurds who live under Turkish military oppression. Israel supports only a limited form of autonomy for the Kurds of Iraq; which is not surprising since that is precisely the limited freedoms it wishes to give the Palestinians.

For Israel has had to cut its moral cloth to maintain its Turkish alliance. Turkey has successfully sought the help of Jewish lobby groups in New York and Washington to cosy up to the Americans and emphasise Turkey's strategic importance to the Middle East in the aftermath of the Soviet Union's collapse. Inevitably, pro-Israeli groups have now begun to sympathise with Turkey's con-

temptation that the 1915 Turkish massacre of 1.5 million Armenians did not constitute genocide and may not have been – despite absolute proof to the contrary – the century's first holocaust.

Professor Inbar lamentably ducked the moral point in Washington. "I cannot really make a competent statement on this issue," he said – and Jewish American members of Congress have gone so far as to suggest no Armenian genocide took place. Others have been braver. Yosi Sarid, a member of the Knesset's foreign affairs and defence committee, remarked that "Jews who lost 6 million of their people in the horror of the Nazi genocide should be the last to join in denying the existence of another genocide ... There is a hardly a single outrage this [Israeli] government is not willing to commit under the pretence of a narrow-minded national interest, which is bound to prove counter-productive."

Kurds in the spotlight

JOHN BIERMAN

Some 20 years ago I tried to sell my publisher, or any other publisher in New York, on the idea of a book on the rebellious Kurds, with whom I had spent some time in northern Iraq. The reaction could be summed up in the response of one big-time publishing executive to my carefully researched and, as I thought, persuasively written outline: "Naaah. Whoever hoid of a Koid?"

Well, you'd need to have been on vacation on the moon not to have hoid of a Koid in the past week or so. The abduction by a Turkish snatch squad of the Kurdish separatist leader Abdullah Ocalan and the violent protests of Kurds right across the Western Hemisphere have put the plight of this stateless ethnic group on the world's agenda. They have become the Palestinians of the 1990s.

My outline, so contemptuously rejected by the moguls of Madison Avenue, had played on the theme of friendlessness and betrayal as experienced by the Kurds of Iraq and Turkey in their struggle for statehood, or at least autonomy, since the end of the First World War. The Arabs, Palestinians excepted, had all achieved their national ambitions; so had the Jews and — in a limited way — the Armenians: but of all the peo-

ples of the Middle East, the 25 million Kurds had alone been left out.

To an extent it was their own fault. They were chronically disunited, clan against clan, and even had two major language groups. But they were also the victims of uncaring regional governments and Big Powers who used them when it suited their purposes and dumped them when it did not.

In the wake of the First World War, the Kurds seemed to have won statehood under the Treaty of Sèvres, but Britain and France allowed the treaty to vanish when it was vetoed by a resurgent Turkish republic, rising out of the rubble of the Ottoman Empire. This suited the British, who wanted the Kurdish oilfields around Kirkuk and Mosul for the Iraqi state they had just created and dominated. And when the Iraqi Kurds started acting up, the Royal Air Force bombed them.

Meanwhile Mustafa Kemal Atatürk, modernizing leader of the new Turkey, was hammering his own Kurdish minority in their mountainous southeastern heartland. He hammered them so hard, and suppressed their language and culture so thoroughly, that it became official doctrine that, as one senior bureaucrat told me in 1975 or thereabouts: "There is no such thing as a Kurd."

Between 1961 and 1970 the Iraqi Kurds fought a bitter guerrilla war against the Baghdad government. Despite the muscle of the government, that war ended in stalemate and agreement in principle on autonomy for the Kurdish region. But the region's boundaries were never agreed on and the uneasy peace lasted only until 1974, when, egged on and supplied by the Shah of Iran, who had a territorial dispute with Baghdad, the Kurds resumed the struggle.

They didn't entirely trust the Shah, but when the United States weighed in with a CIA-managed program of military assistance the Iraqi Kurds felt they were within sight of their goal. Not that the Nixon-Kissinger administration had any love for them or any wish to see them establish a state. They were doing a favour for their client, the Shah, and poking a stick in the eye of a Soviet ally, Iraq.

But then the Shah pulled the rug out from under the Kurds, signing a deal with Baghdad that ostensibly ended their territorial quarrel. And so the Americans dumped them, too.

The next great betrayal came after the 1990-91 Gulf War, when U.S. President George Bush incited the Kurds to rebel against the defeated Saddam Hussein, then did nothing while Saddam's still powerful army slaughtered them en masse. Partial restitution only came when the Western allies sponsored Kurdish autonomy in Northern Iraq and protected it by declaring a no-fly zone overhead.

But if the United States today supports what amounts to a Kurdish quasi-state in Iraq, using a Turkish air base to do so, it backs its Turkish allies to the hilt by declaring Ocalan's separatist PKK to be a terrorist organization while overlooking the equally terroristic behaviour of Ankara's security forces, who have destroyed 3,000 Kurdish villages since 1992 and brutally suppressed even the most moderate expression of sympathy for even the most modest aspirations of Turkey's 15 million Kurds.

So who can blame the Kurds for feeling Ocalan, however thuggish, was their white hope and that, as their proverb says, they have "no friends but the mountains"?

National Post

NATIONAL POST, TUESDAY, FEBRUARY 23, 1999

Taking terror seriously

Yesterday, while condemning "all forms of terrorism," the European Union (EU) stipulated to the Turks that Abdullah Ocalan, the captured leader of the Kurdish Workers Party (PKK), must receive a "fair trial . . . before an independent court, with access to legal counsel of his choice and with international observers admitted to the trial." This was in response to complaints that Ocalan's European lawyers were refused entry to Turkey, which was preparing a "show trial." One of them, Britta Boehler, argued that "the only way to influence the proceedings toward a fair trial is pressure from outside, from Europe."

It would be perfectly understandable if the Turks rejected these European representations with contempt. The EU's record on the Ocalan case has been little

short of vile. Italy refused to hand Ocalan over when he was in custody; Germany balked at enforcing its own arrest warrant for him; and Greece secretly sheltered him in its Nairobi embassy. Even yesterday, when it was reading Turkey moral lessons, the EU did not define the PKK as a terrorist group, but vaguely condemned a nameless "terrorism."

This kind of thing is what the Irish author-statesman, Conor Cruise O'Brien, calls "unilateral civil libertarianism": condemning violations of civil rights when they are committed by governments but turning a blind eye to those committed by terrorists. Nor are the two sorts of abuses even equal. No one doubts the Turkish armed forces have sometimes committed atrocities against Kurdish civilians in their campaign against Ocalan's murderous PKK. But the army is not the instigator of the vio-

lence: It would not have abused Kurdish civilians if it were not under attack by terrorists who seek to blend into the civilian population and to shelter in Kurdish villages. The primary blame for the 34,000 deaths of the war rests clearly on Ocalan and the PKK — which is fighting a no less murderous campaign against other Kurdish groups.

As regards the fairness of Ocalan's trial, the Turks have no reason to run a show trial of a man who boasts he is fighting a terrorist war against them. And since the world's press will be covering the trial, it is unlikely that "international observers" will be barred. Moreover, like many other countries, Turkey disallows foreign lawyers from practising their profession (in Canada, foreigners must fulfill provincial bar requirements before doing so). But, acting on the request of Ocalan's siblings, 15 ex-

perienced Turkish lawyers have already applied to act in his defence.

That said, Turkey should go out of its way to demonstrate the trial's fairness. Ocalan's capture also allows the Turks to offer concessions from a position of strength — indeed the new Turkish gov-

ernment has already offered an amnesty for PKK fighters. He should also lift the remaining restrictions on Kurdish language rights and cultural expression.

Whatever concessions Turkey makes, however, should be granted in response to the requirements of justice for the

Kurds, and not to complaints from European countries that increasingly treat murder as a legitimate political expression.

THE GLOBE AND MAIL

FEBRUARY 24, 1999



INTERNATIONAL AFFAIRS

MARCUS GEE

The odyssey of a Kurdish hot potato

Greece's Prime Minister, Costas Simitis, was at a social event when someone pulled him aside and whispered a message. The Kurdish rebel Abdullah Ocalan had arrived secretly in Greece. According to accounts later published in Greek newspapers, the Prime Minister nearly fainted with shock. "Don't do this to me!" he reportedly said.

Mr. Ocalan was the ultimate hot potato. The Kurdish leader had been on the road for more than 120 days, looking for a country that would shelter him from his enemies, the Turks. The odyssey included stops in Moscow, St. Petersburg, Minsk, Nizhny Novgorod and Rome. He had also tried to go to Paris, Oslo, Bonn, Stockholm, Bern, the Netherlands and Kiev. Nobody wanted him, least of all Greece.

Since taking office in 1996, Mr. Simitis has been trying to maintain stable relations with Turkey and improve ties to the European Union. He has consciously moved away from the rabble-rousing anti-Turkish nationalism of his predecessor Andreas Papandreou, whose followers supported and befriended Mr. Ocalan. Though Greece remains sympathetic to the Kurdish rebels, who are fighting to carve out an independent homeland in southeastern Turkey, the last thing Mr. Simitis wanted was to shelter Turkey's most hated public enemy.

What he didn't reckon on was the deter-

mination of a retired naval officer named Andonis Naxakis. Late last month Mr. Naxakis heard from friends in the Kurdish rebel movement that Mr. Ocalan was holed up in St. Petersburg, looking for a place to go. Time was running out. The Kurds told Mr. Naxakis that Russian mobsters in the pay of Turkey were planning to assassinate Mr. Ocalan. Mr. Naxakis quickly arranged for a private plane to fly Mr. Ocalan to Athens. The Kurd rebel arrived on Jan. 29.

That put Mr. Simitis in a bind. He could not give asylum to Mr. Ocalan. That would invite the anger not just of Turkey but of the United States, which considers Mr. Ocalan an international terrorist and had been helping Turkey to pursue him. Nor could he simply expel Mr. Ocalan. That would expose Mr. Simitis to charges of conniving with the hated Turks.

Desperate, the Greeks put Mr. Ocalan back on a plane headed for Rotterdam. Once safely in the Netherlands, he hoped to take the Kurdish case to the International Court of Justice in the Hague. But the plane never landed. The Dutch turned it away, and Mr. Ocalan was forced to return to Greece, landing on the resort island of Corfu.

Greek officials then hatched another scheme. On Feb. 2 it flew Mr. Ocalan to Kenya, along with four aides and a minder from the Greek secret service. The plan was to give the Kurdish leader temporary haven in the Greek embassy in Nairobi while Athens figured out what to do next.

But if the Greeks hoped to keep their man under wraps, they picked a poor place to do it. Nairobi was teeming with U.S. intelligence agents, who were there to investigate the bombing of the U.S. embassy in August. The city is also an important outpost for Israel's intelligence service, the Mossad.

The Americans soon learned of Mr. Ocalan's presence and probably tipped off the Turkish government. They also began monitoring his cellular-phone conversations with the Greek government in Athens. A panicky Mr. Ocalan demanded a

false passport, money and a plane so he could make a new try at getting to the International Court in the Netherlands. Then he appealed for asylum in Italy, France, Russia or Greece.

When the Kenyan government found out about all this, it was furious. Kenya's foreign minister called in the Greek ambassador, who at first denied he was hiding Mr. Ocalan then "went into a cold sweat" and admitted it. Kenya ordered Greece to get Mr. Ocalan out of the country at once.

What happened next is sharply disputed. According to the most complete account in English, compiled by a team of reporters from The Los Angeles Times, a Kenyan security official and four Greek agents arrived at the Greek embassy compound on Feb. 15 and put an unresisting Mr. Ocalan in a Kenyan police car. His Kurdish aides and various Greek officials got into other cars, and they all drove off toward the airport. Mr. Ocalan's car sped ahead, and the others arrived to see him being escorted through a police entrance to the airport.

His escorts took him to a Falcon 900B private jet with the Malaysian flag on the fuselage. The flag was a disguise. The plane was full of commandos from Turkey's elite Maroon Berets division. One of them grabbed Mr. Ocalan by the wrist and told him: "You've come to the end of the road. You're going to Turkey." At last, Mr. Ocalan had found a country that would happily take him in.

Débats

La communauté internationale refuse au Kurdistan ce qu'elle négocie pour le Kosovo.

L'Occident complice du calvaire kurde

par KENDAL NEZAN

L'histoire offre parfois des raccourcis édi-
fians. Ainsi, au moment où ce qu'il est
convenu d'appeler «la communauté inter-
nationale» réunissait dans le faste du châ-
teau de Rambouillet des dirigeants serbes et des
représentants des 1,8 millions de Kosovars – y
compris des guérilleros de l'UCK – pour imposer
l'autonomie de la petite province du Kosovo, Ab-
dullah Öcalan, chef d'un mouvement de guérilla
en lutte pour l'obtention d'une autonomie régio-
nale pour les 15 millions de Kurdes de Turquie,
banni d'Europe, était capturé en Afrique comme
un vulgaire Carlos et ramené de force en Turquie
avec la complicité et les félicitations des Etats-
Unis, d'Israël et de quelques autres...

La guerre du Kosovo a fait quelques centaines de
morts et près de cent mille déplacés. Celle du Kur-
distan turc au moins trente mille morts et plus de
trois millions de déplacés. Au cours de cette guer-
re à huis clos, sans image en raison du black-out
imposé par Ankara dans les régions kurdes, l'ar-
mée turque, pratiquant la politique de la terre
brûlée, a évacué et détruit quatre mille villages
kurdes, bombardé une dizaine de villes, dévasté le
pays kurde et son économie traditionnel-
le. Les forces paramilitaires turques ont
décimé les élites kurdes en assassinant
plus de 4500 personnes dans les triste-
ment célèbres *faili meçhul* (meurtres à au-
teurs inconnus) pour empêcher la
formation d'une alternative kurde démoc-
ratique et pacifique en vertu d'une stra-
tégie on ne peut plus claire: réduire la
question kurde au PKK et diaboliser cette
organisation afin de criminaliser toute re-
vendication identitaire, toute opposition
politique kurdes.

Les tentatives de créer des partis kurdes lé-
gaux, excluant violence et séparatisme,

ont été étouffées; des députés kurdes,
comme Leyla Zana, condamnés à quinze
ans de prison pour délit d'opinion. Des
intellectuels turcs démocrates voulant dé-
battre de solutions pacifiques au problè-
me kurde ont été réduits au silence, em-
bastillés, menacés de mort. L'un d'eux, le
sociologue Ismail Besikçi, qui a déjà passé
seize ans derrière les barreaux, est
condamné à deux siècles de prison pour
ses écrits sur les Kurdes!

La République turque, qui en est encore à
interdire aux Kurdes le droit d'apprendre
et d'enseigner leur langue et d'avoir des
médiats en kurde, ne tient le Kurdistan que
par la force brute. Les Kurdes ont dû vivre
sous la loi martiale pendant 53 des 76 an-
nées du «régime républicain et laïc turc».
Comment qualifier d'ailleurs un tel régi-
me? Si la Turquie était un pays communis-
te ou un Etat islamiste antioccidental, les
démocraties occidentales auraient crié à la
barbarie, au fascisme, évoqué la nécessité
de protéger, y compris par les armes, les
droits d'une population menacée. Les gué-
rilleros kurdes ne seraient plus appelés
«terroristes» mais «combattants de la li-
berté», comme les barbus afghans ou les
Tchéchènes. Le PKK, dont je n'ai jamais
approuvé les méthodes ni l'idéologie ana-
chronique, mais qui n'est tout de même pas pire
que l'Unita de Savimbi, les *moudjahidime* afghans
ou l'OLP de Yasser Arafat, aurait pignon sur rue
dans les capitales occidentales et serait choyé par
nos chancelleries parce qu'il représente une im-
portante fraction de la population kurde.
Mais la Turquie est membre de l'Otan, partenai-
re stratégique de Washington et alliée militaire
d'Israël. De plus, tout comme l'Irak d'hier, elle a

les moyens d'acheter, par de juteux contrats, no-
tamment de ventes d'armes, le silence des uns et
la complicité des autres.

Il se trouve certes des voix qui, en Europe et aux
Etats-Unis, tentent de briser le mur du silence qui
entoure la tragédie kurde en Turquie. Le Parle-
ment européen, conscience morale de l'Union
européenne, a voté en 1992 une excellente «Réso-
lution sur les droits du peuple kurde». Elle est res-
tée lettre morte tout comme les propositions
adoptées en juillet 1998 à Vienne par l'Internatio-
nale socialiste à l'issue d'une réunion consacrée
au problème kurde. Aujourd'hui, les socialistes au
pouvoir dans onze pays de l'Union restent déses-
pérément silencieux, sans voix face au diktat amé-
ricain et au chantage turc.

Il leur manque sans doute un homme d'Etat hu-
maniste et visionnaire comme François Mitter-
rand qui, lors de l'exode kurde d'avril 1991, osa
braver les Etats-Unis, puis, en 1994, prit la défen-
se des députés kurdes persécutés en Turquie.
Faut-il le rappeler à certains gouvernements ou-
bliés? La France et la Grande-Bretagne, qui ont
dessiné la carte du Proche-Orient après la Gran-
de Guerre, et surtout les Etats-Unis et l'Alle-
magne, principaux pourvoyeurs d'armes d'An-
kara, ont une responsabilité écrasante dans le
calvaire du peuple kurde. Ils devraient, dans l'in-
térêt même de leur crédibilité morale, de la paix
civile en Europe et de la stabilité de la Turquie,
s'empresser de rendre justice aux Kurdes en leur
garantissant un statut d'autonomie similaire à ce-
lui qu'ils exigent pour le Kosovo. Victimes de tant
d'injustices tout au long de ce siècle, les Kurdes
demandent justice et commencent à désespérer
sérieusement ●

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de
Paris.

POUR L'OTAN, LE KURDE NE VAUT PAS UN KOSOVAR

Les Occidentaux ont leurs têtes. Quand les Serbes massacrent les Kosovars, ils grognent. Mais quand les Turcs lamentent les Kurdes, ils leur livrent Öcalan, chef du PKK, avec un petit mot gentil.

L'OTAN veut déployer des troupes au Kosovo. C'est bien. Mais, tant qu'ils y sont, nos soldats de la paix feraient bien de pousser plus à l'est, et d'aller faire un tour au Kurdistan turc. Voilà déjà un bon bout de temps que les Turcs se conduisent avec les Kurdes comme Milosevic se conduit avec les Kosovars. Et le laminoir ottoman vaut bien le laminoir serbe.

Selon un rapport officiel du Parlement turc, publié en 1997, 900 villages et 3000 hameaux ont été « évacués » par l'armée depuis le début des années 90. Cette politique de la terre brûlée a jeté plus de deux millions de personnes sur les routes, et les affrontements entre l'armée et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont déjà fait 30000 morts. Il serait raisonnablement temps d'intervenir.

Israël

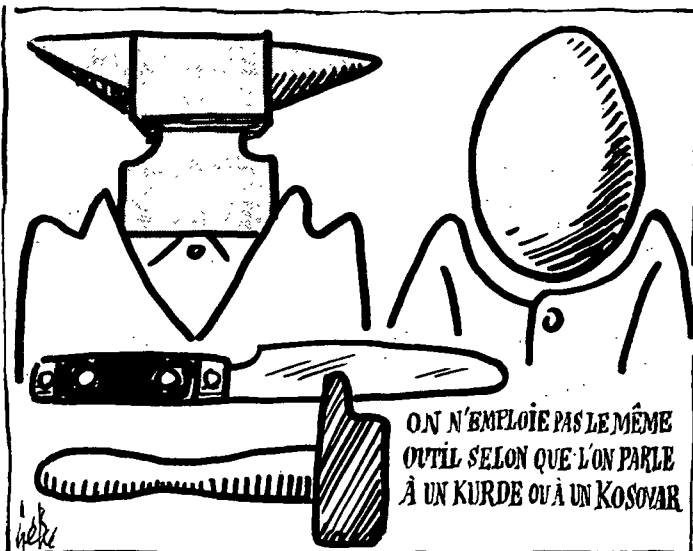
Les agents de sécurité israéliens qui ont tué trois Kurdes au consulat d'Israël à Berlin ont été blanchis par Netanyahu. Le ministre des Affaires étrangères allemand a, quant à lui, déclaré que ces fliingueurs d'élite n'avaient commis aucune faute. Ils ont fait ce qu'aurait fait tout bon flic israélien : ils ont vu des moustaches, ils ont cru que c'étaient des Palestiniens, ils ont tiré.

Brûlez, je le veux !

Abdullah Öcalan, leader du PKK, parlant de ses militants : « Tous sont très liés à moi : si je leur demande de mourir, ils vont le faire. Mais ils n'ont pas de créativité personnelle » (L'Événement du jeudi, 18/02). Les Kurdes ne sont vraiment pas aidés. Quand ils ne se font pas gazer par Saddam ou torturer par l'armée turque, ils se font embrigader par le gourou de la secte de la Moustache incandescente du 7^e jour.

Öcalan

Les Kurdes veulent un territoire. De quoi se plaignent-ils ? Ils ont une île-prison pour eux tout seuls !



Au lieu de ça, il semblerait que les services secrets américains aient filé un sérieux coup de main aux Turcs pour enlever Abdullah Öcalan, le leader du PKK, au Kenya. Comme le souligne un diplomate occidental en poste à Ankara : « Les Turcs ne sont pas assez forts pour réussir un coup comme ça. La CIA a dû leur tenir la main. »

C'est un peu comme si, à Rambouillet, les Américains avaient arrêté Adem Demaçi, le représentant politique de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), pour le refiler à Milosevic dans un paquet-cadeau.

La comparaison entre les Kurdes et les Kosovars s'impose. Dans les deux cas, des populations sont massacrées, simplement parce qu'elles réclament le droit de vivre comme tout le monde. Contrairement aux Bretons, Basques, ou « Padaniens » de l'Italie du Nord, les Kurdes et les Kosovars n'ont, malheureusement, que les fliques à opposer aux fliques. C'est d'autant plus vrai en Turquie, où le plus petit militant pacifiste, voire le moindre journaliste, qui ose prononcer le mot « Kurde » autrement qu'en crachant est immédiatement arrêté et torturé.

Pourtant, la « communauté internationale » continue à consi-

dérer les militaires turcs comme des gens charmants. Öcalan doit être « jugé » par un tribunal d'exception — déjà condamné en juin 98 par la Cour européenne des droits de l'Homme. Mais cela n'a pas empêché Chirac de déclarer qu'il était « convaincu » que le procès serait équitable. Il n'aurait jamais proféré pareille ânerie s'il s'était agi d'un tribunal serbe.

Les Turcs ont une belle vue.

Seulement voilà : la Turquie offre aux Occidentaux une superbe plate-forme stratégique, avec vue imprenable sur l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Du temps de la guerre froide, la Turquie représentait le poste le plus avancé vers Moscou. Et aujourd'hui que le Mur est tombé, les États-Unis se servent des bases militaires turques pour aller canarder Saddam. Cela explique pourquoi, en dépit de sa conception toute relative de la démocratie, la Turquie fait partie du Conseil de l'Europe et de l'OTAN. Et cela justifie manifestement qu'on laisse les Kurdes se faire massacrer.

La seule fois où les Occidentaux ont fait semblant de se préoccuper de leur sort, c'était uniquement pour emmerder Bagdad. Après la guerre du Golfe, les grosses têtes rasées du

Département d'État américain ont intauré une zone d'exclusion aérienne, au nord du 36^e parallèle, puis ont voulu créer un Kurdistan irakien autonome. Peine perdue. Dès 1994, Massoud Barzani, chef du PDK, et Djalal Talabani, chef de l'UPK, ont recommencé à se foutre sur la gueule, pour le contrôle du trafic de pétrole irakien vers la Turquie.

Échange 2 millions de Kurdes contre 1 Saddam.

Aujourd'hui, il semblerait que les Américains aient envie de retenter ce coup foireux. Avec une petite différence : en sacrifiant, cette fois, les Kurdes de Turquie. « Washington va sans doute essayer de rapprocher l'UPK et le PDK, pour affaiblir Saddam Hussein, explique Stéphane Jérassimos, directeur du Centre d'études anatoliennes d'Istanbul. Le problème, c'est que les Turcs n'ont pas envie d'avoir un État kurde à leur frontière. Pour les amadouer, les Américains ont donc dû leur livrer Öcalan. »

D'accord, le leader du PKK, avec son regard de brute bornée, sa collection de meurtres et son culte de la personnalité, n'inspire pas la sympathie. Ce n'est pas une raison pour faire deux poids, deux mesures. Un Kurde en bouillie vaut bien un Kosovar en charpie. Mais l'Europe et les États-Unis s'obstinent à avoir l'indignation sélective.

Il y aura peut-être des militaires turcs dans les forces de l'OTAN déployées au Kosovo. Le plus dur, ça va être de leur expliquer qu'ils sont là pour empêcher des collègues de raser des villages pleins d'indépendantistes.

GÉRARD BIARD

CHARLIE HEBDO

Mercredi 24 février 1999

En Irak, l'opposition chiite assure que des troubles sanglants se poursuivent

Les autorités démentent des informations « inventées et fausses »

Pour le troisième jour consécutif, l'opposition chiite irakienne à l'étranger a fait état d'émeutes dans le pays, en protestation contre

l'assassinat, imputé au régime, d'un haut dignitaire religieux. De leur côté, les autorités opposent un vif démenti aux informations faisant

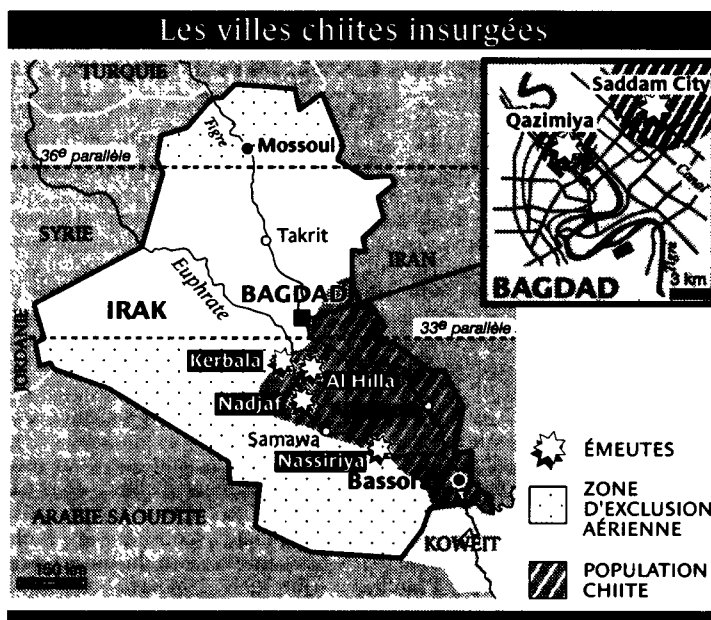
état de dizaines de morts. La confusion règne alors que les raids aériens américains et britanniques se poursuivent au sud et au nord.

LA SITUATION est restée confuse en Irak, lundi 22 février, trois jours après l'assassinat d'un haut dignitaire religieux chiite, l'ayatollah Mohamad Sadek El Sadr. Celui-ci a suscité, selon l'opposition, des émeutes sanglantes dans tout le pays contre le régime de Saddam Hussein, jugé responsable de sa mort. Les autorités irakiennes assurent que le calme règne, mais plusieurs partis chiites irakiens à l'étranger ont affirmé au contraire que les troubles se poursuivent.

Alors que le journal *Babel*, dirigé par Oudaï Hussein, le fils du président, assurait lundi que Saddam Hussein avait dépêché un émissaire dans la ville chiite de Nadjaf pour présenter ses condoléances à la famille de la victime, le directeur de l'agence de presse officielle irakienne INA, Oudaï El Taï, a démenti « les allégations de certains médias et de certaines parties hostiles à l'Irak » [à propos des troubles], lesquelles « sont inventées et fausses ». « Ces parties veulent semer la zizanie pour nuire à l'Irak et entamer la résistance de son peuple », a-t-il ajouté.

PLUSIEURS VILLES CONCERNÉES

Dans le même temps, l'opposition irakienne à l'étranger a confirmé les émeutes sanglantes survenues samedi et dimanche et assuré que plusieurs villes irakiennes



étaient encore en proie aux troubles. Un porte-parole du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak a ainsi affirmé que la ville de Nassiriyah, située à 300 kilomètres au sud-est de Bagdad, n'était plus contrôlée par les forces gouvernementales. Cette information n'a pu être confirmée de sources indépendantes.

« La situation s'oriente vers une explosion », a assuré l'ayatollah Mohammad Hakim, chef du

Conseil suprême. Un autre mouvement d'opposition chiite, le parti El Daawa, a fait état pour sa part de violents heurts à Saddam City, au nord de Bagdad. « Les manifestants ont attaqué les bureaux du parti Baas au pouvoir et ont fait un grand nombre de tués parmi les partisans du régime », a affirmé El Daawa dans un communiqué publié à Damas.

Plusieurs quartiers à majorité chiite de Bagdad seraient assiégés

par les « Fedayine de Saddam », un corps paramilitaire, « pour empêcher les affrontements de s'étendre jusqu'au centre de la capitale ».

Ces émeutes n'ont suscité aucune réaction à l'étranger. Seul le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a annulé lundi une rencontre avec le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamad Saïd El Sahaf. Un proche de M. Berri a expliqué que ce dernier « ne peut rencontrer Sahaf alors que du sang chiite est versé en Irak et que des allégations font état d'une implication des autorités irakiennes ».

RAIDS AÉRIENS

En revanche, les raids aériens menés par les Etats-Unis en coopération avec la Grande-Bretagne dans les deux zones d'exclusion aérienne située au sud et au nord du pays se sont poursuivis. Les F-15 américains et les Tornado britanniques ont bombardé deux sites de communications et deux dépôts d'armements dans la région de Bassorah (sud-est), « en réponse à l'entrée de deux appareils Mig 23 irakiens dans la zone d'exclusion aérienne ». Des sites d'artillerie anti-aérienne et des sites radar dans la région de Mossoul (au nord) ont également été touchés. L'agence officielle irakienne INA a affirmé qu'un Irakien avait été tué et plusieurs autres blessés. — (AFP, Reuters.)

Iran : dix-huit morts lors d'une manifestation kurde

DIX-HUIT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et des dizaines d'autres blessées, lundi 22 février, au cours de manifestations qui ont eu lieu à Sanandaj, chef-lieu du Kurdistan iranien, selon les Moudjahidine du peuple (opposition armée au régime iranien). Les victimes sont tombées « dans une attaque des forces de sécurité et des Gardiens de la révolution contre les dizaines de milliers de manifestants à Sanandaj », a indiqué un communiqué du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) reçu mardi à Nicosie. « L'état de siège a été décrété dans la ville, les forces de l'ordre ayant été incapable de contenir la foule qui protestait contre la mort de manifestants à Ouroumieh et dans autres villes d'Iran, durant les protestations contre l'arrestation par Ankara du leader kurde Abdullah Öcalan. » La police a arrêté 270 personnes, selon le communiqué. — (AFP)

Comment les Kurdes

AP / TURKISH INTELLIGENCE SERVICE / KEYSTONE ONLINE



«On peut s'attendre à une radicalisation du mouvement. Les autorités turques n'auraient pas dû nous humilier, en présentant notre chef, menotté, entre deux drapeaux turcs.» İdris Uzan, militant kurde à Paris.

L'Europe découvre que toutes les associations kurdes agissent de concert. Et que le PKK pourrait développer les actions violentes. Plongée dans un système occulte.

J eudi 18 février. La place des Nations, à Genève, est un îlot de boue. Un îlot de tiers monde, avec des tentes, des palettes en bois, des feux, plantés devant les grilles de l'ONU, aux portes de cette Genève qui se rêve internationale. Il y a des femmes qui lisent le quotidien «Özgür Politika», des hommes avec des foulards noir et blanc, des grévistes de la faim trempés jusqu'aux os. Il y a plusieurs centaines de militants kurdes, indignés par le «kidnapping» d'Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Et des sonneries de téléphones portables. Il est beaucoup ques-

tion de la manifestation prévue pour le samedi suivant.

Quatre jours plus tard, Paris. Les locaux, vastes mais rudimentaires, de la Fédération des associations kurdes en France (Feyka) sont bondés. Des hommes, quelques femmes, une poignée d'enfants et, sur les murs, des photos de martyrs de la guerre ou, en grand format, le portrait d'Öcalan. Il y a du thé sur les tables; du bruit partout. Deux postes de télé diffusent des images de Med-TV, la télévision des Kurdes qui émet 18 heures par jour, et un membre du comité, d'une voix forte, tire le bilan d'un week-end mar-

qué par les manifestations qui se sont déroulées dans diverses villes d'Europe. Un premier succès: «L'Union européenne vient de réclamer l'envoi d'observateurs internationaux au procès.»

De multiples relais

L'arrestation d'Öcalan, le 16 février, au Kenya, a réveillé les deux millions de Kurdes exilés en Europe. Un feu de paille? «Certainement pas, coupe tranquillement Hassan Ozden, le président de la Feyka. Dix associations ont appelé à manifester à Paris, samedi dernier et nous avons réuni 10 000 sympathisants (4500, selon la police, ndlr). Trente groupes appellent à la manifestation de samedi prochain; nous espérons qu'il y aura deux fois plus de monde. Et nous continuerons jusqu'au jugement de M. Öcalan. Au moins.»

L'Europe tremble et s'interroge: comment diable ces Kurdes s'organisent-ils? Comment font-ils pour, en l'espace d'une nuit, coordonner toutes ces actions? Comment pensent-ils pouvoir prolonger leur action «le temps qu'il faudra»? «Toutes les associations sont en contact étroit, explique İrfan Dayi, l'un des trois correspondants à Paris d'«Özgür Politika» (ces jours-ci le quotidien en langue turque s'arrache). Et de préciser: «En outre, beaucoup de Kurdes regardent Med-TV et, à Paris, nous disposons par exemple d'une radio qui émet le jeudi et le samedi. Il est facile de faire passer des infos et l'écœurement des Kurdes est tel qu'ils sont dorénavant prompts à se mobiliser.»

Journaliste et écrivain spécialisé, Chris Kutschera confirme l'explication: «Malgré leur "scissionnisme" aiguë, les Kurdes se retrouvent unis en cas de crise. Ils écoutent 24 heures sur 24 la télévision, la radio et les téléphones fonctionnent sans cesse entre toutes les capitales où ils sont représentés.» La rapidité et l'ampleur de la mobilisation en cours découlent d'abord des liens que tissent entre elles les nombreuses associations kurdes, toutes nationalités confondues. D'autant que dans la plupart des pays européens, au sein des partis de gauche, des mouvements écologistes ou des syndicats, les Kurdes disposent de relais ancrés dans la société nationale.

Mais ces derniers ne peuvent être soupçonnés de favoriser le caractère ●●●

••• «coup de poing» que prennent certaines actions. En tout cas pas le Parti socialiste genevois, même s'il se montre peu rancunier. Le 17 février, dix de ses membres étaient pris en otage par des militants kurdes, alors que son président, Christian Brunier, cofondateur au début des années 90 de la COSPEK, une association de soutien aux Kurdes, se démène sans discontinuer pour leur cause. Un rôle qui lui permet d'observer avec un rien d'admiration cette «organisation opaque mais redoutablement efficace. Les responsables changent tout le temps pour des questions de sécurité. Pendant les négociations lors de l'occupation de l'ONU, je n'avais jamais le même interlocuteur. Je me demandais d'où allaient arriver les ordres... Et puis tout d'un coup, ils sont tombés.» C'est le label PKK.

Présente sur la place des Nations, Rosa, une quarantaine d'années, ne dit pas le contraire. Le regard fixe et la langue rigide, celle que l'on présente comme l'une des porte-parole de ce parti, lâche: «Cette mobilisation n'a rien d'étonnant. Cela fait vingt ans qu'on s'y prépare.» Méfiante, Rosa. Elle débite son discours, s'interrompt toutes les 15 secondes pour sortir son natel de la poche de son anorak et balancer des ordres en turc: «N'oubliez pas que nous ne sommes pas seulement en guerre contre la Turquie. Mais aussi contre l'Europe qui ne fait rien. Contre sa lâcheté.» Pour sa part, Jacqueline Sammali, ancienne présidente de l'association Suisse-Kurdistan, observe que le PKK, organisation pyramidale extrêmement structurée, est conçu sur le modèle d'un réseau de résistance: «J'ai souvent dû défendre des employés kurdes face à des patrons qui ne comprenaient pas que soudain ils disparaissent pour deux ou trois jours. Ces gens-là sont capables de tout lâcher, travail, famille, s'ils en reçoivent l'ordre.»

A la Police fédérale

Pour la Confédération, le PKK demeure l'organisation extrémiste violente la plus importante en Europe. Dans son rapport sur la protection de l'Etat (1997), la Police fédérale relève que les structures dirigeantes du PKK en Suisse sont subordonnées à un secrétaire territorial nommé par la centrale européenne et difficiles à identifier: «La plupart des cadres supérieurs du PKK en charge n'apparaissent souvent que sous des noms d'emprunt et certains d'entre eux séjournent irrégulièrement en Suisse.» «Ces derniers jours, il semble que l'organisation a lais-



DURCISSEMENT Bonn craint une importation du conflit Kurdes-Turcs sur son sol.



DIFFUSION Med-TV ou comment informer la communauté kurde en direct.

sé une certaine liberté d'action aux différentes antennes nationales, notamment pour décider de la fin des occupations, confie Dominique Reymond, porte-parole de la Police fédérale. Lors de l'occupation de l'ambassade grecque, à Berne, les militants ont déclaré qu'ils attendaient des ordres de Genève.»

Un sentiment qui rejoint celui de l'historien britannique David McDowall: «Je pense que la direction du PKK a envoyé un ordre général indiquant quel genre d'action elle souhaitait voir prendre. Pour faire passer le message, il suffit de disposer d'une dizaine de numéros de téléphone joignables à tout moment.» Et de rappeler que la communauté kurde a une longue tradition d'information: «Ses premières publications, à Genève puis dans le Kent, remontent au XIXe siècle. Aujourd'hui, à l'aube du troisième millénaire, les moyens technologiques rendent cette diffusion et sa coordination diablement efficaces.»

Sur les quelque 20 000 Kurdes installés en Suisse, la Confédération estime qu'un noyau dur de 60 à 100 personnes travaillent à plein temps pour le PKK. Comme tous leurs homologues en Europe, leurs tâches essentielles consistent à former de jeunes cadres, recruter des combattants, espionner, voire punir leur propre communauté et, de gré ou de force, collecter des fonds («L'Hebdo» du 27 juin 1996). «Ce parti peut compter aussi sur 4000 militants actifs, un nombre qui a doublé en deux ans», ajoute Dominique

Reymond. Et d'avouer son désarroi: «On savait que le PKK était bien organisé, mais la police, comme tout le monde en Europe, a été prise de court par la rapidité et la capacité de mobilisation de ce groupe. Nous devons revoir nos méthodes de travail, tirer les leçons de ce qui s'est passé.»

L'inquiétude est encore plus visible de l'autre côté du Rhin, qui abrite la plus grande communauté kurde d'Europe (environ un demi-million de personnes). Il y a six ans, suite à des débordements violents de militants du PKK, ce parti avait été interdit, mais il en est ressorti renforcé. Si le Ministère allemand de l'intérieur estime aujourd'hui que les activistes du PKK sont au nombre de 11 000, Bonn déplore les «pannes» des services de renseignements. «Il n'est pas normal que les organisations kurdes aient été informées de l'arrestation d'Öcalan avant le ministre en charge de la sécurité intérieure et le chancelier», a lancé lundi dernier Bodo Hombach, le chef de cabinet de Gerhard Schröder.

L'Allemagne réagit

La crainte aujourd'hui, c'est que l'Allemagne devienne terre d'importation du conflit entre les Turcs et la minorité kurde. «L'émotion est à son comble maintenant qu'Öcalan est prisonnier, souligne Siegfried Martsch, conseiller vert du gouvernement, reconnu comme l'un des meilleurs experts du PKK. Les cadres les plus radicaux du PKK pourraient transformer l'organisation en une cellule terroriste à l'image de la RAF (la bande à Baader, ndr). D'autant que les durs du PKK disposent de dépôts d'armes, d'explosifs et nous avons désormais la preuve qu'ils veulent porter le combat armé dans les métropoles allemandes.» Une affirmation qui étonne à peine Ide Uzan, un militant kurde actif à Paris: «La radicalisation est plausible, vu le comportement provocateur des autorités turques qui ont suscité la révolte en diffusant des images d'Öcalan humilié, menotté, entre deux drapeaux turcs.»

La menace, en tout cas, a incité, mardi dernier, le gouvernement à réunir des ministres européens de l'Intérieur dont le conseiller fédéral Arnold Koller. Durant la recontre, une alerte à la bombe provoquait l'évacuation de 1000 employés du Bureau international du travail, à Genève. La mobilisation prokurde continuait. Sous des formes de plus en plus diverses...

Christophe Bourdoiseau (Berlin), Denis Etienne (Paris), Béatrice Guelpa (Genève) et Véronique Roess (Londres)

Kosovars et Kurdes: deux peuples, deux mesures

Européens et Américains agissent en fonction d'intérêts stratégiques.

L'engagement des Occidentaux pour trouver une solution au drame du Kosovo, garantissant les droits de la population albanaise de souche qui représente 90% des habitants de cette province du sud de la Serbie, contraste avec leur prudence embarrassée sur la question kurde. On menace Belgrade en dénonçant, avec raison, la politique d'exclusion, sinon d'apartheid, menée au Kosovo depuis la suppression du statut d'autonomie en 1989 par Slobodan Milosevic. Mais l'Union européenne se contente d'admonester Ankara pour son refus de reconnaître les droits culturels et l'autonomie de 13 millions de kurdes, un quart de la population, qui, dans cette République inspirée du modèle jacobin, ont tous les droits des autres citoyens turcs mais pas celui d'affirmer collectivement leur spécificité.

Marxisme-léninisme. Le plan de la communauté internationale pour le Kosovo ne concède à cette province qu'une «autonomie substantielle» à l'intérieur des frontières de la République fédérale de Yougoslavie. Les Occidentaux sont encore plus catégoriques à réaffirmer l'intégrité territoriale d'un pays allié qui est, depuis bientôt un demi-siècle, le pilier du flanc sud-est de l'Otan et dont on rappelle la vocation à intégrer un jour l'UE. Mais la différence d'attitude n'en est pas moins évidente, notamment de la part de l'administration américaine. Elle a aidé directement les Turcs à s'emparer d'Abdullah Öcalan, le chef des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré comme le patron d'une organisation terroriste. Mais Washington n'hésite pas à appuyer de plus en plus ouvertement les combattants de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo). La matrice idéologique des deux organisations, mélange de marxisme-léninisme autoritaire et d'ultranationalisme, n'est pourtant pas

très différente, comme le sont d'ailleurs leurs méthodes et leurs moyens de financements.

Les voyageurs occidentaux qui parcouraient au XIX^e siècle l'Empire ottoman agonisant décrivaient volontiers les Albanais comme «les Kurdes des Balkans». Les similitudes entre ces deux peuples montagnards, ancrés dans leurs traditions tribales, différenciés de leurs voisins par la langue comme par l'histoire, sont réelles. Leur destin a de nombreux points communs. Les Albanais ne créèrent leur propre Etat qu'en 1912, parmi les derniers dans les Balkans, et il resta aussi fragile que menacé par les dissensions claniques. La dictature d'Ahmed Zogu en

ANALYSE

1925, qui se proclama ensuite roi, puis le communisme délirant et autarcique d'Enver Hohxa ne forgèrent qu'une ébauche de nation. Une bonne moitié des Albanais (au total quelque 7 millions de personnes) vit hors du «pays des Aigles», notamment au Kosovo et en Macédoine, rêvant plus ou moins ouvertement d'unification en un grand Etat commun. D'où la prudence des Occidentaux dans la crise du Kosovo et leur refus de toute modification de frontières qui créerait un précédent dangereux dans une région hautement instable.

Assimilation forcée. Les Kurdes, entre 25 et 30 millions de personnes, écartelés entre Turquie, Irak, Iran et Syrie, sont le seul peuple d'une telle importance qui n'ait jamais obtenu son droit à l'autodétermination, à l'indépendance ou à l'autonomie, ni la reconnaissance de son identité culturelle, sinon pour de brèves périodes. Après la Première Guerre mondiale, les alliés vainqueurs, décidés à démanteler l'Empire ottoman, songèrent, par le traité de Sèvres en 1920, à ins-

taurer un Etat kurde. Trois ans plus tard, le traité de Lausanne enterra l'idée, prenant acte des victoires de Mustapha Kemal, qui avait tracé par les armes les frontières de l'actuelle République turque. Depuis, les Kurdes ont fait l'objet de tentatives constantes d'assimilation forcée. Ils ont surtout été systématiquement manipulés par les Etats voisins, qui jouent des rivalités tribales et des haines entre les chefs kurdes.

Cynisme. Ce contexte régional explique en bonne part l'attitude américaine. Il n'est pas question de déstabiliser un allié comme la Turquie, partenaire de premier plan au point de jonction des trois principales zones de crise du Vieux Monde: Moyen-Orient, Caucase et Balkans. C'est un choix stratégique cynique, que partagent aussi les Européens. Ils veulent maintenir une pression, mais ils ont aussi la conviction que, malgré les blocages, la démocratisation des institutions et surtout de la société turque est réelle. Aujourd'hui, une partie croissante des élites, intellectuels mais aussi hommes d'affaires, clame ouvertement qu'elle ne sera complète que quand la «question kurde» aura été résolue et les droits des Kurdes pleinement reconnus. Beaucoup d'entre eux, qui affichent désormais leur kurdité, ne se reconnaissent pas dans le PKK ou même le Hadepe, le parti légal kurde qui en est proche, menacé d'interdiction (4,2% des voix aux dernières élections).

Les Albanais du Kosovo ont de leur côté massivement exprimé, dès 1991, dans des élections parallèles, leur choix pour Ibrahim Rugova et une autoproclamée «République du Kosovo». Slobodan Milosevic ne leur avait pas laissé d'autre possibilité. La question ouverte est maintenant aussi celle d'une réelle démocratisation de l'actuelle mini-Yougoslavie serbo-monténégrine ●

MARC SEMO

UN Is Given Bleak Data on Medicine and Food for Iraqis

The Associated Press

UNITED NATIONS, New York — Secretary-General Kofi Annan, presenting a bleak assessment of the humanitarian situation in Iraq, has told the Security Council that bureaucratic delays in Baghdad and low oil prices were preventing Iraqis from getting the food and medicine they needed.

Chief among Mr. Annan's concerns was that medicine imported through the UN oil-for-food program was languishing in Iraqi warehouses.

The secretary-general's report on

Tuesday also said that malnutrition among infants and children under 5 years old remained at "unacceptably high levels."

The oil-for-food program allows Baghdad to buy humanitarian goods to care for its people who are suffering under UN sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990.

Only half of the \$540 million worth of drugs and medical supplies delivered to Iraq since the program was launched in 1996 have reached hospitals and clinics, the report said.

Even though child malnutrition is unacceptably high, the Iraqi government has contracted for only \$1.7 million worth of high-protein biscuits for pregnant women out of a total allocation of \$8 million, according to the report.

Baghdad has submitted contracts for only 260 tons of infant milk, even though the United Nations has approved deliveries of 1,500 tons, the report said.

With pressure to lift or ease the economic sanctions imposed on Iraq, the Security Council has formed a special panel to make recommendations on im-

proving the humanitarian situation in the country. The panel is scheduled to meet Monday and Tuesday.

Still, even Mr. Annan seemed to acknowledge that significantly upgrading the oil-for-food program was out of his hands.

"The most serious issue facing the implementation of the program at present is the growing shortfall in revenues," the secretary-general said. "Regrettably, there seems little scope for optimism in regard to oil revenues in the immediate future."

He also said Tuesday that he believed UN forces had not been used enough to help solve the growing number of civil and ethnic wars around the world, especially in Africa.

Enforcement of a settlement to many conflicts can require UN peacekeepers, Mr. Annan said in a speech at Georgetown University.

Mr. Annan said that despite the growing need, the number of UN forces deployed around the world had dropped from 80,000 troops five years ago to 14,000 now.

Forte sécurité au palais de Justice pour les Kurdes

mardi 23 février 1999, 07h29

MONTREAL (AP) -- La police de la Communauté urbaine de Montréal et les policiers du palais ont déployé un impressionnant dispositif de sécurité au palais de justice de Montréal, où quatre manifestants kurdes subissaient lundi leur enquête pour mise en liberté.

Le juge Rolande Matte, de la Cour du Québec, a décrété une ordonnance de non-publication sur toute la preuve, Ga la demande de la défense.

Les quatre accusés sont Aydin Camioran, 33 ans, de Charlesbourg, Cihan Kirac, 27 ans, de Joliette, Yussef Gulcicek, 28 ans, de Joliette, et Cenzig Yanar, 22 ans, de Montréal.

Les trois premiers sont accusés de quatre infractions: participation à une émeute, possession de matières incendiaires, complot pour prendre part à une émeute et possession d'arme. Yanar fait face à cinq accusations: avoir pris part à une émeute, avoir tenté de s'introduire par effraction au consulat israélien, voies de fait et voies de fait armées sur un policier et voies de fait contre un deuxième policier.

Aucun n'est accusé en rapport avec la blessure qui a coûté un oeil au policier André Hottin, un père de famille de 35 ans qui a 16 ans d'expérience dans la police de la communauté urbaine de Montréal. M. Hottin a reçu un pavé dans l'oeil.

Les quatre hommes ont été arrêtés parmi un groupe de 16 manifestants vendredi dernier, après la manifestation kurde devant le consulat israélien.

Comme des milliers d'autres citoyens d'origine kurde à travers le monde l'ont fait devant diverses ambassades, une centaine de manifestants s'étaient réunis vendredi devant l'édifice qui abrite, en son 26e étage, le consulat d'Israël. Les Kurdes voulaient dénoncer la participation présumée des services secrets israéliens à l'arrestation, par les Turcs, du leader du parti indépendantiste kurde, Abdullah Ocalan, la semaine dernière à Nairobi, au Kenya.

Deux témoins ont été entendus jusqu'à maintenant par le juge Matte. L'enquête pour mise en liberté se poursuit ce mardi. Des accusations pourraient être portées contre d'autres membres du groupe, dont la manifestation a été filmée par le service de police.

* * *

Les huit compagnons d'Ocalan s'appêtent à quitter le Kenya

jeudi 25 février 1999, 12h53

NAIROBI (AP) -- Les huit compagnons du dirigeant kurde Abdullah Ocalan, capturé le 15 février par un commando turc, s'appêtent jeudi à quitter l'ambassade de Grèce à Nairobi, où ils se trouvent retranchés depuis plus de trois semaines.

Leur libre passage a été obtenu par Pavlos Apostolodis, secrétaire général du ministère grec des Affaires étrangères, a annoncé un responsable de l'ambassade sous couvert de l'anonymat.

"Tout se passe parfaitement. Ils devraient pouvoir quitter l'ambassade très vite", a-t-il déclaré, sans précisé la destination des huit Kurdes.

Jacob Chumba, porte-parole du ministère kenyan des Affaires étrangères, a pour sa part affirmé qu'ils devaient gagner la Grèce, accompagnés par M. Apostolodis.

Arrivé le 2 février d'Athènes avec plusieurs de ses compagnons, Abdullah Ocalan avait trouvé refuge dans la résidence de l'ambassadeur de Grèce.

* * *

Pour une solution politique

de la question kurde

Après s'être opposé à la signature de l'union douanière avec la Turquie, le groupe GUE/NGL a contribué à l'adoption par le Parlement européen d'une résolution qui s'est prononcée pour une solution politique du problème kurde avec notamment la garantie constitutionnelle des droits culturels du peuple kurde, l'abrogation de la loi "antiterroriste", la levée de l'état d'urgence et la mise en place de réformes démocratiques en Turquie.

Libérer Leyla Zana

Leyla Zana, ex-député turque d'origine kurde, est emprisonnée depuis le 4 mars 1994 pour avoir, en sa qualité de députée, prôné la démocratie et la reconnaissance des droits du peuple kurde par des moyens pacifiques.

Le groupe GUE/NGL a pris des initiatives pour exiger sa libération. Le 11 mars 1997, il a organisé, avec les groupes socialiste, Vert, radical et libéral, une rencontre avec Danielle Mitterrand et Mehdi Zana. Il a également contribué à attribuer en 1995 à Leyla Zana le prix de la liberté d'esprit du Parlement européen et a fait adopter de nombreuses résolutions pour exiger sa libéralisation. ■

La Turquie les Kurdes... et Israël

Depuis l'enlèvement d'Ocalan, le leader du PKK et la prise d'assaut du consulat d'Israël à Berlin au cours de laquelle trois Kurdes ont été tués, la semaine dernière, ces oubliés de l'Histoire sont à la «une» de l'actualité. Eux mais aussi la Turquie et Israël qui, au fil des ans, a entretenu des relations

variées, parfois très proches avec les Kurdes, notamment d'Irak. Analyse des relations complexes entre Israël, la Turquie et ce peuple sans État fort de 25 millions d'individus.

Le drame du consulat de Berlin

La sécurité a agi en état de légitime défense

L'invasion du consulat d'Israël à Berlin par une centaine de Kurdes était conçue comme des représailles contre une supposée participation d'Israël à l'enlèvement du leader kurde Abdallah Ocalan.

L'implication des services secrets israéliens dans l'enlèvement d'Abdallah Ocalan, est basée sur des rumeurs qui ont catégoriquement été démenties par Israël. C'est aussi à tort que les tirs ouverts sur les manifestants kurdes, qui ont fait trois morts, sont présentés comme un bavure israélienne. La bavure, en fait, est imputable à la police allemande, qui n'avait pas pris les mesures nécessaires malgré des rapports l'ayant avertie en temps voulu de ce qui se préparait.

Deux des morts, un homme et une femme, ont été abattus dans le foyer du consulat israélien, un troisième homme a été tué dans les escaliers. Il y a eu en outre 43 blessés, dont 16 manifestants et 27 policiers touchés dans les échanges de tirs avec les Kurdes. La police allemande a procédé ensuite à 180 arrestations, dont 45 à l'intérieur du consulat.

Dans leur colère après l'enlèvement d'Ocalan, les membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) s'en sont pris dans le monde à des représentations grecque (puisqu'il avait été capturé devant l'ambassade de Grèce à Kenya), américaine, et israélienne,

les trois pays étant supposés être complices dans le déroulement de l'événement. A Berlin - il faut noter qu'il y a environ un demi-million de Kurdes en Allemagne - c'est le consulat d'Israël qui a été leur cible. Cela à la suite d'une interview d'Ocalan à un journal britannique, affirmant que le Mossad «suivait ses mouvements pour le compte du Renseignement turc».

Les manifestants kurdes ont enfoncé les portes extérieures et envahi le bâtiment, sans que la moindre force de police allemande s'oppose à leur déferlement. Or cette force aurait dû être présente à l'extérieur, comme dans tous les pays et devant toutes les représentations diplomatiques. En effet, les gardes de sécurité israéliens, comme tous les autres, n'ont pas le droit de porter des armes à l'extérieur de l'enceinte diplomatique, alors qu'à l'intérieur ils jouissent de l'exterritorialité.

La sécurité n'avait d'autre choix que de défendre le personnel.

Il n'y avait donc que les membres de la sécurité israélienne pour défendre l'immeuble investi. Et il apparaît en outre, selon les derniers rapports, que l'alarme a été déficiente. Lorsque la centaine de

Kurdes, armés de bâtons, de barres de fer et de marteaux se précipitèrent à l'étage après avoir fracassé la porte et brisé les fenêtres, neuf Kurdes se barricadèrent dans une pièce, prenant pour quelque temps en otage une employée du consulat, Ruth Yaacov.

La police allemande, «insuffisamment préparée».

Ami Ayalon, le chef du Shin-Beth, a adressé au service de sécurité un message de félicitations, soulignant dans son communiqué qu'il avait agi conformément à tous les règlements. De son côté Ephrayim Halévy, le chef du Mossad, a publié un communiqué, un fait sans précédent, et envoyé un message à tous les leaders du PKK en Europe. Dans ce communiqué M. Halévy affirme catégoriquement qu'Israël et le Mossad n'avaient joué aucun rôle dans l'affaire Ocalan. Ce démenti avait déjà été fait publiquement par le Premier ministre Binyamin Netanyahou.

Le ministre des Affaires étrangères Ariel Sharon, bien qu'ayant demandé un rapport complet a défendu l'action des hommes de la sécurité, notant que «aucun compromis n'est possible lorsqu'il s'agit de terrorisme, et Israël est totalement dans son droit en combattant le terrorisme de toutes ses forces».

Le directeur général des Affaires

étrangères, Eytan Bentsour, est parti pour Berlin, afin de «mener des discussions à haut niveau avec les Autorités allemandes».

L'ambassadeur Avi Primor a exprimé ses regrets quant à l'issue de ce drame tout en critiquant la police allemande, «insuffisamment préparée». «Tout simplement, ils n'en ont pas fait assez», a-t-il déclaré à Kol Israël. Le consul d'Israël à Berlin Miryam Porath a souligné que cette attaque avait pris tout le monde par surprise. «Nous savions que les Kurdes visaient l'ambassade de Grèce, mais n'étant pas mêlés à l'affaire nous ne nous sentions pas concernés».

Fermées pour 24 heures à la suite de l'incident par prudence, toutes les représentations israéliennes dans le monde ont ouvert leurs portes, mais avec des mesures de sécurité largement renforcées pour faire face à toute éventualité. Des mesures similaires ont été prises à l'aéroport Ben Gourion et devant les lignes israéliennes dans tous les aéroports.

LYDIA BLICHER

— Actualité Juive —

DU 25 FEVRIER 1999—

Les Kurdes : un peuple sans État

Les Kurdes sont aujourd'hui près de 30 millions. Répartis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, ils ont connu, au fil des siècles, des périodes glorieuses mais aussi dramatiques. Repères.

Les Kurdes estiment être les descendants des Mèdes qui s'emparèrent de Ninive en 612 avant l'ère commune et mirent un terme à l'Empire assyrien avant d'être vaincus eux-mêmes par les Perses en 550 avant notre ère. Vers le XI^{ème} siècle ils eurent des principautés indépendantes. Depuis ils semblent avoir été le jouet de l'Histoire.

En 1908 la Révolution jeune turque instaure un régime constitutionnel. Avec l'émergence du concept de nationalité dans l'Europe exsangue de 1918 et l'effondrement de l'Empire ottoman, les Kurdes peuvent espérer un moment accéder à la reconnaissance étatique. En effet le président Woodrow Wilson au point 12 de son «Programme pour la paix du monde» déclare que les minorités non turques de l'Empire ottoman doivent pouvoir bénéficier d'un «développement autonome».

Le traité de Sévres signé entre les alliés et le gouvernement turc le 10 août 1920 prévoit en sa section III «Kurdistan» l'octroi d'une «autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde». Ce texte est, à ce jour, la seule reconnaissance en droit international du fait kurde. Il demeurera lettre morte, la victoire de Mustafa Kemal (Attatürk), dans la guerre d'indépendance ayant modifié les données du problème. Le traité de Lausanne signé le 24 juin 1923 et négocié peu de temps après la victoire kémaliste consacre sur la scène internationale tant politiquement que diplomatiquement le nouveau gouvernement turc. S'il rétablit la Turquie dans sa dignité, il occulte totalement le fait kurde. Le traité de Lausanne entérine la division du Kurdistan et de son peuple entre quatre entités politiques de poids, Turquie, Iran, Irak (nouvellement créé auquel sera adjoint en juin 1926 par la volonté de la Grande-Bretagne le

vilayet de Mossoul peuplé majoritairement de Kurdes et riche en pétrole). À l'avenir, personne ne prendra le risque d'amputer ces grands pays. Ce même traité ne reconnaît aucune existence aux Kurdes.

Un rendez-vous manqué

C'est dans ce contexte d'un Kurdistan éclaté, qu'un mouvement national kurde va naître à partir de 1925. Au fil des ans et au gré des fluctuations politiques son centre se déplacera d'un pays à l'autre. Mis à part l'éphémère République de Mahabad (1945-1946) il n'est pas parvenu, à ce jour, à concrétiser le moindre État souverain.

Le bilan pays par pays est dramatiquement négatif pour ce peuple dispersé. Des constantes se dégagent, qu'il s'agisse de la Turquie, de l'Iran, de l'Irak ou de la Syrie : négation de la spécificité kurde, de la langue, de la culture kurde, arabisation forcée, déplacements forcés de population, villages rayés de la carte, massacres. À quoi, il faut ajouter les divisions dramatiques du mouvement kurde.

Turquie. Environ 13 millions de Kurdes. Dans la construction de cette Turquie moderne, laïque et unitaire que veut Mustafa Kemal, il n'y a de place que pour les Turcs. Dès lors on va s'évertuer à nier la réalité kurde tant politiquement que culturellement. Ethnocide, massacres, mesures d'intimidation, les Kurdes vont connaître la persécution sous des formes variées. Les termes «Kurdes» et «Kurdistan» sont interdits. Les gouvernements changent mais les grandes lignes d'une politique durable sont jetées. Il n'y a pas longtemps encore Leyla Zana, parlementaire était condamnée à quinze ans de réclusion pour avoir parlé en kurde dans l'en-

ceinte du parlement.

Iran. Environ 6 millions de Kurdes. Depuis 1978 l'Iran n'a cessé de mener sa guerre contre les Kurdes. Pendant des années 150.000 Gardiens de la Révolution ont occupé la zone kurde. Le régime khomeiniste a aussi à son actif l'assassinat à Vienne du Dr. Abdel Rahman Ghassemlou, économiste libéral qui était secrétaire général du PDKI.

Syrie. 1 million de Kurdes. Là, comme ailleurs, les Kurdes ne jouissent d'aucun droit.

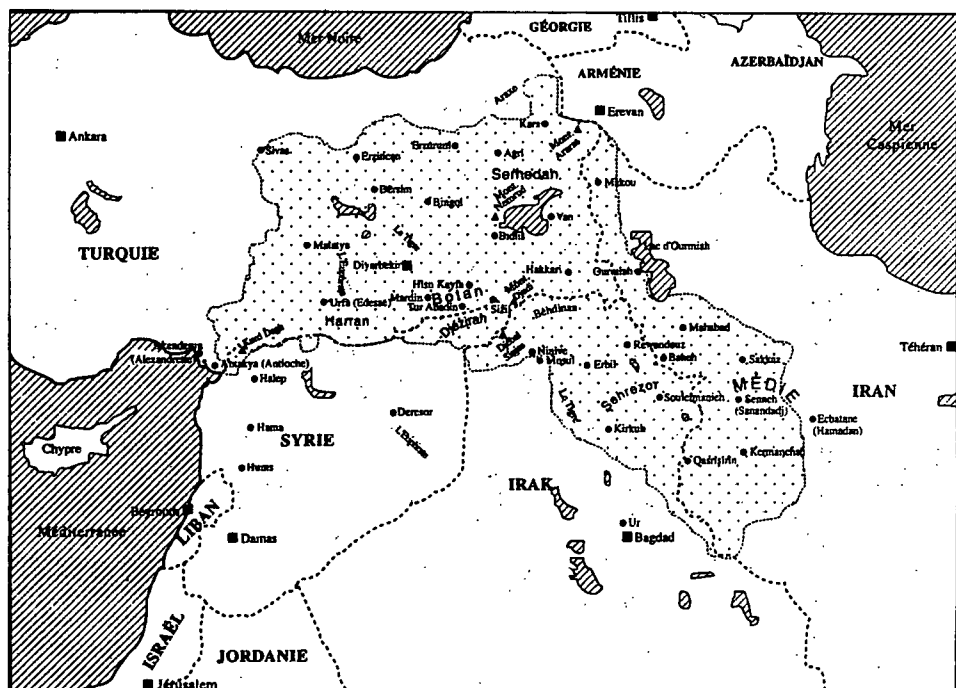
Irak. Environ 4 millions de Kurdes. Après l'abrogation de la monarchie et la prise du pouvoir par le général Kassem en 1958 les Kurdes ont cru, un bref moment, que leurs droits allaient être reconnus. Mais très vite les relations entre eux et Kassem se détériorent. Une guerre de quinze ans se terminera en 1970 par un accord qui reconnaît le caractère binational de l'Irak. Mais une autre guerre très meurtrière commence en 1975. Sous la direction de Mustapha Barzani les Kurdes vont conclure une alliance de circonstance avec le Shah d'Iran. En fait, ce dernier ne fera que se servir des Kurdes (qui bénéficieront de fonds américains) avant de signer en 1975 à Alger un accord

avec l'Irak. Cet accord d'Alger signe l'effondrement du mouvement national kurde en Irak.

Au lendemain de la guerre du Golfe les Kurdes se sont lancés dans la bataille contre Saddam Hussein, espérant vainement provoquer sa chute. Ils vivent aujourd'hui dans le nord du pays, dans une zone sous la protection des alliés où ils jouissent d'une quasi-indépendance. Mais les divisions internes demeurent.

CLAUDE MEYER

— Actualité Juive —
DU 25 FEVRIER 1999



Zone de peuplement kurde s'étendant sur la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie

Des relations qui inquiètent les Kurdes

Quel type de relations entretiennent Israël et la Turquie ? Quels sont les intérêts communs des deux pays ? Que reprochent les Kurdes à Israël ? Analyse.

L'inquiétude des Kurdes face aux relations entre Israël et la Turquie ne date pas de l'affaire Ocalan. Dès le début du rapprochement entre les deux pays, les Kurdes ont commencé à se poser des questions. D'autant plus que dans le passé, dès 1965, Israël entretenait d'excellentes relations avec les Kurdes, d'Irak essentiellement, et leur fournissait une aide. Les déplacements de personnalités israéliennes, militaires surtout, vers leurs concentrations, n'étaient un secret pour personne. Cette aide cessa en 1975.

Ce sont des raisons totalement différentes qui ont poussé Jérusalem à chercher des accords avec Ankara. La Turquie, tout en étant un

Etat démocratique, est en très grande majorité musulman. Aussi, Israël voyait-il dans ce rapprochement un pont avec les Etats arabes, et la démonstration de ce que l'Etat hébreu pouvait très bien s'entendre avec ce très grand pays. La Turquie, de son côté, voyait en Israël un jalon lui permettant de se rapprocher de l'Occident.

Mais si, pour le monde arabe et les Kurdes, les accords culturels, touristiques, économiques conclus entre les deux pays pouvaient être à la rigueur acceptables, les choses changèrent avec l'accord de sécurité signé en 1996. Il prévoyait, entre autres, la modernisation par Israël du matériel militaire turc, dont la révision de la flotte aérienne d'Ankara. Israël a fourni aussi à l'armée turque du matériel très sophistiqué, comprenant, entre autres, des équipements de vision nocturne, et des systèmes de roquettes employés par les hélicoptères de combat. L'Egypte a protesté du bout des lèvres, quant à la Syrie, l'Irak, et l'Iran ils se sont violemment opposés, se déclarant en danger.

Les Turcs craignent de voir Jérusalem prendre contact avec les leaders du PKK.

Les protestations se sont faites plus dures encore lorsque l'accord de coopération militaire a prévu des manoeuvres maritimes conjointes, englobant les Etats-Unis et même, dans une plus récente phase, la Jordanie.

La Grèce, dont le conflit latent avec la Turquie se poursuit, a protesté. Toutefois, même gouvernée par un Premier ministre musulman, la Turquie n'a rien changé à sa politique envers Israël, et tous les accords sont restés opérationnels.

Toutefois, la clause la plus inquiétante pour les adversaires d'Israël a été celle prévoyant une coopération dans le domaine du Renseignement. Il n'en fallait pas plus pour que le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en arrive à la conclusion que «l'assaut sur le consulat israélien à Berlin est la conséquence de la «guerre sale» que la Turquie et son allié Israël mènent contre les Kurdes». Et quand le Premier ministre turc annonça en octobre

qu'Ocalan avait quitté son quartier général en Syrie pour se rendre en Russie, et dit tenir cette information d'un Service de renseignement étranger, il ne fit pas de doute que les Kurdes tiendraient Israël pour responsable. L'attaque contre le consulat israélien à Berlin aurait donc dû être prévisible.

Les relations israélo-turques risquent toutefois de se détériorer à présent. Les Turcs craignent de voir Jérusalem prendre contact avec les leaders du PKK.

L'ambassadeur de Turquie Barlas Ozener a mis le gouvernement israélien en garde contre un tel développement. «C'est une question de principes. Si Israël ne respecte pas ces principes, pour des raisons de commodité politique, les conséquences pourraient en être regrettables». Toutefois aux Affaires étrangères à Jérusalem, on estime que de tels contacts pourraient malgré tout avoir lieu, pour éviter une escalade de la violence, bien que pour le moment ce soit officiellement démenti.

LYDIA BLICHER

Quand Israël aidait les Kurdes d'Irak...

De 1965 à 1975, Israël a apporté une assistance militaire secrète, acheminée par l'Iran, à la rébellion kurde de Barzani contre l'Irak.

Il fut un temps où les Kurdes d'Irak recevaient l'aide militaire d'Israël. L'information fut confirmée officiellement en septembre 1980 par le Premier ministre Menahem Begin qui affirmait que des armes avaient été livrées et des instructeurs israéliens envoyés auprès des combattants kurdes au début des années soixante-dix.

Suite à ces propos officiels, la presse israélienne se pencha sur le secret de cette assistance. Elle fixait son commencement à l'automne 1965, les premiers contacts ayant été pris en 1964 par Shimon Pérès en Suisse avec des chefs kurdes en exil. Le général Molla Moustapha Barzani visita plusieurs fois Israël et rencontra Golda Méir, Moshe Dayan, Igal Allon et Menahem Begin, ainsi que des chefs de l'état-major is-



Moché Dayan : l'une des seules expressions publiques de sympathie pour la cause kurde, dans les années 60.

raélien. L'aide fut organisée avec le plein assentiment du Chah d'Iran. C'est l'accord d'Alger entre Téhéran et Bagdad qui y mit fin en 1975, en rendant impossible son acheminement par l'Iran. Selon les observateurs de l'époque, la rébellion kurde mobilisait quatorze brigades irakiennes: autant de forces qu'Israël gagnait à voir s'éloigner de son front est.

En 1978, Lova Eliav se souvenait des paroles de Barzani qu'il avait rencontré au Kurdistan, où, alors député et vice-ministre du gouvernement israélien, il était arrivé avec un hôpital de campagne: «Dites au Premier ministre que les Kurdes n'oublieront jamais les Juifs, que vous avez été les seuls dans la communauté internationale à nous aider quand nous en avons besoin». Il offrit alors son épée à son interlocuteur.

En juin 1967, Barzani avait quand même exprimé son soutien aux «frères arabes dans l'agression dont ils ont été les victimes», mais il avait refusé d'acquiescer à la demande de Bagdad, trois jours avant la guerre contre Israël, de se rallier à l'Irak. En réalité, la position de Barzani ne lui permettait pas d'afficher ses liens avec Israël: la lutte contre l'Etat hébreu aurait alors été assimilée à la lutte contre le sionisme - ce qu'a d'ailleurs tenté de faire l'Irak par ses accusations - et l'argument aurait été porteur dans tout le monde arabe.

DAVID BOHER

— Actualité Juive —
DU 25 FÉVRIER 1999—

Kendal Nezan*

«Une solution acceptable : l'autonomie»

Physicien de formation, Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris qui œuvre à la préservation de la culture kurde. Le point avec lui sur la situation des Kurdes dans le monde.

Actualité Juive : N'est-ce pas regrettable qu'il faille des drames et des manifestations violentes, comme celles auxquelles nous venons d'assister pour que l'on parle du peuple kurde ? Comment expliquez-vous le silence de la communauté internationale le reste du temps ?

Kendal Nezan : C'est en effet regrettable. Mais c'est ainsi que fonctionne le monde médiatique. De plus, si l'on ne peut que se féliciter que l'on organise la Conférence de Rambouillet sur le Kosovo où vivent 1,8 million d'habitants (et où la guerre a fait quelques centaines de morts et une centaine de milliers de personnes déplacées) on remarquera tout de même que les Kurdes sont près de 25 millions, qu'au fil des ans il y a eu au moins 30.000 morts, 3 millions de personnes déplacées, 4.000 villages rayés de la carte et que le monde est resté silencieux. Pour notre malheur, la Turquie est un allié stratégique des États-Unis. Les Palestiniens eux, ont le soutien d'une vingtaine d'États arabes et de leurs clients. De plus, ils ont affaire à l'État d'Israël donc au peuple juif qui a une conscience des valeurs éthiques, ce qui n'est pas le cas de la Turquie. Les Européens, divisés comme ils sont, sont incapables d'aborder un tel dossier. Seuls les Américains pourraient prendre l'initiative d'une conférence internationale, mais dans le cas des Kurdes de Turquie nous avons le malheur d'être du mauvais côté de la barrière. Le peuple kurde est l'oublié de l'Histoire.

A.J. : Êtes-vous inquiet quant à l'issue du procès d'Öcalan ?

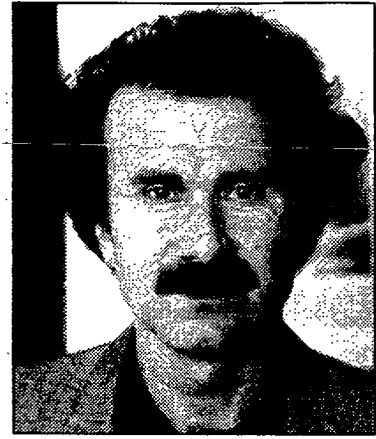
K.N. : Je ne me fais aucune illusion. Öcalan sera très vite jugé devant une juridiction militaire et condamné à mort, le verdict est dicté. Sera-t-il exécuté immédiatement ou non, sa peine

sera-t-elle commuée en perpétuité, c'est à peu près la seule incertitude qui plane sur cette affaire. Ses avocats néerlandais ont été refoulés. La Turquie refuse la présence d'observateurs étrangers. Je connais le système turc. Nous en avons eu une illustration en 1994 lors du procès des parlementaires kurdes. Malgré de nombreux appels des pays occidentaux ils ont été jugés par une justice expéditive, sommaire et politique. Ils ont été condamnés à quinze années de prison et sont toujours derrière les barreaux pour délit d'opinion. Des intellectuels kurdes ont été condamnés à deux siècles de prison ! Je me souviens encore du procès en 1960 du Premier ministre élu Adnan Menderes qui a été condamné à mort et pendu avec deux autres ministres alors que l'on ne lui reprochait rien de grave. Je n'ai donc aucune illusion. Il ne peut y avoir de procès équitable en Turquie.

«Ni les Turcs ni les Iraniens n'arriveront à nous exterminer»

A.J. : Où la situation des Kurdes vous paraît-elle la meilleure aujourd'hui et où est-elle la pire ?

K.N. : La pire en Turquie, la meilleure chez les Kurdes d'Irak. Après la guerre du Golfe en 1991 la communauté internationale a dit aux Kurdes : «*Débroillez-vous. On vous protégera des attaques irakiennes*». Trente années de guerre et de dictature avaient entraîné au Kurdistan d'Irak la mort de 400.000 Kurdes (environ un dixième de la population kurde locale), 4.500 villages avaient été rayés de la carte, une vingtaine de villes détruites. Les Kurdes jouissent d'une autonomie de fait dans une zone d'exclusion aérienne protégée par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Malgré des débuts difficiles liés au manque de soutien politique et économique de la communauté internationale, ils ont réussi, en y mettant toute leur énergie, à reconstruire leur pays. Ils ont une administration autonome, leurs institutions, trois universités, des chaînes de télévision privées, des maisons d'édition. Ils connaissent un pluralisme politique sans précédent puisque des communistes aux islamistes, tous les partis politiques s'expriment librement au Kur-



Kendal Nezan :
«Nous luttons pour la survie du peuple kurde»

distan d'Irak. Dans le contexte irakien quand on va de Bagdad au Kurdistan c'est comme si l'on allait d'un pays du Tiers monde vers quelque chose de proche d'un pays européen.

A.J. : Dans le contexte politique actuel avez-vous encore l'espoir que le peuple kurde aura un jour un État ?

K.N. : En attendant des jours meilleurs, nous luttons pour la survie du peuple kurde, pour qu'il puisse préserver sa langue, sa culture, son identité. Nous sommes au moins 25 millions. Ni les Turcs ni les Iraniens n'arriveront à nous exterminer physiquement. Il y aura toujours des Kurdes qui continueront à se battre par des moyens pacifiques ou autres pour survivre. Comme le monde évolue je ne désespère pas que les pays de la région soient un jour contaminés par le vent de la liberté et qu'à la faveur de la démocratisation des structures dans ces pays-là les Kurdes parviennent à obtenir droit de cité. L'idée d'un État indépendant serait certainement soutenue s'il y avait une justice internationale ou si un référendum était organisé. Mais comme on en est loin, une région autonome à l'intérieur des États existants pourrait constituer une solution acceptable. C'est d'ailleurs la solution défendue par tous les partis politiques y compris par les plus extrémistes d'entre eux comme le PKK. Ce n'est pas beaucoup demander pour une population de 15 millions en Turquie. Le gouvernement turc s'acharne à dire qu'il n'y a qu'un problème de terrorisme dans le pays et qu'il sera réglé par l'armée. Des personnalités étrangères, comme Shimon Pérès par exemple ont incité les Turcs à un peu plus de sagesse. Elles n'ont pas été entendues à ce jour.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
CLAUDE MEYER**

* Président de l'Institut kurde.

IL ÉTAIT UNE FOIS LES JUIFS KURDES

S'il n'existe, aujourd'hui, plus de Juifs au Kurdistan, leur présence dans cette partie du monde remonte, selon la légende, aux temps où dix des tribus d'Israël, exilées par le pouvoir assyrien, disparaurent mystérieusement.

Selon la tradition, les Juifs kurdes seraient les descendants des célèbres tribus perdues, plus particulièrement celles de Dan et de Naftali. Voire de celle de Binyamin puisqu'il existait, dans le Kurdistan irakien, 38 villages se revendiquant de cette origine. Ce qui est plus sûr, c'est, qu'au temps du deuxième Temple, le royaume d'Adiabene dont la Reine Helena et son fils le Roi Monobaz se convertirent au judaïsme, était précisément situé là. Et que probablement une partie des Juifs kurdes sont les descendants de leurs sujets, prosélytes tout comme leurs souverains.

La première mention historique de leur présence est le témoignage du voyageur espagnol du XIII^e siècle, Binyamin MiTudela, qui recense plus de cent communautés dans le coin. Dans la seule ville d'Amadya, vivaient alors 25.000 Juifs parlant la langue du "Targum". A savoir de l'araméen avec quelques ajouts de perse, turc, arabe, hébreu et kurde. Là, petite pose anecdotique. C'est dans ce pays au Moyen Age que vécut la fille de Rav Shmouel Mikurdistan qui était tellement érudite qu'après avoir reçu un poste d'enseignante dans la yéchiva de son père, elle continua sa carrière dans celle de son mari, Rav Yaacov Mizrahi, avant d'en assumer la direction à la mort de ce dernier. Notons que dans sa kétouba, son père avait fait promettre que, jamais, on ne troublerait sa fille par un quelconque travail ménager.

Les siècles suivants furent marqués par des fortunes diverses pour ces Juifs dont une grande partie était des paysans. Cela, en raison du caractère politique instable du coin et des diverses marques d'antisémitisme l'accompagnant. Cela n'empêcha pas certaines familles rabbiniques de prospérer, certains membres en furent même des cabalistes dont les Juifs kurdes aimaient à raconter les légendes. Autre spécialité locale: des paytanim qui composèrent, au fil du temps, de très nombreux poèmes liturgiques.

Les Juifs du Kurdistan entretenirent toujours des relations privilégiées avec la Terre Sainte puisque, dès le XVI^e siècle, certains d'entre eux firent leur alya, s'installant à Safed. A notre époque, ce mouvement continua doucement jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Mais, ce n'est qu'avec la création de l'Etat d'Israël et l'opération "Ezra et Nehemia" qui devait vider l'Irak de ses Juifs que les Juifs kurdes abandonnèrent totalement leur pays d'origine. Pour s'installer souvent à Jérusalem. Ironie de l'histoire: depuis que le Kurdistan irakien est placé sous contrôle international, certains Juifs du cru reviennent faire un tour au pays en passant par la Turquie. Les plus malins y tournent même des films qu'ils revendent à prix d'or en Israël.

CATHERINE GARSON

Le rôle de la CIA dans la capture d'Öcalan

Israël avait démenti les implications du Mossad dans l'arrestation d'Öcalan. Par contre, des responsables américains ont aujourd'hui reconnu le rôle de la CIA.

Quels pays ont aidé la Turquie à traquer le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, jusqu'à sa capture du 15 février au Kenya? Quoi qu'il en fût, le doigt accusateur du PKK dénonçait le concours de la Grèce, du Kenya, des Etats-Unis et d'Israël à cette arrestation. C'en était assez pour enflammer les manifestations de protestation des communautés kurdes en Europe et notamment en Allemagne.

Consulats et ambassades, principalement grecs, étaient pris d'assaut par des militants kurdes dont certains menaçaient de se jeter par les fenêtres, tentaient de s'immoler et prenaient des diplomates et employés en otages. A Francfort, Londres, La Haye, Paris, la police évacuait les représentations diplomatiques, chargeait ou interpellait des manifestants quand d'autres occupations prenaient fin pacifiquement. A Berlin, l'attaque du consulat d'Israël se terminait tragiquement par la mort de trois militants.

Dès le début de l'affaire, l'agence de presse allemande DPA avait en effet affirmé que, selon des sources proches «des services secrets occidentaux», une aide «décisive» avait été fournie par le Mossad aux services secrets turcs dans la poursuite d'Abdullah Öcalan. Aussitôt après, les démentis s'étaient succédé en Israël.

L'opération nécessitait en réalité des services d'envergure qui n'étaient pas ceux du MIT (services

turcs). Dès lors, impliquer le Mossad et sa légende était tentant, d'autant que les accords israélo-turcs pouvaient plaider en ce sens. Mais des officiels anonymes américains cités par le *Los Angeles Times* ont révélé le rôle de la CIA dans la traque d'Öcalan. Dès son départ d'Italie le 16 janvier, les Etats-Unis auraient verrouillé une à une ses possibilités d'asile. La CIA aurait ensuite informé la Turquie de sa présence à l'ambassade grecque à Nairobi depuis le 2 février, mis sur écoute le leader kurde et surveillé les abords de l'ambassade. Le 12 février, un commando turc serait arrivé dans la capitale kenyane - le temps que les Etats-Unis arrangent la livraison d'Öcalan par le Kenya et peut-être la Grèce.

Cette collaboration américaine se comprend par l'intérêt américain pour un soutien de la Turquie dans sa lutte contre Saddam. Celle-ci nécessite en effet l'utilisation de la base d'Incirlik, dans le nord-ouest turc. Or une telle utilisation suscite les réticences traditionnelles des gouvernements successifs d'Ankara.

DAVID BOHER



Abdullah Öcalan

IL FAUT S'ATTENDRE À D'AUTRES ATTAQUES KURDES

Le chef du Mossad, Ami Ayalon, a préconisé devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, la réouverture de toutes les représentations d'Israël dans le monde, mais il a aussi demandé un renforcement maximal des mesures de sécurité car, a-t-il souligné, il faut nous attendre à la poursuite des manifestations violentes contre Israël, considéré par les Kurdes comme leur ennemi numéro 1, à l'égal des Etats-Unis.

Le gouvernement a remercié tous les pays dont les forces de police s'étaient interposées entre les manifestants kurdes et le consulat israélien, en particulier à Montréal. A Tel-Aviv, des mesures ont également été prises pour protéger l'ambassade de Turquie, devant laquelle des dizaines d'Israéliens et de Palestiniens ont protesté, demandant la libération d'Öcalan.

Faisant suite à la mise en garde d'Ecevit, demandant à Israël de n'avoir aucun contact avec les Kurdes, Amira Dotan, porte-parole des Affaires étrangères à Jérusalem, fait savoir qu'Israël poursuivra son dialogue avec les dirigeants de la communauté kurde à Berlin, en vue de réduire la tension, mais n'aura aucun contact avec le mouvement de guérilla d'Öcalan.

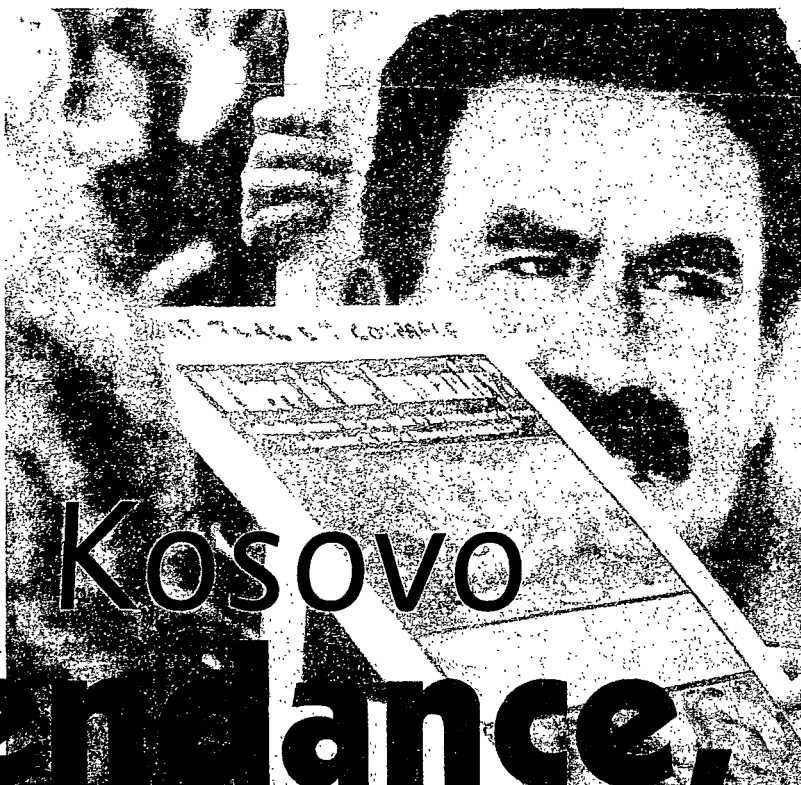
L.B.

— Actualité Juive —
MÉDICO

DU 25 FÉVRIER 1999 —

Manifestation pro-Öcalan à Paris
(ci-contre, en haut).
Enterrement d'un jeune kosovar,
à Podujevo, le 12 février dernier
(ci-contre en bas).

Les pays occidentaux condam-
nent le « séparatisme kurde »
mais font preuve de sympathie
envers le « séparatisme kosovar ».



NIEDRINGHAUS/AP

Kurdistan, Kosovo l'indépendance,

pour qui ?

Kosovo, Kurdistan : deux conflits, deux poids, deux mesures mais, pour les Etats-Unis, un même calcul, tenir la planète sous leur domination.

Pendant que les agents des services turcs enlevaient, à Nairobi, Abdullah Öcalan, leader du PKK, avec la complicité reconnue de la CIA, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain, tempêtait, à Rambouillet, contre Slobodan Milosevic, tenu pour responsable du blocage des négociations entre Serbes et Kosovars. Mais, en dehors des accidents de calendrier, qu'est-ce qui apparente la question kurde à celle du Kosovo ? Dans les deux cas, il s'agit d'une question d'indépendance nationale, donc de nationalisme. Dans les deux cas aussi, l'attitude de

la communauté internationale, dominée par les Etats-Unis et l'Union européenne qui apprend laborieusement à parler d'une même voix, est en cause. La mise en parallèle de ces deux questions fait sauter aux yeux les contradictions des pays occidentaux, qui n'hésitent pas à pratiquer une politique de deux poids, deux mesures. D'un côté, ils appuient le « nationalisme turc » contre le « séparatisme kurde » et, de l'autre côté, ils fustigent le « nationalisme grand serbe » de Belgrade, ne dissimulant pas une certaine sympathie pour le « séparatisme kosovar ».

Ici, ils soutiennent logiquement la Turquie pour éradiquer la rébellion kurde et là, ils organisent une conférence internationale pour trouver un terrain d'entente entre les belligérants au Kosovo. Que ne le font-ils pas pour la question kurde ?

Le couteau sous la gorge

La différence de nature entre les deux conflits ne change rien aux yeux de ce qu'on appelle improprement la communauté internationale. Ce n'est un mystère pour personne qu'en Turquie, les Etats-Unis disposent de bases

militaires qui leur permettent de garder le couteau sous la gorge irakienne et, ce faisant, de contrôler toute la région. Avec leur guérilla d'un autre âge, les Kurdes créent des troubles qui nuisent à la stratégie américaine. De plus, le projet, assez avancé, du Gap, ce centre industriel international implanté dans le Kurdistan turc, dans lequel les multinationales vont mordre à belles dents, promet tellement de profits qu'écraser la mouche du coche, la rébellion kurde, semble amplement justifié.

Autre lieu, autre stratégie : au Kosovo, la reconnaissance ins-



JOËL VOLSON

Pétrole contre Kurdes

L'opération contre Öcalan ne s'est pas faite sans l'aval des Etats-Unis et de leurs alliés européens. Mais pourquoi a-t-on sacrifié le PKK ? La réponse en trois... questions.

Après une impitoyable traque du MIT, les services secrets turcs, avec l'assistance de la CIA et du Mossad, Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été enlevé au Kenya. La nouvelle a fait l'effet d'une bombe. La première des conséquences, et la plus spectaculaire, est la colère des Kurdes. Leader charismatique, Abdullah Öcalan représente pour tous les Kurdes et pas seulement pour ses partisans du PKK, un symbole. Il est le premier à avoir pris, en 1984, au nom de l'indépendance nationale, les armes contre Ankara.

La diaspora kurde a passé sa colère sur les chancelleries des pays soupçonnés de complicité. Le Kenya, théâtre de l'enlèvement, la Grèce, impliquée de façon trouble, et Israël, lié à la Turquie par un pacte militaire, ont essuyé les foudres des militants kurdes. Le mouvement d'indignation a fait des victimes. En Allemagne, où vivent 500 000 Kurdes, des agents de sécurité israéliens ont ouvert le feu : trois morts. A Londres, une jeune femme a tenté de s'immoler par le feu. Même scénario à Copenhague.

Pourquoi Ankara frappe-t-il si fort, et maintenant ?

Le gouvernement turc semble décidé à en finir une fois pour toutes avec la question kurde et à n'importe quel prix... les Kurdes. Que ce soit le gouvernement de Bulent Ecevit qui s'y attelle n'est pas un hasard. « Avec l'arrestation d'Öcalan, la partie politique de la question kurde est résolue, il faut résoudre maintenant la question économique », a avoué le Premier ministre turc. Le même

Bulent Ecevit ne déclarait-il pas, le 28 février 1997, que « le soleil brillera tout le temps (sur le Kurdistan) mais il faut d'abord écraser le PKK » ? Bulent Ecevit est l'un des principaux responsables du Gap, dont l'Etat turc rêve depuis 1965. Ce projet consiste en l'implantation, dans le sud-est de l'Anatolie, d'une grande région industrielle pour le Moyen-Orient, dans laquelle Ankara jouerait un rôle clé. En raison du conflit kurde, l'ambition turque de livrer la région aux appétits des firmes occidentales est contrariée.

L'instabilité fait fuir les investisseurs et l'Etat turc, qui a déjà dépensé plus de treize milliards de dollars dans l'affaire, a encore besoin de vingt autres milliards pour boucler le complexe dont le

démarrage est prévu en 2010. Depuis 1997, des appels d'offre sont lancés à des conditions intéressantes pour le capital étranger, qui trouvera là un marché libre. Hydraulique, pétrole et gaz (avec un prolongement sur les républiques turques en Asie), construction d'aéroports et de centres de recherches, agro-alimentaire, textile : des entreprises françaises (construction d'un canal), canadiennes, israéliennes, italiennes, britanniques (énergie), allemandes, américaines sont sur le point d'essorer la région. L'implosion du PKK, par l'arrestation de son leader et l'attaque de ses bases militaires, est la condition *sine qua non* pour la réalisation de ce projet. Voilà pourquoi les capitales occidentales jouent les vierges effarouchées devant le malheur du peuple kurde.

Que vont faire les Kurdes ?

Par la voix d'Osman Öcalan, frère cadet d'Abdullah, et son probable successeur à la tête du parti, le PKK a, dans une première phase, durci le ton. Mais, très vite, le réalisme a prévalu. La ►

tantanée de l'UCK, invitée à Rambouillet comme partenaire incontournable, confirme que les nouveaux maîtres du monde n'hésitent pas à se contredire pour contrer les ambitions de l'intransigeant Slobodan Milosevic. Le Kosovo est un test majeur pour la diplomatie américaine, ce qui explique le coup de gueule de Madeleine Albright. En vérité, cette province n'a aucune importance économique pour les Etats-Unis. Seul l'enjeu stratégique importe pour Washington : éviter un nouvel éclatement balkanique, puisque pèsent des minorités albanaises dans plusieurs Etats voisins, dont la Macédoine, la Bosnie et le Monténégro. Et montrer à l'Union européenne, dans la foulée, que seuls les Américains peuvent maîtriser un conflit sur le territoire européen, comme ils l'ont déjà fait lors des accords de Dayton, en 1995.

Deux conflits, deux poids, deux mesures et un même calcul : tenir la planète sous leur domination.

**Arezki Metref
et Jean-Louis Peyroux**

Deux questions à Hassan Caradot, avocat turc

Politis : Comment se présente l'affaire Öcalan sur le plan judiciaire ?

Hassan Caradot : Le leader du PKK est théoriquement poursuivi en vertu de l'article 126 du code pénal turc. On l'accusera, sans doute, de création d'une organisation séparatiste, donc d'atteinte à l'intégrité territoriale. Pour ce seul chef d'accusation, il risque la peine capitale. On observe cependant, que si une centaine de personnes ont été condamnées à mort depuis 1980, aucune d'entre elles n'a été exécutée. Fera-t-on exception pour lui ? Difficile à dire.

A quel type de procès faut-il s'attendre ?

Une instruction brève et un procès expéditif. Malgré la condamnation de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme qui reproche à Ankara l'existence d'une juridiction d'exception, c'est la Cour de sûreté de l'Etat qui va juger Öcalan. Dans cette juridiction spéciale figure un juge militaire, subordonné à sa hiérarchie du Conseil de sécurité, détenteur réel du pouvoir politique. Il est donc illusoire d'espérer un procès équitable. Le procès ne sera, de toute évidence, qu'une simple formalité.

Propos recueillis par A. M.

Hassan Caradot, avocat turc, exilé en France depuis le coup d'Etat militaire de 1980, est inscrit au barreau de Paris.

lutte entre extrémistes et modérés semble avoir tourné au profit de ces derniers, qui préconisent « une solution politique ». Osman Öcalan a dû se rallier au pragmatisme des modérés qui a été aussi celui de son frère, ces derniers mois. Abdullah Öcalan recherchait un dialogue avec l'Etat turc. Il était prêt à abandonner l'idée du « Grand Kurdistan » pour se contenter d'une autonomie dans le cadre des frontières turques. En vain. La pratique du terrorisme par le PKK,

sa rigidité doctrinaire et la taille de l'enjeu économique lui ont aliéné le soutien des capitales occidentales, les seules capables de faire pression sur Ankara.

Une «solution politique» est-elle envisageable ?

La loi antiterroriste permet de justifier les atteintes aux droits de l'homme, de continuer à museler la presse et les intellectuels de l'opposition, à persécuter les « pro-Kurdes », étiquette que les autorités collent selon leur bon vou-

loir. L'état d'exception achève le dispositif du traitement de la question démocratique par la force. Prenant prétexte de la réaction émotionnelle provoquée par l'arrestation d'Öcalan, les autorités turques ont procédé à une vaste opération d'arrestations à travers toute la Turquie. Plus d'un millier de personnes ont été arrêtées en deux jours. Le parti Hadep (kurde, légal) a été le plus sévèrement frappé. Mais aussi des membres des associations de droits de l'homme, des journalistes, des syndicalistes. C'est à

Diyarbakir, « capitale » du Kurdistan turc, proche de la frontière syrienne et fief du PKK, que la répression a été la plus sévère. La déstabilisation des organisations politiques pro-Kurdes ou tout simplement démocratiques est une façon pour le pouvoir militaire d'Ankara de préparer les élections législatives prévues pour début avril. Autant dire que, pour le moment en tout cas, Ankara ne privilégie nullement une solution politique...

Arezki Metref

Désespoir kurde dans Diyarbakir

Les blindés d'Ankara en gardent les principaux accès. Les unités anti-terroristes patrouillent les ruelles boueuses. A Diyarbakir, plus grande ville kurde de Turquie, la population est en proie à un désespoir silencieux depuis l'arrestation du leader Abdullah Öcalan.

Dans le sud-est anatolien, région la plus pauvre du pays, l'atmosphère est sombre dans cette cité entourée de montagnes, dans la vieille ville aux remparts de basalte noir.

"Nous souffrons", confie Aydin Demir, 26 ans, à Gurdogan, un bidonville boueux à la périphérie, où s'abritent des milliers de villageois, chassés de leurs foyers par la répression militaire d'Ankara contre les bastions présumés du PKK dans les montagnes.

Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, des milliers de villages ont été rasés par l'armée, privant de ressources ces paysans déjà si pauvres, contraints à s'entasser dans ces bidonvilles aux allures de ghetto.

Et ce surtout depuis l'escalade de 1990 : l'exode des Kurdes a pris d'énormes proportions, 3,2 millions d'entre eux, un quart des Kurdes de Turquie, ont quitté les montagnes pour les villes, et parfois pour l'étranger.

Il y a 200.000 réfugiés kurdes à Diyarbakir, ville d'un million d'habitants, où les hommes portent toujours le traditionnel pantalon bouffant kurde, le shalvar.

Une semaine après la capture d'"Apo", tous les magasins étaient fermés lundi dans les quartiers kurdes de Diyarbakir. Signe de soutien silencieux aux séparatistes, ou, comme le pensait plutôt un cireur de chaussures, par peur de représailles du PKK.

Après l'arrestation d'Öcalan, la police de Diyarbakir s'est préparée au pire. Si les incidents ont été rares, la tension est palpable. Deux Kurdes se sont immolés par le feu, et l'un d'eux en est mort. Par précaution, la région a été interdite aux journalistes étrangers.

Pour les journalistes locaux, ce calme dans la "capitale" kurde est peut-être dû à l'interpellation de quelque 100 membres importants du parti Hadep (vitrine politique du PKK) dans la foulée de l'arrestation d'Öcalan. En tout, au moins 2.000 personnes auraient subi le même sort dans tout le pays.

Dans le cadre de sa stratégie d'affaiblissement du mouvement séparatiste, le gouvernement offre désormais une clémence relative à ceux qui rendraient les armes. En parallèle, Ankara promet des investissements pour les infrastructures de cette région abandonnée, aux routes défoncées, où les villages sont isolés pendant des mois par la neige de l'hiver, souvent sans eau et sans électricité.

"J'espère que ce succès militaire ne se transformera pas en aveuglement politique, en disant que le PKK est fini et que la question kurde a disparu", dit Michael Radu, analyste de l'Institut de recherche sur la politique étrangère de Philadelphie.

"Rien n'est terminé", estime même Abdurbari Ipek à Diyarbakir. "Un chef s'en

va, un autre arrive". Et certains craignent aussi que la fin d'Öcalan ne provoque une radicalisation du PKK, sous la houlette de chefs plus extrémistes qu'Apo.

Car la capture, et peut-être l'exécution, d'Öcalan, ce n'est pas la fin de la question kurde. Peut-être le moment de commencer à y chercher des solutions moins brutales, espèrent certains.

Beaucoup espèrent donc qu'en cas de réduction de la menace terroriste, Ankara puisse avancer sur la question, capitale, des droits culturels. La négation totale de l'identité kurde n'a plus cours depuis 1991 : parler kurde est devenu légal, et on peut maintenant acheter des livres dans cette langue proche du farsi. Les Kurdes, eux, attendent le droit d'avoir des radios et des chaînes de télévision, et, surtout, d'enseigner dans leur propre langue.



25 FEVRIER 1999

De notre envoyé spécial en Turquie, Jean-Paul Mari

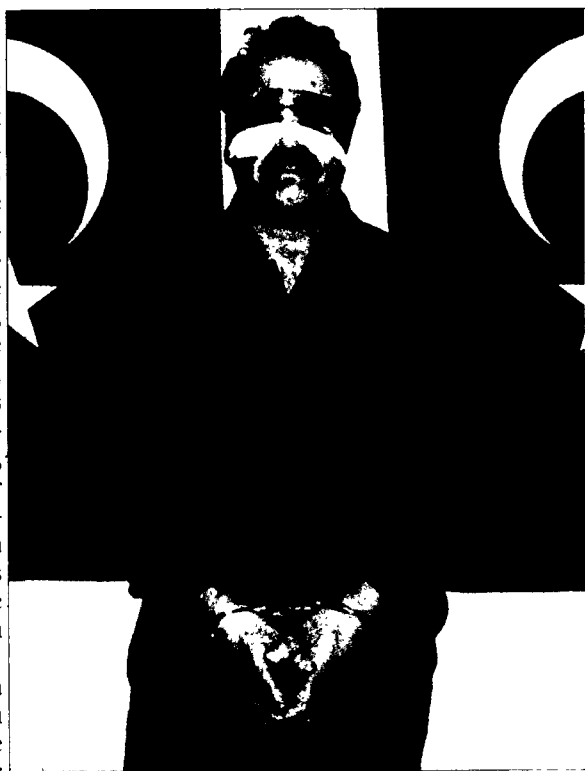
ÖCALAN : LE « PROPHÈTE » ENCHAÎNÉ

Si le gouvernement turc ne profite pas du coup porté à la rébellion pour chercher une solution politique au problème kurde, il risque de perdre les fruits de sa victoire et d'élargir le fossé qui se creuse entre Ankara et l'Europe

Ce soir, le ciel pleure des flocons de neige sur le Bosphore illuminé de blancheur. Et l'on suit dans la nuit la traînée des cargos qui font de la luge vers la mer de Marmara. Mais il suffit de quitter le cœur glacé de la ville, de laisser derrière soi les palais ottomans, les musées, les phares et les mosquées, il suffit de gagner les faubourgs pour atteindre à un autre monde. Istanbul est coupé en deux. Bientôt, on traverse sur des kilomètres une énorme banlieue, surpeuplée et d'une absolue laideur, petits immeubles gris et grappes de maisons informes qui couvrent les collines de la capitale. Le quartier de Gazi est là, tout au bout, juste avant la terre rase des champs, quartier en chantier permanent, peuplé de petits ouvriers, réfugiés kurdes, génération de deux à trois millions de montagnards de l'Est chassés de leur Anatolie par la misère et la guerre entre l'armée turque et le Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK.

Il y a deux Turquies. D'un côté, l'ouest de la Sublime Porte, ses ports et sa côte égéenne au niveau de vie européen. Et puis l'autre pays, le Sud-Est, où le décor rappelle « Yol » de Yılmaz Güney, et le revenu celui du Bangladesh. Les exilés de Gazi ont fui la montagne nue autour de Diyarbakir ou de Van, les troupes dispersés et les récoltes impossibles, les 3 500 villages brûlés ou rasés par les soldats, la guérilla et les règlements de comptes entre factions. Ils sont tous en deuil d'un père, d'un frère ou d'un fils. Et maintenant ils ont perdu « Apo », Abdullah Öcalan, le responsable du PKK, leur chef de guerre.

On remonte la rue principale asphaltée qui donne sur des ruelles en pente couvertes de pierre. A l'entrée, cinq véhicules blindés de la police montent la garde devant ce quartier bastion, dur, têtu, bosselé comme le front d'un rebelle, qui se bat depuis trois jours. Le gouvernement peut bien envoyer ses bulldozers et ses pelleteuses pour nettoyer la chaussée dès l'aube, Gazi garde toujours les stigmates de ce qu'il est la nuit : un quartier interdit, des rues coupées, une zone de guérilla urbaine. Hier soir encore, les manifestants ont arraché des panneaux de signalisation, entassé



Abdullah Öcalan à la prison de l'île d'Imrali après son arrestation. Pour ses partisans, il n'était pas seulement le chef du PKK, il était son inspiration, la voix de tous les Kurdes.

des pavés, des poutres de chantier, monté des barricades, jeté des cocktails Molotov et brûlé un bus. Puis les premiers coups de feu ont éclaté et cinq policiers sont tombés, dont l'un sérieusement blessé.

Maintenant, on marche sous la pluie sale, dans une rue trop calme, entre des haies de regards fermés et silencieux. Le jour appartient aux policiers, aux contrôles d'identité, aux fouilles, aux arrestations. Deux mille militants présumés du parti kurde modéré HadeP et des associations des droits de l'homme ont été arrêtés. Alors les militants débranchent leur téléphone, changent de domicile

ou se cloîtent. Autour du siège du HadeP, dans le centre de la capitale, il suffit de montrer une carte d'identité avec un lieu de naissance en pays kurde pour être interpellé. Au troisième étage de l'immeuble, on respire la peur : « Tout membre de notre parti s'attend à être arrêté à n'importe quel moment », dit Ferhat Y., membre du comité politique d'Istanbul. Il égrène la liste des sept membres du bureau central, dont le président, incarcérés fin décembre, évoque la demande d'interdiction de son parti exigée par le procureur général et explique qu'on veut les empêcher de participer aux prochaines élections législatives du 18 avril. « Nous sommes criminels du fait de notre identité, de notre opinion. On nous reproche tout simplement d'exister. » On le quitte en fin d'après-midi. Le lendemain, il est arrêté.

Dehors, la Turquie nationaliste jubile après l'action commando qui a permis la capture au Kenya d'Öcalan-le-terroriste, les journaux titrent sur la « victoire », « la fin des souffrances » et « la fin de la terreur » imposée par le PKK, et toutes les chaînes de télévision diffusent en boucle, comme un long exorcisme, les images d'un homme à la moustache et au corps épais, sparadrap sur les yeux, menottes aux poings, le geste et la voix alourdis par une bonne dose de calmants et qui grommelle des propos étranges sur « mon pays, la Turquie ». Cette fois le « monstre » est pris. Mieux, regardez-le, debout, immortalisé et démythifié entre deux drapeaux turcs à croisissant blanc : il apparaît dompté. De quoi sonner tous les militants PKK kurdes du monde !

Assis adossé au mur d'un obscur café du vieux Istanbul, Savash, militant clandestin du PKK, a l'air d'un homme groggy. Il souffle : « C'est un complot » et parle de la CIA, du Mossad et de la Grèce, prête à tout pour un arrangement sur le problème de Chypre. Il compte les coups portés par les Turcs, « dont la politique a toujours été de tuer nos dirigeants. Il y a eu 28 révoltes dans notre histoire et la dernière, en 1938, s'est terminée par le massacre de Dersim ». La 29^e était celle d'Öcalan.

Pour Savash, « Apo » n'était pas seulement le chef du PKK, il était son inspiration, la voix de tous les Kurdes, de la Turquie à l'Iran, la montagne qui incarnait la kurdité, il était « le pro-



phète ». Voilà pourquoi des jeunes s'immolent par le feu devant les ambassades européennes, geste très médiatique bien sûr, mais aussi référence au symbole sacré de purification et de renouveau dans le culte zoroastrien. Savash enrage : « Apo avait proposé la paix, alors ils l'ont capturé et pensent nous avoir décapités. » Et il menace : « C'est le début d'une nouvelle révolte kurde. Mais cette fois nous allons l'étendre à tout le territoire. Jusqu'ici, les Turcs des grandes villes de l'ouest anatolien n'ont pas voulu la paix parce qu'ils sont désinformés et n'ont jamais vraiment ressenti les effets de la guerre. Cela va changer. Il y aura beaucoup de tueries à l'avenir. » A condition que le PKK en ait encore les moyens. En quinze ans de luttes, l'organisation est devenue une véritable institution. Dans la montagne, le PKK mobilise encore une dizaine de milliers de guérilleros, et l'organisation, financée par la diaspora, l'impôt révolutionnaire et la taxe sur le trafic de drogue, dispose d'un revenu estimé à trois fois le budget de Cuba. Mais l'arrestation d'« Apo » n'est pas un simple revers. L'échec est d'abord militaire face à une armée turque suréquipée, qui avale jusqu'à un tiers du budget de l'État, avance jusqu'en Irak pour y bombarder les bases du PKK, arrache ses renseignements par la torture et pratique une politique sauvage de la terre brûlée dans son propre Kurdistan. L'échec est aussi diplomatique en Europe, où aucun pays n'a accepté d'accorder l'asile politique à Abdullah Öcalan, chef du PKK. L'énorme pression diplomatique américaine a fait le reste et « Apo » est désormais emmuré dans l'île prison d'Imrali.

L'échec est enfin et surtout politique en Turquie où le PKK n'a pas su réaliser une percée démocratique dans l'opinion. Le Hadeş, parti pro-kurde

Contrôle d'identité à Istanbul le 20 février. En Turquie le PKK n'a pas su réaliser une percée démocratique dans l'opinion et subit un véritable échec politique.

modéré et très réprimé, n'a pas dépassé les 16% de voix dans les provinces kurdes et moins de 5% dans tout le pays. « Öcalan n'est pas Arafat, encore moins Mandela, analyse un expert franco-turc. Ce serait plus sûrement un Guzman, version kurde du Sentier lumineux ! » Derrière le mythe, il y a un homme épais qui mêle la langue de bois et l'incantation, cite Lénine et annonce que le XXI^e siècle sera apoïste, qui interdit toute relation sexuelle à ses cadres et se proclame lui-même « prophète ». Il y a aussi, face à la brutalité des militaires d'Ankara en Anatolie, une série d'attentats aveugles et impopulaires, de massacres de villageois et de règlements de comptes entre factions kurdes. « Apo est responsable de la mort de 30 000 personnes », martèle le Premier ministre turc. En oubliant que la grande majorité des morts sont des Kurdes.

Aujourd'hui, « Apo » est neutralisé, le PKK touché en plein cœur, la Turquie triomphante, et une partie de l'opinion publique – ici elle existe – se demande ce que les militaires vont faire de leur victoire. La Turquie est coupée en deux, encore une fois, entre une société civile dynamique, avide d'affaires, de modernité et de liberté, qui sent bien que la mort présumée du PKK n'est pas celle du problème kurde, et un État rigide et bureaucratique, géré en façade par un système politique style IV^e République et dirigé de fait par un

conseil de militaires. « Trois tendances divisent le pays sur le traitement de l'affaire Öcalan, explique un journaliste réputé d'Istanbul. D'abord les faucons, ceux qui nient le problème identitaire, ne parlent que de terrorisme et veulent en profiter pour éradiquer la question kurde. Ensuite ceux qui pensent qu'une loi sur les repentis et des mesures de développement économique suffiraient à apaiser la situation. Enfin ceux, dans les milieux de gauche et des Kurdes non-PKK, qui sentent qu'il faut mettre à profit la fin de la terreur pour engager une démocratisation et reconnaître l'identité kurde... »

Jusqu'où ? Surtout ne jamais prononcer le mot autonomie ! Il fait bondir jusqu'au plus courtois des diplomates. Dans un salon des Affaires étrangères, à Ankara, on vous répète que la Turquie est avant tout un État-nation peuplé de citoyens, « comme chez vous, en France, n'est-ce pas ? ». Et aussitôt resurgit l'amertume du rejet par l'Union de l'adhésion de la Turquie à l'Europe : « Le loup, la peste et le Turc ont toujours été les trois grandes peurs de l'Occident. » Du coup on explique, dépité, que l'adhésion « n'est plus l'obsession d'Ankara mais seulement un objectif majeur ». Et que c'est mieux ainsi. Et qu'il n'est pas question que le pays reçoive des leçons de l'Europe sur la façon de juger Öcalan.

On sent la blessure à vif et la tentation autoritaire. Comme dans ce roman qu'écrivit Elfe, une jeune femme aux cheveux roux et aux grands yeux verts. Elle est née sur le Bosphore, ne lit jamais les journaux, se moque de la politique et préfère conter la folle et vaine passion du grand sultan Abdülaziz pour l'impératrice Eugénie. C'était à Paris, lors de l'Exposition universelle, en 1867. Là encore, il s'agissait d'une histoire de dépit amoureux, de pays et d'homme partagé. J.-P. M.

■ L'arrestation d'Abdullah Öcalan (Apo) a provoqué la colère de la communauté kurde. Si le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et son chef, auteurs d'actes terroristes et sanglants, sont devenus l'emblème des Kurdes, c'est parce que la Turquie n'a répondu que par la violence à la question kurde. Le procès d'Öcalan constituera un test pour Ankara : pour ses relations avec les Kurdes, pour son intégration dans l'Europe et pour sa réconciliation avec son histoire.

KURDES LES IMPASSES SANGLANANTES

Öcalan, tueur psychopathe mais espoir de tout un peuple

L'arrestation du plus radical des chefs kurdes a provoqué une flambée de violence, et elle oblige à s'interroger sur la politique des Etats-Unis, qui hésitent entre leurs alliés kurdes et turcs.

THE INDEPENDENT
Londres

Même aux yeux de nombreux Kurdes, Öcalan est un tueur psychopathe, sorte d'Abou Nidal kurde pour qui tout soupçon est passible de mort, un leader dont les guérilleros ont jugulé leurs opposants non seulement en exécutant leurs collaborateurs, mais en massacrant aussi les membres de leurs familles. De leur côté, les forces turques ont répliqué par le meurtre, le nettoyage ethnique et l'invasion pure et simple de la zone de sécu-

rité que nous, l'Occident, avons établie dans le nord de l'Irak pour protéger les Kurdes du génocide. Öcalan n'est pas un innocent politique, il ne respecte pas les droits de l'homme et n'a rien d'un Robin des bois. "Tant les Kurdes que les Turcs sont épuisés par le carnage", nous affirmait-il en 1993. "Que l'on m'autorise à rentrer sans armes au Kurdistan, pour agir sur le plan politique et instaurer un dialogue entre nous." En retour, les Turcs lui dirent d'aller se faire voir.

UNE HISTOIRE D'INTRIGUES AMÉRICAINES ET DE TRAHISONS

Mais les événements des jours passés ne sont pas qu'une affaire d'hypocrisie internationale.

La capture d'Abdullah Öcalan s'inscrit dans un contexte plus vaste et nettement plus significatif. C'est une histoire d'intrigues américaines, de trahisons kurdes et de soutien des grandes puissances à la Turquie, pays islamique et depuis peu le tout nouvel allié d'Israël au Moyen-Orient. L'interception du plus radical des chefs kurdes va provoquer une flambée de violence.

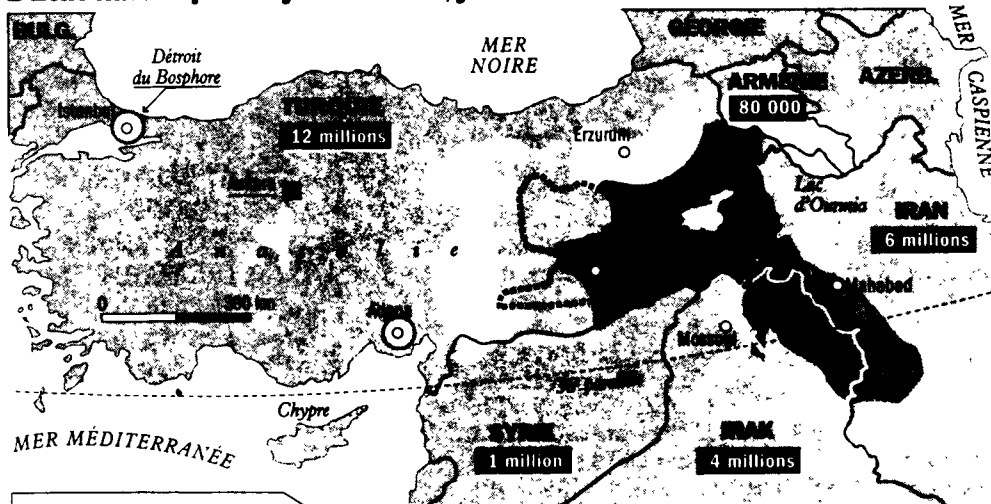
L'INVITATION FAITE À TAREK AZIZ

Mais elle oblige aussi à s'interroger sur la politique des Etats-Unis vis-à-vis des 20 millions de Kurdes, le plus grand peuple sans pays au monde. Il y a à peine un mois - Saddam Hussein ayant fait avorter les projets de la CIA dans le nord de l'Irak, en 1996 -, Washington s'efforçait une fois encore de forger une alliance anti-irakienne entre deux leaders kurdes plus isolés, Massoud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

S'étant rendus à Washington, Barzani, dont le mouvement avait collaboré avec Saddam Hussein trois ans auparavant pour détruire l'UPK, et Talabani, soutenu par l'Iran, ce qui avait servi de prétexte à Barzani pour tenter de l'éliminer, sont aujourd'hui plus ou moins impliqués dans la dernière campagne lancée par les Etats-Unis pour renverser la "bête" de Bagdad. Une alliance qui, à juste titre, ne laisse d'inquiéter la Turquie. Si jamais Barzani et Talabani parvenaient à créer un embryon d'Etat kurde dans le nord de l'Irak, la menace d'une entité kurde beaucoup plus vaste, englobant une partie de la Turquie, de la Syrie, de l'Iran et de l'Irak n'en serait que plus concrète. Les Turcs se sont donc particulièrement méfiés des derniers "efforts de paix" de Washington.

Si les alliés occidentaux ont offert l'indépendance aux Arabes qui ont contribué à renverser leur ennemi commun (l'Empire ottoman) pendant la Première Guerre mondiale, pourquoi la Maison-Blanche ne ferait-elle pas

L'Etat kurde qui n'a jamais vu le jour...



Diaspora kurde

(estimations d'après l'Institut kurde de Paris)

Allemagne	550 000
France	120 000
Suède	80 000
Norvège, Danemark,	
Pays-Bas	60 000
Italie, Grèce	15 000
Etats-Unis	10 000
Russie et pays	
du Caucase	150 000
Liban	80 000

Sources de la carte : "Atlas des peuples d'Orient" (J. et A. Sallier, éd. La Découverte), "The Economist", "Quid 99" (éd. Larousse)

Part de la population kurde

- Plus de 75 %
- De 30 à 75 %
- Moins de 30 %

1 million Estimations de la population kurde par pays

○ Population exiliée de plus de 1 million

Proposition de constitution d'un Etat kurde adoptée (mais non appliquée) dans le traité de Sèvres (1920)

Kurdistan irakien autonome, quasi-indépendant depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991

de même pour les Kurdes s'ils aidaient à faire tomber Saddam ? Comment la Turquie pouvait-elle manifester sa colère ? Une solution consistait à inviter un haut responsable irakien à Ankara pour discuter d'une éventuelle annulation de l'autorisation accordée par les Turcs aux appareils américains et britanniques de décoller des bases d'Incirlik et de Batman, dans le sud du pays. Ces mêmes pistes depuis lesquelles les avions anglo-américains bombardent le nord de l'Irak. Tarek Aziz, le vice-Premier ministre irakien, se rendit donc diligemment à Ankara un week-end, où il fut reçu comme

un hôte d'honneur par Bülent Ecevit, le Premier ministre turc. Pour s'entendre dire, le lundi suivant, que sa requête avait été refusée. Alors, ô miracle ! dans les heures qui suivirent le refus signifié à Bagdad, Öcalan tombait entre les mains des Turcs à Nairobi, où il se trouve que la CIA a installé son quartier général pour l'Afrique.

COMME LES PALESTINIENS, LES KURDES ONT DROIT À UN ÉTAT

Après son alliance militaro-stratégique avec Israël, la Turquie est devenue l'un des meilleurs

amis des Etats-Unis au Moyen-Orient et a encore gagné en importance stratégique dans le conflit avec l'Irak.

Et maintenant, que va-t-il se passer ? Certes, ce n'est pas le moment de prendre un vol sur une compagnie aérienne turque, ni de partir en vacances en Turquie. Car les copains de M. Öcalan ont à peu près autant de discernement qu'un missile de croisière quand il s'agit de massacrer des civils. Mais les Kurdes, qui ont tout autant le droit à un Etat que les Palestiniens, occupent de nouveau le devant de la scène au Moyen-Orient.

Robert Fisk

Un peuple en trop dans une région inachevée

AL HAYAT
Londres

La Turquie est l'un des rares pays du Moyen-Orient à avoir réussi le passage à l'Etat-nation. Mais c'est un Etat bien rébarbatif, qui pratique une politique d'assimilation s'appuyant essentiellement sur sa force militaire. Ses victimes ne se comptent plus, et les Kurdes sont parmi les plus touchés. L'affaire Öcalan invite à réfléchir sur la tragédie des Kurdes de Turquie, comparable à celle des Palestiniens en Israël – un des autres rares Etats-nations du Moyen-Orient qui s'est formé aux dépens d'un autre peuple.

L'Irak, lui, est un pays où la greffe de l'Etat-nation n'a pas pris : situation de coup d'Etat permanent depuis 1936, incapacité à ancrer une tradition politique en sont des indices éloquentes. Les Kurdes, en plus des chiites, et avec eux les bahais, les juifs, les Turkmènes, ont fait les frais de cet échec, à divers degrés.

Il existe désormais deux grands problèmes kurdes au Moyen-Orient. L'un d'eux s'est développé en Turquie dans le cadre d'un projet étatique qui a réussi par la force, l'autre est apparu dans un pays incapable de mener à terme ce projet : l'Irak. C'est d'ailleurs à cette incapacité que répond la politique de Saddam Hussein, avec son cortège de violences censées mener à l'intégration et conduisant en fait à des aven-

tures sans fin. Deux politiques kurdes sont nées : l'une opposée aux Etats-Unis et à Israël, puisque ces deux pays sont alliés de la Turquie atlantiste ; l'autre [celle des Kurdes d'Irak] favorable aux Américains et n'exprimant aucune réserve vis-à-vis de l'Etat hébreu.

Les nationalistes turcs n'ont pas voulu développer une identité nationale plurielle et démocratique. A leur manière, ils ne cessent de clamer que la répression dans leur pays est beaucoup moins forte qu'en Irak, la preuve en est qu'Ankara accorde la citoyenneté aux Kurdes... à condition qu'ils renoncent à s'appeler "Kurdes" ! Quant aux nationalistes arabes, ils ne cessent de répéter que la répression en Turquie est plus intense que celle menée en Irak.

Les Kurdes sont les victimes de tous les régimes de cette région – et de leurs cultures. Le dernier événement n'est qu'un épisode d'une longue démonstration de ce que les moralistes appellent le manque de courage intellectuel. Et ce manque de courage règne en maître incontesté au Moyen-Orient.

Attention aux projets américains !

Pour en finir avec le PKK, le gouvernement turc doit mener une politique sociale, économique et culturelle en faveur des Kurdes.

Mais comment combattre les projets occidentaux d'un Etat kurde dans la région ?

CUMHURIYET
Istanbul

Les images des manifestations de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui défilent dans presque tous les pays européens ont envahi les écrans. Toutes les télévisions du monde ont mis à la une de leurs informations la nouvelle de la capture d'Apo [Abdullah Öcalan] au Kenya et son renvoi en Turquie. Avez-vous remarqué le visage des jeunes qui ont voulu s'immoler à Londres ou à Athènes ? Partout,

l'expression de la haine, de la rancœur et de la cruauté... La plupart doivent encore être possesseurs du passeport turc ; j'avais déjà vu ces visages en Allemagne ou aux Pays-Bas dans des conférences. Ils interrompaient les débats aux cris de : "Turquie fasciste !"

Aujourd'hui, Apo est capturé et ramené en Turquie. A l'étranger, on pensait que la Turquie serait secouée par des manifestations monstres dans les grandes villes où se concentre l'essentiel de la migration intérieure kurde, comme Istanbul, Ankara, Izmir... Mais rien de tel ne s'est produit. On a vu simplement un ou deux incidents, et des groupes d'adolescents mettre le feu à quelques autobus dans les faubourgs

d'Istanbul. La Turquie doit garder son sang-froid. MED TV [chaîne de télévision du PKK, qui émet par satellite à partir de Londres] ne manque pourtant pas d'envoyer des messages en direction des Kurdes de Turquie : "Ne vous immolez pas, faites des actions qui puissent attirer l'attention de l'Europe !"

Nous pensons que tous ceux qui veulent faire avancer la démocratie, le respect des droits de l'homme et la paix, qu'ils soient turcs, kurdes ou autres, s'opposeront à toutes les formes de ségrégation ethnique et ne tiendront pas compte des provocations du PKK dans ses derniers soubresauts. Il est évident que les porte-parole du soi-disant Parlement kurde et les partisans du PKK, avec l'appui de leurs alliés à l'extérieur, feront tout leur possible pour mettre la Turquie en difficulté.

Maintenant qu'Apo se trouve en Turquie, le début d'un nouveau processus peut s'amorcer. Il faut bien distinguer la terreur dans le sud-est du pays et l'existence des Turcs, Kurdes et Arabes qui y vivent. Il est temps que ceux qui font d'une différenciation ethnique un argument d'appartenance à la gauche remettent les pieds sur terre.

Personne n'est dupe. La revendication d'Apo et du PKK n'est pas celle d'une reconnaissance de l'"identité kurde" : Apo aspire à un Kurdis-

tan autonome. Créer un Kurdistan, c'est aussi arracher d'importants territoires à d'autres pays souverains comme l'Iran, la Syrie et l'Irak. Le but des puissances qui soutiennent le PKK est de retirer à l'Irak une partie de ses ressources pétrolières et à la Turquie les sources de l'Euphrate et du Tigre, et d'obtenir d'importants profits économiques et stratégiques. Les Etats Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France souhaitent-ils sincèrement la paix

au Moyen-Orient ? Nous ne le pensons pas ! Les appuis intérieurs [au PKK] peuvent être facilement neutralisés par des réformes sociales, économiques et culturelles. La question la plus importante reste celle des appuis extérieurs, en particulier le projet américain d'un Etat fédéré kurde dans le nord de l'Irak.

Sur les images de télévision diffusées par le MIT [service de renseignements turc], on voit Apo déclarer : "Je suis prêt à rendre des services

à la Turquie." Celui qui prétend être le leader du peuple kurde n'est finalement qu'un leader apeuré. Que peuvent penser les milliers de jeunes Kurdes en voyant cela ? N'ont-ils pas compris qu'ils ont suivi un personnage sans bravoure ? Ceux qui ont versé des larmes devant les images de son arrestation ont-ils eu au moins un pincement de cœur devant les images de bébés massacrés sur son ordre ?

Hikmet Cetinkaya

MANIFESTE

"Libérez Apo, soleil du peuple kurde"

L'organe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) menace la Turquie et les Intérêts européens.

Nous sommes un peuple qui compte 40 millions de personnes. C'est une obligation, voire une question d'honneur pour des centaines de milliers d'entre nous de réunir toutes nos forces pour détruire, mettre à feu et à sang la Turquie grâce à des actions de masse. Désormais, le slogan "Biji sero Apo" [Vive notre chef Apo] est dépassé. Si nous portons vraiment Apo dans nos cœurs, nous ne devons exclure aucun moyen pour le sauver. Les intérêts européens en Turquie ainsi que l'ensemble de l'Europe doivent être la cible d'attaques empêchant les habitants de ces pays de dormir, tout comme nos enfants au Kurdistan passent des nuits blanches à cause de la peur. Si l'Europe et la Turquie veulent transformer en enfer la vie de 40 millions de Kurdes,

si ils veulent assombrir le soleil du peuple kurde, alors nous devons agir de la même manière. Si nous ne sommes pas capables en une semaine de punir des dizaines de milliers d'Européens et de Turcs, Apo ne nous pardonnera jamais.

Qui est Apo ? Apo, c'est moi, toi et les autres. Apo est tout le peuple kurde. Le capturer signifie capturer le peuple kurde, piétiner son honneur et son orgueil. L'heure est venue de nous montrer fidèles à sa personnalité, à son idéologie et à la voie qu'il a tracée. Nos slogans doivent être les balles chaudes de nos fusils. Nous devons porter des coups tellement sanglants et destructeurs qu'au lieu de faire son procès ils iront plutôt se prosterner devant lui ! Nous devons frapper si fort la bourgeoisie turque qu'elle ne pourra plus s'en relever. Avec des commandos-suicides, nous devons rendre la vie impossible à ses enfants, femmes et familles, afin qu'elle comprenne qui est Abdullah Öcalan et quelle est sa force.

Si un seul touriste part en Turquie en 1999, nous devrions avoir honte. Ils aideront les bourreaux d'Öcalan et iront ensuite sécher leurs fesses puantes sous le soleil d'Antalya. Et nous resterions des spectateurs. Notre courtoisie et notre humanisme nous ont coûté très cher. Si, par nos actions, nous avons mis directement en péril les intérêts occidentaux, comme l'ont fait les Palestiniens ou d'autres organisations de libération, nous ne serions pas dans la situation actuelle. C'est le moment de résister et de se battre jusqu'à la mort. La République turque, en collusion ouverte avec les Européens, a violé nos femmes, nos sœurs et nos filles. Aucun autre peuple n'a été autant souillé.

Cher Öcalan, n'oublie pas que Nelson Mandela, après vingt années de captivité, est maintenant président de son pays. Dans ton langage, les mots tels qu'"avoir peur" et "se rendre" n'existent pas. Je crois que tu dois rire sous tes moustaches, parce que tu as créé une telle organisation, avec une telle foi et un tel esprit de résistance que même les océans ne peuvent la noyer.

Mahmet Baksi, Özgür Politika, Francfort

Une affaire qui risque de déstabiliser la Grèce

Des hommes d'affaires et des politiciens nationalistes grecs, en voulant accueillir Öcalan, ont porté un coup au gouvernement. Trois ministres importants ont été obligés de démissionner, le parti gouvernemental traverse une crise sans précédent et l'opinion publique ne trouve pas le moyen d'exprimer sa perplexité. Tel est le bilan provisoire de l'"affaire Öcalan" pour la Grèce. "L'éclatement de cette affaire, à un moment critique où le gouvernement grec cherche à satisfaire aux critères de convergence nécessaires à l'entrée du pays dans la zone euro, est venu déstabiliser la cohésion du PASOK*", souligne le quotidien modéré grec *I Kathimerini*.

"Des entrepreneurs irresponsables, quelques militaires en retraite et des députés ultranationalistes ou ultradémocrates ont décidé de faire venir illégalement Abdullah Öcalan en Grèce", note le journaliste Stamos Zoulas. "Et, depuis l'issue tragique

de cette aventure, ces mêmes personnes accusent le gouvernement d'avoir livré Öcalan à la Turquie. Pourtant, le Premier ministre comme les leaders des partis de l'opposition n'avaient guère encouragé la venue du leader kurde en Grèce. Ils avaient prudemment fait la distinction entre la sympathie de notre pays envers le peuple kurde, qui lutte pour ses droits, et la possibilité d'accorder l'asile politique à Öcalan. Pendant des années, le gouvernement turc a essayé de mêler le problème kurde aux relations gréco-turques, en accusant notre pays d'aider la guérilla kurde. Par conséquent, aucun homme politique raisonnable ne pouvait proposer dans ce contexte d'accueillir en Grèce le leader kurde." Öcalan est entré illégalement sur le territoire grec, le 29 janvier 1999, avec de faux papiers, aidé par un militaire en retraite, un homme d'affaires et quelques députés nationalistes des deux grands partis. "Ainsi, un groupe voulant mener sa propre politique étrangère fait venir Öcalan en Grèce, puis

exerce un chantage sur le gouvernement en lui demandant de résoudre le problème. C'est comme si quelqu'un posait une bombe à retardement dans une maison et demandait ensuite à son propriétaire de la neutraliser", estime *I Kathimerini*.

La Grèce, qui a aidé les Kurdes pendant tant d'années, doit faire face à la colère de ce peuple, qui a occupé les locaux de plusieurs ambassades grecques à l'étranger. "De plus, la Turquie utilisera probablement l'arrestation d'Öcalan pour étayer ses accusations contre la Grèce concernant l'aide aux 'terroristes'".

* Parti socialiste grec, au pouvoir.

Mobilisation française en faveur des Kurdes

Uni autour d'une même exigence de justice pour le peuple kurde, un groupe de personnalités et d'associations françaises invitait mercredi les journalistes à une conférence de presse dans une salle de l'Assemblée Nationale. Une rencontre qui, n'étaient les nombreuses caméras de télévision, semblait d'ailleurs plus proche de l'"AG" (assemblée générale), avec cette effervescence un peu brouillonne des préparations de manif. Il s'agissait en l'occurrence d'annoncer une grande manifestation parisienne en faveur de la libération du leader kurde Abdullah Öcalan, qui aura lieu le samedi 27 février de la place de la Bastille à la gare de l'Est. Le député écologiste Noël Mammère, qui animait cette rencontre, est l'un des nombreux signataires, présents pour beaucoup à ses côtés, d'un appel (ci-dessous) à manifester qui devrait transcender les clivages politiques; mais ce sont presque exclusivement des représentants de la gauche plurielle et du monde associatif dont on retrouve les signatures au bas de cet appel qui réclame par ailleurs que la communauté internationale se penche enfin sur les droits du peuple kurde. Une exigence que la présidente de la Fondation France-Libertés, Mme Danielle Mitterrand, signataire de cet appel mais qui avait dû se faire représenter par une militante kurde des droits de l'homme à cette conférence de presse, avait développée dans une lettre ouverte publiée le 24 février dernier par le "Le Figaro". Les Verts, le MRAP, le PC, la LCR, SOS Racisme, mais aussi le député socialiste Julien Dray et la FRA Dachnaksoutioun France, représentée par Mourad Papazian, étaient venus apporter leur soutien au peuple kurde, représenté par un député du Parlement kurde en exil et un représentant du Centre d'information sur le Kurdistan. Tous ont dénoncé la lâcheté dans cette affaire de l'Union européenne, en réaffirmant le peu de confiance qu'ils accordent à la justice de la Turquie, violemment dénoncée pour ses violations des droits de l'homme. Tous ont enfin appelé l'opinion à manifester son soutien à un peuple de plus de 20 millions de personnes aux droits systématiquement bafoués, et qui mérite, tout autant que les Kosovars, l'attention de l'Europe et de la communauté européenne.

G.

Le Monde

26 FEVRIER 1999

Abdullah Öcalan devrait enfin pouvoir rencontrer ses avocats

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Le procès d'Abdullah Öcalan va se dérouler de la manière la plus régulière qui soit, à condition d'admettre que le système judiciaire turc est lui-même « régulier » : telle est la situation aujourd'hui alors que l'instruction proprement dite du procès du chef séparatiste kurde, capturé mardi 16 février à Nairobi, a, enfin, débuté. Les autorités turques devraient en effet tout mettre en œuvre pour que les règles en vigueur dans leur pays soient respectées au pied de la lettre mais ne voudront en aucun cas déroger à ces mêmes règles sous la pression de l'opinion internationale. Attitude qu'ils ont adoptée dès le premier jour en refusant l'entrée en Turquie d'observateurs européens.

Détenu sur l'île-prison d'Imrali, qui a été vidée de tous ses oc-

cupants et fait l'objet de mesures de sécurité exceptionnelles, Öcalan était jusqu'au 23 février en garde à vue, période au cours de laquelle la présence d'un avocat n'est pas obligatoire selon le code pénal turc. Il est désormais en détention provisoire, ce qui lui ouvre de nouveaux droits, dont celui de se faire assister d'un conseil. C'est fort de cette possibilité légale, et de l'accord des autorités, qu'un avocat turc, Osman Baydemir, a tenté de se rendre, dès mercredi, à Imrali, mais il en aurait été empêché par une bévue administrative des autorités de l'île et une manifestation, à Ankara, d'une centaine de membres des « Loups gris » (organisation d'extrême droite).

Si, officiellement, l'instruction peut, au maximum, durer dix mois, on s'attend à ce que la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, en charge de l'affaire, veuille accélérer cette

procédure et que le procès débute plus rapidement. Selon des hommes politiques - mais sont-ils, ici, les mieux informés ? -, il ne devrait s'ouvrir qu'après les élections du 18 avril.

« DÉSEPTION », « MASSACRES »...

Compte tenu de l'étendue des charges qui pèsent contre lui - de la « désertion », puisqu'il n'a pas accompli son service militaire, à l'instigation « d'homicides, de massacres et d'extorsions de fonds destinés à diviser le territoire turc » -, il semble exclu que le chef du PKK ne soit pas condamné à la peine capitale. Quant à savoir si celle-ci sera appliquée et si « Apo » sera pendu, toutes les hypothèses sont évoquées. « Le Parlement, qui doit autoriser la mise à mort, et le président de la République, qui doit en signer l'acte, pourraient faire traîner la procédure le plus longtemps pos-

sible et éviter de transformer Öcalan en martyr », estimait un juriste d'Istanbul. A moins que l'Assemblée, saisie d'une proposition de loi dans ce sens, se prononce pour l'abolition de la peine de mort.

En attendant, la presse turque distille les morceaux choisis - bien choisis - des déclarations d'Abdullah Öcalan au procureur de la République. Le chef séparatiste aurait ainsi affirmé avoir rencontré Carlos dans la plaine libanaise de la Bekaa... Il aurait aussi indiqué que la République de Chypre aurait été une des plaques tournantes du trafic de drogue opéré par le PKK... Deux déclarations qui viennent fort à propos rappeler aux Français la manière musclée dont ils se sont emparés de Carlos et aux Grecs le rôle ambigu qu'ils jouent dans cette affaire.

José-Alain Fralon

Son arrestation a bouleversé la communauté kurde du monde entier. Le chef du PKK, bientôt jugé par les Turcs, risque la pendaison mais continue d'être le héros d'un peuple opprimé. Portrait d'un révolutionnaire marxiste-léniniste, jusqu'au-boutiste et ambigu.



G. ARAL / SIPA PRESS

ABDULLAH OCALAN HEROS ET TERRORISTE

Un tribun, un lutteur. C'est la première impression que laisse Abdullah Ocalan, dit « Apo ». Des yeux foncés qui fusillent ses interlocuteurs, un corps qui ne tient pas en place, la faculté de prononcer, debout, des discours interminables où il mêle Marx, Lénine et Garibaldi : Ocalan appartient à la catégorie leaders charismatiques, version « chef incontesté ».

Avant sa longue errance à travers l'Europe puis son arrestation au Kenya, il intervenait quotidiennement dans « sa » presse ou sur les ondes de « sa » télévision (MED-TV). Mais cet homme public qui s'exposait était aussi un reclus, un être secret qui dirigeait le PKK et la lutte armée contre les Turcs depuis son repaire syrien.

De son passé, on sait fort peu de choses. Abdullah Ocalan lui-même affirme qu'il ne sait pas quand il est né. D'autant qu'il a vu le jour dans cette partie de la Turquie où les naissances n'étaient pas enregistrées à l'état civil. Né, donc, aux alentours de 1946-1947, Ocalan est issu d'une famille de paysans très pauvres installée dans le petit village

d'Omerli, près d'Urfa. Il poursuit ses études au collège de Gaziantep, puis dans un lycée d'Ankara. Pendant toutes ses premières années de formation, le jeune Ocalan, influencé par sa famille et par l'imam de son village, se montre très religieux. Devenu étudiant en sciences politiques à Ankara, il se retrouve au contact des organisations d'extrême gauche turques qui foisonnent en ce début des an-

« Mystère vivant, Ocalan appartient à la catégorie des leaders charismatiques, dans sa version « chef incontesté » »

nées 70. Et il passe directement du Prophète à Mao, version albanaise, en adhérant à l'organisation Dev-Genj. C'est de cette époque que date l'armure marxiste-léniniste dont il ne s'est jamais débarrassé. Il n'a pas à ce moment-là conscience d'une particularité kurde et se voit comme « un assimilé ». Il commence toutefois à militer pour les droits des Kurdes, victimes du « colonialisme turc ». Puis, très vite, il se radicalise. En novembre 1978, il fonde le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Lice, près de Diyarbakir, avec vingt-trois autres, dont plu-

sieurs militants turcs. Parmi les fondateurs se trouve aussi Kesire Yilderim, une jeune femme qu'il épousera avant de l'accuser d'être un agent des services spéciaux turcs et de se séparer d'elle.

Car, très rapidement, le PKK va fonctionner sur un schéma plus proche du parti totalitaire que de la formation sociale-démocrate. L'autocritique imposée tient lieu d'hommage au chef, le culte de la

personnalité fait d'« Apo » une sorte de « génie du Kurdistan », et des tribunaux « populaires » se chargent régulièrement de régler le cas de camarades suspects. Hors du PKK, certains intellectuels, agacés, surnomment bientôt Ocalan « Atakurde », référence ironique à Kemal Atatürk, fondateur de la République turque.

Quelques semaines avant le coup d'Etat des militaires turcs du 12 septembre 1980, Abdullah Ocalan s'installe au Liban, échappant ainsi à la rafle monstre qui suit le coup d'Etat, à la prison et à la torture. En 1982, quand les

Israéliens envahissent le Liban, Ocalan installe son quartier général à Damas, puis dans la Bekaa, près de la frontière syrienne. Il n'en bougera pas jusqu'à la signature de l'accord, conclu en octobre dernier à Adana, entre la Turquie et la Syrie, qui le prie de déguerpir du jour au lendemain... C'est le début d'une folle cavale qui se terminera à Nairobi !

Comme, avant lui, d'autres phares de la pensée militaro-révolutionnaire, Abdullah Ocalan a écrit des milliers de pages pour exposer sa conception de la lutte armée, une lutte armée engagée le 15 août 1984 avec l'attaque de deux petits fortins à la frontière irakienne. S'inspirant des modèles vietnamiens et chinois, Ocalan explique dans un jargon rebutant que la guerre révolutionnaire passe par trois phases : d'abord, la « défense stratégique », qui doit amener « les gens à croire qu'ils ont besoin d'être défendus et à se défendre » ; ensuite, « l'équilibre stratégique », qui doit mener à la confrontation ; enfin, « l'offensive stratégique », qui doit conduire à la victoire.

Pendant la première phase, Abdullah Ocalan, en bon marxiste-léniniste, n'hésite pas à user de la violence « pour fomentier la »

► résistance populaire». Il lance ainsi ses combattants contre les « collaborateurs », qu'il s'agit de « gardiens de village », miliciens kurdes armés et payés par le gouvernement, des instituteurs turcs ou de certains chefs de tribu trop liés à Ankara.

Fidèle à une tradition révolutionnaire, le PKK pratique ainsi la « contre-terreur ». Elle s'étend aux camps de réfugiés kurdes disséminés ici ou là en Europe, aux communautés établies en Occident. A intervalles réguliers, les rapports d'Amnesty International dénoncent le PKK avec presque autant de vigueur que le régime turc qui massacre les combattants kurdes, détruit des villages entiers et déporte les populations. Dans un premier temps, le parti se défend par le cynisme. « Les balles n'ont pas d'adresse », répètent ses responsables quand des femmes ou des enfants sont par erreur victimes de représailles. Puis, craignant des campagnes de presse en Occident, Ocalan affirme qu'il fait tout pour modérer ses lieutenants pourtant « prêts à tuer pour moi ».

Sera-t-il pendu ?

Les milieux officiels turcs rappellent qu'Ocalan a déjà été jugé par contumace et que la peine de mort avait été requise contre lui. Maintenant, il va à nouveau être jugé devant la cour de sûreté de l'Etat n° 1 d'Ankara pour « désertion », et devant la cour de sûreté de l'Etat n° 2 d'Ankara pour « trahison ». Toujours selon les milieux officiels turcs, l'article 125 du code pénal prévoit la peine de mort pour les crimes de trahison et pour les « crimes contre la souveraineté du pays et de l'Etat ». Selon l'acte d'accusation, Ocalan a « confessé » avoir planifié et ordonné les assassinats et les massacres commis par le PKK au cours d'émissions de MED-TV. Selon des sources bien informées à Paris, le procès d'Abdullah Ocalan sera très bref et devrait s'achever par une condamnation à mort par pendaison. Les autorités turques ne veulent surtout pas créer un « Mandela kurde » en le condamnant à la prison à vie. ■ C.K.

A la fin des années 80, Ocalan fait son autocritique et prône des formes d'action « plus sélective », mais trop tard : ces règlements de comptes sanglants ont forgé sa réputation de « chef terroriste ». Celle-ci est d'ailleurs habilement amplifiée par les autorités d'Ankara, qui lui attribuent des exactions commises par les commandos de l'armée turque.

C'est en 1993 qu'Abdullah Ocalan rencontre pour la première fois publiquement, à Bar Elias, au Liban, les leaders d'autres organisations kurdes de Turquie, avec lesquels il signe un accord de coexistence pacifique. C'est à la même époque qu'il annonce le premier cessez-le-feu unilatéral du PKK. Tous les spécialistes des affaires militaires savent qu'il est très difficile pour une guérilla, livrant un combat inégal contre des forces régulières supérieurement équipées, d'être seule à observer un cessez-le-feu. Malgré les risques encourus, Ocalan proclamera à trois reprises une trêve, la dernière en septembre dernier. Mais jamais ses appels ne seront entendus par les autorités turques, qui clament qu'« on ne discute pas avec des terroristes et des séparatistes et que la seule chose qu'ils puissent faire, c'est se rendre ». Simultanément, il modère ses revendications politiques, ne parlant plus, apparemment, d'indépendance, et acceptant une solution qui reconnaîtrait « l'identité » kurde dans le cadre des frontières turques.

Persuadés que le PKK est terriblement affaibli par les coups portés par leur armée, les chefs militaires turcs ne cessent de proclamer que le dernier quart d'heure est proche. La capture du chef du PKK va achever de le convaincre que l'écrasement du mouvement kurde est acquis.

Quoi qu'il en soit, l'homme demeure une énigme. Et ce n'est pas le procès qui l'attend en Turquie qui permettra de la résoudre. Pour l'immense majorité des Kurdes, il reste l'homme qui leur a rendu la fierté d'être kurdes. Et la victime de l'abandon, sinon de la trahison, des Européens. ■ CHRIS KUTSCHERA

Dès l'annonce de l'arrestation d'Ocalan Pourquoi la diaspora



STEFANAKOS: APEROU/ SYGMA

L'arrestation d'Ocalan, le chef du PKK, a tétanisé des centaines de milliers de Kurdes, qui ont multiplié occupations d'ambassades et opérations commandos. Mais plus que la force de l'organisation clandestine, c'est le désespoir et la colère qui expliquent cette mobilisation. A peine la « disparition » d'Abdullah Öcalan à Nairobi était-elle annoncée, bientôt suivie par l'annonce officielle de son arrestation par les Turcs, que des dizaines de milliers de Kurdes se mobilisaient dans toute la diaspora, en Europe et ailleurs, et prenaient d'assaut ambassades et consulats grecs, bureaux des Nations unies et ambassades du Kenya. A Berlin, l'occupation du consulat israélien s'achevait par trois morts et quinze blessés.

Pour les services occidentaux de police ou de renseignements, une mobilisation aussi rapide d'un si grand nombre de personnes prouve l'existence d'un réseau occulte, d'une organisation clandestine extrêmement ramifiée, capable d'organiser des actions violentes, en quelques heures. Véritable internationale kurde, le PKK (Parti des

travailleurs du Kurdistan) d'Ocalan n'aurait qu'à appuyer sur un bouton pour que l'Europe s'enflamme...

C'est oublier la caractéristique essentielle de la diaspora : les Kurdes qui vivent en Europe, en Amérique ou en Australie, ont la tête et les pieds dans l'Occident mais le cœur au Kurdistan. Ils ressentent douloureusement la blessure d'un exil qui, pour la plupart, leur a été imposé. Ils restent à l'écoute des événements dans leur pays, un Kurdistan élargi, qui comprend les parties administrées par la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Certes, les Kurdes ont la manie de la scission : dès qu'un parti naît, il se divise en factions rivales. Les Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Irak, de Syrie ou du Caucase ne suivent pas les mêmes chefs. Mais, quand le sort du peuple kurde semble en jeu, ils se retrouvent presque tous unis. Depuis peu, Internet est venu renforcer les liens de la diaspora et les sites kurdes se multiplient.

Privés de toute possibilité de mettre en place des institutions culturelles ou politiques en Turquie, les Kurdes ont créé des relais un peu partout dans les pays où se sont regroupées des communautés importantes. Et d'abord en Alle-

Alan, des milliers de ses partisans ont multiplié les opérations commandos Le mouvement kurde peut enflammer l'Europe

LES KURDES EN EUROPE

Il y a également des communautés kurdes de moindre importance en Grande-Bretagne, en Suède, au Danemark et en Suisse.

■ **Incidents** : occupation de l'ambassade de Grèce à Londres, intervention de militants au siège des Nations unies à Genève, une femme tente de s'immoler par le feu à Copenhague, occupation de l'ambassade de Grèce à Stockholm.

■ **France** : 100 000 Kurdes vivant dans la région parisienne, l'est et le sud de la France. Les autorités tolèrent les activités d'associations proches du PKK mais ont empêché une réunion du Parlement kurde en exil à Paris, le 3 février dernier, sous le patronage d'un député Vert.

■ **Incidents** : occupation de l'ambassade du Kenya à Paris. Multiples occupations à Strasbourg. Bagarres entre Kurdes et forces de l'ordre à Marseille.

■ **Italie** : pas de vraie communauté kurde, mais c'est sur les côtes italiennes, notamment en Calabre, que débarquent les « boat people » kurdes partis de Turquie ou de Grèce. L'Italie a accueilli Ocalan de novembre à janvier.

■ **Pays-Bas** : 50 000 Kurdes. Les Pays-Bas ont autorisé l'organisation d'une session du Parlement kurde en exil à La Haye il y a deux ans. ■ **Incidents** : prise d'otages dans la résidence de l'ambassadeur de Grèce à La Haye. Violents affrontements.

■ **Allemagne** : 500 000 Kurdes. C'est la plus importante communauté d'Europe. ■ **Incidents** : 3 kurdes sont tués et 16 personnes blessées au cours de l'occupation du consulat israélien à Berlin. Deux femmes tentent de s'immoler par le feu. Un entrepôt appartenant à des Turcs est incendié à Bonn. Le consulat grec à Dusseldorf est occupé par 200 personnes.

■ **Belgique** : 25 000 Kurdes. Le Parlement kurde en exil, proche du PKK, est installé à Bruxelles. ■ **Incidents** : occupation de l'ambassade de Grèce à Bruxelles. 30 personnes menacent de s'immoler par le feu.

■ **Grèce** : Plusieurs milliers de Kurdes. Son contentieux permanent avec la Turquie a toujours amené la Grèce à se montrer très accueillante pour les Kurdes et le PKK. La récente crise s'est traduite par la démission de trois ministres, dont le chef de la diplomatie Théodore Pangalos. ■ **Incident** : un Kurde tente de s'immoler par le feu.

magne, où vivent plus de 500 000 Kurdes. Francfort est leur capitale, on y trouve le siège du quotidien *Ozgur Politika*, celui de l'agence de presse Dem Kurd, ainsi que des dizaines d'associations proches du PKK. C'est dans les locaux de ces associations, que se réunissent les familles le week-end, pour regarder ensemble les programmes de MED-TV, la télé proche du parti. Le PKK a également mis sur pied des associations féminines. Les

militantes de ces associations visitent régulièrement les familles des « martyrs », les combattants tombés au Kurdistan. Elles organisent des cérémonies à la mémoire de ces 30 000 morts revendiqués par le PKK depuis sa création, en 1978.

A la différence des associations rivales des autres partis politiques, comme le Komkar, victimes de la désaffection de leurs membres, les associations proches du PKK drainent une foule considérable et peu-

vent mobiliser en Allemagne plusieurs dizaines de milliers de personnes pour des manifestations... A toutes ces associations, il faut ajouter les Comités d'information du Kurdistan, les « ambassades » plus ou moins officielles du PKK, qui ont pignon sur rue dans les principales capitales, en Suisse comme en Russie, en France comme aux Pays-Bas.

C'est en Belgique, dans la banlieue de Bruxelles, que se trouvent les principaux studios de MED-

TV, dont les émissions sont relayées par satellite sur toute l'Europe et sur le Moyen-Orient. C'est sans aucun doute le coup de génie du PKK : défiant l'interdiction faite aux Kurdes de Turquie d'avoir des radios et des télévisions diffusant des programmes dans leur langue, MED-TV, la télévision kurde sans frontières, émet des programmes qui sont regardés dans les bidonvilles d'Istanbul et d'Ankara, dans les villages du fin fond du Kurdistan, dans les foyers kurdes d'Ukraine ou dans la banlieue de Genève. C'est aussi à Bruxelles que se trouve le « Parlement Kurde en exil », certains de ses 65 députés sont d'anciens membres de l'Assemblée nationale d'Ankara, démis de leurs fonctions par les autorités turques, d'autres ont été désignés par la diaspora. Quelle que soit sa représentativité, ce Parlement en exil est un forum politique où se retrouvent les diverses tendances d'une mouvance kurde certes proche du PKK mais plurielle. Et l'ébauche de ce que pourrait être un gouvernement kurde en exil. A toutes ces institutions ayant une existence officielle, légale, il faut ajouter l'organisation du PKK lui-même. Mis hors la loi dans plusieurs pays européens, ses membres continuent de se réunir et de collecter « l'impôt révolutionnaire » nécessaire à la lutte. L'organisation a-t-elle essayé de pousser ses membres à des gestes désespérés pour mieux servir la cause ? Les appels à la modération de responsables du PKK prouvent le contraire. Et si une jeune fille de 17 ans a tenté de s'immoler par le feu, c'est par désespoir et non par fanatisme. Pour les mêmes raisons, un certain Jan Palach avait commis l'irréparable à Prague, il y a trente ans. Son geste avait alors suscité admiration et émotion dans tout l'Occident. C'est la mesure de la tragédie grecque. ■ C.K.

Pourquoi je défends les victimes kurdes

par Danielle Mitterrand

J'AI essayé, tout au long de mon existence, de me conformer à une règle de vie toute simple : être toujours du côté des victimes, s'opposer à leurs bourreaux. Ce principe éthique est au cœur de mon engagement socialiste auprès des exclus et des parias qui, des Kurdes aux Indiens du Chiapas en passant par les Timorais, les Tibétains, les sans-papiers et les sans-abri, sont hélas encore légion dans notre monde actuel.

Je ne suis ni naïve ni ingénue : les victimes ne sont pas toujours des anges, pas plus que nous ne le sommes.

J'ai eu un premier contact avec le chef de la guérilla kurde, Abdullah Öcalan, dès sa première réponse aux appels à la paix et j'ai œuvré afin qu'il trouve asile dans un pays européen. L'Europe se prévaut souvent d'être une terre d'asile. Elle a accueilli d'éminents démocrates : Khomeiny, Duvalier, Bokassa... et sait être hospitalière avec les émirs et potentats corrompus du tiers-monde. Mais elle a fermé ses portes au leader kurde en danger de mort, le livrant à ses bourreaux.

Pourtant, la présence d'Öcalan en Europe aurait permis d'arrimer son mouvement à des solutions plus politiques et pacifiques et de favoriser la recherche d'une solution de paix au lancinant conflit kurdo-turc.

Ce conflit dure, sous des formes variées, depuis plus de sept décennies. Il ne se nourrit pas de je ne sais quelles machinations étrangères, comme veulent le faire croire à leur opinion les dirigeants turcs, mais bien de l'acharnement du régime turc à faire disparaître les Kurdes de la surface du globe en tant que peuple distinct doté de sa propre langue, de sa propre culture et de sa propre civilisation.

Auteurs impunis du premier génocide (celui des Arméniens en 1915) et de la première épuration ethnique de ce siècle (l'expulsion de 1 200 000 Grecs d'Anatolie), les Turcs tentent, par un arsenal impressionnant de moyens allant de l'assimilation forcée aux déportations des populations et à la décimation des élites kurdes, de rayer de la carte ce

demier peuple autochtone du pays.

Les Kurdes, que je rencontre depuis une bonne dizaine d'années, sont des gens courageux et fiers de leur identité. Ils ne veulent pas disparaître. Ils résistent, les uns pacifiquement, d'autres en prenant les armes pour résister à la terrible oppression turque qui les broie sans distinction. Car cette oppression est terrible et barbare. Comment est-il possible que l'on puisse, en cette fin du XX^e siècle, interdire à des millions de gens de pratiquer librement leur langue, de l'enseigner, de l'utiliser dans les médias, d'avoir des groupes de musique ou des clubs de poésie, d'honorer librement leurs ancêtres, de perpétuer leur mémoire collective ? Tous les droits attachés à un patrimoine culturel propre leur sont déniés par un régime qui revendique ces mêmes droits pour les quelques dizaines de milliers de Turcs chypriotes qui occupent, impunément, depuis un quart de siècle, le nord de Chypre. Au cours des dernières années, l'armée turque a évacué et détruit 4 000 villages kurdes, déplacé 3 millions de civils, dévasté et incendié des forêts. J'ai reçu à ma fondation des témoignages de familles de Kurdes tués sous la torture, enlevés, disparus, jetés d'en haut des hélicoptères militaires, brûlés vivants dans leurs maisons incendiées.

Si la résistance à l'oppression est un crime, alors chargeons notre vaillante section antiterroriste du parquet d'interdire *La Marseillaise* pour incitation à la violence.

« Mais le PKK est une organisation terroriste, coupable de meurtres de civils », me dit-on. Soit. Il n'y a pas de guérilla propre, pas plus qu'aucune guerre n'a jamais été propre. Les hommes étant ce qu'ils sont, toutes les guerres, y compris notre Résistance si souvent glorifiée, ont connu des dérives, et des règlements de comptes. Les meurtres de civils perpétrés par le FLN algérien ou l'OLP sont encore dans nos mémoires, et aujourd'hui leurs dirigeants qualifiés naguère de « terroristes » sont devenus nos partenaires. Si certains des membres du PKK se sont rendus coupables de règlement de comptes contre d'autres Kurdes ou de racket, ils auront à en rendre compte selon

la loi. Mais pourquoi se mettre dans le pas des Turcs pour diaboliser et criminaliser toute une résistance qui représente une fraction importante de la population kurde ? Pourquoi harceler sur notre sol pour « terrorisme » de malheureux réfugiés kurdes coupables de détenir quelques publications du PKK ou de fréquenter des compatriotes suspectés d'appartenance à ce mouvement ?

Une organisation non gouvernementale (ONG) américaine, réputée proche du département d'Etat, attribue au PKK environ 700 meurtres de civils au cours des quatorze années de guerres. J'ignore combien de ces crimes ont été effectivement commis par des gens du PKK et combien par les forces paramilitaires turques. Seule une enquête indépendante pourrait rétablir la vérité. Comme par hasard, les autorités turques s'opposent à toute tentative d'enquête des ONG étrangères ou turques.

Le pacifiste Sanar Yurdatapan, fils d'un célèbre général turc, que j'ai reçu récemment à Paris, a eu le cou-

La présence d'Öcalan en Europe aurait permis d'arrimer son mouvement à des solutions plus politiques et pacifiques, et de favoriser la recherche d'une solution de paix

rage d'aller enquêter sur le massacre, attribué au PKK, d'une douzaine de passagers kurdes d'un minibus près du village de Guçlü Koank. Ayant établi que ce massacre était en fait l'œuvre des forces paramilitaires turques, M. Yurdatapan est en procès devant une cour martiale pour dénigrement de l'armée ! Attention à l'« intox » et à la désinformation turques ! Je dis à nos médias et à nos gouvernements : ne prenez pas pour argent comptant la propagande turque. Si la Turquie est vraiment sûre de son bon droit et du soutien de la population kurde à sa politique, pourquoi ne laisse-t-elle pas les médias

et les ONG indépendants aller enquêter librement sur place ? Si Ankara leur interdit l'accès du Kurdistan c'est qu'elle a peur que la vérité soit connue.

Nos gouvernements, pour des raisons de Realpolitik et de business, ont, quoi qu'ils en disent, choisi le parti des bourreaux. Ils se livrent concurrence pour vendre à l'armée turque chars, hélicoptères et bombardiers utilisés dans la destruction du pays kurde. La France négocie depuis des mois la vente à l'armée turque de chars et d'hélicoptères pour un montant de 10 milliards de dollars. Les Kurdes auront ainsi la consolation de voir leur pays dévasté par les armes de « la patrie des droits de l'homme ». Celles-ci doivent sûrement faire moins de mal que les engins de mort de l'impérialisme américain.

Je déplore que mon pays, au nom d'intérêts mercantiles à court terme, perde son âme et sa dignité. Je déplore que l'Europe, qui aurait pu et dû être le messager universel de la démocratie, des droits de l'homme et de la paix, ne soit qu'une zone de libre-échange dotée d'une monnaie.

Elle aurait pu parler d'une seule voix, agir de concert pour amener la Turquie à la raison, la conduire à faire la paix avec ses 15 millions de Kurdes en leur reconnaissant enfin leur identité, leur dignité. Privée d'âme et de courage, soumise aux pressions américaines et au chantage turc, elle a choisi de se taire, de se ranger du côté des bourreaux et de leurs puissants protecteurs.

Simple citoyenne, moi, j'ai choisi mon camp : celui des victimes, une fois de plus. Et j'irai jusqu'au bout. Et vous qui me lisez, que faites-vous ? Faites-le savoir.

Danielle Mitterrand est présidente de la fondation France-Libertés.

Iran Voters Sense Power In Local Elections

By Howard Schneider
Washington Post Service

TEHRAN — In the war room of the Islamic Iran Participation Front, Mohammed Reza Tahmohsebi shuffled the pieces of a Tehran city map that he had cut up, neighborhood by neighborhood, to fine-tune his group's battle plan:

One bus per district, five volunteers per bus, all armed with campaign fliers that he hoped would tilt the local elections Friday — the first since the Islamic revolution in 1979 — in favor of his party's candidates and therefore in favor of the country's reformist president, Mohammed Khatami.

The elections have generated enormous excitement in Iran, enticing thousands of candidates into the ring and raising hopes that Mr. Khatami's vision of a more open, pluralistic society may be edging closer to reality.

With a spirited competition among slates of liberals and conservatives, reformers and traditionalists, the elections are "important because part of the power of the government is going to transfer to the people," Mr. Tahmohsebi said.

Turnout at the nation's 50,000 polling stations appeared to be heavy. Voting, which began at 8 A.M. and was to last eight hours, was extended by one or two hours in a number of cities, including Tehran.

Although it is far ahead of many Middle Eastern countries in terms of political pluralism, Iran is still some distance from democracy as practiced in the West.

Ultimate power rests with an unelected religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, whose conservative followers continue to dominate Parliament and the security services. This week, the campaign headquarters of one liberal party were sprayed with gunfire and workers at another were taken in for police questioning.

Nevertheless, the elections are a potential watershed in the two-year-old presidency of Mr. Khatami, a cleric who is trying to moderate the Islamic revolution with ideas of civil society and better relations with the West. His supporters say they expect to win majorities on councils throughout the country.

But even if conservatives triumph,



Young Iranians in Tehran poring over their ballots Friday before voting in the first local elections since 1979.

those involved in the contest say the energy of street-level politics, and the sense among Iranians that the election is providing them with a genuine voice in local government, can only speed the process of liberalization. "We are closer and closer to real democracy," said Ebrahim Yazdi, head of the Freedom Movement of Iran.

Mr. Yazdi's party shows the evolution under way: Considered on the fringes of legality because of its liberal views, the Freedom Movement has been allowed to field four candidates for the 15 municipal council seats in Tehran.

"This election is a giant step toward institutional development in Iran," he said. "It does not even matter if the rightists win."

A University of Tehran professor, Nasser Hadian-Jazy, said: "People feel they have been able to exercise some authority."

At stake in the voting are approximately 200,000 seats on city and village boards that are supposed to appoint city and village mayors and oversee local budgets and spending. Although they are called for in the Iranian Constitution, the boards have never been established.

As part of his effort to build civil society in Iran, Mr. Khatami decided to begin the boards and order elections — giving people a further taste of self-governance and betting that candidates sympathetic to his policies would win many of the seats, observers said.

The buzz created by the ensuing campaign is palpable, the mood in cities like Tehran and Esfahan reminiscent of big-city elections in the United States.

Although television and radio advertising has not been allowed, there have been candidates' forums, public rallies

and extensive newspaper coverage. And there have been fliers — hundreds of thousands of them — plastered on buildings and cars, hung from highway overpasses and tied onto tree limbs like early spring blossoms.

In the big cities at least, the contest may have generated too much enthusiasm, creating a fog of names that voters may find hard to penetrate. In Tehran, for example, there are 1,400 candidates for the 15 seats. Nationwide, about 300,000 people, including several women, are competing for the 200,000 available spots. Men and women over age 16 are eligible to vote.

"People can choose council members for themselves very openly," said Hossain Payghambari, a merchant at Esfahan's central bazaar, "and they are going to take part of the responsibility of government and use it."

Whether the spirit of this campaign lasts is another question. Since his own landslide victory, Mr. Khatami has struggled against conservative rivals who have jailed his political allies, shut sympathetic newspapers and resorted to killing writers and intellectuals.

Even during this campaign, there have been attempts to disqualify candidates seen as too eager to push the reform agenda or inadequately supportive of the country's theocratic foundations.

But that is not dampening popular enthusiasm for a contest in which Mr. Khatami and Ayatollah Khamenei have encouraged people to participate.

After the election of Mr. Khatami, people believed it was possible to change the society through politics, said Majid Karshenas, a sociology professor at Esfahan University. "They feel they can vote for someone and get a true result."



A quoi servent les Kurdes ?

Chaque peuple, disait Jaurès dans un de ses derniers discours, se présente avec sa petite torche à la main. Quelques jours après, le 31 juillet 1914, il était assassiné par un nationaliste français Raoul Villain, et l'incendie contre lequel il avait tant lutté s'étendait de Londres à Saint-Petersbourg en passant par Bruxelles, Paris, Berlin, Vienne et Belgrade. A Sarajevo, des patriotes sourcilieux ont gravé dans le bitume l'empreinte des chaussures de Gavrilo Princip, le nationaliste serbe qui tua, le 28 juin 1914, l'héritier du trône de Vienne et son épouse. Que sont devenues ces empreintes dans la Sarajevo d'aujourd'hui ?

J'accorde qu'il ne faut pas confondre le nationalisme des opprimés avec celui des oppresseurs, reste que les premiers, une fois parvenus à leurs fins, se moulent facilement dans les pratiques dont ils ont été les victimes. Les Kabyles en ont fait la dure expérience dans l'Algérie indépendante. L'intolérance est la règle plutôt que l'exception. Dans *le Monde* du 3 février, j'ai publié un article défendant le droit de Gilles Veinstein, mon collègue de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, à occuper la chaire du Collège de France à laquelle il avait été élu. Pour un article publié dans *l'histoire* en avril 1995 et dans lequel il soutenait que les Arméniens, en 1915, n'avaient pas été de pures victimes, Gilles Veinstein est accusé d'être le Faurisson du génocide des Arméniens, et moi, qui trouve cette accusation excessive et injuste et ne passe pas pour un disciple de Faurisson, pour un peu on me mettrait dans le même sac. Les choses sont pourtant un peu plus complexes. Je n'avais pas aimé l'article de Gilles Veinstein, qui s'appuyait sur des sources parfois douteuses et faisait assez maladroitement contrepoids à des articles très sévères pour les Turcs. Je n'ai jamais mis en doute la réalité de ce premier génocide du xx^e siècle et je sais que, dans les ghettos, pendant la Seconde Guerre mondiale, on lisait et on relisait l'admirable roman de Franz Werfel, *les Quarante Jours du Moussa Dagh* (du Mont de Moïse !) qui relate un épisode de cet immense massacre. Est-ce le gouvernement turc qui prit cette décision, est-ce le comité Union et Progrès noyau de cet Etat prétotalitaire ? Laissons les historiens en débattre et ne traitons pas



Il n'y a pas de solution miracle au problème kurde, pas plus qu'à celui du Kosovo. Et les tanks n'y feront rien !

d'histrions ceux qui adoptent tel ou tel raisonnement. Un point doit être rappelé : en 1894 comme en 1915, un rôle important est joué dans ces massacres par des tribus kurdes instrumentalisées par les dirigeants turcs. Le destin du peuple kurde est tragique. Partagé pour l'essentiel entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, les Kurdes sont presque condamnés à jouer d'une oppression contre l'autre, entre Saddam Hussein, Hafez al-Assad, l'ayatollah Khamenei et Bülent Ecevit, comment choisir ?

En 1967 avec Laurent Schwartz et Alfred Kastler, au lendemain de la guerre de Six-Jours, j'avais rencontré chez Daniel et Cletta Mayer, Golda Meir, alors leader du parti travailliste israélien. Comme nous lui faisons valoir qu'Israël était en train de s'attirer l'hostilité des peuples en voie de décolonisation et de restauration de leurs droits nationaux, elle nous répondit qu'il existait un mouvement national qu'Israël appuyait de toutes ses forces :

« Lequel ?
- Cela ne sortira pas de cette pièce ?
- Non.
- Ce sont les Kurdes. »

Il s'agissait bien évidemment des Kurdes d'Irak, et cette aide n'était probablement pas désintéressée.

Aujourd'hui, les Américains, protecteurs d'Israël, et garants de l'autonomie des Kurdes d'Irak, se cachent à peine d'avoir aidé la Turquie à enlever le leader kurde Abdullah Öcalan. Ni le person-

nage ni son parti, le PKK, n'attirent forcément la sympathie. J'ai connu un leader kurde (d'Iran) qui donnait une impression remarquable d'intelligence et de modernité. Il s'appelait Khassemou et fut piégé et assassiné par les services secrets du pays des ayatollahs. Quoi qu'on pense de M. Öcalan, la façon dont on l'a capturé relève de la piraterie internationale. Nous, Français, devrions nous souvenir de l'enlèvement par un autre acte de piraterie - c'était le 22 octobre 1956 - de Ben Bella et de ses amis voyageant de Rabbat à Tunis et détournés sur Alger. La presse poussa des cocoricos moins unanimes que ceux de la presse turque, mais fort vigoureux. La suite ne fut pas exactement glorieuse. Il n'y a pas de solution miracle au problème kurde, pas plus qu'à celui du Kosovo, mais ni les tanks ni les instruments de torture ne suffiront à le régler. ■

P.V.-N.

L'identité kurde niée

ENTRETIEN AVEC KENDAL NEZAN

En février dernier, le leader du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a été arrêté au Kenya. Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, revient sur cette arrestation, qui a déclenché de nombreuses manifestations, parfois violentes, et sur la situation des kurdes en Turquie et dans les pays de la diaspora.

Comment a été ressentie l'arrestation d'Ocalan par la population kurde ?

Ocalan représentait un héros pour ses partisans et pour le reste de la population, la majorité en fait, il était le leader de la guérilla pour l'obtention des droits des kurdes.

Les Kurdes, de Turquie ou de la diaspora, se sont sentis humiliés et lâchés par l'Europe à la suite de son arrestation. Ils ont pris conscience que les Etats occidentaux défendent les causes qui défendent leurs propres intérêts. Or la Turquie est un allié stratégique et militaire de poids dans la région pour l'Europe mais aussi pour les Etats-Unis et Israël. A la frontière des conflits des Balkans, du Caucase et du Moyen-Orient, le pays se situe à une position géographique déterminante. De plus, la perspective de contrats d'armement achète le silence des uns et la complicité des autres sur les atteintes aux droits de l'homme commises depuis de trop nombreuses années dans ce pays.

TURQUIE

Le PKK n'a pourtant qu'une influence minoritaire au sein de la population kurde ?

Les manifestations qui ont éclaté un peu partout en Europe et en Turquie à la suite de son arrestation s'expliquent par le fait que les Kurdes se disent qu'ils n'ont plus rien à perdre. Ils ont déjà tout perdu. Je crains donc une radicalisation de la population, qui n'attend désormais plus rien de l'Europe, et une tension plus forte encore entre Kurdes et Turcs. Cela a déjà commencé à Istanbul la nuit de l'arrestation d'Ocalan où des centaines de magasins kurdes ont été saccagés par des groupes d'extrême-droite.

A quand remonte la « question kurde » en Turquie ?

La question kurde remonte à la première guerre mondiale. Le traité

de Lausanne en juillet 1923 a consacré le partage de la population kurde entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Une section du traité est consacrée aux minorités mais seules les minorités religieuses sont reconnues. Le nouvel Etat turc mené par Atatürk veut créer une république une et indivisible avec comme idéologie : une seule langue, une seule culture et une seule nation, la nation turque. Une politique d'assimilation forcée est mise en place.

Dès l'année suivante un décret interdit l'usage, même oral, de la langue kurde. L'enseignement en kurde n'est plus assuré.

Une véritable politique de répression a été mise en place depuis les années quatre-vingt ...

Le bilan est très lourd dans le sud-est anatolien, principal lieu de résiden-

Une radicalisation de la population est à craindre

ce des Kurdes et lieu de toutes confrontations entre le PKK et l'armée turque. 4 000 villages ont été détruits, 3 millions de personnes ont été déplacées et 4 500 exécutions extra-judiciaires par les forces paramilitaires sont à déplorer. 12 000 prisonniers politiques sont détenus, des écrivains, des journalistes, des universitaires, pour délit d'opinion. Les peines les plus exemplaires sont celles du sociologue Ismail Besikair, condamné à deux cents ans de prison, et de la députée Leyla Zana condamnée à 15 ans.

La majorité, pacifiste, ne revendique pourtant pas l'indépendance ni même l'autonomie mais la reconnaissance de droits civils, politiques et culturels pour la population kurde, à savoir le droit de créer des partis poli-

tiques, d'utiliser leur langue dans les médias, les écoles ou les publications, droits qui leur sont toujours niés.

Malgré cette politique d'assimilation forcée, l'identité culturelle kurde a-t-elle pu subsister ?

Jusqu'à une quinzaine d'années, la société kurde était très rurale. Dans les campagnes, les Kurdes ont perpétué dans leur cercle familial et par la tradition orale leur langue et leur culture. Le peuple a gardé un fond commun écrit et oral fait de traditions, de légendes, de contes, de proverbes et de dialectes, très présents dans les fêtes de village.

La culture écrite est, elle, perpétuée dans les écoles religieuses. De plus, toute une littérature en kurde circule sous le manteau et les journaux turcs, malgré les nombreux emprisonnements de journalistes, consacrent une part de plus en plus large au Kurdistan.

Les kurdes sont également menacés dans les autres pays du Proche-Orient ?

En Iran, la langue kurde est marginalisée et folklorisée. L'enseignement, la presse en kurde sont interdits mais la musique, considérée comme un folklore, est autorisée. La religion officielle étant l'Islam chiite et les Kurdes étant sunnites, ils ne peuvent, de par la constitution, occuper les hauts postes de l'Etat. La culture kurde n'est pas niée mais utilisée pour diffuser la propagande du régime.

En Irak, depuis la guerre du Golfe, les Kurdes gèrent eux-mêmes leur province, déclarée « zone de sécurité » par les forces alliées, sous la supervision des Nations unies. Malgré d'importantes difficultés financières, trois universités ont été créées où 8 000 étudiants suivent des cours, trois chaînes de télévision et sept quotidiens sont diffusés en kurde.

En Syrie, les Kurdes sont « tolérés » mais toute publication dans leur langue est interdite. Dans les années soixante, 150 000 Kurdes ont été déchus de leur nationalité. Ils sont aujourd'hui 450 000 « sans-papiers ». Enfin, dans les ex-républiques de l'URSS leur situation est relativement plus confortables, les journaux sont autorisés.

La diaspora joue un rôle important dans le soutien de la culture kurde ?

La diaspora kurde s'est formée dans les années soixante-dix de manière significative en Europe pour des raisons politiques et économiques, avec

la conclusion d'accords intergouvernementaux sur l'arrivée d'une importante main-d'oeuvre. Des dizaines de milliers de travailleurs kurdes sont ainsi venus s'installer, suivis dans les années quatre-vingt par les intellectuels qui ont amorcé un renouveau culturel.

En Suède, par exemple, l'enseignement du kurde est aujourd'hui assuré dans certaines écoles primaires. Il y a une véritable volonté politique de permettre aux enfants de dialoguer avec leurs parents et grands-parents, d'empêcher l'éclatement de leur personnalité. *In fine*, de telles politiques permettent une meilleure intégration des Kurdes dans leur pays d'accueil. Une intégration symbolisée par la présence de députés kurdes aux parlements suédois et allemand. Parallèlement à ces initiatives, des initiatives privées sont nées et ont permis par exemple la création en 1983 de notre institut.

Enfin une télévision entièrement financée par la diaspora, et installée à Bruxelles en Belgique, diffuse depuis trois ans par satellite 18 heures de programme par jour sur l'actualité et cela comprend bien sûr l'actualité culturelle avec des programmes sur la musique, l'éducation...

Ce renouveau de la culture par la diaspora est-il source d'un nouvel espoir pour vous ?

L'espoir est pour nous aujourd'hui surtout démographique ; les projections donnent les Kurdes majoritaires dans la population de Turquie d'ici vingt-cinq ans. Il est urgent que l'Etat turc prenne conscience de cette égalité et cesse de nier notre identité.

**Propos recueillis par
Emmanuelle Pauly**

1 / En janvier 1999, il restait toujours cinq journalistes emprisonnés en Turquie (d'après les données de *Reporters sans frontières*). La loi antiterroriste, adoptée en 1991, est à l'origine de la majorité des poursuites engagées par les autorités contre les médias et les journalistes, la presse prokurde et d'extrême gauche étant leur principale cible.

2 / La guerre menée depuis 1984 dans le sud-est anatolien contre les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a fait plus de 30 000 morts. Les « équipes spéciales » et les 90 000 « protecteurs de villages », instaurés par l'Etat, mal contrôlés et infiltrés par l'extrême-droite, ont perpétré assassinats et trafics à large échelle. Ces troubles, ainsi que la destruction de centaines de villages, ont continué d'alimenter l'émigration vers les villes, malgré un timide mouvement de retour.

Nouvel an kurde

célébré le 21 mars 1998 à Newroz en Turquie par deux jeunes femmes kurdes. Les fêtes traditionnelles permettent de perpétuer la culture kurde réprimée en Turquie.

EPA/ Mehmet Gulbiz



Now, Turkey's Biggest Challenge

ISTANBUL — Abdullah Öcalan, leader of the PKK, probably never dreamed that he would be captured alive by the Turkish authorities. He was obsessed with his safety. When I first interviewed him in 1985 in the Bekaa, he told me that in the event of an ambush he had ordered his bodyguards to kill him rather than let him be captured by the Turks.

The ordinary Turk is just as surprised. People did not think they would ever see the country's most wanted criminal captured alive and being held in a Turkish prison.

Mr. Öcalan traumatized Turkey for 15 years. He commanded a guerrilla group responsible for 30,000 deaths and at least 50,000 wounded. The monetary cost of this struggle has added up to \$65 billion, it has otherwise taken a horrific toll on the country — millions of people have been uprooted from their village homes, and Turks have had to live with rampant inflation of around 85 percent.

The war has also torn the country apart. The population has been polarized, while human rights and democratic process have been, in many ways, shelved. The conflict has bred a sense of hopelessness, and Turkey has been weakened both within and without its borders.

Most importantly, PKK terror has prevented Turkey from tackling the core of the Kurdish problem.

With the capture of Mr.

By Mehmet Ali Birand

Öcalan, however, we are witnessing a spectacular change of mood and attitude. After all these long years, the country is suddenly awash with the hope that it might be able to solve the one problem that has been hampering our development for so long. There is a new self-confidence and excitement in the air.

People who previously held altogether opposed views on how to deal with the problem are now coming together. There is a widespread feeling of a new page being turned in Turkish history, of a chance for a completely new start. Even the most militant among Turks, those who held out for a total military solution, are now voicing sentiment that it is time to change.

The immediate matter on everyone's mind is that Mr. Öcalan be tried in a manner that will be deemed fair in international circles. Public opinion is very sensitive on this issue. People are excited about being able finally to prove to the world that the old charges against Turkey have not been true, that despite its many shortcomings Turkey operates in a just and legal manner.

The second challenge facing Turkey is how it will tackle the Kurdish problem.

Everyone now seems to understand that the task at hand is to solve the Kurdish problem. A general view is that

even if the capture of Mr. Öcalan represents a tremendous blow for the PKK, it does not automatically spell the end of the resistance movement.

But it is believed that if the country goes into action now it will be able to free itself from the swamp in which it has been stuck for so long. To do this it must quickly set into motion a number of cultural, social and economic reforms and must be willing to pass in short order a law granting some sort of amnesty to those living in the mountains or wasting in prisons who have not been guilty of heinous crimes. The restrictive laws that are part of the State of Emergency Act must be relaxed.

It was not long ago that mere discussion of such steps provoked long debate. Many believed that such actions, taken before PKK terror had been brought under control, would be a sign of weakness or capitulation. This attitude is now changing.

A broad consensus is forming. It encompasses the military, political hard-liners, members of the press corps and even ordinary citizens who have lost relatives to PKK terror. Turks hope that a cleaning of the slate can solve the Kurdish problem. This is the biggest challenge facing the country.

The writer, a Turkish journalist and commentator, contributed this comment to the International Herald Tribune.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PRINTED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FRIDAY, FEBRUARY 26, 1999

AGENDA

Turkey Seeks Ban On Kurdish Party

ISTANBUL (NYT) — A senior prosecutor has asked the Constitutional Court to prevent the country's pro-Kurdish political party from participating in national elections scheduled for April.

The prosecutor, Vural Savas, has been asserting for months that the party, People's Democracy, works secretly with guerrillas loyal to Abdullah Öcalan, the rebel leader who was captured two weeks ago in Kenya and is now under heavy guard in a Turkish prison. He was allowed to see defense lawyers Thursday for the first time since his arrest.

Leaders of the party have long denied that it is connected to the guerrilla movement.

The case is not likely to be decided before the elections.

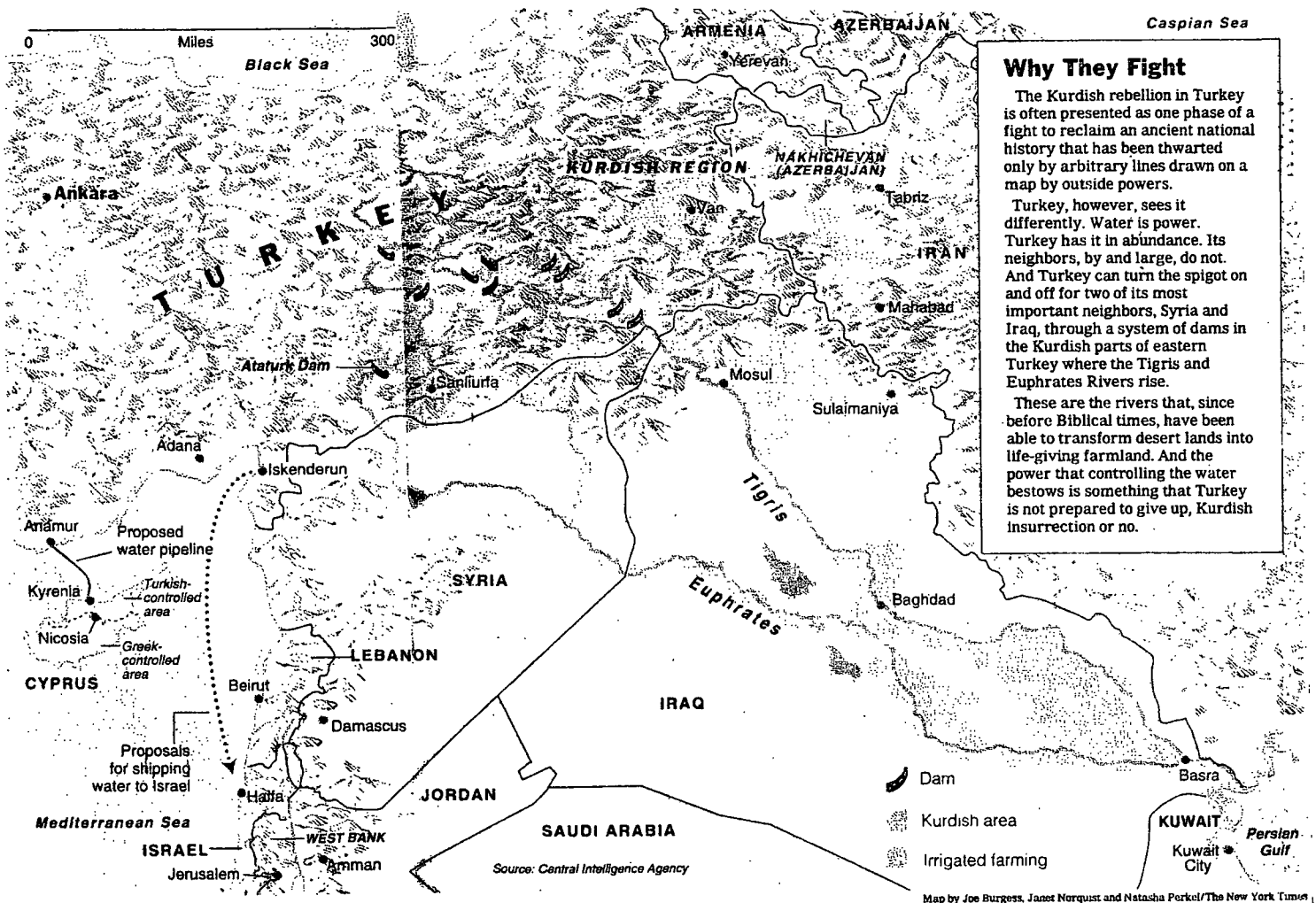
Harcelés, les avocats d'Öcalan suspendent leur défense

ISTANBUL. Les avocats du chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan, ont suspendu, vendredi 26 février, la défense de leur client en assurant craindre pour leur vie, tandis qu'un défenseur était arrêté et un autre condamné à un an de prison, pour « menées séparatistes ». « L'Etat turc ne peut garantir ma sécurité, je pourrais être assassiné. Des membres de ma famille ont déjà été menacés », a déclaré Ahmet Zeki Okcuoglu, l'un des deux avocats qui avaient rendu visite jeudi au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à l'île-prison d'Imrali, où il est détenu.

Un autre avocat d'Öcalan, Osman Baydemir, a été interpellé par la police sur la base d'un mandat d'arrêt par contumace, délivré à son encontre par la Cour de sûreté de Diyarbakir (Sud-Est), selon l'agence Anatolie. Le même jour, la Cour de cassation turque a confirmé une condamnation à un an de prison pour « propagande séparatiste » d'un troisième avocat d'Öcalan, Medeni Ayhan, du barreau d'Ankara. — (AFP)

LE MONDE / DIMANCHE 28 FÉVRIER - LUNDI 1^{er} MARS 1999

Where Kurds Seek a Land, Turks Want the Water



THE NEW YORK TIMES, FEBRUARY 28, 1999

By **STEPHEN KINZER**

THE capture this month of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan has focused new attention on the war he has waged against the Turkish army for 14 years. In recruiting fighters and supporters, Mr. Ocalan has fed on the resentment many Kurds feel for what they consider the Government's unjust discrimination against them. But he could never have built such a potent force without great amounts of help from other countries.

There are many reasons why Mr. Ocalan found foreign supporters for his bloody rebellion against Turkish rule, and why Turkey has resisted his rebellion so fiercely. Some are to be found in history, others in psychology, and still others in geopolitics.

Lurking behind them all, however, is water.

For more than a decade until last October, Mr. Ocalan lived semi-clandestinely in Syria, and the Syrian Government gave him money, arms and political cover. Iraq also helped him, allowing him to build bases along the Iraqi-Turkish border. Neither Syria nor Iraq were embracing his cause out of any love for Kurds; on the contrary, governments in both countries have fiercely repressed their own Kurdish populations.

But Syria and Iraq want water from rivers that spring from Turkish soil. Turkey has given them what it considers ample amounts of water, but rejects what it calls their "unacceptable claims." They have supported Mr. Ocalan's fighters as a way of applying pressure on Turkey to give them more water.

The Tigris and Euphrates Rivers created the "Fertile Crescent" where some of the first civilizations emerged. Today they are immensely important resources, politically as well as geographically. Through a system of dams in its southeastern provinces, Turkey controls their flow and is determined not to give up its control. That is one important reason that Turkish leaders have so resolutely refused to grant any autonomy to the Kurdish region, which straddles both rivers.

Few if any countries understand the growing importance of water as fully as Turkey does. In one of the world's largest public works undertakings, Turkey is spending \$32 billion for the huge Southeast Anatolia Project, a complex of 22 dams and 19 hydroelectric plants. Its centerpiece, the Ataturk Dam on the Euphrates River, is already completed. In the reservoir that has built up behind the dam, sailing and swimming competitions are being held on a spot where for centuries there was little more than desert.

When the project is completed, perhaps in the next decade, it is expected to increase the amount of irrigated land in Turkey by 40 percent and provide one-fourth

of the country's electric power needs. Planners hope this can improve the standard of living of six million of Turkey's poorest people, most of them Kurds, and thus undercut the appeal of revolutionary separatism. It will also deprive Syria and Iraq of resources those countries believe they need — resources that Turkey fears might ultimately be used in anti-Turkish causes.

The region of Turkey where Kurds predominate is more or less the same region covered by the Southeast Anatolia Project, encompassing an area about the size of Austria. Giving that region autonomy by placing it under Kurdish self-rule could weaken the central Government's control over the water resource that it recognizes as a keystone of its future power.

In other ways also, Turkish leaders are using their water as a tool of foreign as well as domestic policy. Among their most ambitious new projects is one to build a 50-mile undersea pipeline to carry water from Turkey to the parched Turkish enclave on northern Cyprus. The pipeline will carry more water than northern Cyprus can use, and foreign mediators like Richard C. Holbrooke, deeply frustrated by their inability to break the political deadlock on Cyprus, are hoping that the excess water can be sold to the ethnic Greek republic on the southern part of the island as a way of promoting peace.

It is no accident that President Suleyman Demirel of Turkey is a water engineer by profession and entered public life as director of the State Waterworks Administration. His background and that of his classmate in engineering school, the late President Turgut Ozal, have done much to make Turkey so water conscious. Both men vigorously supported the Southeast Anatolia Project in the 1980's even though Western countries including the United States refused to provide loans or credits for it because they did not want to alienate Arab countries.

One of the most important developments in the Middle East in the last 20 years has been the emergence of a strong partnership between Turkey and Israel. Both countries have much to gain from it; for Israel water is among the greatest potential benefits. Israel is thirsting

for water, and Turkey is overflowing with it. Intensive studies are now under way to see whether tankers, pipelines or other means can be used to send Turkey's water to its new Israeli friends. Not coincidentally, the basis for the Turkey-Israel partnership was laid when Mr. Demirel headed the Turkish Government and another water engineer, Yitzhak Rabin, was in power in Israel. "If we solve every other problem in the Middle East but do not satisfactorily resolve the water problem, our region will explode," Mr. Rabin once said. Other Middle Eastern leaders have agreed. The late King Hussein of Jordan asserted that conflicts over water "could drive nations of the region to war."

Turkey may be the world's most water-conscious country, and the Middle East the region where water issues are most urgent. But competition for water, and for the power that control of water represents, is intensifying from Africa and Central Asia to Los Angeles and the Everglades. "The world's population of 5.9 billion will double in the next 40 to 90 years," former Senator Paul Simon has written in a new book titled "Tapped Out" that examines global water problems. "Our water supply, however, is constant," he wrote, as "per capita water consumption is rising twice as fast as the world's population. You do not have to be an Einstein to understand that we are headed toward a potential calamity."

COUNTRIES that control water are likely to be the big winners of the future. Turkey is among them. Its policies have for years been shaped by a desire to use water to achieve political aims, and the policies are beginning to pay off.

"Water has been used as a means of pressure, for example the Syrians sponsoring Kurdish separatism because they want more water," said Ishak Alaton, a visionary Turkish businessman whose company has won the contract to build the water pipeline to Cyprus and is conducting a feasibility study for a pipeline to Israel. "It can also be used for peace, as we are hoping in Cyprus. You can't overstate its importance. I firmly believe that just as the 20th century was the century of oil, the 21st century will be the century of water."

PARLEMENT EUROPÉEN

RELATIONS INTERNATIONALES

ARRESTATION D'ÖCALAN

Déclarations de la Commission et du Conseil

Débat

24.02 - Dans sa déclaration sur l'arrestation de M. Öcalan et la nécessité d'une solution politique au problème kurde, le Président en exercice du Conseil, *M. Ludger VOLMER*, a déploré l'incapacité de la communauté internationale à juger Öcalan et à condamner avec détermination la violence. Il estime que, par ses actions terroristes, le PKK s'est discrédité lui-même et ne peut

prétendre défendre les aspirations du peuple kurde. *M. VOLMER* estime qu'un pays qui craint pour sa stabilité ne peut reconnaître le PKK comme partie au conflit. Si la Turquie pouvait satisfaire à des revendications ethniques, cela contribuerait sans nul doute à relâcher la tension.

Le Président en exercice du Conseil estime qu'un premier pas dans la bonne direction consisterait à dire la vérité et à reconnaître qu'il y a un problème kurde. Ce problème doit être réglé en Turquie et il faut engager un dialogue pour trouver une solution. Si tout peuple a droit à une autonomie culturelle, il faut distinguer une telle autonomie du séparatisme et de l'autonomie étatique. *M. VOLMER* espère que le gouvernement turc fera la différence entre l'autonomie culturelle à laquelle a droit le peuple kurde et le séparatisme. S'il soutient la Turquie dans ses efforts pour défendre son intégrité territoriale, le Président en exercice du Conseil a

également insisté sur le droit légitime à l'autonomie culturelle des Kurdes. Il estime que l'intervention du Président Demirel évoquant une éventuelle amnistie pour les membres du PKK déposant les armes va dans le bon sens.

Le commissaire, *M. Hans VAN DEN BROEK*, s'est associé à la déclaration du Président en exercice du Conseil et a souligné que la déclaration du Conseil de lundi dernier, dans la mesure où elle répète son opposition à toute forme de terreur, rencontre la position de la Commission.

Le commissaire a souhaité et demandé à la Turquie de respecter les conventions du Conseil de l'Europe. Soulignant l'extrême complexité du problème kurde, le commissaire estime qu'il ne s'agit pas de formuler des critiques à la seule encontre de la Turquie. Toutefois, il estime que le respect de l'identité culturelle est une revendication légitime et il demande à la Turquie d'oeuvrer à l'amélioration de la situation socio-économique dans l'est du pays, situation socio-économique qui favorise la terreur.

Au nom du groupe PSE, *Mme Pauline GREEN* (RU) a souligné que le terrorisme était le symptôme d'un problème qu'il convient de résoudre. Elle condamne ceux qui soutiennent le terrorisme. Elle a également mis en évidence le fait que tous les manifestants qui ont défilé dans les villes européennes ne sont pas des terroristes.

Mme GREEN a lancé un appel à la Turquie pour qu'elle saisisse la chance qui se présente et qu'elle fasse la preuve que, dans les dossiers délicats, la justice turque peut respecter les obligations internationales souscrites par la Turquie. Il appartient à la Turquie de mettre en place les réformes nécessaires (enseignement, développement socio-économique,...) pour que la minorité kurde puisse s'exprimer dans le contexte turc.

M. Arie OOSTLANDER (PPE, NL), au nom de son groupe, a plaidé pour un procès juste et équitable. Il a lui également mis l'accent sur le problème kurde qui se cache derrière l'affaire Öcalan. Il faut sortir d'une spirale de la violence et *M. OOSTLANDER* a souligné qu'il y avait également eu des manifestations qui s'étaient déroulées dans le calme. C'est cette frange-là de la population kurde que nous devons écouter. En

conclusion, il a demandé que le problème kurde soit pris en compte dans le cadre de l'intégrité territoriale turque.

Au nom du groupe ELDR, *M. Jan BERTENS* (NL), tout en rappelant que M. Öcalan est le dirigeant d'une organisation terroriste dont il n'a jamais approuvé les actes, a souligné la nécessité d'un procès équitable. Si la Turquie veut intégrer l'Union européenne, elle se doit d'être démocratique. Soulignant le sort tragique des populations kurdes, *M. BERTENS* a rappelé que

le PKK ne représente qu'une partie de cette population et que la Turquie commet une erreur en interdisant toutes les organisations kurdes. L'Union européenne doit insister sur le respect du droit des minorités.

M. Vassilis EPHREMIDIS (GUE/NGL, GR), au nom de son groupe, a souligné que la longue et dure lutte de libération kurde se poursuivra jusqu'à la victoire. Il a vilipendé le Conseil et la Commission qui parlent du procès Öcalan comme s'ils représentaient le procureur turc. Pendant trois mois, rien n'a été fait pour venir en aide à M. Öcalan et il a été sacrifié à quelques poignées de dollars d'investissement en Turquie. Dans ce contexte, on n'a pas le droit de parler de morale. *M. EPHREMIDIS* a souligné que la même situation avait prévalu pour Mandela et Arafat. Il a terminé en demandant que l'on se préoccupe des trois jeunes femmes kurdes, de nationalité belge, qui se trouvent encore sur le territoire kenyan. Il faut que la résolution du Parlement européen fasse référence à leur situation.

Au nom du groupe UPE, *M. Jean-Claude PASTY* (F) n'a pas voulu se comporter en censeur et a tenté de dégager les aspects positifs de cette affaire pour l'avenir de la paix dans la région. Reconnaisant que la violence avait été le seul moyen d'expression du peuple kurde, il a plaidé la nécessité et l'urgence de trouver une solution pour les 30 millions de Kurdes. Il faut une solution pacifique qui garantisse l'autonomie dans le respect des frontières des quatre Etats concernés.

Dans la mesure où Öcalan ne représente pas l'ensemble de la communauté kurde, il souhaite que la Turquie ne pratique pas l'amalgame. En ce qui concerne les violences sur le territoire de l'Union européenne, il a mis en évidence la désorganisation

des forces de sécurité et plaidé pour une intensification des relations entre les services de police.

Mme Magda AELVOET (Verts, B), au nom de son groupe, a rappelé que l'arrestation d'Öcalan ne résout pas le problème kurde. Il s'agit d'un problème international qui se pose principalement en Europe. Plaidant pour un procès équitable, elle se félicite de ce que la Turquie envisage de nommer des procureurs civils. En conclusion, elle demande que le Parlement européen envoie une délégation sur place.

Au nom de son groupe, *M. Gianfranco DELL'ALBA* (ARE, I) a estimé que le Parlement européen se posait trop souvent en donneur de leçons et demandé que l'on fasse notre examen de conscience. Un pays qui aurait pu demander l'extradition ne l'a pas fait et l'Italie aurait dû prendre ses responsabilités. En définitive, c'est tout ce qu'on voulait éviter qui s'est produit et il faut un *mea culpa* européen.

Au nom du groupe I-EDN, *M. Jens-Peter BONDE* (DK) a plaidé pour un procès équitable et estime que l'Union européenne ne peut entretenir de relations normales avec la Turquie tant que ce pays pratiquera la torture et opprimer les Kurdes.

Reprenant la parole, le Président en exercice du Conseil, après avoir souligné que le problème kurde n'était plus une affaire intérieure à la Turquie, s'est félicité de ce que le Parlement européen se montre d'accord avec les principes repris par le Conseil.

Vote

25.02 - En adoptant une résolution commune déposée au nom des groupes PSE, ELDR, GUENGL, Verts, ARE, I-EDN ainsi que par *Mmes et MM. DASKALAKI, ROSADO FERNANDEZ, KAKLAMANIS, OOSTLANDER, ROBLES PIQUER et VALVERDE LOPEZ*, sur l'arrestation de M. Öcalan et la nécessité de trouver une solution politique à la question kurde, le Parlement européen se déclare convaincu de ce que la question kurde a désormais une dimension internationale lourde d'implication pour la paix, la sécurité et la stabilité en Europe. Cela exige une approche commune de l'Union européenne.

Le Parlement européen demande avec insistance que tout soit mis en oeuvre pour que les trois femmes kurdes de l'ambassade de Grèce à Nairobi soient rapatriées dans le respect des règles du droit international. Il condamne fermement tous les actes de violence, les prises d'otages et les incursions dans les ambassades. Il exige du PKK et des autres organisations turques le respect de l'ordre juridique des Etats membres de l'Union européenne.

De même, il invite les autorités turques à manifester leur engagement de rechercher une solution politique à la question kurde et demande aux organisations kurdes de se déclarer prêtes à soutenir une solution politique et en accepter les obligations.

Jugement de M. Öcalan

Le Parlement attend que l'on réserve à M. Öcalan un traitement humain et qu'il se voit assuré d'un procès public équitable en conformité avec les obligations de la Turquie au titre de la législation européenne et du droit international. Dans la mesure où il considère que la présence de juges militaires compromet l'indépendance du procès, le Parlement européen souligne à quel point le recours à une Cour de sûreté de l'Etat pour juger M. Öcalan le préoccupe.

Le Parlement européen demande également que des observateurs internationaux puissent être admis au procès et réclame pour M. Öcalan le droit de choisir librement ses avocats parmi ceux qui sont autorisés à pratiquer en Turquie.

Avenir des Kurdes

Après avoir rappelé sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes, le Parlement européen plaide pour une solution politique à la question kurde en Turquie. Cette solution doit intégrer le respect de l'intégrité territoriale de la Turquie, la démocratisation et le renforcement de la société civile, la reconnaissance des droits des Kurdes à l'intérieur des frontières de la Turquie, ainsi qu'un développement économique et social de la région.

Enfin, le Parlement européen invite instamment les autorités turques à permettre la libre participation aux élections d'avril de tous les partis politiques démocratiques en présence, y compris l'HADEP.

Global plot that lured Kurds' hero into trap

Abdullah Ocalan's arrest ignited furious protest across Europe. **Helena Smith** in Athens, **Chris Morris** in Ankara and **Ed Vulliamy** in New York report on the secret operation that led him into Turkey's clutches

THE LEAR JET carrying Abdullah Ocalan touched down on Greek soil on 29 January. That evening, at her seaside home near Athens, 77-year-old Voula Damianakou — one of the country's most popular authors — was surprised to hear a knock at the door.

Outside stood an agitated Antonis Naxakis, a retired rear admiral and one of Ocalan's closest friends. He had hired the plane that had brought the Kurdish leader from St Petersburg to Athens, arranging — with the help of ultra-nationalist Socialist MPs — for him to be whisked through the VIP channel.

Now Naxakis asked Damianakou, celebrated in Greece as a resistance fighter during the German occupation, to give Ocalan a bed for the night.

'At first, we thought it was a joke,' she said. 'But when people knock at my door I don't forget our country's tradition of hospitality. Before me was a man who was being persecuted.'

'I've never forgotten my own days during the German occupation, when people would open the door to me, so I felt I owed it to Ocalan and I took him in, gave him dinner and a bed for the night.'

Ocalan, accompanied by his secretary and two bodyguards, told her he was worried that the Greek government would make concessions to the Turks through the Americans. Last week, as Kurds rioted across Europe, his fears had proved justified.

But on that night, 29 January, he found moments of solace. 'We spoke about everything, especially ancient Greek civilisation and Shakespeare, which interested him a lot,' said Damianakou.

He asked if she thought the Greek government would protect him; she reassured him, reminding him that Greece

had always been pro-Kurdish.

'He was very tormented, and so tired that he slept, poor soul, until midday on Saturday.'

The next night Ocalan was taken to Naxakis's house, where it had been arranged he should meet Foreign Minister Theodoros Pangalos to discuss whether Greece would be prepared to grant him political asylum.

But instead of Pangalos it was Major Haralambos Stavarakakis, head of the Greek secret service EYP, who arrived.

He told Ocalan he could not stay in Greece, since the country did not want to risk a war with Turkey by harbouring the leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a 15-year struggle for autonomy in south-eastern Turkey.

But Stavarakakis did have a suggestion: he offered Ocalan shelter in an embassy, although it is not clear if he specified Nairobi. Ocalan said he would think about it.

It was the beginning of the end for the world's most wanted man. On 1 February, he had tried to reach Holland via Minsk. That attempt failed and his plane was forced to land in Corfu due to lack of fuel. Ocalan spent the night of 2 February in a Corfu safe-house provided by Greek intelligence.

He seems to have agreed to Greece's offers of refuge on Pangalos's assurance that it would be a temporary measure until Athens could negotiate political asylum with Holland or an African state. But Naxakis said Ocalan had no idea that he was being taken to Kenya — a country

he would have turned down because of its heavy CIA presence following the bomb attack on the US Embassy last summer. There are currently more than 100 US intelligence officers and law-enforcement agents, along with Kenyan security officials, in Nairobi.

When Ocalan arrived in Nairobi on 2 February he was accompanied by four Kurdish associates and a Greek agent. One of the Kurds, Semsil Kilic, said, the PKK leader did not know he was going to Kenya until he arrived there.

'I believe he thought he was going to South Africa,' she told the pro-Kurdish Med-TV last week.

Sources say the Greek government decided to send Ocalan to Kenya following intense pressure from Washington.

'The pressure was not only tough, it was vulgar,' said



Before his arrest, Abdullah Ocalan, above, led the Kurdistan Workers Party in a 15-year guerrilla war against Turkey. Photograph by Jamal Saidi/Reuters

Serafeim Findanides, editor of the daily *Eleftherotypia*. 'From what I've heard, Pangalos was told something like "your mother will be fucked if you don't go along with this".'

In Washington, officials — while denying 'official' involvement in the affair — acknowledged that the US had worked for four months to help Turkey arrest Ocalan. It had helped to make him flee Syria and had persuaded numerous nations to refuse him sanctuary, driving him into a desperate search for refuge.

A senior official said: 'We as a government tried to figure out where he was, where he was going and how we might bring him to justice.'

The US has an increasingly close military and intelligence relationship with Turkey, a Nato ally that lets the US use a base in Incirlik to fly missions against Iraq and eavesdrop electronically on Baghdad.

'The whole thing was plotted by America, Turkey, Kenya and Greece. We were the middle men,' said Colonel Savvas Kalenterides, who was dispatched to Nairobi to take charge of the operation. 'As a Greek, I feel deeply ashamed about our role, which is why I have decided to talk.'

Last week — after the rebel leader had been at the compound for 12 days, and negotiations for his surrender had still not been completed — US officials reportedly began to lose their temper.

LAST MONDAY Turkish Prime Minister Bulent Ecevit was in the middle of an important and controversial meeting with Iraq's Deputy Prime Minister, Tariq Aziz, when his private secretary interrupted with a handwritten note. A few minutes later, the Prime Minister excused himself. He had more pressing business to attend to: Operation Safari — the secret mission to capture Ocalan — was about to enter its decisive final phase.

It had begun 11 days earlier, on 4 February, when Turkey was tipped off by the US that Ocalan was in the Greek Embassy in Nairobi. Only 10 people in Ankara knew; any leak to Turkey's rumour-obsessed media could have scuppered the operation.

In a secret summit at the presidential palace that night, Ecevit and President Suleyman Demirel met the Chief of the General Staff and the head of Turkey's intelligence organisation, MIT. They decided to dispatch a team of Turkey's elite soldiers, the Maroon Berets, to

Africa. An executive jet was procured from one of Turkey's leading business magnates, who was told it was a matter of national security.

The Falcon 900B jet was chosen because it could fly back from Kenya to Turkey without having to refuel. It was painted blue and its Turkish markings replaced with a Malaysian flag. The Turkish team — including a doctor and a flight crew of three — flew first to the Ugandan capital, Kampala, where they waited for several days until given the all-clear to proceed to Nairobi.

There, in the Greek Embassy, Ocalan was — according to his supporters — still confident that Greece would find him asylum somewhere 'appropriate'. But as the days dragged on, he became increasingly impatient with his captivity in the Greek diplomatic compound.

Even Kurdish sources, speaking later, criticised him for using his mobile phone and walking around the grounds. The streets outside must have been crawling with foreign agents, waiting to pounce on their prey.

As American pressure on the Greek government intensified, Ocalan's demands took on a note of desperation. Last weekend a statement was released on his behalf appealing again for asylum in Italy, Greece or Russia. He was, he said, 'in great danger'.

By last Monday Ocalan's Kurdish companions, who are still stuck in the Greek Embassy, were extremely worried — and with good reason. That day the Kenyan authorities presented the Greek Ambassador, George Costoulas, with photographic evidence proving that Ocalan was on his property.

The ambassador told his Kurdish guests he had struck a deal with the Kenyans to fly the PKK leader and his friends to a European country of his choice. It is not clear whether the Greeks believed the offer was genuine, or had by now reluctantly caved in under American pressure.

Meanwhile, the Turkish team on standby in Uganda finally left for Nairobi at about 4pm on Monday.

OCALAN'S preferred destination was the Netherlands. He wanted to take his case to a European court and propel his conflict with Turkey to the world stage. By early Monday evening the Kenyans had made it clear that if he did not leave, 'something might happen' that night.

FLIGHT PATH FROM NAIROBI

— OCALAN'S LAST STAGING POSTS



Bound and possibly drugged, Ocalan is flown out of Nairobi.

Reuters



'Welcome home,' his captors said as the plane arrived in Turkey.

Reuters



The Turkish special forces on the plane celebrate his capture.

Reuters

Mystery still surrounds the exact circumstances of the journey from the embassy to the airport. According to Kilic, the Kurdish activist who was present, five vehicles arrived which belonged to the Kenyan police and Interior Ministry. An argument over which car Ocalan should use to travel to the airport began and lasted for around half an hour. His associates wanted him to ride in the Greek ambassador's vehicle because it would — like the embassy compound — enjoy diplomatic immunity. But the Kenyans insisted that he travel in their Jeep. Kilic said Ocalan was suspicious, but believed he had no choice. A last-minute phone call from Greek Foreign Minister Pangalos seemed to offer reassurance. But once the convoy of cars departed, the game was up.

Ocalan was put in the Jeep without any of his associates. His vehicle sped away from the rest and arrived at the airport first. It appears that along the way he was drugged. The Jeep was surrounded by police as soon as it arrived at the airport.

The identities of all the people in the convoy may never be known. Were any Turks present? Any Americans? Many suspect US involvement, though Washington has insisted that it played no direct role. All Turkey's special forces had to do, it seems, was sit in their plane, waiting for Ocalan to walk into their trap.

The plan worked like a dream. Once the plane was safely airborne, the Turkish celebrations began: a military intelligence video released to an awestruck public showed agents wearing black balaclavas exchanging congratulations and high-fives as Ocalan sat quietly blindfolded and handcuffed.

At one stage the blindfold was removed and Ocalan was seen in close-up, drenched in sweat, bewildered and nervous. 'Welcome home,' an agent says. 'Thank you,' says Ocalan, 'I love Turkey and I love the Turkish people.'

The mission was so secret that when the plane tried to land at Istanbul airport it was initially refused permission because it had no flight plan. It circled above the city until an urgent call from Ankara to the control tower gave the required clearance for the plane to land.

Ocalan arrived in Turkey at 3am on Tuesday, 16 February.

He is now incarcerated on an isolated prison island in



A hooded Ocalan boards the vessel which will take him to prison.

AP



Bound, blindfolded and humiliated, Ocalan is presented to the Turkish media

Reuters

the Sea of Marmara, south of Istanbul.

All the other prisoners have been evacuated and an exclusion zone declared for 10 miles around the island.

Sitting in his office in Ankara, Prime Minister Ecevit has been basking in the glow of a Turkish triumph.

Now Operation Safari is over, he acknowledges that Turkey received some help, but refuses to identify any friends in high places.

'In the interest of not disturbing those parties who took part in this operation,' he said, 'I will use a local expression... "Let us eat the grape and not ask where it came from".'

IN GREECE, the political fallout has been intense and destructive. Greeks consider their country's bungling and duplicitous behaviour a national humiliation. Ocalan

is seen as a folk hero by Greeks who have not forgotten their ancestors' own desperate fight against the Ottoman Turks. They have turned their anger on the government of Prime Minister Costas Simitis.

He has resisted calls for his own resignation, but on Thursday Pangalos and two other Ministers quit the government. Stavrakakis resigned the next day. A prosecutor has opened an investigation into Naxakis and his colleagues. On Wednesday, police ordered strict security measures to be instituted at all public buildings and foreign embassies indefinitely.

Simitis sought to deflect the outrage. 'Greece fully carried out its moral duty... it should not have been presented with such a dilemma. But no European country or organisation was willing to take any initiative,' he said.

Ocalan had been on the run for almost six months since being forced under threat of military action by Turkey to leave Syria, his base for almost 18 years. On 9 October he was smuggled via Greece to Russia, where he was soon spotted by Israeli intelligence agents, who passed the information to the Turks. Under pressure from Ankara and Washington, the Russians told Ocalan he had to move on and he was offered a variety of destinations. But Ocalan made his own choice: a bold, high-profile gamble to go to Italy and apply for political asylum in the heart of Europe.

It didn't work. His presence in Italy sparked anti-Italian street protests across Turkey, as well as a furious diplomatic row between Rome and Ankara which still festers bitterly. Italy refused to extradite Ocalan to Turkey because the death penalty remains legal

there.

Finally — after much negotiation and arm-twisting — Italy persuaded Ocalan to leave on 16 January and he spent much of the next two weeks trying to gain permission to stay in Russia.

But the government in Moscow would not be moved, and Ocalan was kept waiting for a week at Nizhny Novgorod airport.

Under Turkish law, the Kurdish leader will be tried for treason. If found guilty, he could be executed or given 22,000 life sentences.

'The Kurdish people are desperate. They have lost their leader,' said Yasser Kaya, the president of the Kurdish parliament-in-exile.

'They are united in anger. I don't know if the situation can now be controlled.'

Turkey at the turning point

They've got their man... so what next, asks **Chris Morris** in Ankara

'THIS IS THE PICTURE' we've been waiting for! That was the banner headline accompanying the dramatic image many people here thought they'd never see: Abdullah Ocalan standing handcuffed in front of two Turkish flags.

For nearly two decades Ocalan has been Turkey's most wanted man, and his arrest is a turning point. It could mean the end of the long Kurdish rebellion — or it could be the beginning of a new and more violent phase.

Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) must be reeling, but it has already been without his direct leadership for several months while he has been on the run.

The PKK has issued defiant statements since its president was put behind bars. Demonstrations in Europe, it said, should be peaceful but 'any kind of violence in Turkey is legitimate'.

Although the Turkish media call Ocalan a 'blood-soaked baby killer', most analysts be-

lieve he has been holding back even more extreme elements within the PKK for some time. They may now come to the fore.

The PKK has been waging war in the mountains and villages of the impoverished south-east. Over the years there have been occasional attacks on tourist sites and big cities, but no atrocities on the scale of the IRA, Hamas or Sri Lanka's Tamil Tigers.

Some believe the PKK does not have the ability to carry out such an attack, but the police and military are taking no chances. They are on red alert across the country.

After a war which has cost thousands of lives and billions of pounds, Turkey is in no mood for compromise.

Last Friday, Prime Minister Bulent Ecevit offered an amnesty to PKK members who come down from the mountains. But he insists that political concessions are out of the question. 'Autonomy or federalism are not on the agenda.'

he said in an interview in his Ankara office last week. 'We will not allow it and we can't afford it.'

The government's plan is to offer rapid economic development to the country's poorest region. Tribal and traditional, the south-east is a different world from the prosperous areas of western Turkey which look towards the European Union.

Ecevit now has a chance for change. He is pinning his hopes on private investment in a patriotic crusade to unite the country. Hard-headed business leaders are not so sure. 'Peace is essential for us

'Autonomy or federalism for the Kurds are not on the agenda. We will not

allow it and we can't afford it'

to go to the south-east,' said one, 'and that is a task for the politicians.'

Up to 2,000 Kurdish activists have been arrested in the wake of Ocalan's capture. Resentment is high and violent protests are continuing. 'Things have changed,' said one Kurd in the capital, 'and no one really knows what might be coming next.'

The arrest of the PKK's leader will have repercussions throughout the region. Ocalan's interrogators on his isolated prison island are already trying to extract embarrassing details of his long association with Greece and Syria, and any number of secrets may come tumbling out.